TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9956 — 32 PAGES — MERCREDI 2 FÉVRIER 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

EN ESPAGNE

L'opposition démocratique demande que l'action de la police soit mieux contrôlée

LIRE PAGE 3

Les démarches diplomatiques de M. Jimmy Carter

Le nouveau président manifeste une volonté de coopération avec ses partenaires

Les deux premières semaines de l'administration Carter ont été surtout consacrées à la mise au point de la politique étrangère. Le président et ses collaborateurs ont pris contact avec les principaux alliés des Etats-Unis, défini les principes et préparé les échéances des conversations avec l'U.R.S.S., marqué leur souci de discuter avec Cuba et Panama, indiqué leur volonté de relancer les négociations pour régler les conflits d'Afrique australe.

● *Le* vice-président Mondale achève à Tokyo, ce mardi 1er février, une tournée qui l'a successivement mené à Bruxelles, Bonn, Berlin, Rome, Londres et Paris. Partout où il est passé, il a indiqué que le gouvernement américain entendait améliorer la coopération politique avec ses alliés.

● Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a tenu lundi sa première conférence de presse. Il a indiqué que, sans faire inutilement des éclats, le nouveau gouvernement américain parlerait *« toujours franchement de l'injustice chez nous et à l'étranger »*. M. Vance, qui compte aller au mois de mars à Moscou, s'est déclaré persuadé que les négociations avec l'U.R.S.S. sur la limitation des armements stratégiques nucléaires *ne seraient pas affectées* par ces prises de position.

Le secrétaire d'Etat a également parlé de la normalisation des relations avec Cuba. Jusqu'à présent, les Etats-Unis exigeaint que Cuba cesse de soutenir les mouvements portoricains favorables à l'indépendance et retire ses troupes d'Angola. Au cours de sa conférence de presse, M. Vance a indiqué que le retrait de ces troupes n'était pas une condition préalable à toute discussion.

● Le nouveau représentant des Etats-Unis auprès des Nations unies, M. Andrew Young, entreprend, mardi, un voyage de dix jours en Afrique.

(Lire nos informations page 5.)

Une politique en gestation

On perdrait son latin à vouloir peser au trébuchet les déclarations de politique étrangère émises à la Maison Blanche ou faites par les collaborateurs de M. Carter. Les « avertissements » adressés à l'U.R.S.S. à propos de ses dissidents, mais à moitié rétractés le lendemain, puis repris et « modulés » le surlendemain par le président en personne (ce qui n'empêchera pas l'officiel du département d'Etat au verbe trop zélé de recevoir un blâme) ; la vigueur du soutien à la « règle de la majorité » en Afrique australe exprimé par M. Vance ; l'entrain que met M. Young, le nouveau représentant américain à l'ONU, à préparer son voyage dans cette région, où, selon certains rapports, il regarde les éléments cubains stationnés en Angola comme un heureux « contrepoids » aux forces armées de M. Vorster, tout cela donne une impression de confuse effervescence qui laisse perplexe l'observateur étranger.

En revanche, la tournée du vice-président Mondale en Europe et au Japon s'est déroulée non seulement sans accroc, mais dans une atmosphère de confiance et de pondération qui doit certainement beaucoup à la personnalité même de cet éminent visiteur, aussi détendu qu'il est méthodique. Il est vrai que, pour son rôle d'informateur-messager, un autre style s'imposait que celui qui a prévalu à Washington ces derniers jours.

Pourtant, ce contraste ne doit pas nous faire oublier une vérité première. Il y a seulement douze jours que M. Carter est entré à la Maison Blanche. L'équipe qu'il a rassemblée autour de lui comporte à la fois des vieux routiers de la capitale fédérale et des avenues du pouvoir et des novices qui n'ont pas encore appris à dominer leur premier mouvement. Et M. Carter lui-même n'a-t-il pas encouragé chez les uns comme chez les autres une attitude plus « spontanée » rompant avec la cautèle et les chuchotements du passé ?

Il n'y a donc pas lieu de s'appesantir prématurément sur tel ou tel communiqué, de même qu'il serait imprudent de croire que les intentions novatrices (ou plutôt rénovatrices de *l'esprit* dont M. Carter se réclame) du nouveau langage de la Maison Blanche vont engendrer immédiatement des actes et des gestes spectaculaires. Toute « administration » présidentielle, quels que soient son idéal et ses objectifs, commence par des tâtonnements et des erreurs. Quelques mois ne sont pas de trop pour en apprécier l'orientation et les accomplissements.

En l'occurrence, c'est avec un préjugé favorable qu'il convient de suivre les premiers pas de la diplomatie américaine. Sans rien retrancher des moyens de leur puissance (il fallait l'innocence d'un Foster Dulles pour vouloir régenter le monde tout en laissant se rouiller l'arsenal américain), les Etats-Unis veulent entamer une ère nouvelle de leur histoire. Pour le président Carter, les relations internationales ne se réduisent pas à une série d'accommodements ou de conflits entre ces « monstres froids » que sont les Etats. Il veut y réintroduire non pas la énième version d'un moralisme égémonique, mais le souci des droits de l'homme et de ce citoyen de l'univers qu'est devenu par la force des choses l'individu à l'âge atomique.

Est-ce là une chimère de plus, née du « rêve » américain ? Encore une fois, seuls les faits en décideront. Mais comment ne pas observer avec sympathie une tentative pour faire de la coexistence pacifique autre chose qu'un état précaire de non-belligérance et donner corps aux aspirations de notre planète surpeuplée à « cette paix qu'on dit être au-dessus de la paix » ?

La gauche connaît, elle aussi sa « bataille de Paris »

Alors que paraît s'apaiser, au sein de la majorité, la « bataille de Paris », chaque camp préparant maintenant l'élection « primaire », la gauche prend le relais. Socialistes et communistes qui avaient suspendu pendant quinze jours leurs négociations dans la capitale se sont revus, sans succès, le 27 janvier.

Une nouvelle rencontre était prévue mardi 1er février. En prélude à cette réunion, le ton a monté entre les deux principaux signataires du programme commun de gouvernement de la gauche. Leurs candidats respectifs à la mairie de Paris, MM. Fiszbin (P.C.F.) et Sarre (P.S.), se renvoient mutuellement la responsabilité du blocage des négociations.

Avant même de connaître les résultats de ces négociations, M. d'Ornano propose à M. Chirac de présenter, dans les arrondissements où la gauche est menaçante, des listes paritaires entre le R.P.R. et les autres formations de la majorité. M. Chirac se réservait de répondre, mardi après-midi, au cours de sa conférence de presse sur son programme parisien, à cette proposition.

A l'occasion d'un déjeuner de presse, lundi 31 janvier, M. Henri Fiszbin, chef de file des candidats communistes dans la capitale a présenté les têtes de liste de sa formation dans les neuf secteurs que le P.C.F. revendique. Outre M. Fiszbin, qui se présente dans le XIXe arrondissement dont il est député, le P.C.F. fait notamment entrer en lice dans le XVIIIe M. Louis Baillot, député de cet arrondissement. Or, lundi également, le parti socialiste a désigné comme chef de file de l'éventuelle liste d'union de la gauche, dans le XVIIIe, M. Claude Estier, ancien député, membre du secrétariat national du P.S. Dans ce même secteur le P.S. compte, en outre, présenter M. Lionel Jospin, également membre du secrétariat du P.S.

Chacun des deux partis se montre donc fermement décidé à défendre ce qu'il estime être ses justes droits et le ton commence à monter dans les déclarations publiques de leurs porte-parole parisiens. A en croire M. Fiszbin les négociations sont toujours au point mort et butent sur deux éléments.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 6.)

LES RÈGLES DU JEU

par ALFRED GROSSER

Que se passera-t-il si...? Le jeu des hypothèses fait fureur. A bon droit, puisque le comportement politique de chacun, depuis le président de la République jusqu'au simple électeur, dépend largement de ce qu'il croit le plus probable. Mais pourquoi et comment en est-on arrivé à ce degré d'incertitude non sur les clivages électoraux, mais sur le fonctionnement des institutions au cas où...?

Au commencement était le rapport exceptionnel entre le président de Gaulle et le principal parti de la majorité parlementaire. Quel que soit le pouvoir dont dispose M. Brejnev, le parti communiste lui est antérieur et peut entrer en conflit avec lui. Quel que soit le pouvoir dont dispose M. Helmut Schmidt, il doit veiller à ses rapports avec le S.P.D. En France, de 1969 à 1974, Georges Pompidou avait hérité le droit à l'allégeance de l'U.D.R. malgré son discours de Rome parce qu'il n'avait pas été élu contre un gaulliste. La vocation du parti dominant était d'être dominé, de soutenir le président contre les autres partis, qu'ils fussent dans l'opposition ou dans la majorité.

(Lire la suite page 6.)

Les difficultés de l'industrie

● SIDÉRURGIE : 4000 emplois supprimés à Sacilor Sollac
● AÉRONAUTIQUE : réductions d'effectifs à la SNIAS

Alors que la direction du groupe Sacilor-Sollac annonce, les 1er et 2 février, aux comités centraux d'entreprise, la suppression de quatre mille emplois en 1977, dont mille cent quarante-six par mises en pré-retraite, la délégation de hauts fonctionnaires chargée de remettre au gouvernement un rapport d'ici au 15 février sur la situation économique et sociale en Lorraine rencontre, ce mardi 1er février, des dirigeants de la sidérurgie. Le nouveau plan acier devrait être rendu public à la fin de ce mois, une réunion d'un comité interministériel sur l'aménagement du territoire étant prévue à cette époque. A la délégation de Force ouvrière, reçue à Matignon le 31 janvier, le premier ministre, M. Raymond Barre, a déclaré que « le gouvernement entendait assurer un contrôle tant sur l'attribution que sur l'utilisation des aides publiques » *qui seraient accordées pour la reconversion et l'industrialisation de la Lorraine.*

Selon notre correspondant à Metz, la direction du groupe Sacilor-Sollac (quarante-cinq mille salariés) qui doit supprimer neuf mille emplois en trois ans (deux mille deux cents à Sollac, six mille huit cents à Sacilor), a annoncé des actions dans quatre domaines : aide au départ volontaire, recherche d'offres d'emplois, formation ou reconversion, aide à la création d'emplois industriels et tertiaires. Ces allègements d'effectifs devraient, selon la direction, permettre un gain de productivité de près de 20 %.

Dans l'aéronautique, l'échec de l'Airbus aux Etats-Unis — après la décision de Western Airlines de commander des avions américains — et la mévente des hélicoptères dans le monde, vont accélérer le processus des suppressions d'emplois à la Société nationale industrielle aérospatiale (où il est prévu, pour 1977, mille deux cents départs dans la division des avions et trois cents départs dans la division des hélicoptères) et à la société privée Turboméca, qui fabrique les turbines d'hélicoptères (cent quarante-huit menaces de licenciements).

A la commission des finances de l'Assemblée nationale qui l'interrogeait sur les chances de l'avion européen Airbus à l'exportation, le gouvernement a répondu à la fin de l'année dernière : « *Les perspectives commerciales à moyen terme devraient s'ouvrir plus largement grâce à la reprise économique aux Etats-Unis.* » La semaine dernière, le marché américain a infirmé ce jugement : la compagnie aérienne Western Airlines, dont le siège est à Los Angeles, a commandé des appareils Douglas DC-10 et Boeing-727 de préférence à l'Airbus, pour remplacer ses vieux Boeing-707.

Pourtant, le contrat avec Western Airlines était donné, à Paris du moins, comme pratiquement acquis avant même la réunion du conseil d'administration de la compagnie aérienne, au début de la semaine dernière.

On laissait entendre, dans les milieux industriels français, que l'un des membres du conseil d'administration de Western Airlines avait révélé, quelques jours avant la réunion de Los Angeles, que les offres du consortium européen Airbus-Industrie étaient inférieures de 8 millions de dollars, par appareil, à celles de Douglas et qu'un avion biréacteur, comme l'Airbus, présente des coûts d'opérations commerciales moindres — un million de dollars par an — que ceux du triréacteur DC-10.

Les négociateurs européens ont-ils anticipé et pris leurs souhaits pour la réalité ? Toujours est-il que Western Airlines a choisi d'acheter des DC-10 et des Boeing-727, des modèles d'avions qu'elle exploite déjà, car elle a préféré continuer de s'approvisionner auprès des mêmes fournisseurs.

A Paris, l'annonce de cette commande a suscité une grande déception, voire de l'amertume mêlée de colère. Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavaillé, n'a pas hésité à déclarer que « *les arguments avancés par la compagnie ne sont pas convaincants* ».

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 30.)

AU JOUR LE JOUR

PLURALISME

Evidemment, à première vue, il peut paraître délicat d'être à la fois ministre de l'actuel gouvernement et membre du R.P.R. En fait, la chose est plus simple qu'on ne le croit.

Avant chaque conseil des ministres, ces messieurs laisseront leur carte du R.P.R. au vestiaire, et avant chaque réunion à la tour Montparnasse, ils laisseront leur portefeuille de ministre à l'entrée. Ainsi, pas de méprise possible. D'ailleurs, leur vie sera tranquille : on ne leur dira rien à l'Elysée de peur qu'ils n'aillent le répéter ailleurs, et on ne leur dira pas grand-chose ailleurs par crainte qu'il n'en filtre quelque chose à l'Elysée. Ne sachant rien, ils ne seront pas tentés de le répéter.

BERNARD CHAPUIS.

Les C.E.S. ont-ils échoué ?

par JEAN CAPELLE

A la suite de la publication dans le Monde *du 8 janvier d'un article intitulé : « L'échec des C.E.S., l'école et l'égalité », le recteur Jean Capelle, ancien député (U.D.R. puis P.D.M.) de la Dordogne, ancien directeur général de l'organisation et des programmes scolaires, nous a adressé un article pour défendre l'expérience des collèges d'enseignement secondaire à la création desquels il contribua.*

Entre les cours complémentaires devenus collèges d'enseignement général et les classes de même niveau des lycées, le fossé était profond. Tout était différent : les personnels, les programmes, les méthodes, les mentalité et même les milieux sociaux.

Le C.E.S. a été conçu pour combler ce fossé. Dans une première *étape, il devait* abriter, sous un même toit, des maîtres et des enseignements jusqu'alors géographiquement séparés. Après un temps d'apprivoisement et de coopération occasionnelle, devait venir le moment d'unifier le cycle moyen, l'enseignement des lycées commençant en seconde. C'est cette étape que M. Haby s'efforce d'achever.

En parlant de « l'échec des C.E.S. », *le Monde* accroche l'attention, mais au prix d'une dramatisation qui méconnaît les aspects positifs du bilan des C.E.S., lesquels sont importants en dépit de plusieurs erreurs où tout le monde a sa part, du ministère aux enseignants.

Ce qui était essentiellement visé en 1963, quand est intervenu l'arbitrage du général de Gaulle en faveur des C.E.S., malgré les réticences du ministre Fouchet et du premier ministre Pompidou, c'était la démocratisation complète de l'ensemble de la scolarité obligatoire définie par *l'ordonnance du 6 janvier 1959*, c'est-à-dire le brassage social, une plus grande égalité des chances dans l'accès à l'éducation, l'élévation du niveau culturel moyen, principalement en milieu suburbain et en milieu rural.

Une conception simpliste de l'égalité

De ce large objectif on ne prend *en considération qu'une conception* simpliste de l'égalité mise en avant *par certains sociologues depuis* quelques années : c'est l'idée que, les *individus naissant également doués*, c'est le milieu social, voire le *système éducatif*, qui est responsable des inégalités constatées. Dès lors, *une éducation bien conçue* devrait neutraliser les mauvaises influences et assurer *pour tous* l'égalité non seulement des conditions d'accès au succès *scolaire, mais du succès lui-même*.

Pourtant l'expérience de *tous les* instituteurs et les recherches scientifiques les plus sérieuses attestent l'importance des différences foncières de caractère génétique. Il est vrai aussi que le milieu peut, selon les cas, corriger ou, au contraire, accentuer ces différences. Mais si la généralisation des classes maternelles dans les milieux suburbains et ruraux tend à réduire l'influence culturellement retardatrice du milieu, elle ne peut faire des miracles. De même, l'école primaire et le collège s'efforcent de favoriser l'égalité des chances, sans pouvoir l'assurer absolument. Il en est ainsi dans tous les pays du monde, les socialistes comme les autres.

(Lire la suite page 11.)

LIRE PAGE 11 :

Les souvenirs de Maurice Duverger

« L'AUTRE COTÉ DES CHOSES »

par E. LE ROY LADURIE

A BEAUBOURG

Une bibliothèque ouverte

L'une des causes de la faible fréquentation des bibliothèques par le public populaire est qu'il s'agissait, pour la plupart d'entre elles, les plus anciennes, de lieux fermés, intimidants.

La bibliothèque Beaubourg, elle, *est ouverte. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans cette intention la raison de cette approche par des* escaliers extérieurs, transparents. *La foule se précipiterait sans doute* moins dans les manèges des fêtes *foraines si ceux-ci étaient enfermés.* La foule attire la foule. Et Beau*bourg, qui se veut populaire, se* devait d'attirer le peuple par la vue *du peuple.*

Que Beaubourg, avec ses tuyau*teries, ses cheminées, ses passe*relles, ressemble à un vaisseau, et *chaque étage de la bibliothèque à* une soute, n'a rien non plus qui *puisse contrarier. Les soutes dans* un *navire* ne sont-elles pas l'en*droit le plus chaud, le plus vital* et le plus précieux par la cargai*son qu'elles recèlent, les bagages* qu'elles transportent.

Voyons ce bagage.

On entre dans la bibliothèque proprement dite, qui s'étage sur trois niveaux, par le second. Pourquoi le second ? Parce que, j'imagine, il est celui de l'accueil, de l'orientation (celui des bureaux, de l'administration aussi) et que, malgré les élévateurs roulants qui vont de l'un à l'autre, il est plus expéditif, pour l'usager comme pour le cerveau, de n'avoir qu'un étage à franchir, plutôt que deux. Il est aussi celui de l'iconographie et de *la documentation* (300 000 diapositives, 45 000 *microfiches*, 14 000 *microfilms*, 10 000 *disques*, 1 500 films). Une salle de projection et *de conférences, des salles de réunions*, complètent ce dispositif *d'embarquement pour les hautes* terres de la *culture*.

Les rayonnages sont verts, d'un joli vert Véronèse apaisant pour les nerfs. Les tables de lecture (1 300 places pour la bibliothèque, 150 pour la salle d'actualité) sont blanches, du blanc de l'Immaculée Création.

On retrouvera cette symphonie de bleus durs, de verts doux et de blancs latents dans les deux autres étages (le premier et le troisième) consacrés aux livres et à leur lecture. Ceux-ci (300 000 pour l'inauguration, 1 000 000 *dans la perspective*) sont classés par thèmes, *selon la classification décimale universelle.*

PAUL MORELLE.

(Lire la suite page 9.)

AFRIQUE

LE DÉNOUEMENT DE L'AFFAIRE CLAUSTRE

Le président de la République exprime sa « gratitude » au colonel Kadhafi

● A Paris, M. Giscard d'Estaing a reçu en audience lundi à 16 heures l'ambassadeur de Libye en France, M. Kamal El Maghour, porteur d'un message personnel du colonel Kadhafi. Le chef de l'Etat a chargé l'ambassadeur de transmettre au président libyen *« l'expression de sa gratitude pour l'action qu'il a conduite en faveur de la libération des prisonniers et qui était inspirée par des considérations humanitaires »*.

Le porte-parole de l'Elysée a indiqué que le *« dossier complet de l'affaire Claustre sera rendu public ultérieurement »*. *« Vous apercevrez alors*, a-t-il ajouté à l'intention des journalistes, *les raisons pour lesquelles il a été nécessaire et il est encore nécessaire d'observer la discrétion dans cette affaire »*.

● A Tripoli, un peu moins de quarante-huit heures après leur libération, M. et Mme Claustre devaient tenir, ce mardi 1er février à midi, une conférence de presse dans la capitale lybienne. Bien qu'aucune indication officielle n'ait été fournie sur la date de leur retour en France, on s'attendait qu'ils quittent Tripoli dans la soirée de mardi.

La mère de Mme Claustre, Mme Treinen et sa sœur Mme Pattegay, étaient arrivées lundi après-midi à Tripoli à bord d'un Mystère 20 de l'unité aérienne de liaisons ministérielles (*le Monde du 1er février*). *Elles ont pu accueillir* les deux anciens otages à 21 h. 45, en présence de l'ambassadeur de France à Tripoli, M. Jean-Pierre Cabouat, dans la résidence mise à leur disposition par le président Kadhafi, dans la banlieue de la capitale libyenne.

Vers midi, les époux Claustre avaient été reçus par le colonel Kadhafi au siège du conseil de commandement de la révolution libyenne, en présence, indique l'agence officielle Arna, de M. Goukouni Oueddeï, qui les détenait dans le Tibesti, et de M. Mohamed El Baklani, l'un des dirigeants de la rébellion. Au cours de cette entrevue, Mme Claustre a exprimé à son hôte ses *« remerciements »* pour les efforts déployés par le gouvernement libyen en vue de sa libération et de celle de son mari. Le chef de l'Etat libyen a *« félicité »* les époux Claustre et a fait part de son *« estime »* à la *« nouvelle direction de la rebellion tchadienne »*. Le colonel Kadhafi a précisé que l'heureux dénouement de l'affaire Claustre avait été rendu possible grâce à *« l'entraide qui existe entre frères musulmans »* et à *« l'esprit humanitaire »* des dirigeants libyens. A l'issue de son entretien avec le président libyen, Mme Claustre a visité le site archéologique de Sabrata, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli.

M. GOUKOUNI : pas de victoire de la politique française

D'autre part, M. Goukouni Oueddeï, au nom du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), a fait diffuser, lundi après-midi, à Paris, la déclaration suivante :

« Après analyse approfondie de l'affaire Claustre par les forces armées du FROLINAT, et considérant l'intervention des organismes humanitaires, ONU et O.U.A., et celles de la Guinée-Bissau et de la Libye ; considérant également les sentiments profonds exprimés par le peuple français envers notre révolution par l'intermédiaire de certains journalistes, le FROLINAT a décidé, ce jour, la libération de l'ethnologue Françoise Claustre. »

« Mme Claustre, poursuit le communiqué, *a recouvré la liberté par l'intermédiaire du chef de la révolution libyenne du 1er septembre, le colonel Khadafi, grand leader de l'Afrique et du tiers-monde, combattant de la liberté, qui l'a remise au peuple français ami. »*

La communiqué reproche ensuite au gouvernement français *« de soutenir militairement, politiquement, administrativement et financièrement, le régime rétrograde et dictatorial de N'Djamena, et d'intensifier actuellement son agression contre notre peuple. De ce fait, le gouvernement français ne peut prétendre que cette libération soit une victoire de sa politique. Ce geste humanitaire ne peut, en effet, être considéré, en aucune manière, comme un marché ou être attribué à de quelconques passions étrangères »*.

● A N'DJAMENA, la libération de M. et Mme Claustre n'avait encore, mardi 1er février, en fin de matinée, suscité aucun commentaire. D'autre part, le général *Mobutu, président du Zaïre, qui* était l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, a déclaré : *« C'est une très bonne nouvelle pour la France ; le Zaïre condamne, pour sa part, l'utilisation de ces méthodes qui consistent à prendre des otages. »*

M. GISCARD D'ESTAING : je remercie tous ceux qui ont travaillé obstinément dans le silence.

Voici le texte de l'allocution télévisée du président Giscard d'Estaing diffusée lundi 31 janvier, à 20 heures :

« Je suis profondément heureux de la libération de nos compatriotes détenus au Tibesti et aussi au Congo après leurs longues et cruelles épreuves.

» Je remercie tous ceux qui ont travaillé obstinément et dans le silence pour aboutir à ce résultat et j'exprime ma gratitude aux hautes autorités des pays concernés. Je souhaite que mes compatriotes retrouvent leur place et reprennent leur vie après plus de deux ans et demi d'interruption au sein de la grande famille française. »

LE COMMANDANT JALLOUD AVAIT PRÉVENU M. CHIRAC

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré lundi 31 janvier devant l'Association de la presse étrangères à Paris :

« M. Jacques Chirac s'est évidemment réjoui de la libération de M. et Mme Claustre. Elle constitue l'aboutissement d'efforts et de négociations engagés, notamment lorsqu'il était premier ministre, à la demande de M. Giscard d'Estaing avec le président et le premier ministre de Libye. Le commandant Jalloud, premier ministre libyen, lui-même, a tenu à informer personnellement M. Chirac chez lui, dimanche soir, de cette libération avant que la nouvelle ne soit rendue publique. »

BIBLIOGRAPHIE

« MA MISSION AU TIBESTI A BORD D'UN DC-4 » de Raymond Thiry

Même s'il n'apporte pas de révélations par rapport à la conférence de presse faite il y a près d'un an (*le Monde* du 11 février 1976), le commandant de bord de l'appareil chargé de « récupérer » au Tibesti trois journalistes de l'agence Gamma et, sans doute, surtout, de livrer des armes à Hissène Habré a consacré à sa mésaventure un livre (1), qui ferait un étonnant scénario de film d'action et jette un jour cru sur les méthodes auxquelles des autorités françaises d'un rang élevé crurent devoir faire *confiance pour obtenir* la libération de Mme Claustre.

Mené dans un style allègrement relâché, le récit du voyage est en effet édifiant. Il prouve que de très hautes et discrètes directives ont permis à un équipage de fortune, recruté à la hâte et embarqué à bord d'un DC-4 en piteux état, de violer la législation interne et divers espaces aériens, en se rendant au Ghana pour y embarquer une cargaison d'armes à destination des rebelles du Tibesti. Les photocopies reproduites en annexe du livre et montrant l'extraordinaire facilité avec laquelle des dérogations ont été accordées à M. Thiry sont pour le moins troublantes.

Les mêmes protections se sont évidemment évanouies lorsque le commandant de bord, malheureux dans son entreprise après la panne qui le contraignit d'atterrir au Niger, tenta de présenter l'addition d'un vol qui l'avait ruiné. *« A ce jour, la mission Tibesti me coûte dans son ensemble 300 millions d'anciens francs »*, conclut-il avec accablement.

L'auteur assure avoir été guidé dans son action par le seul souci « humanitaire » de préparer une action de commando afin de libérer Mme Claustre. Il règle au passage quelques comptes personnels et manie noms et fonctions de façon très approximative. En outre, son récit comporte des contradictions : ainsi l'intervention comme négociateur du commandant Galopin est tantôt exigée par M. Hissène Habré (page 18), tantôt imposée par le président Tombalbaye (page 216).

De toute évidence, ce casse-cou est plus adroit aux commandes que doué pour l'analyse d'une affaire d'Etat. Mais le récit de sa folle équipée, même s'il s'y assigne un rôle angélique à l'excès, soulève du moins deux questions. Certains membres d'un gouvernement qui entretient à grands frais des services spéciaux ont-ils vraiment lancé quelques émules des Pieds-Nickelés dans une opération « *officieuse* » et illégale ? Refusent-ils de régler la facture que leur présentent des exécutants malchanceux ? — P.-J. F.

(1) La Table ronde, 254 p., 42 F.

République Sud-Africaine

Le chef de l'État imposera la censure en cas de « troubles intérieurs »

De notre correspondante

Johannesburg. — Tandis que Africains et métis attendent que l'on prenne en considération leurs revendications, le gouvernement sud-africain s'emploie à faire adopter un arsenal de lois qui lui donnera d'importants pouvoirs non plus seulement en temps de guerre mais aussi *« pour prévenir les désordres intérieurs et lutter contre le terrorisme »*.

Un nouveau projet de loi qui devrait être présenté au Parlement dans les semaines à venir étend les pouvoirs que le président de la République ne possédait qu'en temps de guerre, pour établir la censure, faire évacuer les habitations et les bureaux, prendre le contrôle du trafic aérien, des routes, des chemins de fer, des ports.

Le président pourra, en cas de « *troubles intérieurs* » et pour *« prévenir ou combattre le terrorisme »* établir et *« renforcer la censure sur tout message postal, téléphonique, télégraphique, ou radiophonique, transitant, arrivant ou ayant son origine dans la République »*. La censure touchera *« les lettres, tous écrits ou imprimés, les colis, les images, les dessins, photos ou enregistrements, y compris les disques, adresses ou transitant par quelque personne que ce soit »*.

Le ministre de la défense, M. Botha, a donné l'assurance, lundi 31 janvier, que cette censure ne serait établie que dans le cas où l'armée aurait à intervenir. Il n'en reste pas moins que, si le projet de loi est adopté sous sa forme actuelle, le président de la République pourra le mettre en application quand bon lui semblera.

Ce projet vient s'ajouter à deux autres textes qu'examine le Parlement. L'un, le *« Civil Protection Act »*, permet au ministre de la défense de proclamer l'état d'urgence pour trois mois en cas de troubles intérieurs. L'autre, l'*« Indemnity Bill »*, met la police à l'abri de toute poursuite judiciaire pour des actes commis pendant des opérations de maintien de l'ordre. Cette loi est rétroactive à partir du 15 juin 1976, la date des premières manifestations lycéennes. Ce dernier projet a été, jusqu'à présent, le seul à déclencher des réactions critiques. *« Le ministre,* s'est exclamé Mme Suzman, député de l'opposition, *doit réaliser les conséquences d'une telle législation. Elle amène les gens à perdre ce qui leur reste de confiance en la justice de ce pays. »*

Le ministre de la police, de la justice et des prisons, M. Kruger, a répondu : *« La poursuite judiciaire de nos policiers pourrait conduire à l'immobilisation de bon nombre d'entre eux devant des tribunaux. A tel point que l'action essentielle de la police en serait perturbée. »* Il prévoit cependant la création d'un comité spécial pour étudier les plaintes. Disposant de 123 sièges sur 171, le gouvernement ne craint pas l'opposition et sait qu'il ne court aucun risque de voir ses projets rejetés.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Rhodésie

QUATRE CENTS ÉCOLIERS NOIRS SONT EMMENÉS AU BOTSWANA PAR DES GUERILLEROS

Salisbury (*A.F.P., Reuter*). — Quatre cents écoliers africains, deux cent trente garçons et cent soixante-dix filles, ont été enlevés dans la nuit du 30 au 31 janvier par un petit groupe de maquisards nationalistes dans les deux écoles de missionnaires de Tuli, localité située à environ 600 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Les maquisards ont contraint les élèves, ainsi qu'un pasteur et deux infirmières à se diriger vers la frontière du Botswana toute proche.

Le ministre des affaires étrangères de Rhodésie, M. Pieter Van Der Byl, a déclaré lundi que cette affaire allait *« compliquer »* les relations entre la Rhodésie et le Botswana. Il a lancé un appel aux autorités de Gaborone, leur demandant de coopérer avec Salisbury pour assurer le contrôle de la frontière.

En décembre, le Botswana avait rejeté une offre rhodésienne de *négociation* au *sujet des problèmes* frontaliers et saisi le Conseil de sécurité d'une plainte à la suite d'incursions militaires rhodésiennes sur son territoire.

[Déjà, en 1973, des guérilleros nationalistes avaient enlevé trois cent cinquante étudiants et employés de la mission catholique Saint-Albert, dans le nord-est de la Rhodésie, et tenté de les conduire de force au Mozambique. Toutefois, trois cent vingt-cinq d'entre eux avaient réussi à s'échapper. Même en supposant que certains des jeunes gens soient volontaires, il reste que la pratique du recrutement forcé n'est pas de nature à servir, dans l'opinion internationale, la cause d'un mouvement de libération.]

● *Les ministres des affaires étrangères des Neuf*, réunis à Londres, ont estimé, lundi 31 janvier, que l'échec de la négociation rhodésienne était dû à *« l'attitude irresponsable du régime illégal »* de Salisbury, et ont *« réaffirmé leur soutien à la recherche d'une solution négociée, et confirmé leur détermination à appliquer les sanctions prévues contre la Rhodésie »*. — (A.F.P.)

A LEUR ARRIVÉE A PARIS

Les trois Français enlevés au Congo racontent leur détention par des maquisards du FLEC

« Nous avons été capturés le 15 janvier, à 9 heures, par une bande de maquisards en armes assurant appartenir à l'une des unités combattantes des Forces armées cabindaises. » Ce sont donc bien des guérilleros — plus d'une centaine — se réclamant du Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC) qui ont, pendant quinze jours, détenu les trois ingénieurs français de l'entreprise de travaux publics Fougerolle, enlevés alors qu'ils travaillaient sur le chantier du chemin de fer Congo-Océan reliant Brazzaville à Pointe-Noire (*le Monde* du 18 janvier), MM. René Dreesen, trente-neuf ans, Maurice Ligerot, cinquante-sept ans, et Raymond Pomié, cinquante-deux ans, ainsi que l'a confirmé le premier d'entre eux lundi soir 31 janvier à Roissy, peu après avoir débarqué de l'avion régulier d'Air-Afrique en provenance de Brazzaville.

Porte-parole du groupe, M. Dreesen a affirmé qu'ils avaient tous trois été convenablement traités par leurs ravisseurs. Après une marche de cinq jours en forêt, ils furent conduits dans une petite « hutte de chasseurs » — située, selon toute vraisemblance, au Cabinda, en territoire angolais, — qu'ils n'ont pas quittée durant toute leur captivité. Deux semaines plus tard, le dimanche 30 janvier, après une longue marche, ils furent placés à bord d'un avion et apprirent au tout dernier moment leur libération. *« Tout ceci,* dit M. Dreesen, *s'est passé comme dans un rêve. Nous avons été escortés par des maquisards. Des civils les ont relayés ; puis nous avons appris que nous étions en territoire congolais. »* La tenue vestimentaires des maquisards *« laissait à désirer »*. Ils marchaient pieds nus, équipés d'*« armes hétéroclites »*.

Les ravisseurs n'ont pas expliqué aux trois Français le sens de leur action. *« Ils paraissaient animés, sinon d'une idéologie, du moins d'une foi et d'une conviction profondes,* note M. Dreesen. *Les raisons de l'attaque du chantier nous sont restées inconnues. Sans doute le FLEC entendait-il rappeler au monde son existence. »* Les trois Français ont constamment été tenus à l'écart de la population locale.

Pas de rançons

Selon M. Michelet, directeur général adjoint de l'entreprise, qui a négocié sur place la libération des trois techniciens, aucune rançon n'a été versée aux guérilleros. De son côté, M. Lesne, président de Fougerolle, a rendu hommage *« à la remarquable coordination qui s'est établie avec les autorités congolaises et zaïroises »*, en sorte que *« la libération de nos techniciens a pu avoir lieu sans trop de difficultés »*. La France n'entretenant pas encore, au moment de l'enlèvement, de relations diplomatiques avec l'Angola, Paris s'était tourné vers Brazzaville et Kinshasa pour que ces deux capitales, naguère sensibles aux thèses du FLEC, fassent entendre raison aux dirigeants de ce mouvement.

Le Zaïre et le Congo ont, depuis un an, sensiblement modifié leur position sur la question de Cabinda, puisque ces deux pays se contentent désormais de préconiser pour l'enclave un statut d'autonomie. A cet égard, le président Mobutu a déclaré, lundi 31 janvier, à Paris, que son pays n'était intervenu *« ni de près ni de loin »* dans cette affaire. Il a fait preuve de sévérité envers les Cabindais réfugiés au Zaïre : *« La croix la plus lourde de ma carrière,* a-t-il dit, *ce sont les mouvements de libération. Vous saurez très prochainement quelles sont les mesures que je compte prendre pour mettre fin définitivement à ce genre d'agissements. »* — J.-P. L.

EUROPE

Tchécoslovaquie

Les autorités affirment qu'elles ne banniront pas les signataires de la Charte 77

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les autorités tchécoslovaques paraissent soucieuses d'apaiser les inquiétudes exprimées à l'étranger au sujet d'un éventuel bannissement des principaux signataires de la Charte 77. Alors que, la semaine dernière, on pouvait voir et entendre à la télévision un *« ouvrier indigné »* s'écrier : *« Qu'on les mette tous dans un autocar et qu'on s'en débarrasse, le plus tôt sera le mieux »*, samedi déjà, un commentateur démentait sur le même écran qu'une telle *« déportation »* ait jamais été envisagée.

Lundi 31 janvier, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a confirmé ce démenti, ajoutant qu'une telle mesure serait *« contraire aux lois du pays »*. Le ministre lui-même, M. Chnoupek, s'est voulu rassurant. Dans une interview à l'agence officielle C.T.K., il a déclaré que l'Acte final d'Helsinki avait résisté aux épreuves et *« ouvert des perspectives à long terme de coopération réaliste »*. Helsinki, a ajouté le ministre, *« a conduit définitivement au relâchement de la tension internationale, à la cessation des conflits militaires et au développement de relations équitables entre les Etats dans divers domaines »*.

M. Chnoupek a assuré que son pays tenait les engagements d'Helsinki *« sur tous les points »* et tâcherait d'élargir encore son action. Comme s'il s'adressait indirectement aux signataires de la Charte 77, il a dit que la Tchécoslovaquie avait ratifié la convention internationale des droits de l'homme et augmentait l'échange d'informations économiques et le trafic touristique. Au sujet du *« regroupement des familles »*, une décision de principe a été prise, a-t-il ajouté. Effectivement, des progrès sur ce point ont été notés ces derniers temps. Enfin, M. Chnoupek a affirmé que Prague avait amélioré les conditions de travail des journalistes étrangers, les relations culturelles avec les autres pays et l'importation de la presse étrangère.

Même si le tableau a été quelque peu embelli, et si le ministre n'a pu s'empêcher d'égratigner au passage *« les forces réactionnaires et les ennemis de la paix »* en Occident, cette déclaration doit être considérée comme l'expression de la volonté du gouvernement de ne pas remettre en cause les préparatifs de la conférence sur les suites d'Helsinki, prévue pour le mois de juin prochain à Belgrade. Ces derniers jours, l'attitude de Prague envers les défenseurs des droits civiques avait fait naître ici ou là quelques craintes à ce sujet.

Les chicanes continuent...

Si le danger d'un bannissement paraît s'éloigner pour les défenseurs des droits civiques, en revanche le temps des chicanes n'est pas terminé. Lundi, un représentant du procureur à Prague a mis en garde MM. Hajek et Patocka, les deux porte-parole de Charte 77, contre *« la diffusion de ce document dans le pays et à l'étranger »*. Il a indiqué à ses interlocuteurs que les articles 28 et 29 de la Constitution prévoyaient bien *« la liberté de parole et le droit d'adresser individuellement ou collectivement des plaintes aux organes de l'Etat »*, mais que ces initiatives supposaient qu'on agisse *« dans l'intérêt de l'Etat socialiste »*. Or la charte, selon lui, remettait en cause *« le rôle dirigeant du parti et les conquêtes du combat révolutionnaire des travailleurs, des paysans et des intellectuels dans la construction du socialisme »*.

D'autre part, Amnesty International à Vienne croit savoir que le troisième procès contre les six musiciens « pop » non encore jugés s'ouvrirait dans les jours prochains. Au cours des deux précédents procès, en juillet et en septembre, sept autres musiciens avaient comparu devant le tribunal.

MANUEL LUCBERT.

Grèce

A la suite d'agressions contre des journalistes Grève du personnel des quotidiens à Athènes

De notre correspondant

Athènes. — Les onze quotidiens athéniens ayant une vente globale d'environ cinq cent mille exemplaires pour la seule région de la capitale n'ont pas paru ce mardi 1er février. Les organisations professionnelles représentant les rédacteurs, les ouvriers du Livre et les vendeurs de journaux font grève afin de protester contre plusieurs agressions récentes contre des journalistes.

C'est ainsi que, samedi, M. Nicolas Kakaouvakis, journaliste au quotidien centriste *Vima*, a été attaqué par trois inconnus alors qu'il regagnait son domicile. Après l'avoir injurié et sérieusement blessé, ses agresseurs le jetèrent inanimé dans un bac de chaux qui se trouvait dans un chantier voisin. Depuis des semaines, se sachant menacé, ce journaliste, qui suivait pour son journal l'actuel procès de gendarmes tortionnaires, évitait de coucher chez lui. M. Kakaouvakis faisait l'objet de menaces continuelles depuis que le *Vima* avait publié des extraits de son livre *265 Jours de conspiration* traitant de la période qui précéda la dictature des colonels.

Le 16 décembre, six autres journalistes, qui assistaient aux funérailles du policier Maillos, assassiné dans des circonstances demeurées mystérieuses, avaient été attaqués par des extrémistes de droite. Le dimanche 23 janvier, au cours du service religieux célébré à la mémoire du policier, quelques extrémistes excités s'en prirent aux journalistes présents, leur criant, entre autres : *« C'est vous qui l'avez tué. »*

Le 25 janvier, un paquet piégé, *adressé au journal de gauche Avghi*, avait été découvert à temps. Samedi dernier, un bombe a ravagé le centre culturel de Larissa alors qu'une librairie athénienne avait sa vitrine brisée par des inconnus se réclamant d'une organisation extrémiste de droite. A noter également l'attentat manqué, le 18 janvier dernier, contre M. Stamatis, ministre de l'ordre public.

Il s'agit d'incidents d'une gravité relative mais qui montrent malgré tout que l'extrême droite entend créer un climat d'agitation artificiel.

MARC MARCEAU.

A travers le monde

Pérou

● UN NOUVEL ACCORD AVEC L'UNION SOVIETIQUE, portant sur l'achat de missiles, de radars et de six hélicoptères, vient d'être conclu par le Pérou, assurent les services américains de renseignement. Ces achats entraîneraient une substantielle augmentation du nombre de conseillers militaires soviétiques dans ce pays. Aux termes d'un précédent accord, l'Union soviétique doit également livrer au Pérou trente-six chasseurs-bombardiers Sukhoï-22.

Togo

● LE GENERAL EYADEMA, chef de l'Etat a procédé lundi 31 janvier à un important remaniement ministériel. Six ministres quittent le gouvernement, six autres conservent leur portefeuille, avec des attributions parfois modifiées. Neuf nouveaux ministres sont nommés : MM. Lacle (intérieur), Dikemi Kerim (éducation), Frititi Voule (jeunesse et sports), M'ba Kabassema (commerce et transports), Sama Issa (garde des Sceaux et travail), Salami (équipement et P. et T.), Bodjona (santé publique), Tosse Gnrofoun (développement rural), et Mme Biyemi Kekeh (secrétaire d'Etat au ministère de la santé publique, chargée de la promotion féminine). — (*A.F.P.*)

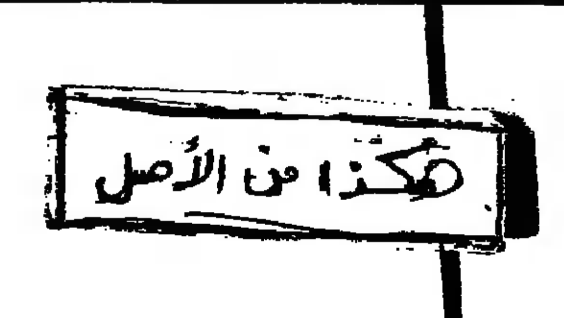
Thaïlande

● LES KHMERS ROUGES ont massacré trente et un villageois en Thaïlande et rasé quatre hameaux frontaliers (*le Monde* du 1er février) parce que du ravitaillement, déjà payé, ne leur avait pas été livré dans les délais prévus par un intermédiaire thaïlandais, affirme le bureau de l'A.F.P. à Bangkok, citant *« une source particulièrement bien informée »*.

Vietnam

● HANOI A REJETE, le lundi 31 janvier, la pétition présentée il y a un mois (*le Monde* du 29 décembre) par des personnalités américaines ayant lutté contre la guerre, qui s'inquiétaient de la *« violation des droits de l'homme au Vietnam »* et affirmaient que des centaines de milliers de prisonniers politiques y étaient détenus.





هكذا من الأصل

EUROPE

Union soviétique

Le comité central réaffirme le rôle exemplaire de l'expérience soviétique pour la construction du socialisme

De notre correspondant

Moscou. — Dans une très longue résolution (deux pleines pages de la *Pravda*) consacrée au soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre *qui sera célébré* le 7 novembre, le comité central du P.C. soviétique réaffirme avec force le rôle exemplaire que joue à son avis l'U.R.S.S. pour tous ceux qui veulent construire le socialisme. « *L'expérience mondiale*, affirme ce document, *a prouvé irréfutablement la valeur générale des lois fondamentales de la révolution socialiste et de la construction d'une société nouvelle, lois découvertes par la science marxiste-léniniste et matérialisée pour la première fois par la révolution d'Octobre.* » Tenant partiellement compte des compromis intervenus l'an dernier à la conférence des P.C. européens de Berlin-Est, la résolution reconnaît cependant que ces lois fondamentales « *doivent être appliquées créativement en fonction des conditions et des particularités concrètes de tel ou tel pays* ».

Cette concession de langage s'accompagne toutefois d'une exaltation dithyrambique de l'Union soviétique et de la réaffirmation enthousiaste de concepts contestés par plusieurs partis, comme par exemple la dictature du prolétariat et l'internationalisme prolétarien.

Les difficultés des pays de l'Est

C'est ainsi que, après avoir qualifié la révolution d'Octobre « *d'événement majeur du vingtième siècle* », la résolution affirme : « *L'instauration du pouvoir soviétique et sa consolidation comme l'une des formes de la dictature du prolétariat ont garanti dans la pratique une liberté et une démocratie pour la plus grande majorité des travailleurs qu'il est impossible d'assurer dans aucun pays capitaliste.* »

Après avoir brossé un tableau extrêmement positif des réalisations économiques et sociales de l'U.R.S.S. et affirmé que « *la communauté des pays socialistes constitue à l'heure actuelle la force économique la plus dynamique du monde et le facteur déterminant de la politique mondiale* », la résolution s'en prend au capitalisme, qui est « *privé d'avenir* », car « *il engendre une profonde crise morale de la société, une dégradation spirituelle, l'esprit de consommation, le culte de la violence et la dépravation de l'individu* ».

Le texte, qui reprend les grandes lignes de la politique étrangère soviétique, « *à laquelle toute l'humanité progressiste rend hommage* », condamne « *les forces impérialistes d'agression qui accélèrent la course aux armements et qui s'ingénient à compromettre la détente* ». Dans une allusion assez claire aux difficultés que connaissent des pays comme la Tchécoslovaquie, la Pologne et, dans une moindre mesure, l'Allemagne de l'Est, le document ajoute : « *Les milieux réactionnaires organisent la subversion idéologique contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes, lancent des campagnes calomniatrices antisoviétiques et anticommunistes, tentent de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays socialistes. En exacerbant l'hystérie anticommuniste, la réaction impérialiste sème la terreur et persécute les mouvements démocratiques et progressistes.* »

Le document préconise, en conclusion, un renforcement de l'unité du mouvement communiste mondial « *sur la base du principe du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien* ». Ce dernier concept, précise le comité central, « *constitue le principe le plus important de l'activité des communistes qui ait résisté à l'épreuve du temps* ».

JACQUES AMALRIC.

UN APPEL A L'UNITÉ D'ACTION POUR SAUVER M. BORISSOV DE L'INTERNEMENT ARBITRAIRE

Un appel en faveur de M. Vladimir Borissov, ouvrier soviétique, militant des droits de l'Homme, interné arbitrairement pour la troisième fois dans un hôpital psychiatrique de Leningrad (*le Monde* du 1er février) vient d'être lancé par le docteur J. Aymé, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux et par M. Victor Fainberg et M. J.-P. Faye, directeur de la revue *Change*.

Ils demandent à toutes les organisations ouvrières et démocratiques de s'unir pour demander la libération de M. Borissov.

Cette action est soutenue par : MM. Jean-Paul Descombey, Gaston Ferdière, Cyrille Koupernik, Mme Martine Le Guay, du Comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques ; MM. Michel Broué, Henri Cartan, Laurent Schwartz, du Comité des mathématiciens ; MM. James Marangé, Jean-Jacques Marie, Léonid Plioutchtch, du Comité international contre la répression ; M. Yves Jouffa, du comité central de la Ligue des droits de l'homme ; Mme Anne-Lise Picard, d'Amnesty International ; M. Louis Astre, secrétaire de la FEN ; M. Jacques Moreau, secrétaire national de la C.F.D.T. ; Mme Martine Debat, du bureau national du Syndicat national des cadres C.G.T. de la Sécurité sociale ; M. Claude Payement, secrétaire région parisienne de la C.G.T.-F.O. ; MM. Pierre Bérégovoy, Robert Pontillon, Dominique Taddéi, secrétaires nationaux du P.S. ; M. Claude Bourdet, du P.S.U., et aussi par Mme Simone de Beauvoir, MM. David Cooper, Alain Cuny, Michel Foucault, E. Guillevic, Jullliard, Alfred Kastler, Mme Tania Mathon, MM. Jean Paris, Bernard Pingaud, Pierre Rosan-Wallon, Jean-Paul Sartre, etc.

(1) Secrétariat : Mme Martine Le Guay, 205, boulevard de la Gare, 75013 Paris. Tél. 589-36-94.

Danemark

EN CONFLIT AVEC LES OUVRIERS DU LIVRE
Un journal cesse de paraître

Copenhague (*A.F.P., U.P.I.*). — L'un des plus vieux quotidiens du monde (fondé en 1748) et le plus grand du Danemark, le *Berlingske Tidende* (conservateur), a cessé de paraître, le lundi 31 janvier, en raison de différends entre la direction et le personnel technique qui durent depuis plusieurs mois. Le *B.T.*, quotidien du soir affilié au *Berlingske Tidende* — avec direction identique — a, lui aussi, arrêté sa publication. Plus de mille employés ont été renvoyés, et les paiements de salaires sont suspendus.

La direction déclare qu'elle prévoit un déficit (de 25 à 30 millions de francs) pour l'exercice 1977 et doit faire des économies dans tous les services et, en particulier, à la fabrication. Depuis un mois, la publication des deux journaux avait été marquée par divers incidents (retards d'impression et « blancs » dans les textes, par lesquels les typographes protestaient contre la lenteur des négociations sur l'introduction de nouveaux matériels et la composition de certains textes hors de l'entreprise).

Les porte-parole du Livre — les ouvriers mis à pied ont été informés qu'ils sont libres de chercher un autre emploi — estiment que la décision de la direction équivaut à un lock-out. Ils mettent en doute le montant du déficit prévu, soulignant que pour 1976, un surplus de 5 millions de francs avait été prévu, et qu'il a atteint en réalité 15 millions de francs.

Ils déclarent que des modifications « *arbitraires* » des horaires de travail auraient pour effet de supprimer des heures supplémentaires et de réduire de 500 francs par semaine le montant de leurs salaires nets qui atteignent de 100 000 à 125 000 francs par an.

M. Joergensen, premier ministre, a recommandé dans la soirée aux propriétaires du quotidien de faire reparaître le journal. Il convient d'éviter la fermeture de journaux *pendant la campagne électorale*, a estimé le premier ministre, qui avait annoncé la semaine dernière l'organisation d'élections législatives anticipées pour le 15 février.

Pologne

● *La Cour suprême de Pologne* a réduit les peines d'un groupe d'ouvriers de Radom, condamnés après les événements du 25 juin 1976 à des peines de trois à dix ans de prison pour avoir « *pris part à l'incendie* » de la maison du parti. Cinq accusés ont vu leurs peines réduites à deux et six ans de détention. C'est la troisième fois que la Cour suprême réduit les peines infligées en première instance à des manifestants. — (*A.F.P.*)

Espagne

L'opposition démocratique insiste pour que l'action de la police soit mieux contrôlée

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le gouvernement espagnol devait à nouveau se réunir, ce mardi 1er février, en session extraordinaire, sous la présidence de M. Suarez, pour faire le point sur la lutte contre le terrorisme. La journée du 31 janvier a été calme, à l'exception d'un attentat manqué contre un *garde civil* près de Valence. Mais personne ne semble croire que la trêve puisse durer bien longtemps.

Les arrestations se poursuivent dans tous les pays, spécialement *dans les rangs de l'extrême gauche*. Cinquante militants de la FAI, la *puissante centrale anarchiste*, ont été appréhendés à Barcelone, lundi. On laisse entendre au ministère de l'Intérieur que la police frappe avec une égale sévérité à droite comme à gauche. On ajoute que les listes des personnes détenues doivent être publiées incessamment. L'impression générale est que les formations *réellement touchées jusqu'à présent* se situent toutes à gauche du parti communiste.

Les dirigeants de ces groupes, *qui sont, pour la plupart*, membres de l'organisme de coordination de l'opposition démocratique, ont renouvelé, lundi, *leurs protestations*. La fédération des partis socialistes (qui regroupe des formations socialistes régionales) a, de son côté, critiqué des actions de police « *en contradiction totale avec le comportement responsable, pendant la semaine tragique, de toutes les formations politiques et syndicales de l'opposition démocratique sans exception* ». Certains dirigeants des partis de gauche parlent, encore à voix basse, d'« *chasse aux sorcières* ».

M. Joaquin Ruiz Gimenez chef de la *gauche démocratique*, le dit déjà, lui, à voix haute. Il souhaite que l'opposition se réunisse d'urgence pour prendre position sur cette question. « *Le gouvernement*, affirme-t-il, *doit contrôler la répression policière et ne pas prendre le risque de tromper l'opinion. Je suis instamment convaincu que les formations d'extrême gauche poursuivies n'ont rien à voir avec le terrorisme. Elles se sont prononcées contre la violence sans la moindre équivoque. M. Suarez a fait un magnifique discours, samedi. Le gouvernement devrait maintenant montrer qu'il ne cède pas aux éventuelles pressions en accélérant le processus démocratique, en fixant une date aussi rapprochée que possible pour les élections générales...* »

Lors de la dernière rencontre entre M. Suarez et les délégués de l'opposition, le chef du gouvernement a admis le principe de la reconnaissance de tous les partis politiques, part communiste compris, et il a annoncé la préparation d'une amnistie plus large. M. Ruiz Gimenez *admet que les derniers événements* ne facilitent, évidemment, pas la proclamation d'une véritable amnistie. *Il a suggéré, cependant*, qu'une date, soit retenue pour étudier les dossiers de grâce. *Comme la plupart* des hommes politiques espagnols, M. Ruiz Gimenez croit aussi au « *complot* » contre la mise en place d'une démocratie en Espagne, sans *prévoir, pour autant, situer ses instigateurs*. Comme les autres dirigeants de *l'opposition, il reçoit des* menaces de mort quotidiennes : « *Je suis souvent réveillé au milieu de la nuit. Mais il faut savoir accepter les risques...* », dit-il.

Le roi inspecte une unité d'élite

Le gouvernement a fait, lundi, deux gestes significatifs à l'intention des forces armées. D'une part, l'officier de marine qui avait interpellé samedi le général Gutierrez Mellado, premier vice-président du gouvernement, lors de la cérémonie à la mémoire des policiers tués, a été mis aux arrêts de rigueur en attendant une enquête plus objective. Il *s'agit du capitaine de vaisseau* Menendez Vives, sous-directeur de l'Ecole navale.

D'autre part, le roi a inspecté *au cours de la journée* des installations de la division blindée Brunete, cantonnée près de la capitale. C'est une unité d'élite équipée de chars lourds, d'hélicoptères d'intervention très modernes — l'un des fers de lance de l'armée espagnole. Sa force de frappe et sa localisation donnent évidemment à la division Brunete (ainsi *appelée en souvenir* de l'une des plus dures batailles de la guerre civile) *un poids particulier*. En outre, son commandant, le général Jaime Milans del Bosch, appartient au groupe des capitaines généraux « dure »

Ce n'est donc peut-être pas simple coïncidence si le roi, en tenue de campagne et accompagné des chefs du haut état-major de l'armée, *a rencontré sur le terrain le général* Milans del Bosch, béret noir, moustache *drue et visage rude de baroudeur*. « *Je suis d'abord un soldat*, a dit Juan Carlos aux officiers de la division, *et je connais votre moral élevé...* »

La vague de terrorisme n'a pas arrêté l'activité politique dans le pays, même si certaines conférences et plusieurs congrès ont été annulés soit par leurs organisateurs, soit sur les conseils de la police.

Les *démocrates chrétiens*, qui n'ont pas collaboré avec le régime franquiste et sont regroupés dans les Equipes démocrates chrétiennes de l'Etat espagnol (E.D.C.E.E.) ont tenu, eux, à maintenir leur rencontre, les 31 janvier et 1er février, avec les principaux dirigeants européens de la même tendance. M. Lecanuet, qui y *représentera la France, est attendu ce* mardi dans l'après-midi à Madrid.

Les formations membres des *Equipes sont : le parti populaire* galicien, le parti nationaliste basque, l'Union démocratique du pays valencien, la Gauche démocratique, la Fédération populaire démocratique, l'Union démocratique de Catalogne et le parti populaire démocratique d'Andalousie. Les représentants de ces différentes formations n'ont pas manqué de critiquer « *l'Etat jacobin* » et le « *centralisme castillan* » au cours de premiers débats.

« *Cette rencontre avec l'Europe est importante*, dit M. Ruiz Gimenez. *D'abord parce que c'est une preuve de courage, dans les circonstances actuelles, d'avoir maintenu ce rendez-vous à Madrid. Ensuite parce que nous voulons qu'il soit bien clair aux yeux de tous que la démocratie chrétienne espagnole est ici et non pas dans les rangs de groupes néo-franquistes.* »

En prologue à cette « *rencontre avec l'Europe* », la Fédération populaire démocratique, membre des Equipes, a réélu, par acclamation, M. José Maria Gil Robles président du parti. Octogénaire, ancien ministre sous la République, témoin de la guerre civile, exilé, opposant depuis le début au franquisme, M. Gil Robles reste l'un des politiciens les plus prestigieux et les plus lucides de ce pays.

MARCEL NIEDERGANG.

● *La duchesse Isabel Alvarez de Toledo*, souvent surnommée la « duchesse rouge », a été détenue pendant vingt-quatre heures à Santander. La duchesse, qui nous précise avoir été traitée avec « *déférence* » par la police espagnole, déclare : « *Le responsable de mon arrestation m'a expliqué que c'est la police française qui lui avait assuré qu'une de mes activités était de passer des armes en Espagne.* » Bénéficiant de mesures d'amnistie, Mme Alvarez de Toledo était rentrée en Espagne, il y a quelques mois, après six ans d'exil en France. Elle avait écrit des articles de presse et un roman considérés comme injurieux pour les forces armées. — (*Cor. sp.*)

● *Le parti communiste, les commissions ouvrières*, ainsi que la commission exécutive de l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) et celle de l'Union syndicale ouvrière (USO) ont condamné les arrestations de militants d'extrême gauche. Dans son communiqué, le P.C. affirme que « *ni le Parti du travail, ni l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, ni le Mouvement communiste, ni la Ligue communiste révolutionnaire, n'ont à voir avec les attentats des derniers jours* ». Le communiqué ajoute que « *les arrestations de militants de partis de gauche dissimulent les véritables responsables des assassinats* ». On estime, ce mardi, à plus de soixante-dix les militants de l'O.R.T. détenus depuis quarante-huit heures. Parmi eux figurent de nombreux dirigeants d'organisations syndicales de la construction et de la métallurgie.

ASIE

Timor oriental

Selon un diplomate australien
LES FORCES INDONÉSIENNES AURAIENT MASSACRÉ CENT MILLE PERSONNES LORS DE L'ANNEXION

L'Indonésie s'est livrée à des massacres massifs lorsqu'elle a envahi, en décembre 1975, le territoire de l'ancienne colonie portugaise de Timor-Oriental, affirme un diplomate australien qui a procédé, pour le compte de mouvements humanitaires, à de longues interviews de réfugiés à Lisbonne et est cité par le « Times » du 1er février. Ce diplomate, M. J. Dunn, est considéré comme l'un des meilleurs experts australiens de l'Indonésie. Il affirme que Djakarta prit la décision d'annexer Timor-Oriental dans le courant du second semestre 1974, tout en proclamant ne pas avoir cette intention.

Le diplomate fait état d'exécutions systématiques accompagnées de tortures, de pillages et de viols, dont les premières victimes furent les membres de la communauté chinoise de Dili, la capitale. Il estime qu'environ cinq cents Chinois furent tués le premier jour de l'intervention indonésienne et qu'environ la moitié de la population chinoise — estimée à sept mille personnes — a été « liquidée ». Le nombre total des victimes des massacres s'élèverait à près de cent mille personnes, affirme M. Dunn.

Un témoin a, d'autre part, confirmé que cinq journalistes furent tués par les Indonésiens lors de l'invasion de la ville de Balibo, bien qu'ils aient levé les bras et crié qu'ils étaient Australiens.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le Liban-Sud constitue un « espace-vital » pour la sécurité de l'État juif

affirme M. Allon

Tel-Aviv (*A.F.P.*). — Le Liban-Sud n'est pas « *militairement ou politiquement un vide* », et Israël s'oppose à l'entrée dans ce secteur *de forces qui lui sont hostiles* car il s'agit d'un « *espace vital* » pour la sécurité de l'Etat juif, a déclaré lundi 31 janvier, à Dovev, à la frontière israélo-libanaise, M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères.

Aux journalistes qui accompagnaient le ministre et qui pouvaient entendre l'écho de tirs provenant du côté libanais, M. Allon a indiqué que le problème n'était pas de savoir « *si un bataillon syrien de plus ou de moins constitue un danger* » pour la sécurité d'Israël, mais qu'il s'agissait d'une « *question de principe et d'un précédent* ».

Il a conclu en espérant que « *les efforts diplomatiques entrepris permettraient de résoudre cette affaire sans crise importante et au mieux des intérêts de la paix.* »

Selon une hypothèse formulée par certains milieux politiques de Jérusalem, « *les Syriens retireront leurs troupes de Nabateh à l'occasion de l'arrivée au Proche-Orient de M. Vance* ».

Ce geste à l'intention du secrétaire d'Etat américain permettrait à Damas de « *sauver la face* » en ne donnant pas l'impression de céder aux exigences israéliennes. Cette hypothèse n'a toutefois reçu aucune confirmation officielle.

Enfin le *Jerusalem Post* souligne que l'expression dont on s'est servi dimanche dans les milieux autorisés israéliens pour définir *l'initiative* syrienne (comme « *étant unilatérale et non agréée* ») est la première indication d'un accord avec Damas, aux termes duquel Israël était prévenu des progrès syriens au Liban afin qu'ils ne puissent être « *mal interprétés* ».

Au cours de sa mission
M. WALDHEIM RENCONTRERA M. ARAFAT

Nations unies, New-York (*Reuter, U.P.I.*). — M. Waldheim a quitté New-York, lundi soir 31 janvier, pour Genève, première étape d'une mission dans cinq capitales du Proche-Orient : Le Caire, Beyrouth, Damas, Amman, et Jérusalem. Avant de regagner New-York, il se rendra, le 12 février, à Chypre.

L'un des principaux problèmes qu'évoquera le secrétaire général de l'ONU est celui de la participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève.

Dans une interview au journal jordanien *Al Destour*, M. Waldheim a annoncé que, au cours de son voyage, il rencontrerait M. Yasser Arafat. Il a ajouté : « *Je discuterai de nouvelles méthodes qui pourraient rendre possibles une reprise des négociations et la reconvocation de la conférence de Genève.* »

● *M. Saddam Hussein à Moscou.* — M. Saddam Hussein, vice-président du Conseil révolutionnaire irakien, est arrivé lundi 31 janvier à Moscou « *en visite officielle d'amitié* », annonce Tass. Selon des sources diplomatiques arabes, il devrait avoir plusieurs entretiens avec M. Kossyguine. La dernière visite de M. Hussein en Union soviétique avait eu lieu en avril 1975, et s'était conclue par la signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'énergie atomique et d'un accord consulaire. — (*A.F.P.*)

AMÉRIQUES

LE PARAGUAY OUBLIÉ

II. — « Big Brother » et ses rouges

Petit pays oublié de l'Amérique latine, le Paraguay (deux millions et demi d'habitants) vit dans une sorte de léthargie économique sous la « poigne de fer » du général Stroessner, au pouvoir depuis vingt-deux ans. Une contrebande organisée sur une grande échelle et la pratique quasi officielle de la corruption font également du Paraguay l'une des places fortes du trafic international, notamment de la drogue. (« Le Monde » du 1er février.)

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Asuncion. — « *Génial conducteur du destin national.* » « *Etoile lumineuse de la renaissance du pays.* » On pourrait se croire en Chine, ou plutôt en Haïti. Plus proche, certes, de « *Papa Doc* » que du « *Grand Timonier* », le général Stroessner gouverne, depuis vingt-deux ans, par l'hyperbole. Sa claque est puissamment orchestrée. « *Paix, travail, bien-être avec Alfredo Stroessner.* » « *Admiration et reconnaissance à l'Excellentissime don Alfredo.* » Il est partout : sur les ondes, à l'entrée de chaque village, au fronton des banques, en porte-clé. Il y a quelques années, don Alfredo a failli devenir maréchal. Depuis toujours, il est le « président de la paix » : celui qui a mis fin à des décennies de ces luttes intestines que les Paraguayens baptisaient « révolutions ».

Le jour de son anniversaire, le 3 novembre, est une sorte de fête nationale : les ambassadeurs viennent le saluer dès 6 heures du matin. Mais, toute l'année, les plus modestes péroraisons doivent contenir un hommage au président. Pour avoir voulu l'ignorer, un directeur de collège s'est retrouvé en prison. Déjà, il pose dans la pierre et le béton. Un quartier d'Asuncion, l'aéroport international, une ville, portent son nom. Il y a environ un siècle, le Paraguay avait déjà suivi jusqu'au bout le maréchal Lopez qui se faisait appeler le « Napoléon de la Plata ». Cela lui avait valu de perdre, à la guerre, presque tous ses habitants mâles.

S'aligner sur les voisins

Stroessner a l'art de temporiser, de composer entre divers courants ou divers appétits ; il a aussi l'esprit de clocher et l'insensibilité à l'opinion internationale. Caudillo au teint de buveur de bière, qui travaille beaucoup mais discourt peu. Pinochet, son cousin en politique, semble ne jamais décolérer. Il invective sans fatigue la « *décadence de l'Occident* », le « *marxisme international* ». Le général Stroessner, lui, n'est pas homme de tribune. Il n'a aucune mystique à offrir, aucune idée à vendre. Sauf, bien sûr, un anticommunisme d'airain.

Les communistes sont partout. « *Nous sommes assiégés* », dit M. Gonzalez Alsina, leader du parti dominant au Parlement. « *Quand nos enfants vont à Buenos-Aires, ils reviennent bolchevisés.* » Entre Asuncion et l'Argentine, il n'y a que la largeur du fleuve Paraguay. « *La dernière cellule de l'armée révolutionnaire du peuple* (1) *est plus proche du centre de notre capitale que certains de ses faubourgs.* » Les communistes sont aussi dans l'Eglise. « *L'Eglise avait laissé monté un kolkhoze dans la région de Concepcion et elle avait l'ingénuité de le comparer aux communautés chrétiennes primitives.* » (2). La démocratie ? « *Nous pourrons en parler à partir de 750 dollars de revenu par habitant.* » On en est actuellement à 400. « *Nous sommes des combattants de première ligne, comme Rommel !* » Le jour de cet entretien, M. Gonzalez Alsina avait décidé, avec ses collègues sénateurs, de baptiser une rue du nom de Tchiang Kaï-chek...

Le « stroessnérisme » se réduit-il à ces galéjades ? Réponse nuancée d'un évêque : « *Il n'y a pas, ici, d'idéologie de la sécurité nationale, comme au Brésil et au Chili. Le régime n'a qu'une littérature politique occasionnelle. Son langage est ronflant, mais vide. La seule idée de Stroessner, c'est de doter le pays d'infrastructures. Non pour des raisons profondes, internes, mais pour nous aligner sur les voisins. Le Brésil a imposé sa vision géographique des choses et décidé le Paraguay à accepter son intégration physique, militaire au reste du continent.* »

Infrastructures : c'est là le mot le plus cité dans les hommages au général. « *Notre politique, c'est de faire des ponts, des écoles, voire des oratoires* », dit un cacique de province, propriétaire d'une flotille d'autocars qui « *relient les peuples d'Amérique* ». Surpris à l'heure du téréré — l'herbe de maté infusée dans l'eau froide, et aspirée, à la ronde, avec une pipette, — notre interlocuteur récite les réalisations du régime. Il y met du cœur, mais avec l'air de quelqu'un qui se répète.

« *Avant 1954, il n'y avait que 70 kilomètres de routes goudronnées, d'Asuncion à Eusebio-Ayala. Il y en a 800 kilomètres aujourd'hui. Il n'y avait pas d'électricité, pas d'eau courante. Regardez autour de vous ! Le téléphone ne marchait pas. Les écoles étaient rares ; aujourd'hui, elle sont partout. Personne ne voulait nous prêter de l'argent. L'argent entre maintenant sans qu'on ait à l'emprunter.* »

De fait, les investissements étrangers ont beaucoup augmenté, les écoles aussi, surtout à l'intérieur : 80 % des écoles sont dans les campagnes. Sans doute, les hymnes à l'« Excellentissime » pèchent-ils souvent par omission : l'eau potable n'arrive qu'à 6 % des paysans ; la plupart des écoles rurales n'ont que trois classes ; 80 % des enfants ne finissent pas le primaire. Mais l'essentiel est vrai : Stroessner a multiplié les infrastructures.

N'est-ce pas le minimum, d'ailleurs, pour une dictature qui aspire à durer ? Le général-président a pris d'autres précautions : la liquidation des opposants, le maintien de l'« unité » de l'armée, fût-ce par la corruption des chefs. Le chef de l'opposition, M. Domingo Laino, explique la longévité présidentielle par la répression et le soutien des Américains. En fait, *le régime use d'ingrédients*, qui confèrent à cette dictature sans voix, mais non sans verbe, une réelle originalité.

Les « colorados » éternels

Le général Stroessner *ne s'est* pas contenté de s'appuyer sur l'armée et la police, bras séculiers de toutes les autocraties. Il a aussi encadré le pays, grâce au parti *colorado*. Avec les libéraux, les *colorados* dominent la vie politique depuis près d'un siècle. Proscrit en 1940, le parti libéral s'est scindé et sa majorité, devenue « *libérale radicale* », n'est redevenue légale qu'en 1967. Les *colorados*, eux, sont aujourd'hui une sorte de milice à laquelle participe, peu ou prou, le tiers de la population et qui fait du Paraguay, sans bruit, sans éclat, sans la bonhomie tropicale d'usage l'une des nations les plus totalitaires d'Amérique latine.

« *Vous êtes colorado ?*

— *Cent pour cent !* »

Cette institutrice en chemisier rouge — la couleur du parti — serait bien en peine, sans doute, d'expliquer pourquoi. A moins d'avouer que, pour faire l'école, il faut la carte du parti. Libéraux et *colorados* se disent nationalistes, anticommunistes, démocrates. Ils se recrutent souvent dans les mêmes couches sociales. Ils ne sont donc séparés ni par la doctrine, ni par des conflits de classes. Pourtant, depuis des décennies, ils se font la guerre.

« *Vous êtes libéral ?*

— *Hasta la muerte !* »

Libéral, cet avocat le sera « *jusqu'à la mort* ». Au mépris, certes, de ses intérêts. Mais son libéralisme est une tradition, un héritage. Il le revendique d'autant plus qu'il n'apprécie pas les méthodes du jour.

Les libéraux « *hasta la muerte* » ne manquent pas. Mais ils fondent à vue d'œil. Le *coloradismo* « éternel », comme il se qualifie lui-même, a gangrené la vie du pays. Même pour être boucher, dans cette localité de l'intérieur, il faut être *colorado*. Cet épicier *libéral jette des coups d'œil* fébriles vers la rue : « *Pour vous avoir parlé, je peux être appelé à tout instant par la police* ». S'arrêtant de transporter des sacs de maïs, il dit les travaux et les jours du fascisme ordinaire.

Impossible, affirme-t-il, d'être fonctionnaire sans appartenir au parti officiel. Etre *colorado*, ce n'est pas forcément être plus riche. Mais c'est avoir quelques privilèges : des exemptions de taxes, « *le droit de porter un revolver* ». *Le cabo*, le chef de section, peut, lui, prospérer. Il a le monopole du ravitaillement en viande ; des crédits faciles auprès des banques d'Etat, lui permettent de spéculer sur le prix des récoltes. A Asuncion, chaque président de section émarge au budget d'une ou plusieurs entreprises publiques.

Une façade démocratique

Les fils refusés à l'école militaire, voire à l'université ; les entraves pour organiser une réunion ou même une fête ; les mille et unes vexations de la part de l'« officialisme » ; les procès perdus d'avance ; l'« apartheid » dans l'emploi : tel est le lot des opposants officiels.

La fraude est une autre facette du régime. Le général Stroessner s'est donné, depuis 1963, une façade démocratique. Il « permet » à l'opposition de siéger au Parlement. Il est même l'un des rares présidents sud-américains élus au suffrage universel. Les Américains ne se cachent pas de lui avoir inspiré cette « ouverture », après une longue période « monocolore » : « *Il vaut mieux une opposition impuissante,* disent-ils, *que pas d'opposition du tout.* » Chaque élection apporte au général des majorités massives. Ou, plutôt, il les conquiert : fraudes lors des inscriptions sur les listes électorales, pressions le jour du vote, bourrage des urnes...

Les libéraux se sentent exclus. Persécutés ? Pas vraiment. Les persécutions sont réservées aux paysans. « *Ils sont matraqués dès qu'ils s'organisent,* dit notre interlocuteur. *Ils n'ont aucun droit, pas même de protester. Il ne leur reste que le silence de la nuit.* »

Ces quinze dernières années, l'Eglise a tenté d'organiser les campagnes, d'abord en créant des ligues agraires, puis des communautés chrétiennes de base. « *Pour inciter les agriculteurs à produire en coopérative,* dit un prêtre. *Pour les éveiller au monde... à la lumière du Christ.* » Dans ce village, comme ailleurs, l'éveil n'a pas duré longtemps. « *Un jour les militaires ont débarqué, ont frappé les paysans, ils les ont attachés avec une corde et emmenés dans les camions. En mai, ils ont détruit le magasin de la coopérative, emporté la marchandise. Un paysan est mort dans un commissariat d'Asuncion. Une secrétaire de ligue est devenue folle au cours de sa détention.* »

Un millier d'arrestations de novembre 1975 à mai 1976 ; des cellules pleines au point que les détenus devaient dormir debout : plusieurs « disparitions » pendant les interrogatoires ; le secrétaire du P.C., Miguel Angel Soler, arrêté et depuis lors introuvable ; huit jésuites étrangers expulsés, dont un spécialiste mondial du guarani, le père Bartolomé Melia ; quatre prêtres paraguayens sous clé : ce pays, pendant quelques mois, a surpassé le Chili pour ce qui est de la répression.

Pourquoi une telle répression, qui a vite débordé le prétexte initial : la découverte d'une organisation clandestine ? « *A cause de l'infiltration du marxisme dans l'Eglise,* répondent les officiels. *Parce que les ligues agraires s'étaient réduites à une sorte de syndicalisme paysan, qui prêchait contre la messe, la prière, la hiérarchie, le droit de propriété.* »

« *Parce que le régime sait bien qu'il ne tient que par la peur* », dit un observateur américain, qui précise que les Etats-Unis ont multiplié les pressions pour faire libérer les emprisonnés. « *Parce que les mois de « réflexion », de « conscientisation » sont interdits ici* », affirme un évêque.

L'Eglise paraguayenne, comme beaucoup d'autres, revient de loin. Elle a longtemps vécu sous la tutelle de l'Etat, et mangé dans sa main : les évêques « présentés » par le gouvernement, les subventions, le droit pour les prélats d'importer « hors taxe » après en avoir fait la demande personnelle au chef de l'Etat. Aujourd'hui, l'Eglise reçoit encore quelques aides, pour ses séminaires, ses diocèses. Mais depuis qu'elle a soulevé le problème des prisonniers politiques, en 1969, les choses ont évolué. Elle a pris ses distances.

Un de ses responsables explique comment elle est devenue une « *Eglise au service de l'homme* ». Il parle des « *deux lignes* » : la « *ligne d'assistance* », qui prévalait hier, la « *ligne de justice* », appliquée aujourd'hui. Plus prosaïque, un prêtre de l'intérieur raconte sa « *résistance* » : un jour, il a refusé de « *bénir la lumière électrique* », récemment installée, pour ne pas cautionner un pouvoir qui pratiquait alors la terreur. Il n'en faut pas plus, chez les *colorados*, pour parler de prêtres « *gauchistes* ». « *Tiers-mondistes !* » dit un commerçant, convaincu d'avoir ainsi tout dit.

Le 6 février, une pièce déjà rabâchée sera jouée une nouvelle *fois au Paraguay : les concitoyens* du général Stroessner seront appelés à dire s'ils veulent que leur président « rempile » pour cinq ans. En fait, la question ne sera pas aussi directe. Les électeurs devront choisir les députés d'une Convention nationale qui se prononcera, elle, sur la nécessité de réformer la charte fondamentale, afin de permettre la réélection du général.

Scrupules excessifs ? Le général Stroessner — c'est sa coquetterie — aime respecter les formes. La première fois, il s'était contenté de « *terminer* » le mandat de celui qu'il avait renversé alors qu'il dirigeait l'état-major de l'armée. Puis, il avait été « *élu* », deux fois consécutives. La Constitution n'autorisant pas un troisième mandat, il en avait fait adopter une autre, afin de prendre un nouveau départ. A peine sortie de l'illégalité, l'opposition avait acquiescé à ce tour de passe-passe qui lui ouvrait, à elle, le chemin du Congrès, et à « l'Excellentissime » deux quinquennats supplémentaires.

En 1978, le général aura, à nouveau, épuisé son « stock » de mandats. Mais un amendement constitutionnel lui déblaiera la voie d'un sixième quinquennat. Bien entendu, c'est le parti *colorado*, appuyé par des manifestations « populaires », qui lui aura demandé de faire don, une fois de plus, de sa personne. Pourquoi cette obstination ?

« *Pour des raisons sociologiques,* dit M. Gonzales Alsina. *Choisir un autre candidat, ce serait déclencher des luttes de factions, et finalement gêner le décollage du pays.* » Mais, cette fois, libéraux et fébréristes (3) n'apporteront pas leur caution : ils ne présenteront pas de candidat à l'élection du 6 février.

« *Une organisation verticale, où chaque membre est tenu à l'obéissance. Une administration entièrement sûre, car constituée de gens du parti. L'armée et la police réservées aux fidèles. La radio, la télévision, aux mains du pouvoir. Chaque fonctionnaire, chaque militant tenu, si besoin est, de moucharder. Un système parfait, où chaque consigne venue du sommet est répercutée partout dans le pays.* » Tel est, selon un parlementaire de l'opposition, le secret de la longévité du régime. Omniprésent, tout-puissant, servi par un appareil bien rodé et des militants zélés — même si beaucoup sont des opportunistes, — le général Stroessner ne serait-il pas l'incarnation sud-américaine de « Big Brother », l'inquiétant héros du « 1984 » de George Orwell ?

(1) ERP, guévariste, actuellement poursuivie par l'armée argentine.

(2) Il s'agit de la communauté chrétienne de Jejuy, réprimée par l'armée en février 1974.

(3) Autre parti d'opposition autorisé. Il vient d'adhérer à l'Internationale socialiste.

Prochain article :

LES « NOUVELLES FRONTIÈRES »

هكذا من الأصل

LES INITIATIVES DE LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE

La normalisation des relations entre Washington et La Havane n'est pas liée au retrait des troupes cubaines en Angola

DÉCLARE M. CYRUS VANCE

Washington. — Après la *prima donna*, un bon « *premier rôle* ». Telle est l'impression qu'a donnée M. Vance aux journalistes le 31 janvier dans sa première conférence de presse en sa qualité de secrétaire d'Etat. Le contraste des personnalités était profond. M. Kissinger arrivait souvent en retard, entouré d'une cour d'adjoints, multipliait les sourires. Dans ses réponses, il était disert et ne manquait jamais de détendre l'atmosphère par quelques mots d'esprit (souvent à ses dépens ou à ceux de ses services).

M. Vance *n'est pas le même* genre d'homme. Il connaît bien son rôle, mais n'improvise pas, ne s'écarte jamais de son « texte »... Arrivé quelques minutes avant l'heure, il attendit dans le corridor avant d'entrer discrètement, accompagné d'un seul collaborateur. Il n'éclaira d'aucun sourire ses réponses brèves et précises. Les journalistes s'aperçurent rapidement qu'il était inutile *d'espérer l'amener à en dire davantage* qu'il ne le voulait. Ce juriste sobre communiquait une impression *de sérieux et de sincérité.*

La différence avec M. Kissinger n'apparaissait pas seulement dans le style, mais sur le fond des problèmes évoqués. A propos des droits de *l'homme, et notamment de l'affaire* Sakharov, M. Vance a dû souligner qu'il n'approuvait pas la méthode *employée par son prédécesseur* — action diplomatique menée en coulisse, — pour empêcher les atteintes aux droits de l'homme. Le problème de la violation de ces droits est « *d'une importance fondamentale* » pour les Etats-Unis, a-t-il ajouté, et « *nous parlerons toujours franchement sur l'injustice chez nous ou à l'étranger...* » Mais il a indiqué que les Etats-Unis ne seraient pas « stridents », ne se lanceraient jamais dans la polémique et surtout qu'ils ne parleraient pas à tout propos. Il a cependant entériné les déclarations du département d'Etat en faveur de M. Sakharov, élaborées en son absence, et s'est affirmé convaincu que les *négociations* avec les Soviétiques sur la *limitation* des armements stratégiques nucléaires n'en seraient pas affectées.

De notre correspondant

Sans donc reculer sur le fond de l'affaire, M. Vance a simplement atténué la *portée* de la mise en garde du département d'Etat, tout comme le président Carter qui, la veille, avait indiqué que si les Etats-Unis étaient déterminés à plaider la cause des droits de l'homme, ils ne se livreraient pas à « *une provocation de nature à faire tort à l'Union soviétique* ». Aussi bien la nomination imminente de M. Warnke à la tête de l'Agence du contrôle des *armements, et qui sera chargé de la* négociation avec Moscou, devrait rassurer les Soviétiques étant donné ses positions connues contre la guerre du Vietnam et pour le désarmement nucléaire.

M. Smith critiqué

Un thème majeur a été développé par M. Vance : la normalisation des *relations entre les Etats-Uunis et tous* les pays, y compris ceux avec lesquels des difficultés subsistent, comme le Vietnam et Cuba. Au sujet de Cuba, le secrétaire d'Etat s'est nettement écarté de la ligne définie par son prédécesseur, qui faisait du retrait des forces cubaines en Angola la condition préalable à toute discussion. M. Vance pense que cette présence cubaine n'aidera pas à la *solution des problèmes de l'Afrique* australe, mais il a bien précisé : « *Je n'insisterai pas pour que le retrait des troupes cubaines en Angola soit une condition valable à la normalisation des relations entre Washington et La Havane.* » Au sujet de la Chine, le secrétaire d'Etat a seulement indiqué que le problème de la normalisation faisait l'objet d'une étude intensive au département d'Etat.

Le souci de moralité introduit par le gouvernement dans la conduite *de la politique étrangère* apparaissait également dans les propos de M. Vance au sujet des ventes d'armes. Il a laissé entendre qu'étant donné *leur* responsabilité particulière, comme principal vendeur d'armes, les Etats-Unis pourraient prendre des mesures unilatérales, par exemple en soumettant au contrôle et à l'autorisation du département d'Etat les commandes d'armes des pays étrangers. Après avoir bien défini sa politique, le gouvernement américain serait dans une meilleure position pour discuter avec les autres pays sur la nécessité d'un effort concerté.

Enfin, M. Vance a confirmé la nouvelle politique africaine des Etats-Unis ; dans une déclaration extrêmement vigoureuse, il a critiqué M. Smith, le premier ministre rhodésien, pour l'échec des derniers pourparlers. « *En aucune circonstance, M. Smith ne peut escompter un appui américain pour bloquer la règle de la majorité* », déclara-t-il. Il a condamné la formule dite de la *solution interne, réaffirmé son soutien* aux propositions britanniques, annoncé que son gouvernement appuierait vigoureusement *tout effort* du Congrès pour annuler l'amendement Byrd, qui permet les importations du chrome rhodésien malgré les décisions de l'ONU. Sans partager l'optimisme de M. Young, convaincu que M. Vorster, premier ministre sud-africain, pourrait imposer à M. Smith *de retourner* à la table de conférence, M. Vance pense que le gouvernement de Pretoria devrait jouer un rôle important.

Au sujet du Proche-Orient, M. Vance a été discret. Jamais les conditions n'ont été aussi favorables à la réunion d'une conférence, a-t-il dit en substance. Il a ajouté qu'au sujet de la participation de l'O.L.P. il avait « *quelques idées* » mais qu'il était inutile de les révéler avant son prochain voyage au Proche-Orient et la visite des dirigeants arabes à Washington. Enfin, au sujet de Chypre, *M. Vance s'est déclaré encouragé* par les récents contacts pris entre Mgr Makarios et M. Denktash. Il a indiqué qu'un envoyé diplomatique spécial se rendrait prochainement en Grèce et en Turquie pour discuter des relations bilatérales entre les deux pays ainsi que du problème de Chypre.

HENRI PIERRE.

LA VISITE DE M. MONDALE AU JAPON

Le retrait partiel des forces américaines de Corée ne serait plus qu'une question de date

Tokyo. — Quelque peu malmenés par M. Kissinger, les Japonais, qui manifestaient une *certaine appréhension à l'égard* de la nouvelle administration américaine, sont apparemment satisfaits de la visite à Tokyo du vice-président des Etats-Unis, M. Mondale. Celui-ci, qui regagne Washington ce mardi 1er février, a transmis au premier ministre, M. Fukuda, une invitation de M. Carter à se rendre aux Etats-Unis les 21 et 22 mars.

M. Mondale s'est surtout employé à rassurer ses interlocuteurs en insistant sur l'importance qu'attache M. Carter aux relations nippo-américaines. « *Nous avons assuré les Japonais* » a-t-il déclaré, « *que nous les consulterions sur tous les sujets d'intérêt mutuel et qu'il n'y aurait aucune surprise dans nos relations.* »

Il confirmait ainsi que ne se renouvelleraient pas les « surprises » qui avaient marqué l'ère Nixon (voyage à Pékin et dévaluation du dollar).

Le vice-président a cherché à éviter les problèmes épineux sur lesquels les points de vue de Tokyo et de Washington peuvent diverger. La volonté américaine de créer avant tout un climat de *confiance* s'est *manifestée* au cours des entretiens consacrés aux questions économiques. Le ton assez sec de M. Cooper, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, lors de la réunion à Tokyo, le 9 janvier, de la commission trilatérale, laissait présager que le vice-président réitérerait de façon pressante les demandes américaines pour que le Japon joue un rôle plus actif dans la « relance » mondiale.

M. Mondale a cependant paru convaincu par les « *efforts* » du gouvernement japonais en soulignant notamment que le budget nippon pour 1977 devrait contribuer à une certaine reprise. Les effets « *stimulants* » du budget japonais ne convainquant guère les experts, la déclaration de M. Mondale avait essentiellement pour but de ne pas embarrasser M. Fukuda.

La publication par Washington, la veille de l'arrivée à Tokyo de M. Mondale, du montant de l'excédent commercial du Japon avec les Etats-Unis en 1976 (5,3 milliards de dollars) n'en est pas

De notre correspondant

moins venu à propos rappeler les problèmes des relations commerciales nippo-américaines. L'excédent des échanges nippo-américains représente 90 % du déficit commercial des Etats-Unis. Bien que, selon M. Mondale, ce *problème n'ait été que brièvement* « *évoqué* », on semble, du côté américain, estimer qu'un seuil est atteint. La position inconfortable vis-à-vis des Américains et des Européens dans laquelle se trouve placé le Japon (dont le commerce extérieur enregistrera encore en 1977 un excédent de 8,2 milliards de dollars selon les prévisions) a apparemment conduit le gouvernement Fukuda à renoncer au projet qui lui tenait à cœur de voir se tenir à Tokyo le prochain « sommet » des pays industrialisés.

Des ouvertures à Pyongyang ?

La question la plus préoccupante pour les Japonais — qui *aurait été, encore une fois, simplement* « *évoquée* » avec M. Mondale — concerne la sécurité en Asie, *et notamment le retrait* d'une partie des troupes américaines de Corée du Sud. M. Carter a abordé ce sujet à maintes reprises avant et après son élection. Bien que M. Mondale ait affirmé que ce retrait partiel serait décidé après des consultations avec le gouvernement japonais, on estime à Tokyo que la décision est prise et qu'il ne s'agit plus que d'une question de date. Cette certitude a fait évoluer la position du gouvernement japonais, qui, avant les élections américaines, avait déclaré sans *détour* qu'un tel *retrait n'était* guère souhaitable et pouvait provoquer un déséquilibre des forces *dans la péninsule.* M. Fukuda se contente aujourd'hui d'affirmer que « *c'est là une affaire dans laquelle le Japon n'a pas à intervenir et qui ne regarde que Washington et Séoul* ».

Au-delà de la sécurité du régime de Séoul, les troupes américaines basées en Corée du Sud garantissent celle du Japon. « *Stratégiquement, la Corée n'est pas importante pour les Etats-Unis* » — disent les Américains — *logiquement ce serait aux Japonais d'être là, non aux GI.* » *L'hypothèse* de la présence de troupes nippones en Corée est pour l'instant à écarter. Mais les Etats-Unis n'en demandent pas moins à Tokyo de prendre davantage de responsabilités.

Ceci ne va pas sans problèmes. L'agence de défense nippone (1) a pris les devants en demandant au gouvernement d'accroître ses moyens, et surtout de donner aux forces d'auto-défense (aux termes de la Constitution, le Japon ne peut pas entretenir d'armée sur son territoire) un statut plus conforme à la réalité.

Devant faire face aux attaques répétées de l'opposition et à une opinion publique sensible à tout ce qui touche au « réarmement », M. Fukunda ne souhaite guère mettre cette question sur le tapis.

La politique américaine pourrait néanmoins contraindre le Japon à sortir de la réserve qu'il affectionne, notamment dans le domaine des relations avec la Corée du Nord. Le sentiment domine à Tokyo que les Etats-Unis pourraient tenter des ouvertures, ou du moins répondre aux gestes de M. Kim Il Sung, qui, apparemment, attend beaucoup de la nouvelle administration Carter. Les *Américains pensent (c'était déjà* l'opinion de M. Kissinger) qu'une solution de la question coréenne *suppose un accord entre la Chine,* l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, suivi d'une reconnaissance mutuelle des régimes du Nord et du Sud. Les Japonais sont conscients d'être tenus en marge de ce processus. Ils n'en veulent pas moins éviter de se trouver pris de vitesse par les Américains à Pyongyang, comme ce fut le cas à Pékin, en 1971.

PHILIPPE PONS.

(1) Qui fait fonction de ministère de la défense.

[Le ministre sud-coréen des affaires étrangères — cité par l'A.F.P. — a déclaré lundi 31 janvier que les troupes américaines pourront quitter la Corée lorsqu'un plan de paix sérieux sera établi dans la péninsule. Un tel plan pourrait être élaboré grâce au pacte de non-agression entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, proposé vendredi par le président Park Chung Hee, a ajouté le ministre.

De son côté, selon un député japonais, M. Kuno, qui vient de rentrer de Séoul, où il a rencontré le président de la Corée du Nord, M. Kim Il Sung, celui-ci a déclaré : « Les Nord-Coréens continueront de frapper à la porte pour l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis. » M. Kim Il Sung a ajouté que son pays n'avait l'intention ni de modifier la structure sociale du Sud ni de lui imposer le socialisme nord-coréen et que les deux Corées devraient s'unir tout en conservant chacune sa doctrine et son système propre. Mais le problème coréen, a encore dit M. Kim Il Sung, selon M. Kuno, ne pourra pas être résolu tant que les troupes américaines sont stationnées dans le Sud.]

Les priorités latino-américaines de M. Carter

Washington. — *Dans la capitale américaine,* comme, d'ailleurs, à Panama, on estime la situation propice à la *signature d'un nouveau* traité sur le canal transocéanique. Les négociations entamées en 1964 — à la suite des heurts sanglants entre étudiants panaméens et militaires américains stationnés dans la zone — devraient, enfin, aboutir cette année. M. Carter a invité *M. Aquilino Boyd,* ministre des affaires étrangères de Panama, à Washington. Un nouveau « tour » de négociations doit commencer le 10 février.

Malgré M. Ronald Reagan et les ultras opposés à toute modification du *statu quo,* les pourparlers se sont poursuivis pendant toute la campagne électorale. *Le* département *d'Etat* est, de longue date, convaincu *qu'un nouveau* traité peut être conclu dans des conditions encore favorables aux Etats-Unis. Le Pentagone *s'étant rallié au point de vue* des diplomates, des progrès notables ont été accomplis sur la question des bases militaires et des terres qu'elles occupent, soit 85 ¾ de la superficie de la zone. Les Etats-Unis, qui évaluent leurs installations à 4 milliards de dollars environ (six fois la valeur des investissements

De notre envoyé spécial

de la Compagnie du canal), auraient accepté que neuf mille cinq cents soldats américains soient regroupés dans trois bases seulement, dont deux situées à chaque extrémité du canal. Les terres libérées seraient restituées au Panama.

L'école des Amériques, où des *officiers* latino-américains sont *formés à la contre-guérilla,* disparaîtrait. Les Etats-Unis conserveraient, jusqu'à l'expiration du nouveau traité, strictement *limité dans* le temps (pas au-delà de l'an 2000), la « *responsabilité principale* » de l'administration et de la défense du canal.

Nous sommes plus que quiconque *intéressés* au maintien de la libre circulation dans le canal, affirment les Panaméens, qui en tirent le *tiers* environ de leurs ressources en devises. Au carrefour de routes maritimes et aériennes, ils ont, en outre, une vocation commerciale certaine. Pour exploiter au maximum cette *position géographique.* le gouvernement du général Omar Torrijos a facilité l'installation de quelque soixante-dix banques étrangères, qui ont créé le principal centre financier d'Amérique latine. Panama, qui a pu obtenir plus d'un milliard de dollars de crédits en huit ans, en a largement profité.

Pressé d'aboutir à un règlement permanent sur le canal, le gouvernement *est disposé à se soumettre,* en cas de conflit avec les Etats-Unis, à l'arbitrage de l'Organisation des Etats américains ou des Nations unies. Washington a jusqu'à présent refusé, exigeant une « *forte garantie bilatérale* ». Il n'est pas question d'accorder aux Etats-Unis un droit d'intervention après l'expiration du traité : « *Cela reviendrait,* affirme-t-on à Panama, *à réintroduire la clause de perpétuité contenue dans le traité de 1903, et dont la dérogation est notre principale revendication.* »

Un geste

Il s'agit, en fait, de trouver une formule qui satisfasse à la fois les nationalistes les plus raisonnables aux Etats-Unis — où le traité devra être ratifié par le Sénat — et à Panama, où il sera soumis par référendum à *l'approbation de la population.* Patient, le général Torrijos attend. La balle est dans le camp des Américains. M. Carter a plus d'atouts que ses prédécesseurs bien *que, sudiste* et ancien officier de marine, il incarne deux des secteurs les plus hostiles à un accord réel.

Il devra ensuite s'attaquer au *problème cubain. Après la démission* forcée de M. Richard Nixon, en 1974, les Etats-Unis et Cuba avaient paru *s'acheminer vers un rapprochement.* Washington a finalement admis que ses alliés au sein de l'O.E.A. *rétablissent avec La Havane* des relations rompues en 1964. Et il a levé les sanctions appliquées aux pays tiers commerçant avec Cuba.

Il a également toléré les voyages de ses ressortissants dans l'île. Mais l'intervention des forces armées cubaines en Angola et l'appui accordé par La Havane aux mouvements indépendantistes de Porto-Rico ont stoppé le dégel amorcé. Le *gouvernement de M. Fidel Castro rend* de son côté les Etats-Unis responsables de la recrudescence des activités terroristes des groupes anticastristes. Après l'explosion en vol d'un appareil des lignes aériennes cubaines, le 6 octobre dernier, M. Castro a dénoncé l'accord signé, en 1973, entre Washington et La Havane contre la piraterie. Ce texte devrait devenir effectivement caduc le 15 avril prochain. D'ici là M. Carter devra arrêter sa position. La Havane attend d'abord une reprise du contrôle des activités des terroristes anticastristes installés aux Etats-Unis.

« *On ne discute pas avec un couteau sous la gorge* », dit M. Castro, qui a posé comme condition *préalable à toute normalisation* la levée de l'embargo commercial ; au moins, a-t-il précisé, « *dans ses aspects substantiels* ». C'est sans doute un geste que M. Carter envisage. Mais on ne saurait espérer, pour autant, que Washington et La Havane rétablissent promptement leurs relations. Le contentieux entre les deux capitales est trop lourd.

PHILIPPE LABREVEUX.

M. Young va tenter de relancer la négociation en Afrique australe

De notre correspondant

New-York. — Le nouveau représentant des Etats-Unis auprès des Nations unies, M. Young, entreprend le mardi 1er février, un voyage de dix jours en Afrique noire afin de relancer la négociation sur l'ensemble des fronts en Afrique australe. Il se rendra à Dar-Es-Salam à l'occasion *du dixième anniversaire* de la « *déclaration* d'Arusha » par laquelle le président Nyerere s'engage dans la « voie socialiste », et à Lagos, où il assistera au IIe Festival africain des arts et de la culture. Il rencontera dans ces deux capitales, outre les chefs d'Etat de la Tanzanie et du Nigeria, d'autres dirigeants africains. A Dar-Es-Salaam, il aura des entretiens ave cles chefs du Mouvement de libération du Zimbabwe *ainsi qu'avec les présidents* de Zambie, du Bostwana et, peut-être, du Mozambique.

Officiellement, *il s'agit d'une* « mission d'exploration ». M. Young, qui dit avoir « quelques idées » sur la manière de recommencer elles pourraient être *utilisées dans l'état actuel des choses* ». En fait, il semble bien que M. Young ait été chargé par le nouveau président d'inciter les dirigeants africains à ne pas préférer la lutte armée à la négociation. Il leur de la détermination du gouvernement américain à obtenir prochainement l'abrogation de l'amendement Byrd, qui permet aux Etats-Unis de s'approvisionner en chrome auprès de la Rhodésie, en violation des sanctions de l'ONU.

Les récentes déclarations de M. Vance, pour qui « *la solution intérieure* » préconisée par M. Ian Smith « *est inacceptable pour les Etats-Unis* », étaient destinées à faciliter la mission de M. Young.

Aux Nations unies, les représentants de la Zambie, de la Tanzanie et du Nigeria ont formé un groupe de travail chargé de coordonner les efforts des trois commissions de l'ONU pour l'Afrique australe : *Namibie,* appartheid et décolonisation. Pour mettre la nouvelle administration américaine à l'épreuve, elles ont d'ores et déjà décidé de convoquer le Conseil de sécurité en mars — sous présidence américaine — au sujet de la situation en Afrique australe. Elles présenteront un projet de résolution demandant l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud.

Les Etats-Unis franchiront-ils cette fois le pas — comme certains indices permettent de le penser — et voteront-ils en sa faveur ?

En toute hypothèse, leur marge de manœuvres se rétrécit et la « *mission de bonne volonté* » qu'entreprend M. Young doit surtout permettre à l'administration de M. Carter de se donner le temps d'élaborer sa politique concernant la Namibie et la Rhodésie et de revoir de fond en comble la *stratégie* conçue par M. Kissinger au lendemain de la « chute » de l'Angola.

LOUIS WIZNITZER.

POLITIQUE

La préparation

La gauche connaît, elle aussi, sa « bataille de Paris »

(Suite de la première page.)

D'une part, le fait que le parti socialiste voudrait se voir attribuer les cinq sièges supplémentaires créés dans les cinq secteurs où la gauche compte des conseillers sortants. D'autre part le problème des têtes de liste dans ces cinq secteurs.

Du côté socialiste, M. Sarre affirme que la discussion n'achoppe plus vraiment que sur les têtes de liste, le P.S. ne pouvant accepter de maintenir le P.C.F. en première position, comme c'était le cas en 1971. Les socialistes font valoir que depuis cette date le rapport des forces s'est inversé au sein de l'union de la gauche. Les communistes répliquent en soulignant qu'en 1973 eux seuls sont parvenus à faire élire des députés dans la capitale, où ils disposent de sept sièges (10ᵉ, 13ᵉ, 27ᵉ, 28ᵉ, 29ᵉ, 30ᵉ et 31ᵉ circonscriptions).

Lors de la réunion du 27 janvier, le P.S. a fait une première concession sur le nombre des sièges dans les cinq secteurs toujours en litige. Il ne revendique plus que quatre des cinq sièges supplémentaires et se déclare disposé à céder le cinquième à une personnalité indépendante. Sur l'ensemble des secteurs où la gauche est sortante, le P.C.F. resterait majoritaire en nombre de candidats avec vingt sièges contre quinze à l'union de la gauche socialiste et démocrate (qui regroupe les socialistes et les radicaux de gauche) et un à une personnalité.

En revanche, le conflit sur les têtes de liste n'a pas évolué, le P.S. revendiquant celles du onzième arrondissement (celui de M. Georges Sarre) et du dix-huitième (celui de M. Estier). Les socialistes affirment qu'aucune concession n'est à envisager de leur part sur ce point. Ils prennent d'ailleurs soin d'apparaître unis dans ce débat. Si M. Sarre est l'un des dirigeants de la minorité du P.S. (le CERES), M. Estier est l'un des plus proches « lieutenants » de M. François Mitterrand. En outre, on a pu constater que M. Sarre est appuyé dans sa campagne par M. Dayan, le plus ancien des collaborateurs du premier secrétaire du P.S.

En fait, l'épreuve de force entre socialistes et communistes lors des négociations électorales est traditionnelle à Paris. En 1971, à une époque où le programme commun n'était pas encore signé, les deux partis n'avaient abouti à un compromis qu'à quelques jours de la clôture des inscriptions.

Le cas de la capitale n'est d'ailleurs pas unique. A Bordeaux par exemple, une nouvelle négociation entre partenaires de l'union de la gauche a échoué, lundi 31 janvier. Même à Château-Chinon, ville dont le maire est M. François Mitterrand, aucun accord n'a pour l'instant pu être réalisé.

Les dirigeants socialistes et communistes continuent, bien sûr, de se rendre mutuellement responsables de cette situation. Le P.C.F. parle, par exemple, des positions contradictoires de ses partenaires. De fait, il arrive parfois que les socialistes prennent prétexte du « parachutage » local d'un responsable du P.C.F. pour refuser l'accord alors qu'eux-mêmes usent de la même méthode dans d'autres localités. De leur côté, les dirigeants du P.S. restent persuadés que le P.C.F. freine délibérément les négociations afin de laisser subsister à la veille de la clôture des inscriptions un contingent relativement important de litiges qui devront alors faire l'objet d'un arbitrage national. Selon le P.S. les communistes espéreraient ainsi obtenir de meilleures conditions que dans les négociations locales.

THIERRY PFISTER.

M. Fiszbin (P.C.F.) : la gauche risque de ne pas avoir de listes d'union

M. Henri Fiszbin, député, chef de file des candidats communistes au Conseil de Paris, a déclaré lundi 31 janvier :

« *Devant le blocage que manifestent nos partenaires, il y a une crainte que la gauche soit empêchée d'avoir des listes d'union aux élections municipales de Paris. Les communistes n'ont d'autre volonté que de respecter la volonté des électeurs. Celle-ci s'est manifestée lors des dernières élections législatives, puisque sept députés communistes sont les seuls représentants parisiens de la gauche à l'Assemblée nationale.*

» *Si l'on écoutait les exigences socialistes, alors que nous sortons vingt du Conseil de Paris, nous reviendrions dix-huit, c'est-à-dire moins nombreux qu'avant la création des cinq postes nouveaux de conseillers de Paris dans ces arrondissements où nous l'avons emporté en 1971.* »

M. Fiszbin a expliqué que, pour l'ensemble des dix-huit secteurs de Paris, son parti admet que neuf têtes de liste reviennent aux socialistes ou aux radicaux de gauche et les neuf autres aux communistes. La fédération de Paris du P.C.F. réclame la tête de liste dans les Iᵉʳ et IVᵉ arrondissements, IIᵉ et IIIᵉ arrondissements, Xᵉ XIᵉ XIIᵉ XIIIᵉ, XVIIIᵉ XIXᵉ et XXᵉ arrondissements.

La fédération de Paris du P.C.F. a d'autre part publié un communiqué dans lequel elle s'étonne d'une déclaration de M. Georges Sarre indiquant que la fédération de Paris du P.S. entend mener sa campagne « *sur le thème de la nécessité d'un maire socialiste pour Paris* ». Les communistes notent : « *Une telle attitude, si elle était confirmée et maintenue, ne serait pas conforme à la règle démocratique qui veut que ce soient les électeurs qui décident quelle formation, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, aurait à désigner le candidat de la gauche à la mairie de Paris. Ces procédés unilatéraux nuisent à la bataille unitaire.* »

● *La fédération de Paris du P.C.F.* organise jeudi 3 février, de 17 heures à 20 heures, à la Mutualité, une « soirée de débats et de témoignages » intitulée : « Trois heures pour les femmes de Paris ».

● *M. Henri Fiszbin*, secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F., a déclaré, dimanche 30 janvier au micro de R.T.L. : « *Il y a une solution pour remédier au mal de vivre dans la capitale, c'est d'arracher Paris à la domination des grandes banques.* » M. Fiszbin a ajouté : « *Nous n'irons pas serrer des mains à la sauvette, mais nous mènerons le véritable débat démocratique avec les pauvres. Nous serons avec ceux qui vivent dans la misère ; avec les mal-logés à la recherche d'un logement ; avec les personnes âgées, à qui on refuse une vieillesse digne et heureuse ; avec les ouvriers et les employés, dont le pouvoir d'achat régresse ; avec les familles, qui ne trouvent pas de places dans les crèches ou dans les maternelles ; avec les mal-transportés.* »

M. SARRE (P.S.) DÉNONCE « LA CÉCITÉ DU PARTI COMMUNISTE »

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., candidat socialiste à la mairie de Paris, a déclaré lundi 31 janvier :

« *Il n'est pas pensable que le parti socialiste ne conduise aucune liste dans les secteurs actuellement détenus par la gauche.*

» *Cette prétention, qui est le plus grand obstacle à la conclusion de listes d'union dans tous les secteurs de Paris n'est conforme ni à la justice ni au bon sens. L'heure n'est pas aux marchandages : si le P.C.F. maintient des conditions qui rendent l'accord impossible, chacun devra mesurer ses responsabilités.*

» *Les rivalités des hommes du pouvoir offrent à la gauche une chance historique. Il n'est pas concevable que cette chance soit gâchée par la cécité du parti communiste. Il n'est pas possible de maintenir artificiellement les socialistes dans la position subalterne qui était jadis la leur.*

» *Il est encore temps de rassembler la gauche, de rassembler le peuple de Paris, de vaincre, mais chaque jour compte. Les socialistes eux n'ont pas eu depuis le début d'autre but que la victoire de la gauche.* »

M. MONOD : des listes communes dans certains secteurs.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., hôte, lundi 31 janvier, de l'Association de la presse étrangère à Paris, a notamment déclaré : « *La désescalade qui s'est amorcée devrait conduire dans certains secteurs de Paris menacés par l'opposition à constituer des listes communes de la majorité.* » Il a ajouté : « *Le principal adversaire pour le R.P.R. ce ne sont ni les socialistes ni le parti socialiste mais la logique mauvaise du programme commun, ce ne sont pas des hommes, mais une idéologie, celle de l'alliance des socialistes avec le parti communiste.* »

● *M. Gabriel Péronnet*, président du parti radical, a déclaré lundi 31 janvier au micro de FR 3 Auvergne : « *Je n'ai jamais joint ma voix à celles qui se sont déchaînées contre Jacques Chirac alors, de grâce, que cessent les invectives, y compris — et surtout — au sein du gouvernement. N'insultons pas l'avenir, tous les partis de la majorité auront besoin les uns des autres aux élections législatives et le président de la République — qui doit être préservé des éclaboussures de la mêlée — a besoin que tous soient unis.* »

● *M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates*, a été reçu, à sa demande, vendredi 28 janvier, par M. Raymond Barre, premier ministre. A l'issue de cet entretien, il a estimé que « *les tensions actuelles dans la majorité, pour les prochaines élections parisiennes, risquent de menacer le redressement économique* ». « *On ne peut gérer les affaires dans la brouille ou les compétitions politiques* », a-t-il ajouté. Interrogé sur l'initiative de M. Chirac, il a déclaré : « *M. Chirac connaît le prix des institutions de la Vᵉ République. Je crois que sa volonté est de se maintenir dans le droit fil de ces institutions.* »

Nouveau quotidien lyonnais

« LE JOURNAL » EST UN ADVERSAIRE DÉCLARÉ DU PROGRAMME COMMUN

Dans *le Journal*, nouveau quotidien lyonnais (*le Monde* du 27 janvier), dont le premier numéro paraît ce mardi matin 1ᵉʳ février, MM. Jean Gallois et Henri Amouroux, co-directeurs, écrivent notamment dans l'éditorial de présentation :

« *A l'heure où la politique joue un rôle considérable et où le sort de notre pays (donc de chacun de nous) dépend du déplacement de quelques milliers de voix, nous mettrons l'accent sur les problèmes fondamentaux en nous laissant divertir ni par les gadgets ni par les querelles personnelles ou par les promesses électorales.* »

MM. Gallois et Amouroux ajoutent que *les problèmes fondamentaux sont ceux que pose l'évolution d'une société dont nous pensons qu'elle doit rester libérale pour le bien de tous les Français et surtout des travailleurs, qui seraient les premiers à pâtir du désordre économique. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne travaille pas à l'améliorer. Mais ce qui signifie que nous ne pensons pas que les propositions du programme commun, qui visent à détruire la société actuelle, soient capables de mettre en place une société meilleure, plus équilibrée et plus juste pour tous* ».

S'il est élu

M. Michel d'Ornano renoncera à toute fonction politique

M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, candidat à la mairie de Paris, a annoncé, lundi 31 janvier, au cours d'une conférence de presse réunie pour présenter son livre : « Une certaine idée de Paris », qu'il abandonnerait toute fonction ministérielle et ses responsabilités politiques chez les républicains indépendants s'il était élu.

« *M. Raymond Barre a confirmé dimanche 30 janvier qu'il m'avait désigné comme seul candidat de la majorité pour la mairie de Paris. La philosophie du livre que je présente peut se traduire ainsi : Paris doit avoir un maire qui se consacre entièrement à sa gestion* », a notamment déclaré M. d'Ornano. Il a ajouté : « *Paris ne peut avoir à sa tête un chef de parti politique. La gestion de la capitale ne peut être un tremplin politique ni une occupation à temps partiel. Lorsque je serai élu maire de Paris, j'abandonnerai toute fonction gouvernementale, ainsi que mon activité au sein de mon parti politique. Je me consacrerai donc uniquement à la gestion de Paris et aux conditions de vie des Parisiens et des Parisiennes.* »

Répondant à une question sur les querelles au sein de la majorité, le ministre de l'industrie a indiqué : « *M. Jacques Chirac s'est présenté sans consulter ses partenaires. Il a porté le débat sur le plan politique. En ce qui me concerne, mon terrain est celui de la gestion.* » Et M. d'Ornano a conclu : « *Je cherche ce que je peux faire pour Paris et non pas pas ce que Paris peut faire pour moi.* »

Dès le début de l'affaire parisienne, c'est-à-dire depuis le mois de novembre, le ministre de l'industrie s'est présenté en gestionnaire. Malgré l'hostilité du R.P.R. à sa candidature, il n'a pas changé de ligne de conduite. Alors que la bataille politique faisait rage dans la capitale, M. d'Ornano réunissait deux conférences de presse : l'une sur l'urbanisme (*le Monde* du 28 janvier), l'autre sur la vie locale (*le Monde* daté 30-31 janvier). Habilement, le ministre de l'industrie a compris, comme les communistes et les socialistes, — M. Jacques Chirac présente à son tour son programme ce mardi après-midi, — qu'une fois les querelles apaisées, sinon réglées, devront être abordées les vraies raisons pour lesquelles les électeurs sont convoqués aux urnes les 13 et 20 mars prochain : élire un conseil municipal qui aura pour tâche de gérer en toute autonomie une ville de 2 300 000 habitants.

« Une certaine idée de Paris »

Une réflexion sur la capitale, plutôt qu'un programme, (« *celui-ci sera approfondi au cours de la campagne électorale* », a déclaré M. d'Ornano). Ainsi est présenté le livre du ministre de l'industrie *Une certaine idée de Paris* (1). En 218 pages, M. d'Ornano dresse un bilan de la situation actuelle. « *Les Parisiens sont fiers de leur ville, mais malheureux d'y habiter* », écrit-il. Pour « *rendre la capitale à ses habitants* », deux écueils sont à éviter : la ville-bureau et la ville-musée. Pour freiner la dépopulation de Paris, le ministre de l'industrie propose de réaliser sur des terrains mal utilisés — il dénombre de 400 à 500 hectares de « friches urbaines » — des opérations publiques d'aménagement qui permettraient notamment de construire des logements sociaux.

En fait, le livre de M. d'Ornano est très proche du schéma directeur d'aménagement de la Ville de Paris votés par les élus du Conseil de Paris. Ce schéma tient compte des nouvelles orientations données par le président de la République à l'urbanisme parisien dans une lettre au premier ministre le 25 septembre 1974 : coup d'arrêt à la construction de bureaux, restauration plutôt que rénovation des logements, pas d'autoroutes urbaines, mais des avenues et de nouveaux espaces verts.

... C'est un programme de « majorité présidentielle ».

JEAN PERRIN.

(1) Jean-Claude Lattès. 15 F.

DU CONSEIL GÉNÉRAL AU CONSEIL RÉGIONAL

Cumuls Paris-province

Dans l'hypothèse où M. Jacques Chirac serait élu maire de Paris, il pourrait demeurer membre du conseil régional du Limousin. Il siège, en effet, dans ce conseil régional de plein droit en tant que député de la Corrèze, et ce depuis sa réélection aux législatives du 14 novembre dernier.

En revanche, l'article L 208 du code électoral précise : « *Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux.* » Or le Conseil de Paris est une assemblée à la *fois municipale et départementale*, comme l'indique la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 portant réforme du statut administratif de la Ville de Paris. Celle-ci dispose en effet dans son article premier : « *Le territoire de la Ville de Paris recouvre deux collectivités territoriales distinctes : la commune de Paris et le département de Paris. Les affaires de ces collectivités sont réglées par les délibérations d'une même assemblée, dénommée : Conseil de Paris.* »

On peut donc estimer qu'appartenir à un conseil général (comme c'est le cas pour M. Chirac en Corrèze et M. d'Ornano dans le Calvados) et au Conseil de Paris constituerait deux situations juridiquement incompatibles. Encore ne s'agit-il que d'une interprétation possible du code électoral, puisque celui-ci, dans son article L 271, consacré au régime des incompatibilités auquel sont soumis les membres du Conseil de Paris, évoque seulement le cas des maires ou maires adjoints d'arrondissement comme incompatible avec un mandat municipal dans la capitale.

Aucune jurisprudence n'existe, naturellement, sur ce point de droit, puisque le scrutin de mars prochain constituera la première application électorale de la réforme du statut de Paris. On relèvera que, dans le cas de l'article L 208 comme dans celui de l'article L 271, il s'agit d'incompatibilité et non d'inéligibilité : *autrement dit, un candidat placé* dans l'une des situations évoquées — c'est le cas de plusieurs maires d'arrondissement — devra opter, s'il est élu, pour l'une ou l'autre de ses fonctions, mais pourra valablement se présenter à l'élection.

D'autre part, aux termes de la loi du 6 mai 1976 portant création et organisation de la région *Ile-de-France*, le *Conseil de Paris* désigne en son sein trente représentants pour siéger parmi les cent soixante-quatre conseillers régionaux. La loi ne prévoit pas d'incompatibilité entre la fonction de maire de Paris et celle de membre du conseil régional, mais elle prescrit dans son article 22 que « *les fonctions de président du conseil régional d'Ile-de-France sont incompatibles avec celles de maire de Paris et de membre du gouvernement* ».

La question se pose tout naturellement de savoir si le prochain maire de Paris, s'il appartient déjà à un conseil régional « de province », pourra aussi siéger dans celui d'Ile-de-France. Rien ne semble s'y opposer à la lecture des lois en vigueur. Pour prévenir une telle anomalie, il faudrait faire voter par le Parlement une loi modifiant les textes actuels sur les régions.

Les règles du jeu

(Suite de la première page.)

Ainsi la position du premier ministre s'en trouvait simplifiée : homme du président et non, comme la Constitution le prévoyait pourtant également, chef d'un gouvernement à base parlementaire. L'U.D.R., elle, ne pouvait avoir de chef distinct puisqu'un tel homme aurait pu avoir une volonté propre et donc détourner l'organisation de son rôle de simple soutien.

En juin 1974, le mécanisme change. L'éditorialiste de la *Nation* écrit : « *Nous avons vécu pendant seize ans dans un système dont le soleil était le président de la République et nous l'astre mort... Le soleil était gaulliste et notre mission était d'en réfléchir les rayons. Le soleil n'est plus gaulliste et nous tournons dorénavant sur notre propre orbite.* »

Que devait faire le nouveau président de la République ? Eliminer l'U.D.R. ? Il a choisi de la soumettre par l'intermédiaire du gaulliste qui lui avait permis de vaincre le candidat de l'U.D.R. : Jacques Chaban-Delmas.

L'U.D.R. se soumit bien, mais au premier ministre-secrétaire général, pas au chef de l'Etat. Tout en raffermissant le parti parce qu'il était premier ministre, Jacques Chirac se distinguait de ses prédécesseurs à l'hôtel Matignon en ce qu'il relevait, comme secrétaire général, du parti et non plus du président. Aujourd'hui, les ambitions et l'infidélité de Jacques Chirac rajeunissent, revigorent contre le chef de l'Etat l'U.D.R. devenue R.P.R., puisque le parti peut de nouveau espérer satisfaire son double goût de l'allégeance et du pouvoir. M. Giscard d'Estaing devrait le comprendre.

* * *

La situation actuelle découle aussi d'une autre évolution, plus ancienne, de la mécanique politique. Dans la conception du général de Gaulle, la puissance de légitimation de l'élection présidentielle était sans commune mesure avec celle des élections législatives. Le président devait représenter les Français dans leur unité, le Parlement incarnant leurs divisions. Quand Georges Pompidou proposa, en vain, réduire la durée du mandat présidentiel pour que la durée écoulée entre une législative et une présidentielle ne joue pas contre la légitimité du président, il s'écartait de la pensée gaullienne. Mais celle-ci, au fond, s'était déjà trouvée mise en échec par le ballottage de 1965 et plus encore en 1968 lorsque le général de Gaulle, cédant à l'insistance de Georges Pompidou, s'était fait confirmer sa victoire sur la contestation au moyen non d'un référendum, comme il l'avait d'abord voulu, mais d'élections législatives. Il est donc normal que les prochaines législatives posent nettement le problème du pouvoir du président, face au chef d'un parti dominant la majorité ou, plus encore, face à son ancien adversaire du second tour de l'élection présidentielle.

Si la gauche gagne, la première hypothèse à retenir est celle d'une démission du président : la dissolution immédiate serait trop probablement reçue comme un affront par les électeurs. Le candidat de la majorité vaincue ne serait sans doute pas le président démissionnaire. Si ce candidat gagne, il peut dissoudre. Dans ce cas, ou bien... ou bien, etc. S'il perd, François Mitterrand sera président et l'on aura bientôt une tension institutionnelle sérieuse, puisqu'il sera inévitablement conduit à ne pas trop laisser se réduire le pouvoir présidentiel tandis que le parti communiste voudra fort légitimement redonner vigueur à un organisme de coordination de la majorité soit au niveau des partis, soit entre leurs groupes parlementaires.

La seconde hypothèse est celle que Jacques Chirac a relevée à juste titre dans la dernière conférence de presse du président : celui-ci va jusqu'au bout de son mandat même si la gauche l'emporte. En laissant entendre que c'est le parti qu'il a choisi, M. Giscard d'Estaing renforce l'honorabilité de la gauche aux yeux d'électeurs hésitants et aide, de ce fait, François Mitterrand à combattre la peur qui joue contre lui ; mais, en même temps, il renforce le soupçon dans le camp adverse, puisqu'il semble offrir au parti socialiste une sorte de recours contre une pesée trop forte du P.C.

De toute façon, un attelage Giscard président - Mitterrand premier ministre introduirait un changement profond dans le système institutionnel — tout en étant conforme à la Constitution. Le pouvoir à Matignon, mais aussi au Palais-Bourbon, le président réduit au rôle de garant des libertés et du jeu institutionnel pluraliste : on passerait de Weimar II à Weimar I.

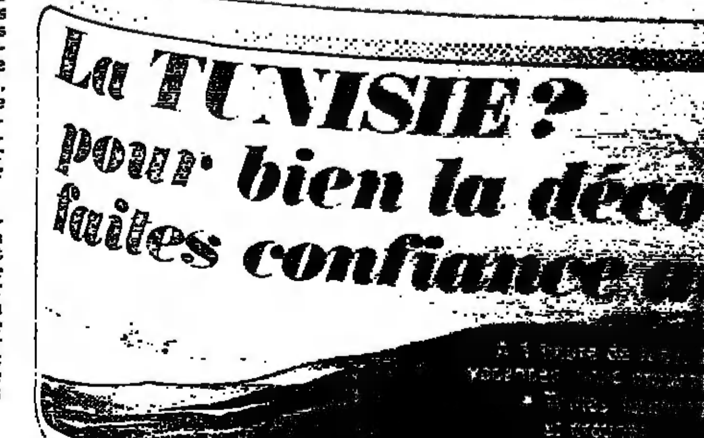
* * *

La seule Constitution à laquelle ressemble vraiment celle de 1958 a été en effet celle de Weimar. Dans ses dernières années d'existence, celle-ci a fonctionné dans une large mesure comme l'a fait jusqu'à présent celle de la Vᵉ République, à savoir que le chancelier, chef du gouvernement, était l'homme du président. Jusqu'en 1930, au contraire, le président, bien qu'élu au suffrage universel, bien que disposant d'importants pouvoirs théoriques, jouait un rôle assez semblable à celui des présidents des IIIᵉ et IVᵉ Républiques, le chancelier exerçant le pouvoir tant que les groupes parlementaires ne le faisaient pas tomber. La Vᵉ République appliquant vraiment les articles 20 et 21 pourrait garder la même Constitution en passant de fait à un système institutionnel très différent.

Que d'incertitudes en définitive sur l'avenir institutionnel ! Mais pourquoi ne parvenons-nous pas à résoudre le problème central qui n'a pourtant jamais effrayé les Etats-Unis, à savoir la différence d'orientation entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ? Parce que les Etats-Unis n'ont ni notre centralisme politique ni des partis structurés faisant bloc pour ou contre le président. Les créateurs de la Vᵉ République, qu'il s'agisse du général de Gaulle ou des « caciques » de la Quatrième qui étaient membres de son gouvernement, ont cherché un système qui permît d'éviter les deux pôles entre lesquels les institutions françaises avaient oscillé depuis le milieu du dix-neuvième siècle : le pouvoir confié à un homme, le pouvoir éclaté dans les mains des parlementaires. Après tout, le système se montrera peut-être suffisamment flexible pour que, malgré l'incertitude actuelle, ces créateurs apparaissent plus tard comme n'ayant pas trop mal réussi.

ALFRED GROSSER.





هكذا من الأصل

des élections municipales

POLITIQUE

NICE : les gaullistes se rallieront-ils tous à M. Jacques Médecin ?

De notre envoyé spécial THOMAS FERENCZI

Nice. — En 1978, si M. Jacques Médecin est réélu dans quelques semaines maire de Nice, la municipalité fêtera le cinquantenaire de la présence à sa tête de la dynastie Médecin. C'est en 1928, en effet, que Jean Médecin s'installait dans le fauteuil de premier magistrat, l'année même où naissait son fils. En 1966, M. Jacques Médecin succédait à son père, décédé neuf mois après sa cinquième réélection.

Le « système Médecin » est inséparable de la tradition politique du Midi méditerranéen qui favorise, plus qu'ailleurs, la constitution de clientèles. Les Médecin n'ont assis leur autorité à Nice ni sur une réputation d'administrateurs apolitiques (comme Louis Pradel à Lyon) ni sur une image de dirigeants nationaux (comme M. Jacques Chaban - Delmas à Bordeaux), mais sur un réseau de relations personnelles qui crée un contrat de confiance entre l'élu et la population.

Ce pouvoir de type féodal exerce sur ceux qui y font allégeance une action tutélaire : les services rendus autant que les manières familières font de M. Jacques Médecin un personnage populaire. En revanche, ceux qui refusent de s'incliner peuvent en éprouver des désagréments : on hésite avant de s'opposer au maire de Nice.

Comme il arrive souvent en pareil cas, l'entourage joue un grand rôle : les amis de M. Médecin, intermédiaires obligés des solliciteurs, n'ont pas toujours bonne presse. *« Il ne sait pas s'entourer »*, disent du maire de Nice les plus indulgents de ses ennemis.

Les deux clans

Ses ennemis, ce sont d'abord ceux des gaullistes qui n'ont pas pardonné à M. Médecin ses vigoureuses prises de position contre la politique algérienne du général de Gaulle. Partisan déclaré de l'Algérie française, le maire de Nice, que les violences verbales n'effraient pas, s'est heurté à maintes reprises à l'U.D.R., dont le chef de file fut pendant de longues années M. Pierre Pasquini, adjoint au maire de 1947 à 1965, député de 1958 à 1967. L'animosité entre les deux clans ne s'est pas éteinte avec le départ du général de Gaulle puisque, en 1969, M. Médecin a soutenu M. Alain Poher contre Georges Pompidou qui, dit-on, lui en a toujours voulu pour son affiche électorale d'alors : *« Pourquoi chasser le maître et prendre le valet ? »* Dans toutes les consultations électorales, aux municipales de 1971 comme aux législatives de 1973, gaullistes et « médecinistes » se sont trouvés dans des camps opposés.

Le fait majeur de la prochaine élection municipale, c'est précisément la fin de ces luttes féroces, la réconciliation spectaculaire des deux courants antagonistes, le rassemblement autour de M. Médecin de toutes les forces résolues à lutter contre la gauche. Le maire de Nice, qui s'est inscrit aux républicains indépendants au lendemain de l'élection présidentielle de 1974 avant de devenir, le 12 janvier 1976, secrétaire d'Etat au tourisme, présentera en effet dans les trois secteurs nouvellement créés de la ville des listes d'union pour lesquelles, imitant Louis Pradel à Lyon, il a choisi un sigle qui reproduit son propre nom : M.E.D.E.C.I.N., initiales du Mouvement pour l'expansion et le développement économiques de la cité et des intérêts de Nice. Sur quarante-neuf sièges, une quinzaine, selon M. Médecin, irait au R.P.R., une quinzaine aux R.I., et le restant sera réparti entre les autres formations situées à l'intérieur ou aux franges de la majorité et des personnalités « apolitiques ».

M. Médecin estime ainsi avoir parfaitement *« recollé les morceaux »*. Est-ce tout à fait vrai ? Le maire de Nice avait envisagé, semble-t-il, de conduire une liste dans un secteur (celui qui correspond, pour l'essentiel, à sa circonscription législative) et de confier à MM. Fernand Icart, député, président de la fédération départementale des R.I., et Pierre Pasquini les têtes de liste dans les deux autres secteurs. Ces deux personnalités ayant refusé, les trois listes seront présentées dans l'ordre alphabétique.

Du côté des R.I., la fusion ne s'est jamais réellement faite. Il est vrai, entre les amis de M. Médecin et ceux de M. Icart. Sans doute ces derniers n'oublient-ils pas qu'en 1971 comme en 1973 c'est un des leurs — M. Toussaint dans le premier cas, M. Dischamps dans le second — qui menait le combat contre le maire de Nice. Cependant, les R.I. de stricte obédience ne semblent pas en mesure d'influer beaucoup sur l'équilibre des forces.

Il en va différemment du côté des anciens U.D.R. Certes, l'appui du R.P.R. est acquis à M. Médecin. Le secrétaire fédéral du mouvement, M. Roger Binda, se réjouit à l'idée d'être enfin *« dans l'équipe gagnante »*. Il assure qu'une page est tournée. Du reste, le maire de Nice est en excellents termes avec M. Chirac dont il se sent, à l'évidence, plus proche que de M. Giscard d'Estaing. Plusieurs conseillers municipaux amis du maire ont adhéré au R.P.R. au lendemain de sa fondation. Les réserves de M. Pasquini ne semblent donc pas partagées par les militants du mouvement.

La question est de savoir, cependant, combien de vieux gaullistes réfractaires à un « chiraquisme » qui, à Nice plus qu'ailleurs, paraît renier leur passé feront défaut à M. Médecin.

Ces suffrages, la gauche compte bien les attirer à elle en accueillant sur sa liste quelques gaullistes d'opposition, conduits par le général François Binoche. Cet ancien commandant du secteur français de Berlin, qui fut en 1944 chef d'état-major F.F.I. dans l'Ardèche, s'est retiré sur la Côte d'Azur en 1969. Sanctionné en 1975 pour avoir dénoncé *« le danger allemand »*, il a accepté l'année suivante la coprésidence du Front progressiste, mouvement de gaullistes d'opposition. Persuadé qu'il y a à Nice *« tout un tas de gaullistes un peu écœurés »* et que son audience peut être réelle parmi les quelque trente mille militaires retraités, le général Binoche figurera, avec quelques-uns de ses amis, sur la liste d'union de la gauche, malgré les réticences du P.S. à son égard.

Un bastion du P.C.

Les socialistes, en effet, voient d'un mauvais œil la présence à leurs côtés de personnalités qui se disent hostiles au programme commun et, parmi elles, d'un conseiller sortant, M. Jacques Bounin. Mais les communistes ont accepté de prendre sur leur quota ces défenseurs vigilants de l'indépendance nationale, susceptibles de représenter, selon l'expression de M. Virgile Pasquetti, membre du secrétariat fédéral, la « goutte » qui fera basculer la majorité.

Le littoral méditerranéen a toujours été un des bastions du P.C., qui y obtient des résultats supérieurs à sa moyenne nationale. Il n'y échappe pas à la personnalisation : ainsi le crédit dont jouit M. Virgile Barel, qui fut élu député pour la première fois en 1936, dépasse-t-il celui de son parti. La relève de M. Barel, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-sept ans, n'est pas encore assurée. Entre M. Pasquetti, qui conduisait la liste de la gauche il y a six ans, M. Charles Caressa, secrétaire fédéral et suppléant de M. Barel, et M. Louis Fiori, directeur d'école primaire, qui a conquis en 1973 et conservé en 1976 un siège de conseiller général, le choix n'est pas fait, même si ce dernier paraît avoir la meilleure chance d'être désigné comme chef de file.

Les communistes dénonceront notamment, au cours de la campagne, une gestion *« orientée vers le prestige et le tourisme de luxe »*. *« Nous ne voulons pas transformer la place Masséna en terrain de camping*, précise M. Pasquetti, *mais l'effort principal aujourd'hui doit être d'encourager le tourisme social »*. Les candidats du P.C. veulent aussi mettre fin à l' « autoritarisme » du maire et instaurer, au moins sur les grandes questions, des procédures de consultation de la population.

Quant aux socialistes, minoritaires au sein de la gauche, ils n'ont pas encore surmonté les conséquences des divisions provoquées en leur sein par la signature du programme commun. Trois des leurs ont préféré être exclus du parti plutôt que de rompre avec M. Médecin. Leur présence au conseil municipal et en particulier celle de Mme Thérèse Roméo, secrétaire générale adjointe de la Fédération des socialistes démocrates, qu'anime M. Eric Hintermann, à un poste d'adjointe permettent au maire de Nice de se donner une image sociale, sinon socialiste.

Le nouveau parti socialiste, encore faible malgré des progrès sensibles, a aujourd'hui le visage de M. Jacques Randon, un avocat de trente-quatre ans pour lequel le P.S. réclame la tête de liste dans un des secteurs, revendication qui bloque pour le moment les négociations. En attendant d'être mieux implantés dans les milieux populaires, les socialistes niçois reconnaissent qu'ils représentent surtout une fraction de la bourgeoisie que rebute ou qu'inquiète le climat d'affairisme développé, selon eux, par la municipalité actuelle.

Unis, que peuvent attendre les partis signataires du programme commun d'un électorat dont la composition marquée notamment par la forte proportion de retraités et de « pieds-noirs », ne leur est pas *a priori* favorable ?

Le premier secteur, qui correspond à la circonscription législative de M. Barel, pourrait sembler acquis à la gauche, mais un habile découpage y a adjoint un canton extérieur à la circonscription — le quatrième — de tendance modérée, ce qui rend ses chances aléatoires.

Le deuxième secteur, dont les contours sont ceux de la circonscription de M. Médecin, ou plutôt de son suppléant, M. Charles Ehrmann, est solidement tenu par la majorité.

Reste le troisième secteur, c'est-à-dire, en fait, la partie urbaine de la circonscription de M. Icart, où la lutte sera plus indécise. M. Giscard d'Estaing n'y a rassemblé que 51 % des suffrages au deuxième tour de l'élection présidentielle. Si la gauche enlevait les quatorze sièges de ce secteur, ce serait déjà pour elle un beau succès.

CHATEAU-CHINON : M. Mitterrand est pour un accord juste.

La fédération de la Nièvre du parti communiste a publié un communiqué dans lequel elle *« manifeste son inquiétude devant les difficultés qui découlent des exigences des socialistes »*, ajoutant que *« le parti socialiste revendique une représentation excessive dans les municipalités à direction communiste alors qu'il conteste sa juste place au P.C. dans les communes à direction socialiste »*.

Les communistes faisaient ainsi allusion à la situation de Château-Chinon, dont le maire sortant est M. François Mitterrand.

Le premier secrétaire du P.S. a répliqué lundi 31 janvier :

« On a dit que j'avais opposé une fin de non-recevoir aux communistes de Château-Chinon. Or il y a eu des contacts, des échanges de courrier. J'ai rencontré les responsables du P.C. Certes, je résiste aux pressions, mais je suis pour un accord juste. L'union de la gauche sans discipline ne veut rien dire, ce ne doit pas être une astuce électorale. »

CORBEIL-ESSONNES : M. Serge Dassault candidat.

« Le temps est fini où l'on pouvait vivre tranquille dans deux mondes qui s'ignorent, l'un politique et l'autre économique. » C'est en ces termes que M. Serge Dassault, cinquante et un ans, président-directeur général de l'Electronique Marcel Dassault, fils du constructeur d'avions, a expliqué jeudi 27 janvier à Evry (Essonne) sont entrée active sur la scène politique. Persuadé qu'il *« ne reste qu'un an pour convaincre la population que le système libéral est le meilleur »*, il pense qu'il est nécessaire de lutter contre *« ceux qui veulent le supprimer là où il fait le plus de mal, c'est-à-dire dans les municipalités communistes »*.

Dans cette optique, il a décidé, à la demande d'amis politiques qu'il a dans cette commune (siège, en particulier, de la SNECMA), de se présenter aux prochaines élections municipales à Corbeil-Essonnes, ville de 40 000 habitants détenue depuis dix-huit ans par le P.C. Il désire *« sortir la commune de son marasme »* en mettant son expérience économique *« au service de la population »*, mais aussi en faisant *« réellement participer celle-ci à l'étude des projets »*. M. Serge Dassault envisage aussi de se présenter aux législatives dans la même circonscription.

NORD : premier bilan des négociations entre les partis de gauche.

(De notre correspondant.)

LILLE. — Dans le département du Nord, les négociations entre les partis de gauche sont achevées dans la quasi-totalité des communes concernées. M. Pierre Mauroy, député et maire de Lille, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, a dressé un bilan qui se voulait en même temps le coup d'envoi de la campagne électorale.

Dans neuf des onze villes de plus de 30 000 habitants il y aura des listes d'union de la gauche. Deux villes — Valenciennes et Wattrelos — sont encore l'objet de négociations.

Dans six des onze villes de plus de vingt mille habitants, l'accord a été réalisé. Il s'agit de Coudekerque-Branche, Denain, Hem, La Madeleine, Lambersart, Mons-en-Barœul ; dans les cinq autres (Armentières, Croix, Lomme, Loos et Saint-Pol-sur-Mer), le P.S. et le P.C. présenteront des listes séparées.

M. Mauroy a précisé que dans treize des vingt-six villes qui comptent de dix à vingt mille habitants, ainsi que dans quarante-trois villes de cinq à dix mille habitants et dans trente-sept villes de moins de cinq mille habitants, la liste d'union de la gauche sera présentée. Il estime qu'un pas très important a été accompli et que, en tout état de cause, les socialistes ont respecté strictement leurs engagements.

RHONE

LYON. — Dans une lettre adressée à la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche, dont il est le secrétaire, M. Emile Vasquez a fait savoir qu'il apporte son soutien aux listes de M. Francisque Collomb, maire sortant. M. Vasquez, qui évoquait dans sa lettre *« l'attitude décourageante des partenaires actuels de l'union de la gauche »*, a été immédiatement exclu du M.R.G.

VENDÉE

LA ROCHE-SUR-YON. — Le maire sortant, M. Paul Caillaud, député républicain indépendant, se représentera avec l'investiture des formations de la majorité et ouvrira sa liste à quatorze nouveaux conseillers. A gauche, un accord est intervenu entre le parti socialiste, le parti communiste, le P.S.U. et des socialistes autogestionnaires.

Les nouveaux membres du comité central du R.P.R.

Le comité central du Rassemblement pour la République a élu, dimanche 30 janvier, Mme Anne-Marie Dupuy, conseiller d'Etat, trésorière nationale du R.P.R., en remplacement de M. Jacques Trorial. Mme Dupuy est secrétaire général adjoint chargé de l'administration du R.P.R.

Le comité central a été complété par l'élection de quatre-vingt-dix nouveaux membres, vingt-cinq nouveaux membres.

ELUS AU TITRE DES PERSONNALITES :

Le professeur Bernard Antoine ; Mme Simone Berriau, directrice du théâtre Antoine ; Louison Bobet, directeur de sociétés ; Léon Boutbien, membre du Conseil économique et social ; M. Bruaire, professeur de philosophie ; Jean-Claude Bunoust-Roquère, administrateur de société ; Philippe Clay, artiste de variétés ; Florian Delbarre, doyen de Paris V ; Maurice Druon, de l'Académie française ; Guy Dupuy, avocat à la Cour ; Pierre Dux, administrateur général de la Comédie-Française ; Jean Frézal, président de l'université Paris-V ; Alain Gillot, président du syndicat des architectes ; Yves La Prairie, président du C.N.E.X.O. ; Michel Le Royer, comédien ; Alain Mimoun, athlète ; Mme Line Renaud, artiste de variétés ; le général de Seguin Pazzis ; Jean Vertenelle, directeur de sociétés ; Jean Waline, président de l'université des sciences juridiques de Strasbourg ; Georges Suant, maire d'Antony, Présence socialiste ; Marcel André, secrétaire général de Présence socialiste ; Michel Lesage, secrétaire général F.O.-O.R.T.F. ; Patrick Balkany, commerçant, Présence socialiste ; Jean Benet, Républicain socialiste ; Marcel Landowski, ancien directeur de la musique.

ELUS AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL :

Mme Jacqueline Crepy, chargée de mission pour les problèmes du troisième âge ; M. Philippe Dechartre, délégué national à l'Action ouvrière et professionnelle ; Mme Noëlle Dewavrin, déléguée nationale à l'Action féminine ; Mme Anne-Marie Dupuy, secrétaire général adjoint, chargée de l'administration générale ; M. Georges Gorse, délégué national aux affaires sociales ; M. Alain Juppé, délégué national aux études ; M. Jean de Lipkowski, délégué national aux relations internationales ; M. Jean-Claude Servan-Schreiber, délégué national chargé de la presse ; Mme Marie-Monique Steckel, déléguée nationale à la communication ; M. André Turcat, conseiller pour les affaires industrielles et les technologies de pointe.

ELUS AU TITRE DE MEMBRES DU MOUVEMENT :

M. Bernard Bermond, président du comité départemental des Bouches-du-Rhône-Nord ; Georges Bolard, professeur agrégé, maire de Vernier-Fontaine (Doubs) ; Jacques Boyon, président du comité départemental de l'Ain ; Pierre Charpy, journaliste ; Jean Dieboit, responsable A.O.P.-SNIAS, Toulouse ; René Fromilhague, professeur de littérature française à l'université de Toulouse ; Lydie Gerbaud, attachée de presse ; Jacques Gheeraert, professeur agrégé d'histoire et de géographie ; Robert Grossmann, chargé de mission auprès du secrétaire général ; Michel Habib-Deloncle, ancien ministre ; Yves Lancien, président du R.C.D.R. ; Joël Lainé, adjoint au délégué départemental A.O.P. de Paris ; Pierre Leberre, délégué départemental A.O.P. du Val-de-Marne ; Roger Lebouc, ingénieur ; Jean Matteoli, président de société ; Christiane Papon, présidente du C.F.R.I. ; M. Prieur, recteur de l'académie d'Amiens ; Georges Repeczky, président-directeur général de société ; Roland Vernaudon, président du comité départemental du Val-de-Marne ; Pierre de Vernejoul, professeur de médecine nucléaire à l'université Paris-V ; Michel Giraud, délégué national aux collectivités locales (secrétariat général) ; Pierre Mazeaud, ancien ministre, conseiller d'Etat.

ELUES AU TITRE DES FEMMES :

Lucette Boucard, secrétaire départementale de la Charente-Maritime, maire de Deuil-sur-le-Mignon ; Jacqueline Bouchez, sans profession ; Jean-Marie Boudet, docteur en médecine, secrétaire départementale du Puy-de-Dôme ; Jacqueline Caille, maître-assistant de faculté à Montpellier ; Marie-Dominique Follie, professeur, chargée de mission régionale ; Mme Christian Fouchet ; Marie-Antoinette Isnard, sans profession ; Monique Loosen, secrétaire de la 5e circonscription du Nord ; Odette Montcler ; Mme Parmentier, ouvrière spécialisée ; Mme Pouret, docteur en médecine ; Annick Tissot, fonctionnaire ; Mme Thienot, présidente d'un centre social, Nicole Touzet.

ELUS AU TITRE DES JEUNES :

Alain Aubert, professeur à l'Ecole de la chambre de commerce de Paris ; Alain Carignon, conseiller général de Grenoble, 25 ans ; Jean-Louis Chirouze, délégué départemental à la jeunesse de l'Ardèche, 27 ans ; Elisabeth Debaillancourt, ancienne déléguée U.D.R. Jeunes de la Côte-d'Or ; Stève Gentili, 26 ans ; Philippe Goujon, délégué départemental à la jeunesse de Paris ; Didier Guignard, délégué départemental à la jeunesse de la Gironde, 24 ans ; Marie-Madeleine Hahn, adjointe au délégué départemental à la jeunesse pour le Bas-Rhin ; Roger Karoutchi, président de l'ANEF ; Véronique Leroy ; José Marthe, secrétaire départemental des Hautes-Pyrénées ; François Morice, ancien délégué départemental à la jeunesse du Calvados, 30 ans ; Christine Mouton, étudiante ; Michel Perrault, délégué départemental à la jeunesse pour la Savoie, 26 ans ; Isabelle Raven ; Michel Sappin, secrétaire départemental adjoint des Hauts-de-Seine, 29 ans ; Nicolas Sarkozy ; Maurice Solignac, élève ingénieur, 22 ans ; Jean-Paul Suc, chercheur au C.N.R.S., 30 ans.

Parmi les nouveaux membres du comité central, on compte vingt-sept femmes et vingt-cinq moins de trente ans.

MEMBRES DU CONSEIL POLITIQUE :

MM. André Bord, Michel Caldaguès, Joseph Comiti, Jean Falala, André Fanton ; Mme Christian Fouchet ; M. Olivier Guichard ; Mme Paulette Labatut ; Mme Hélène Missoffe ; MM. Maurice Papon, Camille Petit, Jean de Préaumont, Alexandre Sanguinetti, Jean Tiberi, René Tomasini.

Une lettre de M. Raymond Barre

Nous avons reçu de M. Raymond Barre la lettre suivante, datée du 29 janvier :

Sous le titre « Une plaisanterie qui s'est mal terminée », M. André Passeron, rendant compte de mon voyage à Bourges, écrit dans *le Monde* daté du 29 janvier 1977 que « lorsque les journalistes avaient demandé à M. Barre ce qu'il ferait si le président de la République lui confiait dans l'affaire parisienne une mission de conciliation, il avait trouvé cette question « cocasse » et il avait jugé cette éventualité comme une « plaisanterie ». Or, le lendemain, au conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing le chargeait de cette tâche »...

Vous comprendrez aisément que je ne peux laisser passer les propos de votre collaborateur qui sont contraires à la vérité. Je m'étonne que de telles interprétations et insinuations puissent figurer dans les colonnes de votre journal.

La question qui m'a été posée par un journaliste était : « Accepteriez-vous d'être candidat d'union à Paris, si le président de la République vous le demandait ? » J'ai répondu en écartant cette hypothèse et j'ai déclaré : « C'est pour le moins une hypothèse cocasse. »

Il vous suffit de vous reporter à *la Nouvelle République du Centre-Ouest* du 26 janvier 1977 pour constater que telle a été ma réponse ; vous en trouverez confirmation dans un article publié dans le journal *l'Alsace* du 27 janvier 1977.

[N.D.L.R. — Nous donnons acte à M. Raymond Barre de ses observations puisque nous avons fait une confusion. Le premier ministre s'était en effet contenté de rire lorsqu'on lui avait demandé si une mission de conciliation pourrait lui être confiée par le chef de l'Etat. Il avait considéré comme une « hypothèse cocasse » la question qui lui avait été posée immédiatement après sur son éventuelle candidature. — A. P.]



L'INAUGURATION DU CENTRE

Impromptu politique dans une mêlée confuse

Les personnages qui jouaient les premiers rôles lundi soir 31 janvier au Centre Beaubourg tiennent déjà la vedette à Paris depuis plusieurs semaines. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui venait là en tant que président de la République, mais qui se targue aussi auprès des Parisiens d'avoir inventé le nouveau statut de leur ville, côtoyait ainsi MM. Jacques Chirac, invité comme ancien premier ministre, et Michel d'Ornano, convié à titre de ministre en exercice, plus connus l'un et l'autre *dans la capitale comme candidats* à la mairie. Sans parler de M. Barre, qui tenta récemment de les réconcilier, et de Mme Giroud, qui contribua à les opposer.

Le Tout-Paris assista donc, dans une mêlée tout aussi dense et tout aussi confuse que celle de la bataille municipale, à un nouvel acte de la pièce qui se joue entre ces divers protagonistes. Parqués derrières d'infranchissables barrières, les invités étaient réduits à quelques impressions fugitives.

On distinguait une silhouette que l'on prenait, dans la foule, pour celle de M. Chirac ; mais l'ancien premier ministre, souriant, était déjà plus loin, distribuant poignées de main et bonnes paroles. On se tordait le cou pour apercevoir M. d'Ornano, qui semblait s'ennuyer et s'éclipsait d'ailleurs, dès la fin des discours, pour aller faire campagne dans les bistrots voisins. M. Barre, jovial, faisait son entrée. Mme Giroud, que l'on n'avait pas vue, était déjà à sa place. M. Giscard d'Estaing, *enfin*, entouré de plusieurs souverains et chefs d'Etat (le roi et la reine des Belges, le grand duc et la grande duchesse de Luxembourg, la princesse de Monaco, les présidents de la Côte-d'Ivoire, du Sénégal et du Zaïre) et protégé, faut-il le préciser, de la cohue où se pressaient les autres, dominait l'assistance de toute sa hauteur. A son arrivée, on entendit dehors quelques « Chirac au pouvoir ! ».

« Le monde a depuis quelques semaines les yeux fixés sur Paris », affirma dès les premiers mots de son allocution — adressée aux « honorables seigneurs » — Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, qui souhaita ensuite que Paris surprenne, cette fois, « pour de bonnes raisons » et qui conclut : « Le moment n'est plus de savoir critiquer, le moment est venu de savoir aimer. »

Quant au chef de l'Etat, c'est principalement « au nom des Parisiennes et des Parisiens » qu'il rendit un hommage solennel, en forme d'oraison funèbre, à la mémoire de Georges Pompidou. On attendait une vaste méditation sur l'art. On eut, dans le style littéraire qu'affectionne le président de la République (ah ! ces enfants « alignés comme de petites chouettes » ! et « cette griffe grise » de la mort déjà entendue dans l'éloge funèbre prononcé par M. Giscard d'Estaing à Saint-Flour le 13 novembre 1975), un discours politique directement lié à l'actualité.

Comment ne pas considérer, en effet, l'évocation de la longue familiarité de l'actuel chef de l'Etat et de son prédécesseur comme une réponse à ceux qui mettent plus volontiers l'accent sur la filiation qui unit Georges Pompidou à M. Jacques Chirac ? Comment ne pas penser que sa réflexion sur la solitude du pouvoir était aussi une manière d'insister sur l'éminente responsabilité du président de la République en ces temps difficiles ? Comment ne pas noter que M. Giscard d'Estaing ne s'est en aucune façon personnellement engagé dans le débat que provoque le Centre Beaubourg et comment ne pas croire que des deux « dimensions de l'art » — la « recherche d'harmonie » et la « projection sur l'extérieur de nos questions ou de nos rêves » — c'est la première qui, à la différence de Georges Pompidou, l'attire ?

La visite du musée et des diverses expositions dura plus longtemps que prévu : le président de la République prenait-il goût à l'art moderne ? Quelques manifestations se déroulaient à l'extérieur du bâtiment, où la police avait procédé à soixante-dix-sept interpellations « préventives ». « Non à l'affairisme d'art, oui à la création, à l'animation collective », proclamait un tract diffusé par la fédération de Paris du parti socialiste.

Après le départ du chef de l'Etat, Beaubourg affichait un « impromptu » d'Eugène Ionesco. Le spectacle s'achève sur une déclaration de l'auteur : il ne lui a pas été possible, explique-t-il, de composer l'impromptu qu'on lui a demandé pour l'inauguration du Centre Georges-Pompidou, parce que M. Giscard d'Estaing lui a commandé, pour être jouée à l'Elysée, une pièce sur le pouvoir.

L'impromptu politique avait été offert, en avant-première, par le président de la République lui-même. — T. F.

L'HOMMAGE DE M. GISCARD D'ESTAING A SON PRÉDÉCESSEUR

« Attentif à tout ce qui guette la France il cherchait à la protéger contre elle-même »

Voici le texte du discours prononcé lundi soir 31 janvier, à l'occasion de l'inauguration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, par M. Valéry Giscard d'Estaing, en présence de Mme Georges Pompidou :

« Ainsi l'art et la culture contemporaine porteront-ils désormais à Paris, madame, le nom de votre mari. De même qu'on dressait autrefois dans la capitale, lors des obsèques de ceux qui gouvernaient la France, des catafalques pour y déposer leur corps, de même, ce soir, à la frontière du Paris du Moyen Age et de celui de la Renaissance, surgit ce monument éclairé comme un vaisseau, en témoignage de la volonté du président Pompidou. C'est à lui que s'adresse ce soir notre hommage.

» Avant de le lui rendre, je voudrait m'adresser à tous ceux qui sont réunis, souverains, chefs d'Etat, hommes publics, artistes, m'excusant de ne pouvoir les citer tous, et aussi aux Parisiennes et aux Parisiens, pour leur dire que, cet hommage, je vais l'exprimer en leur nom.

» Si j'évoque ce souvenir et ceux qui viendront, ce n'est pas pour donner une signification particulière à nos relations, mais pour reprendre ce fil du temps, le seul qui nous guide, et qui nous conduit de la rencontre jusqu'à la mort.

» C'était un déjeuner insouciant, entre amis, ej dirais presque entre camarades. Georges Pompidou n'exerçait pas alors d'activité politique. Il parcourait la vie dans sa liberté et sa diversité. Il n'était pas homme d'apparence, et n'attendait pas d'égards. J'ai pu connaître ainsi ces moments heureux que vous partagiez, madame, lorsque, jeune professeur, vous réunissiez vos amis, au premier rang desquels comptait le président Senghor, dans cette merveilleuse insouciance de ceux qui traversant l'âge d'or, qui n'est jamais celui d'une époque, mais celui de la brève rencontre des joies de la jeunesse et de la culture.

» Ce fut ensuite la vie publique. En avril 1962, chargé par le général de Gaulle de diriger le gouvernement, il vint à mon domicile, malgré la différence d'âge et de responsabilité, me demander d'être son ministre des finances. Les enfants, alertés par la curiosité, se tenaient alignés comme de petites chouettes derrière les barreaux du palier, pour guetter l'arrivée de celui qui, encore inconnu, montait l'escalier d'un pas assuré, comme il allait gravir les degrés du pouvoir.

La blessure, le triomphe la mort

» Il s'est imposé à tous avec aisance et sûreté. Un peu brusque au début, son autorité est devenue plus ferme et plus calme. Sceptique sur les intentions, méfiant sur les raisonnements, l'œil retranché derrière la volute bleue de sa cigarette, il exerçait souverainement le difficile métier de gouverner.

» Puis vint la trilogie, au rythme classique : la blessure, le triomphe et la mort.

» La blessure fut celle de son départ du gouvernement, après l'effort harassant accompli en mai et juin 1968, et où la France avait reconnu en lui son bouclier. Un an après, à deux reprises, comme se parlant à lui-même, il m'en a fait le minutieux récit, soulignant les conversations et les circonstances et montrant que la blessure n'était pas refermée. Lui, homme de fidélité, n'arrivait pas à admettre les déchirements de la vie publique. Gardant le silence, évitant tout ce qui pouvait élargir la fissure de l'édifice, il acquérait aux yeux de l'opinion la dimension de l'homme d'Etat. Un an plus tard, la France lui en conférait la dignité.

» Et ce fut le triomphe. Le président Pompidou, malgré l'inévitable clivage politique qui fragmente notre pays, méritait le nom de président de tous les Français. Attentif à tout ce qui guette la France, il cherchait à la protéger contre elle-même. Venu à l'origine d'un autre horizon politique, qui aspire à de profonds changements, mais ayant traversé les tourmentes et constaté la fragilité, il jugeait qu'elle a besoin, avant tout, d'un tuteur et d'un rempart pour rester elle-même.

» Je n'évoquerai pas ce soir son action comme président. Il voulait une France semblable à lui-même et au caractère de sa terre d'origine, forte, obstinée dans ses desseins, et simple.

» Puis vint l'épreuve. Il n'en parla jamais. Dans la fonction *qu'il exerçait, il faut savoir qu'on* ne parle à personne. On échange des informations, des arguments, on négocie, on décide. Mais on ne parle pas de soi. On ne peut jamais dire, sauf à vous, madame, si l'on est *fatigué, isolé ou las,* jamais évoquer, même passagère, la souffrance ou la maladie.

» Non, jamais le président Pompidou ne parla de son épreuve, depuis le premier jour où je le vis s'endormir dans la cabine de l'avion qui l'emmenait à Reykjavik, et où j'eus le pressentiment de partager un indéchiffrable secret, jusqu'au dernier conseil des ministres, qu'il présida jusqu'au bout, malgré sa visible souffrance, et où la mort vint l'y chercher parmi nous, en posant sur son visage sa griffe grise.

» C'est pourquoi le président de la République qui inaugurera aujourd'hui ce centre ne sera pas celui qui avait qualité pour le faire, puisque c'est le président Pompidou qui l'a voulu, décidé et choisi.

» Le président Pompidou était un homme de culture. « *La passion de la poésie,* a-t-il écrit, *dont on me prédisait, lorsque j'étais enfant, qu'elle passerait, a persisté au-delà du milieu du chemin de la vie.* »

» C'était aussi un homme épris d'art contemporain. Très tôt, il se met à fréquenter les galeries, et à acheter ses premières toiles. Il recherche avec prédilection la compagnie des plus grands noms de la peinture, et s'initie à la musique contemporaine.

» Des deux dimensions de l'art, distinctes et parfois contraires, celle d'être une recherche d'harmonie, ou celle d'être la projection sur l'extérieur de nos questions ou de nos rêves, c'est la seconde qui l'attire. « *Art contemporain, art par essence contradictoire,* a-t-il écrit, *strict comme les mathématiques, ou violemment lyrique, sincère jusqu'à l'impudence ou insolent dans l'imposture, explosion de couleurs et de joies, ou négation de tout, y compris de lui-même, il est toujours à l'affût du lendemain.* »

» Et il citait volontiers Apollinaire : « *Soyez indulgents quand vous nous comparez à ceux qui furent la perfection de l'ordre... Nous qui quêtons partout l'aventure...* »

» A cette aventure de la création artistique, il voulait offrir un temple à Paris. Deux raisons l'inspiraient. Il observait que, depuis quarante ans, on n'avait pas construit de monument important dans la capitale, et que notre époque, comme toutes les autres, se devait d'y marquer sa place.

» Et il s'inquiétait du risque de voir s'éloigner vers l'extérieur, au-delà des mers, l'extraordinaire foyer de création qu'avait abrité Paris, et qu'il voulait y maintenir.

» Ce Centre, il pensait qu'il fallait le situer près du cœur de Paris, *pour qu'il ait l'allure d'un* carrefour, que chacun puisse aisément s'y rendre, et qu'il vive au rythme de la capitale.

» La pluridisciplinarité était, enfin, sa grande idée. Elle lui était inspirée, disait-il, par « *certaines tentatives, au succès inégal, entreprises aux Etats-Unis* ». Il s'agissait d'appliquer à la culture une technique qui a fait ses preuves en d'autres domaines, et qui consiste à stimuler l'esprit par la variété et la proximité d'œuvres et de recherches, qui sont presque toujours présentées loin les unes des autres.

» Ici les arts plastiques, les livres, le cinéma, le théâtre, la musique, les arts de facture industrielle, et, bientôt, la photographie seront, pour la première fois au monde, rassemblés et réunis comme les cellules d'un gigantesque cerveau, ouvert à la curiosité par la transparence de ses parois, et où s'articulent les ressorts de la création artistique.

» Madame,

» C'est à un poète contemporain, un de ceux sur les vers desquels s'achève son anthologie de la poésie française, que j'emprunterai le dernier mot de cet hommage.

» Une foule immense va maintenant, pendant des dizaines d'années, parcourir ce Centre, de l'éclat du jour jusqu'à la phosphorescence du soir. Elle va battre, par longues vagues, la digue des toiles du musée, déchiffrer les livres, s'étonner des images, écouter la tonalité glissante et la syncope de la musique. Sans toujours le savoir, elle recueillera des artistes ce qu'ils ont de meilleur, l'extrême de la tension nerveuse, la vision fulgurante, la recherche inlassable du mot ou de la couleur. Ici l'esprit des hommes nourrira les hommes.

» Puisse cette foule innombrable, dans sa lente et attentive procession, venir aussi y chercher, afin de les conserver pieusement, la cendre et la semence de Georges Pompidou (1).

(1) M. Giscard d'Estaing se réfère à un poème de Paul Claudel, dont les derniers mots sont gravés sur la tombe du poète, au château de Brangues, où l'on peut lire : « *Ici repose la cendre et la semence de Paul Claudel.* »

Mme Giroud : le moment est venu de savoir aimer

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a déclaré notamment :

« Le monde a depuis quelques semaines les yeux fixés sur Paris. (...) On guette l'événement qui se prépare, l'un des plus troublants qui soient, je veux dire une naissance. Ce lieu singulier où nous sommes, tout bruissant de rêves, n'existe pas encore. Personne ne peut nous dire ce qu'il sera vraiment parce que personne ne le sait vraiment... Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ne trouvera sa forme et sa fonction réelles que lorsque le public aura mis son cœur en marche et que tous ses organes en seront irrigués. Alors de ce berceau de verre (...) quelque chose jaillira. Il serait beau que ce soit une source de joie et de connaissance pour tous, que chacun entre ici naturellement comme on entre chez soi et reçoive ce coup de poing au cœur que donne la beauté.

» Alors Paris surprendrait, et pour de bonnes raisons. Paris serait la première capitale capable d'élargir à l'infini le cercle des amateurs initiés, de ceux qui ont appris à voir. Alors l'effort considérable consenti par l'Etat trouverait sa justification. Il resterait à soutenir son exubérance par une gestion rigoureuse à laquelle je ne doute pas que ses responsables s'appliquent en tout état de cause. »

« Le neuf n'est jamais entièrement admis que lorsqu'il a cessé d'être neuf, *a ajouté Mme Giroud*. Aussi bien ne s'agit-il pas de s'extasier devant tout ce que produit notre temps ni d'exercer une façon de terrorisme intellectuel sur ceux qui se rebellent à ses manifestations. Tous ceux qui entreront ici ont tous le droit de dire : mais c'est affreux. (...) Il n'appartient pas plus au Centre Georges-Pompidou d'excommunier que d'imposer je ne sais quel art officiel, mais d'être ouvert à toutes les recherches. Les critiques ne lui seront pas épargnées, mais lorsque l'ambition est noble, n'y a-t-il pas plus de grandeur à la soutenir qu'à lui couper les ailes ? A l'heure où son destin commence, le moment n'est plus de savoir critiquer, le moment est venu de savoir aimer. »

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE...

Le XX[e] siècle sur un plateau

Vilipendé par les uns, exalté par les autres, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est désormais ouvert. Son architecture lui a valu ses premiers surnoms : « *raffinerie* », « *paquebot* ». Sa conception a fourni le prétexte aux seconds : « *monstre* », « *diplodocus* ».

Reste que « Beaubourg » — comme on l'appelle plus familièrement — est unique. C'est ce que souligne Pierre Schneider dans *L'EXPRESS*. Il y écrit : « *Par ses dimensions, par la variété et la taille des institutions qu'il rassemble, par son coût, le Centre Pompidou est sans précédent et sans rival dans le monde.* » « *Ce n'est pas à Beaubourg,* assure-t-il, *qu'il faudra chercher la cour où le murmure d'une fontaine vous aide à découvrir la plénitude du silence et la richesse du rêve.* » Il ajoute : « *Il faut qu'à chaque minute il se passe quelque chose, il faut qu'on trouve de tout : l'utilisation optimale pour laquelle a été conçu le Centre ;*

Alain Dauvergne (enquête de Jean Mahenc et Dominique Rabotteau) évoque, dans *LE POINT*, le « *choc du futur* » éprouvé — « *diversement* » — par « *les habitants et les curieux* » : « *Sans réaliser que ce n'est là que la moitié à peine du plus gigantesque bouleversement que le centre de Paris ait connu depuis des siècles.* » Il poursuit : « *Car à quelques jets de pierre, un peu plus à l'ouest, de l'autre côté du boulevard de Sébastopol, une autre transformation s'effectue à l'emplacement des anciens pavillons de Baltard. Dans deux ans, ce n'est pas loin, s'ouvrira là le Forum des Halles — exact pendant du Centre Pompidou, son contraire et son complément, — qui va révolutionner le cœur de la capitale. Et le choc, alors, sera tel que nul ne peut prévoir ce que seront ses effets.* »

« *Peut-on sauver Beaubourg ?* », s'interroge Françoise Claire dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U. Cette « *façade prestigieuse du régime, [cette] immense machine à consommer de l'art* » doit-elle être combattue ?, se demande-t-elle. Elle affirme que les jeunes artistes ne souhaitent pas sa destruction, « *tout en considérant que sa conception, même au départ, est une erreur. Ils cherchent,* précise-t-elle, *non pas à gérer Beaubourg, mais à l'utiliser et à le faire vivre, ce grand paquebot culture — ce qui se fait actuellement de mieux sur le plan de la technique (tout comme* Concorde *ou le* France*).*

Pour Jean-Philippe Chimot, dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste, « *ce n'est pas la politique* [du pouvoir actuel] *qui empêchera Beaubourg d'être reçu comme placage luxueux sur une misère qui n'est pas limitée à la culture.* » Il estime : « *Ce qui empêche aujourd'hui que Beaubourg soit une ambition nationale, c'est que cette nation n'a pas eu la latitude de le vouloir. Il lui a été concédé un peu à l'aveuglette, avec ce mélange de naïveté et de ruse des pouvoirs autoritaires.*

Dans *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, Moïra s'interroge sur le rôle de Beaubourg en matière de création et écrit : « *Jusqu'à maintenant, il semble que les contacts entre les sections ne se fassent qu'au niveau des expositions. Sera-t-il possible à l'avenir, en évitant l'écueil du cloisonnement, de favoriser une création multidisciplinaire et de faire de Beaubourg un véritable « espace vivant de rencontres culturelles » à tous les niveaux ? Le 2 février au matin (premier jour d'ouverture au public), une aventure commence. Entreprise de longue haleine, Beaubourg, malgré ses blocages, sera ce que le public en fera. Succès ou échec ? Seule l'expérience le dira.* »

Jean Noli et André Parinaud réservent aussi leur jugement. Dans *PARIS-MATCH*, ils notent : « *Nous saurons bientôt si le Centre Pompidou correspondait vraiment à la soif de culture que l'on prétendait épancher ou s'il sera le désert de la connaissance. Les prévisionnistes espèrent une affluence de 10 000 visiteurs par jour, qui paieront 10 francs pour se gaver de culture. Les oracles laissent prévoir un triomphe. Mais les Cassandre n'ont pas renoncé.* »

Parmi ces Cassandre, il y a ceux qui se préoccupent du coût financier de la réalisation et de son fonctionnement. Sous le titre « Beaucoup d'argent pour un rêve incertain », *LE NOUVEL ECONOMISTE* relève qu'il n'y a pas eu « *scandale financier* ». Si le Centre Beaubourg « *souffre de la redoutable ambition de sa triple vocation : marché de l'art, laboratoire de recherche esthétique nécessairement élitiste et lieu de culture populaire* », sa « *réalisation, du moins, aura été exemplaire* », affirme l'hebdomadaire. Il ajoute :

Dans LES NOUVELLES LITTERAIRES, qui consacrent leur dossier à « *la cathédrale Beaubourg* », Jean-Marie Borzeix se félicite : « *Beaubourg existe et fait scandale. Tant mieux. A ses adversaires, il va donner de nouvelles armes pour exiger que la culture cesse enfin dans ce pays d'être monarchiste, jacobine, centralisatrice : de l'indignation des provinces doivent naître d'autres Beaubourg, des anti-Beaubourg. A ses partisans, c'est peu dire qu'il ouvre le chemin d'une aventure sans pareille : d'une usine ils ont à faire une cathédrale.* (...)

» *L'avenir de Beaubourg reste imprévisible. Au lieu de le déplorer, il faut s'en réjouir : c'est en quoi l'aventure qui débute est passionnante. Parce qu'elle débouche sur tous les possibles, il faut s'y jeter avec enthousiasme : le destin de Beaubourg n'est pas joué d'avance, et la culture a tout à gagner à cette incertitude qui est la vie.* »

Reste que c'est le grand public qui fera de l'entreprise un succès ou un échec. Le succès ne sera-t-il pas acquis quand les visiteurs ne seront plus des « hôtes de passage », mais des utilisateurs, des consommateurs ? — A. CH.

...ET DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'AURORE : toutes controverses oubliées.

« *Celui qui croyait au centre, celui qui n'y croyait pas, celui qui avait jugé sa construction trop chère et celui qui estimait son fonctionnement trop coûteux, celui qui le trouvait très beau, celui qui le trouvait très utile, et chacun avait ses raisons... toutes opinions mêlées, toutes controverses oubliées, dans le vent glacé qui soufflait sur la zone piétonnière, ils se sont retrouvés plus de quatre mille.* (...)

« *On ne se demandera plus, désormais, s'il y a un style Pompidou, ni quelle image laissera la V[e] République. Elle aura au moins produit cet enfant-là, et, comme il est de règle dans toutes les bonnes familles, autour du nouveau-né on faisait le cercle à l'occasion de ce baptême nocturne.* »

(DOMINIQUE JAMET.)

L'HUMANITE : ni génuflexion ni restriction.

« *Lieu de communications des connaissances accumulées par l'homme du vingtième siècle, lieu de création, de recherche, d'audaces, de l'erreur, de l'imaginaire libérateur : le Centre est tout cela. Nous lui souhaitons bonne chance, car nous approuvons ces desseins.*

» *On ne trouvera ici ni génuflexion aveugle ni restriction mutilante. Le Centre G.-Pompidou ne nous compte pas parmi ses adversaires : cela n'est pas d'aujourd'hui, et l'approche des festivités officielles n'a pas modifié nos sentiments* (...)

» *Fruit de l'autoritarisme et du secret, le Centre national a besoin de liberté et de démocratie. Résultat non concerté d'une volonté officielle, le Centre national a besoin que l'on en chasse, si besoin est, les tentations d'un art du prince, fût-il éclairé.* »

(MICHEL CARDOZE.)

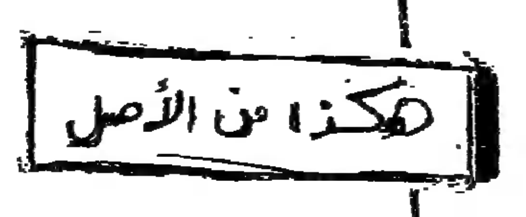
LE NOUVEAU JOURNAL : un pluralisme à surveiller.

« *On peut trouver dans la politique générale de la V[e] République, et surtout dans sa politique universitaire, bien des éléments qui ont favorisé l'entreprise de perversion de l'esprit public menée par les marxistes. Mais sa politique culturelle a joué aussi un rôle de premier plan, en particulier avec la coûteuse création des maisons de la culture.* (...)

» *C'est bien, en effet, ce scepticisme qui entoure la naissance du Centre du plateau Beaubourg. Champion du pluralisme, le président de la République se doit de faire respecter celui-ci, également dans le domaine culturel. Il reste à espérer qu'il saura le dire, et surtout qu'il voudra et pourra le faire.* »

(GERARD BADEL.)





هكذا من الأصل

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

PAS DE GUERRE NEW-YORK - PARIS

(De notre correspondant.)

New-York. — La rupture artistique entre New-York et Paris à propos de la libération de M. Abou Daoud n'a pas eu lieu. Sur les cent soixante-sept artistes et directeurs de galerie américains invités à l'inauguration de Beaubourg, cent cinquante ont fait le voyage et dix-sept seulement ont décidé d'y renoncer. Certes, de Kooning, Rosenquist, Segal, Motherwell et Lichtenstein signèrent un placard dans le New York Times où ils exprimaient leur déception à propos du comportement du gouvernement français dans cette affaire.

Mais un autre groupe d'artistes et de marchands parmi lesquels Léo Castelli et Rauschenberg menèrent campagne contre le boycottage artistique préconisé par les premiers.

Un certain nombre de directeurs de galeries situées en divers endroits des Etats-Unis écrivirent au consul général de France à New-York pour protester contre l'élargissement de M. Abou Daoud. Mais dans les milieux artistiques de New-York l'opinion la plus répandue aujourd'hui est que la brouille entre le Tout-New-York et le Tout-Paris des arts est superficielle

UNE BIBLIOTHÈQUE OUVERTE

(Suite de la première page.)

Au premier étage sont les arts, *loisirs, sports, les religions, la philosophie*, les langues et les littératures. Une médiathèque de langues de 40 places équipées de magnétophones à cassettes ou de postes de télévision, pour la réception de documents vidéo, facilitera l'approche des méthodes d'apprentissage, à leurs différents niveaux : de l'initiation à la spécialisation. Le troisième étage est consacré aux sciences et techniques, aux sciences sociales et à l'histoire et géographie.

L'accès à la bibliothèque, ouverte de 10 heures à 22 heures tous les jours, sauf le mardi (encore une innovation dans la lecture publique), est libre et gratuit. Pas d'inscription. Pas de carte. Seule, la sortie est contrôlée... électroniquement. Une pastille magnétisée apposée sur le livre permet de détecter le contrevenant.

Il s'agit, répétons-le, d'une *bibliothèque d'information, et non* de prêt. A Beaubourg, on entre, on s'asseoit, on lit, mais on n'emporte pas. Plus tard, à proximité *de la Piazza centrale, on projette* d'édifier une bibliothèque centrale de prêts qui complètera le dispositif. On aura dès lors en mains, *dans ce quadrilatère autrefois voué* aux nourritures du corps, toute la gamme des opérations qui président à la nourriture de l'esprit : de la simple consultation d'un livre à sa plus ample connaissance, pour s'achever peut-être en librairie par sa totale possession et sa conservation jalouse. De toute façon, Beaubourg ne devrait pas être concurrenciel des bibliothèques municipales. Elle y conduit. Elle y prépare.

La consultation, elle est l'apanage de la salle d'actualité qui, elle, réside au rez-de-chaussée, dans des tons provisoirement rouges, aptes à exciter la curiosité et éveiller l'intérêt. Elle est l'antenne de la bibliothèque, sa *vitrine, son hall d'exposition*, sa parade foraine, son instrument de propagande, sa galerie. Si, à la bibliothèque, on s'assied et on lit, à la salle d'actualité, on feuillette, on picore, mais on ne s'installe pas (naturellement, on peut quand même s'asseoir, c'est plus pratique et il y a cent cinquante places pour *le faire*) *La fonction principale de* la salle d'actualité est de présenter au public un grand choix de nouveautés du disque et du livre *parues en France au cours* des six derniers mois dans tous les domaines de la connaissance et des loisirs. Un premier succès à son *actif* elle a obtenu l'accord de la plupart des éditeurs pour que ceux-ci envoient un exemplaire de leurs principales nouveautés.

Un choix de deux cent vingt titres de journaux et revues constituant un panorama représentatif de la presse française et étrangère, un fonds de référence et d'information composé d'environ trois mille ouvrages (encyclopédies, dictionnaires, annuaires professionnels et guides divers), compléteront ce fonds mouvant et vivant de connaissances, égayé par tout un appareillage technique audiovisuel, et étayé par un programme de ren*contres hebdomadaires autour d'un* thème, d'un auteur, d'un interprète, sous forme d'expositions, de débats, d'interviews.

La première de ces manifestations, inaugurée mercredi 2 février, à 11 h. 30, par M. Robert Bordaz, président du Centre national *d'art et de culture* Georges-Pompidou, et par M. Jean-Pierre Seguin, directeur de la Bibliothèque publique d'information, est une exposition préparée par « les Nouvelles Littéraires », conçue par Gilles Plazy et Odile Van de Walle et réalisée par Serge Gevin, sur le thème « Faire un livre ».

A l'aide d'une cinquantaine de *photos*, d'une dizaine de dessins et d'un montage audiovisuel en trois séquences : l'écrivain, l'imprimeur et le libraire, seront évoquées les cinq étapes de la vie d'un livre : son écriture, sa publication, sa fabrication, sa diffusion et sa lecture.

Une bibliothèque pour enfants, de plain-pied sur la piazza elle aussi, achèvera bientôt de doter l'ensemble, sans précédent jusqu'ici dans le monde — et cela vaut bien qu'on s'y arrête, — des moyens de sa vocation plénière : donner à lire, à *méditer, à apprendre* et à comprendre, à tous les âges de la vie et à tous les degrés du développement

Une telle entreprise ne peut aller sans controverses ni contestations. Elles en sont la rançon et peut-être même la *raison d'être*. *Les premiers résultats* en dehors de l'intérêt de curiosité ne pourront sans doute pas être enregistrés avant la rentrée d'automne. Il faudra laisser passer l'orage des batailles politiques et la ruée vers l'or des plages.

C'est alors — alors seulement — que l'on saura si, à l'image du paquebot « France », cet ouvrage ambitieux aurait mieux fait de ne pas sortir de ses épures ou si, au *contraire*, par son obstination à vaincre avaries, retards et mauvais temps, oppositions et humeurs, il ne mérite pas d'être qualifié de « Paquebot Tenacity ».

PAUL MORELLE.

SOCIÉTÉ

Libres opinions

Pour une politique familiale d'ensemble

par FLORENCE D'HARCOURT (*)

EN France, en 1976, sept millions de femmes seules : veuves, divorcées, séparées, mères célibataires, célibataires isolées, femmes victimes d'abandons temporaires. En France, en 1976, un foyer sur quatre a pour chef de famille une femme. En France, en 1976, des milliers d'enfants à demi-orphelins.

Ces chiffres cachent un abîme de misère morale et matérielle et toutes les conséquences que l'on sait. Ces familles brisées, meurtries, qu'a-t-on fait pour les aider ? Va-t-on longtemps encore les ignorer, ces femmes et ces enfants qui ne descendent pas dans la rue ?

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, « le plus grand nombre de femmes seules se situe entre vingt-cinq et trente-cinq ans (30 %) ; viennent ensuite (près de 18 %) les femmes de quarante-six à cinquante-cinq ans, ces deux périodes étant celles où les unions subissent plus fréquemment des crises », note le bulletin d'un grand organisme d'entraide, et, comme lui, je constate que la porte de ma permanence s'ouvre la plupart du temps sur un visage féminin.

En 1974 et en 1975, trois projets de loi ont été votés par le Parlement, trois lois concernant respectivement la jeunesse (abaissement de l'âge de la majorité) et le couple (interruption volontaire de la grossesse, aménagement du divorce).

Sans contester le bien-fondé de l'attention portée par les pouvoirs publics à de tels problèmes, on peut regretter que seuls les aspects négatifs de la politique familiale aient été retenus. J'aurais, pour ma part, préféré qu'ils n'apparaissent qu'en tout dernier alinéa d'une charte de la famille. En clair, on a mis la charrette avant les bœufs : il eut mieux valu prévenir que tenter de guérir.

Que le législateur ait voulu tenir compte de la maturité des jeunes, barrer la route à ce fléau qu'est l'avortement clandestin, humaniser le divorce, soit, mais changement et réforme ne peuvent se construire sérieusement que sur des fondations solides. Comment bâtir une société meilleure, alors que la cellule de base qu'est la famille s'affaiblit chaque jour ? Ne constatons-nous pas une crise grave de la natalité, conséquence même de la perte de confiance des jeunes ménages en leur avenir ?

Foyers solitaires, foyers inquiets, foyers désunis, sont chaque jour plus nombreux dans un peuple mis ainsi en danger dans ses forces vives. Les plus lourdes menaces ne sont-elles pas celles qui pèsent de l'intérieur ? Celles qui minent et qui finalement décomposent ?

L'heure est venue de promouvoir pour notre pays une politique familiale d'ensemble, politique de soutien financier, politique d'aménagement du cadre de vie et, au-delà des mesures matérielles, remise à l'honneur de valeurs morales : le civisme, l'amour de la patrie, le goût de l'effort, le respect des autres. Que vaudrait donc une politique familiale qui ne s'appuierait que sur un concept d'assistance ? Participation de tous, Etat et citoyens, à la protection de ce rouage essentiel qu'est l'institution Famille en la fortifiant, en l'unissant, en l'élargissant, en un mot, en la rendant apte à affronter un monde chaque jour plus dur et plus dangereux. Un grand dessein pour les Français, là, à portée de main.

Une famille garante d'une certaine idée de la France.

(*) Député suppléant des Hauts-de-Seine (R.P.R.), ancienne présidente de Femme-Avenir.

Une journée des clubs Perspectives et Réalités

Les femmes et la démocratie française

Plusieurs ministres et secrétaires d'Etat ont participé, samedi 29 janvier, à Paris, à une journée d'études sur « les femmes et la démocratie française » organisée par les clubs Perspectives et Réalités, dont le président est M. Jean-Pierre Fourcade. L'épouse du président de la République a assisté aux débats.

Quatre cents personnes, en très grande majorité des femmes adhérentes des clubs Perspectives et Réalités, ont dialogué pendant une journée sur les thèmes de la femme et du travail, de la famille, de la consommation et de la vie publique avec Mmes Simone Veil, Françoise Giroud et Christiane Scrivener, ainsi qu'avec MM. Jean-Pierre Fourcade, Michel Poniatowski et Michel d'Ornano.

Après avoir entendu le ministre de l'équipement, maire de Saint-Cloud, vanter les avantages des équipes municipales « *mixtes et sans domaine réservé* » et témoigner de l'efficacité de l'action de son adjointe aux travaux, à la voirie et à la circulation, l'assistance fut invitée à regarder le film de l'émission diffusée le 27 janvier par TF 1, au cours de laquelle, sur l'initiative des clubs Perspectives et Réalités, le président de la République répondait à des questions de femmes. Le débat qui suivit tourna autour du dilemme permanent auquel sont confrontées les femmes : travailler ou élever ses enfants ? « *Le choix n'a jamais existé dans aucune société*, affirma Mme Françoise Giroud, *mais, dans la nôtre, il progresse. De plus en plus, la vie des femmes sera coupée en périodes. La distinction entre celles qui travaillent et celles qui ne travaillent pas est déjà arbitraire : moins de 25 % des Françaises n'ont jamais travaillé.* »

L'intervention de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, porta sur le rôle des femmes dans les municipalités, mais il suscita des réactions lorsqu'il fit le catalogue des activités qu'exercent à L'Isle-Adam, ville dont il est le maire, les conseillères municipales : crèches, enseignement, aide sociale, personnes âgées, etc. Ces secteurs sont traditionnellement féminins, mais les femmes des clubs Perspectives et Réalités ont clairement manifesté qu'elles refuseraient désormais ces « spécialités ». Elargissant son propos à la dénonciation du « totalitarisme », le ministre d'Etat affirma que « *les progrès les plus décisifs pour la collectivité n'ont pas été réalisés par l'Etat, mais par les individus* ».

Avec Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, eut lieu un débat portant notamment sur la publicité et l'image qui y est donnée de la femme. L'intervention qui fut écoutée avec le plus d'attention, et saluée avec le plus de chaleur, fut celle de Mme Simone Veil, ministre de la santé, symbole de l'accession des femmes à la responsabilité politique. « *La famille, en France, se porte bien*, déclara-t-elle. *Pour la majorité des Français, l'image de la famille et celle du bonheur se confondent.* » Mme Veil expliqua les objectifs de la politique familiale qu'elle a été chargée de mettre en œuvre. L'un de ceux-ci est, vis-à-vis de la question du travail féminin, de « *ne culpabiliser personne mais d'assurer la neutralité de l'Etat* ». C'est ainsi que la collectivité versera un « *complément familial* » à « *toutes les femmes ayant un enfant de moins de trois ans ou trois enfants à charge, qu'elles travaillent ou qu'elles restent au foyer* » (1).

En réponse aux questions du public, Mme Veil expliqua pourquoi elle ne voyait pas l'intérêt d'étendre aux hommes le droit de congé de garde de deux ans qui existe dans la fonction publique — et dont le président de la République a annoncé la généralisation au secteur privé. Le ministre de la santé ne fut pas convaincu par l'argument d'une participante estimant que, dans ce domaine, la loi devait « *précéder les mœurs* ». Mme Veil conclut par un vibrant hommage aux couples qui n'attendent pas de compensations financières pour avoir des enfants.

La journée se termine par l'intervention du ministre de l'industrie et de la recherche, M. Michel d'Ornano, qui annonça qu'il y aurait « *des femmes en nombre important* » sur ses listes de candidats aux élections municipales de Paris, et qu'une fois *ciales* ». — Br. F.

(1) Mme Veil a indiqué que cette réforme des prestations familiales sera soumise au Parlement « à l'automne », alors que dans le film « Questions de femmes », le chef de l'Etat annonçait que la réforme serait discutée « avant l'été ».

ÉDUCATION

UNE SOIRÉE AU CENTRE ASSAS

Le docteur Laurent Le Vaguerèse, psychanalyste, nous a adressé le témoignage suivant :

J'aime bien Champion Jack Duprée, il chantait l'autre soir au centre universitaire de la rue d'Assas à Paris, et je décidai d'aller l'écouter. Mal m'en prit. Vers 23 heures, alors que la deuxième partie du spectacle commençait une vingtaine de jeunes gens, cheveux courts et blousons de cuir, pénétrèrent dans la salle et commencèrent à insulter le pianiste au cri de : « *Dehors les Crouilles !* » Puis, celui qui semblait être le chef se mit à arpenter les allées de l'amphithéâtre cherchant du regard quelque tête connue susceptible de servir de cible à ses poings.

Pris moi-même à partie, sans doute pour ne pas avoir adopté le ton de stupéfaction soumise qui, seul, satisfait les tenants de ce système de terreur, j'étais amené à quitter la salle en compagnie de plusieurs autres spectateurs.

« *Nous sommes ici chez nous* », affirmait le « chef » d'un ton sans réplique en faisant tourner dans sa main cette arme redoutable faite de deux bâtons reliés par une chaîne.

Arrivé dans le hall, je fus accueilli par un jet de bouteilles. Ceux qui étaient près de moi détalèrent. Refusant de céder à ce chantage de la peur, je continuais à gagner calmement la sortie. C'est alors que par un mouvement tournant et comme à la parade ils me jetèrent à terre, me frappant à coups de pied et de poings. A vingt contre un, la partie était trop inégale et je me contentais de me protéger de mon mieux. Je déposais une plainte le soir même, et venais la confirmer le lendemain. Un des inspecteurs, haussant les épaules, me dit : « *Vous saviez bien qu'en allant à un concert à Assas vous preniez des risques.* » J'étais sidéré : pour un peu c'était moi le coupable.

Je ne suis pas assez naïf pour croire que ma plainte ait, plus que d'autres, la chance d'aboutir, mais ce que je regrette le plus profondément, c'est la réaction du public. Les assaillants étaient vingt tout au plus, nous étions six cents. Comment se fait-il que personne n'ait réagi à cette tentative d'intimidation ? Cela, je dois le dire, me laisse un goût d'amertume et d'inquiétude...

LES INSUFFISANCES DE LA SCOLARISATION DES ENFANTS DE MIGRANTS

Au cours d'une conférence de presse réunie récemment à Paris, des représentants du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) ont dénoncé « *la publicité scandaleuse qui est faite autour des réalisations en matière de scolarisation des enfants de migrants* ». Les syndicalistes reprochent notamment à M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, de signer avec les municipalités des « contrats d'agglomération » prévoyant des postes budgétaires que le ministère de l'éducation n'a pas les moyens de créer.

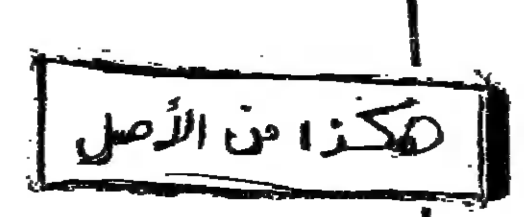
Toujours selon les militants du SGEN-C.F.D.T., la « classe d'initiation » chargée d'accueillir, pendant un an, les élèves étrangers non francophones « *est devenue actuellement le fourre-tout et la bonne conscience du ministère de l'éducation* ». Trop peu nombreuses — 950 officiellement, mais moins en réalité, — ces classes d'initiation seraient, en outre, mal réparties dans le pays.

Le SGEN-C.F.D.T. dénonce aussi le manque de formation des instituteurs chargés de ces classes d'initiation. Les cinq centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants actuellement en service fonctionnent sans budget propre, et les enseignants qui y sont affectés ne connaissent « *ni la durée ni les limites de leur mission* ».

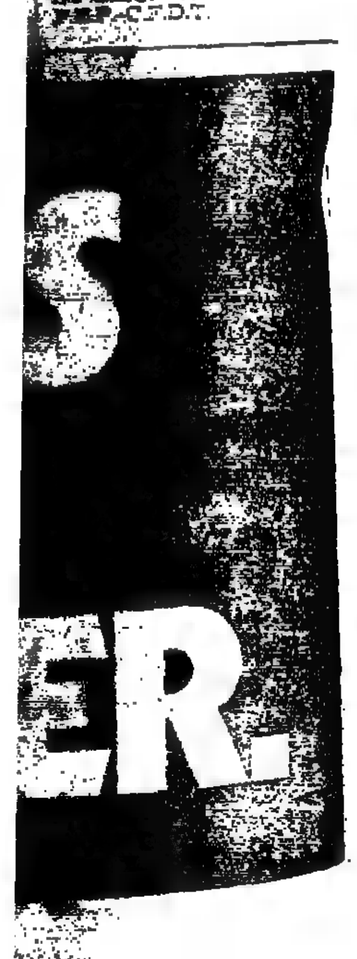
● *Les élections professionnelles dans l'enseignement privé primaire.* — Les élections triennales aux commissions consultatives mixtes départementales pour l'enseignement privé, qui ont eu lieu le 13 décembre 1976, ont donné les résultats suivants : le Syndicat national de l'enseignement chrétien (S.N.E.C.-C.F.T.C.) obtient 15 160 voix sur 39 939 (37,95 %) et 160 des 425 sièges ; la Fédération nationale des syndicats professionnels de l'enseignement libre (F.N.-S.P.E.L.C.) recueille 12 425 voix (31,1 %) et 171 sièges ; et la Fédération de l'enseignement privé (F.E.P.-C.F.D.T.) 11 931 voix (29,87 %) et 120 sièges.

Quatre sièges vont au Syndicat national de l'enseignement privé (C.G.C.) et trente à diverses organisations. Ces résultats traduisent une progression du S.N.E.C.-C.F.T.C. et de la F.N.-S.P.E.L.C. et un recul de la F.E.P.-C.F.D.T.





هكذا من الأصل



LES INSUFFISANCES DE LA SCOLARISATION DES ENFANTS DE MIGRANTS

ÉDUCATION

Les C.E.S. ont-ils échoué ?

(Suite de la première page.)

Pour ne parler que du milieu rural, il est évident qu'en quadrillant [redacted] pays en [redacted] scolaires [redacted] sembler, dans [redacted] l'éducation obligatoire, [redacted] fants sortant [redacted] communales du secteur, [redacted] a [redacted] un progrès social considérable : plus [redacted] tion scolaire [redacted] tables et [redacted] populaires ; [redacted] vation du niveau moyen [redacted] et amélioration [redacted] de vie [redacted], un revers [redacted] médaille auquel on [redacted] c'est que les [redacted] dant au niveau [redacted] élémentaire sont incitées, [redacted] nombre, à rechercher [redacted], donc [redacted] quitter le milieu rural. [redacted] prépare, dans des zones entières, un [redacted] ; mais c'est tout autre chose qu'un échec des collèges !

[redacted] donc le bilan social [redacted] est loin d'être un [redacted], il [redacted] reconnaître qu'ils [redacted] leurs propres erreurs [redacted] antérieure [redacted] ponsable.

[redacted] des principaux obstacles à [redacted] de promotion par l'école [redacted] dû [redacted] l'interruption [redacted] travail scolaire [redacted] milieu de la semaine, pendant toute la [redacted] l'enseignement primaire. [redacted] privilège exorbitant [redacted], sans équivalent dans aucun pays étranger. On [redacted] du prétexte d'une détente favorable [redacted] ce qui n'a aucun sens depuis qu'on ne [redacted] guère plus le [redacted]. En [redacted], il provoque une inégalité des chances que l'on ne peut [redacted] du [redacted] à [redacted] en[redacted] suivis, tandis [redacted] ceux [redacted] milieux [redacted] favorisés [redacted] fortune ou [redacted] la [redacted] d'une tutelle [redacted] dont [redacted] d'ac[redacted] l'avance qu'ils tiennent déjà de leur appartenance. [redacted] du [redacted] n'a [redacted] social [redacted] l'inégalité [redacted].

D'autre [redacted] mythe du tronc commun qui privilégie [redacted] s'il ne [redacted] meilleurs [redacted] à leur rythme, [redacted] dangereux pour [redacted] tuellement [redacted] moins [redacted] pratique, intelligent [redacted] ennobli [redacted] procurer [redacted] sions [redacted] pourquoi l'on va de Charybde en [redacted] on [redacted] par le [redacted] commun [redacted] un échec imputé [redacted] lui, aux C.E.S., celui [redacted] transition qui auraient [redacted] à [redacted] hau[redacted] expérimentés [redacted] d'une [redacted] locaux [redacted] improvisées ou [redacted] vocation, [redacted] ou le [redacted] pris. [redacted] ouverture, leurs [redacted] humiliés plus que guidés.

Cela dit, il [redacted] juste [redacted] reprocher [redacted] de transition [redacted] n'avoir pas [redacted] corriger les [redacted] de leurs [redacted] point de les réinsérer, en grand nombre, dans [redacted] tradition[redacted]. Car [redacted] primaire ayant, pour l'essentiel, [redacted] assuré [redacted] mission, [redacted] orientés [redacted] pour la majorité [redacted] inaptes, [redacted] moins dans [redacted] tuelles [redacted] leur développement et de [redacted] l'enseignement [redacted] et abstrait.

[redacted] ne [redacted] davantage, [redacted] démagogie, [redacted] que la promotion [redacted] enfants [redacted] les [redacted] de [redacted] était plus [redacted] milieux [redacted] culturellement défa[redacted]. En [redacted], même s'il [redacted] de l'admettre, le [redacted] plus [redacted] statistiquement, [redacted] la [redacted] individus qui ont [redacted] mieux [redacted] les autres, [redacted] une [redacted] nous l'avons souligné, d'un [redacted] familial [redacted] aux [redacted] ce [redacted] d'inégalité [redacted] pouvoir [redacted] largement neutralisé [redacted] par un [redacted] bien conçu.

[redacted] observa[redacted], on [redacted] qu'accuser [redacted] C.E.S. [redacted] déplacer [redacted] ponsabilités. M. [redacted] Frappat a [redacted] quand il [redacted] *Monde* du 8 janvier, la [redacted] prioritaire [redacted] for[redacted]. *J'y ajouterai* [redacted] d'une [redacted] de la [redacted] et [redacted] la responsabilité [redacted] parents.

JEAN CAPELLE.

LETTRES

LES SOUVENIRS DE MAURICE DUVERGER

« L'AUTRE COTÉ DES CHOSES »

par EMMANUEL LE ROY LADURIE

Une enfance classique, catholique, bordelaise [redacted] mauriacienne, sinon [redacted]. Détail pourtant pas [redacted] les bons pères. [redacted] d'autres prêtres [redacted] veillé [redacted] l'éducation [redacted] Duverger, plus ouverts, plus relaxés [redacted] la seconde décennie [redacted] du vingtième siècle, les membres de la Compagnie [redacted] leur *trop rigide souplesse. Au sortir* [redacted], ces Mémoires [redacted] *l'Autre* [redacted] *des* [redacted] nous [redacted] *lent d'un jeune homme* [redacted] *populiste*, antiparlementaire, [redacted]. Il [redacted] *régale*, comme on [redacted] dans son Midi, [redacted] Philippe Henriot [redacted] Henriot-là n'est [redacted] qu'un [redacted] brillants orateurs de la [redacted]. Nul ne sait qu'il [redacted] haut-parleur numéro [redacted] d'occupation, [redacted] ans plus tard et jusqu'à [redacted] mort violente.

[redacted] Philippe *Henriot*, nous [redacted] Duverger [redacted], pendant [redacted] nées, [redacted] *fragile* [redacted] : [redacted], il [redacted] P.P.F (Parti populaire français), en [redacted]. Le [redacted] *période* [redacted] communi[redacted] qui souffla jadis [redacted] *qui feront* le succès [redacted] Front populaire. Du P.P.F. [redacted] lequel il entre, s'imaginant rompre ainsi [redacted] milieu familial, [redacted] auteur retient, sur le moment, l'image (qu'il [redacted] *mensongère*) [redacted] qui n'est ni fasciste, ni [redacted], ni antisémite. Et [redacted] la deviendra [redacted] suite. [redacted] fois de plus, on est bien forcé d'admettre que l'avenir (tel qu'il s'incarnera dans [redacted] P.P.F. [redacted] la [redacted] guerre mondiale) n'était pas écrit par avance dans [redacted] présent de [redacted] dans ces années terminales et tragiques de la III[e] République : tant de gens [redacted] s'illusionnaient et dupaient [redacted] qui mieux mieux : une [redacted] *voire* [redacted] ; [redacted] Staline... [redacted] Duverger. [redacted] *sur ce point, je me suis trompé bien des* [redacted] *depuis ;* [redacted] *gravement que ça.*

Surviennent la [redacted] et l'occupation. Duverger [redacted] considère [redacted] « plutôt vichyssois ». En 1942, jeune [redacted] de [redacted] l'étoile jaune [redacted] il [redacted] la dimension tragique du [redacted] juif et du fascisme. Il publie, un [redacted] tard, [redacted] les Constitutions françaises dans laquelle il prend ses dis[redacted] de Vichy. La [redacted] de Darnand persécutera [redacted].

Une triple tendance

1944 : changement [redacted]. Le jeune professeur à [redacted] de [redacted] de Bordeaux [redacted] provincial [redacted] trente ans : [redacted] théâtre, mer, forêt [redacted] politique. [redacted] bordelais, engagé dans la [redacted] Beuve-Méry, [redacted] son propre talent lui [redacted] au [redacted]. A partir de 1950, il y joue un rôle non négligeable pour [redacted] maintien d'une ligne « neutraliste », non *atlantique*. [redacted] *de* la [redacted] « antibeuveméristes » [redacted] 1951. [redacted] racontées par le menu *dans ce livre :* [redacted] *longuette* à mon [redacted] fonde donc, en [redacted] pour défendre Beuve-Méry me[redacted] comités de lecteurs du journal. Sans adopter [redacted] vues strictement fédéralistes de Jean Monnet, il contacte ce « père de l'Europe » pour [redacted] pression sur Beuve-Méry et [redacted] le retrait de sa démission de [redacted] du *Monde*... [redacted] vivante, l'ombre ami[redacted] Beuve est partout présente dans ce livre. Bref, *le Monde* d'aujourd'hui, non conformiste et académique, irritant et magistral, séditieux et séduisant, est-ce un peu à Duverger qu'on le doit ?

Cet événement « matrice » de 1951 préfigure, en tout cas, ce que sera la carrière intellectuelle [redacted] parisienne de Duverger. Triple tendance : neutraliste, décolonisatrice, présidentialiste. Tout cela, *grosso modo*, va [redacted] notre homme, assez loin de ses origines, dans une gauche *œcuménique* et *gaullienne ; elle n'a* rien à voir, je m'empresse de le dire, avec le gaullisme de gauche. Neutraliste, Duverger conserve une invincible méfiance à l'égard de « l'impérialisme américain ». Est-ce un reliquat de son nationalisme français d'avant-guerre. Je constate, en tout cas, que cet anti-américanisme préférentiel l'amène [redacted] moments à d'inutiles indulgences pour l'autre et plus dangereux [redacted] de « l'Est ». Quand Duverger écrit, par exemple (p. 172), qu' « *aucun condi*[redacted] *ne peut mobiliser* [redacted] *pour maintenir* [redacted] *vage* », *il semble oublier que ce genre* d'opération [redacted]avagiste, [redacted] par une partie des victimes, a fort bien [redacted] à Staline et à quelques autres.

Décolonisateur courageux, dans *l'importante période* [redacted] *la guerre* d'Algérie [redacted] de *l'Express*, Maurice Duverger [redacted] part [redacted] la [redacted] fraternité des plastiqués [redacted] l'O.A.S., ces médaillés [redacted] l'intelligentsia [redacted] gauche autour de 1960. Mais son détachement humoristique [redacted] l'égard du double plastiquage qui le frappa n'est nullement [redacted] aux [redacted] mes des [redacted]. Duverger, du reste, [redacted] l'extrémisme ; ce n'est pas ou ce n'est plus sa *manière. Il sait maintenant qu'en* tapant trop fort sur certains clous, on [redacted] de [redacted] taper sur les doigts. [redacted] *s'en prend* donc assez vertement, en vertu d'une « communauté nationale » qui demeure l'une des constantes [redacted] sa pensée, au « réseau Jeanson » et autres « porteurs de valise » du F.L.N...

Présidentialiste, et même « républicano-monarchiste » (autre continuité personnelle), Duverger anticipe *sur certains aspects du gaullisme et* [redacted] la V[e] République. Entre [redacted] 1962, il [redacted] peu à [redacted] fils [redacted] *pour sa réflexion d'écrivain* et d'enseignant. Soit : [redacted] sité d'une bipolarisation [redacted] partis ; [redacted] *l'élection du chef de l'Etat (ou* du premier ministre) au suffrage universel.

La bipolarisation implique qu'un jour ou l'autre la gauche accède au pouvoir. Dans [redacted] mesure du possible, elle implique [redacted] parti communiste [redacted] change de [redacted] et [redacted] structure ; on lui demande d'accepter vraiment, [redacted] fond du cœur, les [redacted] du jeu démocratique [redacted] de l'alternance. Sur ce point, Duverger semble [redacted] l'évolution [redacted] du P.C.F. est presque [redacted]. Il a peut-être raison. Mais qui pourrait trancher ? Jean Kanapa lui-même [redacted] incapable de nous [redacted] une guérison totale de ses camarades quant aux [redacted] mignons [redacted] certain passé.

[redacted] mai [redacted]. Le chapitre cons[redacted] un para[redacted] *précédente* [redacted] *l'auteur*. [redacted] la bipolarité, ennemi [redacted] lecanuettismes [redacted] « *centristes* », Duverger, dans [redacted] propre université, exalte par-delà mai 68 la [redacted] d'un « juste milieu ». Le voilà lui aussi « centriste ». A égale distance des brail[redacted]. De [redacted] nos jours, Duverger s'ouvre, comme professeur, [redacted] ce qui est « médian » ; il est l'homme [redacted] modérée [redacted]tueuse, intellectuellement prudente. [redacted] prudente parfois : [redacted] a fondé, avec [redacted] Paris-I.

[redacted] *des choses* [redacted] « académique » [redacted] faire [redacted] sur *un* [redacted] *du monde étu*[redacted] : il s'agit, [redacted] la [redacted]. Duverger propose, [redacted] domaine, la [redacted] d'« [redacted] premier cycle » ; [redacted] : l'échec pur [redacted] simple ; l'entrée [redacted] le DEUG ; la poursuite des [redacted] supérieures.

[redacted] trente-trois pages, vite [redacted] lues, [redacted] simultanément [redacted] et [redacted] de professeur et de fonctionnaire, [redacted] l'on attend la retraite, en homme d'entre[redacted] d'influence et de pensée, sans qu'il se [redacted] grand-chose de spectaculaire. C'est la [redacted] de [redacted], ou de l'anti-Malraux ; prototype [redacted] l'existence [redacted] millions de nos contemporains, membres des [redacted] « col [redacted] ». Témoignage [redacted] aussi sur l'itinéraire [redacted] d'une génération : [redacted] le Front [redacted] jusqu'à [redacted] passant par Vichy [redacted] gaullisme, ces deux frères ennemis.

Je suis [redacted] par [redacted] aspects de [redacted] œuvre, [redacted] et trop belle pour être tout à fait la [redacted]. A l'heure où fleurissent les *autobiographies*, [redacted] *l'heure où les* anciens staliniens, comme Pierre Daix et Dominique Desanti, s'arrachent *littéralement les tripes, se rongent* les entrailles [redacted] cherchant dans [redacted] mauvais livres d'autrefois (qu'ils [redacted]missent) les racines d'une [redacted] jansénisté [redacted] chrétien, [redacted] cette heure-là on [redacted] en droit d'at[redacted] qui [redacted] vichyssois, [redacted] qui devient aujourd'hui l'une des [redacted] sacrées de notre établissement de [redacted] gauche intellectuelle, une lucidité déchirante sur lui-même et sur son temps.

Si j'avais eu personnellement à écrire ce livre, j'aurais commencé par mettre davantage encore les *points sur les i : « J'ai été fasci*[redacted], *je* [redacted] *devenu aujourd'hui* [redacted] *gaullien* [redacted] *gauche française. Pourquoi, comment* [redacted] *suivi* [redacted] *route en* [redacted] *à cheveux ? »* Duverger, avec [redacted], a publié [redacted] livre [redacted]geux, [redacted] *qui* [redacted] *lit comme du bon pain.* Mais il n'a pas écrit l'ouvrage cruel qui nous *manque, et qui ferait mieux comprendre comment l'Hexagone* pétainiste de [redacted] (peut-être) la France mitterrandiste [redacted] 1978. [redacted] l'image [redacted] Maurice Duverger. Homme [redacted] droite [redacted] jadis, mais qui [redacted] se [redacted] dit-il, [redacted] tel. Homme [redacted] d'aujourd'hui, dont on [redacted] se [redacted] s'il [redacted] vraiment.

★ Albin Michel, 39 F.

MÉDECINE

LE PREMIER LABORATOIRE D'ÉPIDÉMIOLOGIE MÉDITERRANÉENNE VA ÊTRE CRÉÉ A AVIGNON

Avignon. — La création à Avignon du premier laboratoire d'épidémiologie en climat méditerranéen résulte d'actions entreprises voilà cinq ans par le conseil général de Vaucluse présidé par M. [redacted] Garcin. En 1972, l'assemblée départementale *déléguait à Stockholm une mission* de médecins et de chercheurs chargés avec leurs homologues suédois de réaliser une enquête pour le compte de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) sur les modalités de déclaration des maladies transmissibles.

Le nouveau laboratoire d'épidémiologie emploiera une cinquantaine de médecins, chercheurs, bactériologistes et biologistes pour débuter et on peut penser qu'il connaîtra un développement important.

PUBLICATION JUDICIAIRE

PARQUET PRÈS LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

Annonce faite [illegible] l'intention de *Monsieur Noureddine SAHRAOUI, né [illegible] Sidi - Algérie :*

Par l'intermédiaire de ce message vous êtes [illegible]ué par le Tribunal de Grande Instance de Francfort sur le [illegible], 15e Chambre Correctionnelle, — cote de dossier R [illegible] La 121/75 — [illegible] l'audience concernant [illegible] pourvoi en appel dans l'affaire engagée contre vous et Richard Sirven pour violation de la loi sur les stupéfiants. Cette audience aura lieu le 20-4-1977 à 9 h. 15, salle 153, bâtiment C du Tribunal de Grande Instance de [illegible] sur le Main, Konrad-Adenauer Strasse 20.

Il sera délibéré [illegible] propos de votre pourvoi en appel et le Tribunal a décidé à cet effet que vous deviez comparaître en personne. C'est la raison pour laquelle un sauf-conduit vous a été assuré.

Ullrich,
Procureur de la République au Parquet de Francfort sur le Main.

REMARQUES

A) Conséquences d'une absence non excusée ou insuffisamment excusée

a) Si c'est vous qui avez fait appel, [illegible]tôt récusé (article 329 du Code de procédure pénale).

b) Votre appel ne sera pas rejeté si [illegible] faites représenter à l'audience principale par un défenseur pourvu [illegible] procu[illegible] écrite [illegible] si l'on peut escompter une peine privative de liberté ne dépassant pas six semain[illegible] une [illegible] conduire, une confiscation, une destruction ou bien le fait de rendre un [illegible] inutilisable, soit séparément [illegible] l'autre, ainsi qu'un retrait du permis de conduire, ou bien si, se fondant sur votre demande, vous avez été relevé de l'obligation de vous présenter à l'audience principale (articles 232, 234, 329 du Code de Procédure Pénale). Le Tribunal est cependant autorisé à décider de votre comparution en personne à une nouvelle date, éventuellement par la contrainte, au moyen d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt (article 236 du Code de Procédure Pénale).

c) Si c'est le Parquet ou la Partie Civile qui ont fait appel, ou bien l'on [illegible] délibérera ou bien votre arrestation ou votre présentation [illegible] le Juge sera ordonnée (article 329 du Code de Procédure Pénale).

d) Si c'est vous ET le Parquet qui avez fait appel, le Tribunal, en raison de votre voie [illegible] recours, procédera conformément aux explications des [illegible] a) et b). En ce qui concerne [illegible] Parquet ou bien [illegible] ou bien votre arrestation [illegible] votre présentation devant le Juge sera décidée.

[illegible] c'est votre représentant légal qui a fait appel, le Tribunal aura la possibilité de vous faire amener le jour de l'assignation par la contrainte (article 330 du Code de Procédure Pénale). Si le représentant légal est également absent, son appel sera aussitôt récusé.

B) Attribution d'une indemnité de voyage

Dans le cas où vous seriez dans l'impossibilité vérifiable de payer de vos propres moyens les frais de voyage aller-retour, une indemnité de voyage pourra vous être accordée sur demande motivée. Pour prouver votre indigence vous devrez présenter une attestation au service administratif de la commune de votre domicile ou de votre lieu de résidence. Il vous est possible d'introduire votre demande d'indemnité de voyage auprès de l'autorité désignée plus haut, en cas d'urgence également auprès du Tribunal compétent pour votre lieu de résidence.

D'UNE REGION A L'AUTRE

Ile-de-France

POINT DE VUE — Les moyens du pouvoir

par ALAIN GRIOTTERAY (*)

En juillet 1976, la création des nouvelles institutions régionales de l'Ile-de-France suscitait curiosité bienveillante dans la presse, indifférence dans l'opinion, espérances et craintes dans les milieux politiques.

On pouvait redouter que le conseil régional, qui comptait dans la majorité et dans l'opposition des vedettes nationales, ne se comporte d'emblée comme une assemblée politique, abandonnant aux fonctionnaires les grands pouvoirs et réservant aux élus les grands discours. On pouvait craindre qu'il ne sombre dans la démagogie, la contestation ou la revendication chimérique, en accusant l'Etat de tous les péchés. En vérité, ses premières séances, si elles ont évité ce double péril, ont laissé les grands pouvoirs aux administrations, sans même susciter de grands discours. Et les dix millions d'habitants de la région continuent d'ignorer, ou à peu près, son existence.

Est-ce à conclure que la région d'Ile-de-France a raté son entrée ? Il serait évidemment injuste de tirer déjà une conclusion d'une mise en place délicate et récente.

Pourtant, les deux principaux débats de l'automne ont été décevants. La session extraordinaire sur les transports en commun et la circulation, préoccupation première des habitants et qui représentent les trois quarts du budget régional, n'a débouché ni sur la fixation [illegible] priorités, ni sur une programmation des équipements proposés par le préfet, ni sur des études nouvelles. Quant à la séance budgétaire, elle n'a pas provoqué cet affrontement indispensable des idées pour que s'affirment et se précisent de grandes lignes d'action régionale.

Bien sûr, on ne saurait juger des travaux d'une assemblée sur ses seules séances publiques. Les élus ont accompli, dans les différentes commissions, un travail ingrat mais considérable. Ils ont eu du mérite d'y consacrer beaucoup de leur temps, dans une période préélectorale où les préoccupations locales sont prédominantes. D'autant qu'on leur avait confié un outil sans mode d'emploi, et que le nouveau dispositif était plaqué sur l'ancienne organisation du district, qui a fait naître des comportements, des habitudes et des traditions difficiles à effacer.

Il est clair aussi que les sujets dont ils doivent débattre sont arides : on ne soulève pas l'enthousiasme des foules en traitant d'équipements, même lorsqu'ils sont ardemment souhaités. On court même le risque de faire des jaloux et des mécontents. Le dialogue entre les élus de la région et les citoyens est malaisé : la presse régionale a beaucoup de peine à vivre en Ile-de-France, la population est soumise plus qu'ailleurs à la pression des événements nationaux et, pour traiter des problèmes régionaux, elle voit défiler ministres, préfets et techniciens, rarement les hommes et les femmes qu'elle a désignés par le suffrage. Il reste que, six mois après son installation, le conseil régional n'a pu ni affirmer son rôle, ni asseoir son autorité, ni gagner son prestige.

Il a fallu un certain courage au président de la République pour décider de mettre en place une assemblée de cent soixante-quatre membres dans une région qui a toujours été un ferment puissant de dynamisme et de progrès, mais aussi un germe d'agitation et de contestation. Son choix fut celui du plus grand libéralisme. Mais, pour que la région d'Ile de France réussisse dans la ligne tracée par Valéry Giscard d'Estaing dans son discours de Dijon, en juin 1976, encore faut-il qu'elle détienne et qu'elle se [illegible] les moyens de ses responsabilités.

[illegible] signifie, en [illegible] mission de définir la politique régionale [illegible]tion et [illegible] transports et d'assurer sa mise [illegible] si n'est pas abrogée [illegible] loi du 10 juil[illegible] 1964 qui donne [illegible] ministre [illegible] finances le droit [illegible] proposer au vote du Parlement l'inscription d'office [illegible] dépenses d'équipements prioritaires au budget de la [illegible].

Comment définir et appliquer une politique régionale d'espaces verts et de forêts si l'Agence des espaces verts, instrument d'une volonté commune de l'Etat, de la région et des collectivités locales d'améliorer la qua[illegible] de la vie, demeure un cadre juridique utilisé par la région sociale dans l'attente de ses partenaires ?

Comment coordonner les investissements d'intérêt régional, réalisés par les établissements publics et les sociétés d'économie mixte, quand le décret fixant la liste de ces organismes n'y fait figurer, par un choix arbitraire, qu'un nombre restreint d'entre eux : le Port autonome en fait partie, mais pas l'Aéroport de Paris ni la R.A.T.P.

Des fonctionnaires régionaux

L'esprit de la loi sur la région a été subtilement dénaturé et, [illegible] l'effet d'une interprétation [illegible] aboutit [illegible] et dans [illegible] à [illegible] amoindrissement de l'autorité de la région avant qu'elle ait eu le temps de faire ses preuves.

Il serait également [illegible] d'espérer que la région [illegible] la chance qui lui est offerte de marquer une première limite, même discrète, à la centralisation si ses élus restent isolés [illegible] sans moyens [illegible] de l'Etat dont [illegible] de région. [illegible] n'est-ce pas une [illegible] spécifique [illegible] l'Ile-de-France.

Tous les [illegible] doivent disposer d'un personnel en nombre et en qualité suffisants. Il ne s'agit évidemment pas de [illegible] une administration [illegible] plus, destinée à critiquer systématiquement l'action du préfet et [illegible] ses services, mais les élus [illegible] non plus, en régime démocratique, [illegible] remettre purement et simplement à l'administration de l'Etat.

Le détachement de quelques fonctionnaires d'administrations centrales ou départementales serait sans doute la solution la plus facile à mettre en œuvre, mais leur indépendance ne serait pas assurée. La création d'un corps de fonctionnaires régionaux à statut particulier, comme ceux qui sont mis à la disposition des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, serait donc préférable.

De même, le rôle des responsables élus dans la préparation [illegible] budget, expression de la volonté politique [illegible] région, [illegible] élargi par une réforme des procédures qui ne peut dépendre que d'une bonne volonté partagée des élus et de l'administration : vote d'orientations, information détaillée, consultations régulières se substituant au mécanisme actuel de préparation, exclusivement administratif.

Sans doute est-il normal que la région éprouve quelques difficultés à trouver sa voie. Elle doit franchir les étapes vers une organisation plus moderne et plus efficace de la France, avec sagesse sans prétendre au pouvoir politique, avec mesure sans empiéter sur les responsabilités des départements et des communes, mais avec audace en assumant pleinement les intérêts collectifs. N'est-il pas frappant d'observer la disparité entre l'effort d'équipement considérable accompli depuis quinze ans (périphérique, autoroutes et échangeurs, hôpitaux, R.E.R., Roissy, Rungis, etc.) et [illegible] passivité morose d'une population [illegible] ailleurs remarquable[illegible] dynamique. Le conseil ré[illegible] l'expression authentique [illegible] populai[illegible] où le [illegible] solidarité régionale n'existe pas encore.

Mais pour qu'il réussisse à intéresser les Parisiens « intra et extra muros » à leur propre existence, à faire disparaître le sentiment qu'ils éprouvent que leurs conditions de vie sont fixées en dehors d'eux, les élus doivent oser prendre l'initiative. Le préfet pourra alors trouver dans le conseil l'interlocuteur dont il a besoin et l'appui qui lui est indispensable.

L'assemblée régionale d'Ile-de-France, qui dispose des atouts exceptionnels que lui confère l'histoire, l'ampleur de ses moyens financiers, son importance en tant qu'organe représentatif, trouvera alors auprès de l'Etat et [illegible]tions son prestige et son [illegible].

(*) Rapporteur général du budget de la région Ile-de-France.

Questions... Des industries autour de la capitale ? ...Réponses

Les serv[illegible] régionaux de l'industrie [illegible] mines, nouvelle administration du ministère [illegible] l'industrie [illegible] la [illegible] ont [illegible] créés en novembre 1976. Leur mission : fournir aux industriels un interlocuteur administratif unique et informer [illegible] instances régionales [illegible] sur la situation des industries dans [illegible] régions concernées. Dix-sept services ont [illegible] créés. M. Gérard Jourdan, directeur du service régional d'Ile-de-France, explique comment il conçoit [illegible] mission.

« Ne [illegible] politique de [illegible] DATAR, qui [illegible] toujours [illegible] ?

— [illegible] *posiez* [illegible] question [illegible] un de mes collègues [illegible] province, il répondrait : « [illegible] *complémentaire, la DATAR* [illegible] *l'accueille.* » Pour [illegible] Ile-de-France, [illegible] peut [illegible] un [illegible] différents, mais [illegible] *naturel* : [illegible] DATAR applique [illegible] politique [illegible] et [illegible] donner une priorité [illegible] objectifs nationaux. Mon [illegible] impératifs régionaux et en informera le comité de [illegible]. En pratique, [illegible] DATAR tirera certainement profit [illegible] l'existence d'un service régional capable de lui apporter des [illegible] sur les conséquences pour l'Ile-de-France [illegible] différentes politiques d'aménagement [illegible].

» Je [illegible] profondément [illegible] « [illegible] » industrielle de la [illegible] parisienne et à la nécessité de mener une politique de [illegible] de la conjoncture [illegible] éviter l'affaiblissement [illegible] son [illegible].

— Quelles industries comptez-vous promouvoir [illegible] *la région* [illegible] *?*

— D'abord, je [illegible] de la [illegible] industrie ; les indus[illegible] importants n'ont, *a priori*, guère besoin [illegible] moi. Le ministre [illegible] et de la [illegible]che, M. [illegible] d'Ornano, sou[illegible] que soit rapidement lancé [illegible] région un [illegible] d'action en [illegible] petites entreprises. Je m'y emploie en liaison avec M. Jacques Oudin, [illegible] délégué à la P.M.I.

» J'estime que, [illegible] modi[illegible] sont [illegible] apporter [illegible] la politique [illegible] jusqu'à [illegible] jour en [illegible] développement [illegible] région parisienne, [illegible] peut-être qu'en [illegible] les mieux placés pour profiter [illegible] spécifiques [illegible] région ; proximité du premier centre [illegible] consommation [illegible] France, pré[illegible] main-d'œuvre qualifiée, [illegible] marquée [illegible] le [illegible] recherche.

» Pour mener une action [illegible] et immédiate, je [illegible] à une [illegible] majeure : il s'agit [illegible] trouver [illegible] responsables professionnels dans [illegible] au niveau [illegible] la région parisienne [illegible] nouer avec [illegible] contacts ; [illegible] j'ai grand besoin [illegible] « relais » pour démultiplier l'action [illegible] service.

— Avez-vous les moyens appropriés ?

— C'est là que [illegible] bât blesse. [illegible] dispose [illegible] agents, [illegible] la fusion [illegible] l'arrondissement minéralogique [illegible] la circonscription électrique [illegible] Paris, mais [illegible] plupart [illegible] doivent continuer à s'occuper [illegible] problèmes de sécurité, de l'approvisionnement énergétique et [illegible] l'exploitation [illegible] et du [illegible] (carrières [illegible] eaux souterraines). Il ne m'a pas été possible [illegible] de personnel pour les questions spécifiques de [illegible]loppement [illegible].

» Une [illegible] est [illegible] dant en place. L'efficacité de l'action passe [illegible] un [illegible]ment de ses moyens, [illegible] qui n'implique [illegible] un [illegible]. Il s'agit, [illegible] de [illegible] il s'agit, d'abord, [illegible] mission, non d'une armée. »

Propos recueillis par MARIE-CHRISTINE ROBERT.

RELIGION

Une religieuse du vingtième siècle

« Une [illegible] ne [illegible] repousser en [illegible] la fantaisie, [illegible] vie. » « La vie, c'est faire son travail comme un [illegible] à la charrue, [illegible] escapades [illegible] » « Une de mes amies me disait : « Tu es une fille » [illegible] luxe. »

[illegible] parle [illegible] ? [illegible] jeune [illegible] ? Non, [illegible] presque sexagénaire, une [illegible] qu'une [illegible] remplie, [illegible] dans l'indépendance [illegible] à [illegible] avec la fraîcheur [illegible] amoureuses.

[illegible] ? Elles [illegible] bien connues. Les jeunes de [illegible] femme [illegible] et distinguée qui leur parlait [illegible] bonheur, [illegible] révolution, de [illegible] institutionnelles, mais aussi des joies d'une vie pauvre, chaste et obéissante : elle accepta d'accueillir les « katangais ».

Françoise Vandermeersch ne [illegible] pas [illegible] le [illegible] revue. Mais [illegible] le lui a demandé, elle y a parfaitement réussi, [illegible] ou [illegible] de sujets brûlants : l'avortement, [illegible] libre, la [illegible], le Vietnam, la peine de mort, etc. Cette « analphabète [illegible] théologie » — comme elle dit — s'est [illegible] à l'école de la vie avec une prédilection pour tous ceux qui [illegible] de la [illegible], [illegible] a connu les limitations imposées [illegible] et le besoin d'être [illegible] quand on [illegible] malheur.

Femme de [illegible] excellence, Françoise [illegible] a conscience que [illegible] ne se transmet pas [illegible] héritage. Elle [illegible] l'in[illegible] à l'aise [illegible] politiques, [illegible] de [illegible] prime celui de l'[illegible].

[illegible] célibat, [illegible] l'a [illegible] pas [illegible] la vie [illegible] ce [illegible] à l'amour humain. [illegible] s'avoue [illegible] n'avoir pas connu [illegible].

Bref, cette religieuse parle vrai, [illegible] vit [illegible] le vent de [illegible] époque, [illegible] forfanterie, [illegible] sûre [illegible] et [illegible] aux aspirations [illegible] hommes [illegible] a [illegible] con [illegible].

« Je suis incorrigiblement [illegible] rieuse de la vie, *écrit-elle*, et j'espère [illegible] jusqu'au bout. »

Succession d'instantanés, ce [illegible] autobiographique [illegible] prétention se lit comme on boit [illegible] coupe [illegible] champagne. Refermé, il [illegible] à chanter dans la mémoire et dans le cœur.

HENRI FESQUET.

★ *La Vie en face*, par Sœur Françoise [illegible] Ed. Stock, 132 pages, 30 F.

● *L'abbé Pierre Talec*, futur responsable de la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse, assurera une partie de l'émission du dimanche (dite du « Jour du Seigneur »). Il y prononcera les quatre homélies du carême. Ce seront des commentaires classiques des Evangiles du jour.

Cette décision avait été prise voici un an environ et confirmée à la fin de l'été 1976. Ni Mgr Badré, président de la commission des mass media, ni le cardinal Marty, archevêque de Paris, n'ont jugé opportun de revenir sur cette décision à la suite des difficultés survenues récemment lorsque l'archevêché a demandé au Père Talec de se retirer du Centre Jean-Bart dont il assume la responsabilité (*le Monde* des 24 et 25 décembre 1976).

LE RENOUVELLEMENT DES CONSEILS RÉGIONAUX

M. GASTON DEFFERRE (P.S.) EST RÉÉLU EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

M. Gaston Defferre, député des Bouches-du-Rhône [illegible] so[illegible] de Marseille, a [illegible] réélu à l'unanimité, lundi 31 janvier, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le [illegible] régionale, qui depuis 1975 [illegible] élu à la proportionnelle, [illegible] reconduit dans son entier. Deux des représentants [illegible] Alpes-Maritimes, jusqu'ici en « dissidence », M. Raoul Bosio, vice-président du conseil général, adjoint au maire de Nice, et M. Régis Capponi, maire de Peymeinade, président [illegible] commission départementale, y ont [illegible] leur entrée, respectivement comme vice-président [illegible] secrétaire. Les amis [illegible] Jacques Médecin, maire [illegible] Nice, [illegible] intégrés pour [illegible] le [illegible] régional, au [illegible] duquel ils ont formé un groupe « géographique » de non-inscrits (en principe interdit [illegible].

La [illegible] qui a opposé M. [illegible] Palmero, séna[illegible] (U.C.D.P., [illegible] républicain) [illegible] Menton, à M. Gaston Defferre au sujet de la répartition des crédits d'équipement du budget [illegible] 1977 a démontré qu'ils [illegible] prêts à jouer pleinement [illegible] jeu de la solidarité régionale.

Pour protester contre la forte diminution des crédits d'équipement de l'Etat déconcentrés, dits de catégorie 2, le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a pris une décision inédite [illegible] émettant un [illegible] défavorable à [illegible] répartition de ces crédits proposée [illegible] préfet, M. Michel Aurillac. Celui-ci [illegible] de demander une seconde [illegible] l'en[illegible] puisque [illegible] que pour [illegible]

M. PAUL RIBEYRE (R.I.) EN RHONE-ALPES

Pour [illegible] quatrième [illegible] consécutive, M. Paul Ribeyre, sénateur (R.I.), président du conseil général de l'Ardèche, maire de Vals-les-Bains, a été réélu à la présidence du conseil de la région Rhône-Alpes, avec 76 voix sur 115 votants. Réélection sans surprise, puisque M. Ribeyre avait l'appui de l'union d'action régionale, qui rassemble les deux groupes majoritaires de l'assemblée le GRAP (Groupe régional action et progrès) dans [illegible] R.I. [illegible] R.P.R. sont en majorité, et le R.R. (Rassemblement régional, comprenant des centristes et [illegible]). M. [illegible] Mignotte, conseiller municipal de Grenoble, candidat [illegible] parti socialiste, a obtenu 22 [illegible] et M. [illegible] Vial-Massat, [illegible] conseiller gén[illegible] de Firminy (Loire), présenté par le P.C., 11 voix.

Un changement, de caractère politique, s'est produit en revanche à l'occasion du renouvellement du bureau du conseil. M. Jacques Soustel[illegible] président, qui [illegible] sa candidature par télégramme, [illegible] pas été renouvelé [illegible] le mandat qu'il sollicitait, le [illegible], auquel il appartient, lui ayant préféré [illegible] président [illegible] groupe, M. Francisque Collomb, sénateur et maire de Lyon.

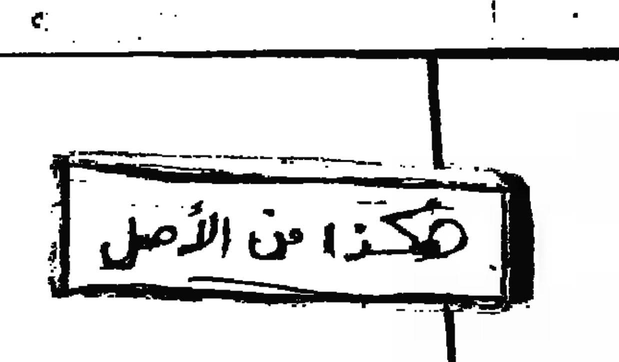
M. MICHEL GIRAUD (R.P.R.) EN ILE-DE-FRANCE

M. Michel Giraud, [illegible] Perreux, conseiller général (R.P.R.) du Val-de-Marne, a [illegible] réélu, ce mardi 1er février, président du conseil régional d'Ile-de-[illegible].

Il [illegible] obtenu 105 voix [illegible] 43 à M. Gérard Bordu, député commu[illegible] Seine-et-Marne, qui était présenté par les communistes [illegible] les [illegible].

M. AUGUSTIN CHAUVET (R.P.R.) EST ÉLU EN AUVERGNE

C'est au [illegible] de l'âge que la majorité [illegible] conservé [illegible] présidence du conseil régional d'Au[illegible] détenue jusqu'ici par le [illegible] Jean Morellon (R.I.), député du Puy-de-Dôme, qui ne [illegible] représentait pas. Au [illegible]sième tour de [illegible] M. Augustin Chauvet, soixante-seize ans, député R.P.R. maire [illegible] Mauriac (Cantal) a, en effet, [illegible] 23 voix, tout comme son adver[illegible] le benjamin [illegible] l'assemblée, M. Maurice Pourchon, quarante ans, conseiller général socialiste, adjoint [illegible] de Clermont-[illegible] étant égal, la règle fut appliquée, comme en pareil cas, et c'est le parlementaire cantalien qui l'a emporté.



هكذا من الأصل

MERIT.
Le plaisir des "fortes" dans une cigarette "légère".

Le procédé "Enriched Flavor" découvert après des années de recherches bouleverse la fameuse opposition goût/légèreté.

Légèreté/goût : jusqu'à présent, deux inconciliables.

Jusqu'à présent, plus le tabac devenait léger, plus il perdait son goût.

Et le fumeur était obligé de faire un choix entre le goût et la légèreté.

C'est-à-dire que, pour le vrai fumeur, le choix était vite fait: il renonçait à fumer léger pour garder le plaisir du tabac.

Une découverte étonnante. Maintenant, on sait d'où vient le goût du tabac.

Pour réussir à réconcilier le fameux antagonisme goût/légèreté, des équipes de chercheurs de Philip Morris ont travaillé aux Etats-Unis pendant 12 ans.

Ils ont "craqué" la fumée du tabac, c'est-à-dire qu'ils l'ont fractionnée.

Ils ont ainsi déterminé 2.000 composants qu'ils ont isolés.

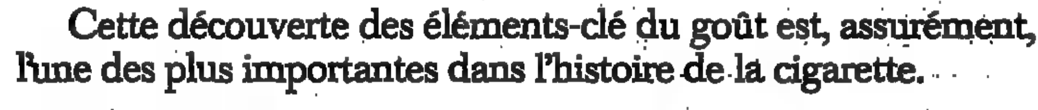
Puis, ils les ont analysés un à un.

Ce qu'ils ont découvert est vraiment extraordinaire :

quelques-uns seulement de ces 2.000 composants étaient très riches en goût tout en étant d'une extrême légèreté.



Cette découverte des éléments-clé du goût est, assurément, l'une des plus importantes dans l'histoire de la cigarette.



Un traitement tout nouveau du tabac, c'est MERIT.

Une fois les unités de goût identifiées, il est devenu possible, grâce à un procédé tout nouveau : "Enriched Flavor", de les sélectionner dans un tabac riche en goût, puis d'alléger le tabac sans rien toucher à ses éléments goût.

Et c'est ainsi qu'après de nombreux essais les chercheurs ont réussi le mélange parfait qui réunit toute la force du goût dans un tabac léger.

C'est la cigarette MERIT, une cigarette unique en son genre.

Vous qui aimez fumer pour le plaisir du goût, pour la première fois vous allez pouvoir changer pour du tabac léger sans regretter vos cigarettes habituelles, comme l'ont déjà fait des millions de fumeurs dans le monde.

MERIT

de la capitale ?

...Réponses

Propos recueillis par MARIE-CHRISTINE ROBERT

CONSEILS RÉGIONAUX

M. MICHEL GIRAUD EN ÎLE-DE-FRANCE

M. AUGUSTIN CHAUVET (R.P.R.) EST ÉLU EN AUVERGNE

CARNET

Naissances

— M. Peter M. Weirich et Mme, née Monique Bellatti, ont la joie d'annoncer la naissance de

Valérie,

le 30 décembre 1976.
13, [redacted] de Trévise, 75009 Paris.

— Philippe [redacted] et Sophia, née Galmiche, ainsi [redacted] Sylvain, ont la joie de faire part de la naissance de

Natalia,

le 12 janvier 1977.
Anse Mitan, Les Trois Ilets, 97229 Martinique.

Décès

— M. et Mme Christian Chapman et leurs enfants,
Docteur et Mme Antoine Chapman [redacted] leurs enfants,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme Marthe PERCY-CHAPMAN,
née Simon,
leur mère et grand-mère, décédée le 29 janvier 1977 à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
Le service religieux aura lieu en l'église Saint-Etienne-du-Mont le mardi 1er février, [redacted] h. [redacted]
Cet avis tient lieu [redacted] faire-part.

— M. Thomas Coate,
M. et Mme F. Zollinger,
M. et Mme J. Yaghi et leurs enfants, Michel et Nadia,
ont la douleur de faire part du décès de
[redacted] Thomas COATE,
née Hélène [redacted]
survenu le 30 janvier en son domicile à l'âge de quarante-six ans [redacted] une [redacted] maladie.
La [redacted] aura lieu [redacted] lundi 7 février, à 10 h. 30, au cimetière du [redacted]
Un service sera célébré à Genève dans la plus stricte intimité.
85, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Bayeux, Nantes, Guingamp.
On nous prie d'annoncer le décès du
docteur Jean GODAL,
officier de la Légion d'honneur,
méd[redacted] première classe de la marine (C.R.),
membre de la Société de d[redacted]matologie,
survenu [redacted] Bayeux le [redacted] janvier 1977.
Les obsèques ont [redacted] lieu le 1er février en l'église - cathédrale de Bayeux.
De la [redacted]
M. et Mme Jean-Cla[redacted] Ric[redacted] et leurs filles,
M. et Mme Jacques Jubault [redacted] leurs enfants,
Et de toute la famille.
24, avenue de la Close, 44300 Nantes.
12, rue Saint-Yves, 22200 Guingamp.



— Nous apprenons la mort de notre confrère
Joseph de LACENNE,
décédé à Marseille à l'âge de soixante-treize ans.
[Débutant dans le journalisme en 1931, à « Marseille-Matin », Joseph de Lacenne avait ensuite fait partie de l'équipe de création de « la France de Marseille et du Sud-Est » en qualité de secrétaire de rédaction avant de devenir chef du service politique de ce journal.
Il collaborait depuis 1953 au « Méridional-la France », dont il avait écrit pendant de longues années les éditoriaux. Après son départ à la retraite, J. de Lacenne avait continué à publier dans ce journal un papier de commentaire hebdomadaire sur la situation politique.]

— Landouge, Tours, Villejuif.
Mme Pierre Lacour,
M. et Mme Guy Magnaux,
Docteurs Jean et Fanny Lacour,
Mme veuve Pierre Lacour,
Docteur Etienne-Henry Metman et Mme,
Docteur Dominique Lacour,
Mlle Martha Demignon,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre LACOUR,
professeur honoraire,
survenu le 24 janvier à l'âge de quatre-vingt-seize ans à Landouge (Haute-Vienne).
Les obsèques ont eu lieu le mercredi 26 janvier à Limoges [redacted] l'intimité.
60, rue Giraudeau, 37000 Tours.
8, rue Raspail, 94800 Villejuif.
51, rue Roger-Salengro, 37000 Tours.

— Dans l'avis de décès de
[redacted] Louis MOREL FATIO,
il [redacted] lire : [redacted] religieuse aura lieu à 13 h. 45 le mercredi [redacted] février en l'église Saint-Honoré d'Eylau [redacted] bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e).

— Mme Paul Nicolas a la douleur de faire part de la mort de
M. Paul NICOLAS,
son époux,
ancien directeur, chef de publicité de la compagnie continentale Simmons,
pieusement décédé le 31 janvier à l'âge de soixante-treize ans, après une longue maladie.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Franz-Liszt.
De la part de toute la famille.
L'inhumation [redacted] lieu [redacted] (Yonne) dans le caveau de [redacted]
Cet avis tient lieu de faire-part.
105, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris.

— Mme François Orsoni, née Casalonga,
Mlle Marie-Antoinette Orsoni,
Les familles Orsoni, Paganucci, Casalonga, Bianchi, parents et alliés,
font part du décès, le 25 janvier 1977, de
M. François ORSONI,
directeur de l'administration générale de la préfecture de la Corse,
officier de la Légion d'honneur.
Les obsèques ont eu lieu le 27 janvier à Véro dans le caveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
20, cours Grandval, 20000 Ajaccio.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Emile PALLEZ,
professeur honoraire au lycée de Metz,
survenu le 27 janvier 1977, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Metz.
De la part de :
Mme Emile Pallez, née Marguerite Voizard, son épouse,
Et de M. et Mme Gabriel Pallez, ses enfants.
3, place de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris.

— Deauville.
Mme Joëlle Bellon et ses enfants,
M. et Mme Michel Bellon et leur fils, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Germaine ROUY-BELLON,
survenu à Deauville le 31 janvier 1977 dans sa soixante-quinzième année, et vous prient d'assister au service religieux qui sera célébré le mercredi 2 février, à 14 heures, en l'église Saint-Augustin de Deauville.
Réunion à l'église.
Pas de condoléances.
Un registre sera ouvert à l'entrée de l'église.
23, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Robert Victor, née Jacqueline Mauriac, son épouse,
M. et Mme Pierre Wyngaard, Françoise et Bruno,
M. et Mme Francis Lohéac et Laura,
M. et Mme François Victor [redacted] phanie,
Ses enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Charles [redacted] et leurs enfants,
Le docteur et Mme Yves Rioux et leurs enfants,
Mme Henri Porcher,
Mme Peter Grattan,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Robert VICTOR,
conseiller des affaires étrangères (E.R.),
ancien consul général de France,
capitaine de corvette de réserve,
officier de la Légion d'honneur,
rosette de la Résistance,
survenu à son domicile, le lundi 31 janvier 1977, dans sa soixante-treizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris (15e), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu à Quintin (Côtes-du-Nord), dans l'intimité.
14, place Etienne-Pernet, 75015 Paris.

[Né le 15 février 1904 à La Roche-sur-Yon, officier de marine de 1927 à 1936, puis pilote au canal de Suez, Robert Victor s'est engagé dans les Forces navales libres en juillet 1940. Directeur des services d'information de la France libre aux Indes de 1941 à 1943, il appartient en 1944 à divers cabinets à Alger, puis il est intégré, en octobre 1945, dans le cadres du ministère des affaires étrangères.
Consul suppléant à Montréal (1945-1947), deuxième secrétaire à Rio-de-Janeiro (1947-1948), consul à Melilla (1949 à 1952), puis à Port-of-Spain (1952-1958), il est nommé, après un passage à l'administration centrale, consul général à Liverpool en 1963, deuxième conseiller à Canberra en 1964, enfin consul général à Abidjan en 1968.
Robert Victor a écrit plusieurs romans sous le pseudonyme de Jacques Belt : « Naufrage » (1934), « les Navires truqués » (1938), « l'Oiseleur des ombres » [redacted]

Remerciements

— M. Roger JOISSON dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie qui lui ont été adressés, prie toutes les personnes qui ont pris part à son deuil de trouver ici ses remerciements et l'expression de sa gratitude.

Anniversaires

— Pour l'anniversaire du premier mois de la mort de
Dario BOCCARA
un office religieux sera célébré le jeudi 3 février, à 18 h. 30, au temple de l'Union libérale israélite, 24, rue Copernic, Paris (16e).

— Une pensée fidèle ira vers
Andrée JEUNOT,
le [redacted] février, pour le troisième anni[redacted] de son retour aux [redacted]

Souvenir

— Une réunion [redacted] mémoire [redacted]
Alfred MICHELIN,
ancien président-directeur général de Bayard-Presse,
[redacted] 1er septembre 1975, aura lieu le 3 février, à [redacted] heures, en la crypte de l'église Notre-Dame-du-Salut, 8, rue François-Ier, à Paris-8e. [redacted] Figry, Limagne, J. Guitton. Au terme de la réunion, le cardinal Marty célébrera une messe.

Visites et conférences

MERCREDI 2 FEVRIER

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques.
15 h. : 6, rue La Rochefoucauld, Mme Chapuis : « George Sand à la Nouvelle Athènes ».
15 h. : 58, rue de Richelieu, Mme Legregeois : « George Sand ».
15 h. : 62, rue Saint-Antoine, Mme Magnani : « Hôtel de Sully ».
15 h. : 87, rue Vieille-du-Temple, Mme Pennec : « Le Parisien chez lui de 1815 à 1914 ».
15 h. : façade, portail gauche, Mme Zujovic : « Notre-Dame et ses parties hautes ».
15 h. 30 : entrée, hall gauche, côté parc, Mme Langlois : « Le château de Maisons-Laffitte ».
15 h. : 13, rue Scipion : « Les trésors ignorés de l'Assistance publique » (Visages de Paris).
14 h. 15 : 1 bis, place des Vosges : « La place Royale ».
15 h. : métro Mabillon : « Les jardins du village de Saint-Germain-des-Prés » (A travers Paris).
15 h. 15 : 8, rue du Perche : « Le Marais » (Mme Barbier).
15 h. : 19, rue J.-J.-Rousseau : « Passages, traboules aux Halles » (Mme Hager).
15 h. : 17, quai d'Anjou : « L'hôtel de Lauzun » (Paris et son histoi[redacted]).
15 h. : 1, rue de Marie : « L'hôtel Libéral-Bruant » (Tourisme culturel).
CONFERENCES. — 19 h. 45 : Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Côme Mosta-Heirt : « Malevitch ».
15 h. et 17 h. : 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Le XVIIe siècle aux Pays-Bas ».
18 h. : Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Rémy Chauvin : « Ethique humaine et comportement des animaux ».
Salle de cinéma du Club des ingénieurs des arts et métiers, 18 h. 30 : « Splendeur du Mexique » ; 21 h. : « La féerie d'un été au Canada » (A la découverte du monde).
20 h. : salons du Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, M. Xavier Deniau : « Le Québec après les élections du 15 novembre » (France-Québec).
18 h. 30 : 66, boulevard Saint-Michel, docteur Léon Schwarzenberg : « Le cancer aujourd'hui » (Club Temps-nouveaux).
20 h. 30 : grande salle de la Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. L'amour amoureux ».
20 h. 30 : Musée de l'homme, Mme Geneviève Dournon : « Musiques populaires du Rajastan ».

JUSTICE

AFFAIRE DE BROGLIE : INTERROGATOIRE DU SEPTIÈME INCULPÉ

L'interrogatoire [redacted] M. Albert Leyris, le septième inculpé de l'affaire de Broglie, par M. Guy Floch, premier juge d'instruction, n'aura pas été aussi long que prévu. Trois heures auront suffi, lundi [redacted] janvier, au magistrat, qui pourra, de [redacted] fait, interroger M. Guy Simoné [redacted] 3 et 4 février.

M. Leyris a choisi comme avocats Mes Jacques Chanson et Lucien Sberro, ce dernier ayant fait [redacted] 28 janvier, [redacted] une journée d'équivoques, qu'il assurerait bien la défense du [redacted] inculpé de l'affaire.

En sortant du cabinet de M. Floch, Me Sberro a déclaré : *« Ce serait, en l'état actuel, gêner l'information que de dire quoi que ce soit sur ce que je ressens. Il faut laisser les choses mûrir [redacted] attendre les confrontations qui auront lieu la semaine prochaine... »* Il faisait allusion sans doute à d'éventuelles confrontations de son client avec M. Gérard Frèche et l'inspecteur principal Simoné.

EN ITALIE

L'« industrie » de l'enlèvement devient une affaire d'État

Une jeune femme, [redacted] de vingt ans, Mme Vincenza Grilli, copropriétaire d'une peausserie à une cinquantaine [redacted] kilomètres de Bari, dans [redacted] Pouilles, [redacted] enlevée lundi 31 janvier, dans [redacted] usine, [redacted] trois hommes masqués, qui ont pris [redacted] peu après [redacted] le [redacted] la [redacted] pour exiger [redacted] rançon. [redacted] la sixième personne [redacted] en Italie depuis [redacted] début de l'année. Le gouvernement italien s'émeut du développement de l'insécurité [redacted] la prolifération des enlèvements à travers la péninsule. Après [redacted] consacré une réunion mini[redacted] à la définition de [redacted] susceptibles [redacted] lutter [redacted] délinquance, M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, [redacted] participé, le 25 janvier dernier, [redacted] un [redacted] à la Chambre [redacted] députés, [redacted] cours duquel il [redacted] favorable à un renforcement [redacted] peines frappant [redacted] d'enlèvements [redacted] mineurs (« le Monde » du 27 janvier).

[redacted] notre correspondant

Rome. — La liste des quarante-huit victimes [redacted] 1976 interdit toute définition. Les trois régions [redacted] plus atteintes — Lombardie, Latium et Calabre — sont on ne peut plus différentes. Dans une dizaine de cas, ce sont les épouses ou les [redacted] — l'un d'eux [redacted] de [redacted] mois — qui ont « payé » [redacted] fortune de la famille. Parfois [redacted] leur vie, [redacted] tué [redacted] n'arrivait [redacted] Sicilienne a [redacted] arrachée de son [redacted] d'hôpital par des bandits qui, à leur tour, allaient être retrouvés et exécutés quelques jours plus tard par *« des amis de la famille »*.

La plupart du temps toutefois les familles ne demandent qu'à verser la rançon dont le montant dépend évidemment de la situation de la victime, mais se marchande ensuite, comme tout le reste en Italie. Les sommes payées varient de quelques dizaines à quelques centaines de millions d'anciens francs. Dans un cas sur cinq, les négociations traînent en longueur : dix personnes [redacted] n'ont toujours [redacted] retrouvées.

La lutte contre le kidnapping [redacted] soulevé un débat passionné au printemps [redacted] Fallait-il bloquer les comptes en banque des familles, comme s'était permis de le faire à cinq reprises un magistrat de Milan ? On a parlé d'inconscience, de mise à mort d'innocents, et, finalement, malgré l'approbation du ministre de l'intérieur, cette mesure n'a pas été généralisée. Elle serait à l'origine pourtant de la baisse, l'an dernier, du nombre d'enlèvements, qui s'était élevé à soixante-deux en 1975 contre trente-huit en 1974 et dix-sept en 1973.

L'enlèvement est l'un des rares délits contre lesquels la police n'a pas besoin de donner des conseils de prudence. Les personnes les plus fortunées ont compris depuis longtemps qu'elles devaient se protéger : les plus riches au moyen de « gorilles », les autres par la possession d'une arme à feu. Mais on n'est jamais assez prévoyant car les auteurs de rapts peuvent viser, faute de mieux, des parents même éloignés de la victime choisie. On [redacted] vu en novembre [redacted] Turin, avec le kidnapping de la belle-mère [redacted] la fille [redacted] Agnelli, une simple employée [redacted] Bureau international du travail.

La peine de mort n'existe pas en Italie. Elle [redacted] remontant au fascisme pour qu'on [redacted] à la [redacted] Mais [redacted] ont été renforcées par une loi du 14 octobre 1974. Le ministère public réclame et obtient généralement des peines de plus [redacted] vingt ans de prison. [redacted] faudrait-il arrêter [redacted] coupables. [redacted] vert les auteurs de seize [redacted] ments (un sur trois) en 1976.

Les soixante-dix bandits sous les verrous appartiennent à des groupes divers — on ne peut donc parler d'une fantomatique « Anonima Sequestri », comme le font certains journaux italiens — mais ils [redacted] plusieurs enlèvements.

Les Italiens [redacted] que la meilleure mesure préventive [redacted] une sérieuse réforme de l'Etat lui-même. Tant qu'il donnera cette image d'impuissance et d'anarchie, les bandits continueront sans doute à commettre en plein jour le plus lâche des forfaits.

ROBERT SOLÉ.

La chambre d'accusation de Paris donne un avis partiellement favorable à l'extradition de M. Karl Sussmann

La chambre d'accusation de Paris a donné, lundi 31 janvier, un avis favorable à l'extradition, réclamée par le gouvernement allemand, de M. Karl Sussmann, cinquante-trois ans, homme d'af[redacted] ayant la [redacted] nationalité allemande (d'o[redacted] et améri[redacted] naturalisation), [redacted] tenu en France depuis le 23 octobre pour des escroqueries qu'il est accusé d'y avoir commis.

L'intéressé ne pourra [redacted] être [redacted] en Allemagne [redacted] pour certains [redacted] faits visés par [redacted] demande d'extradition. En sont exclus les faits non réprimés par la loi pénale française et d'autres délits qui tomberaient en France sous le coup de la prescription de trois ans alors que la prescription est de cinq ans outre-Rhin.

Me Knoll, défenseur, avait évoqué en vain qu'il appelait *« le précédent Abou Daoud »* puisque le dossier ne contenait pas non plus la trace de la confirmation par voie diplomatique du mandat d'arrêt international du 9 novembre délivré contre son client. La chambre d'accusation a répondu que le cas était radicalement différent. Dans le cas « Abou Daoud » le gouvernement français avait signalé à la justice que la confirmation du gouvernement allemand faisait défaut, ce qui signifiait que cette confirmation n'arriverait jamais... Ici le silence du gouvernement français signifiait que cette confirmation était [redacted] ou sur [redacted] point d'arriver.

L'arrêt [redacted] la chambre d'accu[redacted] observe : *« ... L'avis qui doit être transmis par la voie diplomatique n'a d'autre but que de permettre au gouvernement de l'Etat requis d'être informé aussi rapidement que possible de l'intention du gouvernement requérant de donner suite à l'initiative prise, vu l'urgence, par les autorités judiciaires. S'il s'agit-là d'une formalité essentielle, l'obligation [redacted] procédé n'engage que les Etats intéressés l'un vis-à-vis de l'autre, dans le cadre de l'exercice de leur souveraineté. Eux seuls peuvent donc se prévaloir de son absence ou de son retard. En l'espèce la procédure d'extradition a été engagée et poursuivie par [redacted] gouvernement requérant, et le gouvernement français ne s'est pas prévalu d'une telle absence ou d'un retard dans la transmission de l'avis qui lui était adressé... »*

Faits et jugements

La catastrophe de Vierzy devant la cour d'Amiens.

La cour [redacted] d'Amiens vient d'infirmer en partie le jugement rendu le 14 mai 1976 sur les responsabilités de la catastrophe ferroviaire du tunnel de Vierzy, où, le 16 juin 1972, cent huit passagers ont été tués [redacted] autres blessés.

Le tribunal de Soissons avait [redacted] M. Pierre Houille, contrôleur des ouvrages d'art de la S.N.C.F., conformément [redacted] réquisitions du ministère public, mais la cour d'appel l'a finalement condamné à huit mois d'emprisonnement avec sursis. En revanche, la cour a relaxé trois dirigeants de la Société nationale, MM. Lucien Carpentier, Etienne Chambron et Robert Geais. Ces deux derniers avaient été condamnés, à Soissons, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, et le premier [redacted] un an d'emprisonnement avec [redacted] part, MM. Jean Paris [redacted] Jacques Bourzeix, [redacted] et six mois d'emprisonne[redacted] avec sursis, en première instance, ont été condamnés en appel à huit mois avec sursis.

La cour a enfin confirmé la relaxe de MM. Charles Feyrabend et Michel Legrand, et celle de M. Alain Bonnefemme, le seul *inculpé n'appartenant pas à la S.N.C.F.* — il était le directeur [redacted] de l'entreprise chargée [redacted] réfection du tunnel.

■ [redacted] *d'un pétrolier au large* [redacted] *: six disparus.* Trente-deux des trente-neuf membres d'équipage du pétrolier libérien *Exotic*, qui avait sombré, dimanche 30 janvier, au large des côtes marocaines après une explosion à bord, ont été débarqués [redacted] lundi 31 janvier au port de la Luz, aux îles Canaries. [redacted] le bateau [redacted] *Juan-*[redacted] Plusieurs naufragés du pétrolier sont blessés, et trois sont dans un état grave. Six marins sont [redacted] disparus. — *(A.F.P.)*

Les experts estiment que Jérôme Carrein n'est pas un malade mental.

Devant la cour d'assises du Nord, un médecin psychiatre a confirmé que Jérôme Carrein, condamné à la peine de mort en [redacted] par [redacted] cour [redacted] du Pas-de-Calais [redacted] l'assassinat d'une [redacted] de huit [redacted] considéré comme responsable [redacted] ses actes au moment des faits.

[redacted] ayant [redacted] la Cour [redacted] vice de forme, [redacted] Carrein, trente-six ans, comparaissait, une nouvelle fois, le 31 janvier, devant un jury (*le Monde* du 1er février). La première audience de ce second procès a été essentiellement consacrée à l'examen de la personnalité de l'accusé. On a notamment rappelé que ce dernier était déjà considéré comme alcoolique [redacted] son adolescence, qu'il [redacted] marié [redacted] l'âge [redacted] dix-neuf [redacted] jeune fille [redacted] quinze ans, que celle-ci devait demander le divorce — pour *« brutalités »* — après avoir eu cinq enfants et qu'enfin atteint de tuberculose Jérôme Carrein avait mené au cours des dernières années une vie de vagabond.

Pour [redacted] part, le docteur Houillon, expert-psychiatre, a ainsi résumé ses conclusions : *« Personnalité fruste, c'est un isolé social. Sa tuberculose et son alcoolisme ont perturbé sa sexualité. Mais l'accusé n'est cependant pas un malade mental. Il est dangereux, [redacted] mesure où il se laisse aller à des déchaînements de violence [redacted] pour [redacted] par la frustration ».*

La [redacted] de la cour [redacted] rendue [redacted] du 1er [redacted] — *(Corresp.)*

■ *Pour diffamation* [redacted] *du Finistère (R.P.R.*, M. Roger Fressoz, directeur du *Canard enchaîné*, a été condamné [redacted] 31 janvier par [redacted] dix-septième chambre correctionnelle de Paris à 2 000 francs [redacted] et 1 franc de dommages et intérêts. La plain[redacted] en diffamation visait un écho paru le 14 janvier 1976, qui désignait le parlementaire comme étant *« l'homme qui vole les chariots »* : allusion [redacted] un incident survenu à propos d'un support de périssoire appartenant à un corps de sauveteurs que M. Guermeur avait accroché à sa voiture sur une plage de Saint-Malo. Les juges ont noté que, selon toute vraisemblance, M. Guermeur avait agi de bonne foi.

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

VENTE
[redacted] 1. - Antiqu. Curios. Art [redacted]
S. 6. - Beaux bijoux.
[redacted] 7. - Extr.-Orient. Antiqu. orient.
[redacted] 15. - Meub. anc. [redacted] style. Timbres.

EXPOSITIONS
S. 2. - Livres anciens et modernes.

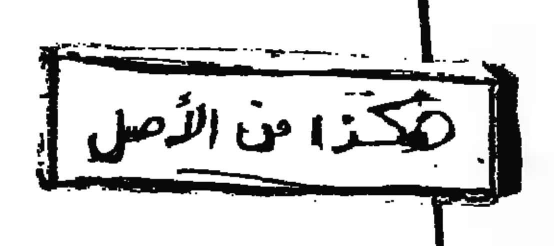
CORRESPONDANCE

Montesquieu et la séparation des pouvoirs

M. [redacted] *Quoniam,* [redacted] *Saint-Georges-de-Monclard (Dordogne), nous* [redacted] *notam*[redacted] :

On parle beaucoup, actuellement, à l'occasion [redacted] abus [redacted] récents, [redacted] séparation entre [redacted] pouvoir politique [redacted] le pouvoir judiciaire, afin [redacted]tir l'équité dans l'exercice [redacted] la justice. Il me [redacted] qu'il [redacted] plus conforme [redacted] nature [redacted] d'employer le [redacted] de distinction [redacted] pouvoirs p[redacted] que celui de séparation.

Le pouvoir judiciaire, en eff[redacted] nécessairement la nature [redacted] l'esprit du gouvernement en exercice auquel il [redacted] incorporé. Il y [redacted] quoi qu'il en soit, une [redacted] sous-jacente [redacted] les [redacted] pouvoirs. [redacted] qu'il [redacted] faire, c'est que la force du [redacted] soit suffisamment [redacted] pour être garante [redacted] la liberté de chacun. Tel était d'ailleurs le message que Montesquieu, qui fut, ne l'oublions pas, magistrat, avait dég[redacted] de son [redacted] de [redacted] et [redacted] pratique [redacted] lois fort complexes qui [redacted] alors [redacted]



هكذا من الأصل

Le Monde DE LA MÉDECINE

DE L'ERGOT DE SEIGLE A LA FERTILITÉ

Une clé nouvelle pour la médecine psychosomatique

LES publications médicales internationales abondent depuis quelque temps en informations sur [redacted] thérapeutiques obtenus à l'aide d'un dérivé de l'ergot de seigle, qui possède les pouvoirs étrangement disparates d'arrêter la [redacted] du lait chez les femmes qui ne peuvent allaiter, de guérir cer[redacted] la femme [redacted] chez l'homme, [redacted] remédier parfois aux impuissances sexuelles, de freiner le flux d'hormones de croissance qui cause le gigantisme [redacted] acromégalies, [redacted]der [redacted] adénomes [redacted] la prostate [redacted] remédier aux troubles [redacted] patients [redacted] la maladie de Parkinson...

Une telle [redacted] d'actions — [redacted] d'impacts — eût [redacted] évoquer, [redacted] y [redacted] un siècle, [redacted] magné[redacted], [redacted] nombre d'or ou [redacted] pierre philosophale... L'affirmation [redacted] laquelle un [redacted] — [redacted] du L.S.D., hallucinogène [redacted] — pourrait agir à la [redacted] sur la [redacted] sur la [redacted], sur le [redacted] sur [redacted] du lait, [redacted] il y a [redacted] ans, [redacted] le scepticisme, ou invoquer l'imagination [redacted] phénomènes parapsychologiques, [redacted] psychosomatiques.

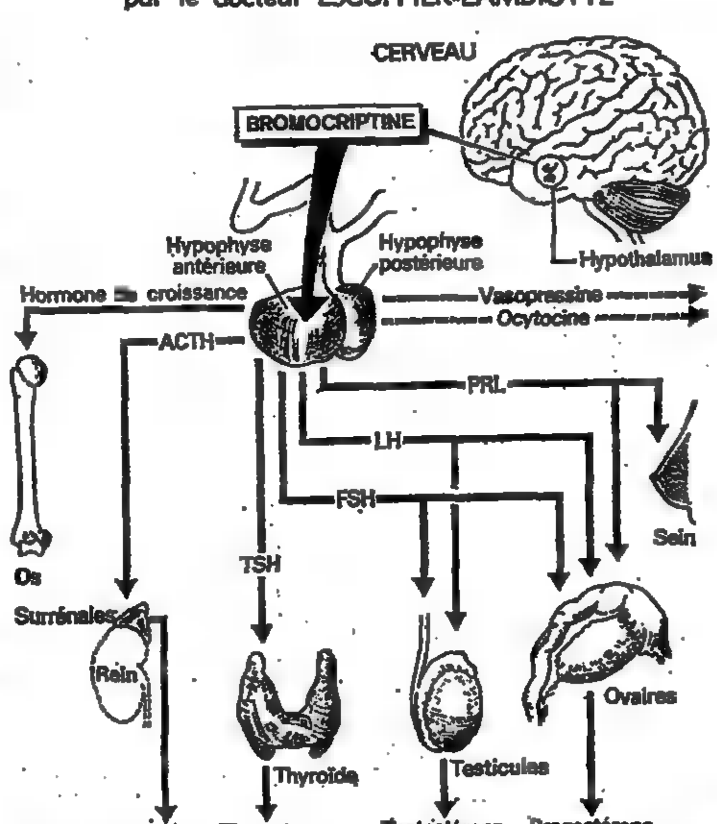
[redacted] bien, [redacted] psychosomatique [redacted] il s'agit, [redacted] non dans le sens [redacted] fut [redacted]. Les percées [redacted] de [redacted] nouvelle qu'est la neuro-endocrinologie [redacted] donnent [redacted] corps et de l'esprit, aux émotions, aux [redacted]tés psychologiques, [redacted] physiques, une [redacted] scientifique sans cesse plus élargie qui, si [redacted] leur [redacted] quelque [redacted] leur mystère, offre le moyen de les comprendre et de les [redacted].

[redacted] d'illustrer le [redacted] de l'empirisme, [redacted] thérapeutiques [redacted] étrangement [redacted] obtenus par la bromocriptine [redacted] la [redacted] des conceptions modernes sur l'unicité [redacted] grands systèmes [redacted] de régulation dont dispose l'organisme humain.

Ils incitent à penser que [redacted] du fonctionnement du système nerveux central et du système endocrinien [redacted] non [redacted] identiques, mais si rigoureusement imbriqués qu'ils constituent le substrat et le régulateur d'activités physiques (telle la mémoire), comportementales (telles l'agressivité, la sexua[redacted], la [redacted] ou affectives.

Les travaux nés à Bâle dans les centres de [redacted] développés actuelle[redacted] France comme [redacted] le monde entier apportent donc, et bien [redacted] de leur consi[redacted] intérêt thérapeutique, un [redacted] d'une importance [redacted] pour [redacted] connaissance [redacted] l'équilibre neuro-psychique [redacted] physique, [redacted] sa régulation.

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE



APRES avoir longtemps pensé que le transfert des informations se faisait d'une cellule nerveuse (ou neurone) à une autre par un courant électrique, on sait à présent que le passage de ces influx exige l'intervention de substances chimiques messagères, les neuromédiateurs (ou neurotransmetteurs) qui sont spécifiques des divers *groupes de neurones constituant* le cerveau ou de leurs fonctions.

Ces médiateurs, dont la moitié environ sont connus à l'heure actuelle, sont libérés au niveau des terminaisons nerveuses (ou synapses) et ils viennent se fixer sur des structures particulières (ou récepteurs) des neurones qui les reçoivent. La formation du complexe médiateur-*récepteur engendre des modifica*[redacted] ioniques [redacted] à un [redacted] électrique qui permet [redacted] la propagation [redacted] l'information [redacted] en [redacted].

De [redacted] de ces [redacted] de leur production, [redacted] leur circulation, ou [redacted] leur jonction [redacted] récepteurs. [redacted] l'on [redacted] pu, ou [redacted] l'on pourrait [redacted] occasion, permettent [redacted] d'un [redacted] neurologiques [redacted]ladie [redacted] Parkinson), [redacted] (comme [redacted] schizophrénie). [redacted] du [redacted]chisme, [redacted].

Médiateurs, Parkinson, schizophrénie

La dopamine est l'un des mieux étudiés de ces médiateurs. La maladie de Parkinson résulte, par exemple, de la dégénérescence progressive des cellules nerveuses fabriquant cette dopamine dans une région particulière de la base du cerveau. Le traitement de ces *affections* par la L-Dopa (précurseur de la dopamine) (2) a abouti à des résultats remarquables qui ont ouvert toute une voie nouvelle de réflexions et d'espérances sur des maladies du système nerveux *tenues* jusqu'alors pour irréversibles puisque se traduisant par des dégénérescences de cellules nerveuses dont on sait qu'elles ne peuvent *se régénérer* (contrairement à d'autres tissus comme ceux du [redacted] de [redacted] peau, etc.)

Des anomalies de la formation ou de la transmission de la dopamine pourraient, de même, se trouver à l'origine de certaines des plus graves maladies mentales. Tel est le cas de la schizophrénie. Les amphétamines, qui en aggravent ou en reproduisent les symptômes, stimulent la libération de dopamine ; les neuroleptiques, qui au contraire amendent les *désordres de la* schizophrénie, se fixent sur les récepteurs de la dopamine, et les bloquent, empêchant ainsi ce médiateur de faire son effet.

Cette grave affection semble donc [redacted] la [redacted] dopamine » [redacted] certaines structures du cerveau.

[redacted] animés par la dopamine existent dans des zones différentes du cerveau et géographiquement éloignées les unes des autres, où ils ont des fonctions diverses concernant tant [redacted] régulation de [redacted] (système nigro-striatal), [redacted] celle [redacted] (système limbique) ou [redacted] système [redacted].

[redacted] s'explique [redacted] — pour les affections mentales — à des neuroleptiques (qui bloquent l'action de la dopamine) puissent entraîner, outre une amélioration spectaculaire [redacted] psychique, [redacted] signes [redacted] d'ordre moteur [redacted] ou [redacted] des règles, *gonflement des seins ou* impuissance notamment).

De même et pour des raisons inverses, la L-Dopa peut susciter aussi des effets secondaires moteurs ou psychiques qui entravent son usage. Des recherches très actives sont conduites, visant à la découverte de médicaments plus spécifiques, plus sélectifs, et qui n'auraient pas ces effets secondaires.

Du neurone à l'hormone

Certains de ces [redacted] (les troubles menstruels, le gonflement des seins, dus aux neuroleptiques) sont manifestement dus à des perturbations hormonales. Les travaux remarquables conduits ces dernières années en neuro-endocrinologie éclairent ce phénomène.

On sait, en effet, que, si l'hypophyse, *petite glande située* sous la base du cerveau, est bien le « chef d'orchestre » des sécrétions hormonales, si ce sont bien ses [redacted] *stimulines*) [redacted] commandent [redacted] multiples glandes périphériques que sont la thyroïde, [redacted] ou les gonades (testicules et ovaires), la régulation de ces sécrétions incombe à une partie du cerveau (ou hypothalamus) qui est, elle, le véritable centre de l'équilibre hormonal.

Cette régulation obéit à deux types de messagers :

● Les uns sont de *véritables hormones*, dont plusieurs ont été identifiées ou sont en voie de l'être, que produisent les cellules de cette zone du cerveau et qui agissent *soit* par le relais de l'hypophyse (contrôle de la thyroïde, des gonades, de l'hormone de croissance, de la surrénale, de la sécrétion du lait sous l'influence de la prolactine), soit directement (contractions de l'utérus, élimination de l'eau par les reins).

● On sait aussi, et depuis peu, [redacted] *neuro-médiateurs* [redacted] *que la dopamine*) *sont* à la fois [redacted] régulateurs [redacted] qu'ils peuvent intervenir [redacted] au [redacted] l'hypophyse elle-même [redacted] qui [redacted] ou [redacted] hormone.

Il en est ainsi pour la prolactine, qui stimule la montée du lait, dont la sécrétion est normalement inhibée, et qui voit cette [redacted] « [redacted] » [redacted] l'accouchement. On [redacted] vrir que [redacted] la [redacted] trouvent sur [redacted] cellules hypophysaires spécialisées dans [redacted] de la prolactine. [redacted] il apparaît [redacted] prolactine » grâce auquel [redacted] montée du lait ne se produit que lorsqu'elle [redacted] utile, [redacted] nul n'avait pu [redacted] jusqu'à présent, n'est autre que [redacted] dopamine elle-même. [redacted] qui explique [redacted] gonflements mammaires [redacted] à l'administration [redacted] certains neuroleptiques, lesquels, en bloquant l'action de [redacted] dopamine, lèvent en *partie* [redacted] qu'elle [redacted] sur la prolactine.

La [redacted] par le groupe [redacted] de [redacted] d'une diminution, voire d'une disparition, de la sécrétion [redacted] prolactine [redacted] animaux auxquels [redacted] administrée [redacted] substance *chimique* [redacted] synthèse, [redacted] l'ergot de seigle (ou bromocriptine), [redacted] pouvait, [redacted] un [redacted] que [redacted] immense [redacted].

[redacted] ne pouvait, [redacted] effet, s'expliquer que si la [redacted] *en question* se révélait être un analogue (un « agoniste ») de l'un des plus [redacted] du [redacted] : [redacted] dopamine. La bromocriptine se fixe effectivement, [redacted] stimuler, sur les récepteurs de la dopamine. [redacted] rô[redacted] à ce [redacted] explique [redacted] lors la [redacted] moins surprenante [redacted] l'on pouvait [redacted] son substitut.

[redacted] publications (et [redacted] l'expérience [redacted] sur plus [redacted] cinq cents accouchées à la maternité Lariboisière par le Pr Morin) montrent que la bromocriptine offre, et de *loin, le meilleur moyen d'interruption* de la montée du lait chez les [redacted] qui ne peuvent allaiter ; et cela sans aucune intolérance, sans aucune *contre-indication*. Pour les spécialistes de la clinique gynécologique de Strasbourg, il s'agit là de « [redacted] *méthode quasi idéale de sevrage* » (3).

Cette même action de freinage de la [redacted] prolactine a été utilisée avec succès pour certaines [redacted] chez les femmes privées de règles, [redacted] présentant *un syndrome particulier marqué* par une sécrétion excessive de prolactine. (Professeur Bricaire, en France.)

Le rétablissement par la bromocriptine de la fonction gonadique, donc génitale, et de la capacité de reproduction chez un nombre important de ces patients, hommes et femmes, ouvre une voie tout à fait nouvelle de traitement de *stérilités* ou de troubles de la [redacted] (impuissance) [redacted] présent [redacted] à la thérapeutique. La naissance [redacted] enfants [redacted] fruit.

Un autre système hormonal dépendant de l'hypophyse (par la sécrétion de l'hormone de croissance, sécrétion commandée par un facteur de l'hypothalamus, la somatostatine) peut être lui aussi influencé par la bromocriptine. Cette action — inconstante — permet d'agir sur certaines maladies (les acromégalies) qui se traduisent par une sécrétion excessive de cette hormone entraînant le gigantisme et des troubles divers.

Le fait que l'on sache, aujourd'hui, *que la somatostatine* agit aussi sur le pancréas en bloquant la sécrétion de l'insuline ouvre un domaine nouveau de la thérapeutique pour le diabète sucré, et le rôle éventuel des dérivés de l'ergot de seigle mériterait d'être étudié sur ce point.

Enfin, et par un mode d'action très différent, la bromocriptine donne dans le traitement de la *maladie de Parkinson des résultats* particulièrement intéressants. Elle vient se substituer à la dopamine dont la production est gravement altérée, et les premiers résultats obtenus semblent indiquer qu'un relais important peut être trouvé ainsi lorsque la L-Dopa a [redacted] son [redacted] ou lorsqu'elle provoque des troubles [redacted] trop sérieux.

La dopamine s'est révélée être, [redacted] l'animal, un facteur d'acti[redacted] du comportement agressif et sexuel. [redacted] thérapeutiques faisant appel [redacted] bromocriptine [redacted] des malades qui présentaient des troubles sexuels (impuissance) consécutifs à des traitements contre l'hypertension (par la réserpine ou la méthyldopa) ou par des neuroleptiques, antidépresseurs, ou sédatifs. Ces types de médicaments (sédatifs ou hypertenseurs) ont une action de *blocage de la dopamine. Chez* les malades traités, une évolution favorable des troubles [redacted] été constatée dans la moitié des cas.

Bien au-delà de cet ensemble de résultats, qui donnent aux thérapeutes un *outil dont* la richesse paraît encore incomplètement explorée, l'analogie d'action entre la dopamine et la bromocriptine ouvre un champ nouveau [redacted] plus vif intérêt aux recherches si [redacted] et si fondamentales que suscitent les troubles mentaux [redacted] régulateurs [redacted] hormonal et psychique.

Ainsi s'éclaire peu à peu l'un des systèmes [redacted] plus complexes et [redacted] plus fascinants [redacted] la physiologie humaine, jonction [redacted] corps et de l'esprit, foyer fragile [redacted] interactions [redacted] les pensées, les émotions, [redacted] comporte[redacted] leur [redacted] les grandes fonctions organiques et sur l'équilibre [redacted]

(1) Nous avions décrit les étapes et les acquis de la neuro-endocrinologie dans *le Monde de la médecine* du 6 février 1974.

(2) La dopamine elle-même [redacted] inutilisable en thérapeutique car sa structure fait qu'elle ne peut parvenir au niveau du système nerveux, protégé par une barrière sélective et qu'elle reste dans le sang... C'est pourquoi c'est à l'un de ses précurseurs, la L-Dopa, capable de passer cette barrière, que l'on recourt pour les parkinsoniens.

(3) Cinquante-deux pour cent des femmes françaises qui accouchent n'allaitent pas leurs enfants : 36 % [redacted] au sein [redacted] et 12 % adoptent une [redacted] d'allaitement mixte [redacted] compléments de laits [redacted]. C'est dans le Centre et dans l'Ouest que [redacted] allaite le moins ; dans la [redacted] parisienne [redacted] l'Est que [redacted] allaite le plus (plus de 60 % des femmes). (Enquête [redacted], 1976.)

Acupuncture et « endorphines »

UNE découverte très récente, et qui provoque un intérêt considérable, a conduit à l'identification de substances « analgésiantes » sécrétées naturellement par le cerveau et par l'hypophyse, et dont la structure [redacted] de celle de la mor[redacted] (« [redacted] Monde » du 27 octo[redacted]

Le rôle exact de ces [redacted] faut-il [redacted] appeler des hormones [redacted] que l'on [redacted] « endorphines » [redacted] l'objet de [redacted] intensives.

Une étude que vient de publier [redacted] professeur [redacted] (université de [redacted] » [redacted] 6 janvier [redacted] analgésiant [redacted] l'acupuncture pourrait s'expliquer par une stimulation des sécrétions nerveuses et hypophysaires d'endorphine, qui, venant bloquer les récepteurs qui leur sont adaptés, bloqueraient ainsi le passage vers la conscience des influx douloureux.

Si cette hypothèse se révèle fondée, toute administration, préalable à l'acupuncture, d'un analogue des « endorphines » (comme les dérivés de la morphine) qui se fixe lui aussi sur ces récepteurs, ne pourrait que contrarier cette [redacted] ce que semblent indiquer effectivement les expériences en cours.

Les « endorphines », [redacted] suscite de [redacted] grands espoirs pour la recherche sur les maladies mentales, sont un nouvel exemple de l'étonnante imbrication entre systèmes nerveux et hormonal.

Elles sont, en effet, produites tant par l'hypophyse que par le [redacted]

LA COMMERCIALISATION EN FRANCE

La bromocriptine est disponible dans un certain nombre de pays étrangers, et notamment le Canada, le Danemark, la Suisse et la Grande-Bretagne. Elle de[redacted] commercialisée en [redacted] dans le [redacted] ce [redacted] ; elle a reçu du ministère *de la santé* son [redacted] mise sur le marché, limitée [redacted] l'instant [redacted] ses [redacted] gynécologiques et endocriniennes [redacted] inhibition [redacted] la [redacted]

LIVRES

■ LES MALADES, par le [redacted] J.-P. Escande. Editions Grasset, 250 p., 48 F.

Après [redacted] en réalité [redacted]core *les* [redacted] le dernier [redacted] J.-P. Es[redacted] s'appelle [redacted] *Malades*, nul ne peut [redacted] que [redacted] faute d'avoir trouvé un [redacted] titre, car [redacted] et [redacted] Il [redacted] peu question, sauf pour soutenir l'objet réel du livre : un jugement critique sur les [redacted] leur monde, leur [redacted]cice, leur pouvoir, [redacted] *leurs* [redacted] leur perversion technologique, [redacted] politique, et [redacted] sur la société de consommation qui [redacted] supporte [redacted] Il y a [redacted] vrai [redacted] ce qui [redacted] parlé, [redacted] *première per*[redacted] beaucoup [redacted] sur le malaise [redacted] beaucoup [redacted] réflexions éparses allant de la critique [redacted] mandarinat [redacted] celle [redacted] Illich. Le premier [redacted] Escande avait séduit [redacted] *critiques* [redacted] indulgence [redacted] bien qu'on lui reprochait [redacted] d'être peu [redacted] livre reprend [redacted] arguments [redacted] pour ne pas dire [redacted] grand [redacted] Un [redacted] assez décevant d'un idéaliste qui [redacted] rien [redacted] plus [redacted] que ce qu'il [redacted] Il est bien difficile de dégager la philosophie [redacted] à défaut, les [redacted] politique cohérente et réaliste, au milieu de propositions *en miettes*. — M. A.-R.

■ [redacted] ET [redacted]THETIQUE, par [redacted] docteur J.-L. Grignon. [redacted] Robert Laffont, 325 p., 39 F.

Par l'un des chirurgiens plasticiens [redacted] plus expérimentés, un [redacted] détaillé de [redacted] toujours tant [redacted] querelles.

La clarté [redacted] langage le dispute [redacted] la [redacted] pour l'exposé des [redacted] possibilités et interventions [redacted] chirurgie plastique.

Des chapitres [redacted] à la psychologie [redacted] l'opéré et [redacted] la responsabilité du chirurgien apportent [redacted] complément utile [redacted] *ce manuel bien illustré et parti*[redacted] objectif. — Dr E. L.

■ GUIDE PRATIQUE DE L'AVORTEMENT LÉGAL ET DE LA CONTRACEPTION, par [redacted] Valérie [redacted] Mercure [redacted] 188 p., 25 F.

[redacted] les femmes ont [redacted] droit, depuis la loi [redacted] d'interrompre volontairement leur [redacted] peu d'entre elles sont en mesure d'user de ce droit normalement, bien souvent par manque d'infor[redacted] pratiques publiés dans [redacted] répondre à la plupart des questions que se posent les femmes sur les termes exacts de la loi, [redacted] description comparée des [redacted] *utilisés*, [redacted] faire, le coût [redacted] les adresses utiles, ou [redacted] précautions [redacted] psychologique ou médical... Une [redacted] partie, [redacted] méthodes de contraception. [redacted] leurs [redacted]tages [redacted] en outre répondre aux souhaits des médecins qui estiment qu'une interruption de [redacted] ne devrait jamais être effectuée si elle n'est pas le point [redacted] départ [redacted]ception régulièrem[redacted] suivie. — M. E.

■ COMBAT POUR LA SANTÉ, [redacted] le Dr P. Charbonneau. Editions médicales [redacted] universitaires, 281 p., 64 F.

Le docteur Pierre Charbonneau, actuellement directeur général du Laboratoire [redacted] santé, dresse [redacted] livre un [redacted] panorama [redacted] la politique suivie en matière de santé durant ces *vingt dernières* [redacted] — une politique qu'il contribuera à élaborer comme directeur général [redacted] la santé de 1969 à 1975, sous [redacted] successive de quatre [redacted] bilan [redacted]lument optimiste, puisque ce médecin-haut *fonctionnaire* estime que « *l'organisation française est l'une des meilleures, et en tout cas celle qui allie le plus grand* [redacted] *financière* [redacted] *plus large* [redacted] *monde* ». — N. B.

■ EN DIRECT DE LA MÉDE[redacted] Igor [redacted] Pierre Desgraupes et Etienne Lalou. Stock éditeur, 346 pages, [redacted] F.

Le récit vivant [redacted] *humain de* vingt-deux ans de télévision médicale, [redacted] émissions qui [redacted] permis à [redacted] France entière de [redacted] familiariser avec [redacted] techniques les plus modernes, les hôpitaux [redacted] fermés, les souffrances les plus désespérées. Riche en anecdotes sur le [redacted] le livre intéressera tous ceux qui suivent avec passion les remarquables émissions du célèbre trio.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de février est paru

AU SOMMAIRE

L'INTELLIGENTSIA

[redacted] SALES

Ils sont plus interviewés, plus sollicités que d'autres. A peine parues, [redacted] font l'objet de comptes rendus et de débats. On les cite. On en parle. Ce sont les membres [redacted] l'intelligentsia. Une petite communauté [redacted] au cœur [redacted] Paris, [redacted] dans la production et la diffusion des idées. [redacted] influence s'étend [redacted] trois univers : l'Université, l'édition [redacted] médias.

UNE INTERVIEW D'HERVÉ BAZIN SUR LA FAMILLE

Depuis « Vipère au poing », son premier roman [redacted] 1948, Hervé Bazin [redacted] l'un [redacted] écrivains qui [redacted] écrit le plus — [redacted] *plus* [redacted] — *contre la famille. C'est qu'il* avait certains comptes à régler. [redacted] aussi qu'il en est un expert : marié trois fois, il a six enfants, de cinq à *quarante-deux ans.* « *Je sais de quoi je parle* », dit-il à Henri Deligny, venu l'interviewer.

LA PRESSE DES ENFANTS

Deux cent cinquante titres. Trois [redacted] quatre-vingts millions d'exemplaires. Un demi-milliard de chiffre d'affaires. Si la presse a des difficultés, un secteur, au moins, [redacted] : ce sont [redacted] journaux qui [redacted] aux [redacted] de seize ans.

Egalement au sommaire :

[redacted] *pour enfants. Etats-Unis : qu'adviendra-t-il des* [redacted] de M. Carter ? Allemagne fédérale [redacted] d'agitation étudiante. Le [redacted] Beaubourg [redacted] les [redacted] Classes de nature [redacted] Narbonne. De Poitiers à Font-Romeu : les recherches sur [redacted] dynamique [redacted] fluides [redacted] l'énergie solaire. Des scientifiques français [redacted] québécois dialoguent [redacted] universités insignifiantes et prophétiques, par Jean Touscoz, président de l'université [redacted] La formation [redacted] une entreprise moyenne [redacted] Bordeaux. L'opération « mise [redacted] niveau » [redacted] les jeunes, de l'Agence pour l'emploi. Les [redacted] *l'électronique.*

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par [redacted]

France : 50 F - Etranger : 68 F.

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

11 764 000 journées d'hospitalisation à l'Assistance publique en 1976

EN 1976, 490 500 admissions de [redacted] aigus ont été enregistrées [redacted] l'Assistance publique [redacted] Paris, [redacted] de plus qu'en 1975, tandis que [redacted] nombre [redacted] journées d'hospitalisation s'est élevé [redacted] 11 764 000, [redacted] 2,27 [redacted] de moins qu'en [redacted]

[redacted] à la [redacted] du séjour [redacted] le développement des soins [redacted] (trois millions de consultants en 1976) et de l'hospitalisation de jour, comme l'effort de modernisation [redacted] lits [redacted] ont été *soulignés* récemment par M. Gabriel Pallez, directeur général de [redacted] publique, qui dressait le bilan de l'année écou[redacted] annonçait la situation de [redacted] publique au [redacted] nouvelle.

[redacted] budget des [redacted] *hospitaliers se monte à* 5,518 [redacted] liards de francs, dont 3,43 milliards de francs pour le personnel, *576,7 millions pour les dépenses* de caractère médical, 488 millions [redacted] dépenses de [redacted] hôtelier, [redacted] millions [redacted] dépenses d'enseignement.

Au 1er janvier 1977, l'Assistance [redacted] emploie [redacted] personnes. [redacted] corps [redacted] prend 2 193 [redacted] personnel administratif [redacted] le personnel ouvrier [redacted] Le personnel hospitalier comprend 12 [redacted] infirmières diplômées, 1 116 infirmières spécialisées, 1 514 surveillants, 545 surveillantes générales 16 989 aides-soignantes, 10 896 agents hospitaliers.

A la *fin de* 1977, les besoins en infirmières devraient être couverts grâce à la sortie de nouvelles *promotions*, et *599 emplois* nouveaux seront créés.

Pour sa part, le programme de suppression des salles communes se poursuit. Il restera à la fin de 1977 un solde de 1 712 lits d'aigus, et de 1 560 lits de moyen et long séjour à moderniser, et, estime M. Pallez, « *la transformation des dernières salles en chambres de malades confortables pourra donc être inscrite au budget de 1980 comme prévu, si le rythme actuel est maintenu* ».

Trois grands chantiers

M. [redacted] a précisé [redacted] l'année 1977 sera marquée [redacted] la publi[redacted] du « *plan directeur général de l'Assistance publique* », qui oriente pour les dix prochaines années les investissements de celle-ci.

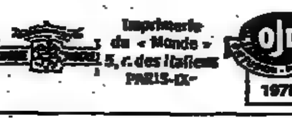
Pour 1977, le montant total des autorisations de programmes s'élève à 753,8 millions de francs.

Trois grands chantiers seront poursuivis en *1979 : la construction* du nouvel hôpital [redacted] lits mis en service fin 1979), *le nouvel hôpital* Bicêtre (*857 lits* mis en service en 1980), le plateau technique de l'hôpital Lai[redacted] (achèvement en 1979). A cela s'ajoute l'engagement de la reconstruction de l'hôpital Saint-Louis où 800 lits sont prévus, et dont la première tranche de travaux [redacted] inscrite au budget de cette année.

D'autres opérations sont en cours à Broussais (extension sud), à l'hôpital Broca (maison de cure médicale de 400 lits), à Rothschild (immeuble social). Au cours de l'année, 980 lits de moyen et long séjour seront achevés dans quatre établissements : Emile-Roux, Corentin-Celton, Albert-Chenevier, et Charles-Foix.

[redacted] M. [redacted] a [redacted] *qu'il* « *n'apparaît* [redacted] *l'organi*[redacted] *être affectée par la réforme* [redacted] *la* [redacted] *Paris ;* [redacted] *de l'établissement public, sa vocation régionale, le statut particulier de son personnel, seront confirmés* ».

[redacted] par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1975

Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

LE VERBE ET LE CANCER

[redacted] Ligue de la santé (1) vient [redacted] coup [redacted] coup deux débats contradictoires [redacted] problèmes du cancer : le premier opposait [redacted] des cancérologies dites « orthodoxe » et « parallèle » ; l'autre un cancérologue et une cancéreuse.

Dans [redacted] mais pour des motifs [redacted] il [redacted] bien reconnaître qu'il [redacted] parler [redacted] qui, plus [redacted] de [redacted] Le [redacted] qu'il s'agisse d'un sujet aussi délicat que [redacted] cancer explique sans doute [redacted] partie [redacted] difficultés.

Un dialogue de sourds

QUE [redacted] passe-t-il quand [redacted] cancérologue « officiel » accepte, après [redacted] refusé, de dialoguer avec un [redacted] cancer « [redacted] orthodoxe » [redacted] C'est la question que posait *la Ligue* de [redacted] santé en [redacted] pour [redacted] débat contradictoire le docteur Schwarzenberg, de l'hôpital [redacted] Brousse, à Villejuif, [redacted] docteur Gernez, [redacted] d'une théorie de « *prévention générale du cancer* ». [redacted] lillois, qui mène depuis plus de dix [redacted] une [redacted] d'organisations [redacted] militant [redacted] la médecine, [redacted] ver [redacted] objectives. [redacted] une occasion [redacted] pouvoir, [redacted] passion, dialoguer, [redacted] vrai sens [redacted] mot, avec un cancérologue confirmé. C'est-à-dire avec l'un [redacted] ceux qu'il accuse de mal soigner les cancéreux, [redacted] morts, [redacted] auxquels, parallèlement, il *reproche de le condamner sans avoir* [redacted] accepté [redacted] l'entendre, lui qui [redacted] comment soigner [redacted] prévenir [redacted] cancer.

En réalité, [redacted] avait plutôt l'impres[redacted] tionnelle qui [redacted] fournie, [redacted] qui [redacted]

[redacted] qu'il lisait, interrompant sans cesse son [redacted] locuteur [redacted] l'inverse, le [redacted] *ne* [redacted] persuadé d'être persécuté, a [redacted] une *une salle comptant* [redacted] partisans un procès, [redacted] ou [redacted] clair, [redacted] cancérologues *reconnus. Il a exposé* [redacted] la cancérisation [redacted] certains points [redacted] *dont, dans ce cas, il revendique l'exclusivité* [redacted] *paternité*, persuadé [redacted] spécialistes [redacted] *pillé ses* [redacted] en omettant [redacted] de la citer (ce [redacted] quoi [redacted] Schwarzenberg *répondra : « Nous avons* [redacted] *par aller sur la Lune;* [redacted] *sûrement pas grâce* [redacted] »).

Quant à la prévention générale [redacted] cancer, [redacted] lui [redacted] au long [redacted] « *débat* » d'exposer le *principe*, [redacted] *la dernière* [redacted] pour [redacted] qu'elle ne [redacted] exposée [redacted] quelques produits chimiques que le [redacted] Schwarzenberg *réfutera* à chaque fois, mais il n'admettra [redacted] réfutation [redacted] pourtant [redacted] *expérimentations* [redacted] ments scientifiques.

Puis, [redacted] grand [redacted] Schwarzenberg, venu [redacted] *notes*, [redacted] « *pour* [redacted]*loguer* », [redacted] lira [redacted] qu'il [redacted] du débat, [redacted] dactylographiées [redacted] préparées [redacted] n'ait [redacted]

Il venait d'apporter l'ultime [redacted] qu'il [redacted] pour *exposer ses hypothèses et non pour* [redacted] *confronter et qu'en* [redacted] en bout, il [redacted] *le dialogue qu'il réclame* [redacted] années, en vain, [redacted] qu'en [redacted] il [redacted] *dialogue* possible. C'était [redacted] l'avoir démontré, [redacted] *doute le seul*.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(1) [redacted] Jeûneurs, [redacted]

Doit-on taire la vérité ?

UN Français sur quatre est, a été, ou [redacted] : *combien* [redacted] *ils parmi eux et parmi leurs proches à désirer connaître la véritable nature de leur mal ?*

Pour sa part, le professeur Israël a estimé que nombreux étaient les malades qui préféraient le silence, le doute, les demi-réponses à la vérité. Posent-ils des questions sur l'affection dont ils souffrent ? C'est le plus souvent avec le désir d'entendre des paroles rassurantes. Avancent-ils des hypothèses ? C'est pour établir eux-mêmes des diagnostics non cancéreux qu'ils demandent simplement aux [redacted] *decins de confirmer. L'entourage du malade lui-même ne parle pas de ce mal caché, honteux, sinon expiatoire : on meurt « des suites d'une longue maladie », et le professeur Israël a cité le cas de cet homme de quarante ans, dont la femme, avertie de la véri*[redacted] *nature de l'affection, s'était exclamée :* [redacted] *pouvez le garder définitivement,* [redacted] *j'ai* [redacted] *cette maladie », alors qu'un traitement l'avait beaucoup amélioré en* [redacted] *mois. Le pro*[redacted] *a* [redacted] *qu'il ne faut faut pas,* [redacted] *30 %* [redacted] *désespérés, dire la vérité aux malades ; or, les « cas* [redacted] *rés » sont les plus courants : si 180 000* [redacted] *par le cancer chaque année, 80 000 seulement survivront.*

Cette vérité pourtant, [redacted] *teur* [redacted] *Mémoire* [redacted] (1), *revendique, pour* [redacted] *cancéreux, le* [redacted] *connaître. Elle* [redacted] *savoir pourquoi* [redacted] *que le professeur* [redacted] *qualifie un peu rapidement, d'après elle, de « léger inconfort »* . [redacted] *cinq* [redacted] *par l'angoisse, la sienne* [redacted] *celle des autres, la chimiothérapie qui* [redacted] *la* [redacted] *des cheveux,* [redacted] *sciatiques* [redacted] *quelquefois* [redacted] *lisation à vie ; les rayons « qui vous mettent* [redacted] *à plat ».* [redacted] *savoir,* [redacted] *de se battre et de contribuer ainsi à sa propre guérison : « En effet, affirme-t-elle, le fait de* [redacted] *a développé en moi des forces psychologiques latentes qui ont contribué pour 60 % à l'amélioration de mon état. » Elle veut* [redacted] *« pour jouer son rôle à part entière* [redacted] *l'équipe médicale », même si* [redacted] *recon*[redacted] *qu'elle a* [redacted] *aidée, conseillée, secourue* [redacted] *un* [redacted] *«* [redacted] *», par les autres membres de « l'équipe » sur ses possibilités de guérison.*

Or, ce [redacted] *qu'en cherchant par elle-même* [redacted] *informations* [redacted] *Mme de* [redacted] *connaître la vérité,* [redacted] *vérité. Elle reproche au professeur Israël dans son livre* [redacted] *Cancer aujourd'hui* (1) [redacted] *ne pas avoir assez montré les malades eux-mêmes, leur visage, leurs paroles, leur détresse.* « *Il m'était impossible,* a *rétorqué* [redacted] *professeur Israël,* [redacted] *aborder* [redacted] *mon livre.* »

Il [redacted] *que c'est* [redacted] *médecine, en* [redacted] *hypothèse,* [redacted] *ou de taire* [redacted] *malades. Le veulent-ils ? Le peuvent-ils ? Le professeur Israël a reconnu qu'il* [redacted] *corps médical d'assumer* [redacted] *dialogue* [redacted] *tients.* [redacted] *taires n'expliquent* [redacted] *La mort possible du* [redacted] *voir le médecin* [redacted] *sa propre mort. Souvent aussi, il ne veut pas montrer ses faiblesses dans un* [redacted] *et, d'après le professeur Israël, le* [redacted] *ignore souvent les progrès les plus récents de la lutte contre le cancer. Armer celui-ci* [redacted] *affronter* [redacted] *dialogue avec* [redacted] *cancéreux,* [redacted] *aussi reconnaître l'enseignement de la cancérologie comme une discipline à part entière. Le praticien* [redacted] *ainsi qu'on* [redacted] *vaincre* [redacted] : [redacted] *lui-même, il* [redacted] *plus justes* [redacted] *soutenir le* [redacted] *son épreuve.*

NICOLAS BEAU.

(1) *Le* [redacted] a rendu [redacted] de ces deux ouvrages dans ses éditions du 17 novembre et du 15 décembre 1976.

TÉMOIGNAGE

Ubu à La Salpêtrière

LA Salpêtrière, 8 heures et *demie*, un garçon de service [redacted] à [redacted] de [redacted] la salle [redacted] Les chaises, [redacted] font face aux [redacted] consultation vides. Quelques [redacted] *porte à l'autre : les patrons* [redacted] *arriver.*

Neuf heures, la salle d'attente est remplie, et je ne regrette pas d'être [redacted] la première. Soudain, une porte claque, une infirmière de *service*, munie de registres et de tickets, annonce [redacted] de la consultation ; *branle-bas de combat;* [redacted] chaises s'entrechoquent, les patients se [redacted] l'infirmière pour obtenir un numéro d'appel. Plâtrée jusqu'en haut de la cuisse, j'attrape mes béquilles à toute allure, pour rejoindre le troupeau, sur une patte : je passerai la cinquième !

Coup d'œil rapide sur mes pré[redacted] radios, le chirurgien, [redacted] le cas d'un autre malade (une belle [redacted] dicte, soucieux, un mot à son as[redacted] pour m'envoyer chez [redacted] plâtrier. « *C'est au* [redacted] *vous ne pouvez pas vous tromper. Allez-y* [redacted] » Mon dossier [redacted] les dents, je pars [redacted] *haut vers l'ascenseur* qui me propulse, coincée entre deux chariots, vers le service du plâtrage.

Tout de blanc vêtu, jusqu'aux chaussures, calote bleue, le plâtrier s'active ; « il finit deux bras, et il me *fait* ma jambe ! » Bon ! Allongée sur la table roulante, on scie mon plâtre, ma jambe en sort flétrie, menue. Mais le médecin ne la verra pas, il n'assiste pas. Je ne pourrai donc pas lui demander pourquoi ma cheville reste enflée au niveau de la fracture. Tant pis, on m'a déjà refait un plâtre *de marche*.

« *Vous* [redacted] *au rez-de-chaussée* [redacted] *la* [redacted] » Le [redacted] en [redacted] façon [redacted] tier, [redacted] dossier [redacted] voilà [redacted] à l'assaut [redacted] radiologie. Tiens ! On distri[redacted] couloirs « *un avertissement à Mme Simone Veil* », lance une militante. Un brancardier dans l'ascenseur dit qu'il aimerait bien lui dire deux [redacted] à Simone !... Le voyant lumineux marque le rez-de-chaussée, je ne connaîtrai [redacted] » du brancardier.

Plus personne

Le service radiologie est plein comme un œuf. « [redacted] *faut aller payer votre radio et votre plâtre* [redacted] *centrale, avant* [redacted] *passer !* » m'indique une infirmière. Demi-tour, je vais [redacted] La [redacted] cinq personnes devant moi, je piétine [redacted] mon unique jambe. [redacted] de [redacted] à l'hori[redacted] Patience, sourions [redacted] débordée. De retour en radio, [redacted] heure vingt minutes [redacted] Il [redacted] faire [redacted] deux fois, le plâtre épais [redacted] peu gênant. Il est 12 h 15, *je* [redacted] *dirige à toute* vitesse vers [redacted] de consul[redacted] pour un dernier diagnostic, les radios calées entre les *mâchoires*. Petit [redacted] entre les lits roulants [redacted] les couloirs, [redacted] malades attendent, accroupis. Une grand-mère me sourit. « *Heureusement que vous avez de bonnes dents !* » me dit-elle. Et bon [redacted] pensai-je [redacted] moi-même, [redacted] !

Enfin, je retrouve la salle des consultations. [redacted] pour [redacted] : plus un patient, plus un chirurgien, *plus un* docteur. L'air étonné, j'interroge [redacted] jeune [redacted] qui [redacted] pressée : « [redacted] *a-t-il un docteur ici qui* [redacted] *s'occuper de moi ?* »

— [redacted] *il n'y a* [redacted] *personne, l'heure des* [redacted] *terminée. Donnez-moi vos radios, je* [redacted] *vous* [redacted] *quelqu'un. Asseyez-vous en* [redacted] *dant.* »

Il est 1 heure de l'après-midi. C'est *le silence* pour un *moment*. Aux blocs, on opère peut-être, dans les chambres et dans les cantines, [redacted] déjeune sans doute. Je suis seule dans la salle d'attente, en face de deux taxiphones en panne. Puis une voix m'interpelle : « *Vous* [redacted] *rentrer chez vous la docteur a vu vos radios, tout va bien.* » Ahurie, je questionne l'infirmière : « *Quand dois-je revenir ? Faut-il continuer à prendre des anti-coagulants ? Quand pourrai-je poser* [redacted] *pied* [redacted] *terre ?* ». Ne [redacted] répondre, l'infirmière m'informe [redacted] a déjà d'autres [redacted] route, mais qu'elle [redacted] Comme je ne la [redacted] je finis par coincer le chirurgien dans l'entrebâillement d'une *porte*. Oui, je [redacted] ar[redacted] anti-coagulants. Et je pourrai [redacted] le pied par terre dans quarante-huit heures. Et puis : « [redacted] *vingt-cinq ans, ça se remettra bien...* »

Comment la [redacted] présente-t-elle, je n'en [redacted] rien. [redacted] faut-il faire [redacted] préparer la rééducation ? Mystère. [redacted] pour une visite à 23,10 F, une radio à 67,60 F, [redacted] un plâtre à 29,90 F, sans [redacted] dois-je m'estimer [redacted]

MICHÈLE SEGUIN.
(Paris)

[...]TUALITÉ SCIENTIFI[...]

L'ÉNERGIE SOLAIRE [...] EN VOIE [...]

Deux partis de gauche prennent position sur la politique de la recherche

Le P.S. : Un projet cohérent pour la fin de l'année

P.C. : Le temps des [...] médiocres et du mépris

هكذا من الأصل

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE NICE

L'ÉNERGIE SOLAIRE INTÉRESSE SURTOUT LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Nice. — Les représentants [redacted] vingt-deux pays participants (1), du 27 [redacted] janvier, [redacted] internationale sur l'énergie [redacted] organisée par la [redacted] à Nice ont décidé, [redacted] l'issue [redacted] présidés par M. [redacted] d'Ornano, ministre [redacted] l'industrie [redacted] de la recherche, [redacted] créer un « [redacted] permanent ». [redacted] organisme devrait, [redacted] indiqué M. Michel d'Ornano, [redacted] cours d'une [redacted] de presse, favoriser [redacted] échanges réguliers d'expériences [redacted] par le développement de [redacted] énergie. [redacted] au départ [redacted] par M. Jean-Claude Colli, délégué français [redacted] énergies nouvelles, qui [redacted] d'organiser, [redacted] compris [redacted] un [redacted] conférence internationale [redacted] l'énergie solaire. [redacted] décisions [redacted] prises [redacted] l'unanimité [redacted] représentés [redacted] l'exception de l'Italie, qui, [redacted] Donat-Cattin, ministre italien [redacted] l'industrie, [redacted] française « comme une opération de marché [redacted] de l'énergie solaire » [redacted] non comme [redacted] en place [redacted] coopération internationale paritaire.

Au-delà [redacted] ce différend, [redacted] conférence [redacted] permis aux délégations étrangères, [redacted] plusieurs étaient [redacted] par [redacted] ministres, [redacted] faire [redacted] d'horizon [redacted] problèmes, en particulier [redacted] niques, [redacted] l'énergie [redacted] et [redacted] applications, [redacted] bien adaptées [redacted] besoins [redacted] loppement, qu'elle [redacted] offrir [redacted] quelques [redacted]

De notre envoyé spécial

« L'énergie solaire [redacted] phase. [redacted] à peu des laboratoires et [redacted] les problèmes d'industrialisation [redacted] problèmes politiques », a no[redacted] déclaré, samedi 29 janvier, M. Jean-Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles, en conclusion [redacted] deux premières journées [redacted]

De fait, [redacted] travaux [redacted] fait apparaître [redacted] multiplicité [redacted] possibilités ouvertes aux pays désireux d'exploiter les gigantesques possibilités énergétiques [redacted] rayonnement solaire : chauffage... ou climatisation des locaux, pompage d'eau et irrigation, dessalement de l'eau de mer, production d'électricité. Les différentes installations présentées, comme [redacted] projets exposés, mon[redacted] qu'on [redacted] bien sorti [redacted] jourd'hui de la phase expérimentale, [redacted] utopique, pour entrer dans [redacted] réalisation, [redacted] un peu artisanale, [redacted] industrielle.

Ainsi, [redacted] l'a rappelé M. Vincent Ansquer, ministre de [redacted] qualité de la vie, la production [redacted] de capteurs [redacted] France est passée en quatre ans de 900 à 12 000 m2, et les prévisions pour cette année sont de 30 à 50 000 m2. Et les possibilités offertes par les pouvoirs publics, sous l'impulsion de la délégation aux énergies nouvelles, permet[redacted] notamment [redacted] publiques [redacted] coût supplémen[redacted] d'investissement que représente d'appel au soleil. Ce développement rapide s'accompagne bien évidemment d'une baisse rapide des coûts, tant pour ce qui concerne les capteurs solaires que pour les photopiles permettant la production directe d'électricité.

Les centrales solaires, pour séduisantes que soient les projets lancés par la France dans ce domaine, et qui pourraient [redacted] la construction de *trois unités [redacted] puissance étagée* [redacted] quelques [redacted] 10 mégawatts, [redacted] vraient pas, dans le futur proche au *moins*, avoir un réel intérêt dans les pays fortement industrialisés comme la France. Et la centrale expérimentale d'Odeillo, de 64 kilowatts de puissance, a un intérêt avant tout démonstratif.

Le principal « marché »

Même si la conférence de Nice n'avait pas de but commercial, il est clair en effet que le principal « marché » de l'énergie solaire se trouve dans les pays en voie de développement, qui du fait de leur situation géographique, devraient en tirer le plus grand bénéfice. Diffuse et bon marché, l'énergie solaire paraît tout à fait adaptée aux besoins des pays encore peu développés, à l'infrastructure encore faible. Elle paraît, notamment, à la lumière des réalisations présentées, avoir un intérêt certain pour le pompage de l'eau dans des agglomérations isolées. En Amérique latine et en Afrique, plusieurs villages couvrent aujourd'hui leurs besoins en eau grâce à [redacted] de pompage d'une technologie simple, [redacted] et réalisable en grande [redacted] sur place, [redacted] qui devient peu [redacted] peu compé[redacted] par [redacted] jusqu'à présent quasi général, aux [redacted] Diesel.

Mis à part ce domaine, où bien des progrès ont été réalisés, beaucoup reste à faire pour donner à l'énergie solaire la part qui pourrait être la sienne, face en particulier à la concurrence des énergies fossiles ou nucléaire. Il faut, a rappelé un des orateurs, une dizaine d'années pour qu'une photopile solaire produise la quantité d'énergie qui a été [redacted] fabriquer...

XAVIER WEEGER.

(1) Algérie, [redacted] Emirats arabes unis, Bahrein, Chypre, Egypte, Espagne, France, Grèce, Irak, Iran, Italie, Koweït, Libye, Malte, Maroc, Portugal, Syrie, Tunisie, Turquie, Yemen, Yo[redacted]

Deux partis de gauche prennent position sur la politique de la recherche

A deux jours [redacted] le parti communiste [redacted] socialiste ont [redacted] position sur les [redacted] la recherche, mais leur approche est [redacted] Au cours [redacted] récente [redacted] rence de presse, le P.C. a [redacted] la politique [redacted] mais a fait peu de propositions, [redacted] devant [redacted] démocratique » rassemblant tous les intéressés. [redacted] socialistes est [redacted] ont organisé récemment *une journée d'études pour généraliser à l'intérieur du parti une* discussion déjà bien engagée [redacted] qui doit [redacted] à la définition d'une politique.

Le P. S. : « Un projet cohérent pour la fin de l'année »

La liaison entre recherche et enseignement ; la formation et le statut des chercheurs ; les relations entre la recherche et la production : ces trois thèmes ont été au centre [redacted] travaux de la journée d'études du parti socialiste sur la recherche, [redacted] laquelle ont participé cent vingt membres du parti. Depuis deux ans, un petit groupe autour de M. André Boulloche, vice-président du groupe parlementaire, puis une commission animée par M. Robert Chapuis, délégué national [redacted] parti [redacted] la technologie et à la recherche, ont débattu des problèmes de la recherche. Les journées d'études venaient ponctuer cette réflexion et associer de nombreux socialistes de province à ce qui était essentiellement une entreprise parisienne. Les discussions vont se poursuivre, et il devrait en résulter, vers le mois d'octobre, un projet global qui ne se contente pas de critiquer la politique actuelle mais formule des *propositions* d'action.

Il est trop tôt pour dire ce que seront ces propositions, mais certaines lignes se dégagent des travaux. La formation des chercheurs pourrait être unifiée par la création d'un cycle de quatre ans, couronné par une thèse qui serait intermédiaire entre la thèse de 3e cycle et celle d'Etat et les remplacerait toutes deux. La recherche universitaire est *trop* dispersée, et un regroupement de [redacted] paraît indispensable. Un conseil [redacted] la recherche universitaire devrait définir ses grands objectifs et veiller [redacted] sa cohérence d'ensemble. Quant à la recherche industrielle, elle doit [redacted] liée, au niveau national, [redacted] politique industrielle ; au niveau [redacted] l'entreprise, sa définition doit être [redacted] de tous les travailleurs, [redacted] aux principes de l'autogestion.

Deux [redacted] particuliers [redacted] recherche, qui [redacted] actuellement problème, [redacted] plus spécialement retenu l'attention [redacted] participants : la [redacted] sociales [redacted] recherche en biomédecine. Le premier secteur [redacted] d'une inorganisation qui l'empê[redacted] jouer [redacted] critique. Il [redacted] qualité, capables [redacted] cherches à long terme. Une réorganisation est aussi urgente dans [redacted] domaine [redacted] un équilibre [redacted] potentialités des disciplines [redacted] du secteur santé.

En fin [redacted] réunion, M. Boulloche [redacted] quelques conclusions provisoires, admis qu'on avait posé plus [redacted] problèmes qu'on n'en [redacted] résolu, [redacted] sur le paradoxe [redacted] *« la planification [redacted] recherche, [redacted] souvent [redacted] idée de droite »*. Il [redacted] *« de préciser les sens divers du mot recherche »*. Puis M. Chapuis [redacted] futurs s'orientent [redacted] de quatre mots-clefs : [redacted] dont disposent les chercheurs ; *qualité* de la recherche pour laquelle on n'a pas [redacted] défini de critères ; [redacted] recherche qui [redacted] pas qu'économique, [redacted] aussi sociale [redacted] culturelle, et enfin di[redacted] recherche qui a [redacted] composantes régionales, nationa[redacted] et internationales.

Le P. C. : « Le temps des ambitions médiocres et du mépris »

« La recherche connaît le temps [redacted] ambitions médiocres, [redacted] l'autoritarisme [redacted] mépris », a [redacted] au [redacted] d'une conférence de presse M. Jacques Chambaz, membre du comité central du parti communiste. *« Il est significatif*, a-t-il notamment indiqué, *que les secteurs prioritaires de la recherche soient définis aujourd'hui en termes de « créneaux », c'est-à-dire dans le prolongement de la politique industrielle du gouvernement, ou, plus exactement, en fonction des seuls « créneaux » qu'un groupe de sociétés [redacted] multinationale tente d'occuper. »*

Relevant des propos tenus, lors du dernier débat sur le budget de la recherche à l'Assemblée nationale, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, qui avait déclaré : *« Il nous faut définir* a priori *les recherches [redacted] nous voulons déve[redacted] celles, [redacted] contraire, qui peuvent s'accommoder d'une simple veille scientifique »*, M. Cham[redacted] a [redacted] *« la volonté gouvernementale de régenter, [redacted] normaliser [redacted] recherche »*. *« [redacted] notre pays [redacted] consacré à la recherche la même part du produit national que l[redacted] autres [redacted] avancés »*, a-t-il encore affirmé, jugeant que [redacted] politique « [redacted] *le progrès scientifique [redacted] applications* »

A Sophia-Antipolis

LES NOUVEAUX LABORATOIRES DE L'ÉCOLE DES MINES DE PARIS ONT ÉTÉ INAUGURÉS PAR M. COULAIS

M. [redacted] Coulais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, a inauguré samedi 29 janvier les nouveaux laboratoires de l'Ecole [redacted] mines [redacted] Paris, à Sophia-Antipolis.

Intégrés dans le complexe scientifique international qui se construit [redacted] à peu au-dessus d'Antibes, et où sont déjà notamment installés plusieurs laboratoires du [redacted] (C.N.R.S.) (*[redacted] Monde* [redacted] 15 septembre 1976), ainsi que quelques [redacted] recherche privés, [redacted] nouveaux locaux [redacted] mines comportent trois bâtiments construits sur un [redacted] de 9 [redacted] représentant au total 2 150 mètres carrés de surface utile.

Soixante-dix personnes au total [redacted] dans ce [redacted] L'activité principale [redacted] du Centre de mise en forme des ma[redacted] (42 personnes), qui étudie, [redacted] particulier dans le cadre de [redacted] passés avec l'industrie, les problèmes aussi bien théoriques que pratiques liés, par exemple, à la transformation des métaux [redacted] matières plastiques (laminage, extrusion...).

LÉGION D'HONNEUR

Défense

LE GÉNÉRAL CRÉPIN GRAND-CROIX

Est élevé [redacted] la dignité de *grand-croix* :

Le général [redacted] Crépin.

Sont élevés à la dignité de [redacted] *officier* :

Le général de brigade Marcel Girardon et le contre-amiral Jean Graignic.

Sont promus *commandeurs* :

Le général de brigade François-Richard de Soultrait.

MM. Jean Adias, François Arnoux de Maison Rouge, Guy Brunel, Jean Daly, Norbert Domigo, Maurice Guiraud, Emile Larousse, Jean de Marliave, Lucien Rincazaux, Pierre Thébault, Lucien Vochel.

MM. Pierre Dabezies, Lucien Dumas, Pierre Mendès France, lieutenant-colonel de l'armée de l'air, [redacted] présid[redacted] du conseil, Jean Moine, Pierre Wallut.

Ces promotions, au titre du ministère de la défense, sont publiées dans le *Journal officiel* du 1er février ; elles sont suivies de listes de promotions au grade d'officier et de nominations au grade de chevalier, que nous publierons ultérieurement.

PRESSE

● *Un conseil français des études et recherches sur l'information et la communication* vient d'être créé. Cet organisme reprend, en l'élargissant, la mission du Conseil français des sciences de l'information qu'avait fondé Fernand Térou en 1955.

Le C.F.E.R.I.C. qui est ouvert à l'adhésion des institutions (Centres d'étude, de recherches ou de documentation) ainsi qu'aux personnes qualifiées, a constitué son bureau :

Président : [redacted] Jean Cazeneuve, membre [redacted] l'Institut, président [redacted] la Société [redacted] de télévision de T.F.-1 ; [redacted] *présidents* : MM. Claude [redacted] président-directeur du *Parisien libéré*, Hubert Beuve-Méry, [redacted] *Monde*, Berlin Blin et Gilbert Durand.

● *Nord-Littoral*, quotidien édité à Calais, a publié dimanche 30 janvier son dix millième numéro. Dirigé par M. Jean-Jacques Barata, fils du fondateur, *Nord-Littoral* « couvre » Calais et sa banlieue, ainsi qu'une partie des arrondissements de Boulogne-sur-Mer et de Saint-Omer.

DÉFENSE

M. Delpech quitterait prochainement ses fonctions de délégué ministériel pour l'armement

Le délégué ministériel pour l'armement, M. Jean-Laurens Delpech, pourrait quitter prochainement ses fonctions qu'il occupe depuis bientôt trois ans.

M. Delpech avait été choisi, en février 1974, par M. Robert Galley, [redacted] ministre [redacted] pour succéder à M. Jean Blancard à la tête [redacted] la délégation ministérielle pour l'armement, créée en 1961 pour coordonner la réalisation de tous les programmes d'équipement militaire et gérer un ensemble technique et industriel de quatre-vingt mille personnes, [redacted] quatre mille quatre [redacted] ingénieurs, pour la plupart polytechniciens.

On ignore à ce jour le nom de la personnalité qui serait appelée par le gouvernement à remplacer M. Delpech. Plusieurs noms sont d'ores et déjà avancés, parmi lesquels celui de M. André Giraud, administrateur-délégué au Commissariat à l'énergie atomique ; celui de M. René Ravaud, président-directeur général de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation, et celui de l'ingénieur général Jean-François Martre qui est, depuis 1974, l'adjoint du délégué ministériel pour l'armement. Si les noms de M. Ravaud ou de M. Martre étaient retenus, ce serait la première fois depuis 1961 que cet organisme du ministère de la défense est dirigé par un *ingénieur de l'armement*.

Venu de l'industrie, où il avait été notamment vice-président-directeur général de la Société des *forges et ateliers du Creusot* (usines Schneider), puis directeur des affaires internationales de Renault, M. Delpech entrera dans sa soixante-cinquième année en mai prochain. Le contrat de trois ans qui le lie à la délégation ministérielle pour l'armement ne serait pas renouvelé en février.

A l'occasion de la préparation des budgets militaires pour 1976 et 1977, M. Delpech n'a pas dissimulé que le ministère de la défense et, en particulier, sa propre administration connaîtraient « *de sérieuses difficultés financières* ».

« *L'importance, compte tenu de l'inflation, des crédits nécessaires pour régler les opérations déjà engagées [redacted] d'autre part, l'effort fait pour revaloriser les salaires et les conditions de vie des personnels des armées, qui nécessite des sommes considérables en raison des effectifs concernés, ne permettent de consacrer que des crédits limités [redacted] la réalisation des matériels et restreignent considérablement ceux destinés aux études* », a notamment écrit M. Delpech.

Devant le ralentissement observé dans la réalisation de certains programmes d'armements et la crainte d'une saturation des marchés d'armes à l'exportation, notamment au Proche-Orient, le délégué ministériel s'est fait récemment l'écho de la perspective de licenciements dans les usines d'armements, en particulier dans les arsenaux de l'Etat et les industries [redacted]

Ces menaces sur l'emploi ont eu, du reste, des répercussions sur la gestion quotidienne d'une administration à laquelle le gouvernement reproche, souvent, sa *lourdeur* et *son manque de dynamisme* et de rigueur dans les décisions à prendre.

ANCIENS COMBATTANTS

■ *Le Comité international de Buchenwald-Dora* a décidé de soutenir le symposium des grandes organisations des anciens résistants, déportés et combattants pour le désarmement. L'assemblée générale des anciens de Buchenwald se tiendra à Prague du 15 au 19 avril 1977.

Le comité exécutif du C.I.B.D. réuni à Paris récemment a voté d'autre part, deux résolutions : 1) Contre les activités néo-nazies et des anciens de la S.S. et contre l'armement atomique ; 2) pour la reconnaissance des frontières et pour le désarmement général simultané et contrôlé.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 1er FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. (R.), Série : [redacted] divers [redacted] naufragés de la neige, réal. F. Martin).

[redacted] l'autoroute [redacted] soleil — très enneigée — à la [redacted] du mois [redacted] décembre 1969 : panique et solidarité.

21 h. [redacted], Magazine. La France défigurée ; [redacted] h. [redacted] Concert à Saint-Eustache : « [redacted]phonie avec orgue », de Saint-Saëns, par l'orchestre de Paris, dir. D. [redacted]boim, avec P. Cochereau [redacted] ; 23 h. 5, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Les dossiers [redacted] l'écran, en direct de l'Elysée (voir tribunes et débats).



[redacted] h. 30. Journal.

CHAINE III : FR 3

[redacted] h. 30. Westerns, films policiers [redacted] « Le voleur qui vient dîner », de B. Yorkin (1972) [redacted] R. O'Neal [redacted] Bisset W [redacted] D. Clayburg.

Lassé des programmes des ordinateurs, un jeune informaticien se fait voleur de bijoux [redacted] curieuse jeune fille de [redacted] famille [redacted] sa complice. Sur le thème — usé — du gentleman-cambrioleur, une comédie américaine qui s'essouffle [redacted] retrouver les recettes d'autrefois.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : la culture au Carré, avec H. Damish et D. Roche ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec C. Jambet ; 23 h., Rencontres avec des metteurs en scène d'opéra ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Cycle d'orgue... Récital à l'église Saint-Germain-des-Prés, avec André Isoir : Fantaisie en cinq parts sur « Une jeune fillette » (E. du Caurroy), « Hymne Pange Lingua » (J. Titelouze) ; « Voluntary en sol » (H. Purcell) ; « [redacted] gusto italiano » (J.-L. Krebs), « Suite du premier ton » (L. Marchand) ; « [redacted] Adagio et Fugue en ut majeur BWV 564 » (Bach) ; 22 h. 30, Ainsi la nuit... Entretien avec Henri Dutilleux, par P. Szersnovicz ; 0 h. 5, Musique traditionnelle européenne : Irlande ; 0 h. 30, La ruée vers l'or, par D. Collins et J. Drillon (Dowland, Marais, Bach) ; 1 h. 15 [redacted]

MERCREDI 2 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

[redacted] 13 h. 35 à 20 h., programme ininterrompu (à 13 h. 35, *Les visiteurs du mercredi*).

20 h. 30, Téléfilm : « la Foire » (troisième partie), Réalisat. P. Viallet ; 22 h., Documentaire : Les co[redacted] du solstice, d'A. Voisin [redacted] J. Cholet (« la Sansouïre »).

La [redacted] « [redacted] », et l'autre.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., programme ininterrompu (à 15 h. 50, Un sur cinq).

20 h. 30, Série : Switch ; 21 h. 30, [redacted]agazine d'actualité : C'est-à dire, prés. J.-M. Cavada (voir Tribunes [redacted] débat) ; 22 h. [redacted], Jazz : Hommage à Jelly Roll Morton ; 23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Cinéma 16 : « A 6 », de B. Maigrot, avec J. Gaven, D. Sauvegrain, Cl. Moget.

Deux camionneurs, deux générations sur l'autoroute du Soleil.

21 h. 50, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., La musique [redacted] : [redacted] et [redacted] ; 22 h. [redacted] C. Jambet ; 23 h., [redacted]contres [redacted] metteurs en [redacted] d'opéra ; [redacted] h. 50, [redacted]

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, [redacted] pour tous... [redacted] philharmonique de Radio-France, direction F. Quattrochi, avec J.-P. Collard, pianiste : « Concerto n° 1 en mi mineur pour piano » (Chopin) ; « Symphonie n° 3 écossaise, opus 56 » (Mendelssohn) ; 22 h., Ainsi la nuit... Entretien avec Henri Dutilleux, [redacted] P. Szersnovicz ; 22 h. 30, Musique traditionnelle européenne : Irlande ; 0 h. 5, La [redacted] vers l'or... musiques de Bach ; 1 h., « Grands mages, fermez donc la portière », par A. Noël.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 1er FÉVRIER

— *MM. Christian Chavanon, Gilles Martinet, Jean d'Arcy, René Andrieu, Denis Baudouin, Jean-Louis Guillaud* participent au débat à propos du « Monopole de l'Etat sur l'audio-visuel » retransmis sur France-Culture à 17 h.

— *Le Mouvement des démocrates [redacted] en France* s'exprime à la *tribune* libre de FR 3 à 19 h. 40.

— *M. Valéry Giscard d'Estaing* répond aux questions de soixante Français au cours des « Dossiers [redacted] l'écran », sur Antenne 2 à 20 h. 30.

MERCREDI 2 FÉVRIER

— *MM. Hubert Beuve-Méry, André Fontaine, [redacted] Sauvageot, Jean-Marie Domenach, Aimé Guedj, André Frossard, Michel Legris*, participent au débat à propos du « Monopole du *Monde* », retransmis sur France-Culture à 17 h.

— *M. René Dumont*, écologiste, répond aux questions de Jacques Chancel pour « Radioscopie », sur France-Inter à 17 h.

— *La C.G.T.* s'exprime [redacted] la tribune libre de FR 3 [redacted] 19 h. 40.

— *Mme Françoise Giroud*, secrétaire d'Etat à la culture, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », sur Antenne 2 à 21 h. 30.

CALENDRIER DES CONCERTS

EGLISE des BILLETTES. Jeudi [illegible] à 20 h. 30. Dimanche [illegible] février à 17 h. 45 (P.e. Kiesgen).	François Rabbath [illegible] — J. PONTET-M. ROCHE clavecins — Vivaldi - Rameau et [illegible]
FACULTE de DROIT. Jeudi 3 février à [illegible] heures. Renseign. et loc. : Europa 280-21-78 (P.e. Kiesgen.)	J.-S. BACH — Conc. pour 1, 2, et 3 violons avec J.-J. KANTOROW — Count BASIE — œuvres [illegible] grand orchestre — Orch. Bernard [illegible] Swing Ltd Corporation
SALLE ROSSINI. Dimanches : 6, [illegible] févr. à 17 h. et 21 h. Mardis : 1, 8, 15 févr. à 18 h. 30 et 21 heures (Kiesgen.)	Intégrale des QUATUORS [illegible] BEETHOVEN — Quat. Lœwenguth — chaque programme donné 2 fois, matinée et soirée — Rens. : 861-17-24 (8 à 12 h.) Loc. : Durand et [illegible]
SALLE GAVEAU. Jeudi 3 [illegible] à 20 h. 30 (P.e. Kiesgen.)	J.-L. VIGNAUD, saxoph. — A. CURE, trompette — Ch. A. Linale, violon — M. Gal, piano — Orch. du Conservatoire de Paris — [illegible] F. Bilger, M. [illegible] J.-P. [illegible] D. Debart [illegible] — Ph. [illegible] (1re audi.) [illegible]
CERCLE INTERALLIE. 33, Faubourg-Saint-Honoré. Jeudi 3 février à 21 heures (P.e. Werner.)	Coproduction RADIO-FRANCE AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE — QUINTETTE BOCCHERINI — Pugnani, Hindemith, Boccherini
LE PALACE. 8, rue Faub.-Montmartre. Lundi [illegible] février [illegible] 18 h. 30. CIP - Salle Bleue, Porte Maillot. Mardi 8 février à 18 h. 30 (P.e. [illegible])	CONCERTS DU MARDI — LUNDIS DU PALACE — J. CAZAURAN [illegible] — A. DUMAY (violon), C. IVALDI (piano), P. MULLER (violoncelle), J. ROUVIER [illegible], B. PASQUIER (alto), D. REINEMANN (baryton) — SCHUBERT — Lebensstürme D 947 (piano [illegible]) — Lieder [illegible] et piano) — Sonate pr arpeggione [illegible] — Quintette « La [illegible] » [illegible] 114
SALLE PLEYEL. Lundi 7 février à 20 h. 30. Loc : Salle, Durand, 3 FNAC, Agence (P.e. Kiesgen.)	CONCERTS BARE présentent GRANDS CONCERTS PLEYEL — Orch. Philharmonique [illegible] Lyon — dir. Serge Baudo — sol. Clelia Mertens harpe — Dutilleux, Saint-Saëns, [illegible]
[illegible] de [illegible]. SALLE GAVEAU les 7, 9, 10, 11, 14, et 15 février à 20 h. 30. EGLISE NOTRE-DAME des BLANCS-MANTEAUX (Hôtel [illegible] Ville). Mercredi 9 février à 21 heures. [illegible] Saint Ours.)	Le 7 : [illegible] Frédérique, Renaud FONTANAROSA — Beethoven, Schumann, Schubert — Le 9 : Serge BLANC, Monique MERCIER — Brahms (3 sonates) — Le 10 : André GOROG — Bach, Mozart, Chopin — Le 11 : [illegible] Brigitte ENGERER — Orch. C. DIEDERICH — Bach : réut.-Schubert — Vivaldi : « Les Saisons » — Le 14 : Jean MICAULT — [illegible] de [illegible] — Le 15 : Udo REINEMANN, Christian IVALDI — Schumann « Amours [illegible] » Brahms — Le [illegible] : Eglise Blancs-Manteaux — André BERNARD — Jean-Louis Gil — « Trompette [illegible] Orgue »
Egl. N.-D. des BLANCS-MANTEAUX. 8 et 10 février à 20 h. 30. Eglise ST-THOMAS-D'AQUIN 15 et 16 févr. à [illegible] h. 30. Loc. Durand [illegible] FNAC [illegible] Werner.)	4 Récitals d'orgue LIONEL ROGG — Cycle BACH — Intégrale : To[illegible] et Fugues, S[illegible] — Petit Livre d'orgue — Fantaisies et Fugues
SALLE GAVEAU. Mardi 8 février à 20 h. 30 (Dandelot.)	MUSIQUES DU MONDE — Duo de Guitares — TURIBIO SANTOS — OSCAR CACERES
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES. Jeudi 10 février [illegible]	Au profit de l'O.R.T. — HENRYK SZERYNG — avec les SOLISTES DE PARIS — Mozart (2 concertos) — Vivaldi (Les 4 Saisons)
GENTILLY. EGLISE ST-SATURNIN. Sam. 12 févr. [illegible] 21 heures. Loc. [illegible] Gentilly Service Culturel [illegible] Paris : 3 FNAC [illegible] Werner	[illegible] KUENTZ — [illegible] PATRICE FONTANAROSA, violon — MICHEL GIROUDEAU hautbois — et S[illegible]
[illegible]. Lundi [illegible] à 20 h. 30. Loc. : Salle, Durand, 3 FNAC Agen [illegible] Kiesgen, Dandelot.)	[illegible] — Solistes de Zagreb — avec Pierre Fournier — Vivaldi, Haydn, Haendel, Bartok
EGLISE de la MADELEINE. Mercredi 16 février à 20 h. 30. FACULTE de DROIT 92, r. [illegible] Jeudi 17 [illegible] [illegible] 20 h. 30 (P.e. Valmalète.)	J.-S. BACH — ORATORIO DE NOEL (Cantates 1, 2, 3) — Concerto brandebourgeois n° 2 — D. Galland, U. Filge, M. Rancamp, H. Guhl, J. Estournet, A. Marion, G. Maugras, P. Thibaud, M. Roche — CHORALE et ORCH. de CHERE — Justus von WEBSKY
SALLE PLEYEL. Lundi 21 févri[illegible] à 20 h. [illegible]	DIETRICH FISCHER DIESKAU — Hugo WOLF — Goethe Lieder — avec le concours de W. SAWALLISCH
PLEYEL. Mardi 1er mars 21 heures (Valmalète)	ALAP et LUMBROSO présentent Récital — SVIATOSLAV RICHTER — Beethoven
PLEYEL. Mardi 8 Jeudi 10 mars 21 heures. Loc. 7 févr. (Kiesgen)	Deux récitals - WILHELM KEMPFF — 8-3 : Beethoven (4 sonates) — 10-3 : Bach - Mozart - Schubert - W. Kempff

SPECTACLES

théâtres

Les [illegible] subventionnées

Opéra, [illegible] h. 30 : la Sylphide (ballet).
Comédie-Française, [illegible] h. 30 : [illegible] Temps des cerises (soirée littéraire.
Chaillot, [illegible] 20 h. [illegible] : [illegible] Courage et ses enfants
Odéon, 20 h. 30 Ton nom dans le feu [illegible]
Petit Odéon, [illegible] 30 Paralchimie.
TEP, [illegible] h. 30 : l'Otage.
[illegible] TEP, 20 h. 30 PAE [illegible]

Les salles municipales

[illegible] Voige.
[illegible] Carré, [illegible], II, 20 h. : [illegible] la mer
Théâtre de la Ville, [illegible] h. 30 : [illegible] Arts Trio de New-York ; 20 h. 30 : les Brigands.

Les théâtres de Paris

[illegible] 20 h. 30 [illegible]
[illegible]
[illegible] de [illegible] l'Aquarium, [illegible] h. [illegible] une nuit [illegible]
[illegible] du Marais, 20 h. : [illegible]
Comédie [illegible], [illegible] h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie [illegible] 20 h. 45 [illegible]
[illegible] Gray.
[illegible] h. Amphitryon [illegible]
Espace [illegible] Society
[illegible] 21 h. [illegible] de Marcel Barju
Gaîté-Montparnasse, [illegible] h. : Croquez le [illegible]
Gymnase-Marie-Bell, [illegible] aspirine [illegible]
Huchette, 20 h. [illegible] chauve ; la Leçon
La Bruyère, [illegible] briques, t'as [illegible]
Madeleine, 20 h. [illegible]
[illegible] h. 45 : [illegible]
Michel, 21 h. 10 [illegible] anniversaire.
[illegible] h. 45 : Acapulco, [illegible]
Moderne, [illegible] qui ?
[illegible] 20 h. 30 : Sixième heure. [illegible]
Mouffetard, 20 h. [illegible]
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Œuvre, 20 h. 45 : le [illegible]
Palais-Royal, 20 h. [illegible] aux folies.
Plaisance, [illegible] h. 45 : la Reine [illegible] nuit.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : [illegible] et [illegible] Sage-Femme
Récamier, [illegible] h. 30 : [illegible]rton.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le Boucher.
[illegible] Champs-Elysées, 20 h. 45 : les Dames du jeudi.
Studio-Théâtre 14, [illegible] h. 30 : la [illegible]
Théâtre de la Cité internationale, la Resserre, 21 h. : Deux — Grand Théâtre, 21 h. : Fantasio. — [illegible]rie, 21 h. : la Paix.
Théâtre du Manitout, [illegible] h. : la Vitromagie.
[illegible] du Marais, 20 h. 45 : Electre.
Théâtre Oblique, 21 [illegible] le Zoulou.
[illegible] de Paris, 21 h. : Jésus II.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Récital Stéphane Varègues.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : [illegible] de l'ours ; [illegible] Tombeau d'Achille.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : Antoine et Cléopâtre.

Les théâtres de banlieue

Gennevilliers, [illegible] 20 h. [illegible] : les Paysans.
Ivry, [illegible] 21 h. : Martin Eden.
Nanterre, [illegible] 21 h. : le [illegible] d'une nuit [illegible]
Versailles, [illegible] 21 h. : [illegible]

Mardi 1er février

Les cafés-théâtres

[illegible] 21 h. [illegible] ; 22 h. 15 : [illegible]uelle.
Les Blancs-Manteaux, 21 h. : Jean Bois ; 22 h. 30 : C'est la surprise.
Café d'Edgar, 21 h. : le Désert rose ; 22 h. 30 : Côté cour, coté en Bourse ; II, 20 h. 30 : Nous chantons, ne vous déplaise ; 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout [illegible]
Café [illegible] Gare, 20 h. 15 : Topiques ; [illegible] h. : Yvan Dautin.
[illegible] Coupe-Chou, [illegible] h. : Pourquoi [illegible] moi ? 23 h. [illegible]
La Cour des Miracles, 22 h. : [illegible]
Le Fanal, 20 h. : le Président.
Palace, 22 h. 30 : Just a quick [illegible]
Le Petit Casino, 21 h. 15 : Partez du pied gauche.
Le Splendid, [illegible] h. 45 : Frissons sur le secteur ; 22 h. [illegible] : le Pot de terre contre le Pot de vin.
[illegible] du Marais, 22 h. [illegible] d'Arc et ses copines
La Veuve Pichard, 20 h. 30 : [illegible] Sergent ; 22 h. 15 : la Revanche de [illegible] XI.
La Vieille Grille, salle I, 20 h. 15 : [illegible] ; 21 h. 30 : Handicap ; [illegible] 30 : Michel Buhler — [illegible] 2 [illegible] h. 30 : Rocker's digest.

Festival des cafés-théâtres

[illegible] fin, [illegible] h. : Solo pour [illegible]
Blancs-Manteaux, 20 h. : l'Inter-[illegible]
Centre culturel du XVIIe, 20 h. 30 : [illegible] et Jacques Aveline ; [illegible] h. : Bébé Phoque.
Coupe-Chou, 20 h. [illegible] : [illegible] du Palais-Royal
Cour [illegible], [illegible] h. 30 : [illegible] a [illegible] foot.
Gaîté-Montparnasse, [illegible] h. 45 : [illegible]quez le melon.
Hôtel Héronet, 20 h. 30 : Djalma ; 23 h. : [illegible] Vence et [illegible] ; 23 h. : Jean-Claude Monnet.
Petit Casino, 22 h. 30 : Jeu ou [illegible] vérité je [illegible]
Tanière, 20 h. 30 : Tutti Guri ; 22 h. 30 : Jean-Max Brua ; 23 h. 30 : Promotion jeunes chanteurs.
Théâtre Plaisance, 22 h. 45 : l'Amour [illegible] visite.
Théâtre Paris-Nord, [illegible] : [illegible]phane Varègues ; 22 h. 15 : Valeria Munarriz.
Vieille Grille, salle II, 22 h. : la Choucroute [illegible] Horn ; [illegible] 30 : [illegible] je [illegible] soigne.

Les chansonniers

Caveau [illegible] République, 21 h. : R P R [illegible] nouveau-né a une grande [illegible]
Deux-Anes, [illegible] h. : Marianne, [illegible] vois-tu [illegible] venir ?

Le music-hall

[illegible] h. 30 : [illegible]
Casino [illegible] Paris, 20 h. [illegible] : Parisline
Concert Mayol, 21 h. 15 : Bouquet de nus
Olympia, [illegible] : Johnny Mathis
Palais des arts, 21 h. : Pierre et Marc Jolivet.
[illegible] des congrès, [illegible] : [illegible]
[illegible] h. : [illegible] Bedos.

Les concerts

Palais des congrès, 18 h. 30 : J.-P. Rampal, flûte (Franck, Bach).
Théâtre [illegible] Ville, [illegible] h. 30 : Beaux-Arts Trio (Haydn, [illegible] Ravel).
[illegible] h. [illegible] et 21 h. : Quatuor Loewenguth (Beethoven).
[illegible] Debussy, [illegible] h. 45 : K. Hayas[illegible] soprano, [illegible] Cebro, piano (Monteverdi, Debussy, Ravel).
[illegible] Cortot, 20 h. 45 : C. Cey, ténor (Mozart, Strauss, Wagner, Gabus, Donizetti, Calmel).

Jazz, pop' et rock

[illegible] Center, [illegible] h. : J.-J. [illegible] et B. Vitet.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : [illegible] Hélène
Marigny, [illegible] : Nini [illegible] Chance.

La danse

Palais [illegible] sports, [illegible] h. 30 : Rudolf [illegible] et le Ballet national du Canada.

cinémas

Les films marqu[illegible] (*) sont interdits aux moins de [illegible] ans, (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : le Duel, de P. Fresnay ; 18 h. 30 : le Guérisseur, d'Y. Perez Barreto et [illegible] Baratier (en présence des auteurs) ; 20 h. 30 : The Strangle, de [illegible]garos ; 22 h. [illegible] : Cinéastes de la liberté (l'affaire de [illegible] polytechnique).

Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40)

[illegible], SALES ET MECHANTS (It.), v.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Cambronne, 15e [illegible]

L'AGE DE CRISTAL (A.), v.o. : Elysées-Point-Show 8e (225-67-29) ; v.f. U.G.C.-Opéra, 2e [illegible]

L'AILE OU LA CUISSE (Fr.) [illegible] 8e (359-29-46) ; Montréal-Club [illegible]

ALICE OU LA DERNIERE [illegible] (Fr.) U.G.C. [illegible] 6e [illegible] 71-08) ; [illegible] 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, [illegible] (770-01-90) ; Liberté-Gare [illegible] Lyon, 12e (343-01-59) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02)

AMBULANCES TOUS RISQUES (A.) v.o. [illegible] 8e (723-69-23)

L'APPRENTI [illegible] POUR RIRE (Fr.) Cluny-Palace, 5e [illegible] 07-76) ; Colisée 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette [illegible] 58-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Victor-Hugo 16e (727-49-75)

BAROCCO (Fr.) (*) Quintette, 5e (033-35-40) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Opéra, [illegible] (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse 14e (326-22-17)

[illegible] LYNDON (Ang.), v.o. [illegible]tefeuille, [illegible] (633-79-38) ; Colisée 8e (359-29-46) ; P.L.M. Saint-Jac[illegible] 14e (589-68-42) ; v.f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy [illegible] 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta [illegible] 02-74)

LE [illegible] DE CRISTAL (Fr.) [illegible] 4e [illegible]-47-86)

CASANOVA, UN ADOLESCENT [illegible] (It.) v.o. Paramount-Marivaux, 2e [illegible] (633-79-38) ; 14-Juillet-[illegible] (326-58-00) ; Elysées-Lincoln [illegible] ; 14-Juillet-Bastille, 11e [illegible]

LE CHASSEUR [illegible] CHEZ MAXIM'S (Fr.) Paris 8e, (359-53-99) ; [illegible]ville, 9e (770-72-86) ; Fauvette 13e [illegible]-58-86)

COCORICO, MONSIEUR POULET (Fr.) Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; Olympic 14e (542-67-42)

LE COUP DE GRACE (All., v.o.) [illegible] Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42)

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) Hautefeuille, 6e (633-79-38)

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Arlequin, [illegible] (548-62-25) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Galté, 13e (326-99-34) ; v.f. Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33)

[illegible] DESERT [illegible] (Fr.) Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche, 5e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Gaumont Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nations, 12e [illegible] 04-67) ; Gaumont-Sud, 14e [illegible] 51-16) ; [illegible] 15e (734-42-96)

EDVARD [illegible] LA [illegible] DE LA VIE (A., v.o.) [illegible] (633-43-71)

[illegible] DES SENS (Jap., v.o.) (**) Saint-André-des-Arts, [illegible] (326-48-18) ; v.f. [illegible] 8e (359-52-70)

ERIC TABARLY ET LES [illegible] (Fr.) [illegible] (225-47-19) ; Studio J.-Cocteau [illegible] (033-47-62)

[illegible] DE LA [illegible] v.o.) Saint-Germain Studio, [illegible] (033-42-72) ; 14-Juillet-Parnasse 6e [illegible] 58-00) ; Elysées [illegible] (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)

FACE A FACE (Sued., v.o.) [illegible]dio Galande [illegible] (033-72-71)

FRANCE, [illegible] (Fr.) Jean-Renoir [illegible] (874-40-75)

LE GANG (Fr.) [illegible] (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; [illegible] 8e (359-19-08) ; [illegible] Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Montparnasse-Pathé 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud [illegible] (331-51-16) ; Max-Linder [illegible] 40-04) ; P[illegible] (580-18-03)

[illegible] GRAPHIQUE [illegible] (Fr.) [illegible]

LE [illegible] (Fr.) [illegible] (359-92-82) ; Français, 9e [illegible]

[illegible] DU [illegible] (Fr.) Le Clef [illegible] (337 [illegible]

JONAS [illegible] AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suiss.) Quintette 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Bastille 11e (357-90-81) ; [illegible] 12e (343-07-48) ; Olympic Entrepôt [illegible] (542-67-42)

[illegible] JOUET (Fr.), Impérial, [illegible] (742 [illegible]) ; Quintette, [illegible] (033-35-40) ; Montparnasse 83 [illegible] (544-14-27) ; [illegible] Gaumont-Sud, [illegible] (331-51-16) ; [illegible] 75)

[illegible] DE [illegible] (Fr.) Omnia 2e (233-39-36) ; [illegible] 47-19) ; U.G.C. Opéra [illegible] (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse [illegible]

LE JUGE [illegible] DIT « LE SHE[illegible] » (Fr.), [illegible] (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-55-97) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C. [illegible] (331-06-19) ; Paramount-Orléans [illegible] (540-45-91) ; Magic-Convention, [illegible] (828-20-64)

KING [illegible] (A., v.f.) George V, [illegible] (225-41-46) ; [illegible] 19e [illegible] 71-33) ; Capri [illegible] (508-11 [illegible]) ; Paramount-Opéra, [illegible] (073-34-37) ; Paramount-G[illegible] 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse 14e [illegible] 22-17)

L'APPAT (Fr.-All.) A.B.C., 2e (236-55-54) ; Mercury, [illegible] (225-75-90) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

Les films nouveaux

LA [illegible] TRIOMPHALE, film [illegible] Bellochio, [illegible] Quintette 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, [illegible] (359-36-14) ; Monte-Carlo, [illegible] (225-09-83) ; v.f. Omnia, 2e (233-39-36) ; Montparnasse [illegible] (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, [illegible] (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN [illegible] franco-canadien [illegible] v.o. Ang. Dragon, [illegible] (548-54-74) ; Saint-Michel, 6e (326-79-17) ; C[illegible] 8e (359-92-84) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. Montparnasse [illegible] (544-14-27) ; Lumière 9e (770-84-64) ; Les [illegible] (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, [illegible] (522-37-41).

LA ROSE ET LA FLECHE, film anglais de [illegible] Lester. v.o. Paramount-Champs-Ely[illegible] 8e (359-49-34) ; v.f. [illegible]ramount-Opéra, [illegible] (073-34-37) ; [illegible] 6e (633-08-22) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, [illegible] (577-09-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

[illegible] film [illegible] Ritz [illegible] Saint-Germain-Village 5e (633-87-59) ; Panthéon [illegible] (033-15-04) ; France-Elysées, [illegible] (723-71-11) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. Gaumont-Madeleine [illegible] (073-56-03) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, [illegible] (797-02-74)

UNE FILLE [illegible] DE FIL BLANC, film français [illegible] Michel Lang. Capri, [illegible] 11-69) ; Paramount-Marivaux [illegible] (266-55-33) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Odéon 6e (325-71-08) ; Publicis-Champs-Elysées, [illegible] (720-76-23) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins 13e (707-12-28) ; Paramount-[illegible] 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (577-09-70) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Mont[illegible] (606-34-25) ; Secrétan 19e (206-71-33)

L'AIGLE S'EST ENVOLE, film américain [illegible] John Sturges. v.o. U.G.C.-O[illegible] (325-71-08) ; Ermitage, [illegible] (359-15-71) ; v.f. Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e [illegible] Murat, [illegible]-89-75)

[illegible] MOI LES [illegible] (A., v.o.) [illegible] de la Harpe, [illegible] 34-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; [illegible] 8e (359-52-70) ; v.f. [illegible] Lazare Pasquier [illegible] (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaumont-Opéra, [illegible] (073-95-48) ; [illegible] 12e (343-19-29) ; Montparnasse Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, [illegible] (331-51-16) ; Cambronne, 15e [illegible] ; Clichy-Pathé 18e (522-37-41)

MAMAN [illegible] AU CIEL (All., v.o.) [illegible] Gît-le-Cœur [illegible] (326-80-25)



SPECTACLES

1900 (1re partie) (**) (It., v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13) ; v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
1900 (2e partie) (**) (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40), Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Les Templiers, 3e (272-94-56), U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).
MOI, PIERRE RIVIERE... (Fr.), Studio Logos, 5e (6[illegible]26-42).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
LA PREMIERE FOIS (Fr.) : Gaumont - Théâtre, 2e (231 - 33 - 16), Montparnasse-83, 6e (544 - 14 - 27), Biarritz, 8e (723-69-23).
RAID SUR ENTEBBE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, [illegible] (325-71-08), Ermitage, [illegible] (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), [illegible] (359-52-70), Helder, 9e (770-11-24), [illegible] de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (288-99-75), Convention - Saint - Charles, 15e (577-09-70), Secrétan, 19e (206-71-33).
LES RESCAPES DU FUTUR (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Liberté-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e [illegible] Paramount-Montparnasse, 14e [illegible] 22-17), Paramount - Maillot, 17e ([illegible]-24-24), les Images, 18e [illegible].
SALO (It., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SANTHALA, NAISSANCE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e ([illegible]) à 12 h. et 23 h.
SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Marais, [illegible] (278-47-86).
[illegible] TOO FAR [illegible] (Austr., v.o.) [illegible], 5e (633-25-97).
SURVIVRE (Mex., v.f.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C.-Opéra, 2e [illegible]), Mistral, [illegible] (539-52-43).
THE MARATHON MAN (A., v.o.) Quartier Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Maxéville, 9e (770-72-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, [illegible] (522-37-41).
TODO MODO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), Bonaparte, 6e (326-12-12), Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), Biarritz, 8e (723-69-23).
UNE FEMME [illegible] LA FENETRE (Fr.) : Les Templiers, 3e (272 - 94 - [illegible]), Grand-Pavois, 15e (531-44-58).

UN ELEPHANT, ÇA TROMPE [illegible]T (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99), Maxéville, 9e (770-72-86), Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13).
UN MARI, C'EST [illegible] MARI (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18), Bretagne, 6e (222-57-97), Haussmann, [illegible] (770-47-55).
VIOL ET CHATIMENT (A., v.o.) (**) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : [illegible] (325-95-99).
LE [illegible] VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, [illegible] (633-97-77).
LA BELLE ET LE [illegible] (A., v.f.) [illegible], 2e (236-83-93), [illegible] Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Napoléon, [illegible] (380-41-46).
BROADWAY MELODIES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) Luxembourg, [illegible] (633-97-77), Elysées Point [illegible] (225-67-29).
[illegible] CONFORMISTE (It., v.o.) : Studio Cujas [illegible] (033-89-22).
[illegible] (It., v.o.) : A. [illegible], 13e (337-74-39).
IL N'Y A PAS DE FUMEE SANS FEU (Fr.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Marbeuf, 8e (225-47-19), Caméo, 9e (770-20-89), Liberté, 12e (343-01-59), [illegible] 14e (539-52-43) ; Convention - [illegible] 15e (577-09-70).
LAWRENCE D'ARABIE (A., [illegible]) : [illegible] République, 11e (805-51-33).
LE LOCATAIRE [illegible] : [illegible] l'Etoile, 17e [illegible].
LA MARIEE ETAIT EN NOIR (Fr.) : [illegible] 8e (359-61-70).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.o.) : Royal-Villiers, 17e [illegible] 78-31).
METROPOLIS (A.) : Action [illegible]tine, [illegible] (325-85-78).
MY FAIR LADY (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA PARTY (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44). [illegible]
PRIMA DELLA REVOLUZIONE (It., v.o.) Studio [illegible] 64-66). [illegible] sp.
TOMMY (Ang., v.o.) : Bilboquet, [illegible] (222-87-23).
VIVRE [illegible] VIE (Fr.) : Studio [illegible], 7e (783-64-66). [illegible]

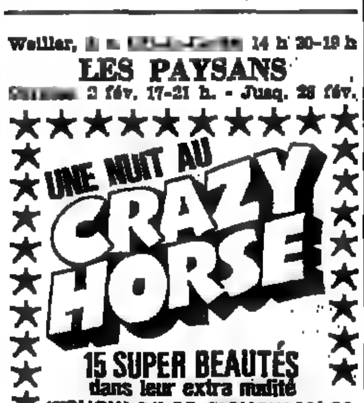
Les festivals

DUSTIN HOFFMAN [illegible] Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h 30 (ven. à [illegible] h.) : Little Big Man ; 16 h 15 : [illegible] and Mary ; 20 h. 15 : Macadam Cow-Boy ; 22 h. 15 : les Chiens de paille.
CINEMA FRANÇAIS, La Pagode, [illegible] (705-12-15) : Voyage en Grande-Tartarie ; France S.A.
PASOLINI/RISI (v.o.), [illegible] Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Moi, la femme ; 14 45 : l'Evangile [illegible] saint Matthieu ; 17 h. : le Panfaron ; [illegible] h [illegible] poule, [illegible] train... et quelques monstres ; 21 h. : le Décaméron ; 23 h. : les [illegible] Mille [illegible] Une Nuits.
L'AMERIQUE VUE PAR FRED WISEMAN (v.o.), Le [illegible] 47-66) : Primate.
TEX AVERY (v.o.), Cinoche de [illegible] Germain, 6e (633-10-82).
VINGT PORTRAITS DE FEMMES, LES REVOLTEES (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Travail occasionnel d'une [illegible].
LES NUITS [illegible] DE HARLEM (v.o.), Olympic, 14e sam. de 24 h à l'aube.
HOMMAGE A STEVE DWOSKIN (v.o.), Olympic, 14e : Jesus Blood ; Myself and Me ; C. Film ; Just Waiting ; Asleo.
STUDIO 28, 18e (606-36-07) : Ambu[illegible]s tous risques.
FRED ASTAIRE (v.o.), [illegible]gny, 8e (225-20-74) : Top hat.
JAZZ A NEWPORT (v.o.), [illegible] Christine, 6e (325-85-78).
FILMS MUSICAUX (v.o.), [illegible]stone, [illegible] (325-60-34) : Around [illegible] Stones.
B. [illegible] (v.o.), Action La [illegible] : Eldorado.

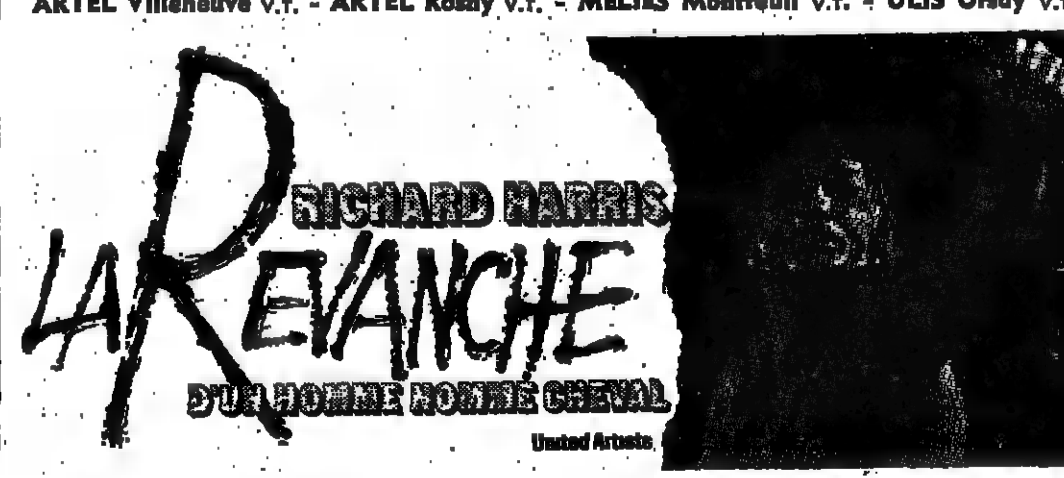
SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 2 au 8 [illegible])

Cirque [illegible] Nouveau Carré, [illegible] Emile-Chautemps (277-88-40), mer., sam. et dim., 15 h. 30.
Cirque d'Hiver (700-12-25), [illegible] 14 h. ; dim., 14 h. et 17 h.
Cirque de Paris, [illegible] Belle-Epine (686-69-84), mer., [illegible] dim., 14 [illegible] et 16 h. 30.
Marionnettes André Roggers (589-05-99), Théâtre 13, mer., 14 [illegible] 30 : [illegible] Ferme [illegible].
[illegible] André Verdun, Vincennes (782-19-60), mer., sam., dim., 15 h. : [illegible] Crusoé.
Marionnettes du Jardin d'acclimatation ([illegible]) t.l.j., 15 h. 15 : Guignol.
Marionnettes [illegible] jardin [illegible] Tuileries (076-05-19), [illegible] sam. et dim., 15 [illegible].
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., sam. et dim., [illegible] h. 30 et [illegible] h. 30 : le Petit Chaperon [illegible].
Marionnettes du [illegible] Mon[illegible] (273-39-56), mer., sam., dim., 15 h. : Guignol.
Au Bec fin (296-34-49), mer., 15 h. 30 : les Animaux malades de la peste (+ treize ans).
Au Petit Casino (747-62-75), mer., 14 h., [illegible] dim., [illegible] h. : le Pays des galipettes.
Les Blancs-Manteaux (277-42-51 [illegible] 887-97-38), mer. et [illegible] 14 h. 30 : le Rêve de M. Gabiolo.
Café d'Edgar (326-12-68), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., [illegible] h. : Pierre et Péliola ; mer., 14 h. et 16 h. : Ateliers.
Centre [illegible] suédois (272-87-50), le 2, à 15 h. 15 : la Boîte [illegible] musique.
Pavillon royal (500-51-00), mer. et dim., 15 h. : le Carnaval des animaux.
Théâtre Aydar (878-33-47), les [illegible] 4 et 8, à 14 h. 30 : l'Incroyable Aventure du pauvre [illegible].
Théâtre du [illegible] le 5, à 15 h. 30 [illegible] Bernède.
Théâtre du Livre-Vivant (033-53-81), mer., 14 [illegible] dim., 14 h. 30 et 16 h. 30 : le Coq en pâte.
Théâtre du Manitout [illegible]3), mer. et dim., 15 h. : les Contes de mille et un livres, théâtre.
Théâtre Montparnasse, t.l.j. et sam. et dim., 14 h. 30 : les Fourberies de [illegible].
Théâtre du Petit-Monde (700-23-77), mer. et dim., 15 h. : Cendrillon.
Théâtre de la Pie [illegible] (883-41-00), [illegible] à 14 h. : Marionnettes.
Théâtre [illegible] la Plaine (250-15-85), mer., 15 h. : Filibert et [illegible].
Théâtre Saint-Pierre à Neuilly (754-81-10), le 31, à 14 h. 30 : [illegible]
La Vieille Grille (707-60-93), sam. et dim., 15 h. : Contes [illegible] poudre.
Cinéma. — Le label Chouette a été attribué par le secrétariat d'Etat à la culture : (enfants) Cocorico M. Poulet, la Panthère rose, la Rose et la Flèche, le Jouet, l'Aile ou la Cuisse, le Voyage au bout du monde, My Fair Lady, [illegible] pluie ; (adoles[illegible]) [illegible] Prête-Nom, le Désert des Tartares, l'Age de cristal, le Bal [illegible] vampires, Barry Lyndon, Cria [illegible] nous [illegible]es tant [illegible] Une vie [illegible] l'Affiche rouge, Un éléphant ça trompe énormément, Derzou Uzala, Ambulances tous risques, King Kong, l'Esprit de la ruche, le Juge Fayard dit « le Shériff », Raid sur Entebbe.







ARTS ET SPECTACLES

Théâtres

« ANTOINE ET CLÉOPATRE » chez Tristan Bernard

Parmi [redacted] pièces [redacted] Shakespeare, *Antoine* [redacted] *Cléopâtre* [redacted] peut être la plus délicate [redacted] mettre [redacted] histoire d'hommes diaboliquement récrite devient [redacted] récit superbe de [redacted] tyrannie d'une femme, seule, puissante [redacted] l'avoir fait exprès. Si Cléopâtre [redacted] belle, était-ce [redacted] faute ?

Montant la tragédie, ici adaptée [redacted] Français Brincourt, Régis Ander n'en [redacted] résolu [redacted] difficultés ni effacé les obstacles. Le mouvement perpétuel entre [redacted] deux camps, les [redacted] chefs, Antoine [redacted] César, ce va-et-vient [redacted] Alexandrie [redacted] Rome [redacted] cassures [redacted] du [redacted] trop appuyé [redacted] la musique grandiloquente, « cinématographique », qui sépare les [redacted] brèves, [redacted] annonce ; alors [redacted] césures répétées deviennent failles [redacted] semblent plus arriver [redacted] loin. [redacted] ne sont plus que [redacted] truchements, [redacted] utilités, [redacted] théâtre.

Restent les deux amants damnés face [redacted] un César, héros blond et bouclé : Antoine, Daniel Sarki, et Cléopâtre, Maryvonne Schiltz, qui, [redacted] cet [redacted] impossible, [redacted] en acteurs vainqueurs [redacted] déchirés. Oui, ils s'entretuent, [redacted] n'est pas simple. Du [redacted] l'un dépend le jeu [redacted] l'autre. Dans [redacted] de fond, tour [redacted] tour, l'un mène l'autre, puis [redacted] la place, pour lui [redacted] mieux la loi. Antoine, digne, vindicatif et méprisable, [redacted] puis fier [redacted] dur, s'adapte à la femme, [redacted] contre elle et [redacted] à [redacted] d'elle. C'est elle qui choisira. Maryvonne Schiltz [redacted] déguisée en tigresse égyptienne, et une frange a [redacted] dan[redacted] son regard. Entre [redacted] suivantes, lascive, [redacted] maî[redacted] règne. La pécheresse, responsable [redacted] défaite, implorera [redacted] pardon, [redacted] belle [redacted] de dos, humiliée.

Cléopâtre, [redacted] sa perruque, découvre son vrai visage [redacted] s'apprête [redacted] disposer [redacted] vie. Alors, [redacted] n'avait [redacted] encore quarante [redacted] Ce n'est [redacted] une corbeille [redacted] figues [redacted] dissimule le [redacted] du Nil. L'actrice au [redacted] front [redacted] porte [redacted] main, infailliblement, vers le venin. La reine est morte [redacted] blanc. Pour aller [redacted] l'empire frivole [redacted] douloureux de la passion [redacted] plus orgueilleux [redacted] suicides, peu [redacted] ont un pareil instinct.

MATHILDE [redacted] BARDONNIE.

★ Théâtre Tristan-Bernard, [redacted] h. 30.

« La Tentation occidentale » de Régis Santon

Cinq Français en Afrique : l'épouse [redacted] l'épouse [redacted] colonel, le colonel, le [redacted] blanc, [redacted] commissaire politique.

Climat survolté, villa de fous : dehors, [redacted] citoyens du [redacted] envahissent [redacted] rues, [redacted] places. Dedans, [redacted] cinq gaillards jouent [redacted] bridge, se flanquent [redacted] gifles, se reprochent [redacted] chassés-croisés [redacted] leur libido, [redacted] évoquent Shakespeare, Molière, [redacted] culture occi[redacted]

La foule non occidentale enfonce les portes [redacted] la villa. [redacted] Blancs se sauvent par [redacted] jardin, et les voilà lancés vers [redacted] frontière, à fond de train, [redacted] poin[redacted] tous azimuts, comme John Wayne [redacted] Dorothy Lamour, sur le toit d'une diligence.

Après cinquante coups de [redacted]tre, la diligence fait enfin halte au pied du Centre Pompidou.

[redacted] premier [redacted] de la « pièce » de Régis [redacted] est absolument déchaîné, c'est du [redacted] sur hors-bord, sur scenic-railway, une vraie tempête. Le dialogue est [redacted] drôle, [redacted] tableaux ahurissants se catapultent sans crier [redacted] le montage est plus brutal que celui [redacted] cinéma, [redacted] n'en croit [redacted] pas ses [redacted]

Pendant l'entracte, [redacted] pseudo-musique de dingues américains [redacted] la projection, [redacted] l'écran du rideau, de [redacted] journal donnant [redacted] programmes des théâtres parisiens : le fin du fin occidental.

Deuxième acte : les cinq coloniaux rapatriés [redacted] troqué leurs treillis [redacted] pour [redacted] frus[redacted] occidentales : robes longues [redacted] smokings. Le climat [redacted] fois [redacted] d'un super-caf' conc' [redacted] en fine équipe. On chante l'affreuse culpabilité [redacted] l'Occident, [redacted] néo-criminalité, sa ruine à brève échéance.

Nous [redacted] quitté le [redacted] Pompidou [redacted] l'Orchestre de l'Opéra, joyau du théâtre occidental, où [redacted] l'annonce [redacted] la déclaration [redacted] guerre, parce qu'il faut quand [redacted] battre, pour ne [redacted] changer. L'un après l'autre, [redacted] cow-boys [redacted] la diligence partent en [redacted] périlleuse, s'y [redacted]

[redacted] partie, [redacted] « folle-furieuse » que [redacted] première, est peut-être plus [redacted] encore, dans sa parodie [redacted] chansons, [redacted] spectacle[redacted] canailles.

La Tentation occidentale, texte [redacted] mise [redacted] scène de Régis Santon, appartient au genre nouveau du [redacted]-théâtre [redacted] désespoir et jeunesse [redacted] C'est violent.

Les actrices [redacted] les comédiens, [redacted] de Coninck, Marie-France [redacted] Jean-Marie Galley, [redacted] Charras, Jacques Luley, établissent, dans la première partie surtout, un [redacted] olympique d'énergumènes d'« [redacted] drame » [redacted] catégories : mélodrame, judo, vaudeville, western, brûlantes étreintes, [redacted] politique, manécanterie, comédie per[redacted] générale.

Les images de Dragomir Glisic, projetées [redacted] le décor, entraînent public [redacted] acteurs dans une galopade fantastique. La musique d'Henri Gendrot [redacted] les cloches [redacted] chère vieille civilisation.

On doit voir [redacted] *Tentation occidentale* tous les soirs à 20 h. 30, à 15 [redacted] exactement du [redacted] tubularisé du [redacted] Pompidou, pour clore [redacted] bonne volée [redacted] vert.

MICHEL [redacted]

★ [redacted] 20 h. [redacted]

DEMAIN

UGC BIARRITZ - UGC OPERA - UGC DANTON
LIBERTE GARE LYON

FACE AU MONDE DES HOMMES, DEUX FEMMES, UN ENFANT...

Une femme, un jour...

Cinéma

« LE GOUT DE LA FARINE », de Gosselin et Perrault

Inauguré il [redacted] jours [redacted] une pièce, [redacted] *cœur* [redacted] en France, une exposition [redacted] photographies [redacted] un film [redacted] janvier), [redacted] cycle [redacted] l'œuvre [redacted] Perrault [redacted] prolonge au [redacted] populaires jusqu'au [redacted] février [redacted] *le* [redacted] *la* [redacted] de 1977, car la copie [redacted] labo[redacted] janvier) [redacted] *la* [redacted] (1976), un moyen métrage [redacted] films [redacted] photographiés [redacted]

Pour Pierre Perrault, il [redacted] *le Goût* [redacted] *farine* [redacted] *le* [redacted] qu'entre [redacted] période, *Un* [redacted] et *l'Acadie*, [redacted] : le premier [redacted] difficilement, après [redacted] de montage qui [redacted] en forme la naissance d'un mythe, ou plutôt [redacted] réflexion, [redacted] la condition [redacted] par [redacted] dans [redacted] *farine* : le second [redacted] développé [redacted] naturellement au [redacted] de l'événement, [redacted] *l'Acadie, l'Acadie*.

L'originalité [redacted] *Retour* [redacted] — [redacted] sarcastique, [redacted] — qui [redacted] — [redacted] pour [redacted] la [redacted] mystification de la conquête [redacted] — [redacted] originalité [redacted] sur un contraste [redacted] propagande [redacted] à l'époque par [redacted] pour le compte du [redacted] Duples[redacted] au pouvoir, [redacted] la musique qui [redacted] accompagnent et [redacted] indignés [redacted] quelques-uns [redacted] personnages [redacted] *Un* [redacted] *attend*, le [redacted] pionnier Cyrille Labrecque, quatre-vingts [redacted] toujours [redacted] terre, le politicien Hauris La[redacted] Proulx, qui a étudié [redacted] Californie, [redacted] avoir copié, [redacted] les moyens [redacted] du bord [redacted] une [redacted] désarmante, [redacted] style des « travelogues » de l'époque de la Metro-Goldwyn-Mayer, où s'illustra [redacted] Fitzpatrick. Un [redacted], qui était [redacted] « le [redacted] français », s'y dessine, d'où surgit en creux le Québec [redacted] novembre 1976, le Qué[redacted] espoirs toujours [redacted] et peut-être aujourd'hui enfin fondées.

Le [redacted] *de la farine* [redacted] une œuvre tout simplement admirable, qui éclaire d'une lumière crue le travail antérieur de Pierre Perrault en litté[redacted] et au [redacted] Extérieurement, pour l'observateur pressé qui ne [redacted] donne [redacted] la peine de regarder ni d'écouter, [redacted] comédie [redacted] dérisoire [redacted] bons Blancs, [redacted] braves Québécois, [redacted] et de partout, un biologiste, un archéologue, un anthropologue, découvrent la réalité [redacted] indienne, à La Romaine, [redacted] la [redacted] d'Ungawa tout au [redacted] le bas Saint-Laurent, à [redacted] centaines de kilomètres à l'est du décor [redacted] films précédents.

[redacted] d'une vieille conquête, [redacted] domestication [redacted] les conquérants blancs [redacted] la [redacted] du peuple indien, ici [redacted] Indiens montagnais. Autrefois [redacted] maîtres dans le bois, ils [redacted] aujourd'hui parqués [redacted] en dur [redacted] village où règnent la [redacted] la religion catholique, les [redacted] de voitures, [redacted] fourrures. Un père [redacted] pris [redacted] charge, avec un [redacted] total, une connaissance [redacted] fine [redacted] du milieu [redacted] gouvernement [redacted] prétend aider, organiser La [redacted] est immense. Les [redacted] saoulerie, quand [redacted] doivent se réfugier [redacted] l'église pour [redacted] protéger [redacted] la violence [redacted] hommes ivres, le drame devient tragédie.

Ces [redacted] terribles, [redacted] Perrault nous [redacted] récite comme un [redacted] pour qui la parole cueillie, [redacted] le vif, [redacted] « [redacted] », [redacted] guignol sociologique. [redacted] prétention ni prosélytisme, peut [redacted] résumer, tout signifier, [redacted] le [redacted] de l'image. Quelque [redacted] entre King Vidor et son obsession de l'individu en lutte contre le [redacted] entier et « [redacted] » [redacted] le regard vers l'intérieur, l'histoire [redacted] fait verbe, et le verbe non [redacted] religion, mais la peine [redacted] l'homme [redacted] par la civilisation.

[redacted] jamais quitté l'Amérique, une autre Amérique, proche [redacted] origines, [redacted] l'opposé [redacted] nos [redacted] petits européens d'aujourd'hui.

LOUIS MARCORELLES.

★ [redacted] populaires, les 5, 6, 10, 11 et 12 février.

Variétés

« Les Guérilleroses »

[redacted] Mirabelles, les gentilles [redacted] bleues d'Aix-en-Provence, nous reviennent, avec, dirait-on, des velléités plus affirmées de se présenter en vrais travestis « traditionnels », laqués blanc et rouge, pailletés d'or, emplumés, envoilés de fringues rétro.

Il semble que les Mirabelles, à leur troisième spectacle, soient tiraillés entre des directions opposées. D'un côté, la parodie, la sublimation des Olympes dérisoires. De l'autre, la poésie des romances, la tendresse calme des nostalgies provinciales. C'est là, dans la douceur malsaine du spleen, dans la détresse des horizons fermés que les Mirabelles s'expriment le mieux. Les paroles de leurs chansons — des mots simples qui se heurtent, se brisent, font jaillir des fleurs rares — grincent sur une musique qui chante bien. Ils sont alors parfaitement eux-mêmes, lucides et lumineux derrière leurs masques d'enfants qui font des grimaces pour faire peur. Sous le maquillage se précisent des visages, des personnalités. Là leur maladresse est un charme, ailleurs elle devient un handicap.

La sophistication exige de la virtuosité. Le burlesque timide, la parodie sans violence ni cruauté virent facilement à la mièvrerie des fêtes au collège ou à l'armée. Même si les Mirabelles se moquent d'eux-mêmes, de leurs rêves bébêtes et de la manière dont ils les réalisent, ils ne savent pas prendre la dis[redacted] efficace. Méchanceté, habileté, roublardise leur font défaut.

Au point où ils en sont, les Mirabelles auraient sans doute besoin d'un metteur en scène, d'un œil extérieur qui sache garder au spectacle sa candeur, sa séduction brouillonne, son aspect tout de guingois. Mais qui empêche ces qualités originales de se disperser, de s'embourber dans des facilités convenues. On ne s'ennuie pas aux *Guérilleroses*, on s'émerveille [redacted] on s'émeut, mais souvent on passe le temps, et on s'irrite car il suffirait de peu pour que ce soit parfait. — C. G.

★ Cour des Miracles, 22 heures.

Danse

Surfaces ? au Marais

« Surfaces ? », [redacted] un point d'interrogation, [redacted] le résultat d'un travail sur [redacted] mouvement mené par [redacted] danseurs. Dirigés par John d'Arcangelo-Mayer, ils [redacted] de retrouver [redacted] l'organisation rationnelle [redacted] l'univers [redacted] énergie fondamentale.

Cette démarche, qui [redacted] situe dans un [redacted] de recherche très actif [redacted] Etats-Unis (nettement influencé par [redacted] bouddhisme, le [redacted] particulier, [redacted] d'autres religions d'Extrême-Orient), encourage chez chaque individu [redacted] de [redacted] totale [redacted] l'incite à recréer sa [redacted] relation temps-lieu-espace. Elle n'est communicable [redacted] non-initiés [redacted] elle revêt [redacted] forme théâtrale.

John d'Arcangelo-Mayer, tout comme Andy [redacted] Groat, fait partie [redacted] l'équipe de [redacted] Wilson ; il [redacted] participé à l'élaboration de [redacted] créations. [redacted] spectacle, d'ailleurs, [redacted] très wilsonien, dans sa conception [redacted] climat. Certains moments [redacted] très beaux, [redacted] effets lumineux remarquables. « Surfaces ? » [redacted] s'analyse difficilement. La subjectivité du public [redacted] directement sollicitée. On peut le voir [redacted] un voyage [redacted] centre du cosmos, [redacted] trois cercles, symbolisés par trois couleurs, [redacted] vert, [redacted] rouge, le blanc..., [redacted] couleurs des jupons de [redacted] danseuse qui tourne en perma[redacted] au milieu de la scène. [redacted] les quittera un [redacted] au [redacted] la soirée.

Le vert, c'est la surface [redacted] choses, représentation du monde cartésien, monde [redacted] figures, [redacted] points, des cercles, centre [redacted] la gravitation classique. Les évolutions des danseurs [redacted] regardent du dessus [redacted] scène [redacted] forme [redacted] s'y prête) ; [redacted] estrade à l'italienne la complète. Un couple aux [redacted] aborde [redacted] barque ; il va accomplir une déambulation aveugle dans [redacted] univers où [redacted] repères habituels n'ont plus cours. La ligne [redacted] vision [redacted] le fil d'Ariane [redacted] d'un [redacted] laser s'élevant [redacted] diagonale.

Dans « Einstein on [redacted] Beach », il [redacted] avait [redacted] nouvelle [redacted] du temps [redacted] l'espace ; ici [redacted] temps n'a plus [redacted] texture, l'espace [redacted] décompose. Les dan[redacted] — on devrait plutôt dire [redacted] bougeurs — vont, viennent, tournoient, s'immobilisent, [redacted] croisent, se frôlent, s'évitent, chacun suivant sa [redacted] trajectoire, attentif à son [redacted] intérieur [redacted] pourtant conscient [redacted] mouvement [redacted] autres.

Il faut admettre [redacted] septième [redacted] (il y en a neuf), [redacted] spectateur, d'abord fasciné, [redacted] « décrocher ». L'accumulation d'énergie [redacted] produisent [redacted] danseurs [redacted] décharge ne parviennent plus jusqu'à lui. Leurs gestes, [redacted] maladroits, n'ont pas [redacted] grâce inéluctable d'oi[redacted] migrateurs [redacted] planètes en suspension [redacted] l'on trouvait chez Andy [redacted] Groat. Leur côté gymnique [redacted] même [redacted] déprimant. La bande [redacted] aussi [redacted] banale, comparée à la musique d'un Phil Glass. Même avec [redacted] imperfections, « Surfaces ? » [redacted] cependant [redacted] voir, ne serait-ce [redacted] Farid Chopel, [redacted] danseur fou, fou si l'on veut, [redacted] plutôt habité, entièrement livré à [redacted] force intérieure qu'il [redacted] contrôle [redacted] qui [redacted] porte hors [redacted] lui-même [redacted] un [redacted] chorégraphique extravagant.

MARCELLE MICHEL.

★ [redacted] culturel [redacted] Jusqu'au [redacted] février, à [redacted] h. [redacted] et [redacted]

En bref

Cinéma

« L'Aigle s'est envolé »

[redacted] psychologie des foules, et de [redacted] distribution, pourrait expliquer pourquoi un film de John Sturges [redacted] en anglais *The Eagle* [redacted] (L'aigle [redacted] atterri) [redacted] devenu en [redacted] *L'aigle s'est envolé*. Car [redacted] au sol, en [redacted] temps bien distincts.

Dans une première partie, [redacted] suivons [redacted] mise sur pied, [redacted] Allemands [redacted] abois, vers la fin [redacted] la [redacted] guerre mondiale, d'une opération aéroportée vi[redacted] à capturer Winston Churchill. Une forte tête, Michael Caine, [redacted] d'un groupe [redacted] chutistes, [redacted] de [redacted] glorieux, se [redacted] confier la mission. [redacted] Sutherland, un [redacted] réfugié en Allemagne qui « *veut la mort* [redacted] *l'empire britannique* », part, [redacted] civil, préparer l'expédition.

Le second temps [redacted] conduit [redacted] une Angleterre idyllique pour [redacted] postale. [redacted] national, [redacted] d'un casque [redacted] d'une [redacted] au [redacted] de [redacted] libre, [redacted] bon train l'opération. Ils échouent [redacted] d'humanisme *(sic)* [redacted] voulu [redacted] fille en danger. Michael [redacted] mourra glorieusement en tuant un [redacted] Churchill, [redacted] Sutherland poursuivra ailleurs la *lutte* [redacted] *pour l'Irlande*.

Un humour appliqué, quoique d'origine — [redacted] film est britannique, — ne sauve [redacted] une histoire [redacted] qui aurait [redacted] un scénario génial. Ce n'est [redacted] le cas. [redacted] décorateur [redacted] Andrew Mollo, du tandem [redacted] Brownlow *(Winstanley)*, a [redacted] qu'il ne manquait [redacted] un [redacted] ni un [redacted] uniformes. — L. M.

★ [redacted] « Les films [redacted] »

■ [redacted] deuxième [redacted] cinématographique [redacted] la [redacted] Bondy (Seine-Saint-Denis) [redacted] lieu [redacted] 4 au 10 [redacted] Il est [redacted] au [redacted] d'animation.

■ La [redacted] Méliès, [redacted] chaque [redacted] un [redacted] a été attribuée [redacted] Micheline Presle [redacted] l'Association [redacted] amis [redacted] Georges [redacted]

■ Jean-Jacques Birgé, [redacted] Schebilin, [redacted] Vitet, donnent un [redacted] mardi 1er [redacted] au [redacted] culturel américain, boulevard Raspail, à 21 heures.

■ Le gueuloir [redacted] a lieu les 3, 4, 5, 10, 11, 12 [redacted] au [redacted] Georges-Pompidou, à 18 [redacted] 30. [redacted] de la [redacted] parisienne désireux [redacted] une [redacted] leurs pièces — [redacted] — au public sont [redacted] à [redacted] ouvert, 21, [redacted] Cassette, [redacted] Paris, [redacted] 222-77-06.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

[redacted] la [redacted] de lundi, M. [redacted] de l'Académie des sciences morales et politiques, a prononcé l'éloge [redacted] de [redacted] Roy, qui [redacted]

[redacted] ensuite une [redacted] M. [redacted] Lachaux, inspecteur des finances, récemment directeur des services économiques au secrétariat général de la défense, sur « défense et sécurité ».

L'orateur a [redacted] par [redacted] la complexité [redacted] l'ambi[redacted] défense, [redacted] public un [redacted] rigoureusement [redacted] (et, [redacted] psychologiques, [redacted] a [redacted] à [redacted] ce [redacted] guerre), mais [redacted] législateur [redacted] des domaines « civils ». « *La* [redacted] *elle-même*, dit-il, [redacted] *notion* [redacted] *le* [redacted] *profondément évolué* [redacted] *temps*. »

[redacted] ré[redacted] problème. [redacted] la solution ne consiste pas à transposer vainement les impératifs militaires dans les autres domaines [redacted] nationale. Pour as[redacted] une véritable sécurité, [redacted] vaut s'interroger en per[redacted] sur [redacted] compatibilités [redacted] la politique militaire [redacted] les autres politiques. A l'égard [redacted] politique étrangère, [redacted], mais aussi à l'égard de la politique économique.

Selon le premier ministre, trois questions essentielles appellent des réflexions approfondies :

— Quelle est la part maximum des ressources nationales qu'un pays peut consacrer à sa défense sans pour autant freiner son expansion économique ?

— Quelles sont les principales retombées des dépenses militaires dans les secteurs de pointe ?

— Comment évaluer le choix non pas uniquement en termes de coût budgétaire, mais aussi et surtout en termes de coût global pour la nation ?

Il convient de répondre scientifiquement à ces questions, « *si l'on souhaite* — pour reprendre l'expression utilisée par Jacqueline Grapin et Jean-Bernard Pinatel dans un ouvrage récent (*la Guerre civile mondiale*) — *concilier le développement et la sécurité* ».

SPORTS

SKI

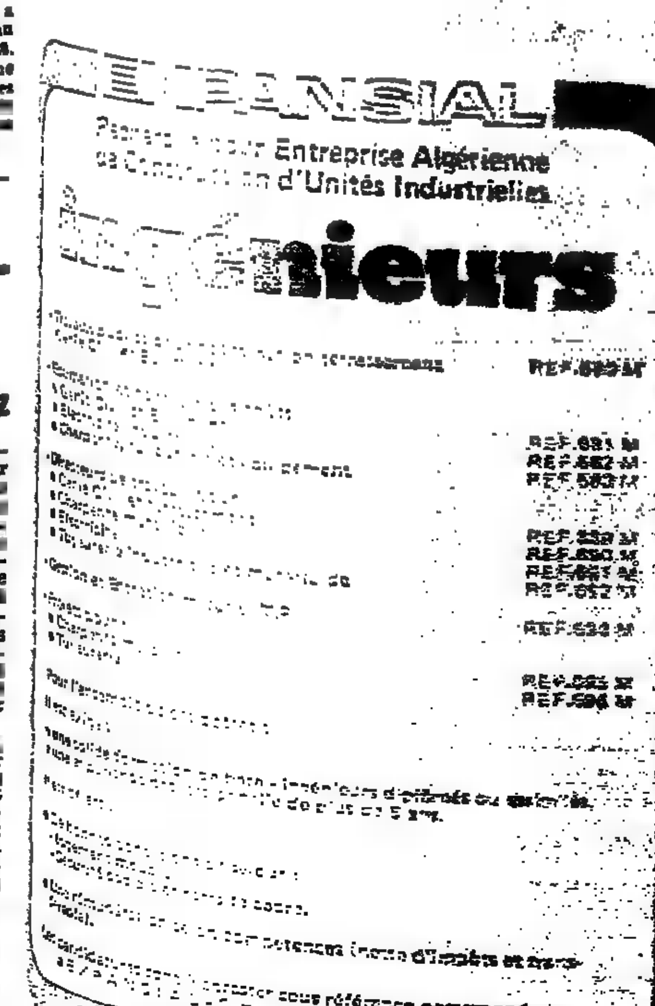
A Sepp Walcher, la deuxième descente d'Avoriaz

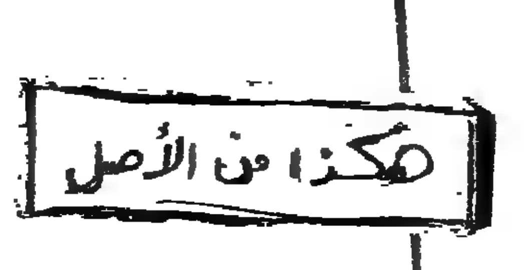
Le [redacted] Bernhardt [redacted] n'a [redacted] rééditer, [redacted] 11 janvier, [redacted] victoire [redacted] la [redacted] descente [redacted] Morzine-Avoriaz, [redacted] qu'il ait réussi [redacted] nouvelle [redacted] podium, [redacted] à la [redacted] place. [redacted] l'Autrichien [redacted] Walcher, vingt-deux [redacted] qui a gagné [redacted] deuxième des[redacted] devant l'Italien [redacted] Plank, [redacted] Quant à [redacted] il [redacted] retrouve [redacted] quatrième [redacted] dimanche. [redacted] peut [redacted] explication [redacted] deux défaites [redacted] Klammer, [redacted] terrain. [redacted] la « bosse [redacted] », la piste d'Avoriaz [redacted] un fonceur [redacted] champion [redacted] d'y improviser [redacted] manœuvres acrobatiques et [redacted] reprises d'équilibre qui lui per[redacted] distancer ses rivaux.

S'agissant [redacted] françaises, [redacted] loin, en effet, [redacted] diffi[redacted] techniques [redacted] présentait la [redacted] piste [redacted] Hou[redacted] (Gouler, [redacted] de la FIS, [redacted] « [redacted] » terriblement sélective, [redacted] se révélèrent non [redacted] Karl Schranz, l'autre grand Autrichien, qui y [redacted] premier [redacted] champion [redacted] monde, [redacted] d'innombrables petits [redacted] massif [redacted] Mont-Blanc [redacted] sur [redacted] d'Oreiller [redacted] Couttet, [redacted] descendeurs français. [redacted] pour répondre à nos [redacted] qui, interviewés [redacted] places catastrophiques [redacted] coureurs français (Jean-Jack [redacted] 31e, Pellat-Finet, 32e), [redacted] qu'ils [redacted] organiser pour [redacted] « *centres d'entraînement spéciaux* [redacted] ».

[redacted] terrain d'entraînement [redacted] il [redacted] chercher [redacted] loin : [redacted] la piste [redacted] Houches, [redacted] pendant plus [redacted] vingt ans [redacted] toutes [redacted] descentes internationales et qu'il est facile d'homologuer [redacted] les nouvelles normes de la FIS (Fédération [redacted] de ski). [redacted] reste [redacted] une pure question [redacted] sont une [redacted] Autriche [redacted] taquiner [redacted] de Klammer — [redacted] faire mieux. [redacted] trouveraient-ils aujourd'hui [redacted] « panache blanc » ?

OLIVIER MERLIN.





هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" [redacted] col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU	9,00	10,29
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
233-44-21

emplois internationaux

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

Cette classification permet [redacted] sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur de production

Région Rhône-Alpes
190 000 F + logement [redacted] voiture de fonction

Notre [redacted] spécialisée [redacted] la construction de matériels mécaniques. [redacted] l'ont [redacted] rang [redacted] leader sur [redacted] marché. [redacted] de produits, variées [redacted] fréquemment renouvelées, sont [redacted] résultat [redacted] fabrications [redacted] de fabrications unitaires.

Le Département Industriel groupant [redacted] ateliers de production, [redacted] services [redacted] (soit, p[redacted] personnes) - est placé sous l'entière responsabilité du Directeur de Production.

Nous confierons [redacted] poste [redacted] homme dont l'expérience. [redacted] sens du commandement, appuyé sur la connaissance [redacted] problèmes sociaux ont atteint [redacted] maturité suffisante.

[redacted] plus totale discrétion sera observée [redacted] candidatures (lettre manuscrite + c.v. détaillé) qui seront adressées sous référence 49.442 [redacted]s Contact 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

REGION SUD-EST

[redacted]

INGENIEUR INFORMATICIEN HAUT NIVEAU

EXPERIENCE DE LA CONDUITE DE GRANDS PROJETS AVEC UTILISATION BATCH ET T.P.

Connaissance du matériel et du logiciel :

IBM

(370/145/OSV5/VSAM/CICS/V5)

Aptitude au commandement, susceptible de diriger une équipe [redacted] informatique d'environ [redacted] ingénieurs analystes.

[redacted] expression [redacted] des [redacted]

[redacted] grandes [redacted] de préférence.

[redacted] C.V. [redacted] prétentions [redacted] No [redacted], CONTESSE PUBLICITE 20, [redacted] l'Opéra, [redacted] Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

societe generale de fonderie

LEADER SUR LE MARCHE DU CONFORT DE L'HABITAT
C.A. consolidé 1976 : 2,2 milliards
[redacted]
pour son [redacted] PARIS 16ème

UN RESPONSABLE TRANSIT EXPORTATION

[redacted] de [redacted] il sera chargé [redacted] opérations [redacted] transit [redacted] de transports à l'exportation :
- animation [redacted] la section [redacted]
- [redacted]

FORMATION : [redacted] ou [redacted] supérieure de transport.

EXPERIENCE : [redacted] candidats [redacted] une expé[redacted] 10 [redacted] prestataire [redacted] ou [redacted] grande entreprise [redacted] - exportation ou transport - exportation).

Cette fonction exige de [redacted] capacités d'organisation [redacted] qu'un grand dynamisme [redacted] à [redacted] multiplicité [redacted] problèmes.

Larges possibilités [redacted]

[redacted] curriculum [redacted] prétentions [redacted] - 8, place d'Iéna - 75116 [redacted]

GROUPE INDUSTRIEL en forte expansion

[redacted] son [redacted] :

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

USINE DE CHAMBERY
(300 [redacted]

Chargé de mener toute étude permettant d'améliorer l'organisation générale de l'usine : stockage, manutention, implantations nouvelles, amélioration des postes et des conditions [redacted] travail, ...

Une expérience organisation de 2 à 3 années en Entreprise ou en Cabinet est nécessaire

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

USINE DE COGNAC
(200 [redacted]

Pour gérer pleinement son atelier principal [redacted] partir [redacted]ctifs négociés tant [redacted] le plan [redacted]nomique et humain.

Une expérience professionnelle de [redacted] années et un sens de l'animation des hommes sont indispensables.

LES INGENIEURS RETENUS

DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

[redacted] postes [redacted]sance des rouages d'une Entreprise de taille humaine qui pratique la décentralisation des res[redacted]és et [redacted] sociale concertée

L'expansion du Groupe au niveau européen et le développement tout particulier de sa filiale française permettront aux candidats de valeur une évolution de carrière qui peut être exceptionnelle.

[redacted] C.V. et prétentions [redacted]. CL [redacted] à



placoplatre

SERVICE [redacted]EMENT
B.P. [redacted] - 92506 [redacted]

Groupe Industriel diversifié

en fort dé[redacted]
réalisant un C.A. [redacted] 250 millions [redacted] F.

[redacted]

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

minimum 35 ans

- [redacted] responsabilité [redacted] comptabilités.
- prendre en [redacted] les [redacted] financiers, juridiques, fiscaux.

Expérience pratique [redacted]

Ce poste, à pourvoir en province, [redacted] à H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. [redacted] ingénieur.

Ecrire avec C.V. [redacted], photo et prétentions [redacted] n° [redacted] à :

J.R.P. [redacted] rue [redacted] 75008 [redacted] qui [redacted]

LE CONSEIL DE L'EUROPE

[redacted] à Strasbourg (France)
organise un [redacted] en [redacted] recrutement [redacted]

DEUX RESSORTISSANTS PORTUGAIS

[redacted] à [redacted] une formation [redacted] sanctionnée par un diplôme [redacted], [redacted] préférence, justifiant d'une [redacted] expérience professionnelle.
L'aptitude à s'exprimer et à rédiger [redacted] dans l'une des deux langues officielles de l'Organisation (Anglais et Français) est indispensable. Age souhaité : entre 26 [redacted] 32 ans.

[redacted] épreuves, une [redacted] établie. [redacted] la nature [redacted] actuellement disponibles, une [redacted] priorité de [redacted] susceptible [redacted] des juristes figurant sur [redacted]

[redacted] de [redacted]but (selon âge [redacted] expérience), y com[redacted] indemnité d'expatriation : à partir de FF 7 333 bruts par mois, exonérés d'impôt. S'y ajoutent, le cas échéant, des indemnités à caractère familial. [redacted] d'environ 11 % au titre [redacted] cotisations à la [redacted] sociale française, à une assurance complémentaire [redacted] de pensions.

Les candidatures doivent [redacted] obligatoirement accompagnées d'un C.V. détaillé [redacted] en anglais ou en français). Elles seront [redacted] pour le 28 février [redacted] plus tard, à l'adresse suivante :
Chef de [redacted] Division du Personnel, CONSEIL DE L'EUROPE, [redacted] STRASBOURG cedex France

UN DÉLÉGUÉ SCIENTIFIQUE

[redacted] promouvoir nos réactifs auprès [redacted] Hôpitaux [redacted] d'Analyses [redacted] région :
LANGUEDOC-ROUSSILLON : MIDI-PYRENEES

Importante [redacted]

UN DÉLÉGUÉ SCIENTIFIQUE

[redacted] et Enseignement Supérieur [redacted] I.U.T., B.T.S., etc.).

[redacted]

Env. C.V., [redacted] prétent. [redacted] CONTACT, [redacted] bd [redacted]aussmann, [redacted] n° [redacted]

INFORMATIQUE et PROCEDURES — BRETAGNE COTIERE

Cet établissement métallurgique de 800 pers. (3.500 pour la Sté), traite déjà sur IBM 3/10 ses [redacted]ux de comptabilité et [redacted] personnel. Il envisage, avec un [redacted] matériel, d'approfondir ces domaines d'étendre [redacted] d'autres services, - commandes, fabrication -, le traitement informatiq[redacted] Nous cherchons le responsable [redacted] plus grand service aux autres. [redacted] sûr, un informaticien confirmé mais, par sa formation supérieure, il saura parler aux utilisateurs leur langage, fait de précision et de simplicité. Les faisant progresser, - et avec eux, toute la Société - lui-même pourra évoluer. 1ère convocation à Paris semaine du 21 Février. Prière d'adresser sous No 639, CV détaillé, avec référ., photo et salaire actuel au :

CEIP
«Le Cruguellic»
56270
PLOEMEUR

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES ET GÉNÉRAUX

[redacted] de production et de commercialisation d'éléments [redacted]
160 [redacted] PARIS
recherche

Ce poste exige de son [redacted] approfondie des problèmes comptables, fiscaux et juridiques ainsi qu'une expérience de la gestion analytique [redacted] prévisionnelle.

Il [redacted] à un cadre, [redacted] supérieure comptable, [redacted] une [redacted] ou [redacted] supérieure plus [redacted] la comptabilité, la [redacted] et l'admi[redacted] entreprises.

[redacted] C.V. [redacted] avec prétentions [redacted] à
CABINET DENIZOT,
323, terrasse de l'Agora. 91034 EVRY CEDEX.

SALON DE PROVENCE

[redacted] Groupe Français d'implantation [redacted]tionale recrute un

chef département achat — 90 000

(produits [redacted] grande [redacted]).

[redacted] des [redacted] la clientèle, [redacted] fournisseurs, responsable [redacted] budget, tarifs, procédures, [redacted] pouvoir [redacted] intérim, la Direction [redacted] France [redacted]

Nous souhaitons [redacted] ayant plusieurs années d'expérience [redacted] alimentaires [redacted] supérieures.

Adresser C.V. + photo [redacted] sous réf. 58, garant d'une discrétion absolue

Centre P.S.I. 29, Bd Edgar Qui[redacted] 75014 Paris

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

[redacted] en Développement
cherche
pour responsabilité exploitation d'une [redacted] à [redacted]

E.N.S.I [redacted] équivalent - 35 ans minimum - 10 [redacted] minérale, [redacted] possible [redacted] minerais.

Qualités pédagogiques et aptitude au c[redacted]
Disponible immédiatement.

[redacted] curiculum [redacted] : G.M.D.T. [redacted] l'Opéra - [redacted]

kléber colombes

recherche pour l'une [redacted]

INGENIEUR METHODES

afin [redacted] lui confier la mise en place d'un [redacted] rattaché au Département Industrialisation.
Ce poste conviendrait à un diplômé

arts et métiers
(ou équivalent)

[redacted] une solide expérience de ce [redacted] de [redacted] acquise de préférence dans l'industrie automobile ou mécanique de grande série.
Anglais et Allemand souhaités.
Lieu de travail : DECIZE [redacted]

Pour faire acte de candidature, [redacted] manuscrite, [redacted] photo et prétentions s/réf 301D [redacted]

kléber

Service Central Ingénieurs et Cadres
6, Avenue Kléber 75016 Paris

CONSEILS FISCAUX

sont [redacted]

IMPORTANT CABINET pour
Le Mans, [redacted] Tourcoing, Saintes, [redacted] Nancy

Sens des contacts [redacted] du travail en équipe indispensables.

Situation rémunératrice, stable [redacted] d'avenir.
Discrétion [redacted]

Env. C.V. et prétent. à n° 96.978, [redacted] Publ., 20. avenue de l'Opéra. [redacted] (1er), qui [redacted]

directeur adjoint

Importante société commerciale Val de Loire recherche

Poste devant déboucher sur la direction générale
Bonne expérience de la gestion et du social.
Participation financière souhaitable.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à FIDAL 8, rue St Maurille - 49000 ANGERS

SOCIÉTÉ DE PARFUMERIE

recherche pour son usine de

CHARTRES

ADJOINT AU DIRECTEUR

[redacted] chargé des [redacted] d'organisation, [redacted] planning, des [redacted] expéd[redacted]
Expérience exigée même si [redacted] de la parfumerie.

[redacted] — [redacted]

Envoyer C.V. [redacted] 20, [redacted] Paris-1er qui [redacted]

DIRECTEUR DES VENTES

Société française grande ville universitaire de l'Est, produits diététiques et biologiques grand public, recherche

DIRECTEUR DES VENTES

[redacted]
3 à 5 ans [redacted]
MISSION : [redacted] globale de la gestion commerc. et de l'admin[redacted]rat. des ventes de la société, [redacted] contrôle et de l'animat[redacted] des ventes. Une expérience de la vente des produi[redacted] alimentaires ou similaires [redacted] public. Allemand parlé efficace indispensable. Les ambitions de la société sur le marché français garantissent de bonnes possibilités d'[redacted]on des responsabil. et du salaire.
Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
[redacted]
67089 STRASBOURG CEDEX,
sous référence 711.

JEUNE CHEF D'AGENCE

Très importante société branche bâtiment (spécialisée en étan[redacted] rech. pour [redacted]

JEUNE CHEF D'AGENCE

Mission : [redacted] et technique de l'a[redacted] tacts [redacted] clients, [redacted] et [redacted] chantiers.
[redacted] : T.P. ou bâtiment (niveau B.T.S.).
Une expérience de 3 à 5 ans de commandement et de la technique du bâtiment [redacted] d'avenir.
Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en recru[redacted]
67089 STRASBOURG CEDEX.
[redacted]

directeur commercial

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR BIEN D'ÉQUIPEMENT
recherche

200 000 F/an - Niveau Direction [redacted]

La [redacted] : gérer le développement [redacted] de l'entreprise dans un esprit permanent [redacted] profit, en appliquant une politique de diversification.
La [redacted] du milieu de l'industrie automobile [redacted] appréciée.

La [redacted] :
- [redacted] formation ingénieur Grande École,
- un dynamisme commercial éprouvé, [redacted] particulier en matière [redacted] négociation [redacted] de promotion en milieu industriel,
- une expérience de Direction à haut [redacted]
- [redacted] ans minimum.

Adr. [redacted] CV [redacted] 3825 à [redacted] BORDES qui [redacted] confidentiellement toute candidature.

GAMMA SÉLECTION
6, place d'Estienne d'Orves
[redacted] Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL 200.000 F +

[redacted] candidat

Ingénieur Grande Ecole
([redacted] CENTRALE, MINES)
Langue anglaise/ou [redacted] Minimum 38 ans, ayant expérience de 8 à 10 ans de responsabilités technico-[redacted] et [redacted] dans l'industrie mécanique [redacted] dominante usinage.

L'Entreprise

Banlieue parisienne.
Fortement exportatrice [redacted] techniquement.
[redacted] 600 perso[redacted].
C.A. [redacted] millions [redacted] francs.

Entière [redacted] Les [redacted] ture sont [redacted] personnellement [redacted] le [redacted]sident.

[redacted] C.V. [redacted] et p[redacted] à n° 95.997 [redacted] 20, avenue [redacted] l'Opéra, [redacted] qui [redacted]

BUTLER S.A.

Filiale [redacted] Americaine leader Mondial
BATIMENTS METALLIQUES PREFABRIQUES
[redacted] pour [redacted]

UN RESPONSABLE MARKETING

— [redacted] sous [redacted] du [redacted] il [redacted] chargé :
- de la conception et de l'animation des cours [redacted] à [redacted]
- [redacted] Etudes de marché pour le lancement [redacted] nouveaux produits,
- [redacted] maintien de nos programmes de marketing existants,
- [redacted] la [redacted] point [redacted] programmes [redacted] promotion [redacted] publicité.

— Le [redacted] :
- [redacted] 27 ans minimum, aura une expérience [redacted] marketing [redacted] produits industriels, [redacted] en ce qui [redacted] marché [redacted] formation [redacted] distributeurs. [redacted] d'Anglais [redacted]

— [redacted] de larges possibilités [redacted]loppement [redacted] Français [redacted] Européen.

[redacted] curriculum [redacted] prétentions à :
BUTLER S.A.
[redacted] Hoche - [redacted] PARIS.
[redacted] assurée.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

MF

1er constructeur français de machinisme agricole
recherche dans le cadre [redacted]
ORGANISATION EUROPEENNE

ingénieur confirmé

qui sera le

responsable fiabilité nouveaux produits

Votre expérience d'engineering [redacted] le domaine mécanique ou machinisme,

Votre bonne pratique des langues (anglais indispensable, allemand souhaitable), liée à [redacted] relations professionnelles avec l'étranger,

Votre goût du diagnostic et [redacted] conseil vous incite à rechercher une activité plus large.

L'importance [redacted] la [redacted] nouveaux produits [redacted] un homme d'expertise et [redacted] coordination, [redacted] planche à [redacted] aux essais aux champs.
Poste [redacted] pourvoir au PLESSIS-ROBINSON banlieue Sud.

Massey Ferguson

Adresser CV, sous référence INP, à M. Philippe BIARD, 22, [redacted] Galilée, 92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

CHEF DE PRODUIT

100.000 F

Notre Société [redacted] groupe important. [redacted] nous concerne, [redacted] dans l'outillage [redacted] main ou électrique [redacted] distribuons ce [redacted] soit auprès des professionnels, [redacted] du [redacted] public.

C'est la raison pour laquelle nous cherchons à analyser les marchés finaux, définir des [redacted] de produits, les compléter en lançant des [redacted] nouveaux, en assurer la gestion, le suivi technique et l'animation commerciale.

C'est la tâche que nous souhaiterions [redacted] confier. Elle re[redacted] une expérience [redacted], des capacités techniques, beaucoup de [redacted] et de logique en même temps que de l'[redacted]ation et la diplomatie nécessaire pour travailler avec les Directions concernées.

Nous pensons donc que pour réussir dans ce poste il faut avoir une expérience de marketing ou de la vente de produits similaires. Une formation d'ingénieur peut être un atout.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous serions heureux d'avoir un entretien avec vous pour décider ensemble de la meilleure orientation à prendre pour nous dans ce domaine.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référ. 3.325 à [redacted] qui nous [redacted] confié cette recherche.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, [redacted] de [redacted]
75008 [redacted]



UNE BANQUE PRIVÉE, FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER FRANÇAIS, [redacted] pour contribuer au développement, [redacted], de SON DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

un cadre classe V

connaissant particulièrement les opéra[redacted] commerciales et la trésorerie en devises.

A 30 ans [redacted] moins, ce [redacted] a une bonne [redacted] générale (bachelier, il a, par exemple, commencé [redacted] universitaires...) et professionnelles (titulaire d'un BP, il [redacted] inscrit [redacted] CESB...).
Il [redacted] travaillé cinq ans dans le [redacted] étranger d'une banque commerciale d'importance moyenne ; [redacted] expérience s'est déroulé [redacted] d'autres services ou [redacted] une affaire de négoce international.
Il a de bonnes notions d'anglais.
Le poste permet dès l'origine l'exercice de responsabilités réelles et peut conduire à des positions intéressantes.
Ecrire à J.-E. LEYMARIE [redacted] réf. 3094 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
de construction d'accessoires aéronautiques proche banlieue Ouest

recherche

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

— Expérience confirmée dans [redacted] méthodes fabrication petite et moyenne série.
— Pièces mécaniques et électromécaniques.
— Qualités aéronautiques.
— Parc machines de [redacted]

Envoyez C.V. détaillé, photo, prétent. à n° 98.195, Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, PARIS-1er.

etap

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (C.A. [redacted] MILLIONS) AFFILIÉE A PUISSANT GROUPE – [redacted] SON ÉQUIPE DE DIRECTION [redacted] LE CADRE DE SON EXPANSION ET RECHERCHE

CADRE SUPÉRIEUR FINANCES ET ADMINISTRATION

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT [redacted] DE RÉELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE IMPLIQUANT LA RESPONSABILITÉ

- [redacted] comptabilité,
- de l'informatique,
- [redacted] achats,
- [redacted]inistration du personnel,
- du juridique.

[redacted] diplômé grande [redacted] juriste ayant [redacted] et [redacted] expérience [redacted] comptabilité. [redacted] qualités marquées d'organisation, de synthèse et [redacted]

Logement assuré ville EST FRANCE.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION **130.000 F +**

[redacted] OW [redacted] CM.

IMPORTANTE FIRME BIENS D'ÉQUIPEMENT ET INGÉNIERIE - FILIALE D'UN DES PRE[redacted] GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS offre [redacted]

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'ACHATS

CAPABLE DE MENER DES NÉGOCIATIONS A L'ÉCHELON [redacted]
en liaison étroite [redacted] bureaux d'études et les [redacted] commerciaux, il aura [redacted] responsabilité d'achats importants.

[redacted] un ingé[redacted] grande école, ayant [redacted] expérience commerciale [redacted] ou [redacted] préférence [redacted] les pro[redacted] financement, [redacted] change [redacted] de [redacted] prix.

Connaissances de l'anglais [redacted]

Poste à LILLE.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION **90.000 F +**

Ecrire sous référence NQ 350 CM.

IMPORTANT PRODUCTEUR FRANÇAIS TUBES ET RACCORDERIES EN ACIER INOX - PARIS - OFFRE [redacted] DE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

RESPONSABLE SECTEUR DE CLIENTÈLE : INGÉNIERIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

Ce poste peut convenir à candidat, formation supérieure, ayant expérience dans cette [redacted] rapidement des [redacted] techni[redacted] nécessaires, [redacted] des qualités [redacted] marquées [redacted] une expérience technico-commerciale.

Il aura [redacted] responsabilité [redacted] négocier et [redacted] gérer des affaires sur [redacted] une clientèle de [redacted]

RÉMUNÉRATION IMPORTANTE [redacted] CANDIDAT DE VALEUR

Ecrire [redacted] référence KS [redacted] AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFFILIÉE [redacted] L'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS - PARIS

RECHERCHE DANS LE CADRE DE SA FORTE EXPANSION A ÉTOFFER SES STRUCTURES PAR LA CRÉATION [redacted] POSTE

SPÉCIALISTE RECRUTEMENT GESTION DES CADRES

- homme [redacted] préférence,
- formation supérieure : [redacted] Psychologie, Ingénieur, Sciences P.O., [redacted] ou [redacted] équivalent,
- [redacted]ence [redacted] ans [redacted] et [redacted] acquise [redacted] ou [redacted] spécialisé.

POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF IMPLIQUANT UN ROLE DE CONTACT AUPRÈS DES HIÉRARCHIQUES [redacted] PRENDRE EN CHARGE L'ENSEMBLE [redacted] PROCESSUS DE RECRUTEMENT.

Ecrire sous référence FP 358 CM.

VILMORIN - ANGERS
DÉVELOPPANT SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES OFFRE SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR A

RESPONSABLE MARKETING ET VENTES EUROPE NORD

Ce poste peut convenir à candidat H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C., ... ayant 4 ans environ expérience du commerce international (branche similaire appréciée) dans ce secteur géographique. [redacted]ance de [redacted] langue anglaise [redacted]

[redacted] assumera avec dynamisme et [redacted] la responsabilité du développement commercial de sa zone :
- [redacted] des marchés,
- animation du réseau commercial,
- gestion des ventes.

Ecrire sous référence FX 352 CM.

SOCIÉTÉ DE MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES DE SÉCURITÉ INCENDIE - LEADER INCONTESTÉ DANS SON DOMAINE (C.A. 100 MILLIONS - PLUS DE 50 [redacted] DU MARCHÉ) AFFILIÉE A UN GROUPE INTERNATIONAL SUISSE

banlieue immédiate OUEST PARIS, recherche

CHEF DE DÉPARTEMENT TRAVAUX

DE LA RÉGION PARISIENNE

LE POSTE
Il s'agit [redacted] l'ensemble [redacted] tions [redacted] la [redacted] parisienne (C.A. 20 millions) en assumant des responsabilités sur les plans : gestion, coordination technique et en animant une équipe qualifiée de 25 techniciens.

LE CANDIDAT
Ingénieur A.M., T.P. ou équivalent, [redacted] [redacted]mum 4 ans d'[redacted] acquise dans des activités d'[redacted]tions (installations électriques ou second [redacted] bâtiment [redacted]) et [redacted] de très solides qualités de gestionnaire et d'animateur sur le terrain.

L'AVENIR
La société, en développement constant dans un domaine peu [redacted] crise, offre une carrière importante à un candidat de fort potentiel.

Ecrire sous référence LT 349 AM.

etap
4 rue Massenet
75016 PARIS
discrétion absolue

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
(position [redacted] sur son marché)
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL

confiera [redacted] poste [redacted]

directeur général

à un [redacted] grande valeur, possédant [redacted] expérience générale de haut niveau. Ses responsabilités devront s'exercer en priorité sur :
- l'animation d'une équipe [redacted] direction,
- le développement commercial [redacted] l'application [redacted] politique de diversification.

La préférence sera donnée à un candidat de 40 ans ayant déjà assumé des fonctions de Direction [redacted] ou [redacted]

Adressez C.V. détaillé s/réf. 25 M à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75063 Paris cedex 02 qui [redacted] - (la plus grande discrétion est assurée).

PARIS SUD

Filiale d'un Groupe Français d'implantation internationale souhaite confier à un jeune

ingénieur a.m. 71 000

(2 ans d'expérience industrielle)

[redacted] technique de son unité d'entreposage et distribution physique de [redacted] 000 [redacted] que de [redacted] industrielle ultra-moderne.

- Productivité, systématisation des méthodes, étude investissements, réalisation construction, formation technique du personnel, suivi statistique et mini-système informatique sont [redacted] mots-clefs.

Adressez C.V. + photo [redacted] M. BLIN sous réf. IS garant d'une discrétion absolue.

Centre P.S.I. 29, Bd Edgar Quinet 75014 Paris

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
[redacted] Sud-Est - Filiale [redacted] groupe allemand recherche

DIRECTEUR MÉDICAL

Dépendant directement du P.D.G.

IL SERA CHARGE :
- [redacted] lancement [redacted] des expertises pharmacologiques [redacted] cliniques ;
- De la préparation des dossiers d'A.M.M. et de remboursement, en étroite collaboration avec le pharmacien responsable ;
- De la formation des visiteurs médicaux ;
- De la correspondance avec le corps médical ;
- De l'élaboration des documents publicitaires en collaboration avec la direction commerciale.

De bonnes notions de la langue allemande sont indispensables.

Adresser C.V. [redacted] photo, diplômes et prétentions à [redacted] 098.016 [redacted] - REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCETEC

SOCIETE D'ENGINEERING 200 personnes située proche La Défense

recherche

UN INGÉNIEUR

spécialiste instrumentation dans [redacted] domaine [redacted] la thermique, les utilités [redacted] off-sites.

Age [redacted] 30 ans avec au moins 5 ans d'expérience dans un poste similaire.

Anglais écrit et parlé.

Ce poste peut exiger [redacted] déplacements fréquents, de courte ou moyenne durée en France ou à l'étranger.

[redacted] C.V. et prétentions [redacted]
5, rue Chante-Coq, 92800 PUTEAUX.

JEUNE ARTS ET METIERS

- vous justifiez d'une expérience de 3/5 ans en matière d'entretien ou de production,
- vous jouissez d'une grande disponibilité
- vous voulez vous intégrer à une équipe de cadres performants et vous savez vous adapter à des environnements différents.
- vous vous sentez dynamique, méthodique et vous manifestez un goût certain pour la techni[redacted].
- [redacted]es en excellente santé, vous avez [redacted] une personnalité affirmée.

LE GROUPE BECOB
vous propose dans le secteur du bois, dans un premier temps en France, en Afrique francophone ensuite, [redacted]

CADRE RESPONSABLE

LE GROUPE BECOB
exerce ses [redacted] en France, au Portugal, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en Asie
LE GROUPE [redacted]
poursuit son [redacted] l'exploitation [redacted] international et des distributions nationales.

Toutes les candidatures seront analysées [redacted] discrétion, les C.V. sont à adresser avec photo à.

BECOB FRANCE
38, rue Brunel 75017 PARIS

chef de produits

Gervais-Danone France recherche un Chef de produits pour compléter son équipe marketing.

Dans le cadre d'une large autonomie, il devra assurer la gestion et le développement des produits existants, ainsi que la recherche, l'étude et le lancement de [redacted]veaux produits frais. Son action portera sur l'ensemble des éléments du marketing-mix, et il disposera de moyens publi-promotionnels importants pour atteindre ses objectifs.

Ce poste sera confié à un Diplômé d'Études Supérieures ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience marketing dans une société de produits de grande consommation.

Il trouvera l'occasion d'élargir ses compétences et de diversifier ses connaissances au sein d'une société connue pour sa pratique d'un marketing élaboré et d'un groupe permettant d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution.

Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

Adressez votre candidature avec c.v. [redacted], sous réf. J 02, à Jean Burckel BSN-Gervais-Danone 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn, gervais danone

HAVAS CONSEIL

CGIB

Banque privée - PARIS 17e
équipée d'un 370/145 [redacted] + TP
nous confie la recherche de DEUX

PROGRAMMEURS SYSTÈME

Les candidats que nous recherchons devront posséder une expérience minimum de [redacted]

Dans le cadre de l'équipe [redacted], l'un [redacted] deux postes sera plus particulièrement [redacted] développement de certaines [redacted] sous CICS/VS.

[redacted] pratique du DOS/VS [redacted] CICS/VS est indispensable ; la connaissance de POWER/VS [redacted] constituerait un atout supplémentaire.

Faire acte de candidature sous référ. 384 M à Jean PORRACCHIA



CHEF DU PERSONNEL

PARIS 100 000 F +

- Pour l'une des plus impor[redacted]tes sociétés françaises d'équipement et [redacted] distribution d'EAU : 2 500 personnes réparties au Siège et dans une quinzaine de Directions Régionales.
- Durant la phase d'intégration, en tant qu'Adjoint du Directeur Administratif et du Personnel, [redacted] surtout [redacted] gestion ad[redacted] comportera notamment [redacted] ches relatives au droit du travail et aux conventions collectives (rédaction, discussion, application). Peu à peu il sera positionné Chef du Personnel et chargé de l'ensemble de la fonction.
- Il est requis : - une expé[redacted]ience de 5 ans.
  - une formation du type licence en droit et de fortes compétences juridiques (droit du travail, conventions, retraites, etc).
  - une personnalité souple et [redacted]nible dans [redacted] rigoureuse et [redacted]ficace dans son travail.

Adresser un C.V. détaillé et une lettre manuscrite avec prétentions à : Hervé LE BAUT sous référence 2579/M

ORES
Groupe BOSSARD
105 Bd. Haussmann
75008 PARIS

Sperar

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



Société Générale
de Service et de Gestion

■ GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICE EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

■ qui se sont réunies en raison de leurs affinités [redacted] leur complémentarité

■ 1.000 personnes travaillant dans des équipes de dimension humaine

— UNE IMPLANTATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

— DES ACTIVITÉS TRÈS DIVERSIFIÉES : diagnostic, études, organisation, service bureau, télétraitement, saisie de données

— NOTRE OBJECTIF : aider [redacted] entreprises [redacted] toutes tailles et [redacted] services publics à maîtriser tous les aspects de l'informatique.

POUR ASSURER NOTRE DÉVELOPPEMENT en France et à l'étranger, nous recherchons de [redacted] collaborateurs
— ayant le goût du travail en équipe
— attirés par [redacted] tâches concrètes et variées qu'offre le métier de CONSEIL

COFAP

PARIS ■ BORDEAUX ● LYON ■ LILLE ■ AIX-EN-PROVENCE ■ MARSEILLE ■ LORIENT ● RENNES ● SAINT-MALO [redacted] ABIDJAN ● LIBREVILLE ● PORT-GENTIL ● TEHERAN

INFORMATICIENS DE GESTION

● PERSONNEL D'ÉTUDES ET RÉALISATION

■ Ingénieur GRANDES ECOLES ayant 2 [redacted] 3 [redacted] d'expérience INFORMATIQUE .... Réf. 1

■ Ingénieurs GRANDES ECOLES [redacted] .... Réf. [redacted]

● ANALYSTES PROGRAMMEURS expérimentés ou débutants .... [redacted] 3

● INGENIEURS SYSTEMES : IBM, CIIHB, BURROUGHS, N.C.R., UNIVAC,... ... Réf. 4

● SPECIALISTES APPLICATIONS sur petits matériels. ... Réf. 5

● SPECIALISTES TELETRAITEMENT, RESEAUX, BANQUES de DONNEES.... Réf. 6

● PREPARATEURS de TRAVAUX IRIS [redacted] pour l'AFRIQUE. ... Réf. 7

Ingénieurs Commerciaux Paris . Lille . Reims

● Vous [redacted] vendu des Services ou des Matériels Informatiques.

● Vous [redacted] analyser [redacted] problème du client.

■ Vous désirez valoriser [redacted] expérience dans une ambiance favorable (décisions décentralisées, réponses rapides [redacted] questions.

● Vous vous [redacted] capables de promouvoir une gamme très complète de Services [redacted] d'Applications Informatiques vous ouvrant [redacted] les portes.

■ Vous pouvez trouver un poste intéressant [redacted] SG2 ....: Réf. [redacted]

Pour compléter [redacted] information AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, [redacted] sur [redacted] correspondant à votre expérience à F. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle, 75015 PARIS

CONTROLE DE GESTION

Vous avez une expérience confirmée du contrôle de gestion en milieu industriel, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., E.S.S.E.C., Sup [redacted] Co...). Vous souhaitez poursuivre votre [redacted] au sein d'une société importante d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels de grande [redacted]. Nous vous [redacted] d'intégrer [redacted] direction [redacted] contrôle [redacted] gestion soit [redacted] opérationnelles. Il s'agit de postes [redacted] créer qui autorisent de larges possibilités d'[redacted]

Ecrire [redacted] Publicité - [redacted] Opéra, 75040 [redacted] 01, qui transmettra.

Société (6 [redacted] - 4.000 [redacted]) fabriquant des ÉQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE leader européen sur son marché recherche son

directeur des études

et souhaite proposer ce poste à un ingé[redacted] (A.M., Centrale...) [redacted] acquis, si possible dans le [redacted] la carrosserie, [redacted] collaboration [redacted] constructeurs.
En plus [redacted] compétence technique, il lui sera demandé [redacted] de [redacted] humain.
Lieu [redacted] : grande [redacted] sud [redacted] Paris.
Pour obtenir [redacted] complémentaires [redacted] A

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

sextant/dpa

SOCIETE DE HAUTE TECHNICITE DEVELOPPANT DES MATERIELS EMBARQUES recherche

UN CHEF DE SECTION

pour développement et production de tubes à plasmas.

Le postulant devra avoir une expérience tube, vide, électronique
- d'au moins [redacted] ans s'il a [redacted] grande école,
- d'au moins 10 ans s'il a débuté [redacted]

Le poste comporte de très larges [redacted]sabilités sur des hommes et sur des [redacted]

Lieu des [redacted] : BANLIEUE [redacted] SUD EST.
Adresser C.V. à No 93222, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris [redacted] 01 qui transmettra.

Importante entreprise d[redacted] travaux publics 5.000 perso[redacted]
Implantation nationale et [redacted] recherche

UN COLLABORATEUR DE DIRECTION GÉNÉRALE

— de formation supérieure (H.E.C - ESSEC - ISA - DROIT...) ;
— rédigeant [redacted] la perfection ;
— utilisant couramment deux langues parmi : [redacted] PORTUGAIS, l'ARABE, l'ANGLAIS (des connaissances en CHINOIS [redacted] appréciées).

Il s'intégrera [redacted] l'équipe existante et participera activement aux :
— Analyses financières
— Résolutions des problèmes juridiques et fiscaux
— Rédaction de procès-verbaux et d'études
— Etudes boursières.

Quelle que soit [redacted] formation, le candidat [redacted] sera capable de s'intéresser à toute activité avec dynamisme, disponibilité, rigueur et pragmatisme.
Lieu [redacted] travail : proche [redacted] Ouest (Métro).

Ecrire (photo), C.V., expérience le cas échéant, rémunération souhaitée sous n° 4.350 à L.T.P., [redacted] Bonne-Nouvelle, 75002 [redacted] qui tr.

FABRICANT D'ACCESSOIRES [redacted] GROUPE INTERNATIONAL recherche

ADJOINT(E) AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable du bureau [redacted] assimilé cadre, position IV ou V.

Salaire selon compétences. Notions allemand, anglais apprécié.

[redacted] avec [redacted] et prétentions à : COCORDAN ET LAFONT, 1, route [redacted] VULAINES-SUR-SEINE

[redacted]

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

[redacted]
Informatique Scientifique
pour [redacted]
[redacted] calcul des p[redacted] de [redacted] FORTRAN importants
[redacted] 87.563 M - REGIE-PRESSE, [redacted] rue Réaumur - [redacted]

MOBILIER INTERNATIONAL recherche

ATTACHÉ(E) COMMERCIAL

[redacted]ection et [redacted] aux entreprises [redacted] et REGION [redacted]
Rémunération : fixe [redacted]

Adresser curriculum vitae [redacted] photo : [redacted] bd Voltaire, PARIS-11e, à l'att. de M. LUGAN.

DIRECTEUR TECHNIQUE 150.000 F

Il s'agit de prendre en charge la conception de produits nouveaux ainsi que l'évo[redacted] existants en supervisant [redacted] laboratoire d'essai et [redacted] Bien sûr, vous parlez anglais [redacted]

Envoyer curriculum vitae à n° [redacted] - [redacted] 40, [redacted] de Chabrol, 75010 PARIS, qui [redacted]

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEIL ET DE FORMATION RECHERCHE

Responsable de la Formation

à l'utilisation des moyens et des méthodes informatiques

par l'organisation [redacted] interentreprises et dans l'entreprise : correspon[redacted] informatique - analyse fonctionnelle - méthode de conduite [redacted] projets - [redacted] l'exploitation.

Ses missions :
- animation de séminaires
- planification des opérations de formation
- participation à la prospection [redacted] nouveaux produits.

Ce poste exige un niveau de formation correspondant à la maîtrise ou à un diplôme d'ingénieur ainsi qu'une [redacted] concrète d'actions dans ce domaine et de bonnes connaissances en informatique.

Formation assurée aux produits et aux méthodes de la société.

sélé CEGOS [redacted] lettre man. + CV detaillé à Mme CLERE sous réf. 73375/M Sélé-CEGOS 33 quai [redacted] 92152 SURESNES.

Premier sur le marché français [redacted] cinquième sur le [redacted] mondial (7 000 [redacted] 12 usines, [redacted] filiales à l'étranger), nous fabriquons et [redacted] buons des produits [redacted]
Notre groupe poursuit son expansion et offre à :

deux jeunes cadres "exportation"

[redacted] de 28 ans minimum, [redacted] supérieures commerciales (HEC, Sup. [redacted] Co., etc.) l'opportunité [redacted] confirmer leur expérience [redacted] d'affermir [redacted] compétences grâce [redacted] des affectations successives dans [redacted] filiales françaises et étrangères.
Après [redacted] missions, notre groupe pourra leur offrir un développement de carrière intéressant.
Pratique de l'anglais indispensable.
Ecrire à G. [redacted] LM

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - [redacted]

Groupe [redacted] important recherche pour ses activités D'EQUIPEMENTS ET DE MESURE connues dans [redacted] monde entier

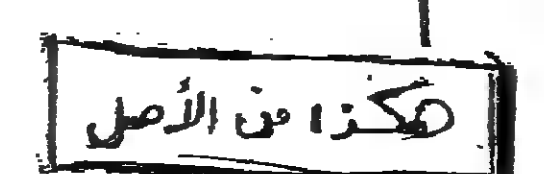
3 ingénieurs débutants passionnés de technique

ELECTRONICIENS E.S.E, A.M...

[redacted] première affectation prévue pour environ [redacted] ans, la [redacted] techniques [redacted] circuits et d'études technologiques [redacted] produits [redacted] prépondérante.

[redacted] en valeur [redacted] qualités de personnalité [redacted] vos [redacted] votre orientation [redacted] 5 - 10 [redacted], plutôt que vos connaissances [redacted] expérience, dan[redacted] candidature [redacted]

OP organisation et publicité [redacted] 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	[redacted]	[redacted]
"Placards encadrés" [redacted] col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL recherche

directeur de division

La mission :
- assumer la Direction [redacted] d'une [redacted] et négociant du matériel à caractère médical, santé, secours
- [redacted] responsable [redacted] la [redacted] Générale d'un centre [redacted] profit autonome.

Le candidat :
- [redacted] Grande [redacted]
- 32 ans minimum
- un dynamisme [redacted] éprouvé
- [redacted] qualités [redacted] gestionnaire
- une grande [redacted] profit
- ayant déjà assumé des fonctions [redacted]

Adresser C.V. détaillé s/réf. [redacted] à
2 M.I.
9 bis rue de Vézelay
75008 Paris

a.b

Institut Pasteur

PRODUCTION
Centre de Développement [redacted] GARCHES (92) recherche

TECHNICIEN (NE) SUPÉRIEUR (E) TITULAIRE B.T.S.

La candidat ou la candidate devra posséder une expérience en virologie ou en bactériologie.

Envoyer C.V. à M. PRUNET, Directeur du Centre, boulevard Raymond-Poincaré - 92380 GARCHES.

IMPORTANTE SOCIETE ANONYME D'HLM
60.000 logements gérés recherche pour les régions SUD et EST de PARIS

CONSEILLER(ERE) SOCIALE

(Statut Cadre)

Il ou elle sera chargé :
- des enquêtes auprès des locataires
- des liaisons avec les organismes extérieurs
- des études sur l'amélioration des conditions de vie en immeubles collectifs.

Quelques années d'expérience professionnelle après le Bac et un diplôme de travailleur social sont indispensables pour occuper ce poste.
Permis de conduire et voiture exigés.
Un domicile au Sud-Est de Paris est souhaitable.

Envoyer C.V. au : F.F.F. 159, rue Nationale 75013 PARIS.

DELAVAL-STORK
Société Internationale
FABRICANT de Turbines à vapeur, compresseurs centrifuges, [redacted]pes alim[redacted] recherché pour [redacted] succursale de [redacted]

INGÉNIEUR TECHNICO - COMMERCIAL

[redacted]érience machines tournantes. Expérience vente [redacted] engineerings. Esprit d'équipe. Anglais indispensable. Nombreux [redacted]. Rémunération importante en fonction [redacted] expérience.

Envoyer curriculum vitae détaillé et préten[redacted] DELAVAL - STORK, 28, av. Hoche, 75008 Paris. Discrétion assurée.

PARIS SUD [redacted]

acheteur 70 000 +

"Produits Alimentaires"

DE FORMATION SUPÉRIEURE, ayant plusieurs années d'expérience dans les achats de diverses natures, il peut trouver ici mieux qu'un poste.

Vous serez convoqué à Paris mais adressez votre C.V. + photo sous réf. GA à Monsieur BLIN garant d'une discrétion absolue.

Centre P.S.I. 8, rue Lafayette 44000 Nantes

Établissement financier de dimension internationale recherche un

adjoint au controleur de gestion

chargé de concevoir et de mettre en place un système de comptabilité [redacted]lytique.

Le candidat recherché doit posséder :
- un diplôme d'Études Supérieures Scientifiques ou Commerciales
- un minimum de 2 ans d'expérience de la gestion d'entreprise.

Adresser CV + photo + salaire actuel sous référence AR 711

CARRIERESSERVICES 19 R. DE LA PAIX
Conseil en recrutement 75002 PARIS

sextant/dpa

Filiale française de l'important groupe [redacted] MÖLNLYCKE - CA 1,2 milliard de F effectif 6.000 personnes

MÖLNLYCKE MÉDICAL

- [redacted] de l'appui technique [redacted] et de l'expérience acquise par le groupe dans les 14 pays où il est implanté et où il réalise 65 % de son CA,
- doit son impressionnante progression, en France, [redacted] l'avance technologique du groupe [redacted] produits hospitaliers [redacted] unique - produits d'avant-garde : gammes complètes - systèmes de [redacted] -

POUR DEVELOPPER ET RENFORCER SON IMPLANTATION EN MILIEU HOSPITALIER

- recherche des ATTACHES COMMERCIAUX - H ou F, 30 ans mini - capables de s'intégrer à une [redacted]quipe de vente existante et qui après une période de formation technique seront chargés de [redacted] réal[redacted] d'objectifs commerciaux [redacted] secteurs [redacted]

[redacted]issions :
- introduire [redacted] par [redacted] de spécialités qui ont fait l'originalité et le [redacted] MÖLNLYCKE.
- promouvoir [redacted] méthodes de travail par [redacted] action de sensibilisation et de formation [redacted] sur la vente de systèmes de soins et l'équipement complet d'ensembles hospitaliers.

[redacted] postes [redacted] à [redacted] H [redacted] F ayant une forma[redacted]on de [redacted]au bac ou un début d'études [redacted] ou paramé[redacted], ay[redacted] une[redacted]expérie[redacted] opérationnelle de [redacted] vente[redacted] milieu hospitalier.
Statut cadre - rémunération : fixe important + prime d'objectifs. Voiture fournie - remboursements frais - avantages sociaux.
Les [redacted]urs à pourvoir en priorité : Région parisienne - Normandie - Sud-Ouest.

Importantes possibilités d'évolution de carrière pour des candidats de valeur.

sélé CEGOS

Mais si vous êtes intéressés par d'autres secteurs, n'hésitez pas à nous écrire.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé, rémunération souhaitée [redacted] photo sous réf. 73374/M à Mme CLERE Sélé-CEGOS 33 quai-Galliéni - 92152 [redacted]URESNES

[redacted] financier de dimension internationale recherche un

organisateur informaticien

Chargé :
- de concevoir et de mettre en place les nouveaux systèmes de gestion automatisée.
- d'élaborer et de suivre l'exécution des plans et des budgets informatiques.

Le candidat recherché doit posséder :
- un diplôme d'Études Supérieures Scientifiques ou Commerciales
- un minimum de [redacted] ans d'expérience de l'informatique de gestion.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous [redacted] AE 712

CARRIERESSERVICES 19 R. DE LA PAIX
Conseil en recrutement 75002 PARIS

sextant/dpa

NCR FRANCE
Systèmes Informatiques recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
INGENIEURS SYSTEME

- Vous êtes intéressés par les développements sur :
  - Logiciels de base
  - [redacted]
  - Logiciels d'application
- Vous possédez (éventuellement) une expérience dans ces domaines.
- Vous écrivez couramment l'anglais.
- Vous avez une Formation mini : IUT ou Institut de Programmation.

Envoyer CV manuscrit et prétentions sous référence 320 à

NCR FRANCE — Division F.S.D.
191 rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15

Directeur Commercial

130 000 F — PARIS

[redacted] Société [redacted] personnes, C.A. annuel de 15.000.000 de [redacted] leader dans la technicité de ses produits, spécialisée dans la conception, la [redacted] de biens d'équipements spécifiques [redacted] industriel, notamment manutention par vibration, recherche son [redacted].

Dépendant directement du Président Directeur Général, après un stage d'adap[redacted] produits [redacted] qu'auprès de certains clients utilisateurs, il aura pour mission dans le cadre d'un budget à l'élaboration duquel il participera et qu'il gérera, [redacted] définir la politique commerciale et de la mettre en [redacted]icatio[redacted]. R[redacted] de [redacted] des [redacted] commerciaux [redacted] de l'après-vente, il dirigera le [redacted] représentants déjà existant, la restructurera, le complétera au fur et à mesure et l'animera. Il aura [redacted] une part d'activité directe en clientèle afin de maintenir puis développer les ventes. Dans le cadre de ses activités il aura à entretenir des contacts avec les filiales étrangères et à négocier certains marchés extérieurs.

Ce poste sera confié de préférence à un ingénieur diplômé d'une école d'électricité et de mécanique, du type Arts et Métiers, bilingue français/anglais, 35 ans minimum. Il justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans de la commercialisation de biens d'équipements à usage industriel, acquise dans une moyenne entreprise de production, l'ayant amené à maîtriser toutes questions relatives aux impératifs technologiques, à l'application de politiques commerciales ainsi que de [redacted] d'équipes de ventes.

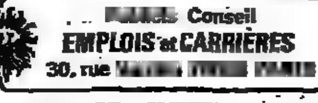
sélé CEGOS

Adresser lettre man. + CV détaillé s/Réf. 6035/M à Fr. ROUSSEAU Sélé-CEGOS 33 quai Galliéni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

Juriste d'Entreprise

- Nous sommes la filiale française d'une importante Société Internationale de produits de grande consommation, leader sur plusieurs marchés.
- Vous avez une solide formation en DROIT (Doctorat ou D.E.S.) complétée de préférence par plusieurs années d'expérience en Droit des Affaires.
- Vous justifiez d'une [redacted] bonne pratique de l'anglais
- Nous [redacted] de venir étoffer notre [redacted] Services Juridiques à notre Siège Social (proche banlieue Ouest de Paris).

Les candida[redacted] sont invités à adresser lettre manuscrite [redacted] curriculum vitae sous référ. [redacted] (mentionnée sur enveloppe) à :



[redacted] Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue [redacted]

QUARTZ ET ÉLECTRONIQUE recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

POUR ÉTUDE QUARTZ
Formation Mécanicien de précision.
Connaissance en piézo-électricité appréciée.

Adresser curriculum vitae :
1, rue d'Anjou - 92602 ASNIERES.

Établissement consulaire d'enseignement supérieur [redacted] la gestion recherche

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Adr. curriculum vitae, photo, lettre manuscrite, à : Nº 8.225, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transm.

JEUNES GENS
diplômés IUT ou DUT niveau licence de Math ou sciences économiques

Un important groupe de Sociétés vous offre d'acquérir une expérience de premier ordre comme

PROGRAMMEUR

avec une évolution vers l'analyse de système INFORMATIQUE.

Le Centre de Traitement Ordinateur est situé à Paris.

Formation (ou complément formation) assurée et rémunérée.

Envoyer lettre manuscrite à No 96.150, - CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui [redacted]

Groupe métallurgique français d'importance internationale dans les non-ferreux recherche pour un de ses départements commerciaux

chef de vente
FRANCE ET ETRANGER

Les candidats devront satisfaire aux exigences suivantes :
- minimum 35 ans - formation supérieure (Grandes Ecoles) - expérience de plusieurs années dans la vente
- connaissances concrètes des procédures d'exportation
- pratique courante d'au moins une langue étrangère (anglais ou allemand de préférence)
- qualités et expérience réelles de commandement et d'organisation
- ouverture d'esprit aux aspects techniques de produits métallurgiques de qualité
- disponibilité déplacements tous pays

Ecrire avec CV, photo et prét. s réf. 8939 à

OP organisation et publicité

ATTACHÉ COMMERCIAL

Intégré au département CRÉDIT-BAIL, il devra mener des actions de prospection, de négociation et d'études de dossiers, qui le mettront en relation avec [redacted] cli[redacted]ndustrielle[redacted], commerciale[redacted] et de profession libérale.

Pour tenir ce poste avec succès, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant [redacted] tempérament commercial, 2 à 3 ans d'expérience en Crédit-Bail Leasing. Une formation supérieure est souhaitable.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions à :

BANQUE HERVET Direction du Personnel,
127 Avenue Charles-de-Gaulle,
92201 Neuilly-sur-Seine.

MARQUE INTERNATIONALE DE BONNETERIE recherche dans le cadre de son expansion

DIRECTEUR DE PRODUCTION

NOUS DEMANDONS :
- Un homme dynamique.
- De forte personnalité.
- Aux qualités humaines affirmées.

NOUS OFFRONS :
- Une ambiance jeune...
- Un travail intéressant.
- Un avenir assuré.

Adr. lettre man. avec C.V. compl. photo et prétent. s/ la nº 95.745 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr. Réponse et discrétion assurées.

SOCIETE DE HAUTE TECHNICITE DEVELOPPANT DES MATERIELS EMBARQUES recherche

1 chef de service optique

FORMATION GRANDE ECOLE (ESO souhaité)

ayant une expérience d'au moins 5 ans de préférence dans le matériel spatial *et dans l'optique : rayonnement visible et infra-rouge.*

Lieu de travail :
BANLIEUE PARISIENNE SUD-EST.

Adresser C.V. à No 93.220, Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES recherche pour l'une de ses unités de production

UN DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur A. et M., ICAM, ESE ou équivalent
- *Rompu aux relations sociales (personnel 300)* ;
- Expérience de la production ;
- Ouvert aux méthodes d'organisation du travail ;
- Sens de l'autorité et personnalité; plus habitude des relations de travail, au sein d'un groupe nécessaire ;
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., prétent. et photo, numéro 96.407, Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transm.

ANNONCES CLASSEES

	[redacted]	[redacted]
[redacted] D'EMPLOI	40[redacted]	45,76
"Placards encadrés" 2 col. [redacted] + [redacted] ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX [redacted] PROPOSITIONS [redacted]	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	[redacted]
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	[redacted]	[redacted]

offres d'emploi

Une Société de [redacted] recherche un

chef comptable

[redacted] formation supérieure : Expertise ou DECS, minimum [redacted] ans, doté d'une bonne autorité naturelle, ayant pratiqué comptabilité sur ordinateur et acquis une bonne expérience professionnelle dans une Société du secteur commercial utilisant l'informatique.

Il devra instaurer les [redacted]édures comptables classiques, tant au niveau [redacted] comptabilité [redacted]rale que de la comptabilité analytique, permettant [redacted] du compte d'exploitation mensuel.

Il aura de plus la [redacted] de [redacted] d'un Chef Comptable : suivi de la trésorerie, [redacted] fiscales, élaboration du bilan, [redacted]

Pour accomplir sa [redacted]che, il aura sous ses [redacted] un Chef de Groupe et [redacted] comptables.

Localisation : PARIS OUEST.

La rémunération sera [redacted] en fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 519-M 25, rue du Renard - 75004 Paris.



PROSSEL international

[redacted] EN [redacted] HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE
Banlieue Sud Paris, [redacted]

INGÉNIEUR
Type E.N.S.I. ou I.C.A.M.

Pour essais dans les domaines de mesures physiques en mécanique des fluides.
Expérience pratique souhaitée.
Age minimum [redacted] ans.

[redacted] curriculum vitae [redacted] prétent. à nº 86.230, [redacted] Publ., 20, [redacted] Opéra, PARIS (1er), qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Secteur Mécanique Générale
recherche pour PARIS

adjoint au directeur services commerciaux

jeune diplômé ESSEC, SUPdeCO ou équivalent le candidat devra posséder une expérience (deux [redacted] années minimum) de l'administration des ventes et des études marketing, dans le domaine des biens d'équipement et avoir une pratique courante de l'ANGLAIS [redacted] l'ALLEMAND.

Il secondera le Directeur des Services Commerciaux [redacted] :
- [redacted] marketing
- [redacted] suivi [redacted]
- [redacted] relations clients
- le développement de l'export (45 % du CA, principalement [redacted] Europe)...

Adr. C.V. détaillé [redacted] à M.A. BORDES

GAMMA SELECTION
6, [redacted] d'Estienne d'Orves - [redacted] Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉINFORMATIQUE
recherche

INGENIEURS SYSTEMES CONFIRMÉS

Pour gros [redacted] banlieue sud. Connaissance Control Data appréciée.

Envoyer C.V. [redacted] prétentions s/réf. [redacted] à P. LICHAU S.A., 10 rue [redacted] Louvois [redacted] Paris cedex [redacted] qui transmettra.

— [redacted] de [redacted] ans
— Expér. gesti[redacted] production, commerciale, responsabilité.
— Habitude contacts haut niv.
— Disponibilité immédiate ou proche.
— Goût [redacted]

NOUS OFFRONS indépendance, autonomie et assistance techn. permanente.

REMUNERATION ANNUELLE SUPERIEURE à

100.000 F

Tél. [redacted] Delorme : [redacted] 9 h. 30-12 h. et [redacted] h. [redacted] 30.

PROTEG
Protection Vol [redacted] Incendie.
Dans le cadre [redacted] son expansion, recrute pour [redacted] service installation

1) AGENT DE PLANNING
Mission : assurer la gestion de la planification de chantiers de courte et moyenne durées, contacts clients, suivi délais des études spéciales et travaux atelier, prévision de facturation et [redacted] montage.

2) PRÉPARATEUR CHANTIER
Mission : assurer étude technique, approvisionnements [redacted] et suivi réalisations de [redacted] de courte [redacted] jusqu[redacted] pré-réception des travaux.
Pour ce second poste, une expérience encadrement, suivi travaux et des connaissances en détection vol, incendie ou courant faible, sont indispensables.

Adresser C.V. sous réfer. GD PROTEG, 36, rue Laugier, 75017 Paris, ou tél. 267-40-70.

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES
(matières premières pour parfumerie) recherche pour son usine N.-O. de Paris :

UN COLLABORATEUR ADJOINT
au [redacted] du Service [redacted]
[redacted] ans minimum

— pour la gestion des stocks et le suivi des approvisionnements et des commandes,
— expérience nécessaire de quelques années, familiarisation souhaitée avec les produits [redacted]
— qual[redacted] requises : d'excellente mémoire, d'ordre, de méthode, de vigilance rigoureuse.

Possibilité de carrière intéressante
[redacted]

Env. C.V. ma[redacted], photo (ret[redacted] et prétentions, ss nº réf. 1.154 [redacted]

Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. des [redacted]

Important [redacted] du [redacted] privé [redacted] pour [redacted] commercial
BRANCHE MARITIME

LICENCIÉ EN DROIT
[redacted] ETUDES EQUIVALENTES
anglais indispensable. Ne pas se prés. Ecr. avec C.V. et photo au Chef du personnel, 48, r. Notre-Dame-des-Victoires, 75002 [redacted] 02.

IMPORTANTE SOCIETE
(Paris - la Défense)
recherche pour son INFORMATIQUE DE GESTION

des ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(D.U.T. ou équivalent).
[redacted] C.V. à Mme VALLET, B.P. 108, [redacted] Courbevoie [redacted]

[redacted] public
documentation scientifique
Porte d'Italie, recherche

MÉDECIN, PHARMACIEN CHIMISTE TOXICOLOGUE

Anglais indispensable, travail mi-temps.
Envoyer C.V. et prétentions à Régie-Presse Nº 565611 M, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Société leader dans sa branche, recherche pour son service informatique (I.B.M. 370/135 sous DOS / VS devant évoluer vers I.B.M. 370/138).

INGÉNIEUR SYSTÈME
chargé :
— d'une mission de conseil auprès de la direction,
— de maintenir et développer le réseau T.P.
— Il [redacted] demandé [redacted] rience [redacted] ans dans la fonction,
— [redacted] expérience [redacted] serait [redacted].

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions, s/référ. 2.401/M, à :

?answare
SELECTION
101, bd Murat, 75016 PARIS.

AGENT CATERPILLAR
pour la France offre [redacted] stable et d'avenir dans [redacted] important à

ATTACHÉ COMMERCIAL
Possibilité d'atteindre rapidement salaire élevé si dynamique et ambitieux. Secteur Nord-Ouest de la région parisienne.
Société Normande H.B.M., le Pont du Rouillard, 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE, 971 - 56 - 56.

JEUNE REDACTRICE

Pour une [redacted]ule d'analyse économique et financière de firmes étrangères.

Expérience souhaitée dans l'organisation documentaire et dans l'établissement de notes [redacted] synthèse et d'analyse [redacted] financière.

[redacted] ou allemand lu.

Adresser, avec niveau de traitement souhaité, C.V. détaillé sous référence NAUL (à mentionner sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

STE DELATTRE BEZONS
[redacted]
pour son [redacted]ue équipé d'un ordinateur HB 58

[redacted] ANALYSTE PROGRAMM.

Dipl. I.U.T. conn. COBOL et FO[redacted] Adr. C.V. + prét. à M.[redacted] Sté Delattre [redacted] Centre Paris Pleyel, Tour Ouest 93521 Saint-Denis Cedex.

UNE IMPTE SOCIETE DE VENTE et LOCATION [redacted] CONSTRUCTIONS PREFABRIQUEES
recherche son :

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Il sera spécialement [redacted] l'exportation [redacted] de la politique commerciale auprès de la Direction générale.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, indiquer [redacted] et rémun[redacted] à [redacted] 96.364, CONTESSE PUBLICITE 20, av. [redacted], Par[redacted]

Discrétion [redacted]e assurée
Il sera répondu à toutes les [redacted]

92110 CLICHY
CIE D'ASSURANCES
équipée d'un IBM 370/125 et [redacted] 3790
[redacted]

ANALYSTE expérimenté
pour développement applications sur terminal

ANALYSTES-Programmeurs
débutants ou quelques années d'expérience
DIPLOMES I U T
CONNAISSANCE COBOL exigée
Lieu de travail : Porte-CLICHY
Adresser C.V. et prétentions, à [redacted] HEIMBURGER 50, r. H.-Barbusse, [redacted]

IMPORTANTE SOCIETE
[redacted]

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Niveau [redacted] comptable ou ESSEC

Habitué aux problèmes de gestion et d'organisation administrative, ayant le goût des contacts et [redacted]

Veuillez adr. [redacted] C.V. [redacted] manuscrit avec photo et prét. annuelles à nº [redacted] PEAVIT [redacted] rue de [redacted] qui [redacted]

SOCIETE SERVICES
[redacted]
pour [redacted]

ANALYSTE SYSTÈME
[redacted] Data.

2 ans expérience minimum.

Ecr. avec C.V. [redacted] à 96.404 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

GROUPE [redacted]
recherche

CADRE
ayant une expérience [redacted] crédits professionnels à moyen terme, [redacted] en faveur des membres des professions [redacted]

Très [redacted]ion de base. A[redacted] 30 ans.

Env. C.V. et photo à 95.183, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue NORD de PARIS, recherche pour

Travaux d'études en mécanique et essais divers :

UN AGENT TECHNIQUE
B.T.S., D.U.T. physique ou EQUIVALENT.

Ayant [redacted] bonne expérience en mesure des paramètres physiques [redacted]llement des [redacted]

Anglais nécessaire.

Adr. C.V., photo et prétentions à 96.188 CONTESSE PUBLIC.

Société de Gestion Paris 11e
[redacted]

COMPTABLE 2e échelon
familiarisé avec système CCMC
Ecrire sous référence [redacted] 3.538, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 [redacted]

STÉ D'EMBALLAGES INDUSTRIELS
recherche

CADRES COMMERCIAUX
pour régions Nord, Toulouse et PARIS
Dynamiques, sérieux, sens de la vente
Très bonne rémunération
Avantages [redacted]
Env. C.V., lettre manuscrite et photo, à SOFECOME
12, rue Jean - 93402 ST-OUEN

Dans le cadre de ses activités mini-systèmes, Impte Société, siège à PARIS, recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS
[redacted] les [redacted] de contrôle de processus, d'acquisition temps [redacted], [redacted] gestion et télécommunication.

Une [redacted] expérience [redacted] la [redacted] sera un [redacted] supplémentaire.

[redacted] immédiats pr l'étranger. [redacted] H.P. 3000 indispensable.

Ecrire [redacted] C.V. détaillé, [redacted] et [redacted] réf. S/1, [redacted]

I.C.A. PETITES ANNONCES
[redacted] 17
qui transmettra.

IMPTE SOCIETE BANLIEUE OUEST
27 km [redacted] St-Lazare
recherche

UN CHEF D'ATELIER
[redacted] son service [redacted] électrique
(effectif 50 personnes)

Le candidat doit être ELECTROMECANICIEN [redacted] du [redacted] ou D.U.T. et avoir quelques [redacted] d'expérience. Ecr. avec âge, réf. et prét., à nº 95.480, CONTESSE P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE
s[redacted] Pont de Saint-Cloud
recherche
SECRETAIRE DACTYLO expérimentée
excell. trilingue français, arabe, anglais - Sténo si possible.
Adr. candidature manuscrite avec C.V. [redacted] à SOF[redacted]SA
307, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

Nous recherchons pour notre Direction Commerciale

UNE SECRETAIRE STENO-DACTYLO
[redacted] une [redacted] d'au moins [redacted] ans secteur commerciale. An[redacted] lu [redacted] indispensable. Sér. réf. [redacted] Horaire [redacted]riable. [redacted] travail : proche R.E.R. [redacted], préfecture.
Adr. C.V. manuscrit, prétent. et photo, s/réf. 7.344, à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Dactylo

BANQUE
SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE
recherche

UNE DACTYLO EXPÉRIM.
POUR CONTRAT 6 MOIS

UNE STÉNODACTYLO CONF.
POUR POSTE [redacted]

Tél. : 260-33-05.

demandes d'emploi

JEUNE FEMME [redacted] ans recherche

RESPONSABILITE des RELATIONS PUBLIQUES
dans société

[redacted] l'Air • Licenciée [redacted] Espagnol • [redacted] l'anglais et [redacted] l'espagnol.
Ses responsabilités antérieures lui ont donné une [redacted] pratique [redacted] rieures, [redacted] l'initiative du [redacted] de l'organisation.

Faire offre [redacted] référence [redacted] :
s.n.p.m [redacted] 108, av. Ch. de Gaulle 92522 [redacted]UILLY

DIRECTEUR COMMERCIAL

34 ans, 100.000 F + intéressement. Po[redacted] P.M.E. matériel d'équipement électromécanique [redacted] électronique, parlant [redacted] et [redacted]

[redacted] ou téléphoner sous référence [redacted] 1, [redacted] Claude VITET, 2, [redacted] Marengo, [redacted] PARIS - [redacted] - 261-32-27.

JE SUIS L'HOMME DES COMMANDES

Adjoint chef de production. 39 [redacted], III A [redacted] C.A.M.N.F.) ;
— [redacted] Direction du B.E., devis, ordonnancem., [redacted], sous-traitances, prix [redacted] revient, rompu aux relations engineering, [redacted] l'Est ;
— Responsable de la gestion [redacted] des [redacted] pétrole - chimie - nucléaire, appareils s/pression, [redacted] S.N.C.T.I.L., [redacted] [redacted] ou [redacted] (Dôle)
[redacted] propositions.

Ecr. : nº T [redacted] M REGIE-PRESSE 85 bis, rue [redacted] Paris-2e.

CADRE SUPÉRIEUR BANQUE - [redacted]
CLASSE VIII, B.P., I.T.B.

Expérience approfondie [redacted] domaines, spécialiste opéra[redacted] avec l'étranger, clientèle particulière, gestion et formation [redacted] [redacted]nel, administration.
Anglais courant, notions [redacted], référ. 1er [redacted]
Etudierait toute [redacted]

Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd [redacted] 75008 PARIS [redacted] 64063

INGÉNIEUR COMMERCIAL

36 ans, Docteur ès Sciences, parlant français, anglais, arabe, allemand. Ayant introduction et [redacted] expérience dans pays arabes, cherche colla[redacted]on ou association pour études de marchés, [redacted]ions et [redacted] affaires.



Ecrire ou téléphoner sous [redacted] IC 1 au Cabinet Claude VITET, 2, r. Marengo, [redacted] PARIS. - [redacted] ou 261-32-27.

Jeune CADRE diplômé Enseign. Supérieur, DECS [redacted] ans expérience Cabinet AUDIT INTERNATIONAL [redacted] poste

AUDIT INTERNE - CONTROLE GESTION ASSISTANCE DIRECTION FINANCIÈRE

Lieu géographique indifférent.

Ecrire sous [redacted] à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, [redacted] PARIS, [redacted] transm.

SCIENCES PO - [redacted]
[redacted]

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Expéri[redacted] fonction dans grande entreprise (gestion [redacted] cadres, formation, information [redacted] industrielles).
[redacted] F. [redacted] : région parisienne.

[redacted] nº 311, « le [redacted] [redacted] rue [redacted] Italiens, 75427 [redacted] (9e), qui [redacted]

CONSULTANT
MA[redacted] ET INFORMATIQUE
- [redacted]NSEAD, [redacted] ET METIERS ;
- [redacted] ans, [redacted] expérience, direction [redacted] projets ;
- [redacted] mobilité, anglais courant, [redacted]

[redacted]

HAUTES RESPONSABILITES OPERATIONNELLES dans [redacted] en [redacted] expansion.
- [redacted] 1977, selon conve[redacted] ;
- possibilité formation complémentaire mi-temps.

[redacted] nº T 098.041 M, REGIE-PRESSE, 85 [redacted] Réaumur, 75002 [redacted]

CHEF DE DIVISION E.G.P. - 46 ans
— 20 [redacted] sidérurgie fine —

Allemand, [redacted] - Production, qualité, [redacted] budgétaire, travaux neufs, procédés [redacted] études rationalisation avec [redacted] frères, [redacted]t bien la profession.
Cherche poste
Responsabilité où valoriser cette expérience.

Ecrire sous le numéro [redacted] Régie-Presse, [redacted] bis, [redacted] Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

[redacted] F — 35 [redacted] — Ingénieur parlant couramment français, anglais, allemand. Excellent second pour P.M.E. française ou européenne

Ecr. ou téléphoner [redacted] référence DGA 1 [redacted]e VITET, 2, rue Marengo, [redacted] PARIS. - [redacted] ou [redacted]

CADRE DIRIGEANT - 65 ans

Retraité fin 76, spécialiste marketing [redacted] produits grande consommation.
Grande expérience relations avec [redacted] de publicité, média, [redacted] marché, [redacted] service technique, financier, direction [redacted] prix, [redacted] consommateurs, [redacted] professionnelles. [redacted]
recherche
[redacted] ou partiel comme CONSEIL. [redacted] santé, grande activité. Anglais courant.

Ecrire [redacted] T 098013 M. REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, [redacted] PARIS

J. H., [redacted] a., nat. franç. debutant goût [redacted]

D.U.T. GESTION COMPTABILITÉ
possédant voiture, rech. [redacted] Tél. : 207-68-55.

EXPORT
Hme, [redacted] a., bilingue anglais, expérience [redacted] ans [redacted] d'équipem. [redacted] Europe de l'Est et Pays Arabes. Etudierait [redacted] propositions. Ecrire [redacted] nº 96.515, Contesse Publicité, 20, [redacted] de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

JEUNE DIPLOMÉ H.E.C.
Lic. Sc. Eco., angl., [redacted]gue, [redacted] russe. [redacted] 2 ans expér. [redacted] Ecr. nº [redacted] « le Monde » Pub., 5, r. [redacted] 75427 Paris-9e.

CADRE DE DIRECTION
ADMINISTRATIF ET TECHN. (électromécanique), 15 ans EXPERIENCE IMPLANTATION RESEAU APRES-VENTE FRANCE-EUROPE ([redacted] personnel), [redacted] ans co-direction P.M.E. [redacted] directe grosses industries. Anglais, italien courant. Libre sur sa [redacted]emande étudierait toutes propositions PARIS - PROVINCE. Ecrire à nº 8749 COFAP, 40, rue de Ch[redacted] 75010 Paris, [redacted] transm.

J. Femme Australienne, [redacted] ans, [redacted] français, [redacted] pagnerait [redacted] ou [redacted] pour leur enseigner l'anglais. Ecr. : Rosemary SPRINGALL, 22 Relowa Crescent [redacted] - Box Hill 3129 [redacted] - AUSTRALIE

J.F., [redacted] ans, [redacted] Dir., 10 [redacted] expér., bi[redacted] anglais, ch. [redacted] responsabilités. - Tél. : 905-11-72.

PSYCHOSOCIOLOGUE [redacted] TRAVAIL, 15 a. d'expér. Références de 1er plan, [redacted] formation vendeur. [redacted]nel, [redacted], créativité..., ch. [redacted] partiel. [redacted] 651, [redacted] REGIE-Presse, [redacted] Réaumur, PARIS-2e.

ARCHITECTE D.P.L.G. [redacted] a. expér., parl. franc., [redacted] angl., [redacted] ttes propos. [redacted] [redacted] arabes. Ecr. [redacted] 39, bd Clemenceau [redacted]

21, Bac G-2, Probatoire, 3e degré, expér. bilan, ttes déclarations, paie. Banl. Sud ou [redacted] HAMALIAN 2, r. de Villeneuve, 06000 NICE.

H. 30 ans, Bac, angl., all., [redacted] ans Jason, ch. [redacted] étranger, [redacted] Extr. - Orient, [redacted], transport, voyages, représentation ou autres. Ecr. : AGENCE HAVAS, 06011 NICE [redacted] ou [redacted] : [redacted] 51-43-96.

J. F., C.A.P. aide-comp[redacted]ble, ch. [redacted] grande entreprise. Ecr. nº 303 « le [redacted] » Pub., 5, r. des Italiens, [redacted] Paris-9e.

[redacted] a., [redacted] supérieur direct, responsable [redacted] de gde [redacted] large [redacted] ccial, impliquant activités [redacted] diverses. Déplacements fréquents [redacted] haut [redacted] et cciaux [redacted] mises au [redacted] ventes, confirmés [redacted] origine et branche [redacted]uelles) métallurgie, demi-prod. métaux ferreux [redacted] RECH. [redacted] similaire, rég. indifférente, fonction encadrement, animation + développem. marketing, etc. Ecr. [redacted] CONTACT, [redacted] Haussmann, 75008 [redacted] référence 63995.

Secrétaire sténodactylo longue expér. 3 a. secrét. direction, active, aimant contacts humains [redacted] l'initiative, ch. poste à [redacted] Proche banlieue [redacted] Ecr. nº 6.427 « le Monde » Pub. [redacted] r. [redacted] Italiens, [redacted] Paris-9e.

[redacted]E ADMINISTRATIF, [redacted] a. excel. référ. [redacted] profess. connais. sténodact., assur., exp. relat. hum. rech. remp. Lib. ste. Ecr. nº 302 « le Monde » Pub., [redacted] r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

COMPTABLE - 1er échelon
Femme, 30 ans, 11 a. exp. conn. comptabi[redacted] gén., analyt., rapprochement bancaire, paies, C.C.P., caisse, banque, système décalque [redacted] système E.C.M.C. optique. Banl. proximité [redacted] du [redacted] Ecr. nº 6.407, « [redacted] Monde » Pub., 5, r. des Itali[redacted] Paris-9e.

H 30 a., Français d'origine libanaise, niv. universitaire [redacted] anglais, bon niv. français. Exp. travail relations publiques Arabie Saoudite, [redacted]rche emploi avec [redacted] franç. Arabie, Moyen-Orient, Libye. Ecr. GHORRA Samir, 9, rue Th.-de-Foudras, appt 71, 71100 Chalon-sur-Saône.

DAME CADRE ATTACHEE DE DIRECTION [redacted]
CHARGEE DE MISSION
[redacted] problèmes commerc., quel que [redacted] l'échelon. [redacted] réf. Lib. de suite, temps complet ou partiel. Ecr. nº [redacted] « le [redacted] » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 29 [redacted] Ecoll. [redacted] années exp. bancaire, [redacted] gestion [redacted] Libre rapid. Etud. ttes [redacted] Ecr. nº T 097982 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., FRANÇAIS, 30 ans, parlant, écrivant anglais, espagnol, 7 ans expér. armem. operating. LIBRE IMMEDIATEMENT cherche SITUATION. [redacted] Florian Morain, 20, rue Lepic, 75018 PARIS. Tél. : 257-70-46.

J. H. 27 a., dég. O.M. ch. [redacted]ploi admin. ds travx littér. rewriting. T. [redacted] 9-12 h. 525-36-17.

45 ans, DIRECTEUR CCIAL 20 ans [redacted]te industrie équipement automobiles, rech. situation en rapport [redacted] compétence. Ecr. à [redacted] PUB., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Analyste Responsable Système adjoint au Chef de Service, BP de technicien en informatique, 29 a[redacted], 7 ans [redacted] IBM-DOS/VS assembleur [redacted] DL 1-VSAM-BTAM. Expérience des bases [redacted] données. Rech. [redacted] soit au niveau système, [redacted] au niveau analyse/conception. Références disponibles [redacted]cteur. Ecr. [redacted] PUB., 20, [redacted] Opéra, Paris-1er, [redacted] tr.

Suite fusion et restructuration DIRECTEUR DE PERSONNEL [redacted] E.S.C., certificat de gestion, organisation, informatique, [redacted] humaines, [redacted] expér. [redacted]tionales (France et [redacted] Commun), fortement motivé par développement et ressources [redacted] amélioration des [redacted] d'activité, [redacted] par informatique, [redacted] Personnel [redacted] état-major [redacted] Situation géographique indifférente - Ecrire à nº 96.134 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

J. F. lic. Droit Public [redacted] International Public), étud. [redacted] prop. Ecr. à [redacted] 1.651.

Secr. sténodact., [redacted] réf. copropriété, libre de suite, ch. emploi. Ecr. nº 62.271 M Régie-Presse, [redacted]

J.F. 2 a. exp. imp. bur. ch. pl. st. A[redacted] dact. déb. [redacted] Préf. Nation. Lib. ste. 328-59-36.

SECRETAIRE 14 a. expérience, anglais, bonne présentat[redacted] poste stable, libre de suite. — Téléph. 228 - 39 - 58, de 8 h. 30 à [redacted] h. 30 et après [redacted] heures.

Etudiant CINEMA, libéré [redacted] ch. [redacted] assistant [redacted]graphe ou stages pratiques. 253-59-33, [redacted] écrire M. [redacted] Paolo, [redacted] Cinéma, Paris-19e.

INGENIEUR C.N.A.M. 76, 28 a., spécia[redacted]tés mécaniq. et mesure, expérience industrielle : 6 ans, rech. emploi r[redacted]ion lyonnaise, libre le 1er m[redacted]s 1977. Ecrire B. POTHIE[redacted] Bât. 113, INSA, [redacted] VIL[redacted]ANNE CEDEX.

J.F. 29 ans, assistante direction, cadre, anglais, espagnol cour., études supérieures, 6 ans expér., ch. poste à responsabilités avec possibilité d'évolution. — Ecrire nº T 098.049 M, Régie-Presse, 85 bis, [redacted] Réaumur, PARIS-2e.

J.F. [redacted] tril. espagn., angl., ch. [redacted] vivant, respons., bonne présent., expér. [redacted] T 098.043 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, [redacted]

Dame 50 ans, empl. adm. serv. commx, sténodact., ch. pl. stab. G. Dumoulin, bâtim. B, 40, rue de la Justice, 75020 PARIS.

Journaliste économique, forte expérience, spécialiste énergie, [redacted], étudierait toutes propositions presse, relations publiques, [redacted] Ecr. nº 269, « le [redacted] » Pub., 5, r. [redacted] Italiens, [redacted] Paris-9e.

DAME [redacted] NUIT, [redacted], [redacted] âgées, gardienne enfants ou autre. — Ecr. nº 6.421, « le [redacted] » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 23 a., secrétaire sténodact. confirmée, bonne conn. anglais, 4 ans expér., ch. poste stable, [redacted] immédiat. C. FABRE, 6, r. de Verdun, 94160 St-Mandé.

[redacted] HOMME [redacted] Math sup. et spéc., [redacted] sup. comm., EXP. VENTE [redacted] anglais cour., not. allemand libre tout de suite, rech. sit. France, étranger. Ecr. J.-C. Neu, 48, qu[redacted] Le Gallo, [redacted] BOULOGNE.

[redacted] comptable femme niveau DECS, ttes [redacted]tions fiscales, [redacted] bilans. Libre rapidement. 4, 8 ou 16 h./semaine. Ecr. à nº 96.519 CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Jeune fille 25 a., Maîtrise de PSYCHO, étudierait toutes propositions dans [redacted] « [redacted] » [redacted] Formation, Animation, etc.) [redacted] grande entreprise. Anglais courant. Ecr. à 96.443, CONTESSE PUBLICITE, [redacted] av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

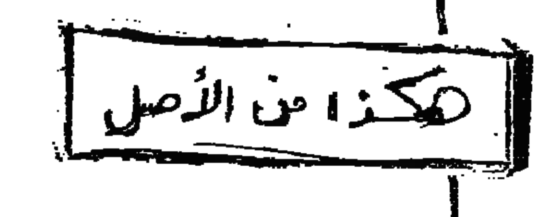
SECRETAIRE TECHNIQUE 40 ans, assistante ingénieur, sténodactylo, anglais écrit, diplômée E.E.T.F., bac, rech. place [redacted] avec responsabilités banlieue sud, intérim s'abstenir. [redacted] CONTESSE P., [redacted] Paris-1er, qui tr.

CADRE MONITRICE PERFO BULLE - I.B.M. - C.M.C. [redacted] ans, [redacted] façonnier serv. 30 pers., contacts cl[redacted] [redacted] poste stable, formation sur autres matériels ou autre poste acceptée. Ecr. [redacted] 98.295 M Régie-Presse, 85 bis, [redacted] Réaumur, Paris-2e.

[redacted] 26 [redacted] lic. et DES [redacted] libre imm., [redacted] empl. [redacted] étud. [redacted] propositions. Ecr. nº [redacted] « le [redacted] » Pub., 5, r. des Italiens, [redacted] Paris-9e.

H. 28 ans, niveau DECS, chef comptable ds P.M.E. 50 salariés, 5 ans d'expérience dont 2 ds la fonct., recherche poste similaire ou poste d'adjoint de sté imp. Ecrire à M. Alain PHILBERT, 8, rue Emile-Zola, 92130 Issy-les-Moul[redacted] [redacted] : 644-21-69 [redacted]

Voir notre immobilier [redacted] rubriques en page 27



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	[redacted]	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
[redacted] encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	[redacted]
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU [redacted]	28,00	32,03

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

JASMIN Charmant 4 P., 115 m2, tt confort, serv., belle hauteur plafond. - 266-92-15.

XVII° Porte CHAMPERRET Imm. standing 1969 STUDIO tt confort. 115.000 F. Crédit - 627-78-52.

28° - IMM. GD STAND. 1970 LIVING + 3 CH., dépend., 2 bains, 120 m2. Terrasse vue panoram. Park. Prix 680.000 F. Crédit. Tél. à 627-78-52.

BEL-AIR Imm. standing Etage élevé Sal. dble, 3 chbr., gde cuis. éq., s. de bains, douche, placards. Tél. 735.000 F. - 307-76-62.

CHAMPS-ELYSEES (près) - Idéal profess. libérale 5 P. cuis., 2 bains, 5° étage, asc., balcon, moquette. TEL. REFAIT NEUF. 755.000 F. Tél. 723-91-53 (heures bureau).

SULLY-MORLAND DANS IMM. CARACT. P. de T. 3° ét. s/rue et cour, calme, soleil DECORATION RUSTIQUE BELLES POUTRES APPAR. 5 PIECES Très beau living avec cheminée 3 chbres, cuis. éq., s. de bains. LUXUEUSEMENT RENOVE PRIX : 680.000 F Mercr., jeudi, vendr., 14/18 h., 7, RUE CHARLES-V ou tél. : 272-29-92.

EUROPE. Imm. p. de t., tapis escal. 3° ét. B. 2 p., cuis., bains. Except. 178.000. 225-67-47.

3° MARAIS Beau 2 p. 50 m2. Remis à neuf Tt cft. Tél. 230.000 F. 344-32-59.

BOULEVARD MAGENTA BEAU 5 P. - TT CONFT Dans imm. ancien pierre de t. Gde réception, 3 chbr., gde cuis. S. de bains, w.-c. - Tél. - Soleil. Prix : 880.000 F. - Tél. 805-92-62.

TROCADÉRO 40, rue de Longchamp, 16° Disponible, 15 apparts luxueux, du studio au 3 P., 1 triplex, 5 p., terrasse. - Prix ferme et définit. Livrais. 1er trimestre 77. Information sur place tous les jours, de 14 à 19 h., sauf dimanche SAGE - 874-49-32

URGENT RUE DE PARADIS - 100 m2 Exceptionnel - Entièrement aménagé - 420.000 F - 770-40-30

BOULEV. DE LA MADELEINE 8, Résidence Madeleine - Opéra Grand STUDIO, confit. 325.000 F. 2° étage, balcon sur [redacted] Lundi, mardi, mercr., [redacted] h.

PARC - BUTTES-CHAUMONT Original 2 P., mezzanine, balcon, tout confort. 170.000 F - 326-00-94

PARC MONCEAU Superbe appt 190 m2, 4° étage. Plein sud. Prix élevé justifié. Tél. : 265-65-89

PLACE DES VOSGES (prox.) Dans bel imm. NEUF STYLE « MARAIS » TR. BEAU 4 P. 90 m2, CALME SOLEIL - VERDURE - 278-46-43.

MARAIS - BEAUBOURG [redacted] + CHBRE [redacted] équipée. [redacted].000 F - 704-88-18

R. DU DOCTEUR BLANCHE Luxueux 130 m2 sur jardin Double living + 2 chambres 2 bns. Cuisine équipée. Parking. FRANK ARTHUR - 766-01-69

[redacted]-ROYAL - GRENIER AMENAGE EN 2 P. Ref. neuf. TRES ORIGINAL. Conviendrait pour Artiste. ASC. SOL. 45-38.

Métro RANELAGH DBLE LIVG + 3 ch., 2 bains. 578-93-93 (matin, repas)

Paris 14° - Rue Henri-Heine R.-ch., imm. P. d. T., tr. calme, splendide 5 p. 175 m2. Ch. serv. Tr. bien aménagé. Sanit. dernier standard. 900.000 F - 603-15-62.

16°, vue sur Bois - 3-4 pièces, 100 m2, stand. Et. élevé. Soleil. Imm. pierre de taille. Téléph. à Mme PEROCHEAU : 704-78-62.

PASSY - Rez-ch., 2 pièces, salle de bains, 45 m2, remis à neuf. 220.000 F - 539-67-52.

12° - 5' Gare de LYON P. à P. vd bel. Appt 6° ét., prol. asc. 2 p., cuis., c. dche, ch. bne 7°, 2 caves, 125.000 F - 344-77-89.

PRES PLACE DES VOSGES 3° ét., bel Appt 5 p. principales, tt cft, 100 m2. Mercr., 14/17 h. : 5, rue du Pas-de-la-Mule

RIVOLI - (près Châtelet) Ppdaire vend 2 PIECES, cuisine, bains. Immeuble de caractère. POSSIBIL. DUPLEX - 563-11-59

MARAIS - Exceptionnel R. Aubriot. Bel immeuble XVII° restauré Duplex 136 m2, à aménager. 550.000 F - 329-60-56.

MARAIS - BASTILLE Imm. pierre de taille, 15 Appts du stud. au 3 p. - duplex, terrass. Fin 77. Loyer S.A. - 277-97-86.

COUR MARAIS Près quai, 3 vraies p., cuis., bains. Téléph., entrée. Cave. 329-58-54.

MOLITOR - MURAT 3 p., bains, 70 m2, 2° ét., tt cft. [redacted] F. Impeccable, téléph. MICHEL & REYL - 265-90-05.

Paris Rive gauche

ALESIA Paris-d'ORLEANS Au 4° étage d'un bon imm. 2 p., cuis., dche, wc, 41 m2, chff. cent., soleil. 156.000. ALIN - O.R.P.I. - 539-75-60.

ODÉON RUE HAUTEFEUILLE HOTEL XVI SIECLE ENTIEREMENT RESTAURE APPARTEMENTS DE 2 A 5 PIÈCES DE 55 M2 A 170 M2 POSSIBILITE PARKINGS LIVRAISON : AVRIL 1977 Documentation et visites : SOREDIM 227-91-45 755-98-57

LUXEMBOURG - Standing. Asc. Tél. Chauffage central. 3 DUPLEX 150 - 70 - 80 m2 av. terrasse et balcons. Ce jr et demain, 14-18 h., 5, pl. Sorbonne

7° QUAI VOLTAIRE IMMEUBLE XVIII° SIECLE 6-7 PIECES : 220 m2 5-6 PIECES : 170 m2 2 PIECES : 67 m2 TOUT CONFORT EMPLAC. ET VUE EXCEPT. JOUBERT ET ANDRE, 5, rue Alph.-de-Neuville, 75017 PARIS. 766-94-17 - 227-55-17 — 227-54-74

EXCEPTIONNEL Pont Mirabeau, idéal profess. Belle maison part. 308 m2 + jard. 70 m2. Imm. en cours de rénovation. URGT. 1.250.000 F. PROPRIETAIRE. 325-75-42.

Sur rue et VAL-DE-GRACE 5°, asc., nf. imm. P. de T., 8 P. 200 m2 dt récept. 67 m2. Impeccable. 1.500.000 F. 742-67-56

Rue de Seine, 67 m2 exception. récept., cheminée 3,30 m s/plaf. Ch., s. de bns., cuis., tél. tr. luxueux, aménagé. Tél. 326-95-56.

7°, 25, QUAI VOLTAIRE. A saisir avant rénovation. Bel appt. s/Seine, face au Louvre, 3° ét., asc., possib. park. Vis. tous les après-midi.

7°, 25, QUAI VOLTAIRE Beau duplex 50 m2, soleil, calme. 420.000 F. Vis. tous les après-midi.

RASPAIL-BOISSONADE BALC., TERRASSE VERDURE DBLE SEJ. + 2 P., asc., PARK. ET. ELEVE. ODE. 42-70. Calme

PROX. JARDIN DES PLANTES STUDIO 40 m2 TT CFT, TEL./ ET. ELEVE. ASC. ODE. 95-10.

NOTRE-DAME (près) Imm. Gd stand., asc., vue sur Seine, dble séj. + ch. tt cft., tél. 50 m2. Possib. park. 500.000 F. 326-47-02.

PARIS-5° Quartier Latin entre la Seine et le bd St-Germain dans un petit immeuble totalement restauré, propriétaire vend plusieurs 2 pièces tout confort, ascenseur, vide-ordure. Visite sur place du mardi au samedi de 14 h. 30 à 17 h. 30/ 23, rue de Bièvre.

BON 14°, Mo ALESIA, classique 4 P. en 90 m2, lumineux. Etat Rare. 470.000 F. ODE. 73-37.

BEAUX-ARTS - Imm. XVII° Magnifique salon + loggia + 2 chbres, 140 m2. GDE CLASSE. 980.000 F - EICHER. BAL. 42-87

BD SAINT-JACQUES Imm. récent dernier étage 4/5 P. tt cft., impeccable. MARTIN, Dr. Droit. 742-99-09.

[redacted] tt [redacted] 69.000 F. [redacted] + gest. assurée [redacted]

RASPAIL-MONTPARNASSE 170 m2 terrasse sur jdin. Duplex gd sél. + 3 P., 3 bains, étage élevé, asc, luxe. ODE. 42-70.

114, R. VAUGIRARD (6°) 2° asc. 2 P., gd cft. 250.000. Ce jr 17-19 h.

[redacted] PTE ITALIE 3/4 P. 2 BALC. + TERRASSE [redacted] M2 Park. Petit imm. récent. Calme. 297.000 F. 535-56-92.

[redacted] PTE ITALIE, [redacted] [redacted] parf. [redacted] Tél. [redacted] F. 535-56-92.

MONTPARNASSE. Récent très beau 4 P., 105 m2, 9° étage. Vue panoramique. Parking. 640.000 F. FONCIAL. [redacted]

VI° BELLE DEMEURE XVIII° [redacted] Elégant appt. de réception. 250 M2 S/Rue et cour. CALME. Etage noble, parking. 742-02-44.

MAINE-MONTPARNASSE bel appt. tt cft., 3 P., 65 m2 + cave. 310.000 F. Facilités créd. Visites tous les jours 12-17 h. 1, RUE ASSELINE.

ECOLE-MILITAIRE [redacted] rue [redacted]

PLUSIEURS STUDIOS et 2 [redacted] de [redacted] [redacted] rue et cour-jardin. Imm. 1930 en cours de restauration, tout cft. par imm. garage possib. Vis. lundi, mercredi, vendredi 14 h. 30-18 h. 30.

7° - RUE DE VERNEUIL GRAND 5 PIECES à aménager. POSSIB. PROFESS. LIBERAL Le matin : 770-73-77.

99, RUE DE SÈVRES Dans immeuble grand luxe — STUDIO 33 M2. — 2 P. 68 M2 + 8 M2 BALCON. — 3 P. 80 M2 + 5 M2 BALCON, cuisine équipée, dressing amén., volets roulants électriq., téléph., TV. S/place, 14 à 18 heures ou téléphoner : V.I.P. 567-54-56.

AV. DE LA BOURDONNAIS Immeuble 1930, 6° ét. 240 m2 + Appt service 36 m2. Box. FRANK ARTHUR - 766-01-69

Province

SKI EN HAUTE-SAVOIE (74) A CHATEL. Studio 95.000 avec 19.000 cpt. 2-3 P. Rentabilité assurée. ERIGE : 524-66-87.

URGT. Vds 2 Pces (45 m2) tt cft. dans le Vieux NICE. Prix 100.000 F. Pour Renseig. écrire à M. Ledurelli A., 12, r. Blanche, 75009 Paris.

VOTRE STUDIO, APPART., PIED DU MONT BLANC est au bout de votre téléphone. 887-43-40 AVIS, 68, bd Sébastopol (3°).

Région parisienne

LOUVECIENNES APPT 145 m2 [redacted] imm. récent. Liv. [redacted] 3 [redacted] 16 [redacted] sal. [redacted] sal. [redacted] 2 [redacted] F.P.I. - [redacted]

NEUILLY Propriétaire vend STUDIOS TT CFT, [redacted] - [redacted]

BOULOGNE BOIS - RARE - GD STANDING - [redacted] m2 + chbre de bonne. — [redacted]

BOULOGNE - Bel imm. Séjour 35 m2 + 3 chambres. 120 m2. 5° ascens. - 825-90-39.

COURBEVOIE (Gare Asnières) Récent 3 P. tt cft., calme, park. possib ccial. MARTIN, Dr. Droit : 742-99-09.

[redacted] : beau 2 P. entrée, cuis., w-c., s. de bains. soleil. 155.000 F. 304-71-97.

[redacted] CHATOU, 3 P. 64 m2 tt cft. [redacted] sur [redacted] dans petit immeuble. Belle [redacted] 225.000 F. Tél. : 914-56-85.

BOULOGNE (près Métro) Récent living + 1 chbre. tt cft., calme, verdure. MARTIN, Dr. Droit. 742-99-09.

VERSAILLES RG PRES GARE Immeuble neuf, beaux 5 P., verdure, prix moyen au m2 4.500 F. Park. Inclus. PHILMO, 27, r. Carnot, Versailles. 950-35-72

NOGENT R.E.R. Résidentiel, très beau studio 30 m2 + jardin privé, 183.000 F IMMOSOULT. 428-06-33.

SAINT-CLOUD - APPT 105 M2 Terrasse av. vue panoramique s/PARIS, séjour, 2/3 chambres, cave. Parkg en location en sous-sol. TELEPH. Px : 395.000 F. J.M.B. 970-79-79

LEVALLOIS (limite [redacted] Beau 4 p. s/rue. Tt cft. [redacted] ét. [redacted] F - AMP. [redacted]

BD D'AUTEUIL - Récent. Très bel Appt sur verdure, de 130 [redacted] livg dble, 3 ch., 2 salles bns, chbre serv. Box - 359-83-04

NOISY-LE-ROI - APPT [redacted] STANDING, 110 m2 + [redacted] belle cuis., entrée avec placards, living avec cheminée, 3 chambres, salle de bains, s. d'eau, cave, 2 park. extérieurs. Etat impeccable. Prix : 382.000 F. J.M.B. 970-79-79

NEUILLY - Rue calme et tranquille, imm. 4 ét., reste à vdre 1 Appt 120 m2 et 1 Appt 66 m2. 705-24-10

SAINT-CLOUD - Grand standing 8 Appts de 5 à 7 pièces, de 455.000 à 950.000 F. Cabinet Robert : 539-67-82

locations non meublées Offre

Paris

QUARTIER LATIN - Très beau studio tt cft, [redacted] F net - [redacted]

9° Très beau 3 pièces, 110 m2, 3° ét., asc., bal. s. bains, wc, tél. 2.300 F. - 878-89-34.

MARAIS-BEAUBOURG Studio caract. av. mezz. tt cft. 1.200 F, ch. comp. Tél. 626-15-25 après 20 h.

[redacted] Gd [redacted] ensoleillé, verdure, [redacted] de bns., ch. indiv. [redacted] Tél. : 770-22-50.

Gal-LECLERC, [redacted] 5-6 P. gd cft., [redacted] F. mensuels. « FAC » 337-69-59.

PARIS (19°) Mo Place-des-Fêtes SANS COMMISSION Immeuble tout confort 5 Pces [redacted] 1.518 F, charges 403 F, parking 120 F. S'adresser au Régisseur : [redacted], rue des Lilas - PARIS Téléphone : 202-05-88

PARIS (12°) SANS COMMISSION Importante Société loue dans immeuble neuf [redacted] : Studio 37 m2, loyer 890 F, charges 184 F, parking 141 F. 6 pièces 120 m2, loyer 2.266 F, charges 597 F, parking 141 F. S'adresser : 228, rue du Faubg-Saint-Antoine - Tél. : 345-17-22.

locations non meublées Demande

Paris

Part. ch. appartem. 5-6 P., 5°, 6°, 7°, 14° et 15° arrondis. Tél. 350-39-95, [redacted]

Région parisienne

Pr Société Européenne ch. villas, [redacted] CADRES. Durée 2 à 6 ans. [redacted]

locations meublées Demande

INTERNATIONAL HOUSE APPARTEMENTS ET VILLAS POUR CADRES ETRANGERS OU DIPLOMATES. GARANTIE PAR SOCIETE OU BANQUE. DUREE 1 [redacted] 3 [redacted] 551-23-66.

hôtels-partic.

MONTMARTRE-LES-VIGNES Hôtel partic., [redacted] + 7 chbr., [redacted] 176 m2, jardin, vue. [redacted] : 285-80-59 - 09-54.

FOCH - SUR [redacted] PRIVEE Raviss. H.P., [redacted] réceptions, 4 chbr., 4 bns, lux., 2 [redacted] jard. 150 m2, stud., [redacted] gar., impeccab. Exclusivité, 278-71-35.

constructions neuves

PARIS (XI°) - IMMEUBLES STANDING 68-70 bd Richard-Lenoir sur bd et jardins « LES JARDINS DE VOLTAIRE » [redacted] appartements du [redacted] au 4 [redacted] Visite appartement-témoin.

51-55, bd Richard-Lenoir sur bd, rue et jardins « RÉSIDENCE RICHARD-LENOIR » 60 appartements, [redacted] studio au 5 pièces + balcons + terrasses. Locaux [redacted]

16-18, rue de [redacted] Folie-Méricourt, sur rue et jardins « RESIDENCE AMBROISE » 97 appartements, du Studio au 5 pièces + balcons + terrasses. Locaux commerciaux.

PRIX FERMES

S.A. AZED [redacted], boulevard Richard-Lenoir. Tél. : 355-35-34 +

Mo [redacted] VINCENNES [redacted], 2 et [redacted] Pièces. Habitables 1er trimestre 1977. Téléphone : 225-98-69.

V° - LUXEMBOURG Studios et 2 Pièces. [redacted] fin 1977. [redacted]

[redacted] - RUE DE L'EGLISE Studios, 2, 3, 4 et 5 Pièces. [redacted] fin 1977. Téléphone : 225-83-69.

XIII° - QUARTIER CALME 2 et 3 Pièces, terrasse. Livrables 2° trimestre 1977. Téléphone : [redacted]

CÔTE VAROISE BANDOL ET SAINT-MANDRIER 2 IMMEUBLES de grand stand. vendus direct. par promoteur, situation premier ordre. Très belle vue mer. Rez-de-chaus. avec jardins privatifs. Livrables 1er et 4° trim. 1977. S.C.I. LA CLOSERAIE, avenue de Bucarins, 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES. Tél. (94) 74-04-06.

appartem. achat

Recherche 3-4 P. cft. ou possibilité bon XVII°. Tél. H. B. : HUSSON 255-66-10.

Rech. PARIS-15°, 7° arrdts ou bons quart., [redacted] et [redacted] Jean FEUILLADE, 54, [redacted] Motte-Picquet (15°). T. [redacted]

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, achète [redacted] 1 à [redacted] P. [redacted], préf. [redacted] 14°, 15°, 16°, 12°. - [redacted]

Achète directement COMPTANT URGENT 2 à 4 P. PARIS. Avec ou sans travaux. Préférence près FACULTE. 873-20-67.

immeubles

18° (Avenue de Clichy - Près) Vendons directement UN BEL IMMEUBLE restauré. 501-85-50.

Rech. imm. anciens de toutes importances Paris et proche banlieue. Solution immédiate. J. MESTAT et Cie 140, bd Haussmann - 622-41-08.

17° BROCHANT - Pour investisseurs Petit immeuble 2 bâtiments dont 125 m2 libres. - MESTAT, 140, bd Haussmann - Paris-8°.

CLICHY PORTE - IMM. récent, loué 4.181 m2 à 2.000 F le m2 75 % comptant, solde long terme. C.M., 2, r. La Boétie. 265-62-45. Intérêts de 4,25 %

NEUILLY - S/JARDIN ARCHITECTE ANGLAIS Construit Petit immeuble de Gd stand. comprenant : 6 ATELIERS ARTISTE en duplex avec jardin privatif ou terrasse + [redacted] petits appts. TEL. pour R.-Vs. : [redacted]

maisons individuelles

[redacted]NS - NIMES, [redacted] VENDRE [redacted] lotissement, 2° tranche PAVILLONS 5 ET 6 PIECES, PRIME P.I.C. — VISITE SUR PLACE, rue des Alizées, de 9 à 12 heures. — SAMEDI ET DIMANCHE, de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures. Téléphone : 87-96-01.

bureaux

1 à 20 BUREAUX. Tous quart. Location sans pas-de-porte. AGENCE MAILLOT : 293-45-55.

VENTE OU LOCATION PARIS 17° Imm. rénové 3.600 m2 Bureaux luxueux - 20 parkings Prix : 4.000 F le m2 POSSIBILITE FRACTIONNER 2 lots : 2.400 et 1.200 m2 CABINET IMMO-MAX Bureaux toutes surfaces Tél. : 267-59-29 +.

8° SAINT-AUGUSTIN A LOUER dans immeuble grand standing BUREAUX Climatisation Parkings - Tél. 293-62-52

CHAMPS-ELYSÉES Ppdaire loue 1 ou plusieurs bureaux, refaits neuf - 750-12-40

PARIS EST METRO PORTE-BAGNOLET Bureaux de 120 à 1.200 m2 à louer entièrement équipés et cloisonnés. Restaurant. TELEPH. : 764-72-02

PRÈS PL. D'ITALIE RUE DU CHEVALERET 1.000 m2 bureaux divisibles rez-de-chaussée et 1er étage Grand standing RICHARD ELLIS 225-27-80

villas

SAINT-NOM-LA-BRETECHE A la limite de la forêt, sous de vastes horizons, l'aisance avec 200 m2 habitables, de plain-pied, jard. 2.500 m2. Aff. exceptionn. Prix 750.000. RHODES, 958-19-28.

PR. NEAUPHLE-LE-CHATEAU « Val Boisière », Villa récente sur 650 m2, séjour dble, 3 chbr., cuis. équip., garage, vue impr. 380.000 F. Téléphone : 460-14-82.

SAINT-CLOUD - FOCH proxim. écoles, commerc., gare, RECEPTION + 6 CHAMBRES sur 600 m2, garage, 950.000 F. Agence LYCEES : 602-51-90.

ST-CLOUD. Propriété caractère, rénovée, 300 M2 habitables 1.500 M2 DE TERRAIN. Partie comptant, partie viager. J.M.B. - 970-79-79.

[redacted] - ROTHSCHILD [redacted] - Superbe villa récente [redacted] réception [redacted] bres. LUXE. Beau jardin [redacted] 1.300.000 F. - 660-44-66, 359-60-66.

LE VESINET Centre - 2' R.E.R. 3 p. de réception, 5 chbres, garage 2 voitures. Convient pr médecins, profess. libérales. Jardin 900.000 F. I.M.F. - 976-33-14

LE VESINET Résidentiel Calme DEMEURE ANCIÈN. Réception s/jard. + 4 ch. + ch. service, bains, 2 cab. toilette. Pavillon gardien, atnis, tt conft, mazout, gar., beau jardin boisé 1.350 m2. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET - 976-05-90

LE VESINET Près LAC 5' R.E.R. Belle villa 1971 dans PARC 2.800 m2, jardin paysagé, piscine, tennis, sauna, récept. 65 m2, 5 chambres. — F.P.I. Mr CLAUSS - 976-87-06.

NEWS ENTIÈREMENT RESTAURÉES 120 m2 habitables 565 m2 Jardin - 550.000 F 220 m2 habitables 637 m2 Jardin - 740.000 F dans PARC MAISONS-LAFFITTE F.P.I. - M. MASSON, 976-87-06

pavillons

CLAMART. Vend pavillon 1930, 6 Pièces, tout confort, garage, terrain clos 630 m2 environ. — MARTIN, Dr en droit. 742-99-09.

RUEIL HOTEL PART. Centre ville - Résidentiel Réception 60 m2, 4 chbres, jard. Impeccable - 967-62-03

propriétés

REGION MORVAN Affaire rare, moulin à eau : 3 P., R.-de-Ch., avec système moulin : 2 P. à l'étage + grenier, dépend., petite maison de 2 P., grange et écurie, rivière en toute propriété. Terrain de 50 ares. Prix : 120.000 francs. C.I.M., 11, rue Gresset, 58000 Nevers. T. : (86) 61-26-74.

40 KM. PARIS-EST - TRES RARE - ANCIEN MOULIN entièrement restauré s/6.000 m2 bordé par rivière, 330 m2 habitables, s/3 niveaux, tout conft, terras. Prix total : 920.000 F. Exclusivité R. ROBINET, Tél. : 285-38-96, le soir : 277-94-38.

REG. MONTFORT-L'AMAURY Luxueuse propr., 2.500 m2 clos, 5 P., tt cft. TAYAD, 073-31-08.

BRUNOY. Propriété bourgeoise, 4 récept., 7 chbres, 5 bns, parc 3.500 m2. ALGRAIN : 285-88-59.

SUCCESSION - Prix très étudié pour réalisation rapide 90 km. Autoroute Ouest Vallée Seine Ent. LOUVIERS-Les ANDELYS BELLE MAISON DE MAITRE Gde réception, 7 chbres, conft. Dépendances et mais. de garde. Terrain 6.800 m2 : berge s/Seine Cabinet Claude ACHARD à 92200 NEUILLY. T. 637-14-56 Cabinet MOUQUET à EVREUX Tél. : 16 (32) 33-29-27

RUEIL-MALMAISON ds parc de la Malmaison (privé) propriété de caract. restaurée, récept. double + bur., 5 chambres, 2 sal. de bains, cab. toil., cuisine, sous-sol complet avec chambre domestique, 5.000 m2 environ de parc avec rivière. J.A. TIFFEN 766-04-65 et 924-28-86.

viagers

Dans BEL IMM., tt cft, 1X°, tr. beau 2 P., 10.000 F compt., 650 F/mens., 2 têtes, 80-65 ans. Téléphone : 878-97-52.

Vendez rapidement en viager : Conseil, Expertise, indexation gratuits. Discrétion. Etude Lodel, 35, boulevard Voltaire. 700-00-99.

Part. rech. appt ou pavillon en viager, sur Paris ou 1re banl. Téléphone : 634-22-74.

16°, rue St-Didier, appt 4 P. + chbr. bne, occupé, 73 a., 75.000 + 1.200 F rente. Lodel, [redacted]

FG SAINT-HONORE 4 P., 120 M2, tt cft + 2 service + park. Occupé 1 tête 73 ans. 175.000 F + 3.000 F/M FONCIAL 266-32-35

PTE AUTEUIL Bel imm. PIERRE Beau 4 P. tt cft. Et. élevé + serv., occupation et rente 1 tête limitées à 15 ans. Cpt 270.000 F. VERNEL - 526-01-60

RUE LAMARCK Sur la Butte, beau 3 p. 4° ét. Asc. Cft. Occupé 1 tête 73 ans. Compt. 15.000 + 1.700 mensuel. LE VIAGER 130, rue de Rivoli 233-85-75

Cannes, 2 P. p. mod., 1 T. 75 a., Bouq. 110.000, Rente 520 limit. à 6 ans. Tél. : 16 (81) 84-05-42.

terrains

40 F LE m2 TRES BEAU TERRAIN [redacted] dans parc château av. [redacted] poissonneux, bordant l'Eure, pr. piscine et [redacted] UN PLACEMENT UNE AFFAIRE A SAISIR A. 13 72, av. Paris, Vernon. Tél. 16 (32) 51-19-19.

SEVRES R.D. Magnifique terr. 1.200 m2, façade 38 m. SUD. Vue dégagée. — 603-66-80.

BRY-SUR-MARNE BORDURE MARNE Site exceptionnel. 475 m2. Façade 12 m. 50. AG. REGNIER 254, avenue Pierre-Brossolette, 94 - LE PERREUX. 324 - 17 - 63.

CALVI. Beau terrain 5.000 m2, vue panoram., viab. 50 F le m2, div. 5 lots. 288-87-54, le matin.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES 233-44-21

forêts

Particulier recherche forêt. Ecr. à 8255 « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9°.

châteaux

YONNE, 200 KM. PARIS, CHATEAU 10 p. et dépendances, jardin 1 ha. 35, cft, bon état (sauf peinture). Libre. Bel environ [redacted] Prix 650.000 F. LEIGNIEL ET COMPAGNIE, 13, rue de [redacted] Auxerre. T. (86) 52-14-09.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Immobilier (information)

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT?

INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat. Un service entièrement gratuit

Centre Etoile 49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation 45, Cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine 210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.17

LOCATION [redacted] AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 10, r. La Michodière, Mo Opéra. Seuls frais 300 F. Tél. 742-78-93.

fermettes

Ferme solognote s/vers. vosgien + 1 ha pré et verger, 120.000 F. Téléphone : 16 (81) 84-05-42.

appartements occupés

NEUILLY Porte MAILLOT Reste à vendre dans bel imm. 3 P., cuis., wc. Occupées par 1 personne âgée. - 622-47-21.

locaux commerciaux

15° 300 m2 sans pas-de-porte S/2 niveaux, 3 lignes tél. 9.900 F/mois. - 377-96-85 h. bur.

autos-vente

Part. vd R5 TL 1974, 29.200 km., beige métallisé. Tél. : 533-47-82.

JAGUAR 4 L 2 Automatique, 4.000 km., mod. 77. Téléphone : 636-99-40.

MERCEDES-BENZ LAOS PARIS 96, av de Suffren 567.79.20

AUDI 100 S CPE - 1973 228-20-20

AUTOBIANCHI 13, Bd [redacted] • 524-50-30 •

Particulier vend 304, 1972, 71.000 km., très bon état. Téléphoner à partir de 9h., 469-91-26.

FIAT-LANCIA Neuves - [redacted] Occasions Toutes Marques LAOS 96, Av de Suffren 732.59.70

V.W. GOLF L. 4 P. 1976 Crédit. 228-20-20

AUDI 100 GL, 4 P. BA. 75 228-20-20

Nouveau Concessionnaire MERDECES AUTO LUX 583.05.20 69 rue de Tolbiac 13ème

604 SL export 76 et 77 Peu roulé - Garantie 63, rue Desnouettes - 533-69-95

cours et leçons

Anglais par professeur d'origine, résultats garantis. 233-37-61 mat.

annonces diverses

Louis et Paul, fils eurasiens vivant au Vietnam de Jacques Fromaget, ex-chef des Travaux Géologiques d'Indochine à Hanoï jusqu'en 1945, recherchent traces de leur père ou renseignements concernant tout proche parent des Fromaget. Ecrire : n° 6.428, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

[redacted] diverses

ENTRAIDE CADRES AIDE EFFICACEMENT DEMANDEURS EMPLOIS Adresser lettre + C.V. + grande enveloppe retour rédig. ECIT - 132 rue de la Gare, 95120 ERMONT PARIS

représentation offres

DEVANT L'AUDIE[redacted] SES COLLECTIONS DE TRES [redacted] QUALITE UNE P[redacted]NANIME

CULTURE ARTS ET LETTRES

recherche pour compléter ses équipes

VENDEURS (SES)

CONFIRMES (ES)

IL LEUR SERA DONNE :

— Un recyclage audiovisuel rémunéré ;
— Un minimum garanti ;
— De fortes commissions avec des primes de quota et de stabilité ;
— Une clientèle hautement motivée ;
— Une promotion rapide possible ;
— Un statut V.R.P.

VOITURE OBLIGATOIRE.

Se présenter Mardi 1er et Mercredi 2 février de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 18 ou écrire : 24, rue de Rocroy, 75010 PARIS.

capitaux ou proposit. com.

Marque Couture Mondialement connue, Faubourg Saint-Honoré, recherche fabricants licenciés pour exploitation ligne prêt-à-porter et accessoires Femmes et Hommes. Ecrire n° 89.[redacted] B, BLEU, 17, RUE LEBEL, 94300 Vincennes, qui [redacted]

[redacted] com. capitaux

INDUSTRIEL REALISANT DES ENSEMBLES comprenant les spécialités suiv. — TOLERIE — SOUDURE — PEINTURE — MECANIQUE — ELECTRONIQUE (Mise au point, industrialisation, fabricat., contrôle S.A.V.) rech.

ALLIANCES OU CONTRATS pour marchés même importants. Adresser correspondance : COGEFI 92081 PARIS LA DEFENSE - CEDEX 9

occasions

Achat très cher bijoux, brillants, argenterie. — PERRONO S.A., 4, Chaussée-d'Antin, OPERA 37, av. Victor-Hugo, ETOILE Vente et occasion, échange.

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous [redacted] GUIDE COMPLET (230 [redacted]

Extraits du sommaire :

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré (avec plans d'actions détaillées) ;
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 8, bd. Mossigny, 78-Le Chesnay.

EMPLOIS CADRES 77 Séminaire de 2 jours spécia. sur les tech. de rech. d'emploi et de négociation. Déjà suivi par plus de 3500 cadres (déterminant pour 87% d'entre eux) Tél. 5387340

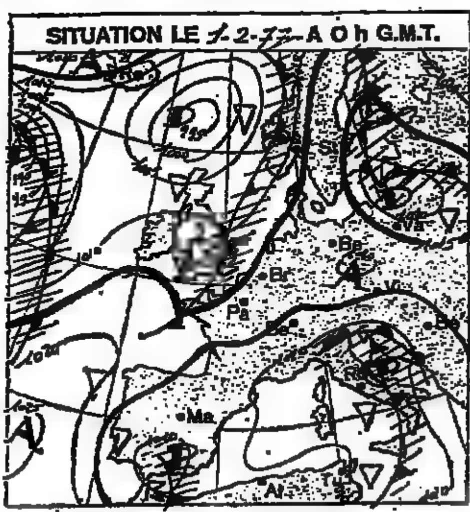
LE CURRICULUM VITAE — C'est le premier contact avec votre employeur. — Ne négligez rien. Téléph. 225-78-79, poste 35-62.

Voir notre immobilier autres rubriques en page 27

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1-2-77 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3-II-77 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable [redacted] temps [redacted] France entre le mardi 1er février [redacted] heure et le mercredi 2 février à 24 heures :

Une perturbation [redacted] sur le proche-Atlantique commencera [redacted] pénétrer mercredi [redacted] nos régions occidentales en [redacted] un [redacted] aussi quelques pluies, parfois [redacted] neige. [redacted] la France, [redacted] froid, plus nua-[redacted]

Mercredi, en [redacted] avec la pertur-[redacted] précitée, le temps sera [redacted] nuageux [redacted] sur les régions [redacted] l'Atlantique, avec quelques pluies, [redacted] que [redacted] deviendront [redacted]. Ce type de temps progressera lentement vers l'est au cours de la journée pour atteindre le soir les régions s'étendant de la Normandie aux Pyrénées centrales, [redacted] parfois [redacted] neige [redacted] l'intérieur [redacted]

Sur le reste de [redacted] France, [redacted] avant [redacted] perturbation, [redacted] temps sera encore froid [redacted] éclaircies, [redacted] de vallées [redacted] des brouillards parfois givrants. [redacted] averses seront [redacted] sur [redacted] même [redacted] la [redacted] ques [redacted] neige [redacted] du [redacted] seront encore [redacted] parisien.

[redacted] 1er février, [redacted] 7 heures, [redacted] pression atmosphérique [redacted] niveau [redacted] mer [redacted] à Paris-Le [redacted] de 1 014,1 millibars, [redacted] 760,6 [redacted]

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du [redacted] janvier ; le second, le minimum de la nuit du [redacted] janvier [redacted] 1er février) : Ajaccio, [redacted] et [redacted] degrés ; Biarritz, [redacted] et 4 ; Bordeaux, 9 [redacted] —3 ; [redacted] et 0 ; Caen, 4 et —3 ; Cherbourg, [redacted] et —1 ; Clermont-Ferrand, 5 et —2 ; Dijon, 1 et —2 ; Grenoble, 4 et 1 ; Lille, 3 et —4 ; Lyon, 3 et 0 ; Marseille, 13 et 3 ; Nancy, 2 et —3 ; Nantes, 5 et —4 ; Nice, 13 et [redacted] ; Paris-Le [redacted] 3 [redacted] —5 ; Pau, [redacted] et 3 ; Perpignan, 10 et 7 ; Rennes, 4 [redacted] —3 ; Strasbourg, [redacted] 0 ; Tours, [redacted] et —3 ; Toulouse, 10 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 5 degrés ; Amsterdam, 3 et —3 ; Athènes, 15 et 11 ; Berlin, 0 et —2 ; Bonn, 3 et —8 ; Bruxelles, 4 et —4 ; îles Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, —2 et —4 ; Genève, 4 et 3 ; Lisbonne, 10 et 6 ; Londres, 6 et 0 ; Madrid, 10 et —3 ; Moscou, —5 et —7 ; New-York, —[redacted] et —7 ; Palma-de-Maj[redacted] ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, —4 et —6 ; Téhéran, 3 et —4.

Sécurité sociale

LES CHOMEURS MALADES ONT DROIT AUX INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

[redacted] malades [redacted] aux indemnités journalières, au même [redacted] qui travaillent, rappelle la [redacted] primaire d'assurance-maladie [redacted] la région parisienne.

Ils doivent, pour bénéficier de [redacted] prestations, fournir un certificat médical, mais le paiement des allocations de chômage est évidemment suspendue pendant la [redacted] de la maladie.

[redacted] Sécurité [redacted] rappelle que les chômeurs [redacted] pour bénéficier des [redacted] (remboursement [redacted] indemnités [redacted]) s'inscrire comme demandeurs d'emploi [redacted] d'un mois [redacted] compter de la [redacted] de licenciement ou [redacted] l'expiration [redacted] l'indemnité [redacted] préavis à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.).

Il est recommandé aux jeunes chômeurs sous [redacted] drapeaux [redacted] crire à l'A.N.P.E. dans un [redacted] d'un mois [redacted] leur libération [redacted] obtenir les remboursements [redacted] par la Sécurité sociale.

Enfin, [redacted] jeunes [redacted] la recherche d'un premier emploi [redacted] remboursements pour eux [redacted] leur famille, à la [redacted] condition qu'ils s'inscrivent à l'A.N.P.E.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° [redacted]

HORIZONTALEMENT

I. Ont bien plus de devoirs que de droits. — II. Haler ; D'un [redacted] — III. Ne peut se [redacted]placer sans mobile ; Met fin [redacted] une [redacted] — IV. Exige une certaine dose [redacted] jugeote ; Etablit [redacted] pièce. — V. Le roi est souvent son cousin. — VI. Symbole ; Prénom étranger. — VII. [redacted] elles [redacted] sans cesse tourmentées par de pressants besoins. — VIII. Grecque ; Préposition ; Ne parvint pas à cacher sa mauvaise humeur. — IX. Une épreuve ; Abréviation. — X. Leurs hôtes sont couronnés de soies. — XI. Titre [redacted] une personne qui a bien tourné ; Finit par cracher à force de trop fumer.

VERTICALEMENT

1. Le plus grand tapeur de France ; Bien équipées. — [redacted] le signalement de Bayard. — 3. Fouine ou araignée ; N'a pas des traits fins. — 4. Prénom ; Curieuse représentation. — 5. Désinence verbale ; Viennent au secours des seins martyrs. — 6. Cordiale invitation ; L'eau et [redacted] lui jouèrent de vilains tours. — 7. Progrès ; Un peu de tout. — 8. Se conserve mieux avec l'eau qu'avec l'alcool ; En Belgique. — 9. Poisson ; Agita non sans motifs valables.

[redacted] du [redacted] n° 1 674

Horizontalement

I. Emulation. — II. Rosine ; Pu. — III. Or ; Rues. — IV. Statue. — V. Etéteras. — VI. Fla ; Tu. — VII. Il ; Livie. — VIII. Léa ; Ion. — IX. T.S. ; Estent. — X. Oô ; An. — XI. Encroutée.

Verticalement

1. Eros ; Filtre. — 2. Mortelles. — 3. Us ; Atala ; Oc. — 4. Liste ; E.O.R. — 5. An ; Utiles. — 6. Terée ; Tau. — 7. Vient. — 8. Opération. — 9. Nus ; Suent.

GUY BROUTY.

● [redacted] éditions [redacted] annoncent la parution d'un [redacted] *Spécial-Mots fléchés* com[redacted] quelque trente problèmes de [redacted] croisés d'un [redacted] nouveau (49, [redacted] Lisbonne, 75008 [redacted]. [redacted] du [redacted] : [redacted])

Journal officiel

Est publié au [redacted] janvier [redacted] 1er [redacted] 1977 :

UN DECRET

● [redacted] attribution d'une indemnité [redacted] sujétions [redacted]ales de remplacement aux instituteurs et institutrices remplaçants, titulaires et non titulaires, et arrêté du 26 janvier 1977 fixant le taux de cette indemnité.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
[redacted]

ABONNEMENTS

[redacted]	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
[redacted]	175 F	[redacted]	[redacted]
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
188 F	[redacted]	523 F	[redacted]
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG [redacted]			
125 F	[redacted]	335 F	440 F
II. — TUNISIE			
163 F	[redacted]	448 F	580 F

Par [redacted] aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient [redacted] chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés [redacted] à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre [redacted] dernière bande [redacted] à [redacted] correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance [redacted] rédiger tous [redacted] noms propres en capitales d'imprimerie.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

SI L'ESPAGNE ADHÉRAIT A LA C.E.E.

Les productions méridionales devraient être protégées

propose un rapport remis à M. Bonnet

M. Raymond [redacted] a invité à déjeuner, lundi 31 janvier, [redacted] commissaire [redacted] chargé des questions agricoles, M. Gundelach, [redacted] que les présidents des quatre principales organisations paysannes (F.N.S.E.A., APCA, C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.), en présence [redacted] ministre et [redacted] secrétaire d'Etat à l'agriculture, pour per[redacted] un échange de vues [redacted] les qu[redacted] en suspens. La discussion entre M. Gundelach [redacted] représentants professionnels [redacted] été assez laborieuse, au point que le premier ministre [redacted] somnolé un moment [redacted] la fin du repas. La résorption des [redacted] laitiers [redacted] les prix agricoles pour la prochaine campagne [redacted] été [redacted] principaux sujets abordés. Le commissaire européen [redacted] laissé entendre que les hausses de prix proposées [redacted] commisison serai[redacted] inférieures à 5 %. La [redacted] a également porté sur l'ouverture du [redacted] commun aux [redacted] du bassin [redacted] M. Gundelach aurait [redacted] que [redacted] du Marché commun [redacted] pays [redacted] doivent [redacted] obligatoirement [redacted] sur une [redacted] de ceux-ci [redacted] la C.E.E.

Le cas de l'Espagne inquiète particulièrement [redacted] professionnels. M. François Desoushes, chargé [redacted] mission auprès du directeur de production du [redacted] de l'agriculture, vient de [redacted] M. Christian Bonnet un premier rapport [redacted] problèmes soulevés par l'adhé[redacted] l'Espagne, dans lequel il [redacted] un cloi[redacted] du [redacted] fruits [redacted] légumes [redacted] vin pour protéger [redacted] producteurs des régions méridionales.

[redacted] ligne Maginot agricole ?

L'élargissement du Marché commun à la Grèce d'abord et [redacted] à l'Espagne — élargissement qui paraît inéluctable depuis deux ou troi sans — est un sujet constant de préoccupation pour les organisations paysannes. Fin octobre 1975, les chambres d'agriculture avaient organisé un colloque international pour souligner la situation fra[redacted] producteurs méditerranéens face [redacted] leurs concurrents grecs et espagnols. Les inquié[redacted] se [redacted] ensuite cristalli[redacted] sur l'Espagne. En [redacted] *(le Monde* du 27 avril), M. Louis Lauga, qui [redacted] alors son [redacted] président [redacted] Agriculteurs (C.N.J.A.), [redacted] que [redacted] Madrid provoquerait l'éclatement de la C.E.E. Quelques mois plus [redacted], lors de la conférence annuelle *(le Monde* daté [redacted] juin), le premier mi[redacted], M. Jacques Chirac, écoutait d'une oreille favorable les doléances des centrales paysannes. Un groupe de travail a été mis en place autour [redacted] directeur des productions au ministère de l'agriculture. Et M. François Desouche (ancien directeur du C.N.J.A., [redacted] à [redacted] été chargé de faire un rapport. Les premières conclusions — qui n'engagent que [redacted] auteur, précise-t-on Rue de Varennes — viennent d'être remises à M. [redacted]tian Bonnet.

La [redacted] des systèmes de de production français [redacted] espagnol entraînerait « *une crise profonde qui serait très difficilement surmontable pour l'agriculture nationale* », car les [redacted] de production sont de 40 % à 60 % inférieurs dans la péninsule ibérique, remarque M. Desouches. La réglementation actuelle, qui permet à la France de se protéger contre des importations intempestives mettant en péril les producteurs nationaux, ne s'applique[redacted] plus à l'Espagne après son adhésion [redacted] C.E.E.. M. Desouches exclut en outre la reconversion des productions locales pour des raisons financières et ne croit pas que l'industrialisation constitue un palliatif.

M. Desouches propose donc que l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. se réalise à deux conditions :

● *Une révision des règlements* [redacted] *à renforcer* [redacted] *protection* [redacted] *marchés.* — [redacted] un aménagement [redacted] prix [redacted] qui [redacted] déterminer [redacted] importations en provenance des pays tiers, M. Desouches estime [redacted] « *le principe* [redacted] *la suppres*[redacted] *échan*[redacted] *entre* [redacted] *ne peut plus s'appliquer* [redacted] *le passé, dès* [redacted] *qu'avec son élargissements* [redacted] *C.E.E.* [redacted] *confron*[redacted] *l'hétérogénéité* [redacted] *struc*[redacted] *économiques, à la difficulté d'assurer une unité économique* [redacted] *monétaire, enfin à* [redacted] *difficulté* [redacted] *l'unité des prix* ». M. Desouches en conclut [redacted] *cloi*[redacted] *paraît indispensable* ». Il envisage [redacted] compensatoires [redacted] économiques [redacted] chaque [redacted] membre, en précisant qu'ils pourraient être progressivement supprimés. Enfin, il [redacted] une [redacted] me[redacted] à mieux contrôler le volume [redacted] production [redacted] la mise en marché.

● [redacted] *manifestation* [redacted] « *bonne volonté* » *européenne chez les Espagnols.* — M. Desouches estime que le gouvernement espagnol devrait tendre « *à stabiliser* [redacted] *son niveau actuel le potentiel* [redacted] *production ibérique* ». Enfin il déplore que l'Espagne achète [redacted] qui lui font [redacted] aux Etats-Unis alors qu'elle pourrait s'approvi[redacted] dès [redacted] présent en France.

[redacted] M. Desouches sont le reflet des souhaits des organisations paysannes françaises (rien ne dit que [redacted] gouvernement français [redacted] reprendra [redacted] compte), qui [redacted] toujours [redacted] les sirènes [redacted] protectionnisme. Le chargé [redacted] se [redacted] vouloir « *constituer* [redacted] *ligne Maginot* ». [redacted] pourquoi cloisonner [redacted] marché ? C'est [redacted] type [redacted] dont [redacted] exportateurs français s'aperçoivent [redacted] jours qu'il peut [redacted] En outre, le protectionnisme agricole [redacted] toujours retourné [redacted] ceux qui [redacted] pratiquent. Pourquoi exclure *a priori* une [redacted] du système [redacted] produc[redacted] méridional, ou [redacted] ne [redacted] rechercher au-delà [redacted] soleil, [redacted] l'eau [redacted] la main-d'œuvre [redacted] marché [redacted] manque [redacted] compétitivité [redacted] producteurs na[redacted] ? Enfin, pourquoi demander [redacted] Espagnols [redacted] freiner leur production agricole [redacted] moment où les producteurs français cherchent [redacted] eux-mêmes [redacted] nouveaux marchés extérieurs ? L'enjeu pour [redacted] important pour qu'on s'arrête à [redacted] solutions démagogiques qui [redacted] destinées [redacted] les passions, [redacted] qui [redacted] iné[redacted] contre [redacted] méridionaux.

ALAIN GIRAUDO.

A L'ÉTRANGER

M. Carter s'efforce d'assurer l'approvisionnement en gaz naturel des régions les plus touchées par la vague de froid

De notre correspondant

New-York. — « *L'hiver* [redacted] *plus froid* » [redacted] *frappe actuellement les Etats-Unis, incitera-t-il enfin* [redacted] *américain* [redacted] *met*[redacted] *sur* [redacted] *politique de l'énergie ? Certains experts* [redacted] *pensent.* [redacted] *dignes* [redacted] *foi, la politiqu énergétique* [redacted] *M.* [redacted] *comporterait* [redacted] *grands* [redacted] *: augmentation des prix du pétrole* [redacted] *naturel ; adoption de* [redacted] *de* [redacted] *obligatoires destinées* [redacted] *réduire* [redacted] *consommation d'énergie ; accé*[redacted] *à* [redacted] *publiques nouvelles du développement* [redacted] *d'énergie* [redacted] *substitution (nucléaire, solaire, géothermale). Cependant, pour pallier les effets* [redacted] *crise actuelle, M. Carter va s'efforcer* [redacted] *faire adopter en catastrophe,* [redacted] *Congrès,* [redacted] *d'urgence destinée à autoriser* [redacted] *transfert* [redacted] *liquide d'un pipe*[redacted] *à* [redacted] *autre. Le* [redacted] *déjà* [redacted] *approuvé* [redacted]

La plupart [redacted] économistes [redacted] convaincus, [redacted] la [redacted] américaine, [redacted] la pénurie [redacted] aura [redacted] incidences sérieuses sur l'ensemble [redacted] l'économie [redacted] (sur le [redacted] de chô[redacted] et sur le [redacted] d'inflation) [redacted] qu'elle obligera le président [redacted] intensifier [redacted] qu'il [redacted] proje[redacted] pour stimuler l'économie. Déjà on prévoit [redacted] le [redacted] croissance du produit [redacted] au [redacted] du premier trismestre [redacted] de [redacted] % au lieu [redacted] % escomptés.

[redacted] surcroît certains analystes pen[redacted] pénurie de [redacted] longera jusqu'à [redacted] fin de l'été. L'industrie [redacted] augmenter sa consommation [redacted] pétrole, ce qui [redacted] qu'accroître la dépendance [redacted] Etats-Unis vis-à-vis [redacted] producteurs [redacted] brut. Les importations de pétrole devront [redacted] compensées [redacted] un accroissement [redacted] exportations [redacted] produits alimentaires, ce qui [redacted] une [redacted] prix de ces derniers [redacted] L'institut [redacted] sondage Sindlinger rapporte que la vague [redacted] froid a eu d'ores [redacted] déjà une influence dépressive [redacted] intentions d'achat [redacted] Ainsi 5 milliards [redacted] dollars environ vont servir à [redacted] les factures.

Le Texas, qui est l'Etat qui produit le [redacted] gaz naturel, [redacted] voler au [redacted] plus cruellement frappées du [redacted] En effet, en vertu d'une législation spéciale, [redacted] prix [redacted] gaz [redacted] au Texas. En conséquence : il [redacted] Etat 2 dollars [redacted] pied [redacted] (1) alors qu'il [redacted] 1,42 dol[redacted] — [redacted] prix relativement [redacted] — [redacted] application [redacted] l'acte pour [redacted] naturel, [redacted] par [redacted] Commission [redacted] l'énergie (Federal [redacted] commission). Cela n'a [redacted] empêché [redacted] producteurs [redacted] prospérer, [redacted] à 1970. Durant [redacted] époque, [redacted] s'accoutuma [redacted] utiliser [redacted] gaz naturel [redacted] regarder. Il a représenté, [redacted] 1976, 29 [redacted] de l'énergie utilisée. Cependant, [redacted] de la consommation ne [redacted] d'une intensification du forage, il n'y [redacted] plus actuellement qu'une dizaine d'années [redacted] réserves. [redacted] qui [redacted] sûr, [redacted] part, c'est qu'une [redacted] importante [redacted] gaz naturel [redacted] pas [redacted] le cir[redacted] inter-Etats pour [redacted] ral[redacted] d'orde économique et.. spéculatif. Une [redacted] Congrès [redacted] en possession [redacted] documents qui [redacted] qu'une quantité appréciable [redacted] naturel [redacted] été [redacted] l'hiver dernier [redacted] l'espoir [redacted] forcer [redacted] la réglementation [redacted] prix. — L. W.

(1) 1 Pied cube = [redacted] mètre cube.

هكذا من الأصل

L'ÉVÉNEMENT

L'INDICE DES PRIX

Un communiqué officiel d'apparence [redacted] peut cacher un baril de poudre. Ainsi, lorsque *M. Durafour* [redacted] *félicite du* [redacted] *ralentissement* de la hausse des prix survenu en décembre et déclare que « chacun peut constater à présent la bonne foi d'une politique qui, ayant d'abord ralenti l'évolution [redacted] prix, peut [redacted] présent ralentir la progression des rémunérations *nominales* [redacted] duper personne », il souffle imprudemment [redacted] un [redacted] qu'il n'est nul besoin d'attiser.

[redacted] qu'il vaudrait mieux [redacted] quelques mois pour que *se confirme le ralentissement* [redacted] la hausse [redacted] prix, M. Durafour relance une querelle jamais éteinte : celle de la crédibilité [redacted] l'indice [redacted] prix calculé par l'Institut national [redacted] statistique et des études économiques (l'INSEE). De [redacted] bilité dépend en partie [redacted] ou l'échec du plan Barre.

Le plan Barre repose sur deux [redacted] essentielles : la hausse des prix et des rémunérations est trop *forte, ce qui* alourdit exagérément les coûts de revient des produits et des services « made in France ». Comme il devient [redacted] plus en plus difficile [redacted] vendre [redacted] l'étranger [redacted] que [redacted] sommes trop chers, [redacted] terme [redacted] fermeture d'entreprises [redacted] un chômage [redacted]. Seconde [redacted] : non [redacted] il est indispensable de ralentir la hausse des prix [redacted] des [redacted] pour [redacted] compétitif, mais le [redacted] frein [redacted] plus [redacted] pour [redacted] que pour les premiers. En clair, le pouvoir d'achat (différence [redacted] prix [redacted] revenus), qui [redacted] augmenté ces [redacted] années [redacted] un *rythme* [redacted] et *5* [redacted] ne doit pas [redacted] du tout en [redacted]. Ainsi [redacted] partie plus importante de la production nationale non [redacted] par [redacted] Français [redacted] être exportée, ce qui permettra [redacted] nos achats d'énergie et ainsi [redacted] rééquilibrer une balance [redacted] dangereusement déficitaire.

Le diagnostic [redacted] impeccable. [redacted] qui demande d'appréciables [redacted] au pa[redacted] acceptable ? [redacted] syn[redacted] qui, [redacted] sont [redacted] avec [redacted] que [redacted] doit [redacted] qu'elle appauvrit l'économie, [redacted] que [redacted] pouvoir [redacted] pendant un an. Ils [redacted] « [redacted]bilité », qu'ils appellent [redacted] « stagnation », [redacted] en [redacted] un [redacted] travailleurs. Pourquoi ? [redacted] la mesure de la [redacted] prix [redacted] mal faite, [redacted]. L'indice du coût de la vie utilisé par les pouvoirs publics — [redacted] de l'INSEE — minore l'aug[redacted] prix, affirment les centrales [redacted].

La C.G.T., qui *calcule* son propre indice, estime par exemple qu'en un an les prix [redacted] détail ont augmenté [redacted] 12,6 [redacted] alors que l'INSEE [redacted] comparé à décembre 1975). La différence n'est pas *mince. Elle est même explosive si on y* prête foi. Supposons en effet que [redacted] salaires augmentent de 9,9 [redacted] en 1977 [redacted] que l'indice [redacted] l'INSEE indique pour la [redacted] période une hausse des prix de 9,9 [redacted] également. Le gouvernement pourrait affirmer que [redacted] pouvoir [redacted] des [redacted] a été préservé. La C.G.T., elle, avec son indice de prix montrant une température plus élevée (+ 12,6 %), affirmerait que le niveau de vie des salariés [redacted] régressé [redacted] 2,5 [redacted] environ.

Le dossier que nous présentons ci-dessous montre que techniquement l'indice calculé par l'INSEE est un « bon instrument de mesure des prix » même s'il est utilisé par le gouvernement de façon trop [redacted] auxquels il ne répond qu'imparfaitement.

[redacted] qui [redacted] finalement, [redacted] savoir si l'opinion publique accepte les [redacted] données par [redacted] INSEE ou [redacted] juge plus crédibles les indications fournies par l'indice C.G.T. Dans le premier cas, une sorte de dialogue raisonnable peut être engagé entre ceux qui gouvernent et ceux qui travaillent, dialogue débouchant sur une politique tacitement approuvée. Dans le second cas, les cartes étant biseautées dès le départ, c'est le conflit, ouvert ou latent. La solution qui se dégage résulte d'un rapport de forces. Rien n'est *consenti car qui pourrait accepter que* le niveau de vie recule en France, qu'on en revienne [redacted] la « paupérisation absolue » qui fut si longtemps [redacted] favori du parti communiste. [redacted] terme l'explosion sociale, comme celle qu'on a connue en mai 1968, période qui succédait justement à *six* mois durant lesquels le pouvoir d'achat avait régressé (selon l'indice de l'INSEE...).

Dans les économies industrialisées modernes, un régime ne peut durer que s'il assure aux travailleurs et aux consommateurs une amélioration régulière [redacted] leur niveau [redacted]. On [redacted] que la querelle de l'indice n'est pas une [redacted] affaire. [redacted] gouvernement n'a [redacted] intérêt [redacted] minimiser le problème ou [redacted] retarder certaines [redacted] indispensables (que nous *évoquons ci-dessous*), *les syndicats ne* [redacted] non plus [redacted] — leur audience en dépend — qu'on est difficilement [redacted] plaideur.

ALAIN VERNHOLES.

Comment sont mesurées les dépenses des Français moyens

LE [redacted] indice, la confiance qu'on peut lui [redacted] comme [redacted] mesure de la [redacted] prix, dépen[redacted] *modo* [redacted] facteurs. Le *premier* concerne [redacted] « [redacted]tre » lui-même : comment [redacted]. Le second facteur, [redacted] la façon dont l'instrument fonctionne. [redacted] il [redacted] le « thermomètre » de l'INSEE [redacted] la C.G.T., par exemple, [redacted] beaucoup moins d'importance que la façon [redacted] ils [redacted]. En [redacted] termes, [redacted] pour [redacted] *prix* [redacted] *magasins* [redacted] *proba*[redacted] beaucoup plus [redacted] que [redacted] « [redacted] » [redacted] ces [redacted] aux [redacted] alimentaires ou aux loyers [redacted] on [redacted] souvent [redacted] que l'INSEE [redacted] prenait [redacted] en compte.

● *Quels prix* [redacted] *L'indice* [redacted] *compte* [redacted] *dépenses* [redacted] ?

Un [redacted] aurait pu être fait : construire un [redacted] familial idéal, [redacted] par [redacted] les consommations inutiles ou [redacted] cigarettes, l'alcool), [redacted] ce qui [redacted] *nécessaire à* [redacted] *culture* (certains films, [redacted] pièces [redacted] théâtre, certains [redacted] littérai[redacted] la santé [redacted] dépenses entraînées [redacted] le sport), [redacted] excluant [redacted] *gadgets* (les [redacted] à sous) [redacted] les [redacted] qui [redacted] dangereuses [redacted] à feu, les motos, [redacted] etc.).

[redacted] tentative [redacted] a été faite [redacted] 1950 [redacted] abandonnée. Elle a montré *qu'à vouloir* [redacted] un certain ordre [redacted] la [redacted] — [redacted] exemples [redacted] plus haut ne correspondent [redacted] à ce qui [redacted] été retenu alors — [redacted] dans l'arbitraire, [redacted] l'inclusion [redacted] le [redacted] telle ou telle [redacted] la [redacted] à [redacted] sur des [redacted] que n'a pas sa place. [redacted] et c'est un premier point important, l'[redacted] mesure [redacted] l'évolution des [redacted] est-il bâti [redacted] une photographie aussi [redacted] que possible [redacted] la [redacted] familles.

Comment [redacted] photographie est-elle faite ? [redacted] façons. D'abord globalement à partir [redacted] qui [redacted] produit [redacted] pond [redacted] Français [redacted] l'on tient [redacted] importations [redacted] ainsi que [redacted] (ce [redacted] entreprises prélèvent pour [redacted] par exemple). [redacted] partielles : [redacted] d'animaux pour la [redacted] de viande, [redacted] immatriculations pour [redacted] automobiles, [redacted]. Des enquêtes [redacted] sembIe-t-il, [redacted] ont [redacted] rompues) « ventilent » ces [redacted].

[redacted] recoupements [redacted] ne [redacted] *généralement pas* [redacted] non négligeables [redacted]. On peut pourtant [redacted] que, [redacted] l'ensemble, les produits et [redacted] dont les prix [redacted] dans l'indice [redacted] l'INSEE représentent assez bien [redacted] quasi-totalité [redacted] la consommation.

Comme il [redacted] évidemment impossible [redacted] chaque [redacted] les [redacted]tions [redacted] prix de tout ce qui est *consommé en France*, [redacted] de l'INSEE, avec ses [redacted] cent quatre-vingt-quinze [redacted] un échantillon [redacted] l'on [redacted] représentatif. Chaque [redacted] correspondant [redacted] plusieurs [redacted] qui [redacted] chaque [redacted]. Ainsi, [redacted] exemple, le [redacted] « *fromage à* [redacted] *molle* » comprend [redacted] dont le « [redacted] *normand* ». Le [redacted] « *jeux et* [redacted] » couvre vingt [redacted] sont représentées par [redacted] « *poupées* » [redacted] « [redacted] » (1). Au total [redacted] cinquante [redacted] suivis.

93 % des dépenses

On a reproché [redacted] l'INSEE d'avoir [redacted] son [redacted] impôts directs, [redacted] sociale, [redacted] emprunts, [redacted] ces [redacted] de dépense [redacted] du tout [redacted] prix, on *imagine la difficulté* qu'il [redacted]. Les impôts, par exemple, [redacted] d'un contribuable à l'autre, en [redacted] ses [redacted] d'abord, de l'importance [redacted] sa famille et [redacted].

A [redacted] du [redacted] que [redacted] l'INSEE [redacted] pourtant [redacted] à calculer [redacted] postes [redacted] : [redacted] d'occasion, *coût* [redacted] *crédit à la consommation* [redacted] *de gardiennage* [redacted] enfants, primes [redacted].

Certaines [redacted] dépenses ne [redacted] pas [redacted] en temps utile ; il en [redacted] ainsi pour [redacted] hospitaliers, car le prix [redacted] journée d'hospitalisation [redacted] beaucoup [redacted] soins. [redacted] ce [redacted] de dépenses important (4 % [redacted] *ménages*) sera pris en [redacted] trimes[redacted] que [redacted] publier l'INSEE. [redacted] qui, d'ailleurs, ne changera guère l'évolution [redacted] prix : moins [redacted] % par an, comme [redacted] montrent les premiers calculs.

[redacted] qu'il en [redacted] *l'indice de l'INSEE couvre maintenant 93,5 %* [redacted] *dépenses* [redacted] *par la comptabilité nationale, qui recouvre théoriquement assez bien l'ensemble* [redacted] *Français*.

[redacted] *méthode*, [redacted] qu'elle tient compte exclusivement des prix, [redacted] les prélèvements [redacted] les remboursements qui modifient pourtant après coup [redacted] ressources des ménages. Ainsi l'INSEE recense le [redacted] brut [redacted] ou [redacted] loyers *ou* dé[redacted]. L'Institut [redacted] la statistique [redacted] que, [redacted] les [redacted] nets [redacted] été [redacted] — qui incluent, eux, les [redacted] logement ou [redacted] remboursements de [redacted] sociale, — [redacted] prix [redacted] augmenté un [redacted] rapi[redacted] qu'il [redacted] fait depuis [redacted].

Géographiquement, [redacted] champ [redacted] très [redacted] puisqu'il [redacted] agglo[redacted] mille [redacted] *sur* [redacted] *du terri*[redacted].

● *L'importance* [redacted] *de dépenses* [redacted] *budgets des différentes* [redacted] *catégories* [redacted] *et professionnelles? L'INSEE* [redacted] *qu'une famille aux* [redacted] *comme* [redacted] *supérieur disposant* [redacted] ?

Le [redacted] — le [redacted] parle de ménage — [redacted] d'un employé [redacted] d'un ouvrier [redacted] en [redacted] assez représentatif [redacted] ce qu'on pourrait appeler [redacted] *Français* [redacted] puisqu'il couvre 31 [redacted] de la population [redacted]. Le problème est plutôt de [redacted] si ce Français [redacted] trop [redacted] trop imprécis, [redacted] cache pas [redacted] : quel rapport [redacted] a-t-il, [redacted] un [redacted] Lozère, et un ouvrier, ou [redacted] supérieur [redacted] région parisienne ? *A priori* [redacted] de consommation [redacted]. *Lorsque* [redacted] *prix* [redacted] augmentent [redacted] comme [redacted] les [redacted] plus [redacted] que [redacted] le [redacted]. De même, [redacted] jeunes [redacted] *une* part [redacted] importante [redacted] leur loyer.

[redacted] bon sens ont [redacted] le [redacted] économique et [redacted] qu'en plus [redacted] son [redacted] mensuel l'INSEE [redacted] huit indices de prix différents donnant — [redacted] catégories [redacted] — leur [redacted] importance aux [redacted] dépenses : alimentation, habillement, produits [redacted]. Les huit [redacted] régulièrement [redacted] l'INSEE [redacted] son *Bulletin* [redacted] concernent [redacted] cadres supérieurs, [redacted] employés, [redacted] ouvriers [redacted] les autres [redacted] particulier), [redacted] entrepreneurs individuels, [redacted]. Le [redacted] n'a [redacted] du [redacted] confirmé [redacted] : [redacted] d'évolution [redacted] négligeables.

[redacted] négligeables. [redacted] une preuve [redacted] ? [redacted] pondérations [redacted] modifiées ; les lieux d'achat et les produits pris [redacted] compte étaient [redacted] mêmes...

[redacted] avons [redacted] cas qui expliquent ce peu d'effets des « *pondérations* » sur [redacted] *d'ensemble. Dans le premier cas*, l'alimentation *représentait* 50 % du budget d'une famille; dans le second, les loyers entraient pour 30 %, le reste de l'indice étant inchangé. Résultat : les prix augmentent de 75,2 % entre 1970 et novembre 1976 avec un poste « alimentation » représentant 50 % des dépenses ; de 69,4 % avec un poste « loyer » très alourdi. L'indice tel qu'il est cal*culé par l'INSEE* (l'alimentation y pèse 28,6 % et les loyers 4,6 %) indique quant à lui une hausse de 73,2 %. *C'est dire que l'augmentation annuelle des prix de détail pendant six ans est de 9 % selon l'INSEE, de 9,2 % si le poste alimentation est très renforcé, et de 8,6 % si c'est celui des loyers.*

Ce résultat apparemment paradoxal s'explique par le fait que les loyers *ont augmenté moins vite depuis six* ans que l'ensemble des prix. De même, si à une année de sécheresse succèdent une ou deux bonnes années pour les fruits et légumes, l'indice donnant un poids important à l'alimentation augmentera moins vite que l'indice INSEE.

● *L'indice de l'INSEE tient-il compte des quantités consommées, c'est-à-dire des dépenses réelles ?*

La logique qui a été choisie par l'INSEE dans la construction de son indice l'amène à suivre des prix et non des dépenses. Ce choix a été *critiqué par les centrales syndicales*. Il peut accélérer ou au contraire freiner la hausse de l'indice par rapport [redacted] qu'on [redacted] avec un indice de dépenses.

Le relèvement des prix pétroliers est un bon exemple. A partir du moment où le prix du litre d'essence ou de fuel augmente à la pompe ou chez le marchand, l'INSEE enregistre une hausse correspondante. Pourtant, si la température est très clémente et que le chauffage peut être éteint ou diminué, la note de fuel domestique effectivement payée pourra rester stable ou n'augmenter *que très faiblement. Néanmoins, l'indice* de l'INSEE enregistrera sur ce poste [redacted] totalité de la hausse du prix du litre. Inversement, si les pro[redacted] imposent qu'on [redacted] quatre [redacted] précédente, l'INSEE n'enregistrera [redacted] le [redacted] chaque [redacted] doublé [redacted]. [redacted] tions. On [redacted] discuter. On ne peut nier qu'elles procèdent [redacted] logique.

[redacted] logique — [redacted] a des avan[redacted] au [redacted] pratique — a aussi ses [redacted] le [redacted] d'un produit bien défini n'offre [redacted] quand il s'agit d'un litre [redacted] ou [redacted] que [redacted] *produit se modifie, quand* [redacted] le poste [redacted] sion, l'automobile, [redacted] vices, plus [redacted] confort, [redacted] meilleures performances ? [redacted] organisations syndicales répondent [redacted] dans [redacted] mesure [redacted] un certain nombre de biens [redacted] de [redacted] façon néces[redacted] la vie courante, les [redacted]mateurs n'ont [redacted] choix puisqu'ils doivent [redacted]. Ce faisant, ils [redacted] *paient plus cher, qu'ils* [redacted] *veuillent* [redacted] non, à [redacted] portées par les constructeurs.

Deux méthodes

[redacted] *Vie ouvrière*, organe de la C.G.T., [redacted] à [redacted] de 1975 le cas d'un réfrigérateur [redacted] le prix [redacted] 500 [redacted] 600 F (+ 20 %) [redacted] cause [redacted] dégivreur automatique. [redacted] *ajoutait* [redacted] *journal syndical*, « [redacted] *réfrigérateur* [redacted] *plus d'énergie*, a *une* [redacted] *plus mince*, [redacted] *dure* [redacted] *longtemps* ». Le [redacted] sans dégi[redacted] plus fabriqué, [redacted] n'avait [redacted] le [redacted] obligé [redacted] dépenser plus d'argent.

Il [redacted] probable [redacted] ce [redacted] précis, [redacted] C.G.T. aura [redacted] de prix de 20 %. L'INSEE [redacted] *au contraire*, [redacted] ce [redacted] représentait le coût réel du [redacted] supplémentaire rendu par [redacted] dégivreur automatique et l'aura [redacted]trait de la [redacted]. L'augmentation prise [redacted] compte dans l'indice [redacted] l'INSEE n'aura peut-être alors été que de [redacted] ou [redacted] 15 %. [redacted] le [redacted] là.

Faut-il [redacted] *bicyclette simple à une bicyclette* [redacted] changement de [redacted] une [redacted] en noir [redacted] avec une [redacted] en [redacted] ? objecte l'INSEE pour [redacted] logique qui [redacted] suivre [redacted] prix [redacted] même produit. [redacted] apportées par [redacted] purement illusoires, [redacted] *dans certain cas* [redacted] *qualité des pro*[redacted] peut [redacted]. Comment l'[redacted] peut-elle objectivement en tenir compte ? [redacted] cas [redacted] facile : on [redacted], à une baisse de la [redacted] lait en matières grasses, ou [redacted] du vin. Mais les autres produits ?

● *Les prix* [redacted] *qui correspondent* [redacted] ?

Les prix [redacted] la plupart [redacted] produits [redacted] huit [redacted] l'ensemble du territoire. Dans ces [redacted] huit agglomérations, trente mille points de [redacted] régulièrement visités, représentant [redacted] les formes de commerce, depuis la [redacted] boutique jusqu'au plus grand supermarché.

La C.G.T. reproche beaucoup à l'INSEE [redacted] collaborer avec les commerçants pour effectuer ses relevés de prix. La [redacted] syndicale [redacted], en effet, que les enquêteurs [redacted] l'INSEE sont plus ou moins bernés. L'INSEE répond [redacted] collaboration [redacted] au contraire indispensable [redacted] juste identification [redacted] produits.

Dans l'absolu, la C.G.T. a raison : il [redacted] préférable [redacted] les [redacted] soient faits de [redacted] est-ce possible, [redacted] magasins ? De [redacted] évidence, [redacted]. On peut ajouter qu'il est [redacted] d'imaginer un commerçant qui [redacted] paierait le [redacted] de réduire [redacted] prix [redacted] le seul but d'agir [redacted] l'indice [redacted] l'INSEE...

[redacted] on a [redacted] les [redacted] qui peuvent expliquer [redacted] de [redacted] offi[redacted] les centrales syndicales, on [redacted] l'explication ne [redacted] tout simplement dans la façon dont [redacted] les prix...

(1) [redacted] à ce sujet l'ouvrage que [redacted] *publier* [redacted] (*Pour comprendre* [redacted] *prix*), dans [redacted] évident [redacted] répondre [redacted] critiques [redacted] centrales syndicales, et notamment [redacted] de [redacted] C.G.T.



Pour une indépendance accrue

L'INDICE de [redacted] a [redacted] défauts. Mais il n'existe pas à l'heure actuelle de meil[redacted] instrument de [redacted] prix à la consommation.

Il ne tient compte que de l'évolution des prix et non de celle *des dépenses* [redacted]. *Le reproche* est très mal fondé : l'indice n'est pas fait pour cela. Si l'on veut suivre les impôts, les cotisations de sécurité sociale, les taxes, mais aussi les remboursements, les allocations diverses, on observera alors le « *revenu disponible des ménages* ». C'est une notion aussi intéressante que l'indice des prix dans une discussion salariale ou *dans des débats sur le partage* du revenu national. L'INSEE s'est attelé à une tâche qu'on aurait dû lui confier depuis longtemps et publiera bientôt des chiffres.

Certains défauts de l'indice tiennent à l'insuffisance des moyens financiers et matériels dont dispose l'INSEE. Comment, par exemple, un enquêteur qui suit le prix d'un produit textile *déterminé* peut-il juger s'il y a amélioration ou non de la qualité lorsque l'article est modifié ? L'exemple vaut pour d'autres secteurs, mais c'est probablement dans le domaine de l'habillement qu'il est le plus difficile de distinguer le bon grain de l'ivraie. Les amputations opérées par l'INSEE — [redacted] cause [redacted] de la qualité — sur [redacted] effectivement [redacted] les [redacted] moins [redacted] — [redacted] des [redacted] *des contrôles, des essais comparatifs.*

L'INSEE préserve jalousement son indice des inquisitions du pouvoir. Le temps n'est plus où le gouvernement cherchait — et parvenait comme en 1956 par exemple — [redacted] « truquer » l'indice. La calcul de l'évolution des prix est en France affaire de mathématiciens et d'économistes. Pourtant, des progrès peuvent être faits dans le sens d'une indépendance encore accrue de l'INSEE vis-à-vis des pouvoirs : pouvoir politique mais aussi pouvoir syndical. Les *mésaventures* de l'indice des prix belge montrent dans quelle voie sans issue on s'engage à vouloir discuter et négocier entre intéressés sur ce sujet. Chacun se propose de retirer qui les carottes, qui les pommes de terre de l'indice, selon la démonstration qu'il veut faire. On caricature à peine. La mesure de l'évolution du coût de la vie ne peut plus être alors considérée comme scientifique.

[redacted] bavure — légère mais si[redacted] — [redacted] janvier 1976 à propos de la tarification [redacted] E.D.F. des changements de compteurs a montré que l'*INSEE* pouvait se tromper. Ce qui n'a rien [redacted] surprenant : on peut suivre à tort un poste de dépense sans intérêt. Il est plus fâcheux *de mettre six ans à s'en apercevoir.* Mais il est choquant que pour corriger cette erreur — c'est-à-dire pour éviter que l'indice ne fasse un bond normal — E.D.F. [redacted] annuler [redacted] d'augmenter [redacted] prix des changements de compteurs. Cette annulation montre que, si rare soit-elle, l'ingérence du politique n'est pas totalement impossible.

Deux leçons doivent être tirées [redacted] mésaventure. La première est que l'indice des prix [redacted] devrait pas [redacted] communiqué au pouvoir *politique* avant *d'avoir* [redacted] *rendu* public. [redacted] gouvernement perdrait non seulement toute possibilité [redacted] réaction mais, surtout, toute possibilité de conditionner l'opinion — et la presse — par des déclarations évidemment orientées.

Enfin, l'activité de l'INSEE devrait être supervisée par une sorte de *magistrature économique* qui en garantirait l'impartialité, et la qualité. Ainsi l'indice des prix aurait-il [redacted] garantie de fabrication qui assez injustement lui manque encore.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

TRAVAIL TEMPORAIRE

« La fin des préjugés »

Un Français sur [redacted] — un salarié [redacted] sur sept — a été employé, [redacted] un moment ou [redacted] un autre, [redacted] une entreprise de travail temporaire (E.T.T.) ; [redacted] Français [redacted] estiment q[redacted] le travail temporaire [redacted] utile [redacted] et aux entreprises, [redacted] qu'il [redacted] un « dépannage » : [redacted] statistiques sont extraites d'une enquête réalisée par la SOFRES pour le compte [redacted] l'Union nationale [redacted] entreprises [redacted] temporaire (UNETT), [redacted] syndicat professionnel patronal, présidé [redacted] M. [redacted] Bensoussan, [redacted] directeur général [redacted] BIS.

[redacted] sondages, également présentés au cours d'une conférence [redacted] tenue [redacted] 1er février à Paris, ont [redacted] par B.V.A. (Brule Ville associés). Le premier porte sur [redacted] jeunes [redacted] vingt-cinq [redacted] : 35 % d'entre [redacted] trouvé leur premier emploi grâce au travail temporaire. Par le [redacted] l'intérim, 63 % espèrent trouver un emploi permanent et 41 % [redacted] déjà reçu [redacted] propositions en [redacted] ; 60 % sont [redacted] qui leur sont confiées, mais regrettent la précarité d'emploi inhérente [redacted] temporaire ; 77 % [redacted] le passage dans [redacted] E.T.T. facilite [redacted] connaissance de l'entreprise [redacted] jugent que [redacted] professionnelle [redacted].

Le [redacted] sondage, réalisé auprès [redacted] âges, montre que 51 % d'entre [redacted] emploi [redacted] d'entrer [redacted] E.T.T., [redacted] 70 % [redacted] satisfaits mais [redacted] considèrent [redacted] temporaire [redacted] une solution [redacted]. Enfin, l'enquête [redacted] apparaître [redacted] 50 % [redacted] Français [redacted] les intérimaires sont moins [redacted] que [redacted] travailleurs permanents (26 % jugent qu'ils le [redacted] autant) ; 41 % pensent que, [redacted] le travail temporaire, il [redacted] aurait plus [redacted] chômeurs [redacted] croient qu'il [redacted] en aurait [redacted].

« C'est [redacted] fin [redacted] préjugés », [redacted] déclaré M. [redacted] Bensoussan, [redacted] rappelant que 190 000 intérimaires [redacted] 100 000 [redacted] moins de vingt-cinq [redacted] étaient quotidiennement [redacted] travail [redacted] que, dans une année, 800 000 [redacted] transitaient par [redacted] E.T.T. « [redacted] temporaire [redacted] indispensable à [redacted] économie [redacted] », [redacted] le président [redacted] l'UNETT, en annonçant une [redacted] pour corriger l'image [redacted] intérimaires « moins bien considérés » que [redacted] travailleurs permanents, [redacted] convaincre que [redacted] missions [redacted] temporaire ne [redacted] incompatibles avec [redacted] perception [redacted] droits [redacted] allocations [redacted] chômage [redacted] pour améliorer [redacted] avantages [redacted] jugent généralement [redacted].

[redacted] presse, M. [redacted] Grunelius, président [redacted] mutuelle [redacted] entreprises [redacted] travail temporaire (SOCAMETT), [redacted] gérant [redacted] Manpower-France, a indiqué que la SOCAMETT [redacted] aujourd'hui « opérationnelle » [redacted] premières garanties [redacted] à partir de ce 1er février.

A [redacted] jour, [redacted] E.T.T., représentant en [redacted] un [redacted] milliards de [redacted] une progression [redacted] rapport à [redacted] et [redacted] augmentation [redacted] 19 % prévue [redacted] 1977), ont [redacted] agréées. [redacted] elles, une quasi-[redacted] P.M.E. ; [redacted] ayant un [redacted] d'affaires inférieur [redacted] millions de [redacted]. Le plafond [redacted] garanties [redacted] la SOCAMETT, qui, [redacted] le [redacted] prend désormais [redacted] charge [redacted] « [redacted] » [redacted] ses adhérents en matière de paiement des [redacted] (avant, cette obligation [redacted] xentreprises utilisatatrices), a doublé, passant de 75 000 000 [redacted] 150 000 000 [redacted]. Pour [redacted] Michaël Grunelius, l'institution du cautionnement mutuel constitue un « pas décisif » vers « la création [redacted] professionnelle ».

AÉRONAUTIQUE

Réduction d'effectifs à la SNIAS

([redacted] première page.)

[redacted] M. [redacted] d'ajouter : « [redacted] suis encore persuadé [redacted] l'Airbus [redacted] le meilleur à [redacted] fois sur [redacted] plan technique [redacted] plan financier. [redacted] me [redacted] si l'Airbus, qui [redacted] un avion franco-allemand, n'a pas [redacted] victime d'un [redacted] politique qui [redacted] fait [redacted] qualités. »

[redacted] le fait que [redacted] d'Etat [redacted] transports n'a [redacted] apporté les preuves qu'« [redacted] politique » a joué [redacted] l'Airbus alors que ce même « [redacted] » n'a pas empêché le [redacted] américain [redacted] gardes-côtes [redacted] l'avion Falcon [redacted] Dassault-Breguet, on observera que M. Cavaillé [redacted] prend vigoureusement [redacted] — Boeing [redacted] Douglas — [redacted] il a, [redacted] part, sollicité [redacted] pour le projet [redacted] nouvel [redacted] civil [redacted].

En réalité, les rapports [redacted] constructeurs d'avions européens avec les industriels américains ne sont pas au beau fixe dans les circonstances présentes, [redacted] Douglas n'ont [redacted] à en tirer parti.

L'an dernier, [redacted] responsables [redacted] nationale industrielle aérospatiale [redacted], qui négo[redacted] perspectives [redacted] coopération [redacted] un [redacted] moyen-courrier, ont entendu des dirigeants [redacted] prédire que l'Air[redacted] n'avait pas beaucoup d'avenir [redacted] Etats-Unis. En contrepartie de [redacted] coopération transatlantique, Boeing [redacted] le droit [redacted] l'Airbus [redacted] nord-[redacted] à la [redacted] de s'engager [redacted] placer, au moins, deux [redacted] appareils [redacted]. L'in[redacted] alors, rétorqué que [redacted] préalable du [redacted] lui [redacted] un tel volume [redacted] ventes potentielles en raison, [redacted] ment, [redacted] limitations imposées [redacted] l'exploitation d'un biréacteur sur certains réseaux aériens, en particulier [redacted] la côte ouest des [redacted] Unis. Aucune entente [redacted] fut, [redacted] lors, possible entre le consortium européen et Boeing.

[redacted] de l'aveu même de M. Cavaillé, les pourparlers [redacted] la coopération franco-américaine, [redacted] le projet Mercure-200, [redacted] à un point critique. Le partenaire américain de Dassault-Breguet [redacted] de la SNIAS, en [redacted] affaire, donne l'impression [redacted] croire davantage en l'avenir [redacted] programme DCX-200 d'un [redacted] de deux cents [redacted] vingt places que dans la construction, en commun, [redacted] biréacteur de [redacted] sièges à partir [redacted] Mercure-200.

[redacted] européens, [redacted] spécialement [redacted] français, [redacted] d'une [redacted] lesquelles [redacted] propositions [redacted] la clientèle.

Une accusation de Boeing

Boeing a, [redacted] le consortium européen [redacted] pratiquer [redacted] prix et [redacted] crédit « difficiles [redacted] ». L'accusation [redacted] vouloir « [redacted] » [redacted] prix aéronautiques [redacted] sous-jacente [redacted] l'encontre d'Airbus-Industrie. Quelle [redacted] puisse [redacted] d'une [redacted] rivaux [redacted] Boeing, [redacted] le monde, retournent aisément au constructeur américain, il [redacted] tern Airlines a su tirer profit d'une telle compétition en bran[redacted] européen pour [redacted] fournisseurs [redacted] prix.

La [redacted] question qui [redacted] la [redacted] l'Airbus [redacted] définitivement ou [redacted] marché américain [redacted] une production européenne. M. Cavaillé [redacted] optimiste : « Il [redacted] d'autres batailles [redacted] l'Airbus [redacted] Amérique [redacted] nous [redacted] gagnerons. »

[redacted] l'immédiat, [redacted] de [redacted] un nouveau coup dur pour la SNIAS, qui participe à la [redacted] de l'appareil avec, [redacted] des titres divers, des [redacted] ouest-allemandes, britanniques, [redacted] ou espagnoles.

La [redacted] pas [redacted] empêtrée qu'elle est, déjà, dans des difficultés liées à la [redacted] de ses [redacted] civils [redacted] de ses hélicoptères. [redacted] ce jour, l'Airbus [redacted] au total, à trente-cinq exemplaires par huit compagnies aériennes différentes, [redacted] il convient d'ajouter vingt et une options qui attendent d'être confirmées. Or depuis 1975, [redacted] commercialisation de l'appare[redacted] européen se révèle de plus en plus difficile face à [redacted] concurrence [redacted] temporairement [redacted] par la dévaluation du [redacted] une inflation moins [redacted] que dans les [redacted] européens.

A la fin [redacted] l'année dernière, quatre vingts exemplaires de l'Airbus [redacted] été [redacted] en construction, [redacted] actuelle de [redacted] crée [redacted] industrielle qui comporte [redacted] graves incidences financières.

« Le client est roi »

Dans [redacted] Saint-Martin, près de Toulouse, 90 % [redacted] travailleurs [redacted] la [redacted] ont, à l'appel [redacted] la C.G.T., [redacted] un télégramme [redacted] la présidence [redacted] la République pour [redacted] refus de [redacted] Airlines et dénoncer [redacted] projets [redacted] syndicat prête [redacted] gouvernement, [redacted] vouloir démanteler [redacted]. Il est vrai [redacted] l'emploi [redacted] menacé [redacted] nouvelles [redacted] (1).

En cinq ans, [redacted] effectifs globaux [redacted] la SNIAS ont [redacted] 8 %, [redacted] qu'ils [redacted] de la construction aéronautique française. [redacted] la fin [redacted] l'année dernière, la [redacted] occupait environ [redacted] une perte [redacted] 1 100 emplois par rapport [redacted] l'année précédente, [redacted] qui repré[redacted]. Pour 1977, la direction [redacted] la [redacted] suppression [redacted] dont la plupart [redacted] de la division « avions » [redacted] déjà perdu, [redacted] près de 1 130 emplois, [redacted] occupait [redacted] fin [redacted] l'année.

[redacted] activités, la division « [redacted] » de la SNIAS a [redacted] pratiqué [redacted] transfert [redacted] son personnel [redacted] secteurs plus dynamiques [redacted] société. [redacted] politique n'apparaît plus possible [redacted] lors que [redacted] divisions plus actives, comme [redacted] hélicoptères, par exemple, [redacted] leur tour une diminution [redacted] leur charge de travail : il [redacted] envisagé, pour 1977, [redacted] suppression [redacted] emplois dans la fabrication des hélicoptères [redacted] qui [redacted] occupé [redacted] croissance. La division des missiles [redacted] de l'espace prévoit, elle [redacted] ses effectifs [redacted] cinquante personnes [redacted] viron, [redacted] que la stabilité [redacted] l'emploi [redacted] toujours marqué ce secteur, [redacted] crédits [redacted].

A [redacted] différence [redacted] la SNIAS, la [redacted] aéronautique [redacted] caine ajuste [redacted] effectifs [redacted] de [redacted] livraisons et [redacted] l'évolution prévisible [redacted] ses [redacted] mandes. Ainsi, Boeing [redacted] employé jusqu'à [redacted] dans [redacted] usines, en [redacted] au [redacted] les crédits militaires [redacted] budget spatial américains [redacted] calculés [redacted] largement. Depuis, les effectifs sont [redacted] à moins de [redacted] personnes en 1975, après [redacted] à [redacted] environ [redacted] 1971, lorsque [redacted] ont été trois [redacted] moindres [redacted] celles [redacted] 1967.

Le [redacted] programmes [redacted] de Boeing, M. Dean Thornton, explique [redacted] termes rudes la politique [redacted] société : « [redacted] management n'est tolérable. [redacted] client [redacted] roi. Le problème [redacted] l'emploi [redacted] Toulouse, [redacted] exemple, n'est pas [redacted] objectif légitime [redacted] Boeing. »

JACQUES ISNARD.

(1) La commande [redacted] Western Air[redacted] (on parlait [redacted] Airbus [redacted] de [redacted] options) représentait la valeur [redacted] de sept millions [redacted] environ.

M. CAVAILLÉ : [redacted] bureaux d'études de [redacted] SNIAS manquent d'initiative.

(De [redacted] correspond. régional.)

Toulouse. — Lors [redacted] l'inaugu[redacted] de la Compagnie générale mari[redacted] à Toulouse, le secrétaire [redacted] aux transports, M. [redacted] Cavaillé, [redacted] déploré, devant des journalistes, le manque d'initiative [redacted] Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), en particulier [redacted] bureaux [redacted]. Il [redacted] en revanche, [redacted] l'éloge [redacted] compagnie Air-Inter [redacted] nationale d'étude [redacted] construction [redacted] d'aviation [redacted].

A propos [redacted] décision de Western Airlines de ne pas acheter d'Airbus, le secrétaire d'Etat aux transports a indiqué que cette [redacted] traduisait probablement la [redacted] humeur des Américains après la [redacted] en liberté, par la [redacted] responsable palestinien [redacted] Daoud.

M. [redacted] aussi [redacted] que les vingt-neuf Caravelle d'Air [redacted] remplacées dans [redacted] par [redacted] biréacteurs DC-9 ou des Boeing-737, [redacted] les projets [redacted] du nouveau [redacted] pourraient modifier cette [redacted] le [redacted] les pourparlers sur [redacted] coopération franco-[redacted] McDonnell-Douglas et les [redacted] français [redacted] parvenus à [redacted] point critique à [redacted] du Mercure-200. — L. P.

MONNAIES ET CHANGES

LE F.M.I. A RESTITUÉ PRÈS DE 6 MILLIONS D'ONCES D'OR AUX PAYS MEMBRES

[redacted] monétaire a terminé [redacted] première opération [redacted] restitution d'une partie [redacted] que lui avaient [redacted] pays membres. La quantité [redacted] de [redacted] onces ([redacted] = 31,103 grammes), soit la quasi-totalité [redacted] la quantité prévue ([redacted] millions d'onces). En [redacted] de la Jamaïque [redacted] janvier 1976, [redacted] doit, [redacted] cours [redacted] quatre [redacted] aux [redacted] le sixième de l'or qu'il [redacted] au 1er janvier [redacted] l'année dernière, soit [redacted] millions d'onces [redacted] restituer un autre sixième, [redacted] 25 autres millions d'onces, aux [redacted] membres. [redacted] provient [redacted] antérieurement [redacted] (selon les [redacted] de Bretton-Woods, chaque pays devait [redacted] quart de sa quote-part en métal précieux).

[redacted] restitution s'opère techniquement sous [redacted] forme d'une [redacted] du [redacted] monétaire au prix [redacted] DTS (droits [redacted] tirage spéciaux) l'once, [redacted] environ 40 dollars. Elle [redacted] effectuée proportionnellement à la quote-part de chacun [redacted] pays membres. [redacted] les Etats-Unis [redacted] ils [redacted] eux [redacted] 1,4 million [redacted] la France [redacted] onces.

Un [redacted] nombre de [redacted] dont les Philippines, le [redacted] Panama, [redacted] Zambie, le Libéria, ont [redacted] rement [redacted] à acheter l'or qui leur revenait. [redacted] question de l'or chinois n'a [redacted] tranchée. [redacted] monétaire doit décider, [redacted] principe le 1er avril prochain, si l'or sera restitué [redacted] Taiwan ou bien à [redacted] populaire (mais celle-ci [redacted] demander). Le Cambodge n'a pas participé [redacted] l'opération.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr. suisses		Fr français	
[redacted]	4 1/4	5 1/4	4 1/8	5 1/8	1/4	1 1/4	[redacted]	[redacted] 1/2
1 [redacted]	[redacted] 5/8	5 1/8	[redacted] 1/4	4 [redacted]	1	1 1/2	11 1/4	11 1/2
3 [redacted]	5 1/8	5 5/8	4 3/8	4 7/8	1 1/8	1 5/8	11 7/8	[redacted] 1/8
6 [redacted]	5 5/8	6 1/8	4 5/8	5 1/8	1 5/8	2 1/8	12 3/8	12 5/8

CONJONCTURE

LES PROMOTEURS IMMOBILIERS ESTIMENT QUE LA HAUSSE DU PRIX DES LOGEMENTS SE RALENTIT

Selon l'enquête trimestrielle [redacted] conjoncture menée [redacted] janvier par l'Institut [redacted] statistique (INSEE) auprès [redacted] millier de [redacted] la [redacted] de [redacted] neufs à acheter [redacted] de nouveau fléchi [redacted] de 1976. Pour la première [redacted] depuis plusieurs années, ce phénomène se traduit sur [redacted] prix [redacted] logements et même [redacted] terrains. [redacted] nombre [redacted] promoteurs qui jugent en janvier [redacted] prix des logements plus [redacted] qu'il y [redacted] trois [redacted] : [redacted] qui traduit un [redacted] de [redacted].

[redacted] de logements invendus, stables en région parisienne, [redacted] relativement [redacted] en province [redacted] cours [redacted] derniers mois. [redacted] promoteurs privés [redacted] basses, [redacted] qu'un [redacted] apparaît dans le [redacted] logements H.L.M., qu'il s'agisse d'immeubles [redacted] à la [redacted].

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

- LA [redacted] REPREND [redacted]. — La [redacted] (Compagnie inter[redacted] en informatique), [redacted] C.E.A., [redacted] pris le contrôle [redacted] société Ordiroc, spécialisée [redacted] optique [redacted] documents. [redacted] capital d'Ordiroc [redacted] maintenant réparti [redacted] la CISI ([redacted] %), Sofragem, [redacted] la Banque [redacted] la Compagnie [redacted] Nord (10 %).

Emploi

- RÉDUCTION D'EFFECTIFS À LA MANUFACTURE D'ARMES ET DE CYCLES DE SAINT-ETIENNE (3 836 salariés, dont [redacted] à Saint-Etienne). — La direction a annoncé [redacted] mise [redacted] pré-retraite à soixante ans de cent huit personnes, [redacted] par appel au volontariat, la mise [redacted] anticipée, dès cinquante-sept ans, de quelque [redacted] autres [redacted]. — (Corresp.)
- CENT QUARANTE - QUATRE [redacted] A LA SOCIETE ACMA ([redacted], Val-d'Oise), à la suite [redacted] de [redacted] entreprise de machines-outils, ancienne filiale de la Régie Renault, aujourd'hui directe[redacted] rattachée à [redacted]. Les effectifs, qui atteignaient 510 salariés [redacted] y a [redacted] ramenés de 434 à 290. — (Corresp.)

Fiscalité

- [redacted] DU PREMIER [redacted] PROVISIONNEL DE L'IMPOT SUR LE RE[redacted]. — [redacted] ministère [redacted] l'économie [redacted] confirme dans un communiqué que les contribuables qui ont reçu un avis de payer leur premier acompte provisionnel sans aucune indication de chiffres « recevront à bref délai un nouvel avis ». La Rue de Rivoli rappelle que cet acompte doit être versé au plus tard le 15 février.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DMC

En progression de 26 % au mois de décembre 1976, le chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe s'élève à 2,4 milliards de francs hors taxes environ pour l'ensemble [redacted] l'année (+ [redacted] %).

Cette [redacted] activité commerciale s'est appuyée [redacted] une conjoncture particulièrement [redacted] le [redacted] et des articles pour [redacted] organisé [redacted] des [redacted] D.M.C. et dans celui [redacted] imprimés [redacted] Texunion — [redacted] impression [redacted] filiale allemande Koechlin, Baumgartner [redacted] qui constituent le premier [redacted] européen d'[redacted]pression sur tissus — a connu une année [redacted].

[redacted] amélioration [redacted] l'activité [redacted] en [redacted] à l'étranger, grâce aux [redacted] positions internationales du groupe D.M.C., [redacted] particulièrement sensible au dernier trimestre [redacted] semble [redacted] maintenir depuis [redacted] début [redacted] l'année 1977.

BURROUGHS

M. Ray Macdonald, chairman of the Board de Burroughs Corporation, a annoncé l'élection de deux nouveaux vice-présidents :

M. Eric McClone a été nommé vice-président [redacted] directeur général de la [redacted] Europe - Afrique, groupe international. [redacted] poste, il succède [redacted] M. [redacted] Stark, vice-président, [redacted] trésorier [redacted] Burroughs Corporation. [redacted] nouveau vice-[redacted] M. [redacted] Curry, [redacted] directeur [redacted] la région ouest [redacted] pour le [redacted] « [redacted] ».

LES MARCHÉS F

LONDRES

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOURSE DE PARIS - 31 JANVIE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CONJONCTURE

LES PROMOTEURS IMMOBILIERS ESTIMENT QUE LA HAUSSE DU PRIX DES LOGEMENTS SE RALENTIT

FAITS ET CHIFFRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DMC

BURROUGHS

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

31 JANVIER

Calme et irrégulier

La tendance a été plutôt irrégulière ce lundi à la Bourse de Paris où dans un marché [illegible] calme, une légère prédominance de baisses a encore été notée.

Il en a été ainsi dans plusieurs compartiments, dont la métallurgie, où seul Marine-Wendel a pu tirer son épingle du jeu. Majorité de baisses également à la construction mécanique, aux pétroles (hormis C.F.P.), aux pneumatiques et à la construction électrique, où de confortables hausses ont [illegible] pu se produire (C.M.E. + 5 %, T.R.T. + 2,3 %).

[illegible] hausses ont [illegible] plus nombreuses que les baisses dans les secteurs du bâtiment, de l'alimentation et des établissements de crédit où seul U.C.B. a subi une baisse sensible (— 3 %).

A noter : les cotations de Cavenham ont repris normalement ce 31 janvier, après l'annonce d'un rachat par Générale Occidentale, la maison-mère, des 49 % restant dans le public, suivant des modalités non encore déterminées.

De toute évidence, le marché de Paris reste préoccupé par les incertitudes politiques nées de l'initiative de M. Chirac. Autour de la corbeille, l'essentiel des conversations portait encore sur ce sujet. Encore heureux, déclaraient les boursiers, que les propos de M. Barre, dimanche soir, sur les ondes d'Europe 1 aient fait baisser la tension et atténuer les risques d'une rupture totale au sein de la majorité. Sinon, la cote eût été sévèrement touchée.

Aux valeurs étrangères les américaines se sont quelque peu redressées sur les indications en provenance de Wall Street. De même les allemandes ont progressé tandis que les mines d'or ont été irrégulières.

Sur le marché de l'or, cent lingots [illegible] été échangés à [illegible] F (contre [illegible]) et 1 500 napoléon à 236,40 F (contre 235). Le volume [illegible] transactions s'est établi à 3,65 millions de francs.

LONDRES

Indécis

Le marché [illegible] indécis après ses [illegible] pertes de la veille. Les industrielles fluctuent étroitement. [illegible] prise des pétroles, notamment B.P. Tassement [illegible] des mines [illegible]

OR (ouverture) (dollars) : [illegible] contre [illegible] 38

VALEURS	CLOTURE 31/1	COURS 1/2
War Loan 3 1/2 %	28 3/4	[illegible] 15/16
Beecham	[illegible]	[illegible]
British Petroleum	[illegible]	882 ...
Shell	[illegible]	481 1/2
Vickers	156 ...	156 ..
Imperial Chemical	355 ...	354 1/2
Courtaulds	104 ...	104
De Beers	208 ...	202 1/2
*Western Holdings	11 3/8	11 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	184 ...	183 ...
*West [illegible]	15 ...	14 1/2

(*) [illegible]

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

UNION INDUSTRIELLE BLANZY-OUEST. — Le compte [illegible] profits [illegible] l'exercice [illegible] 4,11 millions [illegible] francs [illegible] 3,43 millions. Le [illegible] global est porté de 14,25 F à [illegible] F.

[illegible] OIL (Etats-Unis). — [illegible] en [illegible] un [illegible] 706 [illegible] de [illegible] (soit 10,11 [illegible] 7,59). [illegible] porté [illegible] à [illegible] une [illegible] par [illegible] proposée par [illegible] avril prochain.

[illegible] MAUREL ET [illegible] S.A. — [illegible] comptes [illegible] se sont [illegible] un [illegible] de [illegible] million [illegible] million). [illegible] le [illegible] antérieur, [illegible] disponible [illegible] Le dividende global a [illegible] fixé à [illegible] F, inchangé.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Caisse Esc. Midi, c. 20.	3 p. 8	.. ..
Centrest, c. 24	3 p. 4	o 0 40
Champex, c. 22	1 p. 2	4 ..
Clairvaux, c. 22	1 p. 2	.. ..
CREG, c. 44	1 p. 3	7 80
Dével. Rég. Norm., c. 24	2 p. 3	8 30
Dév. Rég. Sud-Est, c. 27	1 p. 2	4 ..
Sodecna, c. 23	1 p. 1	o 0 04
B.A.S.F., c. 32	1 p. 15	.. ..
Rolinco, dr. on c. 18 ..	1 p. 20	1 41

NEW-YORK

Repli modéré

La vague de froid qui s'est abattue sur une partie des Etats-Unis et a [illegible] la [illegible] de [illegible] d'usines a provoqué un repli des cours à Wall [illegible] l'indice [illegible] Jones a perdu 3,16 points à 954,37. Il en perdait même plus de 10 à l'ouverture, la baisse de 6,5 % [illegible] commandes de machines-outils en décembre ayant mal impressionné les opérateurs, malgré le fait que ces commandes aient presque doublé en [illegible].

En dépit de ce recul, les analystes estiment cependant que la cote a fait preuve d'une relative solidité. Après la mise au chômage technique de près de [illegible] de per[illegible] beaucoup s'attendaient à pire au [illegible] York [illegible] Exchange, qui [illegible] semble-t-il, [illegible] son sang-froid.

VALEURS	COURS 28/1	COURS 31/1
Alcoa	53 1/4	52 3/4
A.T.T.	63 1/4	[illegible]
Boeing	[illegible]	[illegible]
Chase Manhattan Bank	31 3/8	31 5/8
Du Pont de Nemours	128 3/4	129 3/8
Eastman Kodak	76 ...	75 3/8
Exxon	[illegible] 1/4	53 1/2
Ford	60 5/8	60 1/2
General Electric	52 3/4	52 7/8
General Foods	31 5/8	31 1/2
General Motors	74 7/8	[illegible] 5/8
Goodyear	22 1/4	22 1/4
I.B.M.	[illegible] 1/2	275 ...
I.T.T.	34 ...	33 3/4
Kennecott	28 1/8	[illegible]
Mobil Oil	66 3/4	66 7/8
Pfizer	[illegible]	[illegible]
Schlumberger	57 7/8	[illegible]
Texaco	[illegible] 1/4	[illegible] 1/2
U.A.L. Inc.	[illegible] 3/8	[illegible] 3/4
Union Carbide	66 ...	67 1/4
U.S. Steel	[illegible]	46 ...
Westinghouse	18 ...	17 7/8
Xerox	53 1/8	54 ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	31/1	[illegible]
1 dollar (en yens) ..	288 225	288 25

Taux du marché monétaire

Effets privés .... [illegible] 3/4 %

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 [illegible])

	28 janv.	31 janv.
Valeurs [illegible] ..	98,1	97,8
Valeurs étrangères ..	98	98,3

[illegible] DES AGENTS DE CHANGE
[illegible] 100 : 29 déc. 1961.)

[illegible] général	63,4	63,4

BOURSE DE PARIS - 31 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	42 50	1 011	GAN (Sté) Centr.)	612	610	Lyon-Alemand	94 ..	94 ..	UFIMEG	81	81 ..
5 %	63 10	5 [illegible]	Préservatrice S.A.	325 ..	325	Marseil. Crédit.	257 ..	257 ..	U.G.I.M.O.	113	113 ..
5 % 1920-1980	143 90	5 [illegible]	Protectrice A.I.R.	221	[illegible]	Paris-Réescompt	300	308	Union Habit.	154 80	154 80
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
612	4,50 % 1973	614 ..	615 ..	615 ..	613 ..
1050	C.N.E. 3 %	1050 ..	1053 ..	1049 ..	1046 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/1	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 976	4 988	[illegible]
Canada ($ can. 1)	4 855	4 878	[illegible]
Allemagne (100 DM)	206 925	205 750	204 50
Autriche (100 sch.)	28 900	28 940	29 15
Belgique (100 F.)	13 420	13 495	13 30
Danemark (100 krd)	[illegible]	[illegible]	83 50
Espagne (100 pes.)	7 228	[illegible]	[illegible]
Grande-Bretagne (£ 1)	8 542	8 547	8 62
Italie (1 000 lires)	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Norvège (100 k)	93 520	93 520	93 50
Pays-Bas (100 fl.)	196 675	196 675	195 50
Portugal (100 esc.)	15 470	[illegible] 495	14 25
Suède (100 krs)	116 870	116 820	116 50
[illegible] (100 fr.)	197 850	197 975	197 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/1
Or fin (kilo en barre)	21640 ..	21625 ..
Or fin (kilo en lingot)	21690 ..	21675 ..
Pièce française (20 fr.)	235 ..	236 40
Pièce française (10 fr.)	213 90	211 90
Pièce suisse (20 fr.)	207 ..	205 10
Union latine (20 fr.)	188 ..	191 ..
Souverain	214 ..	210 20
Pièce de 20 dollars	1019 40	[illegible]
Pièce de 10 dollars	525 ..	522 ..
Pièce de 5 dollars	348 ..	... ..
Pièce de 50 pesos	872 ..	885 ..
[illegible] de 10 florins	285 50	287 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LIRE ÉGALEMENT

Le numéro du « Monde » daté 1er février [redacted] a été tiré à 607 259 exemplaires.

RÉUNIS A LONDRES

Les Neuf ont arrêté une position commune sur le Proche-Orient et la C.S.C.E.

Londres. — [redacted] ministres des [redacted] étrangères des Neuf, réunis, lundi 31 janvier, [redacted] Londres, ont examiné une [redacted] politiques : Proche-Orient, préparation de la conférence qui doit [redacted] tenir en juin à Belgrade pour [redacted] point des [redacted] de la C.S.C.E. [redacted] rence d'Helsinki sur [redacted] rité [redacted] la coopération en Europe), poursuite du dialogue [redacted] la Communauté [redacted] Portugal, l'Espagne [redacted] Chypre, situation en Afrique [redacted]

[redacted] le plus [redacted] qui [redacted] mieux les [redacted] la « coopération politique » [redacted] Neuf. [redacted] nions prépara[redacted] Allemands [redacted] qu'il pourrait être utile, au moment [redacted] semblent pouvoir se nouer entre [redacted] rappeler la position [redacted] (exprimée [redacted] Copenhague, [redacted] Nations unies, en [redacted] dernier) [redacted] souligner [redacted] intérêt pour une solution négociée. [redacted] paru [redacted] Un [redacted] avait [redacted] préparé, mais la publication attendue n'a [redacted] lieu [redacted] sur le [redacted] ce [redacted] qui, au [redacted]

De notre envoyé spécial

mis [redacted] part [redacted] d'un déblocage, [redacted] aucun [redacted] Mais [redacted] majorité [redacted] eux [redacted] qu'il [redacted] d'interférer [redacted] affaire [redacted] ment où M. Waldheim, secrétaire général [redacted] unies [redacted] M. Vance, [redacted] d'Etat américain (ainsi d'ailleurs que les ministres français et ouest-allemand [redacted] affaires étrangères, MM. de Guiringaud [redacted] Genscher) [redacted] le [redacted]

[redacted] notamment [redacted] position [redacted] Royaume-Uni, [redacted] Pays-Bas et, [redacted] qui [redacted] plus curieux, puisqu'elle [redacted] à l'origine [redacted] l'opération, [redacted] l'Allemagne [redacted] que les Etats-Unis [redacted] indiqué [redacted] qu'une initiative prématurée [redacted] risquerait [redacted] gêner [redacted] efforts de [redacted] se sont [redacted] séparés avec [redacted] approuvé [redacted] non publié.

Les ministres [redacted] étrangères [redacted] chargé leurs fonc[redacted] poursuivre [redacted] préparation [redacted] conférence de Belgrade. [redacted] tions d'opposants [redacted] Tchécoslovaquie [redacted] en Union soviétique, [redacted] que [redacted] leurs gouvernements, [redacted] supplément d'intérêt à [redacted] échange [redacted] ont [redacted] leur [redacted] d'aborder la conférence [redacted] Belgrade [redacted] un esprit [redacted] « [redacted] réunion [redacted] Belgrade [redacted] permettre [redacted] faire [redacted] résultats obtenus depuis [redacted] fin [redacted] la C.S.C.E., [redacted] cherchons [redacted] faire [redacted] notaire : [redacted] résultera [redacted] et [redacted] l'Est », a déclaré [redacted] sujet M. [redacted] Guiringaud.

Il [redacted] ajouté qu'« [redacted] Belgrade [redacted] tribunal » [redacted] les Soviétiques [redacted] feraient figure d'accusés, et indiqué [redacted] Neuf, tout en attachant une grande importance [redacted] conférence, [redacted] que la signature de l'Acte d'Helsinki avait déjà eu des résultats appréciables. Même écho [redacted] le secrétaire du Foreign [redacted] M. Crosland et M. Genscher. [redacted] les [redacted] estiment que la dynamique [redacted] joue d'[redacted] et qu'il serait [redacted] des initia[redacted] intempestives, de donner des prétextes aux Soviétiques [redacted] leur position.

[redacted] part, ont été [redacted] :

■ *Le Portugal.* — [redacted] Neuf, [redacted] le chef [redacted] gouvernement portugais, M. Soares, [redacted] faire [redacted] capitales de la C.E.E., se sont mis d'accord pour reconnaître « *la [redacted] Portugal [redacted] faire [redacted] la Communauté européenne* ». [redacted] prise [redacted] position [redacted] préjuge [redacted] :

■ *L'Espagne.* — M. Crosland, qui présidait [redacted] réunion, [redacted] déclaré [redacted] exprimé leur [redacted] les forces démocrati[redacted] qui, comme [redacted] le terrorisme.

PHILIPPE LEMAITRE.

FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR ET REMONTÉE DU DEUTSCHEMARK

Le [redacted] du [redacted] amorcé [redacted] janvier, [redacted] poursuivi mardi sur [redacted] des changes, [redacted] une [redacted] : [redacted] revenu de 2,43 DM vendredi soir à 2,41 DM. Les [redacted] attri[redacted] repli [redacted] engendrées [redacted] la [redacted] de froid [redacted] Etats-Unis. [redacted] Paris, [redacted] de la [redacted] américaine n'a guère [redacted] (4,97 F [redacted] que celui du [redacted] 2,06 F contre 2,05 F [redacted] ce [redacted] traduit un léger effritement du [redacted] : [redacted] passe comme [redacted] la [redacted] suivait le dollar [redacted]

Selon une étude américaine

L'ENDETTEMENT DES PAYS COMMUNISTES EST ESTIMÉ A 39 MILLIARDS DE DOLLARS

Les [redacted] communistes sont largement [redacted] dans leurs échan[redacted] avec les [redacted] une [redacted] américaine du Conseil [redacted] politique économique [redacted] organisme de [redacted] et [redacted] documentation dépendant de la [redacted] Blanche.

[redacted] à [redacted] 8 milliards [redacted] dollars le déficit des [redacted] (Union soviétique, [redacted] d'Europe [redacted] Mongolie [redacted] dans leurs [redacted] avec [redacted] quinze [redacted] plus indus[redacted] Canada, [redacted] et [redacted] pays d'Europe occidentale).

Ce [redacted] important [redacted] on [redacted] du montant [redacted] échanges commerciaux [redacted] deux blocs, [redacted] un [redacted] plus de 52 [redacted] de dollars. Les [redacted] un [redacted] plus [redacted] 22 milliards de [redacted] produits mais en [redacted] pour [redacted] 30 milliards.

[redacted] 1976, [redacted] des [redacted] s'est accru d'environ 10 [redacted] dollars. L'endettement de l'U.R.S.S. [redacted] des pays est-européens [redacted] chiffré [redacted] quelque [redacted] milliards [redacted] fin [redacted] Dans ces [redacted] une [redacted] question [redacted] le [redacted] emprunteurs communistes, Chine [redacted] Union soviétique [redacted] — (Agefi.)

NICE-VINTIMILLE : CIRCULATION NORMALE EN JUILLET PROCHAIN

([redacted] correspondant.)

Nice. — [redacted] la visite qu'il [redacted] faite [redacted] lieux de l'éboulement qui, depuis [redacted] janvier dernier, [redacted] dite Basse-Corniche [redacted] la voie ferrée [redacted] et Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes), M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a [redacted] le 31 janvier une conférence [redacted] laquelle il [redacted] qu'il [redacted] tait prendre [redacted] un terme aux [redacted] économiques et humaines [redacted]

Pour [redacted] le [redacted] possible un pont provisoire Bailey, métallique (du type de ceux qu'utilise l'armée), va [redacted] dans les plus [redacted]

[redacted], a précisé M. Fourcade, pourrait [redacted] à la [redacted] le 19 et au plus tard le [redacted] mai.

[redacted] ce qui [redacted] S.N.C.F. (seuls [redacted] trains de [redacted] circulent encore [redacted] l'endroit critique), les deux tunnels actuels doivent être prolongés de façon [redacted] les [redacted] à l'abri des [redacted] pierres.

La [redacted] définitive envisagée [redacted] M. [redacted] à [redacted] un tunnel [redacted] millions [redacted] en charge par l'Etat), [redacted] la [redacted] instable en [redacted] la [redacted] calcaire.

LES GRÈVES DANS LE SECTEUR NATIONALISÉ

Les consignes syndicales [redacted] l'E.G.F. ont [redacted] très suivies

La grève [redacted] l'E.G.F., ce [redacted] 1er février, [redacted] suivie [redacted] légèrement inférieure, [redacted] direction, [redacted] chiffres enregistrés [redacted] précé[redacted] grève, en [redacted] dernier — [redacted] 75 et 80 % [redacted] grévistes — la participation [redacted] a [redacted] relativement élevée, compte tenu de l'abstention de la C.F.T.C. [redacted] U.N.C.M.-U.C.T., [redacted] la réserve [redacted] certains syndicats F.O. La [redacted] production d'électricité, atteignant plus [redacted] %, a entraîné [redacted] délestages [redacted] électrique [redacted] la France.

[redacted] interruptions du [redacted] du R.E.R. [redacted] matinée. [redacted] perturbations on' [redacted] ferroviaire, [redacted] la [redacted] la S.N.C.F. Un [redacted] trafic [redacted] intervenu [redacted] d'Austerlitz [redacted] d'Orsay, sur le [redacted] la [redacted] sud [redacted]

[redacted] houillères paralysées lundi

Les [redacted] l'E.G.F. [redacted] rencontrer [redacted] la direction [redacted] 11 février pour [redacted] d'une [redacted] tuelle convention salariale : [redacted] qui comportait [redacted] garantie automatique [redacted] *progression* [redacted] *pouvoir d'achat* a [redacted] annulée par [redacted] direction.

[redacted] grève [redacted] l'E.G.F. fait [redacted] qui a paralysé [redacted] ment lundi l'activité [redacted] houillères. [redacted] statistiques [redacted] la direction [redacted] Charbonnages [redacted] France, [redacted] la première [redacted] depuis [redacted] années, la grève [redacted] janvier [redacted] quasi générale pour ce qui concerne [redacted] mineurs de [redacted] En [redacted] 90 % [redacted] aux [redacted] vingt-quatre heures, répondant [redacted] d'ordre [redacted] syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. [redacted] C.G.C.-ETAM.

[redacted] dans [redacted] (98,50 % [redacted] grévistes) [redacted] Centre-Midi (93 [redacted] 99 % selon les bassins) que [redacted] pourcentages ont [redacted] plus [redacted] Le pourcentage [redacted] plus [redacted] a [redacted] enregistré en Lorraine, [redacted] cependant 85 %.

En comparaison, [redacted] grève [redacted] minots [redacted] janvier, [redacted] par l'ensemble [redacted] syndicats, [redacted] l'exception [redacted] la C.F.T.C. [redacted] la C.G.C., n'avait [redacted] suivie, [redacted] définitifs fournis [redacted] la [redacted] la S.N.C.F., [redacted] 42,25 % [redacted] personnel, [redacted] non par 70 [redacted] 90 %, comme nous l'avions indiqué [redacted] *Monde* du [redacted] janvier [redacted] foi d'infor[redacted] partielles.

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

Un homme de gauche pour le président

M. Louis [redacted], cinquante-deux ans, [redacted] en douanes, [redacted] hommes de [redacted] certes, [redacted] « *plutôt sympathisant* [redacted] *gauche* », [redacted] « [redacted] *socialo-communiste* », participe, ce [redacted] 1er février, sur Antenne 2, [redacted] sociaux de M. Valéry [redacted] d'Estaing.

M. Louis Massabo, [redacted] Marseille, est en [redacted] l'un [redacted] soixante Français et Françaises [redacted] pour prendre [redacted] avec le président de la Républi[redacted] Choisi comment ? Par [redacted] dage. Il [redacted] quinze jours environ, il [redacted] reçu la visite [redacted] enquêtrice de la SOFRES, à la recherche [redacted] gens de gauche. « *ON* » *avait dit à cette enquêtrice que le* [redacted] *de gauche* [redacted] *elle est venue.* »

L'enquête [redacted] duré quelques [redacted] : [redacted] profession, opi[redacted] politiques : l'enquêtrice [redacted] quatre ou cinq questions. « *Elle* [redacted] *demandé si* [redacted] *pensais que M. Valéry Giscard d'Estaing est de* [redacted] *foi. J'ai répondu que* [redacted] *Elle m'a* [redacted] *de* [redacted] *sur* [redacted] *française. Je ne* [redacted] *pas lu mais* [redacted] *lu* [redacted] *que votre journal en avait dit. Elle m'a* [redacted] *question le* [redacted] *au prési*[redacted] *de la République si je le* [redacted] *voyais. J'ai rédigé* [redacted] *question, à l'aide* [redacted] *coupures* [redacted] *Monde. Enfin, elle m'a* [redacted] *j'accepterais éventuellement* [redacted] *participer* [redacted] *Dossiers de* [redacted] *président. A priori* [redacted] *pas partisan* [redacted] *venir* [redacted] *disposé* [redacted] *jouer un rôle* [redacted] *faire-valoir. Puis je* [redacted] *suis* [redacted] : « *Le courage, ce n'est pas de refuser,* [redacted] *d'y aller.* »

[redacted] janvier, M. Louis [redacted] a [redacted] télégramme Agréé. Lundi matin 31 janvier, il [redacted] pris l'avion. Voyage payé. Il [redacted] arrivé [redacted] Paris, à l'hôtel Concorde-La Fayette. Tous [redacted] payés. « *C'est luxueux.* » Lundi soir, [redacted] comme [redacted] cinquante-neuf [redacted] avec les responsables [redacted] l'émission : il s'agissait [redacted] sélectionner [redacted] questions et, en fonction [redacted] celles-ci, de répartir les invités [redacted] tables [redacted] cinq, selon [redacted] « *La formule paraît bonne au premier* [redacted] », [redacted] M. Massabo Mardi [redacted] 1er février, quartier [redacted] L'après-midi, nouvelle séance de mise au point et répétition générale. Mercredi, retour [redacted] avion à Marseille et reprise du travail. Après un [redacted] congé « obtenu sans problème ».

P. G.

LES PATRONS VEULENT MONNAYER LES DIFFICULTÉS SOCIALES CONTRE DES AIDES FINANCIÈRES estime M. Bergeron

[redacted] cours [redacted] l'entrevue de deux heures que [redacted] premier ministre et le ministre du travail, M. Beullac, [redacted] accordée lundi 31 janvier [redacted] Force ouvrière, il [redacted] été essentiellement question du [redacted] privé, [redacted] la situation, selon M. Bergeron, [redacted] pire [redacted] dans [redacted] secteur public. Le secrétaire général [redacted] Force ouvrière [redacted] : « *Les recommandations* [redacted] *premier ministre* [redacted] *dans le* [redacted] *la* [redacted] *contre l'inflation se sont, dans l'esprit* [redacted] *ployeurs,* [redacted] *aux dispositions de la loi de février 1950, ce qui* [redacted] *mixtes convoquées* [redacted] *ministère du* [redacted] *et que nous nous trouvons en face d'un* [redacted] *les conséquences peuvent* [redacted] *fester* [redacted] *tard* [redacted] *domaines.* [redacted] *outre, les patrons prennent prétexte* [redacted] *la lutte* [redacted] *l'inflation pour « en rajouter », car dans un certain nombre de cas* [redacted] *les difficultés sociales contre des aides financières* [redacted] *l'Etat.* »

Aux [redacted] de Force ouvrière [redacted] la diminution [redacted] la participation [redacted] l'Etat au finan[redacted] chômage [redacted] % [redacted] 1977 au lieu [redacted] 35 % en 1967), [redacted] ministre du travail [redacted] indiqué que [redacted] mesures [redacted] prises d'ici [redacted]

Mme Françoise Giroud demande au préfet de Paris d'arrêter les travaux de démolition du marché Saint-Germain

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a de[redacted] dans une lettre au préfet [redacted] Paris, l'arrêt des travaux de démolition et de reconstruction du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement. Le rejet par le Conseil d'Etat de la demande de surseoir à la construction [redacted] ensemble d'équipe[redacted] sociaux sur l'emplacement du [redacted] Saint-Germain, « *confère un caractère définitif à un permis de construire qu'aucune procédure administrative ne per*[redacted] », indique dans cette [redacted] Mme Françoise Giroud, qui [redacted] d'autre [redacted] une utilisa[redacted] « *plus satisfaisante de l'es*[redacted] », et souligne [redacted] si M. [redacted] Guy, son prédécesseur, n'a pas fait obstacle à la délivrance [redacted] ce permis [redacted] d'une [redacted] considération qui reste valable : l'insuffisance des équipements sociaux.

Toutefois, précise [redacted] Mme Giroud, M. Guy, [redacted] une lettre en date du 18 mars 1976, soulignait que le [redacted] était trop chargé. Pour Mme Giroud, le bâtiment qui jouxte l'ancien marché et abrite la Maison des examens doit être démoli et « *l'ensemble* [redacted] *jet réétudié à la* [redacted] *intégrer l'espace* [redacted] *ainsi disponible et pour alléger la densité du projet initial* ».

Enfin, [redacted] d'Etat [redacted] la culture [redacted] au préfet qu'aucun [redacted] entrepris [redacted] les parties [redacted] du [redacted] jusqu'à [redacted] place du prochain [redacted] de Paris.

[[redacted] avait [redacted] la question [redacted] marché [redacted] organisé le 26 janvier [redacted] de M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris [redacted] » du [redacted] janvier). Elle [redacted] à cette [redacted] prise [redacted] M. Jacques [redacted] ce dernier [redacted] premier [redacted] Le projet de démolir ce [redacted] au [redacted] dix-neuvième [redacted] Jean-Baptiste Blondel a depuis plu[redacted] opposé [redacted] de [redacted] au député [redacted] R.P.R. [redacted] l'arrondissement, [redacted] Cette [redacted] paraît aujourd'hui prendre [redacted] politique.]

Le dénouement de l... renforce l'influen...

L'AFGHANISTAN

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

BY AIR

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1474 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI 27 JANVIER AU MERCREDI 2 FÉVRIER

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, [redacted] PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE [redacted]



N° 1474

Canada, 0,60 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 80 fr. ; Egypte, 14 p. ; Grèce, 20 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 2,75 L.I. ; Liban, 100 p. ; Sénégal, 85 fr. ; Singapour, 1,30 $ sing. ; Turquie, 5,50 L.T. ; U.S.A. 0,35 $ U.S.

ABONNEMENT :	Six mois	Un an
France	F 35	F 60
Etranger	F 48	F 85

(Tarifs avion [redacted] 3.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

Les démarches diplomatiques de M. Jimmy Carter

Le nouveau président manifeste une volonté de coopération avec ses partenaires

Les deux premières semaines [redacted] l'administration Carter ont été surtout consacrées à la mise [redacted] de la politique étrangère. Le [redacted] collaborateurs [redacted] contact avec les principaux alliés des Etats-Unis, défini les principes et préparé les échéances des conversations avec l'U.R.S.S., marqué leur souci [redacted] avec Cuba et Panama, [redacted] leur [redacted] de relancer les négociations pour régler les conflits d'Afrique australe.

● [redacted] vice-président [redacted] a [redacted] à Tokyo, le 1er février, [redacted] qui l'a [redacted] Bruxelles, Bonn, Berlin, Rome, [redacted]. Partout [redacted] il a indiqué [redacted] le gouvernement améri[redacted] coopé[redacted] politique [redacted]

● [redacted] Cyrus Vance a tenu, [redacted] janvier, [redacted] première [redacted]. Il a indiqué [redacted] des éclats, le nouveau gouvernement américain parlerait *« toujours franchement de l'injustice chez nous et [redacted] l'étranger »*. M. Vance, qui compte aller au mois de mars à Moscou, s'est déclaré per[redacted] que les négociations [redacted] l'U.R.S.S. sur [redacted] limitation des armements stratégiques nucléaires ne seraient pas affectées par ces prises de position.

Le [redacted] ment parlé de la normalisation des relations avec Cuba. Jusqu'à présent, les Etats-Unis exigeaient que Cuba cesse de soutenir les [redacted]vements portoricains favora[redacted] à [redacted]dépendance et retire ses troupes d'Angola. Au cours de sa conférence de presse, M. Vance a indiqué que le retrait de ces troupes n'était pas une condition préalable à toute discussion.

● Le nouveau représentant des Etats-Unis auprès des Nations unies, M. Andrew Young, a entrepris, le 1er février, un voyage de dix jours en Afrique.

([redacted] 2 février.)

(Lire [redacted] informations [redacted] 7.)

Une politique en gestation

On perdrait [redacted] latin à vouloir peser au trébuchet les déclarations de politique étrangère émises à la Maison Blanche ou faites par les collaborateurs de M. Carter. Les « avertissements » adressés à l'U.R.S.S. à propos de ses dissidents, mais à moitié rétractés le lendemain, puis repris et « modulés » le surlendemain par le président en personne (ce qui n'empêchera pas l'officiel du département d'Etat au verbe trop zélé de recevoir un blâme) ; la vigueur du soutien à la « règle de la majorité » en Afrique australe exprimé par M. Vance ; l'entrain que met M. Young, le nouveau représentant américain à l'ONU, à préparer son voyage dans cette région, où, selon certains rapports, il regarde les éléments cubains stationnés en Angola comme un heureux « contrepoids » aux forces armées de M. Vorster, tout cela donne une impression de confuse effervescence qui laisse perplexe l'observateur étranger.

En revanche, la tournée du vice-président Mondale en Europe et au Japon s'est déroulée non seulement sans accroc, mais dans une atmosphère de confiance et de pondération qui doit certainement beaucoup à la personnalité même de cet éminent visiteur, aussi détendu qu'il est méthodique. Il est vrai que, pour son rôle d'informateur-messager, un autre style s'imposait que celui qui a prévalu à Washington ces derniers jours.

Pourtant, ce contraste ne doit pas nous faire oublier une vérité première. Il y a seulement douze jours que M. Carter est entré à la Maison Blanche. L'équipe qu'il a rassemblée autour de lui comporte à la fois des vieux routiers de la capitale fédérale et des avenues du pouvoir et des novices qui n'ont pas encore appris à dominer leur premier mouvement. Et M. Carter lui-même n'a-t-il ..s encouragé chez les uns comme chez les autres une attitude plus « spontanée » rompant avec la cautèle et les chuchotements du passé ?

Il n'y a donc pas lieu de s'appesantir prématurément sur tel ou [redacted] communiqué, [redacted] même qu'il serait imprudent de croire que les intentions novatrices (ou plutôt rénovatrices de l'esprit dont M. Carter se réclame) du nouveau langage de la Maison Blanche vont engendrer immédiatement des actes et des gestes spectaculaires. Toute « administration » présidentielle, quels que soient son idéal et ses objectifs, commence par des tâtonnements et des erreurs. Quelques mois ne sont pas de trop pour en apprécier l'orientation et les accomplissements.

En l'occurrence, c'est avec un préjugé favorable qu'il convient de suivre les premiers pas de la diplomatie américaine. Sans rien retrancher des moyens de leur puissance (il fallait l'innocence d'un Foster Dulles pour vouloir régenter le monde tout en laissant se rouiller l'arsenal américain), les Etats-Unis [redacted] entamer une ère nouvelle de leur histoire. Pour le président Carter, les relations internationales ne se réduisent pas à une série d'accommodements ou de conflits entre ces « monstres froids » que sont les Etats. Il veut y réintroduire non pas la énième version d'un moralisme hégémonique, mais le souci des droits de l'homme et de ce citoyen de l'univers qu'est devenu par la force des choses l'individu à l'âge atomique.

Est-ce là une chimère de plus née du « rêve » américain ? Encore une fois, seuls les faits en décideront. Mais comment [redacted] pas [redacted]ver avec sympathie une tentative pour faire de la coexistence pacifique autre chose qu'un état précaire de non-belligérance et donner corps aux aspirations de notre planète surpeuplée à « cette paix qu'on dit être au-dessus de la paix » ?

(Mercredi 2 février.)

LES SOVIÉTIQUES ONT SEMÉ DANS LEUR CAMP LES GERMES DE LA CONTESTATION

(L[redacted] 6 [redacted] de [redacted])

La libération de M. et Mme Claustre

Le colonel Kadhafi était intervenu à la demande de l'Élysée

Annoncée dans la soirée du 30 janvier par un coup de téléphone [redacted] Kadhafi, [redacted] libyen, à M. [redacted] d'Estaing, [redacted] époux [redacted] a été confirmée par un communiqué de l'Elysée rappelant les actions menées. Le président Kadhafi a reçu [redacted] au matin à Tripoli les deux otages [redacted] qui lui ont, [redacted] l'A.F.P., « exprimé leurs remerciements pour [redacted] ».

Le gouvernement [redacted] Tripoli [redacted] publié une [redacted] qu'il a [redacted] « pendant plusieurs mois » [redacted] de [redacted] du président [redacted] République et « [redacted] aux principes humanitaires de [redacted] libyenne.

Les leçons [redacted] épreuve

[redacted] Galopin, assassiné dans des conditions odieuses, l'an[redacted] proches au fil d'une [redacted] séquestration de trente-trois mois des milliards d'anciens francs dépensés en missions infructueuses et en rançons sans contrepartie, même en ce jour de soulagement, le bilan de l'« affaire Claustre » ne peut que paraître incroyablement lourd.

Jamais [redacted] un [redacted] n'avait [redacted] longtemps [redacted] au chantage d'un [redacted] opérant [redacted] d'un [redacted]. La [redacted] prise [redacted] désir de sauver [redacted] Française, avive [redacted] qui la montra en larmes au pays, et le souhait de préserver ses inté[redacted] au Tchad et [redacted] de sa politique africaine, [redacted] enfin d'un imbroglio apparemment inextricable.

Amplement critiquée, la cou[redacted] mésaventure [redacted] la négo[redacted] avec M. Hissène Habré n'aura [redacted] de compte [redacted] rien. Face à un partenaire d'une rare mauvaise foi, soucieux seulement [redacted] françaises pour lutter contre un [redacted] de la France, les services parisiens, notamment la coopération [redacted] erreurs d'appré[redacted] maladresses. [redacted] manque [redacted] coordination, le recours à des méthodes rocambolesques et aux expédients, ont abouti à des équipées humiliantes et inefficaces. L'image restera dans les mémoires d'un préfet errant dans la rocaille avec une mallette bourrée de billets, en quête d'insurgés compréhensifs [redacted] d'un « pays ami ».

La « filière libyenne »

Après leur échec, [redacted] ne plaçait d'espoir à Paris que dans [redacted] du geôlier [redacted] Mme Claustre, M. Hissène Habré, et dans la « [redacted] libyenne » per[redacted] son [redacted]. Les [redacted] « [redacted] » n'ayant conduit qu'à des déconvenues ou à des coups [redacted] journalistiques, la diplomatie reprenait [redacted]. Le [redacted] M. Georgy, [redacted] d'Afrique au [redacted] d'Orsay, a [redacted] décisif [redacted] l'opération. Cet ancien ambassadeur en Libye, ami personnel du Derdei, père de ce G[redacted] dét[redacted] Mme [redacted] et son mari, a démêlé l'écheveau avec une patience et un savoir-faire remarquables. [redacted] sympathies à Tripoli et connaissant mieux que personne le très complexe réseau des parentés et des allégeances du Tibesti, il a, avec l'appui complet de l'Elysée, réussi à mener à bien sa tâche.

L'affaire était d'autant plus délicate que ni M. Hissène Habré ni M. Goukouni n'étaient « entre les mains des Libyens ». Le gouvernement du colonel Kadhafi a facilité les choses, même s'il est permis de douter qu'il a agi, comme il s'en targue, *« conformément aux principes humanitaires de la révolution libyenne et de sa politique de lutte contre le terrorisme, la séquestration et le chantage »*. Reste que les bons rapports entretenus par la France avec les pays arabes, et maintenus récemment à l'occasion de l'« *affaire Abou Daoud* » au prix élevé qu'on connaît, ont contribué à l'heureux dénouement.

Si une leçon doit être tirée de l'« affaire Claustre » — et le récent enlèvement de trois Français par le Front de libération de l'enclave de Cabinda suffit à démontrer qu'elle constitue désormais un précédent, — elle se dégage sans peine des erreurs évidemment commises. Les Allemands, qui ont obtenu très vite contre une liasse de deutschemarks la libération de leur ressortissant enlevé avec l'ethnologue, avaient montré les avantages de l'esprit de décision. La discrétion, qu'a imposée avec courage le président de la République à une opinion inquiète, était une des conditions du succès. Le mélange de piraterie aérienne et de bonnes manières diplomatiques pratiqué par un pouvoir irrésolu en employant des hommes et des moyens douteux ne pouvait que conduire à l'échec.

Enfin, il est, hélas ! permis de s'interroger sur les limites de l'assistance qu'un Etat peut apporter à l'un de ses ressortissants enlevé afin d'exercer une pression contre lui. Ne jamais céder, par principe ? La « *solution israélienne* » répond à une situation sans équivalent et ne peut donc servir de modèle. Ouvrir une négociation ? Rien ne dit qu'elle sera toujours fructueuse, et l'opinion doit admettre la possibilité d'un échec. La grande joie qu'apporte la libération de Mme Claustre n'est pas assombrie par le rappel de cette vérité.

P.-J. FRANCESCHINI.

(Mardi 1er février.)

(Lire nos informations p. 3.)

La gauche connaît elle aussi sa « bataille de Paris »

Alors que paraît s'apaiser, [redacted] sein de la majorité, la « bataille de Paris », chaque camp préparant maintenant l'élection « primaire », [redacted] gauche prend le [redacted]. Socialistes et [redacted] qui [redacted] suspendu pendant quinze [redacted] leurs négociations dans [redacted] se [redacted] revus, [redacted] le 27 janvier.

[redacted] prévue mardi 1er février. En prélude à cette réunion, le ton a monté entre les deux principaux signataires du programme commun [redacted] gouvernement de [redacted] gauche. Leurs candidats respectifs à [redacted] de Paris, [redacted] (P.C.F.) [redacted] (P.S.), se [redacted] mutuellement la responsabilité [redacted] négociations.

[redacted] même [redacted] de [redacted] négociations, M. d'Ornano propose à M. Chirac de présenter, dans les arron[redacted] la gauche est menaçante, des listes paritaires entre le R.P.R. et les autres formations de la majorité. M. Chirac se réservait de répondre, mardi 1er février, au cours de sa conférence [redacted] presse sur son programme parisien, à [redacted] proposition.

A l'occasion [redacted] déjeuner de [redacted] 31 janvier, M. Henri Fiszbin, [redacted] file [redacted] dans la capitale, a pré[redacted] neuf [redacted] le P.C.F. revendique. Outre M. Fiszbin, qui se présente [redacted] il [redacted] député, le P.C.F. [redacted] en [redacted] dans le XVIIIe M. [redacted]. Or, [redacted] également, le parti [redacted] a [redacted]gné comme [redacted] d'union de la gauche, dans le XVIIIe, M. [redacted] rial [redacted] P.S. Dans [redacted] le P.S. compte, en outre, présenter M. [redacted] Jospin, également [redacted] secrétariat [redacted] P.S.

[redacted] partis [redacted] qu'il [redacted] et le ton commence à [redacted] les déclarations publiques de leurs porte-parole parisiens. A en [redacted] M. Fiszbin, les négociations [redacted] jours au point mort et [redacted] éléments.

D'une part, le fait que le parti [redacted] se [redacted] attribuer les cinq [redacted] supplémentaires créés dans les cinq secteurs où [redacted] gauche compte [redacted] conseillers [redacted]. D'autre part le problème [redacted] têtes [redacted] liste [redacted] ces cinq secteurs.

Du côté socialiste, M. Sarre affirme *que la discussion n'achoppe plus* vraiment [redacted] de [redacted] le P.S. ne [redacted] de main[redacted] le P.C.F. en première position, [redacted] le cas [redacted] 1971. [redacted] font [redacted] s'est [redacted] au [redacted] de l'union de la gauche. [redacted] répli[redacted]quant en [redacted] qu'en [redacted] faire élire des députés dans la capitale, où ils dis[redacted] sept sièges (10e, [redacted], 27e, 28e, [redacted] et 31e circonscriptions).

Lors de la réunion du 27 janvier, le P.S. a [redacted] première concession [redacted] le nombre [redacted] les cinq [redacted] toujours en [redacted]. Il ne revendique plus [redacted] cinq [redacted] supplémentaires [redacted] à [redacted] la cinquième à [redacted] indépendante. [redacted] la gauche [redacted], le P.C.F. [redacted] majo[redacted] en nombre [redacted] vingt [redacted] l'union de la gauche [redacted] (qui regroupe [redacted] et un [redacted] personnalité.

En [redacted], le conflit [redacted] de [redacted] n'a [redacted] évolué, le P.S. revendiquant [redacted] arrondissement (celui de M. Georges [redacted] M. Estier). [redacted] qu'aucune [redacted] n'est [redacted]sager de leur [redacted] ce point. Ils [redacted] d'apparaître [redacted]. M. [redacted] l'un [redacted] dirigeants de [redacted] du P.S. [redacted] CERES), [redacted] l'un [redacted] plus proches « lieutenants » de M. François Mitterrand. En outre, on a pu constater que M. Sarre est appuyé [redacted] par M. Dayan, le plus [redacted] collaborateurs [redacted] du P.S.

Une épreuve de force traditionnelle

En [redacted], l'épreuve de force [redacted] et communistes lors des négociations électorales ..est [redacted]tionnelle à Paris. En 1971, [redacted] le [redacted] commun [redacted] encore signé, les deux partis n'avaient abouti à un compromis qu'à quelques jours [redacted] la clôture [redacted] inscriptions.

Le [redacted] la capitale [redacted]leurs [redacted] unique. A Bordeaux par [redacted], une nouvelle négociation entre partenaires de [redacted] de la [redacted] a échoué, lundi 31 janvier. [redacted] à Château-Chinon, [redacted] dont le maire [redacted] M. François Mitterrand, aucun [redacted]

Les dirigeants [redacted] et communistes [redacted] sûr, [redacted] se [redacted] responsables de [redacted]. Le P.C.F. parle, [redacted], des [redacted] de ses partenaires. [redacted], il arrive [redacted] du « [redacted] » local d'un [redacted] du P.C.F. pour [redacted] qu'eux-[redacted] de la [redacted] les dirigeants [redacted] que [redacted] P.C.F. [redacted] de [redacted]ser [redacted] à la [redacted] de la clô[redacted] un contingent [redacted] important [redacted] litiges qui devront [redacted] faire l'objet d'un arbitrage [redacted] espéreraient [redacted] obtenir de [redacted] que [redacted] les négociations [redacted]

THIERRY PFISTER.

([redacted] 2 février.)

([redacted] informations page 7.)

Le Mozambique sur la défensive

I. — La guerre continue

[redacted] notre envoyé spécial RENÉ LEFORT

Maputo. — Le chant des cigales couvre le bruit de la rocaille qui roule sous *les semelles des brodequins.* Le [redacted] dévale une colline, traverse le lit sablonneux d'une rivière à sec et escalade de nouveaux éboulis, zigzaguant dans une forêt d'arbres unifor[redacted] gris, [redacted] l'ombre d'un [redacted] la chaleur [redacted] dépasse 40 degrés à l'ombre. Dans le *lointain,* la *chaîne* de collines qui émerge de la brume est déjà en Rhodésie. Sans échanger un mot, le visage ruisselant de [redacted], la chemise [redacted] à la peau, kalachnikoff ou [redacted] l'épaule, [redacted] combattants [redacted] Forces populaires de libération [redacted] qui [redacted] compagnent, [redacted] avec [redacted] régulari[redacted] métronome. Le rythme [redacted] devient si [redacted]dant qu'« *on* [redacted] *plus* [redacted] *à* [redacted] », [redacted] l'un de ces [redacted] *de* la [redacted] armée [redacted] Mozambique est pratiquement en état de guerre.

Sur une pente douce qui meurt dans le lit de la rivière Luia s'étagent les ruines calcinées de Gento, une des cinq bases des *F.P.L.M.* [redacted] *province* [redacted] Tete, attaquées [redacted] bre. Le sol est jonché [redacted] d'obus de mortier et de douilles; les combats ont été brefs, mais violents. Toutes les cases ont été brûlées.

De part et d'autre d'une land[redacted] détruite, [redacted] chauffeur et de son passager ont été [redacted] peine recouverts de terre. [redacted] l'ombre d'un arbre, sous un tumulus piqué [redacted] enterrés deux combattants [redacted] la [redacted] (Zimbabwe [redacted] Army). Ils faisaient partie d'un [redacted] qui a été attaqué par surprise pendant qu'il évacuait des blessés vers un hôpital [redacted]. Les [redacted] ont voulu, au moment où la pression *des guérilleros devenait de plus* en plus forte, détruire les bases mozambicaines quelques semaines avant le début de la saison des pluies qui devait rendre la plupart des pistes impraticables et la [redacted] des stocks détruits très difficile.

Certains de ces vétérans ont été du premier groupe [redacted] militants du FRELIMO entraînés [redacted] en Algérie. Ils ont dû renouer [redacted] marches épuisantes, la faim, [redacted] soif [redacted] les [redacted] quo[redacted] dans [redacted] brousse. Pour avoir décidé d'appuyer la lutte de [redacted] Zimbabwe, [redacted] jeune République populaire [redacted]

(Lire la suite page 2.)

La révolution pétrolière en Arabie Saoudite

I. — DÉSESPÉRÉMENT RICHES

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Ryad. — Dans la foule d'hommes qui vont et viennent sur le seuil de ce grand hôtel, on aperçoit l'importante silhouette de M. Spiro Agnew. Habillé avec recherche, les cheveux argentés, soigneusement coiffés, une mallette à la main, l'ancien vice-président des Etats-Unis paraît fébrile. Il fait les cent pas, consulte sans cesse sa montre. Brusquement, son visage s'épanouit. Il vient d'apercevoir un *Saoudien, drapé du manteau* arabe traditionnel, qui s'avance vers [redacted] majestueusement. M. Agnew se précipite pour lui serrer la main avec maintes inclinations. Les deux hommes s'engouffrent dans une Cadillac qui démarre à vive allure.

L'ancien adjoint de M. Nixon *devenu homme d'affaires,* n'a pas eu de chance. Il était venu, il y a quelques mois, offrir au gouvernement saoudien un lot de gilets pare-balles et avait remis un échantillon en vantant éloquemment les mérites de sa marchan[redacted]. Le vêtement lui fut rendu, le [redacted] criblé de trous : *« Il* [redacted] *pas* [redacted] *imperméable aux projectiles qu'une éponge à l'eau »,* selon l'expression d'un responsable. Confus mais *nullement découragé,* M. Agnew revient régulièrement en Arabie [redacted] pour proposer [redacted] produits [redacted] l'industrie américaine.

La persévérance de l'ex-vice-président est compréhensible. Des milliards de dollars sont ici à la portée de ceux qui savent s'y prendre. Mais il ne suffit pas d'offrir des marchandises et des services propres à répondre aux besoins, virtuellement insatiables, de l'Arabie Saoudite. Il faut encore disposer de hautes protections et d'une patience à toute épreuve. Démarcheurs d'Angleterre [redacted] du Japon, P.-D.G. venant de Stockholm ou de New-[redacted], multiplient [redacted] visites, séjournant parfois [redacted] d'affilée, assiègent les antichambres [redacted] ministres [redacted] de princes susceptibles de les pistonner avant de pouvoir « enlever » le contrat brigué. Les hôtels affichent complet des mois à l'avance ; les visas sont délivrés avec parcimonie, en fonction des chambres disponibles. Nombre d'*hommes* d'affaires qui parviennent [redacted] loger [redacted] Djeddah, [redacted] la [redacted] quotidienne en Boeing entre la métropole commerciale du royaume [redacted] sa capitale.

(Lire la suite page 4.)

PLURALISME

Evidemment, à première vue, il peut paraître délicat d'être à la fois ministre de l'actuel gouvernement et membre du R.P.R. En fait, la chose est plus simple qu'on ne le croit.

Avant chaque conseil des ministres, ces messieurs laisseront leur carte du R.P.R. au vestiaire, et avant chaque réunion à la tour Montparnasse, ils laisseront leur portefeuille de ministre à l'entrée. Ainsi, pas de méprise possible. D'ailleurs, leur vie sera tranquille : on ne leur dira rien à l'Elysée de peur qu'ils n'aillent le répéter ailleurs, et on ne leur dira pas grand-chose ailleurs par crainte qu'il n'en filtre quelque chose à l'Elysée. Ne sachant rien, ils ne seront pas tentés de le répéter.

BERNARD CHAPUIS.

LE MOZAMBIQUE SUR LA DÉFENSIVE

(Suite [redacted] première page.)

Moins [redacted] quinze jours plus tard, [redacted] guérilleros [redacted] leur cinquième [redacted] importante [redacted] l'année. [redacted] politiques [redacted] *affirment* que la population mozambicaine accepte [redacted] « [redacted] *qu'elle* [redacted] *fait* [redacted] *guerre pour libé-*[redacted] *propre* [redacted] *comprend très* [redacted] *qu'il* [redacted] *mainte-*[redacted] *Zimbabwe* ». Toutefois, [redacted] région [redacted] l'approche [redacted] *véhicule.* [redacted] *semaine* après l'attaque, [redacted] plupart [redacted] enfants [redacted]

Maputo [redacted] tombé dans [redacted] piège [redacted] par [redacted] afin [redacted] transformer [redacted] lutte [redacted] libération au [redacted] en [redacted] le Mozambique [redacted] la Rhodésie, [redacted] conséquences internationales qui [redacted] découleraient. [redacted] continueront [redacted] « *soutenir maté-*[redacted] » la ZIPA, [redacted] lui [redacted] combat. Les [redacted] formels : il [redacted] question [redacted] F.P.L.M. [redacted] la frontière.

« *La* [redacted] *bien changé,* [redacted] avec regret un [redacted] mandant. [redacted] *sommes main-*[redacted] *indépendant,* [redacted] *défendre.* » [redacted] F.P.L.M. [redacted] la guérilla [redacted] appris naguère [redacted] il leur [redacted] toujours garder l'*initiative*. Or, aujourd'hui, [redacted] Salisbury [redacted] *jouit* [redacted] *surprise en* attaquant au moment choisi, [redacted] des [redacted] la maîtrise [redacted] l'air [redacted] la participation [redacted] portu-[redacted] du Mozambique [redacted] « harkis » de [redacted] connais-[redacted] parfaitement [redacted] terrain.

[redacted] les [redacted] mozambi-[redacted] *dis-*persées [redacted] long d'une [redacted] milliers [redacted] rivières [redacted] de ravins. Elles ne dis-[redacted] lourdes, [redacted] véhi-[redacted] qu'en petites quantités. [redacted] bataillons [redacted] posséd-[redacted] une land-rover. [redacted] que les [redacted] l'attaque [redacted] éva-[redacted] l'hôpital de Tete, capitale* provinciale, [redacted] près [redacted] kilo-[redacted] L'armée mozambicaine n'a [redacted] la frontière aux incursions [redacted] ni même, [redacted] doute, d'interdire [redacted] raid [redacted] un centre [redacted] du [redacted] Maputo compte, [redacted] pareil [redacted] contre-attaquer [redacted] vigueur et infliger [redacted] l'assaillant [redacted] si [redacted] qu'il [redacted] *dissuadé* [redacted] *poursuivre* [redacted] *opé-*rations.

M. [redacted] Thai, le plus jeune gouverneur du Mozambique, [redacted] abandonné [redacted] civil pour [redacted] la dernière attaque [redacted] prélude [redacted] plus grande *envergure,* [redacted] « *organiser* [redacted] *province pour qu'elle puisse* [redacted] *guerre perma-*[redacted] ».

Les relations avec Pretoria

Pretoria [redacted] d'un contin-[redacted] annuel d'une [redacted] mineurs, [redacted] l'électri-[redacted] et, [redacted] un [redacted] degré, du [redacted] mo-[redacted] Maputo profite [redacted] proximité [redacted] l'Afrique [redacted] pour [redacted] moins [redacted] et [redacted] plus [redacted] *produits impor-*[redacted] En [redacted] part du [redacted] qui [redacted] sous forme [redacted] comptabilisé [redacted] la première [redacted] du [redacted] l'empressement [redacted] lequel [redacted] Sud-Africains s'emploient [redacted] faire [redacted] Maputo [redacted] cache-t-il [redacted] l'intention [redacted] l'évolution politique [redacted] Mozambique et, en rompant les [redacted] un [redacted] bien choisi, de [redacted] le [redacted] de FRELIMO [redacted] plongeant [redacted] économique ?

En revanche, [redacted] est, du moins, [redacted] équivoque. Le [redacted] apporté par [redacted] Mozambique à [redacted] suf-[redacted] plus [redacted] justifier. Salisbury a [redacted] nostalgiques de la période coloniale qui [redacted] toujours la victoire [redacted] FRELIMO [redacted] *depuis quelques* [redacted] *de* puissants [redacted] leur disposi-[redacted] pour attaquer [redacted] relâche le pays voisin. Le Malawi, dont l'hostilité [redacted] l'encontre de Maputo semblait avoir faibli, est redevenu une [redacted] arrière [redacted] toutes les tentatives d'infiltration au Mozambique.

La situation intérieure reste [redacted] le contrôle du *FRELIMO. Aux journalistes qui* [redacted] s'il existe [redacted] maquis antigouvernementaux, les autorités [redacted] répondent qu'elles [redacted] prêtes à [redacted] visiter [redacted] qui le [redacted] « *n'importe quel point du* [redacted] ». Aucun observateur, [redacted] diplomate n'a eu la [redacted] l'existence de maquis. Toutefois, la persistance de rumeurs [redacted] pro-[redacted] *comme au sujet d'un proche* [redacted] *de Samora Machel* » ou d'un autre dirigeant important, la montée soudaine [redacted] périls aux frontières, [redacted] dirigeants [redacted] Maputo qu'une conspiration [redacted] eux. [redacted] leurs yeux, [redacted] le [redacted] de M. Kissinger en Afrique [redacted] *visait en premier lieu* [redacted] *favoriser* [redacted] au pouvoir en [redacted] sie et en Namibie de régimes noirs [redacted] le [redacted] d'État [redacted] lait aussi « isoler » le Mozambi-[redacted] et l'Angola pour [redacted] abat-[redacted] le FRELIMO et le M.P.L.A.

Pour faire face à ces [redacted] le Mozambique [redacted] vers [redacted] qu'il qualifie [redacted] » : les pays socialistes. Le président [redacted] annoncé que la Chine allait [redacted] son [redacted] *constituer une* [redacted] *et* [redacted] aviation. L'Union soviétique [redacted] lourd. Quoi qu'il en soit, [redacted] les armes que nous avons vues sur [redacted] lieux [redacted] plusieurs [redacted] Les [redacted] du FRELIMO cachent mal leur [redacted] à l'égard [redacted] *pays socialistes,* [redacted] l'aide serait payée au prix fort ou soumise à [redacted] conditions politiques inacceptables pour des nationalistes intransigeants.

[redacted] est en [redacted] devenu, à son corps défendant, l'épicentre de l'affrontement sino-soviétique en Afrique [redacted] Avec [redacted] du côté soviétique et plus de subtilité de la part [redacted] Chinois, chacun des [redacted] saires semble surtout préoccupé d'essayer [redacted] influence, au point qu'il ne faut pas beaucoup [redacted] ad-[redacted] à un [redacted] d'un pays de l'Est à Maputo que « *l'adversaire principal* » du [redacted]

TANZANIE
ZAÏRE
ZAMBIE
LAC NYASSA
Rovuma
Cabo Delgado
MALAWI
Vila Cabral
Porto Amelia
Nacala
Cabora Bassa (en construction)
ZOMBA
Nampula
Mozambique
Tete
Blantyre
António Enes
MOZAMBIQUE
SALISBURY
Quelimane
Vila Gouveia
Umtali
Manica
Chinde
RHODÉSIE
Vila Pery
Voie ferrée
Beira
Dombe
20°
Save
Limpopo
Inhambane
Zandamela
RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD
PRETORIA
Xai-Xai (João Belo)
MBABANE
MAPUTO
Lourenço Marquès)
Johannesburg
SWAZILAND
0. Kilomètres

[redacted] l'Afrique du [redacted] mais la Chine, ses collègues chinois désignant d'ailleurs tout aussi aisément l'U.R.S.S.

[redacted] ailleurs, [redacted] pacte d' « *assistance mutuelle* » conclu par les chefs des cinq [redacted] africains dits de [redacted] « *ligne de front* » aura des effets forcément limités. Le cas échéant, toutefois, l'intervention des aviations zambienne, tanza-[redacted] surtout angolaise, pourrait réduire la suprématie [redacted] dont les forces [redacted] Salisbury ont largement profité.

Pour [redacted] sa politique [redacted] non-alignement et ses options révolutionnaires, [redacted] Mozambique est aujourd'hui contraint de subir les conséquences d'un certain isolement. Alors qu'il n'aurait [redacted] trop de ses maigres [redacted] pour accélérer [redacted] « *reconstruction nationale* », il est obligé de consacrer [redacted] forte part de [redacted] moyens [redacted] et [redacted] crédits *à la défense nationale. On le* [redacted] Maputo : l'évolution [redacted] la [redacted] en Afrique [redacted] pèsera lourd dans [redacted] la révolution mozambicaine.

(Jeudi 27 janvier.)

Bénin

Que s'est-il passé le 16 janvier à Cotonou ?

Que [redacted] dans la matinée du [redacted] janvier, [redacted] l'aéroport et [redacted] rues [redacted] Cotonou, capitale du [redacted] (ex-Dahomey) ? [redacted] jours [redacted] « *l'agression* [redacted] *mercenaires* », [redacted] et [redacted] avec [redacted] *sur les* [redacted] *la radio* [redacted] par [redacted] lieutenant-colonel Mathieu Kerekou, [redacted] République, trop d'incertitudes, d'équivoques [redacted] d'incohérences [redacted] autour [redacted] un [redacted] mystère.

Y a-t-il eu une [redacted] « [redacted] » rocambolesque [redacted] d'un groupe [redacted] au [redacted] d'intérêts étrangers, [redacted] pour [redacted] un régime mi-[redacted] trop gênant [redacted] qu'il [redacted] donné pour [redacted] *marxisme-léninisme ?* [redacted] l'in-[redacted] s'agissait-il d'une opéra*tion* [redacted] *pièces* [redacted] prétoriens en difficulté, [redacted] renforcer [redacted] tional qu'ils jugent [redacted] au progrès de [redacted] révolution [redacted] versions [redacted] la subversion et [redacted] trouvent [redacted]

Si l'on [redacted] tient à la version fournie [redacted] autorités béninoises, [redacted] du raid peut — à grands [redacted] — être reconstitué comme suit. Le 16 janvier, vers [redacted] *du matin,* [redacted] cent cinquante « [redacted] *naires aguerris* [redacted] *et afri-*[redacted] » surgissent, mitraillette [redacted] poing, d'un [redacted] immobilisé [redacted] la [redacted] l'aéroport [redacted] Cotonou, [redacted] une [redacted] kilomètres du [redacted] la ville. Quelques hommes, [redacted] de mitrailleuses, [redacted] à bord en compagnie [redacted] l'équipage. [redacted] double voie qui borde [redacted] mer, [redacted] plusieurs [redacted] résidentiels, convergent [redacted] la présidence, puis se heurtent [redacted] unités [redacted] l'ar-[redacted] régulière. [redacted] s'engagent. [redacted] publics, [redacted] l'immeuble du Trésor [redacted] Nigéria, [redacted] atteints par [redacted] L'armée [redacted] replier [redacted] l'aéroport. Il [redacted] 11 heu-[redacted] matin lorsque l'appareil [redacted] avec [redacted] *l'équipée.*

Peut-on ajouter [redacted] *Un fait, aujourd'hui,* [redacted] pratiquement [redacted] L'aéroport [redacted] a bien [redacted] théâtre d'un débarquement d'hommes [redacted] point. [redacted] témoignages [redacted] jusqu'à [redacted] que les [redacted] Les [redacted] béninoises [redacted] d'un D.C.-6 — appareil [redacted] porteur — puis d'un D.C.-7 « *équipé* [redacted] ». [redacted] s'en tien*nent* [redacted] Il s'agit [redacted]

Le reste, [redacted] l'essentiel, [redacted] conjectures, alimentées [redacted] dirigeants [redacted] qui, étrangement, [redacted] livrent l'information qu'au compte-gouttes. [redacted] combats [redacted] Oui, [redacted] *sans communiquer* [redacted] bilan. Non, rétorque certain *témoin cité par* [redacted] *Sunday Times,* qui a [redacted] au [redacted] d'un grand [redacted] de Cotonou. Le quotidien gou-[redacted] *Ehuzu* a publié, [redacted] son numéro du 17 janvier, les photos [redacted] un [redacted] a été, semble-t-il, [redacted] *public* [redacted] d'une « [redacted] *populaire* » [redacted] au [redacted] dignes de foi, [redacted] quinzaine de « [redacted] » [redacted] capturés au [redacted] du raid. Pourtant, [redacted] diplomatiques en [redacted] à Cotonou, [redacted] le [redacted] janvier [redacted] des [redacted] n'ont pu [redacted] en [redacted] *prisonnier.* La « *vigilance révolutionnaire* » *préconisée* [redacted] *le gouver-*[redacted] principalement à l'encontre des [redacted] étrangers. [redacted] Français [redacted]

[redacted] l'énigme est [redacted] politique. [redacted] les [redacted] Pour [redacted] quels [redacted] — étrangers ou non — ont-ils agi ? [redacted] *tionale ? Si oui,* [redacted] l'ex-[redacted] Qui en [redacted] *aux dirigeants* [redacted] se jeter [redacted] aventure [redacted] ment [redacted] de questions qui [redacted] *réponse* [redacted] longtemps [redacted] dissimulé le fil d'Ariane [redacted] *l'opération.*

Le gouvernement [redacted] — *peut-être* [redacted] — des [redacted] ironiques [redacted] l'étranger [redacted] du raid. Il n'a pourtant [redacted] pour [redacted] couper court. Loin [redacted] l'occasion — preuves à l'appui — [redacted] « *l'impérialisme international et ses hordes* ». Il [redacted] *champ* [redacted] *hypothèses* [redacted] plus [redacted] silence du capitaine [redacted] gendarmerie [redacted] ministre de l'intérieur [redacted] l'orientation nationale [redacted] « homme [redacted] » du régime d'ordinaire [redacted] loquace, intri-[redacted] les [redacted] l'ou-[redacted] prochaine [redacted] Une commission d'enquête [redacted] toute [redacted] Faudra-t-il [redacted] *savoir* [redacted] *janvier* [redacted] Cotonou fut ou non [redacted] journée de dupes [redacted]

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

([redacted] 28 janvier.)

II. — Tuer le crocodile quand il est petit...

Maputo. — Xiconhoca, mi-bandit, mi-dandy, « *vit le jour de ce qu'il vole la nuit* ». Il offre une [redacted] *d'alcool* [redacted] un adolescent [redacted] : « [redacted] *bientôt* [redacted] *nôtres.* » [redacted] Radio-Afrique libre, Radio-Afrique du [redacted] l'Amérique, [redacted] répandre [redacted] rumeurs mensongères. Le [redacted] : il [redacted] citoyen [redacted] remplir [redacted] montagnes [redacted] pour « *compliquer* [redacted] *vie du peuple* ». [redacted] de [redacted] d'un [redacted] est [redacted] en quelques [redacted] « [redacted] négatif » du Mozambique. Il [redacted] *les* [redacted] *auxquels s'attaque* la jeune république populaire, à [redacted] par le plus [redacted] d'entre [redacted] : [redacted] ne travaille [redacted]

« [redacted] » [redacted] « *la productivité est* [redacted] *thermomètre* [redacted] *la conscience politique* », répètent [redacted] jour dans [redacted] qui [redacted] le [redacted] la première [redacted] quotidiens [redacted] Pourtant, la production des sec-[redacted] modernes de l'économie [redacted] tinue à [redacted] Malgré l'absence [redacted] statistique [redacted] estime qu'une [redacted] agricole [redacted] industrielle fournissant la [redacted] ce qu'elle produisait en [redacted] résultats honorables.

La majorité [redacted] Mozambique venaient [redacted] Lisbonne. Leur [redacted] poursuit. Une dizaine de [redacted] en instance [redacted] départ. [redacted] le reliquat des [redacted] quatre-vingt mille Portugais [redacted] taient la colonie avant la « *révolution des œillets* ». Malgré des rémunérations bien supérieures à celles qu'ils obtiendraient au Portugal, malgré l'autorisation qui leur est donnée, une fois signé un contrat avec l'État ou une entreprise privée, de rapatrier entre 25 % et 50 % de leur salaire en devises fortes, les Portugais, figés dans le souvenir de privilèges perdus, [redacted] des [redacted] et tendues avec un FRELIMO décidé à rompre avec l'ordre ancien.

Lisbonne a laissé au Mozambique un cadeau empoisonné : des industries et des plantations que les colons étaient seuls à pouvoir faire fonctionner. Les promotions accélérées et l'appel à des techniciens étrangers sont loin de combler le vide. Dans les villes, le chômage, touchant surtout le personnel domestique, devient un problème majeur. Dans les cam-[redacted] les paysans, répondant à l'appel [redacted] FRELIMO, avaient fourni [redacted] efforts, [redacted] ou [redacted] les « champs col-[redacted] », [redacted] la [redacted] de moyens de transport et du fait des structures commerciales démantelées par le départ des intermédiaires portugais, une part importante des surplus obtenus n'a pu être écoulée sur les marchés. *Le Mozambique* devra [redacted] encore longtemps [redacted] facture d'une décolonisation trop brutale.

Le réquisitoire du président Machel

Or [redacted] faut [redacted] le mythe largement répandu d'une indépendance qui, par [redacted] coup [redacted] baguette magique, de-[redacted] assurer [redacted] *peine ni* [redacted] prospérité générale. [redacted] un discours très dur prononcé [redacted] 1976, le président Machel a [redacted] à [redacted] *place.* [redacted] *en* [redacted] *valoir* [redacted] le départ [redacted] Portugais [redacted] « *sabotage* [redacted] » [redacted] générale [redacted] la production, il y fustigeait sur-[redacted] l'indiscipline généralisée, [redacted] ambitions, le manque [redacted] ponctualité, [redacted] intrigues, [redacted] vol, [redacted] corruption, qui règnent [redacted] entreprises. L'effondrement [redacted] pouvait que [redacted] un [redacted] un [redacted] *un petit fonctionnaire* [redacted] : « [redacted] *avons* [redacted] *dignité* [redacted] *perdu* [redacted] *avantages matériels.* »

« [redacted] *n'avons pas* [redacted] *gérer* [redacted] *système capitaliste* [redacted] », [redacted] et répètent les dirigeants du [redacted] Il [redacted] *question* [redacted] *pour ré-*[redacted] problèmes économi-[redacted] la révolution [redacted] piétine. Méthodiquement, [redacted] l'ordre [redacted] poursuit. [redacted] la [redacted] exemplaires [redacted] le secteur [redacted] transports, [redacted] circuits bancai-[redacted] commencent à porter leurs fruits. [redacted] les nouvelles structu-[redacted] production [redacted] en le temps [redacted] opérationnelles. Leur définition, [redacted] recherche, leur adaptation aux [redacted] leur [redacted] *en place s'accélèrent.*

L'agriculture [redacted] la [redacted] développement que [redacted] rer [redacted] « villages [redacted] ». Pour [redacted] la portée [redacted] techniques agricoles [redacted] produire davantage, chaque village [redacted] ce type [redacted] environ deux cents [redacted] dispersées jusque-là dans les hameaux. Mais [redacted] traditionnel rechigne à rompre [redacted] son [redacted] *de vie et son environnement.* Dans [redacted] régions naguère colonisées, l'attachement à la propriété [redacted] profond. En outre, [redacted] d'une agriculture [redacted] brûlis [redacted] par [redacted] exige [redacted] techniques [redacted] poussées, et donc [redacted] *Les autorités semblent avoir* [redacted] de tempérer [redacted] et l'autoritarisme [redacted] certains cadres locaux, [redacted] de faire créer le « village communal » [redacted] paysans [redacted] qu'ils en tireront profit. L'avenir devra prouver aux [redacted] ou aux opposants qu'ils ont [redacted] De [redacted] avant [redacted] au [redacted] de production collectif, l'étape de la coopérative [redacted] été jugée nécessaire.

Dans l'industrie, les « *groupes* dynamisateurs », cellule d'entreprise [redacted] souffraient parfois jusqu'à la paralysie [redacted] l'ambiguïté de leur position. D'une *part, ils étaient* [redacted] *fer* [redacted] *lance de* « *l'offensive politique généra-*[redacted] *sur* [redacted] *front* [redacted] *la produc-*[redacted] » décidée [redacted] le comité [redacted] tral, et [redacted] souvent dans le même [redacted] que la direction. [redacted] ailleurs, ils devaient défendre les intérêts des *ouvriers. Désormais,* [redacted] tâche auprès [redacted] travailleurs [redacted] essentiellement politique, [redacted] problèmes de production étant [redacted] fiés aux conseils [redacted] production d'*atelier et d'entreprise,* [redacted] par [redacted] militants, [redacted] qui [redacted] ratifié par l'ensemble [redacted] travailleurs.

La « nouvelle classe » des fonctionnaires

Un « séminaire sur l'appareil [redacted] » est arrivé à [redacted] conclu-[redacted] l'administration, [redacted] du système *colonial,* était [redacted] pable de jouer [redacted] rôle dans [redacted] processus révolutionnaire en cours. Or, après [redacted] nationalisation de l'éducation, de la santé, de [redacted] *plupart* [redacted] *entreprises,* [redacted] ban-[redacted] sol, [redacted] administration [redacted] beaucoup plus [redacted] pendant [redacted] période [redacted] mo-[redacted] *du peuple* » et [redacted] agents conformément [redacted] « *option* [redacted] *classe* ». Or la quasi-totalité [redacted] fonctionnaires [redacted] *formés* [redacted] l'époque [redacted] Ils [redacted] été rapidement promus [redacted] relativement [redacted] le [redacted] autour [redacted] dirigeants, mais [redacted] les cadres [redacted] trop [redacted] nombreux pour [redacted] les postes importants au [redacted] régional [redacted] national, et [redacted] masse de la population. [redacted] prennent [redacted] plus en plus [redacted] du rôle capital qu'ils jouent. [redacted] sachant indispensables [redacted] irremplaçables, [redacted] franches [redacted] former [redacted] nouvelle [redacted]

Le [redacted] les [redacted] faire. « [redacted] *le crocodile lorsqu'il* [redacted] *petit* [redacted] mi-[redacted] », [redacted] répé-[redacted] président [redacted] la tactique du Front à l'égard de [redacted] qui « *aspirent à former* [redacted] *nouvelle bourgeoi-*[redacted] » [redacted] où [redacted] avant-garde [redacted] restreinte ira-t-elle cher-[redacted] réussir [redacted] mise à mort ?

« *La* [redacted] *ouvrière* [redacted] *classe dirigeante* [redacted] *notre* [redacted] *Elle* [redacted] *veule capable* [redacted] *concevoir le* [redacted] *transformation* [redacted] *société, de le déclencher* [redacted] *diriger* », déclarait le président [redacted] son discours [redacted] La paysannerie [redacted] « *force physique* » [redacted] révolution. [redacted] encore, paysans [redacted] *ouvriers devaient* — [redacted] théoriciens du FRELIMO — se [redacted] nouvelle [redacted] premiers apprenant [redacted] leur technologie, [redacted] perdant au contact des ouvriers [redacted] *vices hérités* [redacted] *colonialisme* ». Or, on [redacted] parle plus [redacted] « *vider* [redacted] *villes* ». *Le FRELIMO* [redacted] sur [redacted] « *industrie lourde* ». Pourtant, [redacted] Mozambique n'est [redacted] particulièrement riche en [redacted] sources naturelles [redacted] manque cruellement de main-d'œuvre qua-[redacted] On estime toutefois à Maputo qu'une véritable indépendance économique [redacted] ce prix.

Si la révolution mozambicaine [redacted] stratégie, *ses mé-*thodes [redacted] mêmes : [redacted] devenu un forum permanent. De séminaires [redacted] de colloques en discours, chaque catégorie [redacted] travailleurs [redacted] trouve régulièrement [redacted] ou provincial pour échanger les expériences, [redacted] analyses, [redacted] lancer [redacted] projets qui [redacted] au *feu* [redacted] critique sans [redacted] complai-[redacted] La formation [redacted] nouveaux cadres [redacted] obsession.

Le principal acquis [redacted] dix-neuf *premiers* [redacted] d'indépen-[redacted] dans [redacted] accumulation d'expériences quotidiennes [redacted] *l'évaluation précise* [redacted] réalité [redacted] beaucoup [redacted] dirigeants du FRELIMO connaissaient mal.

Un an [redacted] demi après [redacted] la souveraineté portugaise, [redacted] *qu'il* [redacted] suffisamment d'atouts [redacted] main pour définir [redacted] cours [redacted] la révolution. Le premier congrès avait créé [redacted] Front. [redacted] deuxième, en [redacted] adoptait la stratégie [redacted] la « *guerre populaire prolongée* » [redacted] marquait donc la transformation du [redacted] nationaliste en [redacted] révolutionnaire. [redacted] troisième, qui [redacted] réunira [redacted] février 1977, aura pour objectif « [redacted] *création* [redacted] *parti d'avant-garde pour construire* [redacted] ». « *Nous ne connais-*[redacted] *africain,* [redacted] *seulement* [redacted] *socialisme scientifique* » [redacted] Maputo.

[redacted] définir [redacted] ce socialisme [redacted] à fixer [redacted] pour y parvenir. En dépit [redacted] menaces qui pèsent sur [redacted] économie [redacted] affaiblie [redacted] l'attentisme [redacted] de [redacted] population, les militants du FRELIMO comptent sur [redacted] détermination, leur cohésion et leur discipline pour effacer [redacted] séquelles [redacted] passé, réussir [redacted] pro*fonde* [redacted] *populaire* [redacted] créer [redacted] ils cherchent [redacted] l'équivalent en Afrique.

FIN

RENÉ LEFORT.

(Vendredi [redacted] janvier.)

هكذا من الأصل

LA LIBÉRATION DE M. ET MME CLAUSTRE

Trente-trois mois de tractations et d'espoirs déçus

1974

21 AVRIL. — A Bardaï, dans le Tibesti, un groupe de rebelles tchadiens commandés par M. Hissène Habré attaque le poste militaire et enlève Mme Claustre, chargée de mission au C.N.R.S.; M. Combe, coopérant attaché à la mission de réformes administratives, et le Dr Staewen, ressortissant allemand. La femme du Dr Staewen ainsi que deux officiers tchadiens sont tués au cours de l'affrontement.

22 AVRIL. — Le premier message radio donne l'alerte. M. Claustre, qui se trouve à Largeau, prend contact avec les rebelles.

23 AVRIL. — Dans deux contacts radio, M. Hissène Habré donne le texte d'un communiqué « politico-militaire » que doivent diffuser Radio-Bonn et France-Inter. M. Messmer, premier ministre, refuse ces conditions.

26 AVRIL. — [redacted] vingt soldats tchadiens, transportés par des appareils français, brûlent la localité [redacted] Bardaï et sa palmeraie.

4 MAI. — M. Puissant, conseiller des affaires étrangères (coopération), arrive à N'Djamena. Les contacts radio avec les rebelles se poursuivent.

15 MAI. — M. Puissant [redacted] à Bardaï. Trois [redacted] plus tard, MM. Puissant, Claustre, les négociateurs allemands et M. Hissène Habré se rencontrent à Zouï, à 15 kilomètres de Bardaï. Le gouvernement tchadien a refusé d'envoyer des émissaires.

20 MAI. — Le Tchad refuse de céder aux exigences des ravisseurs.

3 JUIN. — Soixante membres de [redacted] famille de M. Hissène Habré, dont son père, sa mère et son fils, sont arrêtés, près de Largeau, par des soldats tchadiens. La palmeraie de Kirdimi est brûlée.

[redacted] JUIN. — Rencontre orageuse entre M. Puissant, M. [redacted] et M. Hissène Habré.

8 JUIN. — [redacted] revient à Paris.

11 JUIN. — L'Allemagne obtient, à l'insu du gouvernement tchadien [redacted] moyennant une rançon, la libé[redacted] Dr [redacted]. Le lendemain, [redacted] Tchad [redacted] les [redacted] diplomatiques [redacted] Bonn.

15 JUIN. — Le [redacted] Galopin, officier [redacted] détaché au[redacted] du « [redacted] de coordination » de l'armée tchadienne, [redacted] de [redacted], à la demande du [redacted] Tombalbaye, chef de [redacted] tchadien, comme [redacted] aux côtés de M. [redacted], consul [redacted] de France.

JUILLET. — M. [redacted] et le commandant Galopin rencontrent [redacted] ravisseurs [redacted] quatre [redacted].

4 AOUT. — M. Hissène Habré retient le [redacted] Galopin comme [redacted]. Cet événement n'est [redacted] rendu public.

21 AOUT. — Nouvelle rencontre entre MM. Estrade [redacted] Hissène Habré.

[redacted] AOUT. — Les [redacted] dent que [redacted] France livre pour [redacted] millions [redacted] de [redacted] de munitions. [redacted] publique.

OCTOBRE. — M. [redacted] sa femme.

30 NOVEMBRE. — Le [redacted] diplomatiques [redacted] l'Allemagne [redacted].

1975

6 JANVIER. — M. Puissant [redacted] M. [redacted] Habré [redacted] pour la [redacted]ration d'un [redacted] la [redacted] de dix [redacted] poli[redacted]. Six [redacted] plus tard, M. [redacted] d'Estaing [redacted] un [redacted] à M. [redacted] pour lui [redacted] d'accepter [redacted] le [redacted] jan[redacted]. [redacted] tchadien maintient [redacted].

2 [redacted]. — [redacted] français [redacted] M. [redacted] Habré qu'il [redacted] la publication d'un manifeste [redacted] et le [redacted]. De [redacted] M. [redacted] de [redacted] détenus politiques, [redacted] cinq. M. [redacted] pin [redacted] 4 avril [redacted] France [redacted] de [redacted].

9 AVRIL. — M. Tombalbaye [redacted] du [redacted] janvier.

[redacted] AVRIL. — [redacted] Puissant et [redacted] M. [redacted] Habré, qui [redacted] annonce l'exécu[redacted] peu auparavant du [redacted] et [redacted] pour 4 millions [redacted] et pour 6 millions [redacted].

[redacted] AVRIL. — [redacted] Tombalbaye [redacted] au cours d'un coup d'Etat. Quelques [redacted] les prisonniers politiques [redacted] et le [redacted] Félix Malloum [redacted].

23 MAI. — M. [redacted] et [redacted] à gagner [redacted].

[redacted] JUIN. — [redacted] à N'Djamena [redacted] M. [redacted], ministre plénipotentiaire, [redacted] au ministère [redacted] coopération. [redacted] que les lieutenants [redacted] Habré.

10 JUIN. — [redacted] nedi, du pasteur Paul Horala par [redacted] Frolinat.

[redacted] JUILLET. — Après [redacted] M. [redacted] Hessel finit par rencontrer M. Hissène Habré et annonce être [redacted] à un accord. On saura [redacted] tard que celui-ci [redacted] le versement d'une rançon de [redacted] millions de francs et la livraison de [redacted] non militaire pour [redacted] millions. [redacted] Claustre doit être [redacted] le 1er août.

23 JUILLET. — Le conseil militaire [redacted] de suspendre [redacted] aux Français [redacted] négocier directement [redacted] M. [redacted] Habré. Il [redacted] M. Stéphane Hessel d'ingérence [redacted] du Tchad.

[redacted] AOUT. — [redacted] déplore un « [redacted] » [redacted] M. [redacted]tre, qui [redacted] Tibesti le [redacted] qui amenait [redacted] journalistes, et est à son tour retenu prisonnier.

2 [redacted]. — M. Hissène Habré ayant fait [redacted] qu'il exécuterait Mme Claustre le 23 septembre [redacted], le [redacted], qui [redacted] la [redacted] adjoint de M. [redacted].

12 SEPTEMBRE. — Paris envoie un message à M. [redacted], lui demandant [redacted] fixer [redacted] d'une [redacted] 10 [redacted]. Le gouvernement tchadien accuse la France de « se mettre à genoux ».

[redacted]. — [redacted] de l'ultimatum, [redacted] annonce que « les contacts se poursuivent ».

25 [redacted]. — [redacted] au Tibesti entre M. Morel, préfet des Vosges, et M. Hissène Habré, en présence de deux observateurs de [redacted] 4 millions de francs en liquide est versée au chef rebelle. Un accord [redacted] pour [redacted] non militaire, pour une valeur [redacted] millions de francs.

27 SEPTEMBRE. — Le Tchad demande le [redacted] d'un mois, [redacted] son [redacted].

5 OCTOBRE. — [redacted] annonce que M. Hissène Habré, à qui la totalité [redacted] livrée, [redacted] des armes pour [redacted] Mme [redacted].

[redacted]. — Le [redacted] depuis [redacted] mois par le Frolinat, [redacted] libéré.

[redacted]. — M. [redacted] Galley, [redacted] l'équipement, [redacted] au [redacted], qui a proposé [redacted] tion [redacted] et N'Djamena.

1976

5-6 MARS. — M. Jacques Chirac se rend [redacted] Tchad. La France décide [redacted] son [redacted] au [redacted] de N'Djamena.

22 AVRIL. — M. Giscard d'Estaing annonce qu'il a pris une « initiative personnelle » pour hâter la [redacted] de Mme Claustre.

9 SEPTEMBRE. — Le président de la République [redacted] secrètement à l'Elysée, pour arrêter la « [redacted] concernant [redacted] diverses voies à [redacted] pour aboutir à la libération des époux Claustre », MM. de Gui[redacted], ministre des affaires étrangères; Georgy, directeur d'Afrique [redacted] Quai [redacted] René Journiac, conseiller [redacted]nique à l'Elysée.

10 NOVEMBRE. — Un porte-parole du Frolinat [redacted] que Mme Claustre [redacted] désormais entre les mains de [redacted], [redacted] est en « bonne [redacted] » et sera rendue aux siens avant Noël « si elle est innocente ». Le [redacted] ajoute [redacted] M. [redacted]kouni Oueddei a remplacé M. Hissène Habré à la tête [redacted] rebelles toubous.

25 DÉCEMBRE. — M. Giscard d'Estaing reçoit [redacted] déjeuner à l'Elysée la mère [redacted] Claustre.

1977

3 JANVIER. — M. Goukouni Oueddei affirme être « seul en mesure » de [redacted] la libération de Mme [redacted].

[redacted] JANVIER. — Le président [redacted] la [redacted] des [redacted] sont [redacted] pour mettre fin [redacted] « [redacted] séquestration ».

LES REBELLES TOUBOUS

[redacted] toubous, [redacted] ont [redacted] pendant plus de [redacted], à l'origine, du Frolinat (Front de libération nationale [redacted] Tchad), dirigé par M. Abba Siddick, qui mène depuis [redacted] lutte armée [redacted] gouvernement de N'Djamena. L'un [redacted] dirigeants [redacted] rébellion, M. [redacted] Oueddei, fils du Der[redacted] chef spirituel des Toubous, dirigea le [redacted] de commandement des forces armées du Nord, [redacted] « deuxième armée » du Frolinat, de 1969 à 1971. Il entra ensuite en dissidence et devint l'adjoint du nouveau commandant de la deuxième armée, M. Hissène Habré, qu'il devait [redacted] le [redacted]. Le sort de M. Hissène Habré, dont certaines informations signalaient la « fuite », n'est toujours pas connu. En novembre, un porte-parole du Frolinat le qualifiait d'« agent provocateur » au service de la France.

La « deuxième armée » toubone opère dans les régions peuplées de nomades, son « état-major » se déplace dans le triangle [redacted]. La rébellion assure disposer d'un millier d'hommes en armes. Les rebelles toubous ont tenté de mettre en place, dans leur zone, un embryon d'administration. Descendants d'anciennes tribus, vraisemblablement originaires de Nubie, les Toubous n'exigent pas l'indépendance, mais seulement une plus grande autonomie.

UNE ETHNOLOGUE SPÉCIALISTE DU TCHAD

Mme Claustre, née Treinen, est âgée de trente-sept ans. Ethnologue et archéologue de formation, elle est chargée de recherches au [redacted] où elle [redacted] dans l'équipe du [redacted] J.-P. [redacted]. Elle y préparait une thèse, dirigée par le professeur Leroi-Gourhan, du Collège [redacted] France, et consacrée à « l'âge [redacted] fer au Bahr-El-Ghasal tchadien », région située à une centaine de kilomètres au nord-est de N'Djamena. Elle a épousé, en [redacted], M. Pierre Claustre, haut fonctionnaire du ministère de la coopération, [redacted] à N'Djamena la mission de réforme administrative. C'est dans les locaux dont disposait cette mission à Bardaï qu'elle se trouvait le jour de son enlèvement. M. Claustre avait, pour sa part, abandonné ses fonctions afin de se consacrer entièrement à la libération de sa femme. Ses multiples tentatives lui ont valu des difficultés de tout ordre dans ses rapports avec les services officiels. C'est au cours d'une de ses missions auprès de M. Hissène Habré, qu'accusé d'avoir voulu « tromper » les rebelles, il fut retenu à son tour en otage, le 26 août 1975.

LE NÉGOCIATEUR ASSASSINÉ

L'affaire Claustre a fait une victime française, le commandant Pierre Galopin, négociateur [redacted] par Hissène Habré, [redacted] mort fut annoncée par les rebelles toubous le 12 avril 1975.

Après avoir servi en Indochine, en Algérie et en Mauritanie, le commandant Galopin arrive au Tchad le 15 décembre 1967, au titre de l'assistance militaire technique, avec le grade de capitaine. Officier de renseignements, il fait partie du bureau de coordination de l'armée nationale tchadienne, puis est chargé des problèmes de sécurité et de renseignements auprès du président Tombal[redacted].

En juin 1974, alors qu'il est à Paris, détaché auprès du ministère de la coopération, il se porte volontaire pour négocier au Tibesti. Sa mission est acceptée par N'Djamena et par M. Hissène Habré. Il est retenu en otage le 4 août 1974 et assassiné le 4 avril 1975, après avoir, assurera-t-on plus tard de source gouvernementale française, subi un « supplice ».

M. Raymond Thiry, pilote de l'avion qui récupéra au Tibesti en juillet 1975 trois journalistes de l'agence Gamma, affirme, dans un livre qui vient de paraître (1) : « Les Toubous lui lardèrent le corps à coups de silex tranchants afin de lui faire dresser une liste d'armes et avouer les « contacts africains » de son ancien supérieur hiérarchique. » *Il ajoute :* « Il mourut dans la nuit du 3 au 4 avril 1975, attaché, le ventre ouvert, entre les pattes arrière d'un chameau. »

(1) *Ma mission au Tibesti à bord du DC-4.* La Table ronde

L'IMPASSE EN RHODÉSIE

Quatre mois [redacted] l'acceptation par M. Smith du transfert du pouvoir [redacted] deux [redacted] à [redacted] majorité noire en Rhodésie, l'espoir [redacted] règlement qu'autorisait [redacted] concession [redacted] paraît [redacted]nouir. Ajournée « sine die » à la fin de décembre, la [redacted] de Genève ne doit plus se réunir. Son président, M. Ivor Richard, regagnera Londres bredouille, [redacted] avoir tenté en Afrique [redacted] concilier [redacted].

Tout se [redacted] comme si [redacted] initiatives africaines [redacted] M. Kissinger, ses entretiens avec MM. Vorster et Smith, [redacted] pourparlers en Suisse, étaient nuls et [redacted] avenus. [redacted] Salisbury, l'intransigeance [redacted] de la minorité [redacted] s'accompagne du recours [redacted] vieilles [redacted], les colons s'employant [redacted] ranimer la [redacted] de leurs compatriotes en clamant qu'ils se battront « jusqu'à la dernière cartouche » pour [redacted] de l'apocalypse [redacted] la « civilisation occidentale ».

La mise [redacted] œuvre des propositions britanniques aurait entraîné « la mainmise sur le pays d'une minorité marxiste », [redacted] le premier ministre rhodésien, tandis que la [redacted] de Salisbury évoque « le cloaque de chaos et [redacted] misère » où eût sombré [redacted] pays si M. Smith [redacted] abdiqué. M. Ivor Richard, diplomate britannique d'une rare réserve, [redacted] de « flirter [redacted] communistes ».

Pourtant, le « plan Kissinger » et le « plan Richard » relevaient d'une inspiration commune. Il s'agissait de rendre irréversible [redacted] dévolution du pouvoir aux Africains, d'assurer la transition « dans l'ordre et le calme », de garantir enfin les droits de la minorité européenne [redacted] sein [redacted] futur Zimbabwe. [redacted] la décision prise [redacted] Lusaka par [redacted] voisins de [redacted] Rhodésie de soutenir exclusivement les plus radicaux [redacted] nationalistes, regroupés au sein du Front patriotique, a [redacted] à Salisbury comme une provocation [redacted] a fourni à point nommé à M. Smith l'alibi de son intolérance, on peut légitimement mettre [redacted] la sin[redacted] du premier ministre [redacted]. Il semble que, [redacted] l'origine, il était décidé à ne rien [redacted] du principe.

M. Smith donne à entendre qu'il [redacted] désormais renégocier unilatéralement le « plan [redacted] » avec [redacted] partenaires [redacted] soigneusement [redacted] sur [redacted] volet. Comment croire qu'une telle [redacted] les moindres chances de succès ? Même [redacted] plus [redacted], tels [redacted] représentants [redacted] regroupés récemment au [redacted] la ZUPO, exigent du gouvernement de [redacted]bury [redacted] de la législation ségrégationniste.

[redacted]. L'armée gou[redacted] doit [redacted] se [redacted]. Le « pays sûr » [redacted] correspond plus qu'à un cinquième du [redacted]. L'internationalisation du conflit rhodésien [redacted]. Pour [redacted] première [redacted] l'armée de libération du [redacted] viennent [redacted] conseillers cubains [redacted] traînent leurs partisans.

Le Mozambique, [redacted] d'incur[redacted] de plus [redacted] plus [redacted] pratiquement en [redacted] de [redacted] avec son [redacted]. L'issue [redacted] l'affrontement qui [redacted] prépare [redacted] que trop [redacted], et [redacted] blancs, qui [redacted] enregistré [redacted] le [redacted] seulement, [redacted] de perpétuer leur domination.

Seuls [redacted] Américains, s'ils le voulaient, [redacted] en [redacted] de faire comprendre aux [redacted] M. [redacted] d'arguments [redacted] que l'obstination [redacted] la communauté blanche amènerait [redacted] départ dans les pires [redacted], [redacted] probablement l'instauration au Zimbabwe de ce régime marxiste contre lequel elle prétendait [redacted].

(Jeudi [redacted] janvier.)

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix [redacted] sont nets [redacted] ne peuvent [redacted] aucun cas [redacted] majorés.)

	[redacted]	1 an
[redacted], Turquie [redacted], Chypre, Açores, Cana[redacted], Madère, [redacted], Maroc, Tunisie	[redacted]	1[redacted]
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'I[redacted], Dahomey, [redacted], Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	[redacted]	1[redacted]
T.O.M., (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73	126
Libye, Egypte, [redacted], Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunei, Chine, [redacted], Japon, [redacted], Malaisie, Mongolie, Philippines, [redacted], Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, [redacted]	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique [redacted]trale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	[redacted]	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement [redacted] journal [redacted].

[redacted] serions reconnaissants, pour [redacted] de joindre à leur paiement [redacted] carte [redacted].

PROCHE-ORIENT

Les contacts israélo-palestiniens se poursuivent à Paris

[redacted] lieu, ces derniers jours, à Paris, entre l'un des dirigeants du conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne, M. Arieh Eliav, ancien secrétaire général du parti travailliste, et une personnalité de l'O.L.P., venue de Beyrouth. Le dirigeant palestinien a affirmé que, pour l'O.L.P., les contacts avec les Israéliens ne sont pas conjoncturels mais entrent dans le cadre d'une stratégie. Il s'est référé à une déclaration d'un membre du comité central de l'O.L.P., Abou Mazen, qui a indiqué — il y a quelques jours à l'agence palestinienne Wafa — que la « centrale » des fedayin ne voit aucune objection à entretenir des relations avec toute organisation ou personne, quelle que soit sa nationalité, à condition qu'elle reconnaisse les droits légitimes du peuple palestinien.

L'O.L.P. est déterminée à poursuivre les pourparlers avec le conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne et a même décidé de les élargir à d'autres Israéliens, qui sont favorables à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Les deux parties considèrent Paris comme un lieu adéquat pour ces rencontres, et souhaitent qu'elles se poursuivent dans la capitale française. Le général Peled, le président du conseil israélien pour la paix, a démenti les déclarations que lui a attribuées à ce propos l'A.F.P. (1) : *« Nous poursuivrons nos pourparlers avec nos interlocuteurs palestiniens* — nous a-t-il déclaré — *et il n'y a aucune raison pour qu'ils ne se déroulent plus à Paris, qui est le lieu le plus approprié. »*

Cependant [redacted] choix de Paris déplaît à [redacted] Jérusalem. L'ambassadeur [redacted] en [redacted], M. [redacted] l'écho, et il [redacted]ment par [redacted] étrangères, M. Allon. [redacted] interview [redacted] au quotidien [redacted], M. [redacted] se trouve [redacted] à Jérusalem pour des consultations, a déclaré que le fait que Paris serve de lieu de rencontre est exploité par le gouvernement français pour justifier sa politique au Proche-[redacted].

Dans le camp adverse, [redacted] « Front du refus » a multiplié ses attaques contre les pourparlers de Paris. Un [redacted] paru dans [redacted] *Hadaf*, l'organe du front populaire du docteur Habache, les qualifie de *« trahison »*.

L'organe de la Saïka a également dénoncé les contacts israélo-palestiniens. Selon des milieux bien informés, *les Syriens s'opposent* à [redacted] pourparlers, car ils souhaitent que l'avenir de la Cisjordanie soit *négocié* avec leur allié, le roi Hussein.

On ignore encore la date de la [redacted] rencontre [redacted] pal[redacted] mais on estime qu'elle aura lieu avant la *réunion* du conseil national de l'O.L.P., prévue pour la fin février.

On apprend encore, de source digne de foi, que le courant modéré au sein de l'O.L.P. tentera d'amender quelques paragraphes de la charte palestinienne, et suggère notamment de préciser que *« l'Etat démocratique multiconfessionnel »* ne sera créé *« qu'avec l'accord des deux peuples »*. Les interlocuteurs israéliens ont suggéré à leurs partenaires palestiniens d'élaborer une nouvelle charte répondant à la nouvelle réalité, ce qui ne manquerait pas d'impressionner l'opinion israélienne. Déjà, un Israélien sur trois est favorable à des contacts avec l'O.L.P. Cette proportion est la plus forte jamais enregistrée.

AMNON KAPELIOUK.

([redacted] 29 janvier.)

(1) Selon l'A.F.P., le général Peled avait déclaré que Paris ne sera sans doute pas choisi comme lieu de rencontres entre des représentants du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne et l'O.L.P., à la suite de l'assassinat de Mahmoud Saleh et de l'affaire Abou Daoud.

OCÉANIE

En Australie et en Nouvelle-Zélande

La crise la plus grave depuis les années 30

De notre correspondant

Canberra. — [redacted] et la Nouvelle-Zélande traversent la crise économique la plus grave depuis les années 30 ; cette crise s'accompagne de *tensions sociales et politiques croissantes.*

En [redacted] la coalition [redacted]vatrice conduite par le parti libéral de M. Fraser est accusée de ne pas avoir de politique économique cohérente, notamment depuis qu'elle a procédé, en novembre, à une dévaluation inattendue de 17,5 % du dollar, la monnaie nationale, puis à une série de réévaluations ayant pour effet de ramener ce taux à 12,45 %.

La perte de crédibilité du gouvernement se reflète dans les sondages d'opinion (45 % seulement des voix en sa faveur, contre 50 % pour l'opposition travailliste). La popularité personnelle de M. Fraser est également en baisse : elle est tombée de 54 à 36 %, et se situe au même niveau que celle du chef du parti travailliste, M. Gough Whitlam. Cependant, M. Fraser dispose de la *majorité dans les deux* Chambres du Parlement, et il est douteux qu'une *nouvelle* consultation ait lieu prochainement.

Ce climat plus [redacted] morose [redacted] profondément [redacted] coalition gouvernementale, [redacted] sein de laquelle les divergences sur la politique [redacted] pour [redacted] courant sont aussi grandes que dans l'opinion publique. M. Fraser et ses *principaux ministres*, y compris celui des finances, M. Phillip Lynch, soulignent que la dévalua[redacted] aurait dû [redacted] une reprise [redacted] — [redacted] coup [redacted] fouet qu'elle donne « théoriquement » [redacted]tions, — [redacted] secteur des industries textiles. Mais la majorité des dirigeants d'entreprise estiment que la politique *monétaire* de Canberra n'était pas de nature à restaurer la confiance, et qu'une relance de la consommation intérieure est la clef d'un redressement économique. Dans ce but, affirment-ils, une diminution de la pression fiscale est nécessaire. La puissante organisation des industries textiles, qui emploie beaucoup de main-d'œuvre, déclare que l'éco*nomie* a [redacted] stimulants, fût-ce aux [redacted] d'un accroissement du déficit budgétaire. Ces suggestions rencontrent une large approbation parmi [redacted] syndicats.

La relance de la consomma[redacted] implique le rétablissement de la confiance, qui [redacted] sera possible que [redacted] la [redacted] le marché du travail s'améliore. Or beaucoup de gens épargnent dans la crainte [redacted] perdre [redacted] emploi. [redacted] l'imp[redacted] la plupart des *membres* [redacted] *l'équipe* gouvernementale veulent ignorer cette [redacted] chiffres offi[redacted] 327 534 Australiens [redacted] actuellement sans emploi, [redacted] 5,4 % de la population [redacted]. Certains [redacted]servateurs [redacted] rieurs [redacted] la réalité.

[redacted] part, le coût de la vie a augmenté dans des proportions inhabituelles. [redacted] les estimations les plus optimistes, le taux d'inflation resterait au cours des prochains mois au niveau élevé où il se trouve actuellement (14 à [redacted] l'an), alors [redacted] le gou[redacted]ment espérait qu'il ne dépasserait pas 10 %.

En Nouvelle-Zélande, la situation est sensiblement différente, mais le gouvernement de M. Robert Muldoon, comme l'administration travailliste qu'il a remplacée en 1975, a de grandes difficultés à maintenir le chômage à *son niveau actuel*, relativement faible il est vrai. Le mois dernier, le nombre de chômeurs était de [redacted]. Le gouvernement reconnaît qu'il va encore s'ac[redacted] année. Le problème [redacted] celui [redacted] la [redacted] paiements. Le *précédent* gouvernement [redacted] emprunté des sommes importantes sur le marché international, afin de mettre autant que possible l'économie néo-zélandaise à l'abri de la récession *mondiale*. Aussi bien [redacted] montant de la dette [redacted] aujourd'hui [redacted] 1 270 millions [redacted]. M. Muldoon prévoit que celle-ci sera réduite de moitié environ d'ici *au milieu de l'année. Quoi* qu'il en soit, le gouvernement sera vraisemblablement forcé de freiner les importations.

Une telle décision irait à l'encontre des conditions imposées par le Fonds monétaire international, auquel [redacted] a beaucoup emprunté, [redacted] évidemment mal [redacted], par ses partenaires commerciaux.

La dévaluation de la monnaie australienne a forcé la Nouvelle-Zélande à prendre une mesure similaire, bien que celle-ci n'ait pas été aussi importante. Mais la confiance des milieux d'affaires a été encore plus ébranlée par la banqueroute, en décembre, de la Security Bank Group of Companies, la banque d'affaires la plus importante du pays.

Le taux d'inflation se situe aux environs [redacted] 15 %, [redacted] avoir [redacted] 17 % l'année dernière, [redacted] il [redacted] ayant [redacted] levé [redacted] intermédiaires [redacted] hausses [redacted] prix affectant un grand nombre [redacted] produits. Et [redacted] salariales.

Somme [redacted] les [redacted] pas pour le moment béné[redacted] prévalant [redacted] leurs deux principaux partenaires [redacted] Japon, [redacted] l'inflation [redacted] mieux [redacted] sans que [redacted] relance [redacted] découragée.

KENNETH RANDALL.

([redacted] 29 janvier.)

PROCHE-ORIENT

La révolution pétrolière en Arabie Saoudite

(Suite [redacted] la première page.)

[redacted] importe pratiquement tout de l'étranger ; elle [redacted] surtout réaliser un [redacted] plan quinquennal (1975-1980), qui [redacted] pour effet [redacted] déverser dans [redacted] des [redacted] partie [redacted] coquette somme de 142 milliards [redacted] dollars (plus [redacted] milliards [redacted] lourds) consacrée [redacted] plan. L'objectif : jeter les [redacted] d'une économie moderne [redacted] diversifiée qui réduirait [redacted] dépendance [redacted] royaume [redacted] l'égard [redacted] ressources pétrolières [redacted] leur épuisement (1). [redacted] priorités : [redacted] infrastructures [redacted] industries [redacted] base. [redacted] induire, coûte [redacted] coûte, [redacted] entreprises étrangères [redacted] s'implanter [redacted] afin [redacted] bénéficier [redacted] technologie, [redacted] leur expérience [redacted] de gestion et, éventuellement, [redacted] leur [redacted] distribution sur le marché mondial.

Des « profits abusifs »

[redacted] privilèges [redacted] étendus [redacted] accordés [redacted] L'État [redacted] l'entreprise agréée [redacted] du projet, sous [redacted] d'un prêt sans intérêt, remboursable en [redacted] lui [redacted] terrain [redacted] un prix symbolique, lui fournit l'eau [redacted] l'électricité [redacted] un [redacted] réduit, l'exempte [redacted] douane, prend [redacted] sa charge la [redacted] professionnelle, en Arabie Saoudite ou ailleurs, [redacted] personnels requis, *l'exonère* [redacted] *l'impôt sur* [redacted] *revenu* pour [redacted] période [redacted] cinq à [redacted] ans, se porte acquéreur [redacted] ses produits [redacted] *prix* [redacted] la discrétion [redacted] l'heureuse entreprise, laquelle [redacted] droit [redacted] rapatrier intégralement tant [redacted] profits qu'éventuellement [redacted] capital. [redacted] d'étonnant, [redacted] lors, à ce que les bénéfices réalisés aient un [redacted] *spéculatif :* [redacted] 15 % [redacted] 20 % [redacted] les industries [redacted] (de loin supérieurs à ceux admis [redacted] *pays développés*) et de [redacted] 200, [redacted] % [redacted] les petites et [redacted] entreprises.

Sans [redacted] jusqu'à parler [redacted] « pillage » — [redacted] que certains [redacted] étrangers [redacted] Ryad [redacted] prononcer, — des responsables saoudiens commencent [redacted] s'inquiéter [redacted] ce [redacted] le ministre des finances, M. [redacted] al [redacted] pudiquement les « *profits abusifs* » de [redacted] pétrolières, d'exportateurs « [redacted] *nous* [redacted] *produits* [redacted] *gonflés* [redacted] *d'inflation dans* [redacted] *d'origine* », d'industriels encore « [redacted] *concurrence* [redacted] *entre* [redacted] *offrir* [redacted] *un* [redacted] « *Nous* [redacted] choix, enchaîne le ministre [redacted] la planification, M. Hicham Nazer, *nous cherchons* [redacted] *stimuler l'intérêt* [redacted] *partenaires*, [redacted] *sommes pressés de rattraper* [redacted] *vingtième* [redacted] »

[redacted] engagée dans [redacted] la montre que [redacted] perdue [redacted] À première [redacted] plan d'industrialisation paraît modeste. « [redacted] *industriel*, nous dit [redacted] M. [redacted] ministre responsable de ce secteur. *À l'exception* [redacted] *pétrole*, [redacted] *disposons* [redacted] *premières en quantités suffisantes pas plus que* [redacted] *main-d'œuvre*, [redacted] *technologie* [redacted] *pour nourrir* [redacted] *souhaitons* [redacted] *simplement profiter* [redacted] *l'abondance* [redacted] *pétrole* [redacted] *du* [redacted] (actuellement [redacted] *produire non pas* [redacted] *machines-outils*, [redacted] *montres* [redacted] *précision* [redacted] *voitures, mais pour* [redacted] *fondées sur* [redacted] *hydrocarbures :* [redacted] *pétrochimiques*, [redacted] *aciéries*, [redacted] *alumineries, etc.* »

Deux gigantesques complexes [redacted] prévus, l'un [redacted] Jubail, [redacted] Golfe, [redacted] sur la mer [redacted] « [redacted] *s'agit*, [redacted] M. Farouk Akhdar, [redacted] *plus grand projet jamais conçu* [redacted] *de l'humanité.* » *Les infrastructures* [redacted] coûteront [redacted] bas mot, [redacted] milliards de [redacted] l'espace [redacted] ans.

[redacted] plan quinquennal prévoit [redacted] la création [redacted] 890 entreprises [redacted] diverses qui viendront s'ajouter [redacted] 620 déjà en fonctionnement : l'édification d'usines [redacted] d'eau et de centrales électriques qui doubleront le débit [redacted] les [redacted] cas ; la construction de quelque 18 000 [redacted] tres de routes bitumées (le [redacted] une [redacted] de [redacted] tres), [redacted] d'hôpitaux, de ports et d'aérodromes.

Six mois à peine [redacted] début de sa mise en œuvre, [redacted] plan s'est heurté l'an dernier [redacted] série [redacted] qui [redacted] : l'inexpérience de [redacted] la [redacted] de main-d'œuvre, [redacted] d'énergie électrique, d'eau de capacité d'emmagasinage, [redacted] déficience des [redacted] et des [redacted] de [redacted]

Jusqu'à une date [redacted] ba[redacted] attendre [redacted] quatre [redacted] *mois leur tour pour* décharger [redacted] cargaisons au port de Djeddah. [redacted] milliers [redacted] de légumes, de fruits, [redacted] farine, jetées pêle-mêle [redacted] quais, pourrissaient sous un [redacted] plomb ; par [redacted] milliers, [redacted] appareils électro-ménagers, [redacted] machines, [redacted] dégradaient au-delà de [redacted] *gouvernement* [redacted] appel, [redacted] grands frais, [redacted] une [redacted] d'hélicoptères [redacted] l'on peut encore voir transporter [redacted] discontinuer, [redacted] par jour, [redacted] marchandi[redacted] directement [redacted] aux débarcadères. [redacted] mesures exceptionnelles, [redacted] onéreuses, et une organisation plus rationnelle, ont permis, [redacted] responsables, [redacted] trois semaines, d'accroître la capacité [redacted] déchargement [redacted] 000 [redacted] jour.

[redacted] la congestion [redacted] ports [redacted] en [redacted] résorption, le manque [redacted] main-d'œuvre, qualifiée [redacted] non, [redacted] goulet d'étranglement [redacted] le [redacted] dramatique. En raison de [redacted] population [redacted] — [redacted] 4 [redacted] millions d'habitants, [redacted] importer [redacted] techniciens pour [redacted] son développement.

Le dilemme

[redacted] les autochtones qui travaillent [redacted] leurs [redacted] Un [redacted] 1 040 personnes qu'il employait, [redacted] seulement, qui [redacted] partie du personnel [redacted] derniers, [redacted] statistiques [redacted] à peine un [redacted] 40 000 travail[redacted] l'industrie. Les manœuvres [redacted] plus souvent yéménites (environ 1 million), soudanais (88 000) [redacted] (20 000) ; [redacted] (180 000) [redacted] instituteurs, fonctionnaires, [redacted] spécialisés ; les Indiens (75 000), les Pakistanais (50 [redacted] artisans, [redacted] des *professions libérales*. [redacted] total, la population étrangère du royaume — qui comprend encore des Palestiniens, des [redacted] Philippins et des [redacted] de [redacted] — [redacted] 1 500 000 [redacted]

En tenant [redacted] de [redacted] des usines [redacted] créer, les [redacted] 500 000 le [redacted] et de [redacted] supplémentaires qui [redacted] être « importés » avant 1980. [redacted] l'Arabie [redacted] n'est pas encore en [redacted] absorber, faute [redacted] d'accueil, lesquelles [redacted] peuvent être [redacted] de main-d'œuvre...

[redacted] alimente le débat, [redacted] polémiques, [redacted] restreints [redacted] au pouvoir. [redacted] que le plan quinquennal [redacted] beaucoup *trop ambitieux*, qu'il [redacted] possibilités du monde [redacted] capacité d'absorption de l'Arabie Saoudite. M. [redacted] Nazer, ministre de la planification, [redacted] cependant [redacted] « *Le plan*, nous dit-il, [redacted] *organisme vivant, nous l'adaptons* [redacted] *conjoncture* [redacted] *programmation.* » « *Nous* [redacted] *fixer* [redacted] *priorités*, affirme pour sa part le ministre des *finances*, M. [redacted] al Kheil, [redacted] *faire* [redacted] *simultanément, car nous avons cru, à tort, que l'argent peut tout acheter. Paradoxalement,* [redacted] *prio*[redacted] *pays har*[redacted] *quand* [redacted] *d'un* [redacted] *de fonds* [redacted] *lorsqu'on en* [redacted] »

« *Nous affron*[redacted] *une* [redacted] *sans précédent dans les* [redacted] *mondiales*, poursuit [redacted] des [redacted] *en voie de* [redacted] *ont une main-d'œuvre pléthori*[redacted] *mais manquent de moyens de* [redacted] *le problème inverse qui hante nos nuits...* » « [redacted] *richesse*, ajoute [redacted] ministre [redacted] la planification, [redacted] *bre* [redacted] *que l'on possède, mais a* [redacted] *capacité* [redacted] *traduire* [redacted] *liquidités* [redacted] *économiques* [redacted] »

L'Arabie [redacted] décidé [redacted] développement pour [redacted] 1976-1977 *une* [redacted] équivalant à 4 217 dollars [redacted] moyenne par [redacted] d'habitant. La proportion [redacted] près [redacted] dix [redacted] plus [redacted] que [redacted] douze [redacted] producteurs [redacted] pétrole, laquelle [redacted] dollars par [redacted] d'habitant (2). Malgré les prodigalités, [redacted] gaspillages, voire [redacted] dilapidations, [redacted] gouvernement [redacted] Ryad ne parvient pas *à dépenser* [redacted] *aussi vite* qu'il le [redacted] Ses réserves à l'étranger, de l'ordre [redacted] 40 milliards *de dollars, s'accroissent* malgré tout au rythme de 5 à [redacted] par an, [redacted] subissant les aléas de [redacted]

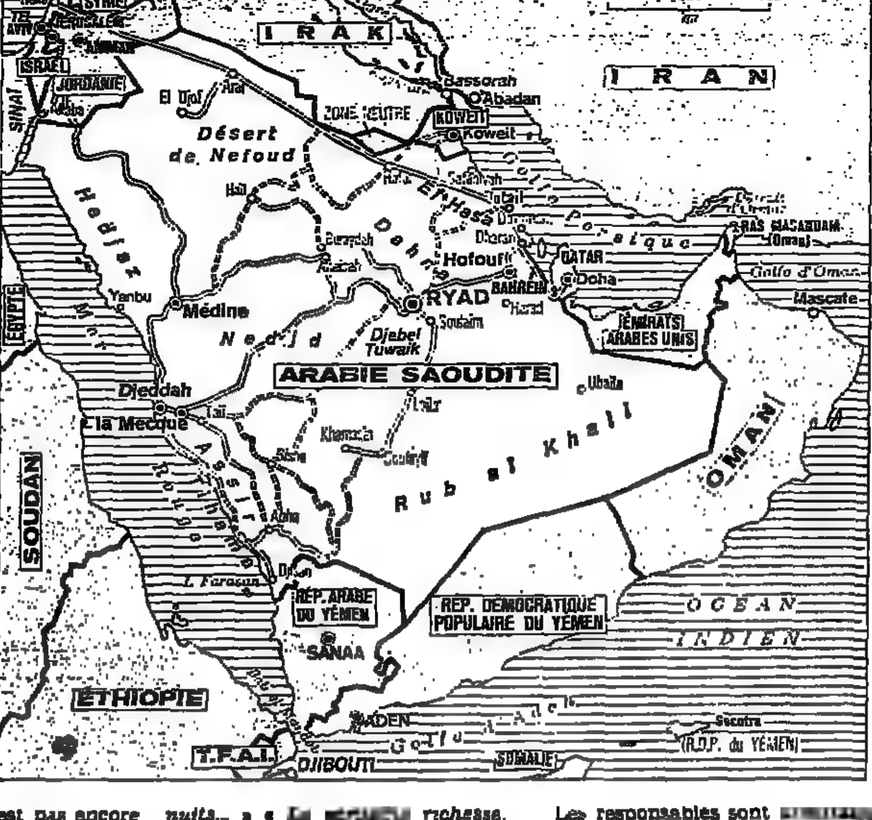
Les responsables sont [redacted] admettre [redacted] l'Arabie [redacted] produit [redacted] deux [redacted] plus [redacted] pétrole que [redacted] le [redacted] vraiment [redacted] développement. Mais [redacted] ajoutent qu'ils [redacted] ce « *sacrifice* [redacted] *l'intérêt national* » [redacted] *besoins en* « brut » [redacted] la [redacted] occidentale à « [redacted] *prix raisonnables* ». En réalité, l'économie [redacted] point imbriquées [redacted] puissances industrielles [redacted] la classe dirigeante [redacted] condamnée [redacted] répandre, [redacted] coûte, [redacted] pétrolière. « [redacted] *défen*[redacted] *stabilité économique* [redacted] *politique* [redacted] *monde libre*, [redacted] *nous* [redacted] *faisons partie intégrante* », *déclare* [redacted] *finances*, pour justifier [redacted] politique de son gouvernement.

Les [redacted] chargés de mettre en œuvre [redacted] plan quinquennal, d'investir, avant juillet 1980, la somme [redacted] 142 milliards de [redacted] rivalisent dès [redacted] utiliser [redacted] mis à leur disposition. Mais ne dépense [redacted] qui veut. À leur grand désespoir, aucun d'entre eux *n'a* [redacted] *l'année dernière* à épuiser son budget. Des responsables au ministère [redacted] l'industrie, le plus *dynamique entre tous*, [redacted] (non [redacted] quelque honte) n'avoir [redacted] % des [redacted] disponibles...

(Lundi [redacted] janvier.)

(1) En 1980, [redacted] secteur pétrolier, selon [redacted] ministre de la planification, M. Hicham [redacted] la production intérieure brute (P.I.B.) sera [redacted] de 86,6 % à 84,6 [redacted] soit [redacted] C'est dire les efforts et les [redacted] encore [redacted] *pour* [redacted] l'Arabie Saoudite [redacted] sa dépendance du pétrole.

(2) [redacted] une [redacted] par [redacted] revue [redacted] *Pétrole et le* [redacted] *arabes*, nº 186 du 16 [redacted] 1976 (7, [redacted] Ingres, 75016 Paris).



II. - Le gâteau et les miettes

Djeddah. — [redacted] des villes saoudiennes, aussi larges que [redacted] congestionnées par la circulation. [redacted] Djeddah [redacted] à Ryad, [redacted] à [redacted] Angeles, les piétons sont [redacted] artères, où [redacted] voitures, [redacted] de pointe, [redacted] péniblement pare-choc contre pare-choc. [redacted] embouteillages du [redacted] de [redacted] indigneraient [redacted] plus [redacted] automobilistes par[redacted] En dix ans, le [redacted] des véhicules, pour [redacted] plupart [redacted] cylindrées américaines, allemandes ou japonaises, a [redacted] bond [redacted] 000 [redacted] 800 000, pour [redacted] population vraisemblablement inférieure [redacted] millions [redacted]

[redacted] palmiers parfois agrémentés d'espaces [redacted] boulevards, [redacted] éclairés [redacted] nuit, contrastent [redacted] sordides [redacted] quartiers. [redacted] sombres, souvent encombrées [redacted] détritus. La moindre [redacted] provoque [redacted] marécages malodorants. Les grandes agglomérations [redacted] reliées par [redacted] téléphone automatique, à l'Amérique, [redacted] l'Australie, [redacted] l'Europe, [redacted] Taïwan, [redacted] privées [redacted] canalisations [redacted] tout-à-l'égout, [redacted] — [redacted] — d'électricité [redacted] Le précieux liquide, que l'on distribue [redacted] parcimonie en [redacted] de [redacted] pénurie, [redacted] livré [redacted] domicile [redacted] ou, plus prosaïquement, [redacted] des [redacted] transporté à [redacted] mulet.

[redacted] rythme [redacted] développement [redacted] parvient [redacted] rattraper celui, plus rapide, [redacted] consécutive [redacted] pétrolier [redacted] sédentarisés, pasteurs [redacted] *ouvriers immigrés*, [redacted] recherche d'un travail mieux rémunéré, ont afflué vers les villes [redacted] désormais près de [redacted] la population totale du royaume, contre [redacted] % il y [redacted] à peine dix [redacted] quartiers en[redacted] pour faire place à d'orgueilleux buildings, qui abritent [redacted] bureaux [redacted] *velles sociétés*, à [redacted] *d'ap*partements qui servent à loger leurs cadres supérieurs, à [redacted] somptueuses [redacted] en pierre [redacted] taille [redacted] en marbre.

[redacted] de grossières baraques en torchis, [redacted] plus [redacted] dans [redacted] périphéries [redacted] à proximité [redacted] entreprises *industrielles. Au port* [redacted] *Djeddah*, [redacted] yéménites, frêles, [redacted] teint [redacted] les [redacted] somaliens ou soudanais, *grands* gaillards à la [redacted] brune, couchent sous la [redacted] ou [redacted] la belle étoile. [redacted] autrichiens, au hasard d'une [redacted] à Ryad, [redacted] plaignaient d'avoir été « parqués » [redacted] d'autres [redacted] *collègues*. [redacted] un dortoir, où [redacted] grelottaient [redacted] froid. Faute d'hébergement convenable, [redacted] sous [redacted] s'engagent généralement à ne [redacted] faire accompagner [redacted] femme [redacted] leurs enfants.

La frénésie du gain

Si [redacted] ouvriers immigrés n'ont d'autre [redacted] d'améliorer le [redacted] leur [redacted] Saoudiens, [redacted] *été saisis par* la [redacted] du gain. La [redacted] du prix [redacted] « brut » intervenue [redacted] 1973, [redacted] permis [redacted] sextupler [redacted] trois [redacted] pétroliers [redacted] royaume. Le gouvernement s'acharne [redacted] vouloir [redacted] 142 [redacted] *pour* la réalisation du plan quinquennal. Pourquoi, [redacted] demande [redacted] ne [redacted] s'assurer un [redacted] de ce fabuleux « gâteau » ?

En fait, la part du lion — [redacted] le réalise-t-on [redacted] di[redacted] la population ? — a déjà [redacted] aux sociétés étrangères, exportatrices de [redacted] d'équipement [redacted] pour [redacted] plupart américaines. [redacted] ministre de l'industrie, M. Ghazi [redacted] des [redacted] — [redacted] plus importants — [redacted] conclus [redacted] d'Outre-Atlantique, auxquelles [redacted] confié entre [redacted] le soin d'édifier l'ensemble [redacted] lourdes. La trésorerie [redacted] — précise Edward [redacted] *York* [redacted] *Magazine* du 16 [redacted] dernier — aura [redacted] coquette [redacted] milliards de [redacted] *divers organismes américains*, officiels ou privés, [redacted] rétribution [redacted] d'infrastructure actuellement [redacted] *tren*[redacted] milliards supplémentaires, [redacted] bas mot, iront encore se [redacted] d'industries de [redacted] quasi-totalité anglo-saxonnes, chargées d'équiper [redacted] royales (1).

[redacted] non [redacted] que [redacted] gouvernement [redacted] multiplie [redacted] mesures pour répartir ce qu'il [redacted] *du revenu national parmi* [redacted] citoyens. [redacted] seigneur, [redacted] honneur, la [redacted] dirigeante [redacted] la principale bénéficiaire. [redacted] la [redacted] royale, grands bourgeois [redacted] Hedjaz, dépositaires d'une *tradition séculaire* [redacted] négoce, nota[redacted] Nejd, [redacted] la dynastie d'Al Saoud, n'ont [redacted] *mal* [redacted] *convertir*, [redacted] association [redacted] partenaires étrangers ou pour leur propre compte, en entrepreneurs, industriels, banquiers, [redacted] d'affaires internationales.

[redacted] il le peut, l'État n'accorde ses faveurs qu'aux [redacted] gères qui [redacted] à [redacted] autochtones. [redacted] sont seuls, par exemple, [redacted] pouvoir prétendre aux prêts généreusement octroyés par [redacted] Saudi [redacted] lopment Fund. Il [redacted] possi[redacted] un [redacted] s'attribuer la majorité des parts [redacted] une entreprise [redacted] fournissant 1 % [redacted] capital, [redacted] 50 % lui [redacted] avancés, sans intérêt, [redacted] l'organisme [redacted] *gouvernemental*. [redacted] de bénéficier d'utiles [redacted] ou [redacted] il pourrait même en devenir le propriétaire exclusif en obtenant [redacted] complémentaires auprès de banques privées [redacted] ses futurs fournisseurs.

Dispensé [redacted] douane, [redacted] d'impôt [redacted] sans [redacted] temps, [redacted] d'écouler ses produits, [redacted] porte acquéreur prioritaire, libre [redacted] sa marge bénéficiaire. Il lui [redacted] loisible de [redacted] ses créanciers [redacted] délais qui se situent, [redacted] plus [redacted] et vingt-cinq [redacted] Ainsi, un jeune [redacted] appartenant [redacted] la [redacted] société de Djeddah, a-t-il réussi, en [redacted] ans, [redacted] l'aide d'un [redacted] pécule, [redacted] lancer [redacted] entreprises [redacted] ménagers ; il s'apprêtait, [redacted] a-t-il dit, [redacted] fonder, toujours grâce [redacted] fonds gouvernementaux, un grand hôpital privé.

Les faveurs et les complaisances de l'État

[redacted] par [redacted] l'État [redacted] également l'accumulation [redacted] capital [redacted] couches [redacted] la société. Ayant interdit, [redacted] mois dernier, [redacted] étrangers, il a contraint [redacted] de boutiquiers à [redacted] vil prix leurs fonds [redacted] ou [redacted] s'associer à [redacted] Saoudiens qui leur [redacted] prête-nom. Un ar[redacted] analogue permet à [redacted] « [redacted] » (*littérale*[redacted] parrains) débrouillards [redacted] prélever une [redacted] pour *servir d'intermédiaires entre* les autorités saoudiennes [redacted] hommes [redacted] étrangers. [redacted] derniers [redacted] peuvent [redacted] principe [redacted] un [redacted] introductions, acquérir [redacted] terrain [redacted] leur entreprise [redacted] l'aval du « sponsor », qui [redacted] charge en [redacted] d'accomplir [redacted] démarches administratives [redacted] sur *son* [redacted] pots-de-vin, réels ou fictifs, qu'il passera, bien entendu, au [redacted] ses « protégés » étrangers.

La corruption serait-elle [redacted] qu'on le [redacted] peu partout ? Les responsables, interrogés [redacted] ce sujet, le nient avec plus [redacted] moins d'énergie, [redacted] en invoquant [redacted] circonstances atténuantes. *L'Arabie Saoudite*, disent-ils d'emblée, [redacted] le monopole de ce fléau, [redacted] l'attestent [redacted] qui [redacted] éclaboussé [redacted] personnalités [redacted] premier plan aux États-Unis, aux Pays-Bas, en Allemagne [redacted] et au Japon. « *Par comparaison*, ajoutent-ils, [redacted] *pays* [redacted] *un* [redacted] *quand* [redacted] *songe* [redacted] *fantastiques qui circulent* [redacted] *fonctionnaires relativement* [redacted] *payés* [redacted] *offrent* [redacted] *firmes étrangères* [redacted] *rétribution* [redacted] »

Il n'en [redacted] pas [redacted] *n'ont* jamais, semble-t-il, poursuivi un fonctionnaire indélicat, que [redacted] généraux mis en cause par la société américaine Lockheed, à la suite d'une enquête sénatoriale, n'ont pas [redacted] inquiétés. Faut-il, [redacted] lors, croire ceux qui soutiennent que [redacted] complaisance, tout comme la [redacted] décision *d'autoriser* [redacted] fonctionnaires [redacted] cumuler [redacted] emplois, fait partie [redacted] la politique visant [redacted] *favoriser* [redacted] « *promotion sociale* » [redacted] Saoudiens ? Toujours est-il que [redacted] l'administration, [redacted] plus [redacted] plus nombreux, s'établissent [redacted] leur propre compte sans [redacted] personne s'inquiète [redacted] l'origine de leur capital acquis [redacted]

Beaucoup, il [redacted] vrai, [redacted] sont enrichis, comme [redacted] d'autres, [redacted] manière [redacted] légale, [redacted] spéculation foncière ou immobilière. Un lopin acheté [redacted] 1973, peu [redacted] le boom pétrolier, *pour* 100 000 [redacted] rial = 1,40 F), a [redacted] revendu l'année dernière [redacted] rials ; un terrain [redacted] 10 000 [redacted] quartier [redacted] mercial [redacted] Djeddah, [redacted] pour [redacted] millions [redacted] francs [redacted] Et pour [redacted] un logement [redacted] cinq pièces principales [redacted] couramment *300 000 francs l'an.* [redacted] loyers, qui [redacted] décuplé depuis 1973, [redacted] payables obligatoirement [redacted] l'avance. La propriété immobilière [redacted] réservée [redacted] aux citoyens saoudiens : ceux-ci bénéficient de prêts — [redacted] intérêt — à [redacted] construction que leur [redacted] le gouvernement pour une période de vingt ans.

Une profonde mutation

« *Au* [redacted] *dix-sept der*[redacted] nous » indiqué [redacted] ministre [redacted] M. Mohamed Aba [redacted] Kheil, *nous* [redacted] *accordé à* [redacted] *effet quarante-huit* [redacted] *prêts pour une* [redacted] *globale de 13 milliards* [redacted] *dollars.* [redacted] *champions* [redacted] *la* [redacted] *entreprise ;* [redacted] *que* [redacted] *injections dans* [redacted] *secteur privé* [redacted] *revenus que* [redacted] *gouverne*[redacted] *tire* [redacted] *pétrolières.* » « *Soixante-quinze pour cent* [redacted] *entreprises lourdes*, [redacted] *l'édification* [redacted] *financée* [redacted] *l'État, seront* [redacted] *au public six ans après leur* [redacted] *fonctionnement* », précise pour sa part le vice-ministre de l'industrie, [redacted] Saleh El Tuweijri (2).

La bourgeoisie saoudienne n'a donc aucune raison [redacted] se plaindre de la politique économique [redacted] financière [redacted] son gouvernement. [redacted] ne peut que se féliciter [redacted] bénéfices qu'elle [redacted] d'un plan quinquennal peut-être mythique, [redacted] *particulièrement* rémunérateur. [redacted] pléthore [redacted] due à une surproduction du « brut », même [redacted] cela conduit à la dilapidation [redacted] fonds, [redacted] l'épuisement avant [redacted] pétrolières.

[redacted] ouvriers — [redacted] leur grande majorité d'origine étrangère — ont moins [redacted] raisons d'être satisfaits. Certes, leurs [redacted] en moyenne triplé depuis [redacted] début [redacted] pétrolier. Un [redacted] peut [redacted] actuellement l'équivalent [redacted] F par jour, soit davantage qu'un diplômé universitaire dans [redacted] fonction publique. Certes [redacted] ils [redacted] — [redacted] même titre que [redacted] travailleurs saoudiens — [redacted] législation du travail comparable [redacted] celles qui [redacted] en vigueur dans [redacted] industrialisés : semaine [redacted] quarante-huit heures, congé annuel [redacted] quinze ou vingt [redacted] un jours, selon l'ancienneté, gratuité [redacted] *médicaux* [redacted] l'enseignement, [redacted] divers autres avantages sociaux.

Mais leur statut subit [redacted] érosion constante [redacted] de l'inflation, évaluée [redacted] 50 % l'an, suscitée tout [redacted] par [redacted] renchérissement [redacted] produits d'importation, l'injection à haute [redacted] capitaux dans l'économie, [redacted] profits spéculatifs réalisés par [redacted] commerçants. Les logements [redacted] hors de prix et [redacted] coût [redacted] la vie à Djeddah [redacted] *Ryad* [redacted] l'ensemble, supérieur [redacted] celui qui prévaut à Paris.

La polarisation sociale n'a [redacted] atteint [redacted] proportions inquiétantes, [redacted] grèves, vite réprimées, se produisent [redacted] autre. *Plus fondamentale* [redacted] la profonde mutation qui s'effectue au sein [redacted] la [redacted] saoudienne : [redacted] *bourgeoisie d'affaires s'enrichit* [redacted] un rythme accéléré ; le prolétariat s'étend [redacted] renforce ; [redacted] moyennes [redacted] leur apparition et s'affirment ; les [redacted] structures économiques s'effondrent sous [redacted] poids du *développement* [redacted]

La révolution pétrolière est en marche. Celle [redacted] mœurs [redacted] institutions [redacted] à faire.

ERIC ROULEAU.

(Mardi 25 janvier.)

(1) [redacted] Saoudite a consacré à [redacted] en 1975, selon l'Institut international [redacted] études stratégiques [redacted] *Londres*, l'équivalent [redacted] 712 dollars par [redacted] d'habitant. Israël mis [redacted] part, il s'agit [redacted] plus [redacted] enregistré [redacted] pays [redacted] *le golfe Persique* [redacted] l'Atlantique.

(2) [redacted] domaine pétrolier, la part du [redacted] privé dans [redacted] pro[redacted] *actuellement* [redacted] fois plus [redacted] que [redacted] du secteur public : 11 % contre 2,4 %. [redacted] proportions en 1980 seront respectivement [redacted] 12,7 [redacted] et 2,7 %, selon [redacted] ministre [redacted] planification.

Prochain article :

LE CORAN ET LE CIMETERRE

هكذا من الأصل



Chypre

Après la rencontre « historique » du 27 janvier

Les négociations intercommunautaires devraient reprendre dès le mois prochain

La rencontre, jeudi 27 janvier, à Nicosie, [redacted] Mgr Makarios, président [redacted] la République de Chypre, [redacted] M. Rauf [redacted] chef [redacted] la communauté chypriote-turque, semble annoncer une reprise des négociations intercommunautaires. L'ethnarque a qualifié les entretiens de positifs, [redacted] annoncé [redacted] venue [redacted] Nicosie, le 12 février, [redacted] secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, et estimé que [redacted] pourpalers entre [redacted] représentants [redacted] deux communautés [redacted] l'île pourraient reprendre dès le mois prochain. La radio [redacted] la [redacted] turques annoncent qu'une nouvelle rencontre [redacted] MM. [redacted] Denktash [redacted] lieu le 7 février.

A *Washington*, on indique que le gouvernement [redacted] l'envoi prochain [redacted] Chypre d'une [redacted] d'information [redacted] par l'ancien [redacted] la défense, M. Clifford. [redacted] secrétaire d'Etat, M. Vance, [redacted] déclaré que l'un de ses premiers objectifs [redacted] recherche d'une solution au problème [redacted] Chypre.

De notre correspondant

Nicosie. — Le point marquant de la rencontre « historique » entre le président Makarios et M. Denktash a été l'acceptation par ce dernier de négocier la question territoriale, clé de tout règlement pacifique. A l'issue de l'entretien au quartier général des Nations [redacted] l'ethnarque a in-[redacted] proposé d'abando[redacted], [redacted] le cadre d'un accord permanent sur le statut futur de Chypre, une « partie négociable » des terres occupées par les Turcs.

Le président [redacted] que l'offre de la [redacted] turque d'abandonner 528 [redacted] — [redacted] 6 % [redacted] la superficie totale de l'île — [redacted] bénéfice [redacted] la [redacted] grecque était [redacted]. Il demande que l'étendue des terres accordées à chaque partie soit proportionnelle à l'importance des deux communautés. Or la communauté grecque représente quelque 80 % de la population, et les Turcs occupent actuellement près de 40 % de l'île.

Cependant, l'ethnarque a estimé que l'ouverture de ce dialogue trace « la voie vers une solution définitive, équitable et pacifique du problème ». Les deux interlocuteurs sont convenus de la nécessité de régler le problème de Chypre sur la base d'un accord global. On estime généralement à Nicosie que la solution ne peut être que celle d'une fédération capable de sauvegarder l'indépendance et l'unité de l'Etat chypriote et d'assurer à [redacted] la [redacted] circulation, [redacted] leur domicile, [redacted] droit d'acquérir une propriété [redacted] n'importe quelle région [redacted] l'île.

Le président [redacted] précisé [redacted] Denktash qu'il attachait [redacted] importance capitale [redacted] qui [redacted] par chaque communauté, [redacted] règlement [redacted] problème [redacted] réfugiés [redacted] aux pouvoirs qui seront [redacted] lus au [redacted]. [redacted] indiqué [redacted] le problème des deux cent mille réfugiés pouvait être négocié [redacted] que le [redacted] des citoyens sur [redacted] du [redacted] était acceptable [redacted] que principe.

[redacted] une [redacted] de M. Denktash, [redacted] questions figureront [redacted] l'ordre du jour [redacted] pourparlers [redacted] représen-[redacted] communautés. [redacted] que [redacted] pourparlers [redacted] communautaires reprendront le mois prochain.

M. Waldheim, qui [redacted] Chypre [redacted] février, présidera [redacted] à la reprise [redacted] ce nouveau cycle [redacted] négociations. Il semble qu'une réelle [redacted] d'aboutir existe dans les deux [redacted] mais [redacted] sérieuses [redacted] subsistent entre leurs [redacted]ses. « *Il nous* [redacted] *une distance importante à franchir pour que nous puissions nous rejoindre* », a déclaré Mgr [redacted].

DIMITRI ANDREOU.

(Samedi 29 janvier.)

Un appel commun de tous les quotidiens madrilènes

[redacted] envoyé spécial.)

Madrid. — Fait sans précédent en Espagne, un appel commun a été rédigé et signé par tous les quotidiens madrilènes. Le texte dit :

« *En ce moment de crise nationale, alors que des forces puissantes menacent l'essence même de l'Etat et s'efforcent d'usurper par la violence le mandat populaire en faveur de la démocratie et de la paix, la presse considère que c'est son devoir de lancer un appel à l'unité de tous sans exclusion. La terreur n'a pas d'idéologie. Démasquer ceux qui tentent de profiter de cette stratégie est le devoir des Espagnols. Les serviteurs de l'ordre et les autres citoyens sont victimes aujourd'hui d'une seule et même violence qui veut semer la discorde civile dans notre pays.*

» *Ceux qui ont mis en marche cette machination sont les ennemis de tous, ce sont les ennemis du peuple espagnol. Leur but est évident : empêcher que s'établis-*[redacted] *formules* [redacted] *coexistence libre et ordonnée à laquelle les Espagnols ont droit. Face* [redacted] *ce défi, toutes les forces politiques et sociales doivent faire front commun, et, laissant de côté* [redacted] *divergences, proclamer* [redacted] *jusqu'au* [redacted] *vers* [redacted] *par des* [redacted]. *Il* [redacted] *nécessaire que le gouvernement et le reste des forces politiques se* [redacted] *rapidement* [redacted] *qu'ils adoptent des mesures énergiques pour sauver la paix* [redacted] *affecter les libertés publiques. Ce qui est en jeu c'est l'existence ou la non-existence de la démocratie en Espagne et l'avenir de notre pays comme société pluraliste et* [redacted] »

[redacted] a été [redacted] par [redacted] journaux [redacted] : *ABC* (monarchiste conservateur), [redacted] (phalangiste), [redacted] (libéral de gauche), *El Alcazar* (porte-parole de la confédération des anciens combattants franquistes), *El Pais* (libéral indépendant), *Informaciones* (indépendant), *Pueblo* (organe des syndicats officiels), *Ya* (catholique libéral). Il a été également publié et adopté par tous les journaux de Barcelone, ainsi que par l'ensemble des journaux espagnols de province. — M. N.

(Lundi 31 janvier.)

Espagne

L'opposition démocratique insiste pour que l'action de la police soit mieux contrôlée

Madrid. — Le gouvernement [redacted] nouveau réuni en [redacted] de semaine en session extraordinaire, [redacted] la présidence de M. Suarez, pour faire [redacted] point sur la lutte [redacted] terrorisme. La journée du 31 janvier [redacted] a [redacted] calme, à l'exception d'un attentat manqué contre un garde civil [redacted]. Mais personne ne semble [redacted] puisse durer bien longtemps.

De notre envoyé spécial

[redacted] se poursuivent [redacted] le [redacted]. Cinquante [redacted] la FAI, [redacted] ont [redacted] appréhendés [redacted]. On [redacted] au ministère [redacted] l'intérieur [redacted] frappe [redacted] une [redacted] gauche. [redacted] listes des [redacted] être [redacted]. L'impression [redacted] que les [redacted] jusqu'à [redacted] se situent [redacted] du parti communiste.

Les dirigeants [redacted] ces groupes, qui [redacted] pour [redacted] plupart, [redacted] l'organisme [redacted] l'opposition démocratique, ont renouvelé, leurs protestations. La [redacted] partis [redacted] (qui [redacted] formations [redacted] régionales) [redacted] de [redacted] « [redacted] *comportement* [redacted] *formations politiques* [redacted] *syndicales* [redacted] *l'opposi-*[redacted] *sans* [redacted] ».

[redacted] dirigeants des [redacted] de [redacted] *parlent, encore* [redacted] *voix basse,* d[redacted] « [redacted] *aux* [redacted] »

M Joaquin Ruiz [redacted] chef de [redacted] démocratique, [redacted] dit [redacted] lui à voix haute Il [redacted] *l'opposition se* [redacted] *d'urgence* [redacted] sur [redacted] question. « *Le* [redacted], affirme-t-il, [redacted] *la* [redacted] *policière* [redacted] *ne pas prendre* [redacted] *l'opinion. Je* [redacted] *instamment convaincu* [redacted] gauche [redacted] *rien à* [redacted] *avec* [redacted] *violence* [redacted] *la* [redacted] *équivoque M* [redacted] *a fait un magnifique* [redacted] *janvier. Le gouvernement devrait* [redacted] *montrer qu'il* [redacted] *aux* [redacted] *pressions* [redacted] *démocratique,* [redacted] *rapprochée* [redacted] *pour les* [redacted] *généraux...* »

[redacted] rencontre [redacted] M. Suarez et [redacted] *l'opposition*, le [redacted] *politiques, parti* [redacted] *compris,* [redacted] M [redacted] que [redacted] derniers [redacted] ne facilitent, [redacted] proclamation [redacted]tie. Il a [redacted] qu'une [redacted] soit [redacted] pour étudier [redacted] grâce. [redacted] *la plupart* [redacted] politiques espagnols, M. Ruiz [redacted] croit [redacted] au « *complot* » contre la mise [redacted] place [redacted] en Espagne, [redacted] pouvoir, pour [redacted] situer [redacted] instigateurs [redacted] *diri-*[redacted] de l'opposition, il reçoit des menaces [redacted] quotidiennes : « *Je* [redacted] *de la nuit Mais* [redacted] *faut savoir* [redacted] *les risques...* [redacted].

Le gouvernement a fait, le 31 janvier, [redacted] gestes significatifs [redacted] l'in-[redacted]. D'une part, l'officier de marine qui [redacted] interpellé [redacted] le [redacted] Gutierrez Mellado, premier vice-président du gouvernement, lors d [redacted] à la mémoire [redacted] policiers tués, a [redacted] aux [redacted] de rigueur [redacted] une [redacted] plus objective. Il [redacted] de [redacted] sous-directeur [redacted] navale.

[redacted] *roi* [redacted] au [redacted] la journée [redacted] installations [redacted] blindée [redacted] cantonnées [redacted] la capitale [redacted] unité [redacted] chars, [redacted] *d'hélicoptères d'intervention* très modernes — l'un des fers de [redacted]. Sa [redacted] de frappe et [redacted] donnent [redacted] la [redacted] (*ainsi* [redacted] plus [redacted] la [redacted] un poids particu-[redacted] *son* [redacted] le [redacted] Jaime Milans [redacted] Bosch, appartient au [redacted] capitaines généraux « dure »

[redacted] peut-être [redacted] simple coïncidence [redacted] roi, en [redacted] campagne [redacted] accompagné [redacted] chefs du haut état-major [redacted] l'armée, [redacted] rencontré [redacted] le [redacted] Bosch, béret noir, mous-[redacted] rude [redacted]*deur* « [redacted] *un soldat*, » dit Juan Carlos [redacted] de la division, [redacted] *je* [redacted] *moral* [redacted] »

La vague de [redacted] arrêté l'activité [redacted] pays, [redacted] certaines [redacted] et [redacted] congrès ont été annulés [redacted] *par leurs* [redacted] *sur* [redacted] conseils [redacted] police.

Les [redacted] qui [redacted] pas collaboré avec [redacted] régime franquiste et sont [redacted] dans les Equipes démocrates-chrétiennes [redacted] *l'Etat* [redacted] (*E.D.C.E.E.*) *ont tenu*, eux, [redacted] leur rencontre, les [redacted] et 1er février, avec [redacted] principaux [redacted] de la même tendance.

[redacted] membres [redacted] Equipes sont : le parti populaire galicien, [redacted] nationaliste [redacted], *l'Union démocratique* [redacted] cien, [redacted] démocratique, [redacted] démocratique, [redacted] *démocratique* de Catalogne et le parti populaire [redacted] de critiquer « [redacted] » *et le* « [redacted] » *au* [redacted].

« [redacted] *l'Europe est* [redacted], *dit M.* [redacted] *D'abord* [redacted] *de* [redacted], *dans* [redacted] *d'avoir* [redacted] *ce rendez-vous* [redacted] *Madrid* [redacted] *nous* [redacted] *qu'il* [redacted] *bien* [redacted] *aux yeux* [redacted] *que* [redacted] *démo-*[redacted] *les* [redacted] *groupes* [redacted] »

MARCEL NIEDERGANG.

([redacted] 2 février.)

Italie

L'« industrie » de l'enlèvement devient une affaire d'État

Une [redacted] femme, âgée de [redacted] ans, Mme Vincenza Grilli, copropriétaire [redacted] à *une* [redacted] *de* [redacted] Bari, dans les Pouilles, a été enlevée lundi 31 janvier, dans son usine, par trois hommes masqués, qui ont pris contact peu après avec le siège [redacted] la société pour [redacted] une rançon. C'est la sixième personne enlevée en Italie depuis le début de l'année. [redacted] gouvernement italien [redacted] développement [redacted] et de la prolifération des enlèvements [redacted] la péninsule. Après avoir consacré une réunion [redacted] à la définition de moyens susceptibles de lutter contre la délinquance, M. [redacted] Andreotti, président [redacted] conseil [redacted], avait participé, le 25 janvier dernier, à un débat à la Chambre des députés, au cours duquel il [redacted] favorable [redacted] un renforcement [redacted] frappant les auteurs d'enlèvements de mineurs

[redacted] notre correspondant

Rome. — La liste des quarante-huit victimes de 1976 interdit *toute définition*. Les trois *régions* les plus atteintes — Lombardie, Latium et Calabre — sont on ne peut plus différentes. Dans une dizaine de cas, ce sont les épouses ou les enfants — l'un d'eux était âgé de seize mois — qui ont « payé » la fortune de la famille. Parfois au prix de leur *vie, comme cet otage sarde* tué parce que la rançon n'arrivait pas. Rien n'arrête les ravisseurs. Une riche Sicilienne a été arrachée de son lit d'hôpital par des bandits qui, à leur tour, allaient être retrouvés et exécutés quelques jours plus tard par « *des amis de la famille* ».

La plupart du temps toutefois les familles ne demandent qu'à verser la rançon, dont le montant dépend évidemment de la situation de la victime, mais se marchande ensuite, comme tout le reste en Italie. Les sommes payées varient de quelques dizaines à quelques centaines de *millions d'anciens francs*. Dans un cas sur cinq, les négociations traînent en *longueur* : dix personnes enlevées l'année dernière n'ont toujours pas été retrouvées.

La lutte contre le kidnapping avait soulevé un débat passionné au printemps 1976. Fallait-il bloquer les comptes en banque des familles, comme s'était permis de le faire à cinq reprises un *magistrat* de Milan ? On a parlé d'inconscience, de mise à mort d'innocents, et, *finalement*, malgré l'approbation du ministre de l'intérieur, cette mesure n'a pas été généralisée. Elle serait à l'origine pourtant de la baisse, l'an dernier, du nombre d'enlèvements, qui s'était élevé à soixante-deux en 1975 contre trente-huit en 1974 [redacted] dix-sept en 1973.

L'enlèvement [redacted] *l'un* [redacted] rares [redacted] lesquels [redacted] police n'a pas besoin de donner des conseils de prudence. Les personnes les plus fortunées ont compris depuis longtemps qu'elles devaient se protéger : les plus riches au moyen de « gorilles », les a[redacted] par la possession [redacted] arme à *feu. Mais on n'est jamais assez* prévoyant car [redacted] de rapts peuvent [redacted] de mieux, des parents même éloignés de la victime choisie. On l'a vu en novembre 1975, à Turin, avec le kidnapping de la belle-*mère de la fille de M. Agnelli*, une simple employée du Bureau international du *travail*.

La peine de mort n'existe pas en Italie. Elle est liée [redacted] trop de mauvais souvenirs remontant au fascisme pour qu'on songe sérieusement à la rétablir. Mais les *autres sanctions ont été renforcées* par une loi du 14 octobre 1974. Le ministère public réclame et obtient généralement des peines de plus de vingt ans de prison. Encore faudrait-il arrêter les coupables. On a découvert les auteurs de seize enlèvements (un sur trois) en 1976.

Les Italiens sont convaincus que la meilleure mesure préventive *serait une sérieuse réforme* de l'Etat lui-même. Tant qu'il donnera cette image d'impuissance et d'anarchie, [redacted] bandits [redacted] sans doute à commettre en plein jour le plus lâche des forfaits.

ROBERT SOLÉ.

(Mercredi 2 février.)

AMÉRIQUES

Canada

M. Trudeau demande au Québec de faire un choix « clair, relativement rapide et définitif »

Montréal. — Ce n'est pas encore la guerre, mais la mobilisation ne saurait attendre. Telle est, en substance, la philosophie des propos tenus par le premier ministre du Canada, M. Pierre-Elliott Trudeau, le vendredi 28 janvier, *devant la chambre de commerce* de Québec. Depuis l'élection du 15 novembre dernier au *Québec*, qui a placé à la tête de la province un parti indépendantiste, le parti québécois, M. Trudeau n'avait pas prononcé de véritable plaidoyer en faveur du fédéralisme. Au lendemain de ce scru-*tin, et à quelques reprises par* la suite, il avait simplement défendu le *statu quo* et réaffirmé *de façon* assez rigide sa *foi* dans un Canada unitaire. Cette fois, il est passé à [redacted] contre-attaque.

Il l'a fait avec sérénité et courtoisie, à l'exception de quelques pointes acérées à l'adresse [redacted] premier ministre québécois, M. René Lévesque. Ce dernier s'exprime avec *vigueur*, [redacted] langue bousculée, [redacted] la syntaxe [redacted] *trouve pas toujours* son compte, avec une sincérité toujours évidente qu'illustrent *des images fortes* et simples. M. Trudeau, tout aussi sincère, a gardé, lui, d'une formation universitaire le goût des concepts et des citations. Dans un discours d'un peu plus de trente minutes, prononcé devant quelque [redacted] hommes d'affaires, il [redacted] un proverbe portugais, le symbolisme du caractère [redacted] », Ernest Renan, Thémistocle, [redacted] Malraux et Shakespeare.

Les différences de caractère des deux « premiers » dans la crise que traverse aujourd'hui le Canada sont d'une importance décisive. L'un, M. Trudeau, se situe, selon ses propres termes au *niveau* de « *l'histoire des peuples* », et embrasse l'ensemble de « *la nation canadienne* », biculturelle mais unie. M. Lévesque quant à lui, est l'homme d'un peuple, d'un vouloir-vivre collectif qui n'a pas encore trouvé une expression suffisante. Il ne prend guère de recul à l'égard des problèmes de la *communauté* qu'il représente ; il les vit avec une profonde sensibilité populaire qui lui *vaut d'être* extrêmement respecté [redacted] parfois même admiré dans l'ensemble du *Canada*.

De notre correspondant

La [redacted] de [redacted] politiques explique [redacted] doute que [redacted] québécois [redacted] depuis [redacted] en proportion [redacted] pour [redacted] parti québécois [redacted] au [redacted] provincial, cependant qu'il [redacted] parti [redacted].

[redacted], estime M. Tru-[redacted] au jour, [redacted] plus [redacted] possible. Soulignant que le [redacted] histoire heureuse [redacted] peu [redacted] lui-[redacted] qu'il [redacted] nation. M. [redacted] *réjoui* [redacted] *voir que* [redacted] *question* « *être* [redacted] *ne pas être* » était cette [redacted] « [redacted] *vraiment, prendre une* [redacted] *autres,* [redacted] *présu-*[redacted] *développe la* [redacted]*rité* [redacted] dit M. Trudeau, « *ce qui* [redacted] *possible,* [redacted] »

Et ce choix, a estimé le premier ministre du Canada, « *devrait* [redacted] *clair,* [redacted] *rapide* [redacted] *définitif* ». [redacted] a-t-il pressé [redacted] gouvernement [redacted] d'an-[redacted] plus [redacted] possible la [redacted] référendum sur l'indépen-[redacted] que [redacted] engagé à organiser.

Un défi électoral

Pour [redacted] premier [redacted] du Canada [redacted] « *procès* » qu'in-[redacted] du parti québécois au [redacted]*ralisme*, « *la charge* [redacted] *incombe* [redacted] *qui veulent détruire ce* [redacted] ». *Il leur faudra* démontrer, a-t-il [redacted] en substance, [redacted] leur [redacted] économiquement, culturellement linguistiquement préférable [redacted] la *situation* [redacted] son avis, [redacted] les objectifs du parti québécois, [redacted] *M. Lévesque* [redacted] présen[redacted] New-York [redacted] sont, à l'exception de l'indépendance elle-même, réalisables dans le ca-[redacted] la [redacted] actuelle

M. Trudeau a enchaîné sur un autre thème qui lui [redacted] à cœur « [redacted] *qui* [redacted] *paraît fondamental dans* [redacted], a-t-il dit, *c'est le respect* [redacted] *l'homme* [redacted] *femme,* [redacted] *droits humains. Et aussi le res-*[redacted] *de l'aspect* [redacted] *ces droits ; je pense* [redacted] *la langue, aux droits* [redacted]. *De tout le reste on peut faire abstraction.* »

Cette ouverture, sur le plan *constitutionnel*, a été très remarquée elle pourrait permettre de reposer dans son ensemble le problème des structures fédérales et peut-être de parvenir ainsi à faire l'économie d'une sécession du Québec. Mais la refonte complète de la Constitution prendrait des années. Il est donc peu probable *qu'elle puisse aboutir* [redacted] que [redacted] le référendum sur l'indépendance.

M. [redacted] n'a [redacted] qu'il [redacted] politique en [redacted] nant [redacted] responsabilités, en demandant « *qu'on en finisse* », il place, pour [redacted] première [redacted] depuis [redacted] 15 novembre, [redacted] québécois sur la défensive.

Le voyage de [redacted] *Lé*[redacted] New-York n'a [redacted] eu [redacted] *escompté*. [redacted] de-[redacted] Club, [redacted] de plusieurs [redacted] ayant d'importants [redacted] au Canada [redacted] à Wall [redacted] américains qui déterminent la crédibilité des demandeurs d'emprunts ont décidé de réexaminer le cas du Québec. M. Lévesque s'est plaint qu'une « *cinquième colonne* » d'hommes d'affaires canadiens ait prévenu contre lui l'auditoire de l'*Economic Club. C'est dans le même* style qu'il [redacted] expliqué la visite de M. Trudeau au *Québec, en affir-*[redacted] que celui-ci [redacted] dans [redacted] province [redacted] popularité en [redacted] dans l'ensemble du pays. L'objectif du premier ministre fédéral est plus immédiat : il est venu donner le coup d'envoi de la campagne pour cinq élections partielles qui *auront lieu au Québec* au printemps et permettront de pourvoir des sièges de députés à la Chambre des communes d'Ottawa. M. Trudeau a affirmé qu'il considérerait ce scrutin « comme un mini-référendum ». Le parti québécois, qui n'a jamais brigué de mandats fédéraux, est mal placé pour [redacted] sur ce [redacted]

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lundi [redacted] janvier.)

EUROPE

[redacted] Soviétiques ont semé dans leur camp les germes de la contestation

La [redacted] engagée par les moyens d'information tchécoslovaques contre [redacted] signataires [redacted] *la Charte 77* [redacted] *franchi une nouvelle* [redacted] mercredi 26. La radio et la télévision [redacted] engagé les [redacted] à [redacted] « construire le socialisme [redacted] visage humain dans les Etats capitalistes ».

A deux reprises les nouvelles [redacted] américaines ont montré l'intérêt qu'elles portaient aux contestataires [redacted] l'Europe de l'Est. Dans une déposition écrite devant le Congrès, rendue publique jeudi 27 janvier, M. Cyrus [redacted] [redacted] d'Etat, [redacted] indiqué qu'il aborderait « résolument », [redacted] Moscou, le problème du respect des [redacted] l'homme. [redacted] il [redacted] fait allusion [redacted] l'émigration des juifs. Puis, [redacted] un communiqué, le département d'Etat a mis en garde les autorités soviétiques [redacted] « toute tentative d'intimider » M. André Sakharov, « champion déclaré [redacted] droits [redacted] l'homme ».

La veille, M. Brown, porte-parole du département d'Etat, [redacted] lu un autre communiqué, qui portait sur les [redacted] prises en Tchécoslovaquie [redacted] les signataires de la Charte 77. Le texte disait : « Tous les signataires de l'acte final d'Helsinki [redacted] sont engagés à promouvoir, observer [redacted] respecter les droits de l'homme [redacted] les libertés [redacted] pour [redacted]. Nous déplorons catégoriquement [redacted] de ces [redacted] et [redacted] libertés partout [redacted] cela se produit. »

Vienne. — [redacted] diverses de contestataires ces der[redacted] dans plusieurs [redacted] d'Europe [redacted] interrogations : [redacted] veille d'un [redacted] « printemps » en Tchécoslovaquie. [redacted] en Pologne [redacted] en Allemagne de l'Est [redacted] L'agitation [redacted] est-elle [redacted] symptôme [redacted] générale du système [redacted] spécifique dans chaque cas, [redacted] particulières et passagères [redacted] traverserait chacun [redacted] ? Enfin, quelles répercussions [redacted] sur [redacted] relations [redacted] politique [redacted]

Reprenons [redacted] faits. Juin 1976 : des grèves et [redacted] plusieurs [redacted] polonaises [redacted] la [redacted] d'une importante augmentation [redacted] prix [redacted] principaux produits [redacted] bloqués depuis plus [redacted] Le gou[redacted] annule les [redacted]. Quelques [redacted] tard, un [redacted] et [redacted] fondé par [redacted] [redacted] les autorités, ce [redacted] qui [redacted] temps [redacted] élargi, [redacted] poursuit pas [redacted] jusqu'à aujourd'hui.

A [redacted] d'octobre, Berlin-Est [redacted] soudain [redacted] l'équipe dirigeante [redacted] chef du gouvernement, jugé trop [redacted] est limogé [redacted] remplacé [redacted] M. Willi [redacted] réputé plus ferme. Trois [redacted]nes plus tard, les [redacted] privent de sa [redacted] le [redacted] et [redacted] Wolf [redacted], [redacted] en tournée en République fédérale. Plusieurs [redacted] d'intellectuels [redacted] la R.D.A. [redacted] contre [redacted] mesure.

Au [redacted] janvier, [redacted] cent quarante-deux personnalités [redacted]coslovaques [redacted] public le manifeste appelé Charte 77, elles [redacted] le [redacted] des droits civiques [redacted] politiques, [redacted] des libertés [redacted] par [redacted] Constitution, [redacted] divers pactes internationaux [redacted] le gouvernement [redacted] Prague a [redacted]. Les [redacted] d'interpellations, [redacted] perquisitions. [redacted] mesures d'intimidation [redacted] l'écrivain Vaclav Havel, sont [redacted] inculpées. Mais, si l'on [redacted] l'appui [redacted] Charte 77 qu'en raison [redacted] qualifiées d'illé[redacted] avec l'étranger [redacted] journaux [redacted] Prague s'en prennent [redacted] diplomates [redacted] qu'à plusieurs hommes [redacted] sociaux-[redacted] d'Europe [redacted]

Comment expliquer [redacted] derniè[redacted] européennes ? [redacted] première [redacted], on ne voit pas [redacted] bien quel rapport [redacted] peut [redacted] avoir [redacted] manifestants [redacted] d'Ur[redacted] les [redacted] civiques [redacted] Prague. [redacted] s'agit pourtant [redacted] l'un [redacted] protestation contre l'insuf[redacted] ou l'absence [redacted] démocra[redacted] politique [redacted] contre l'arbitraire du pouvoir.

Trois [redacted] importants doi[redacted] spécialement pris en [redacted] : [redacted] crise économique [redacted] l'augmentation du prix du pétrole, [redacted] conséquences de la [redacted] d'Helsinki [redacted] et la coopération en Europe, enfin, la [redacted] P.C. européens [redacted] l'apparition [redacted] l' « eurocommunisme ».

On pourrait [redacted] affirmer [redacted] sont [redacted] pre[redacted] responsables [redacted] la « désta[redacted] », [redacted] relative, de leur zone d'influence. [redacted] décidant, en [redacted] réviser, [redacted] plus [redacted] cinq [redacted] ans, [redacted] prix [redacted] pétrole [redacted] premières qu'ils [redacted] vendent, ils [redacted] le germe [redacted] dans [redacted] plusieurs de leurs [redacted] du Comecon, [redacted] particulier la R.D.A., la [redacted]slovaquie et la Hongrie.

Une [redacted] aux [redacted] des Soviétiques [redacted] le [redacted] souvent très défavorable [redacted] ceux de ses alliés. Corsetées dans [redacted] idéologiques tels que le plein [redacted] (du reste [redacted], comme l'expérience [redacted] montre), cherchant [redacted] certains modèles de [redacted] des pays [redacted] *essor de la voiture individuelle*), [redacted] économies socialistes ont été [redacted] *par la crise* : [redacted]sement [redacted] déficit des balances commerciales se [redacted] ajoutés [redacted] vis-à-vis de l'Occident [redacted] des pressions [redacted] plus en [redacted] vives.

Un peu partout, [redacted] gouverne[redacted] tandis [redacted] les rythmes [redacted] développement, en dépit [redacted] appels plus [redacted] encore que d'habitude [redacted] de la productivité et à [redacted] matériel. L'exemple de la [redacted] particulièrement frappant : l'a... dernier, [redacted] n'a augmenté [redacted] 3,7 % [redacted] lieu des [redacted] % prévus par le plan, [redacted] objectifs fixés n'ont [redacted] atteints [redacted] l'agriculture ni [redacted] l'industrie. Au sujet [redacted] commerce extérieur, [redacted] communiqué [redacted] qui [redacted] d'être publié [redacted] Berlin-Est [redacted] qui [redacted] chiffres, mais [redacted] d'une [redacted] : « *En* [redacted] *prix du Comecon, la R.D.A. a dû dépenser des sommes supplé*[redacted] » [redacted] qui [redacted] prévues)

[redacted], le gouvernement est-allemand [redacted] appliquer [redacted] de la [redacted] qui équivaut [redacted] un [redacted] normes [redacted] affaire, [redacted] prudemment pour éviter de trop fortes résistances, aurait été l'un des [redacted] de divergences [redacted] le nouveau [redacted] l'ancien [redacted] craignant [redacted] réaction [redacted]

La crise [redacted] mis [redacted] jour, une [redacted] de plus, mais [redacted] chaud, [redacted] critiques, [redacted] rigidités du système, source d'inefficacités et de retards. Elle a aussi révélé combien était néfaste l'immobilisme des dirigeants qui, par crainte de bouleversements sociaux et politiques, refusent, depuis des années, à l'exception des Hongrois, les indispensables réformes économiques.

Les effets des conférences d'Helsinki et de Berlin n'ont pas donné moins de tablature aux régimes en place à l'est de l'Elbe. On peut s'en étonner dans la mesure où ce *sont eux qui se sont montrés* ces dernières années les plus chauds partisans de ces [redacted]. *aveuglés peut-être par leur obsession* [redacted] *statu quo*, les dirigeants communistes ont apparemment sous-estimé, *comme d'ailleurs* nombre de diplomates occidentaux, la dynamique des idées lancées à l'occasion de la tenue de ces deux conférences.

Pour les peuples est-européens, Helsinki est devenu le symbole d'une détente qui loin de se cantonner aux cabinets feutrés des chancelleries ou aux relations des hommes d'affaires, doit nécessairement se refléter dans la vie quotidienne des individus. Le septième des dix principes « *fon*[redacted] » inscrits en [redacted] de l'Acte final [redacted] se [redacted] d'indiquer que « *les Etats participants respectent* [redacted] *droits* [redacted] *y compris* [redacted] *de* [redacted] *ou* [redacted] *(...).* » Il ajoute : « *Ils favorisent et encouragent* [redacted] *EFFECTIF* (souligné [redacted] *politiques,* [redacted]*miques,* [redacted] *tres* [redacted] *son épanouissement libre et* [redacted]*gral.* » Il précise enfin [redacted] « [redacted] *participants* [redacted] *respectent* [redacted] *de l'indi*[redacted] *PROFESSER ET PRATIQUER,* [redacted] *CONVICTION* (souligné [redacted] nous), [redacted] *agissant* [redacted] *impératifs* [redacted] »

[redacted] signataires [redacted] n'ont [redacted] et [redacted] l'embarras compréhensible [redacted] Prague. Est-il [redacted] part étonnant que ce soit dans les Etats est-européens [redacted] libertés [redacted] moins grandes (Tchécoslovaquie, R.D.A., Roumanie) que [redacted] d'Helsinki ait [redacted] le plus d'écho [redacted] la population ?

D'une [redacted] façon, la conférence [redacted] *partis* [redacted] encouragé, [redacted] aussi la réflexion critique [redacted] [redacted] *ans*, les P.C. européens [redacted] le spec[redacted] *profonds* [redacted]ments. [redacted] débats [redacted] vigueur [redacted] phénomène euro[redacted] Il [redacted] au moins trois partis [redacted] non [redacted] moindres (italien, français et [redacted]pagnol) qui [redacted] *opposition* plus [redacted] moins franche avec [redacted]. Si, après [redacted] perdu la Chine, [redacted] idéologues [redacted] perdre totalement [redacted] *les* principales places [redacted] d'Europe [redacted] contraints [redacted] partis [redacted] la [redacted] façon qu'ils [redacted] mais [redacted] complète[redacted]

[redacted] peu[redacted] aujourd'hui. [redacted] qui [redacted] réclament [redacted] socia[redacted] MM. [redacted] Marchais ou Carrillo lorsqu'ils [redacted] l'élargissement [redacted] *politiques* [redacted] ne [redacted] privent [redacted]. Réprimer durement [redacted] *reviendrait à* [redacted] *aux* [redacted] le [redacted] qu'on [redacted] souhaite, [redacted] déjà [redacted] *fragile* qui [redacted] P.C. occidentaux [redacted] est-européens. [redacted] M. [redacted] a, jusqu'à présent, [redacted] *condamner* [redacted] *hérétiques*.

[redacted] préoccupations — [redacted] de *poursuivre* [redacted] *en* évitant [redacted] « *excès* », [redacted] P.C. occidentaux [redacted] *en se protégeant d'une* contagion « *révisionniste* » — expliquent largement l'incertitude et [redacted] aujourd'hui en Europe [redacted] l'Est. Combien [redacted] temps [redacted] dureront-elles ? [redacted] temps [redacted] MM. [redacted] laisseront-ils [redacted] politique par [redacted] appareils *ultra-conservateurs* [redacted] leur [redacted] ?

[redacted] minimales, par exemple [redacted] syndical [redacted] nouvelles explosions [redacted] à craindre, [redacted] jour [redacted] l'au[redacted] la [redacted] purgative [redacted] débloquer, [redacted] un [redacted] système. Pour [redacted] moment, spéculant [redacted] prochain [redacted] gouvernants qui jouent [redacted] plus [redacted] (par [redacted]*ligence politique* plus [redacted] *par* conviction, sans doute), [redacted] néo-staliniens attendent, patiemment, [redacted] l'ombre.

MANUEL LUCBERT.

(Vendredi [redacted] janvier.)

LA DIVULGATION DU « RAPPORT SECRET » DE KHROUCHTCHEV

Le P.C.F. hésite à réexaminer son propre passé

M. Georges Marchais a condamné [redacted] ambiguïté, [redacted] janvier, la politique [redacted] par [redacted] gouvernement tchécoslovaque, évoquant [redacted] risques de résurgence [redacted] stalinisme. Le P.C.F. [redacted] *plus* [redacted] condamnations ponctuelles de tel ou tel [redacted] : il commence à por[redacted] un jugement sur [redacted] mécanismes, [redacted] militants une vision globale [redacted] évolutions en cours dans les pays d'Europe [redacted] l'Est. Le progrès [redacted] important [redacted] la profondeur du [redacted] men qui [redacted] engagé [redacted] du mouvement communiste français. Un [redacted] nombre [redacted] militants éprouvent d'ailleurs un [redacted] réel devant [redacted] changement d'éclairage ra[redacted] que, parallèlement, la [redacted] leur [redacted] accepte [redacted] lever le [redacted] sur [redacted] aspects, encore marginaux, du passé du P.C.F. [redacted] ainsi que, vingt [redacted] après, [redacted] reconnaît [redacted] Thorez [redacted] sous le sceau du [redacted] du rapport [redacted] *Khrouchtchev dénonçant* [redacted]

[redacted] vis-à-vis [redacted] aux *libertés et* [redacted] pays d'Europe [redacted] l'Est, [redacted] communistes français [redacted] perdu [redacted] timidité, il n'en va pas [redacted] leur propre [redacted] domaine, la [redacted] du P.C.F. [redacted] vigilante [redacted] ne progresse que pas [redacted] Dans un rapport au [redacted]tral de [redacted] parti présenté en mai [redacted] et largement [redacted] stalinisme, M. G[redacted] Mar[redacted] explique qu'en [redacted] il ne faudrait [redacted] « *sempiternellem*[redacted] *montrer* [redacted] *doigt les* [redacted] *de l'histoire glorieuse* [redacted] *lisme* ».

[redacted] qui [redacted] problème [redacted] la démarche actuelle [redacted] P.C.F. [redacted] une [redacted] que, [redacted] accepte d'approfondir son analyse de la réalité des pays d'Europe de [redacted] il ne [redacted] pas à s'intégrer [redacted] dans l'univers communiste durant la [redacted] stalinienne. *L'attitude adoptée*, [redacted] illustrée notamment par l'inter[redacted] M. [redacted] Kanapa lors [redacted] l'écran [redacted] P.C.F. [redacted] d'un spectateur [redacted] abusé, alors qu'il [redacted] un partenaire actif.

L'exemple du rapport Khrouchtchev, présenté en février 1956, devant le vingtième congrès du parti communiste d'Union [redacted]tique est, [redacted] égard, révélateur. M. Georges Marchais a expliqué aux journalistes qu'il avait conviés à déjeuner [redacted] ce document [redacted] l'époque, [redacted] *communiqué par* [redacted] *délégation* [redacted] P.C.F., à [redacted] mais que celle-ci, [redacted] au souhait des soviétiques, a *gardé* le [redacted]. Il ajoute que les [redacted] les Chinois, qui étaient [redacted] même cas, [redacted] une [redacted]logue. (*D'après les déclarations* [redacted] M. Santiago Carrillo, [redacted] parti communiste [redacted] avait lui aussi [redacted] informé du [redacted] du rapport.) [redacted] général [redacted] parti [redacted] italien, Togliatti, en avait, pour sa part, [redacted] à [redacted] politique ainsi que l'a précisé M. [redacted] membre de c[redacted] une interview publié par *Politique - Hebdo*, daté 11 [redacted] 17 mars 1976. Les [redacted] italiens, avaient d'ailleurs [redacted] non sans [redacted] cherché à [redacted] conséquences de ce document, [redacted] qui [redacted] conduit leur secrétaire gén[redacted] à s'interroger publiquement sur la possibilité [redacted] d'une « dégénérescence » [redacted] la [redacted] socia*liste en U.R.S.S.* Et [redacted] Pajetta expliquait, [redacted] la [redacted] interview, que [redacted] faisait pression sur le P.C.I. pour qu'il [redacted] Togliatti. Il ajoutait : « [redacted] *avons alors* [redacted] *l'ampleur* [redacted] *manifestaient au* [redacted] *du présidium* [redacted] *P.C.U.S.* »

Si [redacted] P.C.F. [redacted] jusqu'à pré[redacted] faire [redacted] épisode [redacted] que l'option [redacted] son [redacted] général de l'époque, [redacted] tout [redacted] qu'il parut jouer dès le départ, Molo[redacted] les [redacted] à Khrouchtchev [redacted] Pronteau [redacted] l'époque membre [redacted] du P.C.F., aujourd'hui membre du comité directeur du P.S., rapportait *dans le même numéro de Politique-Hebdo* qu'ayant eu con[redacted] mars 1956 [redacted] d'un voyage en Pologne, du texte du rapport Khrouchtchev, il avait interrogé à son retour Maurice Thorez. Celui-ci lui aurait répondu : « *Souviens-toi* [redacted] *: ce rapport* [redacted] *D'ailleurs,* [redacted] *Nous* [redacted] *pas en* [redacted] *compte* »

Voilà pourquoi pendant vingt ans, [redacted] d[redacted] du P.C.F. [redacted] avoir eu [redacted] du [redacted] un [redacted]mier temps, Thorez [redacted] la politique [redacted] déstalinisation [redacted] Khroucht[redacted], dans un deuxième temps, [redacted] P.C. n'a pas voulu mettre [redacted] cause [redacted] ancien [redacted] général. Il [redacted] hommes comme MM. Georges [redacted] Roland Leroy sont particulièrement en porte-à-faux pour [redacted] s'ouvrir au [redacted] de [redacted] ce [redacted] historique puisqu'ils ont dû leur promotion au sein de la directi[redacted] dernier grand « procès stalinien » au [redacted] communiste français qui, en 1961 [redacted] justement [redacted] l'élimination [redacted] « pro-khrouchtchéviens » (notamment MM. [redacted])

THIERRY PFISTER.

(Vendredi 28 janvier.)

Washington et les droits de l'homme

Le nouveau gouvernement [redacted] a déjà, [redacted] semaine, accompli deux [redacted] avertissements [redacted] et [redacted] que le [redacted] d'Etat a adressés coup sur coup cette [redacted] part à la Tchéco[redacted] pour la répression qui [redacted] de la Charte 77, d'autre part, [redacted] l'Union [redacted] pour ce [redacted] n'est encore qu'une menace de représailles [redacted] l'académicien Sakharov, marquent un net [redacted] par rapport [redacted] l'attitude observée jusqu'à présent par MM. Nixon, Ford et Kis[redacted]. Certes, l'ancien [redacted] d'Etat s'est toujours [redacted] indifférent [redacted] ces problèmes, mais il estimait gratuite [redacted] toute [redacted] publique et [redacted] de mesures [redacted] des [redacted] intérieures d'un [redacted], préférant, disait-il, l'action diplomatique [redacted]

Il est vrai [redacted] le nouveau [redacted] du département [redacted] se [redacted] d'accompagner ses [redacted]ments [redacted] menaces [redacted]. L'acte final d'Helsinki [redacted] mentionne que dans celui qui [redacted] la Tchécoslovaquie. [redacted] il [redacted] question ni dans l'une ni dans [redacted] de [redacted] de la [redacted]rence [redacted] Belgrade qui va faire [redacted] point, [redacted] quelques mois, de deux [redacted] de « [redacted] » [redacted]péenne [redacted] ces [redacted] ne [redacted] pas [redacted] effet sur les [redacted] américaines. [redacted] du Kremlin vont [redacted] doute se fâcher [redacted] ce qui doit leur paraître une « grossière ingérence » [redacted] leurs affaires intérieures. [redacted] doivent [redacted] à Helsinki, dans ce que [redacted] appelait alors [redacted] « troi[redacted] », pour [redacted] aboutir un projet [redacted] qui [redacted] été leur principal cheval [redacted] pendant près [redacted] dix ans [redacted] ont entraînés un peu plus [redacted] qu'ils ne le pensaient. L'acte final de [redacted] a galvanisé [redacted] dans les pays [redacted] l'Est, [redacted] du même coup [redacted] gouvernements occidentaux, durement critiqués pour leur « mollesse » par les [redacted] émigrés [redacted] à durcir le [redacted]

[redacted] président américain [redacted] évidemment bien [redacted] sions [redacted] distribuer [redacted] blâmes [redacted] ce genre un peu partout dans [redacted] monde. Les utilisera-t-il toutes ? Dans [redacted] régions, [redacted] changements pourraient en découler pour la politique améri[redacted] : l'Amérique [redacted] où Washington exerce, [redacted] moins qu'on puisse dire, une responsabilité infiniment plus grande qu'à l'égard de ce qui se passe [redacted] Moscou [redacted] général Pinochet [redacted] manifeste quelque nervosité ; la Corée du Sud, [redacted] les méthodes du président Park valent [redacted] prises à partie pendant [redacted] campagne [redacted] et où une [redacted]tion [redacted] la présence militaire américaine est envisagée.

[redacted] diplomatie [redacted] droits [redacted] l'homme doit également s'appliquer dans la sphère d'influence des Etats-Unis.

([redacted] 29 janvier.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

LUNDI 24 JANVIER

VARSOVIE. — *Le gouvernement* [redacted] *retire aux catholi*[redacted] *les moyens de financer* [redacted]

WASHINGTON. — *Dans* [redacted] *première interview,* [redacted] *Carter, le nouveau président* [redacted] *Etats-Unis, se déclare* [redacted] *à* [redacted] *arrêt* « [redacted] *et total* » *des* [redacted] *nucléaires.*

MARDI 25 JANVIER

BRASILIA. — [redacted] *signent un* [redacted] *contre* [redacted] *et* [redacted] *remettent aux* [redacted]

MADRID. — *Dans* [redacted] *de lundi à mardi,* [redacted] *hommes armés de* [redacted] *ouvrent* [redacted] *feu* [redacted] *une étude d'avocats spécialisés* [redacted] *la défense des syndicalistes de gauche.* [redacted] *avocats sont* [redacted] *sur* [redacted] *coup, deux* [redacted] *peu après. Le gouvern*[redacted] *l'opposition démocratique* [redacted] *appel* [redacted]

RYAD. — *Fin* [redacted] *M.* [redacted]*card d'Estaing en* [redacted] *Saoudite. Un accord,* [redacted] *la veille, prévoit* [redacted] *à la France,* [redacted] *1979, de 42 millions de tonnes de pétrole, soit 12 millions de tonnes de plus que les* [redacted] *précédentes années.*

MERCREDI 26 JANVIER

PARIS. — [redacted] *déclaration* [redacted] *publique après* [redacted] *d'Estaing s'en*[redacted] *personnellement* [redacted] *pour la* [redacted] *Paris, qui* [redacted] *majorité.* [redacted] *les élec*[redacted] *dans la capitale s'engagent dans* [redacted] *ne sont pas* « [redacted] *pluralisme, mais de la discorde* », *et demande* [redacted] *premier* [redacted] *prendre* [redacted] *nécessaires pour que la* [redacted]*jorité* [redacted] *aboutir* [redacted] *une* [redacted]

— [redacted] *prix n'a été que de 0,3* [redacted] *en décem*[redacted] *peut afficher,* [redacted] *de justesse, une* [redacted] *inférieure à 10* [redacted] *décembre* [redacted] *hausse* [redacted] %.

LISBONNE. — [redacted] *séparatistes aux Açores. A la suite de la décision prise par le conseil des ministres portugais, le 20 janvier, de porter à 3,30 francs le prix de l'essence, des manifestants envahissent* [redacted] *résidence* [redacted] *République en criant :* « Dehors les Portu[redacted] Açores aux Açoriens ! »

JEUDI 27 JANVIER

PARIS. — [redacted] *fait porter* [redacted] *M.* [redacted] *lettre* [redacted] *laquelle il fait connaître qu'il* [redacted] *comme un* « [redacted] ».

— *Après la grève,* [redacted] *des cheminots — qui a paralysé 70* [redacted] *à 90* [redacted] *trafic ferroviaire* [redacted] *les régions, — l'activité* [redacted] *nombreux services dans la fonction publique, les collectivités locales,* [redacted] *P.T.T. et* [redacted] *est considérablement* [redacted] *raison* [redacted] *syndicats* [redacted] *une grève* [redacted] *vingt-quatre* [redacted] *organisations veulent* [redacted] *s'opposer* [redacted] *la politique gouvernementale,* [redacted] *prévoit que le maintien* [redacted] *en 1977.*

NICOSIE. — *Rencontre* [redacted] *Makarios, président de la* [redacted]*que chypriote, et M. Rauf Denktash, chef de l'* « *Etat fédéré turc* » *de l'île, au camp de presse* [redacted] *Nations unies. L'ethnarque qualifie les entretiens de positifs et annonce la venue à Nicosie,* [redacted] *12 février, de M.* [redacted] *secrétaire général* [redacted] *unies.*

SALISBURY. — [redacted] *les* [redacted] *et* [redacted] *exemptions* [redacted] *service* [redacted] *vingt-cinq* [redacted] *trente-huit ans* [redacted] *annulés. Les* [redacted] *effectuer deux périodes,* [redacted] *quarante-deux jours chacune,* [redacted] *pendant lesquels ils seront mobilisables.*

STRASBOURG. — *Dix-sept pays* [redacted] *de l'Europe* [redacted] *la* [redacted] *européenne sur la répression du* [redacted] *l'Irlande et Malte refusent* [redacted]

TOKYO. — [redacted] *du procès de l'ancien premier ministre japonais, M. Tanaka, accusé de corruption dans l'affaire* [redacted] *pots-de-vin Lockeed.*

VATICAN. — *Dans une déclaration de la Congrégation romaine de la doctrine de la foi, l'Eglise réaffirme son opposition à l'ordination sacerdotale des femmes.*

VENDREDI 28 JANVIER

PARIS. — [redacted] *— candidate aux côtés de Jacques Chirac* [redacted] *Paris — quitte son poste de secrétaire général du parti radical.*

LUZAKA. — *Ouverture de la vingt*[redacted] *session du* [redacted] *de* [redacted]*ration* [redacted] *l'O.U.A.* [redacted] *capitale* [redacted] *la Zambie, consacrée à* [redacted]*tion* [redacted]

MADRID. — [redacted] *paraissait s'apaiser en Espagne,* [redacted] *policiers* [redacted] *par* [redacted] *la banlieue madrilène.*

Le lendemain, [redacted] *journaux* [redacted] *et* [redacted] *Barcelone, y compris El* [redacted], *porte-parole* [redacted] *confédération* [redacted] *anciens combattants franquistes,* [redacted] *publier* [redacted] *commun appelant à l'* « *unité* [redacted] » [redacted] *Espagnols contre* « *la terreur* » [redacted] *pour* « *la démocratie* » [redacted] « *l'avenir du pays comme* [redacted] *pluraliste* [redacted] *libre* ».

WASHINGTON. — [redacted] *directeur général du ministère* [redacted] *affaires étrangères,* [redacted] *aux Etats-Unis,* [redacted] *prié* [redacted] *plusieurs organisations* [redacted] *droits* [redacted] *l'homme, d'avoir participé à la* [redacted] *prisonniers* [redacted] *Chili.*

STRASBOURG. — *M.* [redacted] *d'Estaing inaugure le nouveau palais* [redacted] *Conseil* [redacted] *l'Europe.*

SAMEDI [redacted] JANVIER

PARIS. — *M.* [redacted], *vice-prési*[redacted] *Etats-Unis, est* [redacted] *jeuner par M. Giscard* [redacted] *l'Europe,* [redacted] *même, pour Tokyo, dernière étape* [redacted] *son premier* [redacted] *officiel à l'étranger.*

LONDRES. — *L'I*[redacted]*A provisoire revendique la responsabilité des onze attentats* [redacted] *qui ont* [redacted] *lieu,* [redacted] *la* [redacted] *28* [redacted] *janvier, dans* [redacted] *centre* [redacted]

MOSCOU. — *L'agence* [redacted] *critique la* [redacted] *de position* [redacted] *département d'Etat en faveur* [redacted] *M. Sakharov. Elle affi*[redacted] *que* « *la campagne antisoviétique* [redacted] *l'observation* [redacted] *en U.R.S.S.* [redacted] *préparée aux Etats-Unis à partir* [redacted] *spécialisés* [redacted] *l'organisa*[redacted] *d'actes* [redacted] *sabotage* ». *Le lendemain,* [redacted] *président Carter regrettera de* [redacted] *suffisamment* [redacted] *déclaration* [redacted] *porte-parole* [redacted] *département* [redacted] *bien que, dira-t-il,* [redacted] « *reflète* [redacted] ».

ROME. — *La* [redacted] *d'enquête parlementaire* [redacted] *l'affaire des pots-de-vin* [redacted] *société Lockheed absout M. Rumor, ancien président du conseil, mais demande l'inculpation de deux anciens ministres, MM. Tanassi* [redacted]

DIMANCHE 30 JANVIER

PARIS. — [redacted] *Kadhafi,* [redacted] *de l'Etat libyen, informe* [redacted] *président* [redacted] *d'Estaing* [redacted] *viennent d'être* [redacted] *par les rebelles* [redacted]

— *La* [redacted] *l'Angola établissent des relations diplomatiques.*

LUNDI 31 JANVIER

PARIS. — *Une décision* [redacted] *non-lieu est notifiée à vingt* [redacted] *des cinquante-six personnes inculpées d'*« *entreprise* [redacted] *l'armée* » *après l'ouverture* [redacted] *information judiciaire demandée en novembre 1975 par le ministre de* [redacted] *défense.* [redacted] *militaires.*

— *Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (Centre Beaubourg) est inauguré par M. Giscard d'Estaing en présence de chefs d'Etats européens et africains.*

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA VISITE EN FRANCE DU VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN

M. Giscard d'Estaing a demandé aux États-Unis de restreindre leurs importations d'énergie

Les entretiens qu'a eus M. Mondale, samedi 29 janvier, à l'Elysée avec M. Giscard d'Estaing ont été jugés par le vice-président américain, au cours d'une conférence de presse, *« utiles et constructifs »*. Les mêmes adjectifs ont été employés du côté français. Des nuances — dont *l'avenir dira si elles révèlent des divergences* — apparaissent pourtant sur deux points : le projet *de « sommet »* des grands pays industrialisés (du type Rambouillet et Porto-Rico) et les problèmes énergétiques.

1) *La préparation du « sommet »* a été, selon M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, au centre des entretiens. Les points délicats portent sur sa nature exacte et sa date par rapport au dialogue Nord-Sud.

Conçu par le président français comme essentiellement économique et monétaire, le « sommet » devrait, pour les Américains, aborder aussi les problèmes politiques. Cependant, fait-on valoir du côté français, *l'ordre du jour et* la composition d'un tel « sommet » sont intimement liés. Comment, *pour citer un exemple hypothétique*, pourrait-on discuter utilement de la prolifération nucléaire avec des pays non nucléaires ?

[redacted] l'origine, ces [redacted] avaient [redacted] imaginés (par MM. Giscard d'Estaing et Schmidt [redacted] 1975) pour provoquer une *grande explication sur les responsabilités* dans la crise économique occidentale. Ils devaient réunir les dirigeants des seules grandes puissances industrielles à économie libérale, celles qui jouent dans le monde un rôle [redacted] Dans [redacted] optique, ils [redacted] garder un caractère limité, [redacted] par leur [redacted] du jour [redacted] leur composition. Si [redacted] suggéré que le [redacted] se tienne [redacted] Londres et non au Japon, comme [redacted] la [redacted] tion géographique, [redacted] pour éviter, après [redacted] du [redacted] à Porto-Rico, la [redacted] de l'élargir à [redacted].

La question de la [redacted] ouverte, plus précisément celle de son enchaînement avec la conférence [redacted] qui doit [redacted] gistrer [redacted] premiers résultats du dialogue Nord-Sud. Rappelant que l'Arabie Saoudite a été, avec la France, l'initiatrice de ce dialogue, *M. Giscard d'Estaing* a in[redacted] que, pour [redacted] roi Khaled et lui-même, il est *« préférable »* de tenir *le* [redacted] réunion Nord-Sud. [redacted] ne devons pas diviser le [redacted] pauvres — argumente-t-on [redacted] français — mais procéder par [redacted] : il est logique qu'un Conseil européen [redacted] le point de vue des Neuf, puis que les pays industrialisés se réunissent, [redacted] que les pays en voie de développe[redacted] définiront leur position dans leurs [redacted] Après quoi, [redacted] re[redacted] rence [redacted]

2) *Le nouveau programme énergétique*, projeté par M. Carter, a fait l'objet d'un exposé [redacted] M. [redacted] qui [redacted] français [redacted] *grand* [redacted] *qu'un* [redacted] partement [redacted] l'énergie [redacted] créé [redacted] sein [redacted] américaine, [redacted] vice-président [redacted] sur la volonté de [redacted] Carter d'ac[redacted] le stockage du pétrole, [redacted] une politique [redacted] tion et de production [redacted] l'énergie *« à beaucoup plus* [redacted] *terme qu'aujourd'hui »*. [redacted] ce [redacted] d'Estaing [redacted] préoccupations [redacted] une [redacted] Carter qu'il a [redacted] M. [redacted]

On n'indique [redacted] français, la [redacted] lettre, [redacted] peut l'imaginer en se re[redacted] à [redacted] président [redacted] *République au Conseil européen* [redacted] Haye. M. Gis[redacted] d'Estaing [redacted] alors [redacted] par*tenaires de fixer un plafond à leurs importations de pétrole et de faire une démarche commune* auprès des Etats-Unis pour qu'ils en fassent autant. M. Giscard *d'Estaing estime que la plus* grande contribution que les Etats-Unis, grands producteurs et grands consommateurs de pétrole, puissent apporter à leur coopération avec l'Europe serait de produire plus de pétrole et d'en consommer moins. Est-ce le point de vue de M. Carter ? C'est, en substance, ce que lui demanderait M. Giscard d'Estaing.

Les autres questions abordées à l'Elysée semblent, d'après les propos du vice-président et de *M. Lecat, avoir fait l'objet d'une* large convergence de vues.

● *Relance économique.* — M. Mondale a exposé le plan de redressement économique de *M. Carter insistant sur son caractère* bénéfique pour l'ensemble du monde. *« Le dialogue* (avec l'Europe) *sur nos vues économiques la nécessité pour les économies les plus fortes de jouer un rôle stimulant, le besoin de coopérer pour traiter à la fois les problèmes du* [redacted] *et de* [redacted] *se déroule très bien »*, a dit M. Mondale. Les *« économies les plus fortes »*, dans l'esprit de M. Mondale, sont celles des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale et du Japon. Les [redacted]s du vice-président paraissent cependant quelque peu optimistes. Dans des déclarations à *l'hebdomadaire dominical Welt am Sonntag*, M. Apel, ministre des finances de l'Allemagne fédérale, exprime son opposition aux suggestions américaines, parce qu'elles seraient génératrices d'inflation.

● *Sécurité et stratégie.* — Selon *M. Mondale*, la *prise de position* de M. Carter pour une interdiction des armes atomiques et la *suppression de tout essai nucléaire* ne signifie pas que la stratégie américaine de dissuasion soit modifiée : *« Nous ne ferons rien qui aille à l'encontre de la sécurité européenne »*, a-t-il dit. Il s'est aussi prononcé pour une intensification des négociations sur la *« rationalisation »* des armements alliés.

● [redacted] *non-prolifération nucléaire.* — M. [redacted] félicité de la décision française de ne plus exporter d'usines de [redacted] du [redacted] la [redacted] le [redacted] fait l'objet *« de discussions antérieures »* (entre Français et Américains), a dit [redacted] vice-président. M. [redacted] a indiqué [redacted] particulière n'avait pas été évoquée à l'Elysée.

Une démarche [redacted] Moscou

● *Les ventes* [redacted] — M. [redacted] a [redacted] de la [redacted] des ventes d'armes entre pays exportateurs. Il [redacted] a-t-il dit, [redacted] *« une réponse cha*[redacted] La [redacted] ruineuse, surtout [redacted] les [redacted] plus [redacted] — a-t-il précisé en substance, — [redacted] M. [redacted] d'Estaing *« en a été* [redacted] *»* *« Les Etats-Unis* [redacted] *les plus grands marchands d'armes du monde* a ajouté M. Mondale, *et il faudra bien* [redacted] *nous prenions* [redacted] *part* [redacted] *la réduction* [redacted] *Bien entendu*, [redacted] *pressantes auprès* [redacted] *l'U.R.S.S. afin qu'elle ne* [redacted] à [redacted] a encore dit M. [redacted] point [redacted] M. [redacted] d'Estaing [redacted]

● *Le terrorisme international.* — « [redacted] *constructif* », a dit M. [redacted] ajou[redacted] qu'elle préoccupait grand[redacted] Etats-Unis. Il [redacted] de répondre à une question sur [redacted] indiquant [redacted] le gouvernement français partageait [redacted] inquiétudes [redacted]

● *Concorde.* — M. Giscard d'Estaing a insisté pour que [redacted] New-York. Il a souligné [redacted] conséquences qu'aurait un [redacted] américain [redacted] aéronautique française [redacted] qu'il [redacted] M. [redacted] qu'il a [redacted] en Europe [redacted] le désir [redacted] président [redacted] développer la [redacted] politique internationale [redacted]

MAURICE DELARUE

([redacted] 1er février.)

Vers une réglementation internationale du commerce des armes ?

Au nom d'un pays qui assure, [redacted] lui seul, chaque année, la moitié du commerce mondial des armements, M. Mondale a proposé au chef de l'Etat français, pendant son séjour à Paris, de limiter les ventes de matériels militaires à l'exportation, au besoin en établissant des règles qu'observeraient tous les pays producteurs, y compris l'Union soviétique, après *concertation*.

Ce n'est pas la première fois que la conclusion de tels accords internationaux a été envisagée, sans doute de bonne foi, par les pays fournisseurs, dont les dirigeants se déclarent eux-mêmes effrayés par l'expansion de ce « commerce de la mort », comme l'ont baptisé ses adversaires. Dans le passé, déjà, certains avaient tenté d'instituer des limitations régionales de leurs envois d'armes, mais ces décisions unilatérales, *voire concertées entre* deux ou trois pays fournisseurs, d'embargo régional ou particulier à tel ou tel type d'armements *ont été assez* peu efficaces.

A la fin d'août 1976, à San-Francisco, M. Mondale, qui n'était alors que sénateur démocrate du Minnesota, avait sévèrement critiqué la politique de ventes d'armes de l'administration républicaine : *« Les ventes d'armes à l'étranger*, avait-il précisé, *ne sont pas le moyen souhaitable pour équilibrer notre commerce extérieur et résoudre, localement, les problèmes de chômage. »*

Contrairement à une *idée largement* répandue qui prétend qu'un pays accroît son influence politique en distribuant des matériels militaires à l'étranger, M. Mondale avait expliqué, pre[redacted] l'exemple [redacted] indo-pakistanais ou [redacted]-turc, qu'il [redacted] suffit [redacted] d'être un fournisseur [redacted] pour contrô[redacted] indirectement une [redacted]

La prolifération des fournisseurs

Mais l'argumentation de M. Mondale ne [redacted] longtemps s'inspirer [redacted] l'exemple de ce qui a déjà [redacted] par [redacted] puissances industrielles à l'en[redacted] risques [redacted] la proliféra[redacted] nucléaire. Le nombre [redacted] pays fournisseurs [redacted] puissance, dans le domaine des armements classiques, [redacted] de beaucoup supérieur [redacted] Etats qui [redacted] à dominer la [redacted] logie [redacted] Et [redacted] prolifération des vendeurs potentiels est, à elle seule, un sérieux handicap *dans une négociation destinée à* définir les systèmes de contrôle ou d'inspection nécessaires. Dès que [redacted] d'approvisionnement sont multiples, il existe de nombreux moyens de tourner les prohibitions légales ou [redacted] traités conclus en bonne [redacted] due forme.

Chaque gou[redacted] général, cherche à [redacted] propre [redacted] d'armement, pour expliquer, ensuite, à ses électeurs que les dépenses militaires [redacted] deviennent moins lourdes si l'on peut amortir le *prix* [redacted] matériels grâce à l'exportation. Dans le cas particulier des Etats-Unis, l'argumentation [redacted] plus [redacted] ou recherches militaires, y entend-on souvent dire, [redacted] plus en plus indispensables et coûteuses et, dans ces conditions, le contribuable américain tire profit d'une politique de ventes d'armes tous azimuts qui permet de réduire les coûts. En fait, le marché intérieur américain, représenté par les trois armes et leurs services, est suffisant pour amortir une large partie [redacted] la production, à lui seul. Et si les Etats-Unis *doivent conserver leur avance* technologique, ajoute-t-on encore parmi les partisans du « complexe *militaro-industriel* », *c'est pour* mieux assurer la direction d'une politique de l'avenir en la matière, à [redacted] standardisation des armes chez tous les [redacted]

A l'Est, [redacted] quelque peu différent. Les préoccupations stratégiques l'emportent sur les intérêts strictement industriels.

Les services occidentaux de renseignements [redacted] intrigués par la présence massive de conseillers soviétiques dans les pays qui se ravitaillent en armes auprès [redacted] de [redacted] l'encadrement requis pour [redacted] le [redacted] client. [redacted] jour, par exemple, [redacted] de [redacted] de conseillers soviétiques [redacted] cinq mille cinq [redacted] avions modernes, [redacted] conception soviétique, [redacted] hors d'U[redacted]

[redacted] amplement parqués dans certains [redacted] apparemment, [redacted] destinés [redacted] entrer [redacted] avec l'arrivée, sur place, [redacted] personnels opérationnels. Ainsi, l'Union soviétique [redacted] prendre en main [redacted] de la responsabilité de la [redacted] de son [redacted] Elle [redacted] fin un [redacted] de matériels et de spécialistes entraînés, dans lequel l'[redacted]t-major soviétique pui[redacted] le [redacted] échéant, [redacted] soutenir une [redacted] depuis ce [redacted] terri[redacted]

[redacted] et [redacted] pratiques [redacted] pays [redacted] variées et, [redacted] si [redacted] *dissimulées*, qu'elles [redacted] — davantage qu'elles ne [redacted] — [redacted] mulations de [redacted] destruction dans les zones de tension ou d'instabilité.

Reste la [redacted] publiques, du moins [redacted] les Etats [redacted] peut [redacted] manifester en [redacted] Il [redacted] symptomatique que le Congrès américain [redacted] renforcé son [redacted] un sens restrictif, du commerce [redacted] par les Etats-Unis, en pleine [redacted] du Watergate, il [redacted] un président [redacted] Etats-Unis [redacted] n'importe quel [redacted] n'importe quel [redacted]

En [redacted] la [redacted] de la crise économique mondiale, et la capacité, probablement conjoncturelle, [redacted] certains pays à se [redacted] plaidé [redacted] faveur du maintien d'un fort courant d'exportation. Les propositions [redacted] M. [redacted] rappeler que M. Giscard d'Estaing avait promis, durant sa [redacted] de 1974, [redacted] moraliser le commerce des armes.

JACQUES ISNARD

([redacted] 1er février.)

[redacted] Chirac maintient [redacted] candidature à la mairie de Paris

Une « plaisanterie » qui s'est mal terminée

Lorsque mardi dernier 25 janvier, [redacted] Bourges, les journalistes avaient demandé à M. Barre ce qu'il ferait si le président de la République lui confiait dans l'affaire parisienne une mission de conciliation, il avait trouvé cette question « cocasse » et il avait jugé cette éventualité comme une « plaisanterie ». Or, le lendemain, au conseil des ministres, *M. Giscard* d'Estaing le chargeait de cette tâche... C'est dire combien les choses vont vite dans cette guerre [redacted] mouvement qu'est [redacted] « [redacted] Paris », combien les évolutions peuvent [redacted] surprenantes et [redacted] parfois, combien les tactiques peuvent [redacted] improvi[redacted] journée du jeudi 27 janvier [redacted] fourni une nouvelle illustration.

Vendredi en début d'après-midi le cabinet de M. Chirac annonçait qu'« étant données les confusions [redacted] *l'exploitation partielle des* lettres échangées par le premier ministre et M. Jacques Chirac, celui-ci avait pris la décision de rendre publique cette correspondance ».

M. [redacted]ymond Barre avait envisagé, au cas où M. Chirac aurait renoncé à sa candidature, d'[redacted] noncer [redacted] la [redacted] la télévision pour exalter le geste de son prédécesseur se sacrifiant sur l'autel de la majorité unie. Dans l'hypothèse inverse il pensait désavouer par le même moyen *« l'entreprise délibérée de division »* du président du R.P.R. En définitive, c'est un simple communiqué que l'hôtel Matignon a fait publier. En indiquant que M. Chirac n'accepterait de se retirer que pour des « raisons graves et impé[redacted] » [redacted] soulignant, par ailleurs, que [redacted] maintien compromet à la fois le bon fonctionnement des institutions et le succès du plan de redressement économique, M. Barre souligne implicitement que M. Chirac n'attache aucun caractère de gravité à ces raisons.

En *revanche*, il exalte l'esprit de sacrifice qui animait M. d'Or[redacted] l'investir officiellement et formellement une nouvelle fois de la mission qu'il lui avait confiée le 12 novembre dernier. [redacted] Barre estime-t-il [redacted] lui [redacted] acquise malgré [redacted] tentative avortée que vient de faire M. Giscard d'Estaing ? Le premier ministre se contente-t-il de dresser un constat de séparation de corps *et de se résigner aux élections* primaires qui lui sont ainsi imposées ? Il se borne, en tout cas, à *« déplorer » la situation* ainsi créée. M. Barre a, en effet, le souci de ne pas engager d'un coup toute sa *responsabilité* de chef de la majorité dans un choix qu'en réalité il n'avait pas fait lui-même à l'origine.

S'il répugne un peu à « faire porter le chapeau » à M. Jacques Chirac, comme certains l'y poussent, c'est qu'il n'a aucun goût à porter lui-même un autre cha[redacted] dont on pourrait vouloir le coiffer [redacted] l'obligeant [redacted] formellement pour l'un [redacted] Il [redacted] que les [redacted] échangées [redacted] MM. [redacted] Chirac étaient toutes deux ornées de formules d'exquise courtoisie et d'estime personnelle et que leur contenu ne différait guère, en substance, des propos échangés par les deux hommes lors de leur entretien [redacted] 19 janvier.

Un dialogue de sourds

On en demeure cependant, pour le moment, à une sorte de dialogue de sourds, chacun accusant l'autre de violer le dogme de l'unité de la majorité et de dénaturer la notion de pluralisme.

C'est ce qu'a fait M. Jacques Chirac jeudi soir à France-Inter. Mais l'ancien premier ministre — qui, à cet égard, ne manque pas d'arguments — s'est employé à démontrer que ce n'était pas lui qui était l'« *agresseur* » mais qu'il était la victime d'un « *petit clan de gens, cinq ou six, qui passent leur temps à faire un bruit épouvantable* ». Toutefois, s'il a *rangé parmi eux M. Poniatowski*, il ne s'en est jamais pris à M. d'Ornano, ni à M. Barre, ni au président *de la République*. Mais il a refusé un à un les termes employés par M. Giscard d'Estaing dans sa déclaration au conseil des ministres pour contester sa candidature.

Affirmant que seules ses listes reflètent le pluralisme de la *majorité, M. Chirac veut mettre* en valeur son propre calme, sa sérénité et sa résolution en puisant des *arguments dans la* conférence de presse du chef de l'Etat du 17 janvier. Ne voulant toujours pas *envisager* de solution de compromis, il poursuit donc sa campagne, fait confiance aux électeurs et promet que les désistements du deuxième tour joueront normalement au sein de la majorité. Cependant, la fébrilité, voire la nervosité, n'est absente ni de l'un ni de l'autre camp.

Rue de Lille, où M. Chirac a installé *son P.C. opérationnel* alors que le Q.G. du R.P.R. est demeuré [redacted] la tour Mont[redacted] *on* [redacted] *préoccupe* [redacted] les [redacted] de [redacted] les [redacted] de préparer les thèmes de campagne. On s'indigne aussi que Mme Nebout, secrétaire général [redacted] parti radical, se soit vu refuser le 27 janvier l'entrée du siège de son parti place de Valois s'étant ralliée à M. Chirac. On se félicite [redacted] M. [redacted] Faure [redacted] le 25 [redacted] soutenir M. Lafay dans un meeting [redacted] congrès [redacted] la porte Maillot. On [redacted] telle émission de télévision jugée [redacted]dancieuse, on redoute les [redacted] des [redacted]

Rue de [redacted] — [redacted] de [redacted] Matignon — [redacted] M. d'Ornano [redacted] transporté, mais [redacted] dans quelques palais nationaux, *on* [redacted] *sondages*, [redacted] *qui* [redacted] favorables, [redacted] aussi cer[redacted] qui, par [redacted] *sont moins. On suppute* l'intérêt que M. d'Ornano aurait [redacted] abandonner [redacted] dix-septième arrondissement pour le [redacted] le [redacted] s'interrogent [redacted] sur le nom du futur... maire [redacted] Paris au cas où aucun [redacted] n'interviendrait entre [redacted] conseil[redacted] élus sur l'une des [redacted] d'aujourd'hui.

On analyse les [redacted] enquête parvenue [redacted] l'Elysée et qui donnerait en nombre [redacted] de [redacted] les [redacted] suivantes : [redacted] à [redacted] à [redacted] gauche, 35 à 42 au R.P.R., 20 [redacted] 25 aux républicains indépendants.

[redacted] *pour* [redacted] est de nouveau [redacted] l'impasse, si pour d'autres [redacted] clair, [redacted] après la [redacted] de M. Chirac, l'[redacted] de Paris a bien [redacted] limites d'une [redacted] municipale.

ANDRÉ PASSERON

([redacted] 29 janvier.)

Sombre bilan...

par RAYMOND BARRILLON

L'« *affrontement fratricide* » n'ayant pu être évité, l'ancien premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing et son actuel ministre de l'industrie et de la *recherche iront donc, l'un contre* l'autre, à la conquête de la mairie de Paris. Ils se préparent, dès maintenant, à cette sévère bataille de façons bien *différentes*.

M. d'Ornano, qui s'était donné les gants d'annoncer qu'il était « prêt à se retirer » (il savait bien, le matin, que la « synthèse » était impossible) s'est plu, dès le 27 janvier, à mettre en cause le passé gaulliste de la Ve République en présentant les anciens abattoirs de La Villette comme « l'exemple même de ce qu'il ne fallait pas faire ». Ses amis républicains indépendants n'y vont pas non plus de main morte, qu'il s'agisse de M. Dominati, dénonçant l'« opération politique » du *député de la Corrèze, ou de* M. Bernard Lehideux, lui reprochant de « confondre agitation et action ».

Voilà quelques raisons supplémentaires pour M. Jacques Chirac, l'habile, de se présenter comme l'« *agressé* » *et pour affirmer*, après n'avoir jamais rien dissimulé de sa détermination, qu'il ne veut de mal à personne et n'est nullement un « *homme de discorde* ». Nul doute qu'il saura se montrer aussi subtil, aussi câlin et aussi enveloppant à Paris qu'il sait, [redacted] l'être [redacted] à Eygurande [redacted] Neuvic. Ah ! le gentil [redacted] !

M. Raymond Barre, lui, humi[redacted] un [redacted] qui [redacted] d'aller le voir [redacted] Matignon, ne [redacted] rien [redacted] « [redacted] ». N'ayant [redacted] le pauvre, [redacted] comment pourrait-il [redacted] son [redacted] lorsqu'il [redacted] printemps prochain, [redacted] « législatives » ? [redacted] ra-t-il [redacted] « prendre [redacted] tête de la campagne nationale », conformément aux instructions [redacted] lui [redacted] données M. Gis[redacted] *d'Estaing*. [redacted] se [redacted] du 17 janvier ? Que [redacted] désormais l'éti[redacted] « [redacted] » qu'il [redacted] quatre [redacted] ses [redacted] *(MM.* [redacted] *Gui*ringaud, Haby, Soulfac et Mme Veil) [redacted] cinq [redacted] d'Etat (M. [redacted] Mme Saunier-Seïté, MM. Ligot, Stoléru et Lenoir) *puisqu'elle* [redacted] été enterrée dès le 17 [redacted] l'Elysée avant de mourir, le [redacted] l'hôtel Matignon ? Même si cette notion doit resurgir [redacted] ses [redacted] la force des [redacted] du [redacted] tour [redacted] « municipales » elle est déva[redacted] M. Barre ne conserve plus [redacted] « valeur économique », [redacted] au [redacted] n'est [redacted] négligeable, et [redacted] le [redacted] pas du tout si la « conjoncture » est [redacted] un [redacted]

Nouvelle maladresse, nouvelle déconvenue

M. Giscard d'Estaing, qui vient de commettre une nouvelle maladresse et de subir une *nouvelle et grave déconvenue* — fût-ce par personne interposée, — ne peut se dissimuler *l'importance capitale de la* consultation des 13 et 20 mars, bien plus « politiques » encore que ne le sont d'habitude les élections municipales.

M. Chirac ne sera pas le seul à examiner de très près les résultats des « primaires » dans les dix-huit secteurs de la capitale, mais aussi ceux qu'obtien*dront respectivement les « têtes* de liste » R.P.R., giscardiennes et centristes dans les villes de plus de trente mille habitants. Sans parler des autres. Si les *comparaisons sont aussi flatteuses* pour le Rassemblement qu'elles l'avaient été pour l'U.D.R. lors des cantonales de mars 1976 ou des élections législatives *partielles des 14 et 21 no*[redacted] premier ministre ne [redacted] d'imposer, [redacted] sa loi en s'appuyant, au [redacted] sur le « [redacted] majorité », ne pourra-t-il [redacted] en [redacted] le [redacted] les [redacted] lui [redacted] l'été dernier ?

[redacted] maintenant [redacted] de [redacted] pour un pré[redacted] République qui n'a [redacted] à se réjouir [redacted] et [redacted] Lui [redacted] se [redacted] n'être [redacted] que le « garant [redacted] », se [redacted] dans le [redacted] qui regarde le jeu [redacted] buts ? Ce serait une [redacted] la conception gaullienne et pom[redacted]

([redacted] 29 janvier.)

SPORTS

Sandro Munari (Lancia Stratos) remporte pour la troisième année consécutive le Rallye de Monte-Carlo

Monte-Carlo. — Sandro Munari (Lancia Stratos), qui [redacted] remporté, [redacted] vendredi 28 janvier, le Rallye de Monte-Carlo pour la troisième [redacted] consécutive, n'a connu qu'une petite [redacted] nuit. Il a fallu changer l'alternateur [redacted] sa Lancia [redacted] (cinquième épreuve spéciale de l'épreuve complémentaire de classement), et, *faute* [redacted] *disposer de tout* l'éclairage [redacted] dans [redacted] quatrième [redacted] cinquième épreuves de [redacted] Sandro Munari [redacted] *perdu 2 min. 39* [redacted] *Le* [redacted] de Munari [redacted] ces deux épreuves spéciales (21e [redacted] 31e) indiquait nettement que [redacted] voiture était [redacted] dif[redacted] Lancia a pu [redacted] en sorte que le rallye s'achève [redacted] de [redacted] conditions.

C'est en définitive avec une avance [redacted] min. 16 [redacted] sur [redacted] Andruet (Fiat [redacted] Abarth) que Sandro Munari a [redacted] 45e Rallye [redacted] Monte-Carlo, [redacted] laisse à penser qu'il a [redacted] guise, comme [redacted] montrent [redacted] spéciales. L'avantage en puissance [redacted] Lancia Stratos [redacted] joué [redacted] long de l'épreuve. [redacted] *tout* [redacted] *logique* que Munari, [redacted] voiture spécialement [redacted] pour [redacted] courses routières, n'ait pas connu d'inquiétude [redacted] Munari [redacted] pour [redacted] consécutive ([redacted] 1977) sur [redacted] il a [redacted] l'on prend en compte [redacted] une [redacted] égaler [redacted] nombre [redacted] que [redacted] Trévoux, vainqueur en [redacted] 1949 [redacted] Hotchkiss, [redacted] Delahaye.

De notre envoyé spécial

La [redacted] nuit du rallye [redacted] surtout [redacted] marquée par l'abandon de Pinto (Lancia Stratos) dans [redacted] première épreuve spéciale (moteur cassé), [redacted] la [redacted] l'élimination [redacted] Bachelli [redacted] 131 Abarth) [redacted] la septième épreuve spéciale, [redacted] l'incident plus original qui a provoqué [redacted] la [redacted] épreuve spéciale, [redacted] Alen (Fiat 131 Abarth), deuxième [redacted] classement après [redacted] commun [redacted] panne d'éclairage Markku Alen a fait [redacted] arrière [redacted] le tronçon chrono[redacted] — *ce qui est naturellement* formellement [redacted] — pour revenir [redacted] point [redacted] technique. Lorsqu'il voulut repartir, réparation effectuée, [redacted] voiture de commissaire lui a [redacted] le [redacted] Alen, qui [redacted] d'abandonner, [redacted] le règlement [redacted] d'une telle [redacted] a [redacted] que [redacted] spectateurs [redacted] lui [redacted] enlevant la voiture officielle. La mise hors course [redacted] été bien entendu prononcée [redacted] contrôle [redacted]

Pour [redacted] reste, l'épreuve complémentaire [redacted] valu par la [redacted] qu'a donnée [redacted] Andruet, le [redacted] de l'équipe Fiat, [redacted] Munari. *Dans* [redacted] *journée de* [redacted] les responsables de Lancia [redacted] de Fiat (Lancia [redacted] au groupe [redacted] palabres, semble-t-il, [redacted] finir [redacted] politique pour la *dernière* [redacted] *rallye. Ils étaient* [redacted] en fin [redacted] compte que Alen [redacted] Andruet, [redacted]-équipiers [redacted] leur liberté d'action, [redacted] prendre [redacted] risque inutile. [redacted] tenait [redacted] le *plus grand* [redacted] 131 [redacted] l'arrivée, et, [redacted] ce point, l'abandon [redacted] n'ont pas correspondu [redacted] du [redacted] italien.

Succès sur toute la ligne

Il n'empêche [redacted] un [redacted] qu'a [redacted] Jean-[redacted] une berline, [redacted] il [redacted] vrai, [redacted] qui [redacted] présente [redacted] la [redacted] 131, c'est-à-dire beaucoup plus [redacted] la Lancia Stratos, [redacted] unique[redacted] *compétition*. [redacted] guerre [redacted] livrée Fiat-Italie [redacted] Fiat-France a, [redacted] fin [redacted] compte, tourné [redacted] l'avantage [redacted] Fiat-France, qui engage Jean-Claude Andruet [redacted] au [redacted]rant peut être très satisfait du résultat *général* du *Rallye* [redacted] Monte-Carlo. Outre Munari [redacted] les troisième [redacted] qua[redacted] places [redacted] revenues [redacted] 131 [redacted] par Ca[redacted] — [redacted] Fiat [redacted] — [redacted] Dacremont, [redacted] dames — sur [redacted]

Le [redacted] Monte-Carlo a [redacted] baptisé, [redacted] juste titre, en 1977, [redacted] rallye [redacted] s'il se [redacted] qu'il ne [redacted] souvenir d'une [redacted] âprement disputée, il [redacted] qu'à [redacted] en [redacted] qu'il en [redacted] un [redacted]reur [redacted] cinquième sur [redacted] en [redacted] que [redacted] « [redacted] » [redacted] un rôle [redacted] jouer [redacted] l'épreuve. [redacted] la première [redacted] que [redacted] participait à ce qui est toujours considéré comme la plus cé[redacted] routière [redacted] monde.

FRANÇOIS [redacted]

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE [redacted] DE PREMIÈRE DIVISION
(Vingtième journée)

*Villeurbanne [redacted] Challans.... [redacted]
*Caen b. Bagnolet.......... [redacted]
*S.F. [redacted] Berck.......... [redacted]
Le [redacted] b. *[redacted]....... 91-87
[redacted]
*Tours b. C R O Lyon...... [redacted]
Antibes b. [redacted]....... 87-83
[redacted] b. *Tarare.......... 85-81

[redacted] — 1. Villeurbanne, [redacted] pts ; 2. Caen, 52 ; 3. [redacted] Berck, 47 ; 5. [redacted] 46 ; [redacted] et Antibes, 44 ; [redacted] 42 ; [redacted] 11. Clermont [redacted] 13. [redacted] Lyon, 32 ; 14. [redacted] Evry, [redacted] 15. [redacted] 26 ; [redacted] 22.

Escrime

CHALLENGE MARTINI

[redacted] de finale. — Reichert [redacted] A.) b. [redacted] (Pol.), 10-8 ; [redacted] (Hongrie) b. Crahay (Bel.), 10-6 ; [redacted] (R. F. A.) [redacted] (Bel.), 10-3 ; [redacted] (R. F. A.) b. [redacted] (Fr.), 10-3.

Demi-finales. — [redacted] b. [redacted]chert, 10-6 ; Hein b. Bach, 10-7.

Finale. — Hein b. [redacted] 10-5.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
(vingt-troisième journée)

Lyon [redacted] été battu à Lens (2 à 0), [redacted] avec une avance [redacted] *trois points que* [redacted] première [redacted] du [redacted] a [redacted] le [redacted] à Valenciennes (2 à 1) [redacted] la [redacted] *place* avec [redacted] de [redacted] prochain, son suivant immédiat, Paris-Saint-Germain, tenu en [redacted] au [redacted] Princes par Nîmes (0 [redacted] 0). La crise du [redacted] du [redacted] à [redacted] (4 à 0) [redacted] Nice, [redacted] un [redacted] épisode [redacted] démission de son [redacted]

*Nantes b. Sochaux 2-1
*Lens b. Lyon 2-0
Bastia b. *Valenciennes 2-1
*[redacted] et Nancy 3-3
[redacted] b. [redacted] 3-0
*Saint-Etienne b. Troyes 4-0
*Laval b. Lille 1-0
*Paris-Saint-Germain et Nîmes. 0-0
*Nice b. Rennes 4-0
*Bordeaux b. [redacted] 4-1

Classement. — 1. [redacted] 33 pts ; 2. Lyon, 30 ; [redacted] Lyon, [redacted] 5. [redacted] 27 ; [redacted] 26 ; [redacted] Metz, 25 ; [redacted] Laval, 23 ; 13. Nîmes, 21 ; 14. [redacted] et [redacted] 20 ; 16. Sochaux, 19 ; 17. [redacted] Troyes, 19 ; [redacted] *Lille, 13* ; [redacted]

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION
(vingtième journée)

[redacted]

*Angoulême [redacted] Auxerre 3-1
Ajaccio b. *Fontainebleau 1-0
*Red Star et [redacted] F.-C. 2-2
[redacted] Bourges 1-0
*Toulon [redacted]
*Gueugnon [redacted] 1-1
[redacted] 1-1
*Martigues b. [redacted] 3-2
Arles b. [redacted] 3-1

[redacted] — 1. Toulon, [redacted] pts ; 2. [redacted] et *Gueugnon*, 26 ; 4. Monaco, 24 ; 5. Avignon [redacted] Martigues, 23 ; 7. Angoulême, 22 ; 8. [redacted] 21 ; [redacted] Paris F.-C., Toulouse, Red [redacted] Fontainebleau [redacted] Ajaccio, 19 ; 15. [redacted] 18 ; 16. Tavaux, 13 ; 17. [redacted] 10.

GROUPE B

*Strasbourg b. Nœux 4-2
*Lucé [redacted] 1-1
*Dunkerque [redacted] Besançon 3-0
*Quimper [redacted] Amiens 1-1
Saint-Dié b. *Lorient 1-0
[redacted] b. *Hazebrouck 2-1
*Boulogne b. Chaumont 2-0
[redacted] b. [redacted] 3-2
*Epinal b. Caen 2-0

Classement. — 1. Strasbourg, 28 pts ; 2. Lucé, 25 ; 3. Besançon et Châteauroux, 24 ; 5. Rouen, 23 ; [redacted] Quimper, 22 ; [redacted] et Chaumont, 20 ; [redacted] Boulogne, Lorient [redacted] Epinal, 19 ; [redacted] Dunkerque et Saint-Dié, 18 ; 15. [redacted] Amiens, 16 ; 17. [redacted] 15 ; 18. [redacted]

Rugby

CHALLENGE DU MANOIR

POULE [redacted]

[redacted] b. [redacted] .... [redacted]
Perpignan b. *St. [redacted]
[redacted] — 1. Perpignan, 16 [redacted] Montferrand, 13 ; [redacted] 7 ; 4. Stade toulousain, 6.

[redacted] B

[redacted] b. [redacted] .... [redacted]
*Racing [redacted] .... [redacted]
Classement. — 1. Graulhet, [redacted] pts ; [redacted] Grenoble, 12 ; 3. Racing, 11 ; [redacted] 9.

POULE C

[redacted] b. [redacted] 60-0
*Mont-de-Marsan [redacted] PUC 38-11
Classement. — 1. Narbonne, 16 pts ; 2. Tarbes et Mont-de-Marsan, 12 ; 4. PUC, 8.

POULE D

[redacted] b. [redacted] 30-25
*La [redacted] b. [redacted] 26-7
[redacted] — 1. Dax, 14 pts ; 2. Pau [redacted] 12 ; 4. La Rochelle [redacted]

POULE E

*Agen [redacted] Vichy 28-10
[redacted] b. [redacted] 33-13
[redacted] — 1. Agen, 13 pts ; [redacted] Romans, 11 ; 3. Vichy [redacted] ban, 10.

POULE F

[redacted] La [redacted] .... [redacted]
Classement. — 1. La Voulte, 12 pts ; 2. Brive, 11 ; 3. Angoulême, 10 ; 4. Bègles, 7.

[redacted] G

[redacted] b. Bayonne .... [redacted]
[redacted] b. Toulon 14-3
[redacted] — 1. [redacted] pts ; 2. Toulon et Lourdes, 12 ; 4. Bayonne, [redacted]

Ski

DESCENTE MESSIEURS [redacted] MORZINE - [redacted]

1. [redacted] (Suisse), 1 min [redacted] 57 ; [redacted] (Aut.), 1 min. [redacted] 16 ; 3. Winkler (Aut.), 1 [redacted] sec 18 ; [redacted] (Aut.), 1 min. 46 sec 27 ; 5. [redacted] (It.), 1 min [redacted] 74 ; [redacted] (Aut.), 1 min 47 sec 53 ; 7. Josi (Suisse), 1 min 47 sec 61 ; 8. Ferstl (R. F. A.), 1 min. 47 sec 66 ; 9. Corvi (It.), 1 min 47 sec 78 ; 10. Muller [redacted] 1 min. [redacted] 81.

SLALOM [redacted] MEGÈVE

1. [redacted] Kaserer (Aut.), 1 [redacted] 34 [redacted] 87 ; 2. L.-M. [redacted] 1 min 34 [redacted] 3. A.-M. [redacted] (Aut.), 1 min. [redacted] 6 ; 4. V. Flec[redacted] (E.-U.), 1 min [redacted] 40 ; [redacted] R. [redacted] (Aut.), 1 [redacted] 35 sec. 53 ; [redacted] Serrat (Fr.), 1 min 35 sec. 61 ; [redacted] A. [redacted] (E.-U.), 1 *min.* 36 [redacted] *B. Dorsey* (E.-U.), 1 min. [redacted] sec 29 ; [redacted] L. [redacted]ner (Aut.), 1 min. [redacted] 63 ; [redacted] (Aut.), 1 min. [redacted] 78.

RELIGION

L'Église réaffirme son opposition à l'ordination sacerdotale des femmes

Archaïsme ou fidélité ?

[redacted] précautions [redacted] la diffusion du document romain sur le [redacted] d'admettre des femmes au sacerdoce. Outre *le texte proprement dit — une* brochure de dix-sept pages — signé des responsables de la Congrégation pour la doctrine de [redacted] explicitement approuvé par [redacted] VI, qui en [redacted] ordonné la publication, le Saint-Siège [redacted] dif[redacted] *en* [redacted] *un* [redacted] substantiel accompagné d'un [redacted] de dix-huit [redacted] avec [redacted] truffé [redacted] scripturaires, historiques [redacted] théologiques, ce [redacted] une aide précieuse pour *situer la déclaration et apprécier* la portée de ses arguments. Enfin Mgr Etchegaray a tenu à présenter lui-même le document aux *catholiques de France* en tant que président de la conférence épiscopale.

[redacted] soins ? *De* [redacted] évidence, [redacted] pas [redacted] le mauvais accueil réservé l'an [redacted] au document sur l'éthique [redacted] parachuté à l'improviste [redacted] rédigé d'une [redacted] abrupte [redacted] a compris que la manière [redacted] donner [redacted] mieux que ce que [redacted]

[redacted] également en [redacted] des mobiles œcuméniques. L'Église [redacted] mise [redacted] part, les autres [redacted] plus en plus [redacted] à l'ordina[redacted] ne voudrait [redacted] *rapports* [redacted] Eglises [redacted] silence leur point de vue et se garde [redacted] polémique. D'où le [redacted] serein [redacted] une [redacted] l'exposé [redacted] motifs. La Congrégation pour [redacted] doctrine [redacted] (ex-Saint-Office) n'avait guère [redacted]tué [redacted] prise en considération et [redacted] positions [redacted] catholiques. [redacted] portent [redacted] marque de la réforme de la curie entreprise [redacted] VI.

[redacted] raisons, [redacted] déclaration [redacted] vraisemblablement reçue [redacted] manière [redacted] qui ne [redacted] convaincus. [redacted] d'ailleurs, [redacted] misogynie et prend [redacted] par rapport [redacted] théologiens qui, [redacted] le passé, [redacted] plus ou [redacted] méprisé [redacted] justifié [redacted] sou[redacted] prêché l'inégalité [redacted] clairement [redacted] de travailler, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Eglise, à la promotion [redacted] s'auto[redacted] si [redacted] position [redacted] être [redacted] douloureusement, [redacted] *apparaîtra*, [redacted] *longue*, *positive* » [redacted] à aider à « *approfondir* [redacted] *respective* [redacted] *et* [redacted] *femme* ».

[redacted] document [redacted] généreusement l'affirmation du cardinal Daniélou selon laquelle il [redacted] « [redacted] *objection théologique fondamentale* [redacted] *l'éventualité* [redacted] *femmes prêtres* ».

Jésus-Christ, [redacted] un fait, n'a [redacted] admis [redacted] parmi [redacted] apôtres, [redacted] mère, alors qu'il n'a [redacted] hésité, [redacted] bien d'autres points, [redacted] aller [redacted] l'encontre [redacted] son temps. Saint [redacted] reconnaît lui-même que parmi [redacted] baptisés « [redacted] *n'y a* [redacted] *Juif, ni Grec ; ni esclave* [redacted] *homme* [redacted] *; ni homme, ni femme* ». Pourtant il [redacted] clair [redacted] l'exégèse [redacted] suffit [redacted] l'attitude séculaire du catholicisme. C'est l'Église elle-même, lit-on, qui [redacted] « *le discerne*[redacted] *entre* [redacted] *qui peut changer* [redacted] *doit demeurer im*[redacted] *Quand* [redacted] *estime* [redacted] *pouvoir accepter* [redacted] *changements, c'est qu'elle* [redacted] *par* [redacted] *Christ* [redacted] *attitude, malgré* [redacted] *apparences, n'est* [redacted] *alors* [redacted] *l'archaïsme, mais* [redacted] *fidélité.* » Cette [redacted]quille [redacted] goût [redacted] le monde.

L'argumentation repose [redacted] points : 1) le prêtre n'agit [redacted] son nom [redacted] mais [redacted] Christ ; 2) [redacted] implique que le prêtre [redacted] « signe » [redacted] Christ ; 3) [redacted] qu'il [redacted] signe, [redacted] être un [redacted] le [redacted] le Christ lui-même, nouvel Adam.

Le [redacted] part sur le fait que [redacted] sacerdoce [redacted] ne peut être revendiqué comme un droit même par les hommes. On [redacted] saurait donc réduire, est-il précisé, la non-ordi[redacted] à une « injus[redacted] », [redacted] la différence [redacted] justifierait des différ[redacted] fonctions ecclésiasti[redacted] une [redacted] de complémen[redacted] Toutefois, on [redacted] saurait presser cette idée [redacted] l'époque où, *dans la* [redacted] *civile*, [redacted] accéder, ou presque, [redacted] n'importe quelle profession.

Il va [redacted] s'appuie [redacted] une [redacted] théologie de l'Eglise et sur [redacted] conception du [redacted] elle se recoupe plus ou moins [redacted] celle [redacted] l'Eglise orthodoxe, il n'en va [redacted] même avec la [redacted]nion anglicane [redacted] diverses Eglises protestantes. Cette manière de voir [redacted] s'impose pas, elle n'en[redacted] la foi. [redacted] doute ne peut-on la [redacted] une question disciplinaire ; il s'agirait plutôt d'une cohérence [redacted] Telle [redacted] la [redacted] la position exposée.

L'avenir laissera-t-il [redacted] manière [redacted] juger ? Cer[redacted] l'esprit [redacted] la déclaration, [redacted] l'histoire nous enseigne qu'il [redacted] toujours [redacted] l'avenir.

Le problème des diaconesses

[redacted] il est symptomatique que *Rome* [redacted] voulu laisser [redacted] problème [redacted] diaconesses. Si [redacted] n'en [redacted] le [redacted] officiel pré[redacted] « *cette question doit* [redacted] *de façon complète* [redacted] *sans* [redacted] *préconçue* » [redacted] *n'interdit* [redacted] donnera un jour le [redacted] vert. En effet, le diacre, [redacted] différence du prêtre, n'a ni le pouvoir eucharistique ni [redacted] d'absoudre.

D'autre part, [redacted] Saint-Siège devra, [redacted] ou tard, réexaminer [redacted] loi du célibat ecclésiastique. Paul VI a déjà admis l'éventualité d'*ordonner* [redacted] *hommes mariés* [redacted] des [redacted] exceptionnels, [redacted] nombre [redacted] évêques ralliés [redacted] formule croît régulièrement.

Quant [redacted] l'ordination sacerdotale [redacted] femmes, il [redacted] un point sur lequel maint catholique pourrait [redacted] Un changement [redacted] discipline romaine provoquerait sans [redacted] qui permettrait [redacted] combler [redacted] ou ailleurs [redacted] l'Église y gagnerait-[redacted] en profondeur ? [redacted] époque où la [redacted] d'identité du prêtre [redacted] particulièrement [redacted] serait-il opportun [redacted] effectifs du clergé [redacted] par trop féminisés ?

[redacted] préférable d'atten[redacted] que se [redacted] un [redacted] visage du prêtre [redacted] remontée générale [redacted] vocations ? [redacted] aucun cas l'ordination [redacted] apparaître [redacted] la crise actuelle. Ce serait [redacted] fausser [redacted] sens [redacted] la portée. De [redacted] considérations pratiques [redacted] rarement explicitées, [redacted] d'être négligeables. En dépit [redacted] la [redacted] plus malléable que [redacted] stratégie, qui [redacted] elle, sur des [redacted] tangibles.

HENRI FESQUET.

(Samedi 29 janvier.)

La loi sur l'avortement à l'épreuve des réalités

LE 18 janvier 1975 paraissait au Journal officiel la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) abrogeant la trop célèbre « loi de 1920 » que tous, y compris les plus farouches opposants à la libéralisation de l'avortement, tenaient pour inapplicable, au moins dans son aspect pénal.

Deux ans après sa promulgation, peut-on estimer que la loi « provisoire » sur l'I.V.G. (prévue pour une durée limitée à cinq ans) est convenablement appliquée et qu'elle se révèle adaptée à l'épreuve des réalités ? Ou, à l'inverse, est-elle inadaptée ou encore a-t-elle été déviée dans un sens par un corps médical réticent ou dans un autre par un militantisme malthusien forcené ?

De nombreux témoignages nous parviennent régulièrement, et celui que nous publions ci-dessous est, à cet égard, significatif : il fait apparaître que, dans bien des cas, il est encore loin d'être aisé pour une femme « en détresse » (terme contenu dans la loi) de demander et d'obtenir un avortement dans de bonnes conditions matérielles et psychologiques.

Cependant un certain nombre de gynécologues et d'obstétriciens qui ont accepté de pratiquer sans enthousiasme des I.V.G. s'interrogent sur le bien-fondé des termes mêmes de cette loi, sur ses lacunes, son inadaptation ou son laxisme.

C'est ainsi que sous le titre « Conséquence d'une loi. Avortement an II », le docteur J.-H. Soutoul, professeur titulaire de clinique gynécologique et obstétricale de la faculté de médecine de Tours, vient de publier aux éditions de la Table ronde (1), en collaboration avec d'autres professeurs de gynécologie et obstétrique, un ouvrage très critique dédié à « la femme enfin responsable et libérée de ses faux libérateurs et aux médecins et aux gynécologues silencieux mais conscients de leur responsabilité et des imperfections d'une loi à l'essai ».

Préfacé par le docteur Dagroua-Weill-Hallé qui dénonce *« le dernier gadget de la libéralisation de la femme en France : l'avortement sans risques et dans la joie »*, le livre du professeur Soutoul entend révéler *« ce que pensent des centaines de gynécologues et des milliers de médecins, en prenant à témoin l'opinion publique aveuglée volontairement par un voile pudique ou sectaire ».*

Les auteurs y démontrent que *« le nombre d'avortements légaux effectués en 1975 et au premier semestre 1976 dépasse considérablement les chiffres officiels avancés par la presse et la radio-télévision ; la loi libérant l'avortement n'est pas appliquée dans des conditions satisfaisantes par la plupart des centres officiels actuellement mis en place à Paris et en province. Ses insuffisances tendent à la répétition des avortements et à l'abandon de toute prévention contraceptive.*

La loi est tournée et bafouée de plus en plus souvent, si bien que, paradoxalement, l'avortement lucratif a repris ses droits et utilise abusivement le remboursement des organismes sociaux pourtant refusé d'après la loi pour les avortemenets sans justification médicale. »

En conséquence, les auteurs proposent que soient décidés à bref délai des *« rectificatifs légaux »* pour éviter à la France de connaître des *« effets désastreux ».*

Après avoir estimé à plus d'un million le nombre d'avortements pratiqués en France depuis la nouvelle loi (2) et jugé son application du point de vue des femmes et des médecins, le docteur Soutoul compare les aspects positifs et négatifs de la loi. Positif : la diminution des recours à l'avortement criminel clandestin ou « sauvage » et la réduction des voyages à l'étranger. Négatif : les incidences sur la santé publique (risque de stérilité, de prématurité, séquelles psychologiques, perturbation de la vie sexuelle) ; les effets démographiques de la loi (participation à la dénatalité).

Estimant *« plus politique que sociale »* la loi actuelle, le docteur Soutoul fait des propositions concrètes d'aménagement.

» 1) L'application stricte de la loi du 17 janvier 1975 ;

» 2) L'ajustement de la loi par création de quelques freins supplémentaires non prévus dans le texte initial ;

» 3) L'information régulière du pays sur les réalités démographiques et des femmes françaises sur les répercutions physiques et psychologiques de l'avortement ;

» 4) La définition d'une politique libérale et constructive devant les problèmes de la grossesse et de la naissance ; le soutien de la troisième grossesse et du troisième enfant ; le soutien et la revalorisation de la femme célibataire ; la protection de la maternité normale et de la grossesse à risques ; l'aide importante aux couples stériles ; le barrage à la stérilisation volontaire pour convenances personnelles.

» 5) La prévention de l'avortement : par un enseignement objectif de la sexualité ; par le développement de l'information sur la contraception au niveau de l'étudiant, du médecin généraliste et de toutes les femmes françaises en général. »

Il paraît bien difficile de suivre sur tous les points le docteur Soutoul et ses collaborateurs qui, en toute bonne foi on peut l'espérer, sont par moments moralisateurs et culpabilisants à l'excès. On est surpris, par exemple, de lire dans le *Kaléidoscope de la détresse* les cas considérés comme « injustifiés » par les auteurs et dont certains paraîtraient à d'autres fort justifiés, on est aussi un peu étonné de leur grande indulgence, malgré de réelles critiques, en faveur des médecins fanatiques *« pour le respect absolu de la vie »* alors qu'ils vilipendent sans la moindre clémence les « commandos » du MLAC, les *« militants »* du Planning familial international et autres *« faux libéralistes ».*

En revanche, il est rassurant de lire que l'avortement ne peut en aucun cas être considéré comme un bon moyen de contraception, qu'il convient de mieux contrôler les déclarations et les actes d'I.V.G., de traquer les nouveaux clandestins, qui sont des médecins cette fois, mais le plus souvent non spécialisés en gynécologie et qui trouvent là une filière des plus lucratives ; enfin, qu'il convient d'informer.

Sans doute la *« loi Simone Veil »*, élaborée et votée rapidement, est-elle loin d'être parfaite, et bien des arguments avancés dans ce livre méritent-ils qu'on y prête une grande attention, mais, comme le faisait remarquer récemment l'entourage du ministre de la santé, *« lorsqu'une loi est critiquée parce que, pour les uns, elle est appliquée de façon trop restrictive et, pour les autres, trop permissive, n'est-elle pas le reflet de ce que souhaite finalement le plus grand nombre ? »*

On peut cependant admettre avec le docteur Soutoul qu'il convient d'informer plus et toujours, d'aider socialement plus largement les femmes qui procréent, enfin de soutenir davantage la mère célibataire et de revaloriser la *femme enceinte en général*, qui de nos jours a des sentiments très ambivalents à l'égard de ses vocations de femme libérée, de mère, de travailleur. Alors peut-être, les attitudes du plus grand nombre pourraient-elles se trouver modifiées.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(Jeudi 20 janvier.)

(1) *Conséquences d'une loi - Avortement an II*, par le professeur J.-H. Soutoul, de la faculté de médecine de Tours (La Table ronde, éditeur, 288 p., 42 F).

(2) *La querelle des chiffres*, qui, jusqu'à présent, portait sur les avortements clandestins, se reporte actuellement sur les avortements légaux. Les insuffisances des déclarations actuelles ne permettent pas *d'avancer de chiffres fiables. Officiellement*, 64 780 avortements ont été recensés au premier semestre de *1976 : le chiffre réel serait nettement* plus élevé. Les

7 300 interruptions de grossesse à l'Assistance publique de Paris en 1976

DANS un état comparatif des interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) pratiquées dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris en 1976, il apparaît que :

- **13 346 femmes se sont présentées pour une consultation pré-I.V.G., mais que 7 316 interventions seulement ont été finalement réalisées (entre 500 et 780 interventions par mois) avec un « sommet » de 742 en mars ;**
- **1 397 interruptions ont été pratiquées sans anesthésie, et 5 919 sous anesthésie générale ;**
- **2 759 femmes ayant formulé une demande présentaient une grossesse de plus de dix semaines ;**
- **2 789 femmes seulement sont revenues en consultation à l'hôpital après l'intervention.**
- **Sur le total des 7 316 avortements, 327 ont été effectués pour raison « thérapeutique », 196 pour fausse couche, et 140 incidents ont été relevés.**

Avec une moyenne hebdomadaire de 140 avortements par semaine, ces chiffres établis pour l'année 1976 sont en légère augmentation par rapport à ceux (114 en moyenne par semaine) portant sur la période de douze mois (1er avril 1975 - 1er avril 1976), publiés par M. Pierre Bonamour, inspecteur général de l'Assistance publique de Paris, qui avait eu la responsabilité de promouvoir dans les hôpitaux de l'A.P. les structures nécessaires à l'application de la loi (1). Ces chiffres sont encore loin de l'estimation des « besoins » évalués par l'étude préalable à l'installation de ces unités de trente à cent avortements par jour.

« L'effort dissuasif »

M. Bonamour précisait dans son rapport que, depuis leur création en mars 1975, les quinze unités légères — deux à quatre lits — intégrées soit dans les services de gynécologie-obstétrique, soit fonctionnant de manière autonome, ont effectué 5 950 avortements, dont 5 206 avec anesthésie générale, par la méthode traditionnelle d'aspiration suivie d'un curetage, quel que soit l'âge de la patiente, et 744 sans anesthésie pour des grossesses de moins de sept semaines.

Les patientes ont été hospitalisées pendant quelques heures pour les interventions sans anesthésie générale (20 %), et pendant vingt à vingt-quatre heures (40 %) ou quarante à quarante-huit heures (40 %) lorsqu'une anesthésie était nécessaire.

L'étude précisait encore qu'une grande importance a été accordée, dans la plupart des unités, aux deux consultations médicales précédant l'intervention, et à la mise en œuvre de « l'effort dissuasif » ; que le nombre des interventions demandées dans les hôpitaux de l'A.P. est légèrement supérieur à celui des opérations finalement prises en charge ; que peu d'hôpitaux, d'ailleurs, sont équipés pour répondre à toutes les demandes, mais que, chaque fois qu'une demande formulée dans les conditions correspondant à la loi n'avait pu être satisfaite, la patiente avait été orientée vers une autre institution pouvant la prendre en charge.

(Jeudi 20 janvier.)

(1) Revue *l'Hôpital à Paris*, n° 34, juillet-août 1976.

Témoignage

Les vraies causes des retards

S'IL est exact que la plupart des femmes se font avorter entre la huitième et la dixième semaine, les causes énumérées : *« crainte des femmes »*, *« négligence »*, *« hésitation »*, n'entrent que pour un faible pourcentage dans les causes d'avortements *tardifs.*

La véritable raison — que les statistiques du ministère de la santé se gardent bien de faire apparaître — est la volonté délibérée des hôpitaux de mettre la femme dans l'impossibilité d'avorter en *faisant* reculer le plus possible l'opération et en divulguant *de fausses informations.*

Pour mieux me faire comprendre, je vais vous raconter ma propre histoire. J'ai appris le 2 juillet dernier que j'étais enceinte de trois semaines. Le lendemain, je me précipite à *l'hôpital de Créteil, dans le Val-de-Marne*, car *« on ne prend pas de rendez-vous par téléphone ».* Je me rends donc sur place pour prendre les trois rendez-vous obligatoires : un avec le médecin, un avec l'assistante sociale, un avec le psychologue. *On m'annonce* que le premier rendez-vous n'aura lieu que le 19 juillet. Affolée, je demande que les trois rendez-vous soient groupés afin de ne pas perdre trop de temps. On me rassure avec un sourire forcé en me *disant que je suis largement* dans les temps, que je n'ai pas à m'inquiéter, etc. Enfin, sur mon insistance, la secrétaire accepte de mettre le rendez-vous avec l'assistante sociale le même jour.

Le 19 juillet au matin, je vois donc le médecin. *Je passe sur* l'accueil méprisant qui m'est *réservé et sur toutes les humi*liations dont je fais l'objet. Arrive le moment de paraître sur le banc des accusées face à l'assistante sociale — car c'est bien de cela dont il s'agit : un véritable procès où l'on essaie de culpabiliser au maximum *la femme* qui veut avorter. Là, j'expose ma situation : j'ai vingt-huit ans, je suis secrétaire en chômage depuis juin 1975, je vis seule dans une chambre meublée (12 mètres carrés sans aucun confort), j'ai toujours désiré un enfant, mais ma situation financière actuelle m'interdit de satisfaire ce désir.

On prend note et on me fera connaître la décision *« plus tard ».* Alors là ! j'explose ; on m'a déjà fait perdre assez de temps comme ça ; *les semaines défilent* à une allure inquiétante et personne ne veut me dire franchement si l'intervention se fera ou non. A bout de nerfs, je demande à l'assistante sociale si c'est la même chose pour tout le monde, si toutes ces personnes qui attendent anxieusement avec moi seront rassurées sur leur sort. Elle m'avoue que sur quinze femmes qui se présentent par jour deux seulement sont prises en charge, et qu'en ce qui me concerne ma situation, bien que n'étant pas mirobolante, n'est cependant pas désespérée (quelle femme n'est pas désespérée quand elle attend un enfant qu'elle ne peut élever faute de moyens financiers ?) ; bref, que mon dossier passera en commission, mais, d'après elle, je n'avais aucune chance d'être retenue. Pourquoi ne me l'a-t-on pas fait savoir plus tôt alors ? Elle murmure : *« Nous n'avons pas le droit de le dire. »*

L'attitude de cet hôpital est claire : elle suit en droite ligne la politique nataliste du gouvernement : *retarder le plus possible* l'intervention jusqu'au point de non-retour.

Ces messieurs oublient une chose, c'est que lorsqu'une femme a décidé d'avorter elle le fera coûte que coûte, quitte à risquer sa vie, *surtout lorsque ce sont des* préoccupations financières qui la poussent dans ce sens. Dans ce cas *« on n'a pas le choix ».*

Lorsque l'on est informé, on n'est plus sensible à ces manœuvres et on les démonte à temps. On va ailleurs. En clinique, c'est plus cher, mais on est prise tout de suite, *à condition* de ne pas avoir trop dépassé les huit semaines — délai limite pour la méthode Karman (par aspiration). Sinon, il reste l'étranger, quand on a de l'argent, ou bien on s'avorte toute seule et on arrive en triste état à l'hôpital.

Alors, où sont ici la *« crainte »*, la *« négligence »*, l'*« hésitation »* des femmes ? Pour ma part, je m'en tire avec une dépression nerveuse, car j'ai dû avoir une intervention avec anesthésie générale, ce qui est très traumatisant, et qui aurait pu être évité si j'avais *su tout de suite la vérité* au sujet de l'hôpital de Créteil.

*Qui attaquer ? Le service gyné*co-obstétrique de Créteil ? Inutile, ils n'ont commis aucune faute au regard de la loi. La clinique qui m'a acceptée ? Non, puisqu'elle l'a fait plus ou moins clandestinement (et qui, par ailleurs, tout s'est bien passé), en me demandant de payer d'avance *et en espèces : et ce, vous l'avez deviné* comme moi, pour deux raisons : la première, c'est que c'est toujours cela en moins à déclarer au fisc, et la deuxième, *c'est qu'en* cas de complication on ne m'a jamais vue. Alors, où est la libéralisation de l'avortement ? Où sont les services éclairés du ministère de la santé qui sont censés accueillir les femmes enceintes et leur prodiguer un secours *« socio-psychologique »* ?

Le fait que la Sécurité sociale ne rembourse pas les avortements *donne libre cours* aux avorteurs avides d'argent, puisque aucun contrôle ne peut les atteindre.

Pour nous les femmes, c'est toujours la clandestinité, avec tout ce que cela comporte.

Si la volonté du gouvernement est réellement de libéraliser l'avortement, alors que tous les *hôpitaux et cliniques soient* réellement soumis à un contrôle, et que ceux qui se refusent à pratiquer des avortements — et ils sont libres de le faire — soient remplacés, pour ce type d'intervention, par une équipe préparée à les pratiquer non seulement sur le plan médical, mais également *sur le plan psychologique*, afin que l'on supprime cette humiliation, ce mépris qui *« enfonce encore plus »* la femme qui a tant besoin de chaleur humaine et de compréhension dans ces moments-là !

ANNICK MOUTAILLIER.

(Jeudi 20 janvier.)

L'INAUGURATION DE LA CENTRALE D'ODEILLO

Une première mondiale de l'énergie solaire

En l'absence de Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, et de M. Jean-Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles, *qui accompagnait le président de la République en* Arabie Saoudite, c'est M. Robert Chabbal, directeur du Centre national de la recherche scientifique qui a inauguré le mardi 25 janvier la centrale solaire d'Odeillo. Première installation à fournir de l'électricité d'origine solaire au réseau d'Electricité de France, cette centrale expérimentale doit ouvrir la voie à des installations plus importantes qui feront peut-être du Soleil, au *début de l'an 2000, la source d'énergie abondante, non polluante* et peu coûteuse que chacun souhaite.

Couplée au réseau le 19 octobre dernier, la centrale solaire d'Odeillo (Pyrénées-Orientales) fait entrer le Soleil, aux côtés du charbon, du pétrole, du gaz, de l'uranium, de l'eau des fleuves et de celle des marées, au club des sources d'énergie de l'E.D.F. Entrée modeste : la centrale d'Odeillo a une puissance de 64 kilowatts, c'est peu quand on la compare aux 900 mégawatts (900 000 kilowatts) de la centrale *nucléaire de Fessenheim.*

Mais il faut un commencement à tout, et cet énorme écart est naturel puisque d'un côté il s'agit d'une installation industrielle, et de l'autre d'une réalisation expérimentale ; sa construction fut décidée il y a deux ans *(le Monde du 26 février 1975)*, pour étudier les techniques de conversion en électricité de l'énergie solaire : les considérations de puissances, de rendement et de coût étaient secondaires. Une comparaison plus raisonnable serait à faire entre la puissance d'Odeillo et *celle de la* première *installation* nucléaire à fournir de l'électricité. Il s'agissait du réacteur G-1 de Marcoule, d'une puissance de 3 mégawatts, qui fournit sa première électricité en 1957.

La centrale d'Odeillo est, en fait, une « retombée » du four solaire qui y fut construit en 1969. Cette installation est essentiellement formée de nombreux miroirs qui concentrent le rayonnement du Soleil. Car c'est là le paradoxe de cette énergie. Très abondante, elle est très diluée, et, si l'on veut disposer de puissances importantes, il faut recueillir le rayonnement solaire sur de grandes superficies : une surface de un mètre carré, perpendiculaire au Soleil, reçoit environ un kilowatt, dont une faible part seulement est convertible en électricité. Le rendement de la centrale d'Odeillo n'est que de 2 %.

Un jeu de miroirs étant déjà en place à Odeillo, construire une centrale solaire n'était pas un investissement trop important, compatible avec les moyens limités actuellement accordés aux recherches sur les énergies nouvelles. Le C.N.R.S. avait établi un « programme interdisciplinaire de recherche sur le développement de l'énergie solaire » *(PIRDES)*, que M. Robert Chabbal dirigeait avant de devenir, l'été dernier, directeur général du C.N.R.S. C'est dans le cadre de ce programme que fut construite la centrale d'Odeillo.

Depuis, des programmes plus ambitieux ont été décidés. Le projet THEM, proposé par le C.N.R.S., en accord avec l'E.D.F., et avec la participation de plusieurs industries privées, prévoit la construction d'une centrale de 25 mégawatts, qui pourrait être mise en service en 1979 ou en 1980. Elle sera, bien évidemment, construite dans le sud de la France, mais le site exact n'est pas encore choisi.

Il s'agira, comme pour Odeillo, d'une centrale « à tour » *(le Monde daté 7-8 mars 1976)*, où un jeu de miroirs concentre les rayons du soleil sur une chaudière placée en haut d'une tour. Notre correspondant à Perpignan nous signale qu'à Odeillo cette chaudière porte à 335 °C un fluide organique, le gilotherm, qui est ensuite stocké dans un réservoir de 30 mètres cubes. La chaleur dégagée sert alors à vaporiser de l'eau, et la vapeur, sous la pression de 25 bars, actionne un turbo-alternateur. *Les chercheurs* espèrent réaliser un jour des centrales à conversion directe, où des cellules photosensibles en silicium seraient assemblées sur de très grandes surfaces et transformeraient directement le rayonnement solaire en électricité. Déjà utilisé pour l'alimentation en électricité des satellites, ce système est actuellement beaucoup trop coûteux pour que son industrialisation soit envisageable. — M. A.

(Jeudi 27 janvier.)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 24 AU 28 JANVIER 1977

Une baisse « politique »

En démontrant l'apparente futilité des efforts déployés par le gouvernement pour resserrer les rangs d'une majorité profondément divisée, la décision de M. Chirac de maintenir sa candidature à la mairie de Paris a jeté la confusion à la Bourse. Un véritable climat de psychose pré-électorale a régné cette semaine sous les colonnes du palais Brongniart et le marché, repris par ses vieux démons, a négligé les indications pourtant très favorables fournies par le baromètre de l'économie, pour donner libre cours à ses craintes politiques. De ce fait, les cours ont sensiblement baissé.

Malgré un contexte politique déjà assez trouble, la semaine n'avait pourtant pas mal commencé. Lundi, premier jour du nouveau mois boursier, un très vif redressement s'était même opéré. Mais, dès le lendemain, le mouvement donnait des signes d'essoufflement et la tendance *redevenait assez irrégulière*. Mercredi, l'effritement reprenait, un effritement, cependant, qui procédait encore d'un attentisme prudent, à quelques heures de la publication des derniers *indicateurs de l'économie*. *Las !* Jeudi, malgré les nouvelles très réconfortantes venues de ce côté, l'attitude intransigeante de l'ancien premier ministre rompait définitivement le charme et une assez forte rechute se produisait. A la veille du week-end, l'aide discrète mais *efficace des « gendarmes » (Caisse des dépôts et autres)*, conjuguée à quelques rachats de découvert, limitaient néanmoins les dégâts au minimum. Par rapport à leurs plus hauts niveaux de la semaine, les divers indices n'en ont pas moins fléchi de 2 % et d'un vendredi à l'autre de *près de 1 %, ce qui porte* la baisse des valeurs françaises à près de 6 % en moyenne depuis le 10 janvier.

Sans ce nouveau et malheureux incident, tout au contraire aurait dû porter la Bourse à se réjouir : la vive décélération des prix en décembre, plus rapide encore que *prévu ;* la forte réduction du déficit commercial le même mois ; les résultats plutôt rassurants des dernières enquêtes menées sur la marche des entreprises, la poursuite de la baisse des taux d'intérêt, et le sensible raffermissement du franc.

Mais décidément, le *spectacle* répété de leurs déchirements donné sur la place publique par les principaux dirigeants de la majorité met les nerfs des opérateurs à fleur de peau. A un mois et demi des élections municipales, dont la Bourse appréhende déjà, par anticipation, les résultats, il était inévitable *que* l'accentuation des divisions entre les deux grandes formations politiques crée un profond malaise autour de la corbeille. Le feuilleton politique est loin d'être clos. De nouvelles zones de turbulences sont de ce fait à redouter, à moins que l'image de l'homme fort, capable de vaincre, ne s'impose à un marché sur le fond assez « chiraquiste ». Pour l'heure, la baisse n'a pas encore pris sa véritable dimension, tant la maigreur des échanges a été grande. *Mais*, sans élément de réconfort, elle pourrait rapidement la trouver.

ANDRÉ DESSOT.

La remontée du dollar et du franc s'accentue

Le mouvement de bascule amorcé sur le marché des changes depuis le début de l'année avec la remontée du DOLLAR, du FRANC et des monnaies faibles par rapport aux monnaies fortes, s'est accentué cette semaine, avec une note particulière pour le FRANC, qui poursuit son redressement.

Dès le lundi, le DOLLAR faisait *prime partout*, *notamment* à Francfort, où il débordait rapidement le cours de 2,40 DM pour frôler 2,43 DM le lendemain et atteindre 2,4330 DM mercredi ; jeudi et vendredi matin, une petite réaction se *faisait sentir*, avec un retour à 2,42 DM, mais, vendredi après-midi, l'annonce, à New-York, d'une réduction sensible du déficit de la balance commerciale américaine en décembre, ramené à 554 millions de dollars contre 906 millions de dollars en novembre, stimulait à nouveau la monnaie américaine, qui retrouvait le niveau de 2,43 DM à Francfort.

De cette bonne santé, le FRANC a bénéficié à nouveau, mais cette fois-ci des facteurs strictement français sont venus conforter son redressement : hausse de 0,3 % des prix en décembre, réduction du déficit de la balance commerciale, atténuation du pessimisme ambiant, et ceci, en dépit des affrontements au sein de la majorité présidentielle. Le jeu des termes de règlement (leads and lags), si néfaste au franc l'an dernier, commence à lui être favorable, les importateurs se couvrant moins vite et les exportateurs n'ayant plus intérêt à retarder le rapatriement du produit de leurs ventes. Tous ces facteurs conjugués ont permis à notre monnaie de s'apprécier à nouveau, le DEUTSCHEMARK revenant de 2,07 F à 2,05 F (et même 2,045 F, mercredi), tandis que le FRANC SUISSE glissait à 1,97 F contre 1,99 F environ. Comme le FRANC accompagnait *le* DOLLAR dans sa hausse, le cours de ce dernier a évolué entre 4,96 F et 4,998 F, pour terminer à 4,98 F environ. Il convient de noter qu'à l'approche du seuil des 5 F, la Banque de France a vendu du DOLLAR pour freiner sa hausse, comme elle en avait acheté il y a quelques semaines à 4,93 F pour freiner sa baisse.

De *son côté*, la Banque d'Angleterre est intervenue vigoureusement tous les jours pour empêcher *la LIVRE de dépasser le cours de* 1,72 dollar, niveau qu'elle estime satisfaisant pour la compétitivité *des exportations britanniques*. Ses achats ont atteint 50 à 100 millions de dollars quotidiennement, *davantage le jour où un emprunt* de 1,5 milliard d'EURODOLLARS fut annoncé, et s'élèvent dit-on, à *plus de 1 milliard* de dollars depuis le début de l'année.

Même la LIRE, ce Petit Poucet de la Communauté monétaire européenne, s'est redressée, suivant le DOLLAR, le FRANC et la LIVRE dans leur remontée par rapport aux monnaies du « serpent » et au FRANC SUISSE, et ceci, malgré une nouvelle baisse de 0,50 % de la surtaxe sur les importations.

Quant au DEUTSCHEMARK, c'est le grand perdant de cette partie : manifestement, il fait moins recette, d'autant que la quasi-rupture entre le gouvernement et les syndicats fait craindre une vague de revendications.

Sur le marché de l'or à Londres, le cours de l'once a poussé une pointe à 133,50 dollars dans l'attente des résultats de la sixième adjudication du Fonds monétaire, qui s'est finalement effectuée à un prix unique de 133,26 dollars par once contre 137 dollars le 8 décembre. Déçus par ces résultats, les opérateurs ont laissé glisser les cours à 131,30 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..		1,7150	8,5278	4,3089	4,1485	63,6779	4,3406	1512,63
	—	1,7150	8,5304	4,2900	4,1160	63,2835	4,3106	1512,63
New-York.	1,7150		20,1186	39,8009	41,3383	2,6932	39,5100	0,1133
	1,7150	—	20,1045	39,9768	41,6666	2,7100	39,7851	0,1133
Paris.....	8,5278	4,9725		197,91	205,56	13,3921	196,46	5,6377
	8,5304	4,9740	—	198,81	207,25	13,4736	197,89	5,6394
Zurich....	4,3089	2,5125	50,5279		103,8652	6,7667	99,3690	2,8436
	4,2900	2,5015	50,2915	—	104,2291	6,7791	99,5225	2,8361
Francfort.	4,1485	2,4190	48,6475	96,2786		6,5149	95,5748	2,7426
	4,1160	2,4000	48,2509	95,9124	—	6,5040	95,4843	2,7210
Bruxelles.	63,6779	37,1300	7,4670	14,7781	15,3493		14,6700	4,2097
	63,2835	36,9000	7,4185	14,7311	15,3750	—	14,6807	4,1836
Amsterdam	4,3406	2,5310	50,8999	100,7363	104,6300	6,8165		2,8696
	4,3106	2,5135	50,5327	100,4797	104,7291	6,8116	—	2,8497
Milan.....	1512,63	882,00	177,37	351,04	364,61	23,7543	348,47	
	1512,63	882,00	177,32	352,58	367,50	23,9024	350,90	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

ARTS ET SPECTACLES

L'inauguration du Centre Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou a été inauguré lundi 31 janvier, à 21 heures, par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, en présence de Mme Georges Pompidou, de M. Raymond Barre, premier ministre, et de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture.

Trois mille personnes, venues du monde entier, avaient été invitées à cette inauguration. Parmi les personnalités étrangères, le roi et la reine des Belges, le grand-duc et la grande-duchesse de Luxembourg; la princesse Grace de Monaco ; M. Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, et son épouse; M. Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire; le général Mobutu, président du Zaïre, et son épouse.

Premier du genre à être construit dans le monde, coûteux à construire et à faire fonctionner, le Centre est l'occasion d'un débat d'idées en France, à travers la presse et au sein des partis (principalement le P.S. et le P.C.) sur la place de la culture contemporaine dans la société, son prix, son public, sa centralisation ou sa décentralisation. Sur l'architecture contemporaine du fer, aussi, implantée dans un quartier de Paris dont le destin commence à changer.

A l'échelle du siècle

par ANDRÉ FERMIGIER

Le 5 janvier 1875, le maréchal Mac-Mahon inaugurait, en présence du roi d'Espagne et du lord-maire de Londres, le nouvel Opéra de Paris. Ce 31 janvier 1977, le président de la République inaugure, en présence de plusieurs souverains et chefs d'Etat, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Si l'on rapproche ces deux événements, *en négligeant d'autres du même ordre qui furent moins significatifs* (les « palais » des expositions de 1900 à 1937), c'est qu'ils apparaissent à un siècle de distance comme les jalons essentiels de *l'histoire architecturale*, culturelle et sociale du Paris moderne et contemporain, peut-être de la France elle-même.

Pivot d'une immense opération d'urbanisme *et correspondant à un* besoin précis, l'édifice de Garnier était né de la « fête impériale », de l'épicurisme d'une société qui ne concevait l'expérience *artistique qu'en termes de cérémonie*, de plaisir et de symboles de puissance. Conçu lui aussi en termes de prestige, austère et résolument *technique*, socialement ambigu, le Centre Pompidou accumule des fonctions moins clairement définies, mais plus ambitieuses et riches de possibilités diverses se confortant l'une l'autre. Violemment attaqué dans son principe et dès son origine, il apparaît aujourd'hui comme le champ clos du débat sur la culture. Sera-t-il une institution de *plus* ou un véritable lieu de création, un moyen de réduire ce que l'on nomme pudiquement les inégalités culturelles ? Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il a été réalisé avec *une générosité qui* paraîtra à certains choquante dans le contexte économique actuel, mais qui peut être demain payante. Qu'il est l'édifice le plus important et moderne, *au meilleur sens du terme, qui* ait été construit à Paris depuis le siècle dernier, et qu'il marquera son époque comme avait marqué la sienne le chef-d'œuvre de Charles Garnier. *Sur ce point, le pari fait le* 25 décembre 1969, lorsque fut décidée sa création, a été gagné.

Deux mots d'histoire, où le hasard intervient *plus* que la nécessité. Sur *les 2 hectares libérés par la destruction* de l'îlot insalubre Beaubourg, on pensait depuis longtemps à construire une grande bibliothèque destinée à désengorger la Nationale et à pallier l'insuffisance notoire des équipements parisiens en matière de lecture publique. Le projet était dès 1967 programmé *dans* ses détails, chiffré, et l'on avait même commencé à en envisager les solutions architecturales. *C'est alors qu'intervint le* président de la République Georges Pompidou. Il n'aimait *pas* le Musée d'art *moderne*, il s'intéressait à l'art contemporain. Il voulait redonner à *Paris son lustre culturel et attacher son nom à l'un de ces grands* établissements qui, depuis le dix-septième siècle, ont scandé son histoire.

Il décida donc que serait construit à Beaubourg, *au centre de la ville*, le nouveau musée d'art moderne, d'abord prévu à Nanterre, où il est bien évident qu'il n'avait que faire. *Comme il n'était pas question de renoncer* à la bibliothèque, il décida encore de faire à la fois la bibliothèque et le musée, auxquels s'ajoutèrent bientôt un institut de recherches musicales et la tête chercheuse du vénérable Musée des arts décoratifs, le Centre de *création* industrielle. *D'où un programme extrêmement* chargé, celui d'une sorte de Panthéon culturel, de « Mecque de l'intelligence », pour parler comme Hugo, le projet rappelant curieusement *celui que la* Seconde République avait envisagé pour le Louvre, qui devait abriter à la fois les collections publiques, la nouvelle bibliothèque nationale et les locaux des *expositions industrielles*.

Beaubourg fit l'objet d'un concours international, jugé par un jury international, lequel prima le projet Piano-Rogers-Franchini à l'unanimité *moins une voix. Il n'est pas inutile* de le rappeler, d'autant que le choix d'architectes étrangers provoqua bien des rancœurs qui expliquent une partie des attaques dont l'édifice est *aujourd'hui l'objet. Le projet* Piano-Rogers-Franchini fut un peu l'œuf de Colomb et un membre du jury me confia un jour que, s'il n'avait pas été retenu, aucun ne l'aurait été. *Au lieu de disperser les éléments du* programme en une sorte d'Acropole étrangère à la ville, ce qui est un peu le cas du Lincoln Center à New-York, l'équipe italo-anglaise proposait *de les rassembler en un seul* volume ouvert, pariant après sur la dynamique réciproque des activités (qui a consulté un livre ira peut-être ensuite voir un tableau ou un spectacle), réservant devant la façade de *l'édifice une* place, un carrefour, un vaste élément de liaison avec l'ensemble du quartier. Et l'on peut ajouter que réunir trois ou quatre édifices en un seul représente une *économie évidente sur le plan* du fonctionnement comme de la construction.

Par sa franchise, sa brutalité même, et grâce à la qualité des espaces *de dégagement, l'intégration du* Centre à un voisinage pourtant fragile paraît une réussite remarquable. *Alors que la Maison de la radio pâtit* d'un environnement assez morne, le quartier, sa trame, ses activités et ses façades contribuent à animer le Centre, et le Centre lui-même a permis la *réhabilitation* du quartier, naguère un des plus pourris de Paris (sans Beaubourg, il aurait été détruit). Pour peu que l'on conserve les façades de la rue Rambuteau, et que *l'on peigne en couleurs mieux* étudiées les pignons avoisinants, dans l'ensemble l'opération pourra être considérée comme une réussite, surtout si on la compare à ce qui a été *fait ailleurs, Italie ou front* de Seine. Qu'elle ait causé de nombreux désagréments aux riverains, cela est évident et cela était inévitable (Beaubourg ou non, on aurait construit et *la moitié des Parisiens vivent en permanence* avec un marteau-piqueur sous leurs fenêtres). Que l'opération soit socialement injuste (toutes le sont, celle-ci peut-être un peu *moins qu'une autre*), *cela doit être* dit, mais Beaubourg n'y est pour rien puisque, là où on a construit le Centre, il n'y avait rien.

Le prix de trois Concorde

Et l'édifice lui-même ? Même si l'expression est démodée, même si *Beaubourg est « le dernier exemple muséologique de l'imagination du capitalisme dans sa phase ultime »*, comme l'écrivait une journaliste américaine (Annette Michelson, *Art Forum, avril 1975*), *il n'y a aucune* raison de ne pas parler de chef-d'œuvre à son propos : un chef-d'œuvre qui sauve l'honneur et est à l'échelle du siècle. Que l'on regarde l'édifice *ou que l'on y pénètre (on ne peut* juger d'un édifice qu'après y être entré), il est bien difficile, si l'on est sans passion, de ne pas être saisi par la force et la rigueur des *ensembles, la beauté, la convenance* des espaces intérieurs, et je doute qu'aucun musée au monde dispose de surfaces aussi stimulantes et propices que celles qui ont été *consenties au département des arts* plastiques, où il faudra d'ailleurs revoir l'accrochage.

Beaubourg fera crier ? Tant mieux. Ceux qui crient aujourd'hui le plus *fort auraient mieux fait de consacrer* leur énergie pulmonaire à la tour de la Halle aux vins, à Maine-Montparnasse, au centre Morland, j'en passe et des meilleures, et, en matière d'architecture (celui de tous les arts qui bouge le plus lentement), ce qui est authentiquement créateur suscite toujours l'opprobre et le scandale. La tour Eiffel fit s'arracher de *rage* mainte lavallière et, lorsque fut inauguré le Théâtre des Champs-Elysées, certains des esprits les plus distingués du temps déclarèrent que cette chose-là était mastoc, munichoise et, pour tout dire, boche. Un seul reproche : la couleur. Agressive, inutilement décorative, elle *fournit de trop faciles arguments aux* adversaires de l'édifice.

L'argent ? Les folies Beaubourg ? La Villette ? Les comptes fantastiques ? Les horribles phynances ? *Regardons-y de près. Selon les estimations officielles*, Beaubourg a coûté 900 millions : 900 millions, c'est un peu moins que le *budget* de la préfecture de police pour 1977 (services d'incendie compris). Chaque Concorde revient à 350 millions environ et il aura fallu 1,6 milliard *pour mener à bien la première tranche* de Roissy. Quant aux dépenses de fonctionnement, elles s'élèveront en 1977 à 130 millions : un peu moins que ce qu'a coûté à l'Etat la desserte de la Corse l'année dernière ; un peu moins que le budget de l'Opéra (143 millions) ; beaucoup moins que *le déficit* annuel d'Air France (354 millions en 1975) et de la S.N.C.F. (1,3 milliard). Alors ? Pour une fois que la culture n'est pas la dernière roue du carrosse et l'orpheline du temple ! De toute manière : ou bien l'on arrêtait l'entreprise alors qu'il en était encore temps (en 1974 *par exemple*) *ou bien, puisqu'on l'a* continuée, on lui donne les chances de sa réussite. Si Beaubourg était à refaire, on ne le referait pas. Mais on n'a de choix aujourd'hui qu'entre l'argent et la catastrophe, La Villette, en effet, la carcasse désaffectée, l'aqueduc de Maintenon. Le vin est tiré, il faut le boire.

L'affreux leadership

Un mot encore : l'argent de Beaubourg, disent certains, aurait été mieux employé en faveur du patrimoine *ou de la décentralisation artistique. Peut-être, mais il est fort probable* que, si l'on avait renoncé au projet, ni le patrimoine ni les équipes décentralisées n'auraient reçu un centime de plus.

Un autre : les responsables du Centre attendent 10 000 visiteurs par jour, ce qui n'est pas déraisonnable et correspond à peu près aux entrées du Louvre. Mais, une fois la curiosité passée et en dehors des mois de surchauffe touristique, viendront-ils ces précieux 10 000 visiteurs, *promis*, comme tous les publics, à la bouderie et à la retraite ? Les activités du Centre *sont si diversifiées* que l'on peut espérer une irrigation permanente, mais il faudra inventer sans cesse, et il n'est peut-être pas de très bon augure d'avoir placé Beaubourg, « *par un choix déterminé et* symbolique » (le président Robert Bordaz, conférence des Ambassadeurs, 18 janvier), sous le signe de Marcel Duchamp, mythe un peu gonflé et usé, père spirituel de tant de fruits secs et prophète de la mort de l'art. Ce que l'on peut craindre d'ailleurs, c'est moins le vide que le trop-plein, l'assaut du parisianisme. *Voilà ce dont il faudra se garder :* le snobisme, la mode, les colloques ineptes, les grippes intellectuelles, comme dit Marguerite Yourcenar, qui saisissent régulièrement notre élite pensante. *Entre la coterie et le grand* public, l'équilibre ne sera pas facile à trouver.

L'avant-dernier mot : Beaubourg, qui se présente surtout aujourd'hui comme une énorme *banque* d'informations, peut-il être aussi un lieu de *création ? Le temps de ces énormes* machines n'est-il pas révolu ? Comment associer les artistes à l'entreprise autrement que par le fait du prince, qui choisit par un geste *nécessairement subjectif ceux qui lui* paraissent dignes d'entrer dans le temple ? Certes la rhétorique de la marginalité peut être aussi déplaisante que celle de l'art institutionnalisé *et du pontificat culturel. Mais* on ne peut nier que le Centre Pompidou risque d'accentuer cette fatalité de la centralisation qui est inscrite dans notre histoire et dont la fécondité n'est plus *aujourd'hui évidente*.

Le dernier : la réussite de Beaubourg *dépend, en grande partie*, de l'opinion internationale. Les premières réactions sont assez curieuses, si l'on en juge par les deux articles d'Anthony Burgess et Hilton Kramer *récemment publiés dans le New York Times Magazine* (23 janvier). Passons sur l'article d'Anthony Burgess, pour lequel les principaux intérêts des Français semblent être le beaujolais, *les croissants, Jerry Lewis, les grèves*, la haute cuisine et « un western à la télé » (en français dans le texte), le tout d'ailleurs très gentiment dit. La réaction de Hilton Kramer *surprend davantage (ou moins)* lorsqu'il écrit que « le Centre Pompidou représente de la part du gouvernement et des cercles artistiques français un *effort majeur pour* retrouver une position de leadership mondial », effort dont l'échec ne ferait que renforcer la position américaine. Quand en finira-t-on avec cette absurde querelle et ce mot affreux de leadership ? La vérité est ailleurs : si Beaubourg était né au début du siècle, dans les années 20 ou, *encore, en 1945, quel catalyseur il* aurait pu être ! Aujourd'hui ? Le plus grand problème auquel sera confronté le Centre Pompidou est celui de la crise, du déclin de toute la culture de l'Occident, des deux côtés de l'Atlantique.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Mardi 1er février.)

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1595

HORIZONTALEMENT

I. Entouré de bois, il en a par-dessus la tête ! ; Son disque a connu un certain succès. — II. Endroit où l'os d'un chef a été brutalement séparé de son corps ; Volatile. — III. Est toujours bon à quelque chose. — IV. Loin des yeux, près du cœur ; Note. — V. Après. — VI. Titre abrégé ; Pris par le vainqueur. — VII. Titre étranger ; Se suivent en courant. — VIII. Courant. — IX. Prendra certaines précautions. — X. Se succèdent au cours d'une longue existence ; Prend son temps. — XI. Simples ; Intéresse tout autant le pêcheur que le limier.

VERTICALEMENT

1. Chez le Père Goriot ; Vient d'être ; Est ennemi de la presse. — 2. Familiers à ceux qui sont habitués à faire bonnes figures ; Evoque d'affreux tourments (épelé). — 3. Provoquent des troubles de la circulation ; Se trouvent fort bien en des affaires qui n'ont pas été faites pour elles. — 4. Nanties d'un certain bagage. — 5. Sans réserve. — 6. Ont conservé leur caractère sauvage ; Préfixe. — 7. Termine six jours sur sept ; Euphorbe. — 8. Eventuellement mieux apprécié ou définitivement rejeté ; Demi-tour ; chef étranger. — 9. Soutiens d'une perche ; Se fraie souvent un chemin parmi les épis.

Solution du problème n° 1594

Horizontalement

I. Pureté ; Li. — II. En ; Bon. — III. Pincée ; Un. — IV. Itérative. — V. Ne ; Icônes. — VI. Reines. — VII. Fard. — VIII. Têt ; Entes. — IX. Brassière. — X. Mit ; Eson. — XI. Retour ; St.

Verticalement

1. Pépins ; Tb. — 2. Unité ; Ferme. — 3. Ne ; Ratait. — 4. Encrier ; Sto. — 5. Eacides. — 6. Eton ; Nier. — 7. Inertes. — 8. Louves ; Eros. — 9. Innés ; Usent.

GUY BROUTY.

Direct. : Jacques Fauvet

Impr. du « Monde » 5, r. des Italiens, Paris

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

هكذا من الأصل

A PROPOS DU FESTIVAL D'AVORIAZ

Le cinéma est fantastique alors le cinéma fantastique...



C'EST une déjà vieille histoire. Les vampires du Midi-Minuit ont été évincés par le cinéma érotique. Le fantastique, le fantastique entre guillemets, est devenu une affaire sérieuse, il a perdu sa clientèle d'occasion, *les amateurs de frissons troubles*, pour s'adresser à tout le monde, sur large écran, dans les grands circuits de distribution, avec des effets sonores coûteux (du genre « sensurround »).

Face à la télévision qui sécurise avec ses héros de série — ceux-ci *reviennent toujours indemnes*, chaque jeudi, fidèles à leurs rendez-vous, en treize épisodes de cinquante-deux minutes, car treize et ses multiples sont les chiffres d'or du petit écran, — il est devenu, le cinéma fantastique, un des derniers lieux du spectaculaire, *de l'inattendu, de l'interdit, de la* fiction hors série. Hollywood l'a compris : « la Tour infernale », « l'Exorciste », « les Dents de la mer », investissent les territoires *de la peur devant des salles* combles. La chapelle d'autrefois est devenue cathédrale.

Et pourtant, *les fanatiques de* naguère se retrouvent une fois l'an, entre soi, à Avoriaz. Ils goûtent, cinq jours de suite, à la cuvée du millésime, avec le sentiment, renforcé *par la géographie, de ne pas* appartenir au commun de la cinéphilie. Comme si un tel Festival avait pu exister au temps des salles minables sur les Grands Boulevards ; *avant que l'industrie ne s'empare* de cet artisanat dont les chefs-d'œuvre étaient signés Hammer ; avant que cet artisanat ne soit devenu lui-même une branche de l'industrie.

Pareille transformation s'exprime dans le marché du cinéma par la nécessité d'une promotion, le genre était autrefois semi-clandestin, et c'est çà, Avoriaz, un tremplin : *un échange d'images de* marque entre des films et une station de sports d'hiver qui, chacun, veulent attirer le nombre, en jouant *sur la carte de la* différence. Entre guillemets, la différence. Comme le fantastique.

Pourquoi ces guillemets ? Le *fantastique est ici entendu comme* un genre alors qu'il est le propre *du cinéma*, si on parle du fantastique au sens fort. Cet art, le cinéma, qui mieux que tout autre (*mieux même que la chanson*), transmet au plus large public des représentations, stéréotypes ou *transgressions, par où passent des* désirs, des peurs, des identifications. Oui, il y a du fantastique sans guillemets partout : dans le rideau que Scarlett O'Hara arrache *pour s'en faire une robe* (« Autant en emporte le vent »), dans la réplique « Pierrot, non Ferdinand » de « Pierrot le fou », dans la complainte de l'ouvrière « du gris qu'on prend dans ses doigts et qu'on roule » (« Coup pour coup »), et même dans le grand retour à *l'ordre final, baptisé « happy end »*, qui ponctue la plupart des films conventionnels, dont le principe, ces films fussent-ils des comédies, repose sur la peur que « ça » ne *marche pas et que la hiérarchie* des choses et des sentiments ne soit remise en cause.

Il y a aussi du fantastique dans la manière dont les visages sont éclairés, et comment se projettent les ombres, et comment sont enregistrées les voix (le « naturel » du son « direct », ou le « vrai » théâtral des dialogues post-synchronisés), *et comment s'enchaînent les séquences, dans les faux raccords* du cinéma de Jean-Luc Godard, et aussi (bien que cela paraisse antinomique) dans le rapport de cause à effet, porte qui s'ouvre, salon où l'on pénètre, à quoi le spectateur reconnaît que son *imagination* est projetée dans un univers vraisemblable.

Le fantastique du cinéma, c'est qu'un créateur offre, à l'attente créée par la porte qui s'ouvre, une réponse désirée : le spectacle du *salon. Le cinéma fantastique, au* contraire, désigne l'anomalie. Au désir est substitué le premier degré *de la crainte. Ici, l'attente n'est plus diffuse, le rêve se fait à l'état de veille : chaque spectateur sait* que derrière la porte de la salle de bains — le personnage appuie *sur la poignée dans une tension* entretenue — il y a un million de vers géants, prêts à dévorer.

Cette scène est dans « Squirm », une des réussites d'Avoriaz 1977, si on crée une catégorie pour les films à effets spéciaux. Dans ces films-là, la nature est représentée *comme une entité métaphysique* et se manifeste comme l'instrument d'une revanche possible (de qui ?) sur les conquêtes de l'humanité ; elle envahit tout, ou dénonce les *méfaits de la technologie. Les vers* de « Squirm » ravagent une bourgade de l'Amérique silencieuse condamnée à l'enfer écologique, on le sait aussitôt que l'on fait la connaissance de l'échantillonnage de déchets humains — shérif amoral, et population névrosée — que le réalisateur met en scène. On *retrouve l'appétit du lucre* — il transforme coqs, vers et rats en *monstres géants, — dans « la Nourriture des dieux » : heureusement, un intrépide footballeur américain* intervient. C'est le désir du profit encore qui dérègle la mécanique de « Future World » — Disneyland de *luxe, déjà vu dans un premier épi*sode: « Westworld » — où les puis*sants de ce monde vont s'offrir de* l'illusion en quatre dimensions parmi les robots ; ceux-ci incarnent *des héros du Moyen Age ou de* Rome, sinon de la conquête de l'espace (la conquête de l'espace « comme si on y était » est aussi l'argument du film soviétique pour *enfants « la Grande Randonnée cosmique »*, mais, là, la transgression proposée aux héros se situe du côté de la chute de volontarisme). Dans « Futur World », la menace, sous l'instigation d'un savant — il n'est pas un savant fou, simplement très ambitieux, — réside *du côté de la perfection du simulacre : ce ne sont pas les vrais* « grands » qui repartent du complexe de loisirs d'Argos mais leurs doubles robotisés. On ne sait plus qui nous gouverne. Heureusement que les héros positifs, deux journalistes, vont démonter la machination, Woodward et Bernstein d'un Watergate allégorique.

Dans ces trois films, à partir d'une idée hors du quotidien, le postulat est développé par surenchères successives : de plus en plus de vers, de plus en plus de rats, *de plus en plus de robots.* La surdimension est également ce qui donne un caractère fantastique au « *Bus en folie* », primé *par le jury* des enfants, qui ont préféré l'humour mécanique de cette course-poursuite caricaturale à la poésie un peu simplette du classique japo*nais « Godzilla », cette fois af*fronté aux « Monstres mécaniques ».

A l'inverse, le fantastique connaît une dimension en creux, *intériorisée, dans des films comme* « Alice ou la dernière fugue », de Claude Chabrol, « los Niños » de l'Espagnol Narcisco Ibanez Serrador, *Prix de la critique*, ou « Carrie », de Brian de Palma, lauréat indiscutable d'un Festival dont il a déjà *remporté* le Grand *Prix il y a deux ans avec* « Phantom of the Paradise ».

Il s'agit chaque fois de la mise en acte d'une névrose où le spectateur peut s'identifier, psychologiquement. Alice se heurte, dans une demeure sans issue, à des êtres dont la force « surnatu*relle » consiste à ne pas répondre* aux questions (fantasme individuel ou projection d'une réalité sociale ?) ; « *los Niños* », ce sont *les enfants d'une île qui prennent* le pouvoir, sans s'expliquer, et ils en exterminent les adultes (les adultes n'ont-ils pas une manière *aussi inargumentée d'inscrire les* petits dans des normes collectives ?) ; « Carrie » est la jeune fille dont la puberté tardive dérègle l'existence, car sa mère hystérico-*catholique y voit le signe du mal* (le pouvoir de Carrie — merveilleuse Sissy Spassek — se manifeste par des dons de télékinésie, scènes assez extraordinaires où elle commande aux choses d'exécuter ses revanches contre une collectivité qui l'exclut, parce qu'elle est « dif*férente* »).

« Carrie », comme « Alice » ou « los Niños », est un film où cependant la fantaisie est bridée par une étrange préoccupation de vraisemblance psychologique : Alice parcourt un dernier rêve dans l'instant d'un accident de voiture ; les *héros britanniques de « los Niños »* ont une bonne raison de craindre les enfants, ils attendent un petit que l'homme ne désire pas ; Carrie présente, *c'est bien la fille de sa mère, les mêmes caractères* hystériques que toutes les sorcières depuis Michelet. Cette réversibilité du fantasme, à prendre comme tel avec tous les garde-fous positivistes de notre culture, ou à accepter comme figuration d'un surnaturel para-religieux fournit, d'autre part, *l'argument de « God told me to »*, Prix spécial du jury, et de « For the Devil a Daughter ». Ici le Mal, qu'il vienne des Enfers ou sous forme d'extra-terrestres, emprunte les simulacres de la religion, et le spectaculaire réside dans le détournement — culturellement inacceptable pour les judéo-chrétiens que nous sommes — du rituel.

En revanche, la caricature des danses hassidiques dans les « Sorciers de la guerre », dessin animé de Ralph Bakshi (« Fritz the Cat »), a été un des sourires du Festival. *Ici aussi s'affrontent* les forces du Bien, incarnées par une sorte de Prof' (1), vieilli, il se nomme Avatar, et *celles du Mal*, les armées de Loup Noir, référentiellement hitlériennes : le maniement plein d'humour des stéréotypes de la bande dessinée, et des grandes *images culturelles du cinéma* (« Alexandre Nevski » en particulier) font de ces « Sorciers » un petit chef-d'œuvre pour cinéphiles au sens large. L'invention, partout pré*sente, du réalisateur consiste à trou*ver une manière déroutante d'amener des situations, des gags, infiniments connus. *Mais peut-être est-ce* là le contraire du fantastique entre guillemets. Admettre que ce que nous redoutons appartient aussi à des terres déjà explorées.

MARTIN EVEN.

(Jeudi 27 janvier.)

(1) Un des sept nains du dessin animé de Walt Disney.

Musique

L'Opéra-Studio retrouve sa chance

Après la pluie, le beau temps. Les perspectives si sombres il y a *un an pour l'Opéra-Studio* de Paris se sont éclaircies à l'occasion d'un changement de ministère. Comme en matière économique, il n'est pas interdit en matière culturelle de changer de cap.

En l'occurrence, il s'agit d'un retour au bon sens : l'ancien secrétaire d'État *à la culture*, M. Michel Guy, s'était prononcé dès sa nomination, et avant même tout spectacle, contre l'existence de l'Opéra-Studio ; ne pouvant en *obtenir la suppression, il l'avait* laissé péricliter avec de maigres crédits, contre lesquels avait protesté le conseil d'administration de la R.T.L.N., puis avait décidé de *l'expédier à Lyon*, dans un immeuble où rien n'était préparé pour le recevoir...

Dès son arrivée rue de Valois, Mme Françoise Giroud reprenait le dossier et s'appliquait, avec M. Jean Salusse, président du conseil d'administration de la R.T.L.N., et *M. Jean Maheu*, directeur de la musique au secrétariat d'État, à donner une nouvelle *chance à l'Opéra-Studio*, dont elle reconnaissait l'urgente nécessité *pour l'avenir* de l'art lyrique en France.

La crise du chant français est en effet un beau sujet de gémissements dans les milieux officiels *de la culture*.

Mais cela n'est certes pas en engageant la crème des artistes internationaux à l'Opéra de Paris, et même en province, que l'on *résoudra* le problème, si l'on néglige de soutenir l'unique organisme de formation d'État existant en France qui, *depuis trois ans*, n'a jamais pu fonctionner dans des conditions normales. L'Angleterre, la Suède, les États-Unis, qui ont su monter des « mécanismes de production » de chanteurs ces dernières années, nous montrent l'exemple.

Le secrétariat d'État à la culture a donc élaboré un nouveau cahier des charges pour l'Opéra-Studio avec l'administrateur actuel, Louis Erlo, dont le mandat va *être renouvelé pour deux ans* à compter du 1er janvier. Au cours de sa conférence de presse du 13 janvier, Mme Françoise Giroud a très précisément redéfini la mis*sion assignée à cet organisme* :

« Il va repartir sur des bases qui, cette fois, sont claires. Sa mission est de former de jeunes chanteurs à l'art lyrique : c'est une *école d'art lyrique appliqué. Il ne s'agit plus* — ou il ne s'agit pas, *car cela n'a jamais été très clair* — de former des metteurs en scène, des chefs d'orchestre, des décorateurs. (...) L'Opéra-Studio aura précisément *les moyens matériels de le faire. Cela signifie qu'il* pourra monter dans l'année deux spectacles où les chanteurs se produiront et cela veut dire qu'il aura les professeurs nécessaires.

» Louis Erlo le dirigera. Je considère que les conditions n'ont pas été bonnes pour ce qu'il a fait depuis quelques années, et qu'il est nécessaire qu'il puisse montrer *maintenant s'il est bien l'homme* capable de diriger cette école. Je le crois et les chances lui en seront données. (...) Il ne s'agit pas de *refaire l'Opéra-Comique*. L'Opéra-Studio travaillera salle Favart parce que la salle est là. Mais c'est une institution en soi qui pourrait aussi *bien se trouver ailleurs.* »

Le conseil d'administration de *la Réunion des théâtres lyriques* nationaux, qui se réunit ce mardi 25 janvier, peut donc approuver en toute quiétude le budget de l'Opéra-Studio enfin remis sur ses rails. Ce budget, qui n'avait cessé *de baisser* (6,7 millions de francs en 1974 ; 5,1 en 1975 ; 4,8 en 1976), bondit *cette fois* à 8,9 millions de francs (+ 85 %), grâce à une augmentation de la subvention de l'État qui atteindra 8 millions et à des recettes propres qui se monteront à 860 000 francs, grâce aux deux spectacles autorisés.

Entière satisfaction

Le cahier des charges prévoit des « *relations permanentes de* concertation » avec le Conservatoire national supérieur et les *conservatoires de province*, des « contacts fréquents » avec les organismes de diffusion lyrique et avec l'administrateur de l'Opéra, afin « que les stagiaires puissent *disposer* d'un droit d'accès aux répétitions et bénéficier des conseils des meilleurs chanteurs internatio*naux de passage* », ce qui est effectivement fort souhaitable. Louis Erlo aura auprès de lui un directeur musical (*Michel Corboz* peut-être), des professeurs de chant et autres disciplines fondamentales, et un « conseil d'orientation consultatif » composé de six à dix *personnalités qualifiées.*

Louis Erlo a ainsi obtenu entière *satisfaction* sur le fond. On lui avait demandé instamment (et à Lyon surtout) de choisir entre l'Opéra-Studio et l'Opéra de Lyon qu'il dirige aussi ; le choix était *actuellement* impossible entre un théâtre dont il a fait une des meilleures scènes françaises (et qui a encore besoin de son autorité), et une école d'art lyrique qu'il a créée de toutes pièces, mais qu'on l'a empêché de mener à bien.

On voulait lui retirer l'administration de la salle Favart pour les « spectacles de garage » de tels opéras et opérettes ; il a refusé d'administrer l'Opéra-Studio dans ce lieu sans avoir la pleine maîtrise de la programmation et de l'organisation de l'ex-Opéra-Comique (1). *Le secrétariat d'État à la culture* a eu la sagesse de le suivre sur ce point. En revanche, il était judicieux d'adjoindre à Louis Erlo un directeur musical (qu'il réclamait) et un comité consultatif qui aidera l'Opéra-Studio à sortir de l'isolement officiel où il se trouvait ; certaines difficultés et certaines erreurs passées ne devraient plus se reproduire de ce fait.

Il reste à Louis Erlo à faire la preuve qu'avec les moyens néces*saires il est capable de mener* à bien toutes ces tâches. On notera que le bilan des trois sombres années de l'Opéra-Studio n'est pas négatif. Outre le grand succès remporté par « la Flûte enchantée » (trente-huit représentations en 1974-1975), le remarquable travail *musical accompli sur les « Madrigaux » de Monteverdi* (malgré une présentation scénique déplorable qui justifie la décision de renoncer à la formation des metteurs en *scène dans ce cadre*), et la création de « Young Libertad » de Claude Prey à Lyon, les stagiaires n'ont *pas perdu leur temps* : sur les dix-sept jeunes gens retenus entre le 1er septembre 1973 et le 1er janvier 1975, et qui ont effectué au moins le stage normal de deux ans, treize ont obtenu des engagements substantiels pendant leurs études, et dix se sont vu proposer des postes stables dans des opéras de province (Lyon, Bordeaux, Toulouse), à *Radio-France et au Groupe vocal de France.*

Précisons qu'en trois ans, trois cent seize candidats avaient été auditionnés et que vingt-neuf stagiaires avaient été retenus. La raréfaction des candidats de valeur dans les mois passés tenait à l'incertitude quant à l'avenir de *l'Opéra-Studio, et surtout à l'annonce* de son déplacement à Lyon. La prise en charge franche et sans arrière-pensée de notre École supérieure d'application de l'art lyrique par le secrétariat d'État à la culture devrait lui assurer maintenant le recrutement et le rayonnement *qu'elle mérite.*

JACQUES LONCHAMPT.

(Mercredi 26 janvier.)

(1) Le problème d'une seconde scène lyrique à Paris reste entier. Mais il dépasse de beaucoup, nous semble-t-il, celui de la salle Favart. C'est d'un nouveau théâtre de deux mille cinq cents places que Paris a besoin.

AU GÉNIE PRÈS !

« Histoire littérature », de Gérard Delfau et Anne Roche
« Parti pris », de Philippe Garcin

Par Bertrand Poirot-Delpech

LA pensée maîtresse autour de laquelle les sciences humaines se remettent en cause depuis vingt ans, non sans barouf, se ramène à cette probabilité : savoirs et théories ne tombent pas du ciel, ni des lambris de la Sorbonne, mais montent des tréfonds sociaux, *comme tout autre* événement. Les batailles pour les concepts de plus-value ou de libido relèvent autant de l'histoire que celle de Marignan (1515). Foucault, un des premiers, s'est voulu l'archéologue de ce que les vieux manuels, au titre du pittoresque, appelaient le « mouvement des idées ». Chatelet s'y emploie pour la philosophie, d'autres pour d'autres disciplines.

La critique littéraire en tant que branche universitaire a échappé jusqu'ici à cette remise en perspective. On se contentait de lui coller des étiquettes, comme Linné aux feuilles de choux. *Histoire littérature* fait mieux que combler cette lacune. En suivant pas à pas les efforts d'un siècle et demi pour expliquer *rationnellement* les chefs-d'œuvre, Gérard Delfau et Anne Roche ont cerné à la perfection le mystère sur lequel ces efforts n'ont cessé de buter et de rebondir : si c'est le milieu qui engendre l'écrivain, comment *Pierre Corneille diffère-t-il de Thomas ? Pourquoi Homère nous bouleverse-t-il encore ?* D'où vient que la science littéraire, puisqu'elle se veut telle, risque de n'être jamais exacte qu'*au génie près ?*

LA dialectique entre l'envie de réduire l'inspiration à l'air du temps et le constat qu'elle s'y refuse s'amorce dès Taine et Flaubert. Parce qu'il a lu dans Hegel que toute création appartient à une époque et à un peuple, le premier décrète qu'il ne suffit plus de peindre, comme Sainte-Beuve, mais qu'il faut « comprendre » : à quoi le second oppose l' « œuvre en soi » et répond (dans une lettre de 1869 à George Sand) : « *Quand donc sera-t-on artiste, rien qu'artiste ?* »

L'approche socio-historique du fait littéraire n'en est pourtant qu'à ses débuts. C'est seulement vers 1890 qu'elle va se détourner à la fois de la critique du goût illustrée par Faguet et du scientisme de Taine, pour s'orienter vers la théorie de l'œuvre-reflet élaborée par Plekhanov.

Ce qui ne signifie pas qu'elle s'inspire déjà du marxisme. Une tradition toujours vivace porte les intellectuels français à ne subir les influences qu'à retardement, en invoquant leur antériorité. Nos littéraires de la fin du siècle peuvent remonter, par-delà le positivisme, jusqu'à Mme de Staël ou Helvetius, qui faisaient déjà dépendre œuvres et goûts de l'état social. Volontiers matérialistes pour ce qui est de l'histoire, ils restent idéalistes en matière artistique. Marx les y aide en s'avouant perplexe devant la pérennité des arts grecs, et Plekhanov en insistant à l'excès sur la sociologie du « contenu »

Tandis que la critique socialiste de l'époque reste dans l'ensemble puriste et moralisante, Blum compris, seul Jaurès, sans doute parce qu'il a lu Marx dans le texte et qu'il mêle la pratique politique à la réflexion esthétique, pressent à la fois les interactions entre création et société, telles que les décrira Gramsci, et les risques lointains de l'embrigadement jdanoviste.

MAIS c'est Lanson, autre intellectuel engagé, on l'oublie trop — « *On est pour ou contre le socialisme, voilà la grande affaire !* », écrit ce dreyfusard collaborateur de *l'Humanité*, — qui rompt décisivement avec le dix-neuvième siècle et marque le juste partage entre l'investigation historique, à mener avec les rigueurs du genre, et la singularité du processus créatif, à laisser aux « littéraires purs », comme on dit.

En quoi il annonce à la fois la méthode des annales et des mentalités, la primauté du texte scientifiquement établi sur l'ancienne obsession des sources biographiques, la sociologie des échanges entre le livre et le public, la spécificité de l'écriture, l'irrationnel du plaisir ; bref, du même coup, Febvre, Mandrou, Escarpit et Barthes.

Dans la foulée de Lanson, et en partie contre lui, on notera les avancées de Péguy et de Proust, que leur méfiance envers le déterminisme amène à anticiper, pour l'un sur la notion de révolution *culturelle*, et pour l'autre sur celle d'inconscient.

Mais ces pressentiments se paieront d'un lourd sommeil après la Grande Guerre. Alors que la création romanesque survit avec brio à l'hécatombe, la théorie critique s'étiole sous la houlette de Thibaudet, en qui Benda voit méchamment l'homologue intellectuel de Debussy. Autour des bouillonnantes années 30, tout se passe ailleurs, à Francfort (Adorno, bientôt Marcuse), à Prague (Jakobson), chez les formalistes de Moscou, à l'insu d'une France plus provinciale que jamais.

MEME Freud, qui essaime partout en Europe, rencontre à Paris l'opposition conjuguée des milieux médicaux et universitaires, une fois de plus convaincus d'avoir précédé le mouvement, avec Charcot, ou de pouvoir, Descartes oblige, en faire l'économie.

Aux résistances institutionnelles s'ajoute celle des écrivains de tous bords. Les populistes redoutent une réhabilitation camouflée de la psychologie, et de l' « oisiveté vicieuse » qu'ils condamnaient chez Proust. La N.R.F. de Gide regarde l'inconscient comme une découverte exotique à laquelle on fût arrivé sans la psychanalyse. Ceux des surréalistes qui ne la rejettent pas, avec les communistes, comme une invention idéaliste, excluent la sublimation et la critique en tant que telle. Au total, le freudisme n'inspire, avant guerre en France, que le *Baudelaire* de Laforgue et le *Poe* de Marie Bonaparte.

Le marxisme ne pénètre pas mieux. Les écrits de son fondateur sur l'art ne sont pas traduits avant 1936. Les rares écrivains ouvriers refusent fièrement la thèse du prolétaire sans passé culturel, et *l'Humanité* d'Aragon et Nizan préfère aux diktats du *Proletkult* les critères nuancés de la bourgeoisie, sinon son public.

Quant aux apports d'Adorno, de Bejamin ou de Reich sur la façon dont l'idéologie imprègne l'individu, et des formalistes sur l'analyse littéraire proprement dite, il faudra attendre l'après-guerre pour qu'ils soient reconnus, avec l'outrance propre aux néophytes tardifs.

SUR le foisonnement qui s'en est suivi, *Histoire littérature* déçoit un peu. Du seul point de vue pédagogique, il manque au moins une mention du célèbre colloque de Cerisy sur la « nouvelle critique » (1966, Coll. 10-18), et une récapitulation des tendances actuelles : les freudiens — Baudoin, Mauron, Marthe Robert, Fernandez, — les lacaniens, les thématiques — de Bachelard à Butor, — les post-formalistes et les structuralistes, presque ignorés. On chercherait en vain un simple paragraphe sur l'invasion de l'enseignement, des revues, des romans et de la grande presse par les recherches linguistiques et leur vocabulaire. Historiens et marxistes, les auteurs ne se cachent pas de privilégier ce qui les touche de plus près.

Mais ils se montrent alors inégalables, par exemple, sur les rapports des œuvres avec une certaine vision du monde (Goldmann après Lukacs), avec l'idéologie (Althusser après Gramsci) ou toute production sociale (Macherey). Et leurs préférences excluent le sectarisme : l'approche marxiste ne leur paraît « indépassable », selon le mot de Sartre, que dans la mesure où elle ressuscite la lutte de Marx contre Hegel, et où elle prend en compte, à ses frontières, des tentatives aussi variées que la suppression, amorcée à l'université, entre producteurs et consommateurs de textes, les intuitions de Valéry, le freudo-marxisme du *Flaubert* de Sartre, et autres aventures marginales ou déviantes.

La critique, c'est la conclusion prometteuse de leur précieux panorama, se *situera de plus en plus à la croisée* de plusieurs disciplines ou utopies, sans en exclure aucune.

LE regard acéré de Philippe Garcin — l'ancien directeur des PUF, mort accidentellement en 1973 — devra y avoir sa place.

Les réflexions réunies dans *Parti pris* ne relèvent qu'en apparence de l'ancienne critique stylistique. Tout en cherchant à cerner le contenu conceptuel de moralistes réputés froids — Fontenelle, Rivarol, Diderot, Joubert, Paulhan, — et tout en maniant, à leur image, une prose drue, sans à-peu-près ni tremblement, Philippe Garcin préfère aux significations patentes celles qui s'échappent, comme en une fraude exquise, du *chant* de l'écriture.

Ce classique presque guindé n'a de cesse d'exalter non seulement la « musique » chère à Barrès, mais ce qui menace l'ordre, la clarté, et sa propre sécurité de lecteur : les insubordinations, les commotions, les heurts d'images et de mots inattendus ou impropres, tout ce qui, en créant du hasard, modifie notre perception, et dérange nos routines. Le « *miroitement en dessous* » dont parlait Mallarmé, et dont l'audace, dirait-on, donne chaud aux joues...

Encore une façon d'apprécier et d'expliquer le mystère littéraire : comme la transgression exhibitionniste d'un tabou amoureux. Et l'hypothèse, reprise par les plus modernes, ne date pas d'hier : « *Qui sait*, se demandait déjà Giordano Bruno en 1584, *si la vraie béatitude ne consiste pas dans les exactes copulations ou oppositions des membres du discours ?* »

(Vendredi 28 janvier.)

★ HISTOIRE LITTERATURE, de Gérard Delfau et Anne Roche, collection « Pierres vives », Le Seuil, 318 pages, 65 F.

★ PARTI PRIS, de Philippe Garcin, Payot, 244 pages, 50 F.

UNE LANGUE NON ÉCRITE

Quel avenir pour le créole ?

Sur le thème de « L'état présent des études créoles », un colloque organisé par l'AUPELF a réuni récemment, à Nice, des spécialistes venus de terres créolophones (Haïti, Antilles, Jamaïque, dans l'océan Indien, Guyane), mais aussi, en grand nombre, des Etats-Unis, du Canada, d'Allemagne, etc.

Le fait créole (il s'agissait ici du créole « à base lexicale » française, le plus important en extension géographique et numérique) pose au linguiste, mais aussi au sociologue, à l'enseignant et aux Etats de sérieux problèmes.

La genèse de la « langue » créole récente est mal éclaircie. Elle s'est élaborée au XVII[e] siècle dans les comptoirs de traite des Noirs, à partir d'un sabir de marins et de négriers, s'est rapidement structurée et normalisée et n'a plus guère évolué depuis le XVIII[e] siècle.

Cette diffusion quasi instantanée du créole, devenu de très bonne heure la langue nouvelle et unique des déportés, s'explique par les conditions mêmes de la déportation. Pour prévenir toute tentative de révolte, les négriers séparaient systématiquement les hommes enlevés aux tribus et privés de leurs chefs, avant de les regrouper dans les comptoirs de traite en « lots » hétérogènes.

Entreprise facile, compte tenu de *la situation linguistique des zones* de razzia : le nombre et la diversité des langues de l'Afrique noire sont *telles, aujourd'hui encore,* que la communication est difficile ou impossible d'une zone tribale à une autre. Les Noirs regroupés dans les comptoirs n'avaient donc pas d'autre ressource que d'utiliser entre eux la « lingua franca » des trafiquants.

Si pauvre qu'il ait été, ce premier « créole » français n'avait pas de concurrent possible. Dans la mesure très réduite où l'usage d'une langue africaine avait pu survivre à la déportation, il a été réservé, en Haïti par exemple, au maintien de pratiques religieuses.

Les traits essentiels du créole (prononciation, lexique, grammaire) sont les mêmes en Haïti, aux Antilles, dans l'océan Indien. Il y a bien des dialectes ou des parlers créoles assez distincts (trois en Haïti), mais il s'agit d'une même langue.

Une langue, et non un patois, qui ne doit rien, dans sa syntaxe ni dans son vocabulaire, aux langues africaines, même si des traits phonétiques communs à tous les parlers créoles ont très probablement une origine négro-africaine.

Le français est historiquement la langue mère de ce créole (*comme le portugais l'est du « criollo » ou l'anglais du « Jamaïca-talk »*). Mais celui-ci a *conquis et conservé sa spécificité* : il est tout autant une langue à l'égard du français que le sont le *portugais ou le catalan à l'égard* de l'espagnol.

Aujourd'hui encore, pour les créophones *unilingues qui constituent* les neuf-dixièmes de la population d'Haïti, le français est bien, *dans la pratique quotidienne, une* langue étrangère, même s'il est la langue officielle de l'Etat haïtien.

Dans les Antilles françaises, où le nombre de créolophones unilingues diminue sans cesse (il est *négligeable à la Martinique* et n'atteint pas 20 % à la Guadeloupe), l'écart linguistique tend *également à se réduire,* à la fois parce que le français occupe des domaines d'emploi jusqu'ici réservés *au créole et parce qu'une langue* mixte (créole francisé ou français créolisé) se substitue peu à peu au créole authentique.

Le créole est essentiellement une langue non écrite et non offi*ciellement enseignée. Pour l'écrire,* on peut envisager deux systèmes. L'un, « étymologique », mettrait l'accent sur sa parenté avec le français ; l'autre serait strictement phonétique.

L'écart entre la langue mère (le français) et la langue fille (le créole) ne serait pas modifié pour *autant, pas plus que l'écart* entre le latin et le français n'a été modifié par la substitution, à la fin du Moyen Age, d'une écriture « étymologique » du second à l'écriture « phonétique » de l'ancien français.

Mais la perception de cet écart serait, elle, très différente, beaucoup plus vive dans le cas de l'écriture phonétique. Il n'est donc pas étonnant que le choix d'un système graphique de transcription du créole apparaisse aux intellectuels créolophones comme l'enjeu d'une bataille importante. En fait, *le problème se trouve résolu par* l'impossibilité d'écrire le créole autrement que dans un système phonétique.

Les différentes écritures déjà adoptées (en Haïti) ou proposées (pour les autres communautés créoles) ne diffèrent que par un souci plus ou moins grand de rendre exactement la langue parlée.

C'est le sort de celle-ci, face à la pression du *français, qui reste* en question, et par conséquent l'avenir même du créole.

Bien qu'il soit la langue maternelle de la quasi-totalité des populations haïtienne, antillaise ou *guyanaise et qu'il reste de loin* la langue la plus parlée dans les îles, le créole y est senti généra*lement comme un patois, qu'on a* honte d'utiliser.

La langue de la mère et celle de la misère

Il est à la fois la langue de la mère et celle de la misère. L'abandonner pour le français, c'est trahir la mère, mais c'est aussi se donner une chance de sortir de la misère. Le créole est la langue qu'ignore le maître métropolitain, et qui permet de se moquer de lui ; mais aussi, la langue qui annonce et dénonce l'esclavage.

D'où une double et contradictoire *revendication.* Une nouvelle intelligentsia créole, qui refuse de s'assujettir à la culture française comme l'avaient toujours fait (et souvent avec enthousiasme) ses aînés, réclame une promotion du *créole qui en ferait à terme une* langue honorée, utilisée, l'expression de l'identité culturelle et de *l'indépendance des îles.*

Mais dans le même temps, les familles du peuple, et d'abord les plus pauvres, *réclament pour leurs* enfants cette scolarisation accélérée en français qui paraît leur *garantir le pain d'aujourd'hui, et* peut-être un bon emploi demain.

Cette contradiction, si décevante *pour les militants de l'identité cul*turelle et politique, est banale. On la retrouve au Québec (se battre pour le français, mais faire apprendre l'anglais à ses enfants), en Afrique noire (le ouolof ou l'éwé, bien sûr, mais d'abord le français), etc.

Ici comme là, elle est le signe d'une contradiction plus profonde entre la nécessité sentie du développement (ou du moins d'un développement à l'occidentale) et *l'aspiration à une indépendance* véritable et totale. Le sous-développement des îles créolophones est *confusément rapporté à un sous-développement* linguistique qui l'expliquerait. Signe de la richesse, l'usage du français est désiré comme une anticipation de l'aisance.

Peut-on suggérer que le même processus de dévalorisation de sa langue maternelle au profit d'une langue étrangère dominante explique, toutes choses égales *d'ailleurs, le prestige de l'anglais* (ou du franglais, « créole » de l'Hexagone) en Europe et en *France ?*

On peut imaginer ou espérer que les communautés créolophones *trouveront, dans la prise de conscience* de leur identité culturelle et dans la revendication de leur *indépendance, les moyens de se* donner un véritable statut linguistique.

Pour l'heure, il ne s'agit encore que d'une généreuse utopie. Dans la situation actuelle des sociétés occidentales (ou dominées par l'Occident), il paraît exister pour toute langue, et par conséquent pour le créole, un seuil en deçà duquel le recul, quantitatif et qualitatif, est inéluctable.

Ce recul est moins une affaire de nombre que de capacité à suivre par ses propres moyens la masse croissante de l'information. Comme toutes les langues qui ont, *sans qu'il y ait de leur faute évidemment,* « manqué le train » de la révolution industrielle, le créole ne possède cette capacité qu'à un très faible degré.

Il ne peut guère se développer qu'en se francisant, donc en s'affaiblissant. Cette francisation du créole est déjà sensible dans l'océan Indien. Le créole des Antilles l'évitera difficilement.

Reste le problème majeur de l'alphabétisation des populations créolophones, et en premier lieu *des Haïtiens. L'idéal raisonnable* serait ici une éducation bilingue, qui éviterait à l'enfant le traumatisme du passage brutal de la langue maternelle à la langue scolaire et serait très probablement *bénéfique à l'acquisition du français* lui-même.

Il est difficile d'envisager pour le créole un avenir plus glorieux, et peu probable que même une volonté collective durable, à supposer qu'elle se manifeste un jour, puisse arrêter (et encore moins inverser au profit du créole) ce qui paraît bien être une tendance présente de l'histoire.

On peut du moins espérer et vouloir que cette langue si particulière, si profondément vécue, conserve longtemps encore son authenticité : celle de l'âme créole elle-même.

JACQUES CELLARD.

(Mercredi 26 janvier.)

★ Association des universités entièrement ou partiellement de langue française. Bureau européen : 173, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

Un Comité international des études créoles a été constitué à l'issue du colloque de Nice.

ZANBA È LAPIN KA PWAN PWASON

(Conte de la Guadeloupe)

An tan lontan, tè tini dé zanmi. Youn sété Conpè Lapin é lot la sété Conpè Zanba.

On jou, Conpè Zanba pa tè dife pou i tè limé chabon a-y. Alo, i voyé timoun a-y acz Lapin mandé-y tibwin dife. Timoun la alé, i fwapé é i rantré. Lè i rantré, i touvé Conpè Lapin ka fwi pwason. Alo i di :

— Conpè, ka ou ka fwi la, on ?

Lapin réponn con sa sé ôn pwason i soti kyinn adan létan a Conpè Lowa. Timoun la di :

— Ban gouté an timoso.

Lè timoun la gouté pwason la, i di :

— Manmans ! Sa bon minn !

(Traduction)

ZAMBA ET LAPIN PÊCHENT DU POISSON

Autrefois, il y avait deux amis, l'un s'appelait Compère Lapin et l'autre Compère Zamba. Un jour, Compère Zamba n'avait pas de feu pour allumer son charbon. Alors il envoya son fils chez Lapin lui demander du feu. L'enfant frappa chez Compère Lapin et entra. A l'intérieur, il trouva Lapin occupé à faire frire du poisson. Alors il lui dit :

— Que fais-tu donc frire là ?

Lapin lui répondit que c'était des poissons qu'il venait de pêcher dans l'étang de Compère le Roi. L'enfant dit :

— Fais m'en goûter un morceau.

Lorsqu'il eut mangé le poisson, l'enfant dit :

— Maman ! C'est vraiment bon !

(Extrait de *Lectures bilingues graduées, créole-français*, Ageco éditeur.)

Vient de paraître

Romans français

MYRIAM ANISSIMOV : *Rue de nuit.* — L'auteur, qui a obtenu le grand prix du disque de l'Académie Charles Cros pour son enregistrement des chansons et poèmes d'Albertine Sarrazin, a déjà publié deux romans : *Comment va Rachel ?* et *la Resquille.* La condition juive et une mise en procès kafkaïenne composent le climat de ce troisième roman. (Julliard, 195 p., 35 F.)

Récit

SUZANNE PROU : *le Rapide Paris-Vintimille.* — Un court récit de voyage du prix Théophraste-Renaudot 1973, auteur de *la Petite Boutique,* paru aux mêmes éditions dans la collection : « En direct ». (Mercure de France, 100 p., 28 F.)

Histoire littéraire

JEAN-JACQUES BROCHIER : *l'Aventure des surréalistes* (1914-1940). — Un essai sur cette explosion littéraire qui succéda au mouvement « dada » et se prolonge aujourd'hui dans ses *implications politiques et poétiques.* Par le rédacteur en chef du *Magazine littéraire.* (Stock, coll. « Les grands auteurs », 350 p., 42 F.)

Sciences humaines

LOUIS DUMONT : *Homo Æqualis.* — Après son étude classique sur la société des castes (*Homo hierarchicus*), l'auteur entreprend dans le même esprit une analyse des sociétés égalitaires, en commençant par la « genèse et l'épanouissement de l'idéologie économique », d'Adam Smith à Marx. (Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 280 p., 57 F.)

ALFRED SAUVY : *Eléments de démographie.* — Avec la collaboration d'Elisabeth Brown et Alain Lefebvre. Une analyse des causes et conséquences des phénomènes démographiques. Quelques vues sur leur histoire, leurs doctrines et leur politique et une étude des problèmes actuels de population. (P.U.F., coll. « Thémis - Sciences sociales », 390 p., 59 F.)

Histoire

GEORGES WORMSER : *le Septennat de Poincaré.* — Le président de la République de la « Grande Guerre », vu et jugé par un témoin qui était chef du cabinet de Georges Clemenceau, alors président du conseil. Des souvenirs et des archives inédites. (Fayard, 263 p., 39 F.)

JOAN GARCES : *Allende et l'expérience chilienne.* — Du plan I.T.T.-C.I.A.-Frei de 1970 au coup d'Etat de 1973, l'historique d'une tentative malheureuse de passage au socialisme par les voies démocratiques, dans un pays d'Amérique latine que ses institutions, ses traditions semblaient mettre à l'abri d'un putsch militaire. (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 290 p., 76 F.)

هكذا من الأصل